



# THÈSE

En vue de l'obtention du

## DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

Délivré par l'Université de Toulouse 2 - Jean Jaurès

---

Présentée et soutenue par

**Mathilde DENOËL**

Le 12 juillet 2019

**Rapports de pouvoir dans l'activité minière :**  
**entre modèle néo-extractiviste et variations territoriales.**  
Le cas des provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza en Argentine

---

**École doctorale et discipline ou spécialité**  
École doctorale T.E.S.C. - Géographie

**Unité de recherche**  
Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires  
(UMR CNRS 5193 LISST, CIEU et Dynamiques Rurales)

**Directrice et Directeur de thèse**  
Martine GUIBERT, Maître de conférences Habilitée à Diriger des Recherches,  
Université Toulouse 2 - Jean Jaurès, UMR CNRS 5193 LISST, Dynamiques Rurales

François TAULELLE, Professeur des Universités,  
Institut National Universitaire Champollion, UMR CNRS 5193 LISST, CIEU

### Jury

Michel DESHAIES, Professeur des Universités, Université de Lorraine, EA 7304 LOTERR  
Marie FORGET, Maître de conférences, Université Savoie - Mont Blanc, UMR CNRS 5204 EDYTEM USMB  
Carmen SALAZAR-SOLER, Directrice de recherche, EHESS, UMR CNRS 8168, CERMA  
Philippe SUBRA, Professeur des Universités, IFG, Université Paris 8 Vincennes - Saint Denis, EA 353 CRAG  
Lucrecia WAGNER, Chargée de recherche, CONICET, CCT-MENDOZA, IANIGLA



**Université Toulouse 2 – Jean Jaurès**  
**Laboratoire LISST**

**THÈSE**

Pour obtenir le grade de  
DOCTEURE DE L'UNIVERSITÉ  
Spécialité : Géographie

**Rapports de pouvoir dans l'activité minière :  
entre modèle néo-extractiviste et variations territoriales.**

Le cas des provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza en Argentine

**Mathilde DENOËL**

(E.D. T.E.S.C., UMR 5193 LISST, CIEU et Dynamiques Rurales)

Présentée et soutenue publiquement  
Le 12 juillet 2019

**Devant un JURY composé de :**

Michel DESHAIES, Professeur des Universités, Université de Lorraine, EA 7304 LOTERR	Rapporteur
Marie FORGET, Maître de conférences, Université de Savoie - Mont Blanc, UMR CNRS 5204 EDYTEM USMB	Examinatrice
Martine GUIBERT, Maître de conférences Habilitée à Diriger des Recherches, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès, UMR CNRS 5193 LISST, Dynamiques Rurales	Directrice
Carmen SALAZAR-SOLER, Directrice de recherche, EHESS, UMR CNRS 8168, CERMA	Examinatrice
Philippe SUBRA, Professeur des Universités, IFG, Université Paris 8 Vincennes - Saint Denis, EA 353 CRAG	Rapporteur
François TAULELLE, Professeur des Universités, Institut National Universitaire Champollion, UMR CNRS 5193 LISST, CIEU	Directeur
Lucrecia WAGNER, Chargée de recherche, CONICET, CCT-MENDOZA, IANIGLA	Examinatrice



*À mes grands-parents, Thérèse et Ludovic.*



# *Sommaire*



# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	7
MERCI.....	11
INDICATIONS DE LECTURE.....	19
SIGLES ET ACRONYMES .....	23
INTRODUCTION GENERALE.....	27
<b>LE NEO-EXTRACTIVISME : COMPRENDRE LE MODELE GLOBAL POUR QUESTIONNER LES INTERPRETATIONS LOCALES.....</b>	<b>35</b>
Introduction de la première partie.....	37
Chapitre 1. Les ressorts du développement de l'activité minière métallifère de grande envergure en Argentine .....	39
Chapitre 2. Une recherche sur la territorialisation des rapports de pouvoir dans le secteur minier.....	81
Chapitre 3. Objet de recherche et éléments de méthode.....	117
Conclusion de la première partie.....	147
<b>QUAND LE LOCAL S'INVITE : DES LEGITIMATIONS ET DES PRATIQUES AU GRE DES TERRITOIRES .....</b>	<b>151</b>
Introduction de la seconde partie .....	153
Chapitre 4. Légitimation et naturalisation de l'activité, entre référentiels communs et tonalités territoriales .....	155
Chapitre 5. Institutionnalisation et pratiques de l'activité : entre socle commun et variations territoriales .....	225
Chapitre 6. Rapports de pouvoir et territoires miniers : la part du local dans la construction du néo-extractivisme .....	313
Conclusion de la seconde partie .....	337
CONCLUSION GENERALE.....	341
BIBLIOGRAPHIE .....	351
TABLES .....	377



*Merci*



« Bien sûr, les émotions peuvent aussi nous aveugler, nous rendre manipulables. Mais on ne se protégera pas de ce risque en prétendant en faire abstraction ; car, de toute façon, elles sont toujours là. En remerciant, au début de son livre, tous ceux qui ont contribué à sa réflexion, Susan Griffin précise qu'elle entend le mot "réflexion" tel qu'il est construit dans la calligraphie chinoise, "cerveau" et "cœur" réunis. Le philosophe Michel Hulin, quant à lui, rappelle qu'il est illusoire de prétendre à une rationalité pure, débarrassée de tout affect. À la racine de toute discipline intellectuelle, fait-il valoir, même carrée, la plus rigoureuse, il y a une préférence affective (...). Il écrit : "Plus profondément, l'affectivité, avec son inévitable dimension de partialité, est au cœur même de l'acte de comprendre, en ce sens qu'une conscience parfaitement neutre et inaccessible à toute considération de valeurs se bornerait à laisser les choses dans l'état où elles se présentent à nous." Et il conclut : "C'est sur le sol mouvant de la préférence affective que repose l'édifice entier de nos constructions théoriques dans toutes les provinces du savoir." »

Mona Cholet, 2018, *Sorcières. La puissance invaincue des femmes*, Paris : La Découverte, 232 p., p. 219.

Il y a maintenant quelque temps, parmi les trop nombreux fichiers qu'une thésarde crée dans le cadre de sa recherche, j'ai ouvert un document qui a joué un rôle bien particulier. Je l'ai nommé « remerciements ». Il s'agit d'une liste non rédigée de noms qui s'enchaînent, formant un ensemble incompréhensible pour toute autre personne que moi-même. Cette liste, d'abord courte, s'est étoffée peu à peu, jusqu'à représenter plus de dix pages. Dix pages de sigles, de noms, de surnoms. Dix pages qui mêlent des univers qui de coutume se côtoient peu et dont l'association, dans ce fichier précis, fait sens. Dix pages où justement les acteurs de mon « cerveau » et de mon « cœur » sont réunis.

Là réside aussi la beauté de la thèse. Le temps d'une recherche, des mondes qui n'ont pas nécessairement la conscience même de l'existence des autres coexistent et apportent leur soutien à une réflexion en construction et à la personne qui la porte. C'est pour cela aussi que ce document a été une aide à la rédaction : me rappelant que je ne vivais pas une aventure en solitaire mais en collectif, que je n'en étais pas la seule à l'initiative, que d'autres avaient témoigné leur intérêt dans son aboutissement, la démarche alors prenait corps et faisait sens.

En haut de cette liste figurent les noms de mes directeurs, Martine Guibert et François Taulelle. Martine, je l'ai rencontrée en 2012, alors que je rentrais tout juste d'Argentine et que je cherchais une direction pour ma première année de Master. C'est elle qui, la première, a associé mon nom au mot, qui m'était alors étranger, de « doctorat ». C'est elle qui a vu, d'abord, la potentielle thèse qui se cachait derrière mes premiers mémoires. Avant moi, avant quiconque. C'est elle aussi qui m'a appelée, un soir de juin 2014, pour m'annoncer que l'aventure commençait, qu'elle en serait (y compris sur le terrain, en octobre 2016 !), tout comme François. François, d'ailleurs, m'appelait le lendemain pour exprimer sa joie de me voir reçue en thèse. Ainsi commençait une longue série de moments où, outre les échanges académiques, il a su partager les émotions qui ont ponctué ces années. Toujours me faisant confiance — plus que moi souvent —, il a su m'orienter sans jamais me diriger. Depuis ce jour de printemps, ils accompagnent tous deux chaque étape de mon parcours, ponctuant le chemin d'encouragements, de conseils scientifiques, de retours rigoureux, me laissant tantôt marcher seule, tantôt à leurs côtés.

Complémentaires dans leurs apports, dans leur manière d'être, ils sont partie prenante de cet étrange voyage qui connaît aujourd'hui une nouvelle étape. Au plaisir donc de se retrouver pour de nouveaux bouts de chemin ensemble : Martine, François, merci !

Merci ensuite aux membres du jury d'avoir accepté de lire ce travail et de me faire l'honneur de l'évaluer, de le discuter, de l'enrichir. Merci à Messieurs Michel Deshaies et Philippe Subra d'avoir accepté d'en être les rapporteurs. Merci aussi à Mesdames Marie Forget, Carmen Salazar-Soler et Lucrecia Wagner d'en être les examinatrices.

Si échanger avec des pairs participe de l'émulation collective qui porte la recherche, je suis heureuse d'avoir la chance de le faire avec vous dans le cadre de cette thèse et de sa soutenance.

Le voyage n'aurait pas non plus eu la même saveur sans toutes les personnes qui ont contribué, outre-Atlantique, à l'aventure. Merci d'abord à toutes celles et à tous ceux qui m'ont ouvert leurs portes et avec qui j'ai eu la chance de mener des entretiens : cette recherche ne tiendrait pas debout sans leur accueil ! Merci particulièrement à Marcelo et Hector à San Juan, à Claudio et Mariana à Cafayate, à Ilda de Cachi, à Rosendo et Ruben à Humahuaca, à Arturo de Mendoza, à Eugenia, Frederico, Marcelo, Pablo, Rocio et Sergio à Mendoza. J'espère que cette thèse vous apportera autant que vous m'avez apporté.

Merci aussi aux collègues de là-bas, dont les travaux ont alimenté ma réflexion et m'ont poussé à aller toujours plus loin. Merci à celles et ceux qui ont bien voulu me recevoir, mais avec qui je n'ai jamais réussi à faire agenda commun. Merci à Marian Sola Álvarez et à Dario Aranda de m'avoir reçue pour échanger sur mes travaux. Merci aussi à Silvina Carrizo de m'avoir toujours soutenue et de m'avoir reçue en amie, ici et surtout là-bas.

Merci bien sûr aux collègues qui ont matériellement rendu possible le voyage et qui ont participé à le rendre passionnant. Merci aux membres du LISST, mon laboratoire, et à son directeur, Olivier Pliez, de m'avoir accueillie et soutenue. Merci Marie, Delphine, Najla, Marie-Ange et autres « petites mains » de faire vivre le laboratoire.

Merci aussi aux équipes, le CIEU et Dynamiques Rurales, qui ont porté mon projet de thèse. Merci particulièrement à Dynamiques Rurales et à ses (co)directeurs, Bernard Charlery de la Masselière puis Mohamed Gafsi et Michaël Pouzenc, de m'avoir permis de faire mon nid dans les bureaux de l'équipe. Merci Dominique surtout d'avoir rempli ce nid d'attentions et de simplicité.

Merci aussi aux collègues de Toulouse, Laurence Barthe, Corinne Eychenne, Mélanie Gambino, Julien Rebotier, Yann Philippe Tastevin, et à celles et ceux d'ailleurs, Audrey, Kyra, Vincent, qui ont fait et/ou qui feront des bouts de route à mes côtés.

Merci aux membres du département de géographie de m'avoir accordé leur confiance en me permettant d'enseigner avec eux dans le cadre de mon contrat doctoral puis d'un contrat d'ATER. Merci à Fabienne Cavallé, qui a guidé mes débuts d'enseignante, et à Julie Picard et Sylvain Racaud, avec qui j'ai partagé mes premières expériences.

Merci à l'École Doctorale TESC d'avoir hébergé ce doctorat, à François Bon et à Catherine Bernou, qui ont œuvré à ce que les conditions soient aussi pensées par les doctorants mêmes. Merci à l'PIPEAT, qui avant même le doctorat, m'a offert une formation de latino-américaniste. Merci aussi à l'IdA, qui a financé mon premier séjour de recherche en Argentine, et à la Commission Recherche de l'Université Toulouse 2 – Jean Jaurès, qui a

contribué au second. Merci aux collègues membres de l'ECOS Sud-MINCYT et à la fine équipe de Mondes Sociaux de m'ouvrir à de nouvelles perspectives.

Enfin, j'ai eu le plaisir de réaliser cette thèse avec le soutien du LabEx SMS, qui m'a accordé un contrat doctoral sans lequel les conditions de travail auraient été bien plus difficiles. C'est malheureusement le cas de nombreux jeunes chercheurs et amis que j'ai côtoyés toutes ces années : en ce sens, merci aussi au collectif des précaires et autres compagnons d'infortune qui luttent pour que les conditions dont j'ai bénéficié soient toujours plus généralisées et qui rendent, par leur engagement, l'université plus respirable.

Si la recherche est bien un travail collectif, pour ma part, c'est avec vous tous que j'ai fait équipe : j'espère que ce travail sera une jolie manière de vous rendre, à tous, la pareille, et rappeler combien vos soutiens sont aussi ceux qui permettent à la recherche de se faire.

Merci aux étudiants, pour m'avoir montré combien travailler en leur présence était fascinant, et qui ont stimulé chaque fois mon envie de mieux faire, de continuer, de persévérer. À l'université ou ailleurs, j'espère continuer à évoluer à vos côtés.

Merci aussi à Frédérique Blot, Marie Forget et Lucrecia Wagner, membres de mon comité de thèse, dont les travaux ont nourri cette recherche et dont l'humanité a toujours été d'un grand soutien. Frédérique, merci de ton intérêt pour mes travaux, depuis le master et jusqu'à maintenant : tes conseils avisés et ton enthousiasme face à mon sujet ont été moteurs de discussions toujours passionnantes. Marie, merci aussi pour nos échanges, où tu as su me faire une véritable place de collègue : tes apports ont été précieux et les quelques occasions que nous avons eues de travailler ensemble ont été à la fois riches et agréables. Lucrecia enfin, merci d'avoir accepté de suivre cette recherche : toujours dans le souci d'une construction collective des savoirs, tu as cartographié pour moi les routes balisées par des travaux déjà existants et les chemins encore inexplorés, m'encourageant toujours à prendre les seconds. Quand m'aventurer sur le terrain devenait difficile, penser que je vous retrouverai, Marcelo Giraud et toi, le temps d'une halte à Mendoza, m'a aidé à avancer. Marcelo, tu es pour moi l'homme de l'ombre de ce comité : premier à m'avoir parlé de mines, je n'en serais pas là sans notre rencontre d'il y a presque dix ans déjà, et la générosité, l'humour, l'engagement dont tu as fait preuve dans notre relation reflètent pour moi ta manière d'être au monde, entière. À tous les quatre, qui avez si bien su allier « cœur » et « cerveau » dans votre accompagnement, merci. J'espère que nous aurons l'occasion de faire se croiser nos chemins davantage encore.

Merci enfin aux collègues et amis qui ont fait de cette expérience une expérience humaine avant tout. Merci Auréline, David, Doriane, Felipe, Mathilde et tous les autres occupants de la salle de convivialité. Merci Héloïse pour nos échanges sur la littérature latino-américaine et nos modes alimentaires. Merci Sam pour les conseils graphiques et les longues discussions sur le monde dans lequel nous évoluons. Merci Anélie d'avoir lutté et râlé à mes côtés, toujours dans la bonne humeur et dans la douceur d'être ensemble. Merci Chloé d'avoir chanté mes pauses café. Merci Lucie de les avoir rythmées de potins, de rires, de bienveillance. Merci Arnaud de les avoir ponctuées de conseils polars, séries, cuisine ou de conseils tout courts, toujours le mot juste et l'amitié vache. Merci enfin Aurélio, Adrien, Elsa, Adriana. Évoluer à vos côtés a été un bonheur inespéré. Au détour du chemin, vous êtes entrés dans ma vie et l'avez rendue plus belle. Par votre présence, aller au travail voulait dire être heureuse de vous retrouver. Merci Aurélio pour tous tes tocs, tes tics et tes tacs dans le bureau, tes

coups de gueule, tes soupirs, tes rires, tes relectures, ta patience, ton soutien, tes smoothies, tes jets de crayons de papier ou de ballon de foot. Merci pour la vie que tu as portée entre les murs que nous occupons ensemble. Merci aussi Adrien pour ces quelques mois que nous avons passés dans la tanière du premier, pour les gifs en carton, pour les cartes personnalisées, pour les léporidés enthousiastes, pour les conseils, pour ta présence : c'est en te regardant faire que j'ai véritablement commencé à rédiger. Et une fois que tu as quitté le nid, tu m'as vite montré que tu ne serais jamais loin non plus : merci lapin pour la fidélité. Elsa, manamou, merci à toi aussi pour l'amitié. Pour tous ces moments à se dire la vie, qu'elle est belle, à se dire l'amour, qu'il est dur et qu'il est fou, à se dire le rire, qu'il est essentiel, à se dire la tendresse et la bienveillance, sans lesquelles nous ne sommes rien (et à se dire les chats bien sûr). Adriana enfin, jumelle de ces dernières années, jamais loin, toujours là, je n'arrive pas à imaginer ce qu'aurait été l'aventure sans toi. Petite boule rouge chargée d'électricité comme dirait Mano Solo, on sent que tu existes très fort. Nos moments ont été d'une intensité si folle qu'on ne pouvait que se sentir vivantes. Alors, pourvu que ça dure !

C'est avec vous tous que j'ai appris que la recherche, c'est aussi forger des amitiés. Car de collègues vous n'êtes rien : pour moi, vous êtes aussi celles et ceux de la vie du dehors. Alors, amis, merci !

Merci aussi aux amis d'ici ou d'ailleurs, qui ont fait ma vie de tous les jours.

D'abord, merci à mes amis de cœur qui vivent si loin. C'est aussi avec vous et pour vous que j'ai mené cette recherche. Merci Matías y Lola de m'avoir montré, alors que j'y posais le pied pour la première fois, les ficelles de la vie en Argentine, et d'avoir été là, inconditionnellement. Depuis ce jour où nous avons été coincées ensemble au pied de l'Aconcagua, merci aussi Maru, *amiga mía*, d'avoir toujours ouvert les bras à mon arrivée, chaque fois plus rayonnante et épanouie, faisant de l'étape porteña un moment de douceur et de joie. Merci Gabi, Carlos, José, compañerxs de Mendoza. Merci Agus, mon circassien préféré. Merci Caro, *querida*, pour l'accueil, pour le vin, pour nos longues nuits, pour l'amour si savamment exprimé chaque fois que l'on s'est retrouvées. Merci Mario, *querido*, d'exister : notre amitié me rappelle chaque jour que la distance ne compte pas pour qui sait aimer. Alors la thèse est finie oui, mais je sais que toujours « [volvéré] *al sur, como se vuelve siempre al amor* ». Toujours ici aussi ma porte vous sera ouverte ! *Gracias todxs, y hasta (re)pronto !*

Et puis il y a celles qui m'ont accompagnée des deux côtés de l'océan. Merci Julie d'avoir partagé, alors que nos routes se sont croisées par hasard, les poux, les nuits de bus, les petits déjeuners, certains séminaires miniers (et oui !), les *asados*, et les arpentages dans le beau nord-ouest argentin. Tu as ramené le plus beau souvenir de ce voyage partagé. Merci à Coline aussi, *alter ego* rencontré ici et découvert là-bas, amie de toujours et de partout. Merci pour les heures de discussions, pour les Andes en terrasse (toujours avec des cacahuètes), pour le trépied, pour la balance des blancs, pour les heures de montage. Merci de ta folie, ton art de vivre, ton humour, ta passion furieuse. Vous avez été mes meilleures camarades de voyage.

Merci aussi à celles et ceux qui, sans n'avoir jamais traversé l'Atlantique à mes côtés, m'ont toujours accompagnée. Merci à Adrien, Aymery, Antoine, Benoît, Jacob, Joachin, Julia, Julie, Ludo et autres comparses pour les nouveaux ans, pour les parties de boules ou de cartes, pour les mots croisés, pour Groix, pour les coups de gueule et les gueules de bois. Merci d'être si entiers. Merci d'être si furieux, si vivants.

Merci à Blandine, merci à Julien, à Alice, à David, à Élodie, à Liana, à Matthieu, à Mélissa, à MJ, à Patricia, à toutes les canailles trop nombreuses pour être nommées, qui ont fait vibrer mes cordes vocales à les perdre parfois, qui ont montré que la lutte devait d'abord être joyeuse et collective, qui ont rendu mes mercredis heureux.

Merci Alba, Cantalou, Coentín, Elene, Eva, Fabien, Marie-Pierre, Muriel et toute l'équipe de cinélatino de faire vivre à Toulouse et sur nos écrans la merveilleuse Amérique latine. Merci aussi d'avoir égayé tous mes mois de mars : rendez-vous aux prochains apéros-concerts ! Plus particulièrement, merci Fran, pour ta gentillesse et nos doux moments post-gym, nos soirées pyjama, nos promenades marseillaises. Merci Marie, pour ton intérêt pour mes recherches, pour ton sourire moqueur, ton regard malicieux, ta présence bienveillante. Merci Louise, amie pour la vie, choisie « par la force des choses », latino-picarde, tantôt râleuse tantôt heureuse, toujours sincère et sans réserve.

Merci aussi à *Mamie et les ours*, Karine, Christophe, Marion, de m'avoir reçue comme dans une deuxième maison.

Merci aussi à Sabine et Lefki, Alice et Isa, qui m'ont adoptée et qui sont entrées dans ma vie sans qu'elles ne puissent plus en sortir.

Merci Anna, merci Nico, merci Zach : je vous hurle, je vous ris, je vous chouin chouin et je vous meugne meugneu. Merci aussi à Théo et ses diatribes, David et ses poésies, Loan et ses pizzas, Jérémy, son dragon et son épée. Merci Marine pour la tarte au citron, le bo bun, les futurs documentaires sur les poneys et les relectures. Merci Myriam aussi pour les relectures, les attentions et le syndicalisme. Merci Claire pour les coups de pédales que j'aurais aimé faire avec toi, pour les parties de tavlas, les après-midis terrasses ou canapé, les soirées claquettes, les chutes de ski : du flex, du love. Merci Julia, pour les mots doux, pour les thés, pour tes apparitions à la porte du bureau ou dans ma vie, toujours davantage attentionnée. J'espère que cette aventure, qui nous a unies, te rendra heureuse.

Merci enfin à Sylvie, à Pascale et autres habitués de la butte, à celles et ceux qui ont toujours été là. J'ai ici aussi une pensée particulière pour Armand, ses moues, ses gâteaux périmés et sa sourde oreille. Merci surtout à mes grands-parents, Thérèse et Ludovic, rois de la virgule, cruciverbistes passionnés, seigneurs de mes étés, grands princes dans leur humilité.

Merci Nelson, ma ronronnade, mon chasseur de feuilles et de haricots,  
Merci Lou, ma belle fougueuse, d'avoir pris tant soin de moi,  
Merci Romain, mon si fragile roc, de n'avoir jamais douté et de te battre encore,  
Merci Ma Ion, mon Escudero, ma Leny, ma chanson,  
Merci Lulu, mon crayon, ma révolution, ma rage,  
Merci Elsa, mon guide, ma voix, mes yeux,  
Merci Jérôme, ma douceur, mon désir.

Merci Paul, mon roudoudou, ma soif de vivre,  
Merci Léa, ma cacahuète, ma boxeuse amoureuse,  
Merci à mes parents, mes amours.

À vous qui avez porté le « cœur » de ma réflexion, merci.

Merci, merci, merci.



*Indications de lecture*



### L'anonymat

Les noms de tous mes interlocuteurs et de tous les acteurs mentionnés dans cette thèse ont été anonymisés, mis à part ceux des personnes publiques occupant une position d'élu, dont les trajectoires et l'action sont de notoriété publique. J'ai cependant essayé de donner le plus d'informations possible concernant le profil socioprofessionnel des acteurs afin de les situer dans l'analyse.

### Le choix de la langue, entre Français et Espagnol

Cette thèse porte sur l'Argentine, pays hispanophone. Outre les références anglo-saxonnes, l'ancrage théorique se nourrit de références latino-américaines (en langue espagnole ou brésilienne). Les entretiens ont tous été conduits dans la langue de l'enquête (donc, principalement en espagnol). Les résultats de l'analyse textuelle quantitative qui sont proposés dans ce travail auraient été biaisés s'ils reposaient sur des traductions d'entretiens. Enfin, et concernant notamment les citations de travaux académiques latino-américains, nous pensons que conserver la langue de publication participe, à sa manière, à décoloniser les savoirs et à rendre visible l'existence foisonnante de publications scientifiques souvent laissées hors-champ. Pour ces raisons, mais aussi puisque, selon nous, le poids des mots et de la langue a son importance, nous avons fait le choix de laisser les citations et extraits de *verbatim* en langue originale et dans le corps du texte. Une traduction est systématiquement proposée en note de bas de page. Cependant, nous sommes conscients qu'un manuscrit hétérolingue modifie le confort de lecture pour le lecteur qui ne maîtriserait pas les langues concernées, et nous nous en excusons.

### Les citations et extraits de *verbatim*

Les citations ou extraits de *verbatim* sont indiqués entre guillemets quand ils sont insérés dans le texte. Si la citation ou l'extrait de *verbatim* sont trop longs, ils apparaissent détachés du texte, entre guillemets et centrés. Dans le cas d'une citation, le nom de l'auteur et la référence de la page exacte sont indiqués entre parenthèses avant ou après la citation. La référence complète est indiquée en bibliographie.

Lorsque la citation ou le *verbatim* sont en langue étrangère (anglais ou, principalement, espagnol) et qu'ils sont insérés dans le texte, ils sont alors mentionnés entre guillemets et en italiques. Nous indiquons, sauf avis contraire, une traduction réalisée par nos soins en note de bas de page et entre crochets. De même que pour les citations ou *verbatim* en langue française, s'ils sont trop longs, ils apparaissent détachés du texte, entre guillemets et centrés.

### Les références bibliographiques

Lorsqu'il est fait référence à un ouvrage et à une date, sans qu'une citation précise n'ait été utilisée, cela signifie que nous nous appuyons sur une idée, un concept, un ensemble d'informations ou la pensée d'un auteur, développés dans une partie précise de l'ouvrage (la page est dans ce cas indiquée) ou, de manière générale, dans l'ouvrage entier. Lorsque cette référence est située en fin de paragraphe, cela marque une utilisation des apports de l'ouvrage à plusieurs reprises dans le paragraphe précédent. La référence complète est indiquée en bibliographie.

### Les sigles et acronymes

Les sigles et acronymes utilisés sont indiqués entre parenthèses après leur première présentation et utilisation dans la thèse. Ils sont tous repris dans la liste des sigles et acronymes située en début de volume.

### Les cartes, figures et illustrations

Les cartes, figures et illustrations sont toujours précédées d'un titre et d'une légende, indiquant la ou les sources, qu'il faut lire de la manière suivante. Lorsqu'il s'agit d'un document que nous présentons sans apporter de modification, seule la « source » apparaît. Lorsque nous reprenons un document en modifiant soit le contenu soit la forme, nous l'indiquons dans « réalisation » et ajoutons la « source ». Lorsque nous avons mis en forme des données brutes, nous indiquons seulement la « réalisation ». Enfin, concernant les photos, la légende indique l'auteur de la photo, la date et le lieu.

### Les échelles administratives en Argentine

Dans cette thèse, nous parlons d'État, le comprenant dans l'ensemble de ses déclinaisons aux échelles fédérale, provinciale, départementale et municipale. L'Argentine étant un pays fédéral, pour les lecteurs français, il faut comprendre l'État fédéral comme la Nation ; l'État provincial comme un gouvernement infranational, aux compétences plus importantes que celles des « régions » françaises (dont l'essentiel des ressources budgétaires vient du national) ; l'État départemental comme équivalent au conseil départemental et les représentants de l'État local comme les élus municipaux ou des collectivités territoriales.

## *Sigles et acronymes*



- AFC** : Analyse Factorielle des Correspondances
- AMPAP** : *Asambleas Mendocinas Por Agua Pura*  
[Assemblées de Mendoza pour l'Eau Pure]
- BID** : Banque Interaméricaine de Développement
- BIRD** : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
- BM** : Banque Mondiale
- BNA** : *Banco de la Nación Argentina*  
[Banque de la Nation Argentine]
- CAEM** : *Cámara de Argentina de Empresarios Mineros*  
[Chambre Argentine d'Entrepreneurs Miniers]
- CaMEM** : *Cámara Mendocina de Empresarios Mineros*  
[Chambre de Mendoza d'Entrepreneurs Miniers]
- CASEMI** : *Cámara Argentina de Proveedores y Prestadores Mineros*  
[Chambre Argentine de fournisseurs et prestataires de Services Miniers]
- CDH** : Classification Descendante Hiérarchique
- CEADE** : *Cámara de Empresarios Argentinos De la Energía*  
[Chambre des Entrepreneurs Argentins De l'Énergie]
- CEPAL** : *Comisión Económica para América Latina y el Caribe*  
[Comission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes]
- COFEMIN** : *Consejo Federal Minero*  
[Conseil Fédéral Minier]
- DIA** : *Declaración de Impacto Ambiental*  
[Déclaration d'Impact Environnemental]
- FMI** : Fond Monétaire International
- FUNDAMIN** : *Fundación para el Desarrollo de la Minería Argentina*  
[Fondation pour le Développement de l'Activité Minière argentine]
- GEMERA** : *Grupo de Empresas Mineras Exploradoras de Argentina*  
[Groupe d'Entreprises Minières d'Exploration d'Argentine]
- IDE** : Investissement Direct Étranger
- IIA** : *Informe de Impacto Ambiental*  
[Étude d'impact Environnemental]
- IIED** : *International Institute for Environment and Development*  
[Institut International pour l'Environnement et le Développement]

**IPEAT** : Institut Pluridisciplinaire d'Études sur les Amériques de Toulouse

**ISI** : Industrialisation par Substitution aux Importations

**JEMSE** : *Jujuy Energía y Minería Sociedad del Estado*

[Jujuy Energie et Mine Société d'État]

**MMSD** : *Mining, Minerals & Sustainable Development*

[MMDD : Mines, Minéraux et Développement Durable]

**NOA** : Nord-Ouest Argentin

**OFEMI** : *Organización Federal de Estados Mineros*

[Organisation Fédérale des États Miniers]

**PAS** : Plan d'Ajustement Structurel

**PASMA** : *Proyecto de Asistencia a la Minería Argentina*

[Projet d'Appui au Secteur Minier Argentin]

**PDAC** : *Prospectors and Developers Association of Canada*

[Association Canadienne des Prospecteurs et Entrepreneurs Miniers]

**PRC** : Pays Riches en Capitaux

**RSE** : Responsabilité Sociale Entrepreneuriale

**SEGEMAR** : *Servicio Geológico Minero Argentino*

[Service Géologique Minier Argentin]

**TSX** : Toronto Stock eXchange (Bourse de Toronto)

## *Introduction générale*



« *El desarrollo minero necesita políticas de Estado, y no de gobiernos* »<sup>1</sup> déclarait, le 27 avril 2019, le président de la CAEM en exercice. Ce faisant, le président de la plus importante organisation sectorielle minière de l'Argentine dénonçait *le poids des territoires* (Syngedouw, 2004), vécu comme un frein au développement du secteur<sup>2</sup>. Il appelait l'État fédéral à réaffirmer son pouvoir coercitif sur les gouvernements provinciaux et à recentraliser les affaires minières afin de faciliter l'extension des processus d'accumulation par dépossession, moteurs du capitalisme, dans de nouveaux espaces (Harvey, [2001] 2008).

Pourtant, à la différence de ses voisins, l'activité minière métallifère de grande envergure ne s'est développée en Argentine qu'à la suite d'une la politique de décentralisation, amorcée dans les années 1990 : les ressources minières relèvent dès lors de la compétence des gouvernements provinciaux. Cette politique s'inscrit dans les « recommandations » formulées par les institutions internationales (FMI et Banque mondiale, entre autres) dans les années 1980-1990 et elle se traduit par un processus massif de privatisations. Les ressources minières, auparavant propriétés inaliénables de l'État fédéral, sont désormais ouvertes aux concessions à des acteurs privés ou publics. La libéralisation de l'économie qui accompagnait ces mesures a aussi encouragé l'arrivée d'entreprises transnationales en quête de « *commodities* ». Dans notre recherche, nous appelons *commodites* les matières premières brutes, commercialisées sur des marchés financiers particuliers — à terme ou comptant —, dont les variations des cours peuvent se répercuter sur d'autres marchés et *in fine*, sur certains produits finis, comme c'est le cas pour les minerais métallifères (Fornillo, 2014). Nous l'utilisons comme un concept<sup>3</sup>, pensé par Maristella Svampa (2012).

C'est l'affirmation, dans le secteur minier, du modèle extractiviste : de grands volumes de ressources sont exploités en vue de leur exportation sous la forme de *commodities* (Acosta, 2011 ; Svampa, 2012). Ce développement rapide du secteur en fait un cas d'école en termes d'avancées des frontières extractives, où de nouveaux territoires

---

<sup>1</sup> [Le développement minier a besoin de politiques d'État, pas de gouvernements] (Extrait de prise de parole du président de la CAEM, 27 avril 2019, « CAEM reclama “políticas de Estado y no de gobiernos” para la minería. Las cifras actuales del sector », *MiningPress*, Disponible en ligne : <http://www.miningpress.com/nota/321801> [dernière consultation le 18.05.2019], trad. M. Denoël).

<sup>2</sup> Dans cette prise de parole, le président de la CAEM évoque à la fois la Loi de protection des glaciers et l'existence de certaines législations provinciales restrictives comme les deux causes principales du faible développement du secteur depuis le début du mandat du président Mauricio Macri, en 2015.

<sup>3</sup> Par convention, il apparaît donc, dans la suite de la thèse, sans guillemets et sans italiques.

sont concernés par le processus de captation des ressources. Face à l'implantation de cette nouvelle activité, les territoires concernés ne sont pas restés passifs. Certains, et c'est le cas de la province de Jujuy, ont défendu l'antériorité provinciale de l'activité, légitimant l'implantation d'un modèle prédateur en se proclamant « province minière historique », et l'inscrivant de fait dans une continuité coloniale (Gómez Lende, 2016 ; Salizzi, 2014). D'autres, et c'est le cas de San Juan, y ont vu une opportunité économique pour sortir de leur statut de « marge » et ainsi entrer dans la mondialisation (Bottaro, Sola Álvarez, 2015 b ; Denoël, Guibert, 2018 ; Denoël *et al.*, 2019, à paraître). D'autres encore, et c'est le cas de la province de Mendoza, ont réaffirmé, dans la lignée des assemblées citoyennes et des mouvements écologistes internationaux, une identité locale incompatible avec le déploiement du secteur (Wagner, 2010 ; Walter, 2010). Ces dernières provinces ont vu fleurir des mouvements de contestation, sous la forme d'actions directes — blocages de routes, manifestations, occupations de sites — et indirectes — pressions citoyennes sur les représentants politiques, propositions d'alternatives de développement —, qui ont débouché sur l'adoption de législations restrictives. Différents régimes miniers (Laforce *et al.*, 2012) sont donc adoptés à l'échelle provinciale.

Dans ce panorama contrasté de l'activité minière métallifère, gourmande en « produits de la nature » (Bednik, 2016), les entreprises transnationales exploitantes développent des outils de légitimation pour se rendre socialement et « environnementalement acceptables » (Deshais, 2011), tels que la Responsabilité Sociale Entrepreneuriale (RSE) (Cerutti, 2015 ; George, 2014 ; Godfrid, 2016). Les autorités publiques sont poussées à construire un « dispositif de consensus » (Boccardi *et al.*, 2008) autour de l'activité de plus en plus décriée à toutes les échelles (Bebbington, 2006 ; Escobar, 2012 ; OSAL, 2012). Ces acteurs de l'activité minière s'appuient sur une pluralité de médiateurs (Olivier de Sardan, 1995 a), hybrides de la mondialisation (Graz, 2006), qui constituent un système au service de la légitimation d'activités prédatrices. C'est la multiplication des instances qui accompagne le processus de globalisation (Berkowitz, Dumez, 2015). Du global au local, dans les sphères privée ou publique, un ensemble de mécanismes hégémoniques (Antonelli, 2010), alliant discours et pratiques, coopération et coercition, est déployé pour assurer au capitalisme la conquête de nouveaux espaces dotés en ressources (Clerval, 2011). Concernant l'activité minière métallifère de grande envergure en Argentine, c'est le passage de l'extractivisme au néo-extractivisme (Denoël, 2019, à paraître ; Svampa, Antonelli, 2010).

À l'échelle locale, et en réaction, des conflits éclatent parfois. Mais qu'ils résistent à l'accaparement de leurs ressources ou qu'ils lui ouvrent leurs portes, les territoires, structurés par des rapports de pouvoir et réceptacles de sociabilités, sont nécessairement transformés, du fait des actions syntagmatiques (Machado Araújo, 2009 ; Raffestin, 1980) portées par les partisans du secteur. En effet, dans un cas comme dans l'autre, ils doivent soit réaffirmer une construction territoriale antagonique au néo-extractivisme, soit s'appropriier le modèle et l'adapter à leurs particularismes.

Dans ce travail, ce sont justement les conditions de cette adaptation locale d'un modèle globalisé que nous interrogeons (Guibert, 2017 ; Martínez-Alier [2011] 2014). Si le néo-extractivisme est une construction hégémonique (Antonelli, 2010 ; Godfrid, 2016) qui fait écho aux processus d'accumulation par dépossession, nous questionnons, dans le cadre de rapports de pouvoir, les conditions de sa reterritorialisation (Swyngedouw, 2004). Nous nous attachons ainsi à comprendre la *part du local* dans un système globalisé où les ressources sont captées dans le cadre de l'extension des frontières du capitalisme. La problématique de cette recherche questionne donc la relation d'interdépendance entre les territoires locaux et les acteurs souhaitant implanter et développer l'activité minière de grande envergure en Argentine.

Pour ce faire, nous émettons deux hypothèses. La première postule que, pour s'ancrer dans les territoires, le modèle néo-extractiviste nécessite une hybridation des logiques public-privé (Chavagneux, 2002 ; Negri, Cocco, 2007 ; Sassen, 2000), qui est facilitée par l'intégration, dans un système d'acteurs complexe et multiscale, d'élites locales en capacité de faciliter l'accès à la ressource. En corollaire, la seconde interroge la participation des élites locales à l'hybridation des représentations qui forgent les territoires.

La thèse ici présentée est donc articulée autour de la question des relations de pouvoir. Elles sont faites de discours pensés comme instrument de pouvoir autant que de légitimation. Elles sont aussi fruit et moteur de pratiques matérielles et immatérielles. Elles participent à reconfigurer les territoires (Raffestin, 1980) au service de la captation des ressources minières métallifères, exploitées par des acteurs transnationaux insérés sur les marchés et maîtrisant les techniques de pointe nécessaires à l'extraction. Ici, le pouvoir est défini comme exogène et endogène, asymétrique, inhérent aux autres rapports sociaux et multiscale (Balandier, [1967] 2013). C'est donc davantage un ensemble de relations,

formées de micropouvoirs articulés (Foucault, 1971) qui participent à modifier une situation donnée, en l'occurrence, les territoires visés par la captation de commodities. Si la *part du local* dans ces relations est révélée par les études sur les conflits et les mouvements socio-environnementaux (amplement abordée depuis le prisme des sciences humaines et sociales), nous souhaitons, pour notre part, analyser le rôle des élites minières dans ces *variations territoriales* d'un modèle globalisé. Ainsi, nous espérons participer au « développement d'une géopolitique critique (O'Tuathail, 1996 ; Dalby, 1998) centrée sur les conflits ou les coopérations entre acteurs sociaux (...) [intégrant] une pluralité d'acteurs, là où la géopolitique classique s'en tenait à l'État, et une pluralité de signifiants attachés à un même objet, la ressource » (Magrin *et al.*, 2015, p. 11). Nous comptons aussi, dans une approche ancrée en écologie politique, apporter des éléments de réponse à la question reprise par Joan Martínez-Alier et Mariana Walter (2015, p. 75), qui demandent : « *¿quién tiene el poder de imponer decisiones en la extracción de recursos (...) y, más importante, quién tiene el poder de determinar los procedimientos para imponer tales decisiones (Martínez-Alier 2001, 2002; Robbins 2004)?* »<sup>4</sup>.

Nous avons donc cherché à renseigner les discours, les pratiques et les relations des acteurs qui participent à légitimer, naturaliser et institutionnaliser (Antonelli, 2010) l'activité minière métallifère de grande envergure dans les territoires et qui influent sur la reconfiguration des territoires et sur la reterritorialisation de processus globalisés (Swyngedouw, 2004). Les trois cas d'étude sont les provinces les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza. Centrée sur les acteurs partisans du secteur, une méthode polymorphe a été appliquée. Elle articule entretiens semi-directifs à la dimension conversationnelle, participations à des événements miniers et observations au plus proche des sites. Ces données, recueillies à l'aide d'outils relevant de méthodes socioanthropologiques et dans la perspective d'une triangulation méthodologique (Olivier de Sardan, 2001), ont été analysées à l'aide d'un dispositif multimodal. D'abord, les données émiques — retranscriptions intégrales d'entretiens ou de prises de paroles officielles — ont été examinées à l'aide d'une méthode couplant analyse textuelle quantitative et qualitative, permettant de dégager tant l'univers lexical et discursif des acteurs que les nœuds de sens reflétant les représentations, mais aussi la construction idéelle de l'espace par les acteurs

---

<sup>4</sup> [L'écologie politique étudie l'exercice du pouvoir dans les conflits environnementaux. En d'autres termes, qui a le pouvoir d'imposer des décisions sur l'extraction des ressources (...) et, plus important, qui a le pouvoir de déterminer les procédures pour imposer de telles décisions (Martínez-Alier 2001, 2002 ; Robbins 2004) ?] (Martínez-Alier, Walter, 2015, p. 75, trad. M. Denoël).

(Ratinaud, Marchand, 2015 ; Reinert, 1993 ; Sales-Wuillemin, 2006). Les données étiques ont, elles, permis une meilleure compréhension de la structuration des territoires. Articulées de manière comparative dans les trois provinces étudiées, elles ont facilité la description de lieux, l'élaboration de cartes, chorèmes ou schémas et permis la confrontation entre réalité idéale et matérielle, entre discours et pratiques (Becker, [1988] 2002 ; Blot, 2005 ; Guyot, 2008).

La première partie de cette recherche rend compte de la dimension globale de l'implantation du modèle extractiviste en Argentine. Elle analyse le déploiement du secteur minier dans les années 1990 ainsi que le passage à un modèle néo-extractiviste (Chapitre 1). Cette mise en contexte historique, politique et géopolitique, permet d'introduire les « politiques d'échelles », du global au local, nécessaires à l'ancrage territorial de l'activité. Elle débouche sur la présentation approfondie de notre question de recherche et des hypothèses, ainsi que sur la description des trois terrains étudiés (Chapitre 2) : les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza. Enfin (Chapitre 3), cette partie explique également le dispositif méthodologique multisitué, polymorphe et multimodal qui a été mobilisé, ainsi que les enjeux qu'il a soulevés.

La seconde partie analyse les relations de pouvoir qui articulent le « modèle » aux territoires et à leurs particularismes. D'abord, ce sont les mécanismes de légitimation et de naturalisation de l'activité qui sont mis à jour, notamment *via* une analyse de la territorialisation d'un discours hégémonique et de la construction de mythe(s) minier(s) (Chapitre 4). Ensuite, ce sont les pratiques permettant à l'activité de s'institutionnaliser dans les territoires qui sont présentées, entre hybridation des logiques public-privé, intégration des élites locales au processus de captation et déploiement territorial d'outils favorisant l'ancrage local d'un secteur transnationalisé (Chapitre 5). Enfin, en revenant sur les colorations locales qu'adopte le modèle néo-extractiviste, nous apportons nos conclusions sur la part de l'hybridation des logiques public-privé dans l'ancrage territorial du modèle et sur le rôle joué par les élites locales et leurs représentations dans l'accès à la ressource (Chapitre 6), qui connaît des *variations territoriales* significatives. Ce faisant, nous espérons contribuer à une géographie critique et à une écologie politique qui, associées, permettent de mieux saisir les aspects mouvants de « l'hégémonie », construite par des rapports de pouvoir multiscalaires, où le local aussi joue un rôle fondamental, et qui est, finalement, le résultat d'interdépendances plus que de domination.



*Le néo-extractivisme :  
comprendre le modèle global pour  
questionner les interprétations locales*



## Introduction de la première partie

« Le développement est tout simplement ce que les acteurs dans le champ désignent comme tel, et le monde social dans lequel ils évoluent. Ou, pour suivre Jean-Pierre Chauveau qui écrivait dès 1985 dans un style concis (p. 164) : “Il y a tout simplement ‘développement’ là où il y a des ‘développeurs’, là où l’un des groupes se réclamant de la mise en œuvre du développement, organise un dispositif d’intervention sur d’autres groupes sociaux” ».

(Bierschenk, 2008, p. 2)

Les réalités que la notion d’extractivisme recouvre, valent principalement – et selon une chronologie contemporaine très comparable – dans les espaces relevant de pays où les structures économiques sont marquées par une dépendance, héritée, à l’exportation de ressources naturelles et aux capitaux étrangers et où s’observe une forte asymétrie dans les relations entre acteurs étrangers et nationaux (Afrique, Asie, Océanie, etc.). Cependant, la notion d’extractivisme a été forgée en Amérique latine où elle est la plus usitée. En effet, et, comme nous le rappelle Eduardo Galeano dans son essai *Les veines ouvertes de l’Amérique latine* (1971), l’intégration latino-américaine au marché mondial s’est d’abord faite par l’exportation des matières premières. Les modèles de développement économique de la région reposent donc sur une forte dépendance à ces exportations.

En Argentine, la dépendance a d’abord concerné les produits agricoles et d’élevage. À la différence de ses voisins latino-américains, c’est donc dans les années 1990, sous le gouvernement de Carlos Menem et suivant les recommandations édictées dans le cadre du Consensus de Washington, que l’activité minière a été repensée afin de répondre aux besoins d’expansion du capitalisme qui reposent sur la conquête de nouveaux espaces et de nouvelles ressources. En nous appuyant sur un état de l’art multidisciplinaire, nous montrons, dans le Chapitre 1, comment s’est développée l’activité minière métallifère de grande envergure en Argentine, quelles sont les transformations productives et spatiales engendrées et comment son déploiement répond d’abord à un modèle de développement que nous pouvons qualifier d’extractiviste puis de néo-extractiviste. Nous voyons comment ce glissement s’est opéré dans un contexte où les conflits socio-environnementaux se multiplient et où les entreprises extractives développent, en réaction, de nouveaux outils de légitimation – tels que la Responsabilité Sociale et

Environnementale. Pour sa part, l'État met en œuvre des politiques actives visant à la promotion et à l'acceptation des activités extractives privées. Enfin, nous nous attachons à présenter le système d'acteurs impliqué dans le développement de cette nouvelle activité en terres argentines. Il questionne la partition publique-privée dans le cadre des rapports de pouvoir multiscalaires nécessaires à son institutionnalisation et à sa naturalisation.

Ces rapports de pouvoir sont au cœur de ce qui rend possible la redéfinition des territoires en territoires miniers – ou représentés comme tels –, des ressources en ressources minières – ou représentées comme telles –. Ils sont au cœur de la question de recherche qui guide ce travail, présentée dans le Chapitre 2. Car si « les relations entre acteurs autour des ressources naturelles donnent à voir des luttes de pouvoir qui invitent à imaginer de nouvelles formes et échelles de régulation des sociétés et des territoires, à retravailler la définition du développement et notamment le rôle des acteurs et des territoires dans ce processus » (Bos, 2017, p. 286), les relations entre les acteurs et les territoires sont elles-aussi révélatrices. En effet, elles donnent à voir que les conflits de représentation sont toujours situés et qu'elles dévoilent les conditions de la construction de l'hégémonie sous-tendant un développement géographique inégal et, *in fine*, le déploiement du modèle néo-extractiviste. Afin de saisir les modalités de la propagation des discours et pratiques à son fondement et, dans le but de questionner la part des territoires dans des logiques mondialisées, nous avons identifié trois provinces particulièrement significatives : ces territoires et ce qui les conforme sont tant des acteurs que des contraintes dans le jeu relationnel. Les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza ainsi que leurs caractéristiques relatives aux activités extractives sont donc présentées.

Dans la perspective de donner à voir les conditions de la construction de la recherche, nous présentons enfin, dans le Chapitre 3, les gageures méthodologiques relevées par ce travail et le dispositif pensé pour comprendre ces discours et pratiques. Du recueil de données à leur analyse, nous avons mobilisé un ensemble d'outils multisitué et polymorphe qui nous ont permis de saisir dans leur complexité les imbrications entre les différentes représentations socioterritoriales. Elles expliquent entre autres la progression — ou non — du modèle néo-extractiviste en terres argentines.

## Chapitre 1.

### Les ressorts du développement de l'activité minière métallifère de grande envergure en Argentine

Paso por un pueblo muerto,  
se me nubla el corazón,  
aunque donde habita gente  
la muerte es mucho mayor.  
Enterraron la justicia  
enterraron la razón.  
Y arriba quemando el sol.

Si alguien dice que yo sueño  
cuentos de ponderación,  
digo que esto pasa en Chuqui,  
pero en Santa Juana es peor.  
El minero ya no sabe  
lo que vale su dolor.  
Y arriba quemando el sol.

Me volví para Santiago  
sin comprender el color  
con que pintan la noticia  
cuando el pobre dice "no".  
Abajo, la noche oscura,  
oro, salitre y carbón.  
Y arriba quemando el sol.

Cuando fui para la Pampa  
llevaba mi corazón  
contento como un chirigüe,  
pero allá se me murió.  
Primero perdí las plumas  
y luego perdí la voz.  
Y arriba quemando el sol.

Arriba quemando el Sol,  
Violeta Parra, 1960 <sup>5</sup>

À son origine, l'extractivisme désignait les pratiques d'exploitation de la nature par les communautés brésiliennes qui, dans les années 1980, revendiquaient l'exploitation traditionnelle et durable des ressources situées dans la forêt amazonienne face à celle, industrielle, effectuée par les grands groupes à qui l'État néo-libéral ouvrait ses portes. Les réserves spatiales mises en place au nom du développement durable n'ont cependant pas freiné, en Amazonie comme sur l'ensemble du continent, l'avancée des frontières des industries extractives et le développement d'activités toujours plus gourmandes en « produits de la nature » (Bednik, 2016). Ce phénomène s'est renforcé avec la mise en place des plans d'ajustement structurels des années 1980-1990 par lesquels, pour répondre à la crise de la dette, les pays de la région ont souscrit à des prêts sous conditions auprès des institutions internationales, entraînant une forte libéralisation des économies et un

<sup>5</sup> [Je traverse une ville morte, mon coeur s'obscurcit, bien qu'y vivent des gens, la mort est beaucoup plus importante. Ils ont enterré la justice, ils ont enterré la raison. Et au dessus, le soleil brûle. // Si quelqu'un dit que je rêve en pondérant les histoires, je dis que ça arrive à Chuqui, mais qu'à Santa Juana, c'est pire. Le mineur ne sait plus ce que vaut sa douleur. Et au dessus, le soleil brûle. // Je suis rentrée vers Santiago, sans comprendre la couleur avec laquelle ils peignent les nouvelles quand le pauvre dit "non". En bas, la nuit noire, l'or, le salpêtre et le charbon. Et au dessus, le soleil brûle. // Quand je suis allée dans la Pampa j'y allais le coeur léger comme un oiseau, mais c'est là qu'il est mort. D'abord, j'ai perdu mes plumes et puis j'ai perdu ma voix. Et au dessus, le soleil brûle.] (Extrait de *Arriba quemando el Sol*, Violeta Parra, 1960, traduite par M. Denoël).

mouvement massif de privatisations, notamment dans les secteurs d'activité reposant sur l'exploitation de matières premières. C'est face à la généralisation de ces industries extractives sur des territoires jusqu'alors peu concernés par les activités dédiées à l'exportation que la notion d'extractivisme a été réappropriée afin de qualifier de manière critique ce modèle de développement et que son usage s'est généralisé à l'ensemble du continent, avant de gagner la scène internationale.

L'activité minière de grande envergure, ou les mégamines, en est l'exemple le plus significatif. Dans la continuité des travaux de Lucrecia Wagner (2010), nous employons les termes « activité minière de grande envergure » et « mégamines » comme synonymes. En effet, bien que le premier fasse davantage référence à l'activité productive et que le second se réfère au site de l'exploitation, les deux recouvrent une même réalité. Comme le souligne Lucrecia Wagner (2010, p. 151-152), l'utilisation de ces termes :

“no se restringe sólo a la magnitud de la explotación. Incluye también otros aspectos de esta actividad vinculados a las características específicas que la misma asume, tales como:  
 - Explotación a cielo abierto. Generación de pasivos ambientales importantes (*open pit* o rajo abierto, escombreras, diques de cola, entre otros).  
 - Extracción acelerada de recursos naturales no renovables. Uso de sustancias potencialmente contaminantes. Gran consumo energético. Utilización de importantes volúmenes de agua.  
 - Generación de drenaje ácido de mina (DAM), y potenciación del drenaje ácido de roca (DAR). Liberación de metales pesados.  
 - Construcción de infraestructura de transporte.”<sup>6</sup>

Le cas argentin est particulièrement significatif dans la mesure où, contrairement à ses voisins chilien, bolivien ou péruvien, l'activité minière métallifère de grande envergure n'était que peu développée jusqu'aux années 1990, faisant ainsi de l'étude de l'implantation des mégamines sur le territoire, un cas d'école en termes d'avancées des frontières extractives.

Nous proposons donc dans ce premier chapitre de revenir sur les ressorts du modèle extractiviste en Argentine. Dans un premier temps (A), nous présenterons les politiques macro-économiques ayant permis l'implantation de l'activité minière de grande envergure dans les années 1990 ainsi que les transformations spatiales et productives

<sup>6</sup> [ne se limite pas à l'ampleur de l'exploitation. Elle inclut également d'autres aspects de cette activité liés aux caractéristiques spécifiques qu'elle présente, tels que :

- exploitation à ciel ouvert. Génération de passifs environnementaux importants (*open pit* ou à ciel ouvert, résidus, barrages de bassins de décantation, entre autres) ;
- extraction accélérée des ressources naturelles non renouvelables. Utilisation de substances potentiellement polluantes. Grande consommation d'énergie. Utilisation de volumes importants d'eau ;
- génération de Drainage Minier Acide (DAM) et amélioration du Drainage Rocheux Acide (DAR). Libération de métaux lourds ;
- Construction d'infrastructures de transport.] (Wagner, 2010, p. 151-152, trad. M. Denoël).

engendrées. Dans un second temps (B), nous verrons comment s'est effectué le passage du modèle extractiviste au modèle néo-extractiviste et noterons que la transition, qui s'est accompagnée de mouvements de contestation de l'activité minière, a produit un panorama provincial contrasté. Enfin, dans un troisième et dernier temps (C), nous nous attacherons à montrer que le néo-extractivisme implique un effacement des catégories public-privé et une multiplication des acteurs participant à l'implantation et au développement de l'activité minière de grande envergure.

## A. Les politiques macro-économiques des années 1990 favorables à l'extractivisme

### 1. Application du Consensus de Washington : nouveau dispositif législatif

L'Argentine n'est pas, historiquement et au contraire de ses voisins, un pays minier : même si de nombreuses mines ont toujours existé dans la cordillère des Andes, c'est avec l'arrivée de capitaux étrangers dès la fin des années 1980 et les réformes néolibérales qui les accompagnèrent que l'exploitation minière métallifère s'est véritablement intensifiée. Ainsi, bien que la province de San Juan consacre une salle entière de son musée, dédié à Domingo Faustino Sarmiento, au premier « plan minier » provincial dans les années 1860, et bien que les gouvernements de ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle n'aient cessé de multiplier les lieux culturels en lien avec l'activité minière dans le pays<sup>7</sup>, faisant ainsi de l'activité minière une activité historique et reliée aux « grands hommes », c'est avec les réformes du cadre légal de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle que l'activité s'est transnationalisée et, dans le même temps, véritablement développée. En effet, bien que le Code minier, datant de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, ait connu un cycle de réformes entre 1976 et 1977, les plus significatives d'entre-elles ont été effectuées entre 1993 et 1995 et font écho à « l'orthodoxie libérale » (Prévôt-Schapira, 2011, p. 7) du gouvernement de Carlos Menem<sup>8</sup>. Elles attribuent de nombreux avantages fiscaux à l'exploration et à l'exploitation minière, parmi lesquels une égalité de traitement des capitaux nationaux et étrangers et une stabilité fiscale de trente ans. Elles font ainsi écho à l'influence canadienne identifiée par Alain Deneault et William Sacher (2012, p. 153) :

« les institutions internationales ont souvent incité les pays miniers du Sud à aménager un cadre légal, financier, politique et humain propice à l'investissement canadien. On reconnaît en cette nouvelle génération de codes miniers tous les avantages que prévoient les modèles ontarien et québécois : dérégulation, absence quasi totale de redevances, exonérations fiscales, laisser-faire environnemental ».

Entre 1990 et 1995, l'Argentine reçoit ainsi, selon Daniel Chudnovsky et Andrés Lopez (1997), 1,4 % des Investissements Directs Étrangers (IDE)<sup>9</sup> (soit un équivalent de

---

<sup>7</sup> Nous pouvons entre autres évoquer le Museo de Minerales (MUMIN) à Buenos Aires, géré par le Servicio Geológico Minero Argentín (SEGEMAR) et la Secretaría de Minería.

<sup>8</sup> Carlos Menem a effectué deux mandats successifs comme chef de l'État argentin, de 1989 à 1995, puis de 1995 à 1999.

<sup>9</sup> Comme le soulignent Laura Álvarez, Julieta Godfrid et Jorge Duárez (2015 a), les IDE permettent, à l'inverse des mesures de production qui évaluent l'actualité d'une activité, d'effectuer des prévisions sur le futur de celle-ci. Elles sont une modalité particulière de la fixation du capital à l'échelle du marché mondial dans le sens où le capital doit rencontrer le territoire pour exister en tant que tel.

24,63 milliards de dollars en valeur absolue), dont 37 % étaient destinés aux privatisations effectuées par le gouvernement. Une des stratégies des entreprises transnationales exploitant les ressources naturelles a d'ailleurs été de profiter de cette ouverture de l'économie et de ce mouvement de privatisation : dans le secteur d'activité minière, les IDE sont passés de 83 millions de dollars en 1993 à un peu plus de 1 milliard en 1999 (Moori Koenig, Bianco, 2003). Ce mouvement d'investissements vient illustrer un changement qu'observe Horacio Machado Aráoz (2009, p. 1) pour tout le sous-continent :

“Bajo el impulso de las profundas reformas políticas aplicadas desde fines de los ochenta y principios de los noventa, y respondiendo al extraordinariamente favorable marco macroeconómico e institucional creado por tales reformas, América Latina se convirtió en un centro privilegiado para la radicación de grandes inversiones mineras a nivel mundial.”<sup>10</sup>

Ces réformes sont en effet le miroir d'un paradigme plus large, véhiculé par le Consensus de Washington à l'échelle internationale et par la « rupture de régime » (Larrain, Winograd, 1996) impulsée par le gouvernement de Carlos Menem, selon lequel la croissance économique, l'augmentation de la productivité, la modernisation et donc le développement seront permis, entre autres choses, par l'exploitation des ressources naturelles, par le recul de l'État et par les IDE. David Harvey (2014, p. 154) souligne à ce propos que :

« Menem ouvrit le pays aux capitaux étrangers, introduisit une plus grande flexibilité sur le marché du travail, privatisa les entreprises publiques et la sécurité sociale, et indexa le cours du peso sur celui du dollar afin de maîtriser l'inflation et d'offrir une sécurité aux investisseurs étrangers. Le chômage augmenta, engendrant une pression à la baisse sur les salaires, tandis que l'élite utilisait les privatisations pour bâtir de nouvelles fortunes. Les capitaux affluèrent massivement dans le pays, qui connut la prospérité de 1992 jusqu'à la “crise de la tequila” ».

Le plan de convertibilité mis en place en Argentine peut donc être, selon Pierre Salama, apparenté à un véritable « big bang » (2012, p. 27) et les mesures de libéralisation adoptées permettront au pays d'être qualifié de « bon élève » par les institutions de Bretton-Woods, Banque mondiale (BM) et Fonds monétaire international (FMI). En effet, si la décennie 1970 a été marquée par des politiques économiques d'industrialisation par substitution aux importations, et si celle des années 1980 est, selon Pierre Salama (2012,

<sup>10</sup> [Sous l'impulsion des profondes réformes politiques appliquées depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990, et répondant à un cadre macroéconomique et institutionnel extraordinairement favorable impulsé par de telles réformes, l'Amérique latine s'est convertie en un centre privilégié pour l'implantation de grands investissements miniers au plan mondial.] (Machado Aráoz, 2009, p. 1, trad. M. Denoël).

p. 21), celle de « la dette publique externe et de son remboursement »<sup>11</sup>, celle des années 1990 est définitivement celle de la libéralisation. Les mesures adoptées en Argentine pour sortir de l'inflation appuient l'implantation d'entreprises transnationales : forte dévaluation de la monnaie, « réduction drastique des droits de douane ou la libre circulation des capitaux » (Salama, 2012, p. 29) et abandon de la souveraineté monétaire *via* l'établissement de la parité fixe peso-dollar – qui équivaut à une dollarisation encouragée de l'économie, favorisant donc les capitaux étrangers.

La corrélation établie entre développement économique et exploitation des ressources naturelles est particulièrement prégnante en Amérique latine, perçue depuis des siècles comme riche en ressources inépuisables et exploitables sans fin : déjà Marco Polo affirmait que les habitants des Indes — en Amérique latine donc — « *poseen oro en enorme abundancia y las minas donde lo encuentran no se agotan jamás...* »<sup>12</sup> (cité par Eduardo Galeano, 2003, p. 12). C'est « l'imaginaire d'abondance » décrit par Alberto Acosta (2009), hérité historiquement. Sébastien Velut (2004, p. 492) écrit d'ailleurs que « l'Argentine est née d'une mondialisation, celle que portèrent les empires espagnols et portugais dans les Amériques, créant les conditions de son existence sans chercher à lui donner d'autre identité que celle d'une périphérie dominée et exploitée ». Eduardo Gudynas (2009) a montré comment, plus récemment, les recommandations internationales ainsi que celles de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont participé à la libéralisation des économies latino-américaines sous prétexte de les sortir de la « malédiction des ressources naturelles » ou « paradoxale abondance », faisant de la richesse en ressources naturelles la cause des difficultés de développement de certains pays. Ainsi, après avoir défendu que le libre marché et les réformes néolibérales permettent aux pays concernés de ne pas subir cette malédiction, la BID a reconnu, au début des années 2000, que l'État peut, en mettant en place une « bonne gouvernance des ressources », relancer la croissance. Il est alors préconisé aux gouvernements d'encourager les investissements. Dans le même temps, le prix des matières premières augmentant sur les marchés

<sup>11</sup> « Après une forte baisse du PIB argentin dans les années 1980-90 et un taux annuel moyen de croissance par tête de -2,1 % (Salama, 2012) ainsi qu'une hyperinflation de longue durée, l'Argentine, comme ses voisins, se tourne vers les institutions internationales afin d'obtenir des prêts de dernière instance. Ces prêts attribués sous conditions dans le cadre du Consensus de Washington entraînent à l'échelle nationale la création de Plans d'Ajustement Structurels (PAS). » (Denoël, 2014, p. 46).

<sup>12</sup> [possèdent de l'or en abondance et les mines d'où ils l'extraient ne s'épuisent jamais] (Polo, cité par Galeano, 2003, p. 12, et trad. M. Denoël).

internationaux, l'État peut se féliciter d'un regain de croissance tout en se réaffirmant comme acteur central.

Ce retour à l'exploitation des ressources naturelles comme politique de développement économique correspond à ce que David Harvey ([2001] 2008) identifie comme des formes « d'accumulation par dépossession ». Chez David Harvey, le concept d'accumulation par dépossession, processus qui participe au développement du capitalisme, implique en effet que les États — incluant leurs représentants et les logiques territoriales qu'ils développent — et les détenteurs de capitaux travaillent conjointement à la circulation du capital en vue de son accumulation et de sa captation. Bien que guidés par deux logiques distinctes, respectivement « territoriale » et « capitaliste » (Clerval, 2011), ces acteurs facilitent donc l'expansion géographique du capitalisme, reposant sur un « développement spatio-temporel inégal » (Harvey, 2014). Ce dernier, du fait des grandes vagues néolibérales de privatisation et d'internationalisation du patrimoine public ou national (des industries, des services publics, des ressources naturelles, etc.)<sup>13</sup>, est en recrudescence depuis la décennie de 1980 jusqu'à maintenant. Cette nouvelle vague d'accumulation par dépossession est identifiée comme extractiviste dans la littérature latino-américaine en écologie politique (Gudynas, 2009). Maristella Svampa (2011 b) parle même d'un « nouveau consensus international » pour évoquer le modèle actuel d'appropriation des ressources naturelles, dans lequel l'Amérique latine occupe, vis-à-vis du reste du monde et ce de manière historique, le rôle « d'exportatrice de la nature ».

## 2. Transformations spatiales et productives de l'activité minière

En Argentine, l'arrivée massive de capitaux étrangers a entraîné un bouleversement dans la distribution territoriale de l'activité minière, avec son déplacement du Centre Est du pays aux régions andines, mieux dotées en minerais métallifères (Carte 1, p.47), mais jusqu'alors peu concernées par l'exploitation minière. Ces régions voient donc leurs territoires et profils productifs se transformer, et avec eux les représentations associées. Maristella Svampa (2011 a, p. 184) souligne d'ailleurs que :

“la actual etapa expresa una demanda cada vez mayor de los países desarrollados hacia los países dependientes, en términos de materias primas o de bienes de consumo, lo cual aparece

---

<sup>13</sup> David Harvey différencie ces formes d'accumulation par dépossession d'autres formes en vigueur, remontant elles à la propre genèse du capitalisme – telles que la marchandisation et la privatisation de la terre, l'expulsion de paysans et de populations locales, l'appropriation coloniale, néocoloniale et impériale des biens communs, l'élimination de formes pré-capitalistes de production et de consommation, le système et certaines formes d'esclavage.

reflejado no sólo en la generalización del modelo extractivo exportador, basados en la sobre-explotación de recursos naturales y en la expansión de las fronteras hacia territorios antes considerados como 'improductivos'; en el lenguaje descarnado de Alan García (2007), 'territorios ociosos', que por ende, aparecen como 'socialmente vaciables'<sup>14</sup>.

L'identification de nouvelles *ressources* sur de nouveaux territoires et cette requalification des territoires viennent corroborer l'idée de David Harvey, expliquée par Anne Clerval (2011, p. 178), selon laquelle la pérennisation du système capitaliste repose sur une expansion géographique qui « passe par la conquête ou l'aménagement de nouveaux territoires, l'ouverture de nouveaux marchés, encore une façon par laquelle le capitalisme produit l'espace, notamment par la re-production ou la transformation d'espaces non encore capitalistes ».

En Argentine, on observe à l'échelle fédérale un déplacement de l'activité vers des territoires jusqu'alors non concernés par la production et l'exploitation de grande envergure des ressources minières métallifères (A). Ainsi, alors que la région centrale <sup>15</sup> concentrait plus de 45 % de la production liée à l'activité en 1995 et que celle du Nord-Ouest <sup>16</sup> ne pesait que pour 15 % environ, celle-ci concentrait 60 % de la production en 2000 et la région Centre ne participait plus qu'à hauteur de 14 %. La région du Cuyo <sup>17</sup> enregistre une légère augmentation de l'activité minière, passant de 11,5 % en 1995 à 15,5 % en 1999. La région de la Patagonie <sup>18</sup> voit, elle, sa participation à la production minière nationale stagner jusqu'à l'installation en 1998 du projet de Cerro Vanguardia (or et argent). Enfin, la région du Nord-Est<sup>19</sup>, qui était spécialisée en production de matériaux de construction, est la seule à enregistrer une diminution de la production en 1995 et 1999 (Moori Koenig, Bianco, 2003).

---

<sup>14</sup> [L'étape actuelle exprime une demande toujours plus importante des pays développés vers les pays dépendants, en termes de matières premières ou de biens de consommation, ce qui se traduit par la généralisation du modèle extractivo-exportateur, basé sur la surexploitation de ressources naturelles et l'expansion des frontières vers des territoires jusqu'alors considérés comme "improductifs" ; ou dans les termes crus d'Alan García (2007), "terres en friche" qui apparaissent ainsi comme "pouvant être vidées socialement"] (Svampa, 2011 a, p. 184, trad. M. Denoël).

<sup>15</sup> La région Centre comprend les provinces de Santa Fe, Cordoba, Entre Rios, Buenos Aires et La Pampa.

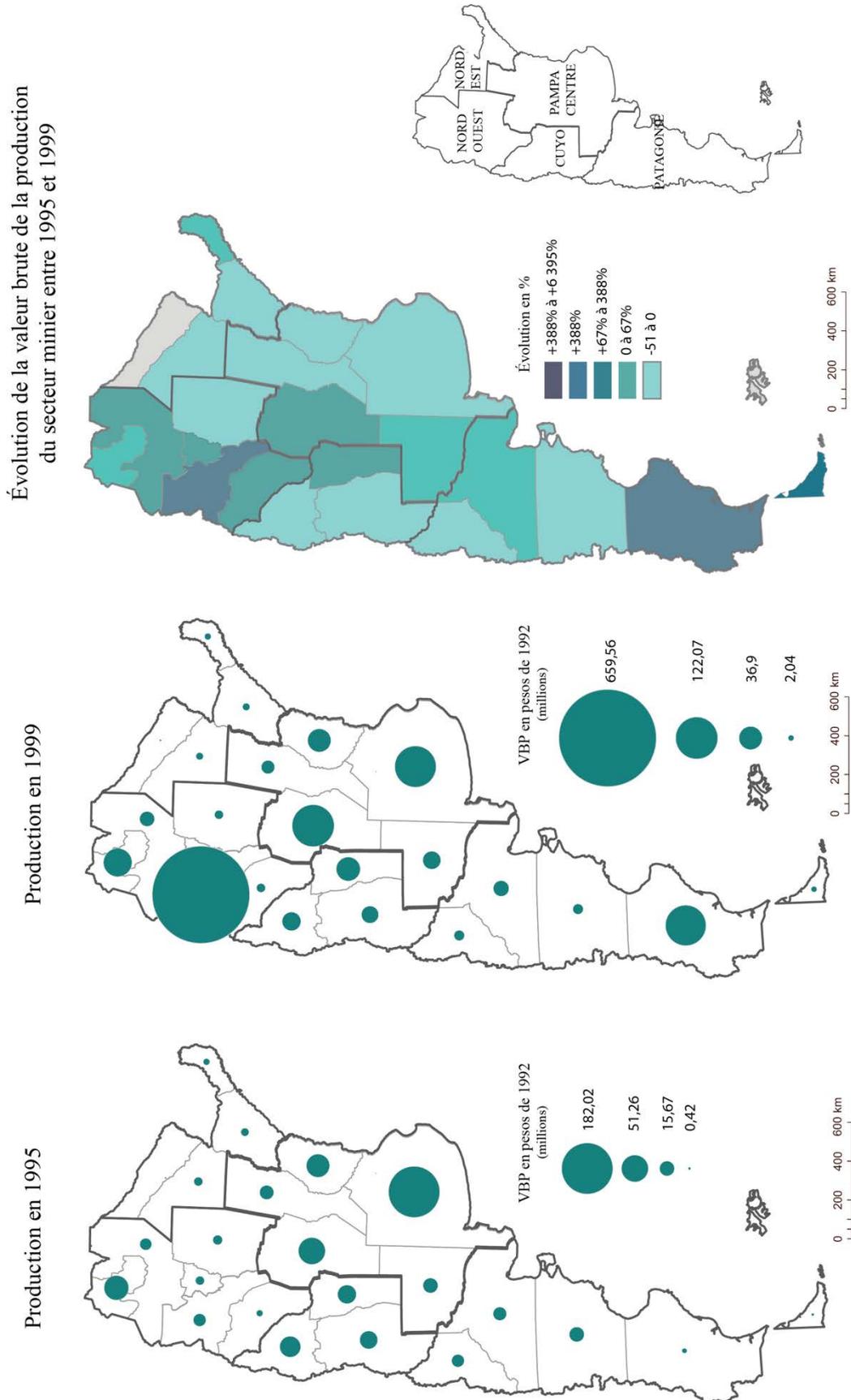
<sup>16</sup> La région du Nord-Ouest comprend les provinces de Jujuy, Salta, Catamarca, Santiago del Estero et de La Rioja.

<sup>17</sup> La région de Cuyo comprend les provinces de San Juan, San Luis et Mendoza.

<sup>18</sup> La région de la Patagonie comprend les provinces de Neuquen, Rio Negro, Chubut et Santa Cruz.

<sup>19</sup> La région du Nord-Est comprend les provinces de Formosa, Chaco, Corrientes et Misiones.

Carte 1. Évolution de la production du secteur minier argentin, 1995-1999



Source : Moori Koenig et Bianco, 2003, Conception : Mathilde DENOËL, 2013, Réalisation : Mathilde DENOËL, 2017

**Figure 1.** Catégories légales définies dans le Code minier argentin et propriété

Catégories légales des mines	Propriété	Matières correspondantes
Première catégorie	Primauté de la propriété du sous-sol — par l'État ou le concessionnaire — sur celle du sol — par un propriétaire terrien —.	<u>Matières métallifères</u> : Or, argent, platine, mercure, cuivre, fer, plomb, étain, zinc, nickel, cobalt, bismuth, manganèse, antimoine, wólfraam, aluminium, béryllium, vanadium, cadmium, tantale, molybdène, lithium, potassium ; <u>Combustibles</u> : Charbon, lignite, anthracite, hydrocarbures solides ; <u>Pierres précieuses</u> ; <u>Vapeurs endogènes</u> ; <u>Autres matières</u> : Arsenic, quartz, feldspath, mica, fluorine, phosphates calcaires, soufre, borate
Deuxième catégorie	Primauté du sous-sol ou du sol définie de manière variable, selon l'importance de la mine.	<u>Sables métallifères</u> et <u>pierres précieuses</u> situés dans les lits de rivières ou eaux vives ; <u>Défrichements, résidus et scories d'exploitations précédentes</u> , tant que les résidus et scories sont abandonnés ou ouverts et que leur propriétaire ne les récupère pas ; <u>Salpêtre, saline et tourbières</u> ; <u>Métaux non inclus dans la première catégorie</u> ; <u>Autres matières</u> : Terres pyriteuses et alumineuses, abrasifs, ocres, résines, stéatites, baritines, graphite, kaolin, sels alcalins ou alcalino-terreux, amiante, bentonite, zéolites ou minéraux permutatifs
Troisième catégorie	Primauté de la propriété du sol — par un propriétaire terrien — sur celle du sous-sol — par l'État ou le concessionnaire —.	<u>Productions minérales de nature pierreuse ou terreuse</u> , et en général toutes celles qui servent de matériaux de construction et d'ornement, dont l'ensemble forme les carrières

Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

 Source : República Argentina (2015), *Código de Minería*

Ce bouleversement de la distribution spatiale de l'activité minière vers des territoires jusqu'alors peu concernés par les activités d'extraction peut s'expliquer par un changement dans la demande en minerais et dans les catégories d'acteurs impliquées. En effet, le Code minier identifie trois catégories de minerais, correspondant chacune à des droits d'exploitation, accordant l'appropriation, l'accès, le contrôle et la mise à profit à différents acteurs (Figure 1). Jusqu'au début des années 1990, le secteur présentait un faible développement et produisait principalement des matériaux de construction (minerais de troisième catégorie) et seulement de petites quantités de minerais métallifères (minerais de première catégorie, avec les combustibles et pierres précieuses). Par ailleurs, il était jusqu'alors organisé autour de petites et moyennes entreprises : les ressources

souterraines de la troisième catégorie sont exploitées dans « *minas que pertenecen únicamente al propietario, y que nadie puede explotar sin su consentimiento, salvo por motivos de utilidad pública* »<sup>20</sup>. Ces entreprises étaient très dépendantes du marché intérieur et la balance sectorielle était déficitaire. La politique d'attraction des capitaux étrangers défendue au cours de la décennie 1990 a renversé la tendance et a favorisé l'implantation d'entreprises transnationales en recherche de minerais métallifères, marquant ainsi le passage d'une exploitation des ressources naturelles pour le marché national à une exploitation tournée vers les marchés internationaux (en demande de minerais métallifères), faisant écho aux changements que Christian Chavagneux attribue à la structure de production<sup>21</sup> à l'échelle mondiale (2002, p. 58) :

« Historiquement, la structure de production a connu deux changements substantiels : d'abord, la naissance en Europe du capitalisme et son développement dans cette région du monde, puis le passage graduel de systèmes de production organisés pour servir des marchés nationaux à une organisation productive destinée à servir un marché mondialisé. »

Le système d'acteurs impliqués se complexifie donc : les ressources relevant de la première catégorie (Figure 1, p. 48) relèvent de « *minas de las que el suelo es un accesorio, que pertenecen exclusivamente al Estado, y que sólo pueden explotarse en virtud de concesión legal otorgada por autoridad competente* »<sup>22</sup>. Dans ce travail, nous nous concentrons sur les mégamines de première catégorie, qui relèvent donc de l'autorité de l'État (provincial ou fédéral). L'extractivisme se caractérise ainsi, dans sa définition la plus restrictive — et principalement économique —, par l'exploitation de grands volumes de ressources naturelles<sup>23</sup>, qui s'exportent sous forme de *commodities*<sup>24</sup> (*i.e.* les matières premières brutes, commercialisées sur des marchés financiers particuliers — à terme ou comptant —, dont

<sup>20</sup> [des mines qui appartiennent uniquement au propriétaire, et que personne ne peut exploiter sans son consentement, sauf au nom de l'utilité publique] (Code minier, trad. M. Denoël).

<sup>21</sup> Christian Chavagneux (2002, p. 58) définit la structure de production comme celle qui « regroupe les accords déterminant ce qui est produit, par qui, pour qui, où, avec quelles méthodes et à quelles conditions ».

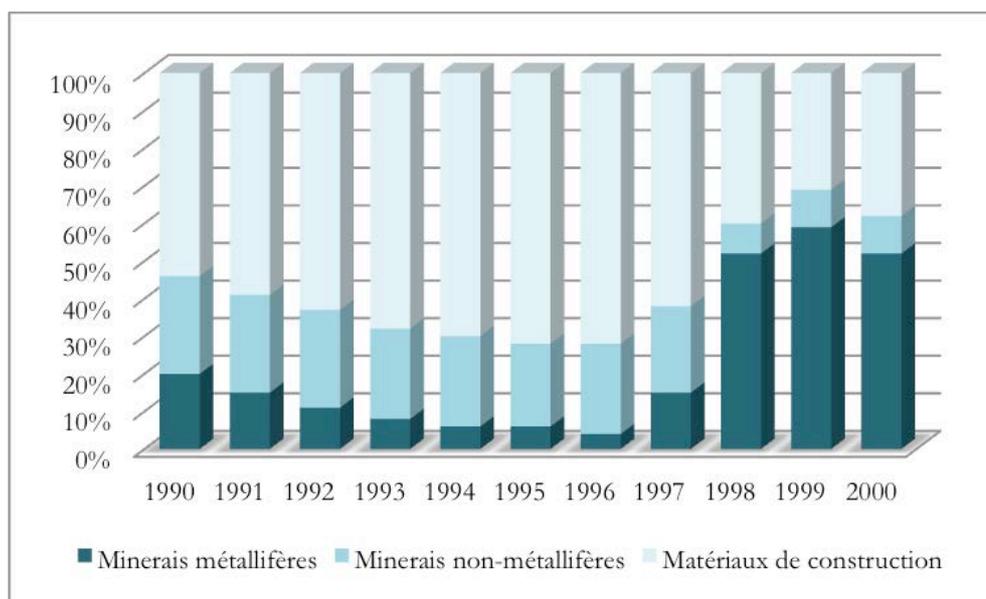
<sup>22</sup> [mines où le sol est un accessoire, qui appartiennent à l'État exclusivement, et qui ne peuvent être exploitées qu'en vertu d'une concession légale attribuée par l'autorité compétente] (Code minier, trad. M. Denoël).

<sup>23</sup> Comme le souligne Michel Deshaies et Bernadette Mérenne-Schoumaker (2014, p. 54) « l'intensité et surtout les modalités de l'exploitation d'une ressource naturelle conduisent à relativiser la notion de ressources renouvelables ». Ainsi, sans nier la distinction établie parfois entre les ressources naturelles considérées comme non-renouvelables (pétrole, gaz et minerais par exemple) et celles considérées comme renouvelables (eau, sol et bois par exemple), l'extractivisme peut concerner ces deux types de ressources naturelles. En effet, en prenant en considération les rythmes actuels d'extraction, la problématique extractiviste souvent présentée uniquement vis-à-vis des ressources non-renouvelables peut être étendue à l'ensemble des ressources naturelles, non-renouvelables et renouvelables confondues, dans la mesure où le taux d'extraction est bien plus élevé que le taux de renouvellement de la ou des ressource(s) (Acosta, 2011).

<sup>24</sup> L'extractivisme ne peut pour autant être détaché de son ancrage local, les ressources étant toujours situées (même si par la suite elles peuvent être considérées comme une simple part des exportations ou même de simples produits financiers).

les variations des cours peuvent se répercuter sur d'autres marchés et in fine, sur certains produits finis, comme c'est le cas pour les minerais métallifères)<sup>25</sup>. Les minerais recherchés ne sont donc plus les mêmes (Figure 2).

**Figure 2.** Distribution de la valeur brute de la production minière selon le type de minerai, en pourcentages calculés sur la base du dollar américain de 1992



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Source : Moori Koenig, Bianco, 2003, p. 24.

Un déplacement de la participation en valeur brute de la production par minerai est observable tout au long de la décennie 1990. Ainsi, alors que les matériaux de construction participaient en 1990 à hauteur de 51,91 % à la valeur brute de la production minière, elles ne participent plus en 2000 qu'à hauteur de 30,22 %. À l'inverse, les minerais métallifères qui ne participaient à la valeur brute de la production minière qu'à hauteur de 21,44 % en 1990 représentent environ 60 % de celle produite en 2000.

Le déplacement de l'activité et le changement dans les ressources souterraines exploitées se sont accompagnés d'évolutions des techniques d'exploitation, elles aussi caractéristiques de l'extractivisme. En effet, les méthodes et techniques de l'activité minière traditionnelle ne suffisent plus à répondre à une demande croissante sur les marchés internationaux (Svampa *et al.*, 2010), ce qui rend nécessaire la mise en place

<sup>25</sup> La bourse la plus importante en termes de cotation d'entreprises minières est la bourse de Toronto (TSX). Ainsi, comme le souligne Eduardo Gudynas (2013, p. 9) « *los precios y la demanda es determinada en los espacios globales (donde los ejemplos más claros son las bolsas de metales en Canadá e Inglaterra* » [les prix et la demande sont déterminés dans les espaces globaux (dont les exemples les plus évidents sont les bourses de métaux au Canada et en Angleterre)] (trad. M. Denoël).

d'importants processus d'extraction à ciel ouvert. Michel Deshaies (2016, p. 1) souligne à ce propos que :

« [la forte croissance de l'extraction depuis les années soixante-dix] a été rendue possible par le développement de l'exploitation de nouveaux gisements à ciel ouvert dont l'empreinte sur les paysages atteint des dimensions extraordinaires. Le creusement d'immenses découvertes, les énormes volumes de déblais déplacés et les traitements chimiques employés entraînent une destruction des paysages et du cadre de vie des communautés locales d'habitants. »

**Illustration 1.** *Open pit* de la mine de Gualcamayo, province de San Juan



© Mathilde Denoël et Martine Guibert, 2016, Mine de Gualcamayo, Province de San Juan.

La méthode adoptée de l'*open pit* (Illustration 1) répond en effet à de nouvelles conditions d'extraction : comme le souligne Lucrecia Wagner (2014 a, p. 16) « *las nuevas tecnologías, y la disminución de yacimientos con minerales de alta ley — en vetas, extraídos mediante galerías subterráneas —, determinaron la rentabilidad de la explotación de minerales de baja ley, dando lugar a la minería a cielo abierto* »<sup>26</sup>. Les minerais situés tout près de la surface du sol, détectés au préalable par des satellites et localisés sur des cartes topographiques et géologiques, déterminent la zone d'exploitation. Pour les extraire, la roche est creusée par dynamitage, puis collectée et traitée. Le traitement par lixiviation, technique qui consiste à introduire des solvants dans la roche (comme du cyanure, du mercure ou de l'acide sulfurique), permet la séparation du minerai des autres matières, d'autres résidus. De grandes quantités d'énergie et d'eau sont aussi utilisées<sup>27</sup>.

<sup>26</sup> [les nouvelles technologies, ainsi que la diminution des gisements dotés en minerais fortement concentrés — dans des veines, extraits dans des galeries souterraines —, ont rendu rentables l'exploitation de minerais disséminés et à faible teneur, donnant lieu à l'exploitation minière à ciel ouvert] (Wagner, 2014 a, p. 16, trad. M. Denoël).

<sup>27</sup> Plus la concentration du minéral dans la roche est faible, plus les quantités nécessaires de ces ressources sont, en proportion, importantes.

## B. Néo-extractivisme : entre construction d'un consensus minier et contestation dans les années 2000

### 1. Au nom de l'intérêt général : l'activité minière comme politique d'État à l'échelle fédérale

Alors que ces bouleversements ont lieu, le développement de l'activité minière est très peu régulé par l'État. Maristella Svampa (2015, p. 31) souligne à ce propos, en s'appuyant sur les écrits de Boaventura de Sousa Santos, qu'à travers les modifications du cadre institutionnel opérées dans les années 1990, les États nationaux d'Amérique latine « *emergieron como una entidad responsable de crear el espacio para la legitimidad de los reguladores no estatales* »<sup>28</sup> — les institutions internationales ayant impulsé le Consensus de Washington et les entreprises transnationales faisant partie des « régulateurs non étatiques ». Facundo Boccardi, Silvina Giovannini, Mauro Orellana et Dolores Rocchietti (2008) affirment aussi que ces années ont marqué le passage d'un État programmateur à un État administratif, où les frontières entre celui-ci et les entreprises privées se sont effacées. Ainsi, si le Secrétariat de l'Industrie, du Commerce et des Mines — représenté par le Sous-Secrétariat des mines, leurs sous-sections, le service géologique minier et le Conseil Fédéral Minier<sup>29</sup> (COFEMIN) — a eu pour objectif depuis les années 1990 de dynamiser le secteur d'activité minière (Moori Koenig, Bianco, 2003), c'est d'abord dans une optique de décentralisation des affaires minières : réformes des Codes miniers provinciaux et désengagement de l'État.

Ce développement soudain du secteur minier métallifère s'est accompagné, en Argentine, de l'apparition dans les années 1990 et sous le gouvernement de Carlos Menem de ce que Facundo Boccardi, Silvina Giovannini, Mauro Orellana et Dolores Rocchietti (2008) identifient comme un dispositif de construction du consensus pour implanter l'activité minière à ciel ouvert. Ce dispositif, entendu dans le sens foucauldien du terme<sup>30</sup>,

<sup>28</sup> [émergèrent comme une entité responsable de créer l'espace pour la légitimité des régulateurs non-étatiques] (Svampa, 2015, p. 31, trad. M. Denoël).

<sup>29</sup> Le COFEMIN est un organisme consultatif du Sous-Secrétariat ministériel (puis du Secrétariat ministériel) de l'activité minière. Il naît en 1983 comme Conseil Consultatif des Activités Minières et c'est dans le cadre de l'Accord Fédéral Minier de 1995 qu'il prend son nom actuel. Il est autonome et regroupe des représentants de chaque province ainsi que de l'État fédéral. Il est financé par des fonds nationaux destinés au Sous-Secrétariat ministériel de l'activité minière.

<sup>30</sup> Foucault affirme en 1977 qu'un dispositif est « un ensemble résolument hétérogène comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques ; bref, du dit aussi bien que du non-dit » (Foucault, [1977] 2001, p. 299).

est considéré comme un réseau d'éléments hétérogènes mis en relation, parmi lesquels des discours et des pratiques sont articulés afin d'accomplir une fonction stratégique.

D'abord, dans les années 1990, avec l'ouverture de l'économie aux capitaux étrangers et l'affirmation du modèle extractiviste, Carlos Menem fit connaître au discours politique, participant de ce dispositif de consensus, une première transformation. En effet, se positionnant comme héritier de Juan Domingo Perón<sup>31</sup>, « *Menem aggiornó la doctrina: la "justicia social" requería la economía del capitalismo transnacional y la descentralización del Estado para su concreción a corto y mediano plazo (Nun-Altamirano). Dogma de la nueva era fundacional, el capital dejaba de ser el enemigo del "pueblo" »*<sup>32</sup> (Antonelli, 2004, p. 57). Mais ce n'est qu'après la grave crise économique, politique et sociale, qui est arrivée à son paroxysme entre 2001 et 2003 (Prévôt-Schapira, 2011) que l'État argentin a, sous les gouvernements Kirchner<sup>33</sup>, véritablement joué et revendiqué un rôle central dans la construction de ce dispositif de consensus autour de l'activité. Il s'agit pour les gouvernements en place de garantir des conditions économiques, légales et sociales favorables à l'activité minière, en négociant entre l'intérêt privé — ici principalement étranger et détenteur des capitaux permettant l'activité — et l'intérêt national, ou intérêt général. Saskia Sassen (2000, p. 81) écrit à propos de ce type de positionnement étatique que :

« Ce rôle de négociation rend la phase actuelle distincte des précédentes de plusieurs façons. D'un côté nous disposons d'un droit extrêmement développé, accumulation des bonnes mesures prises pendant les cent dernières années pour sécuriser le monopole de l'autorité de l'État sur le territoire national dans une proportion inconnue jusque-là. De l'autre côté nous constatons une institutionnalisation considérable, spécialement depuis les années 1990, de "droits" pour les entreprises non nationales, pour les transactions transfrontières, et pour les organisations supranationales. Ceci met les États-nations dans l'obligation de s'engager dans le processus de la mondialisation. »

L'État national devient donc le « garant » du capital et, sans perdre sa souveraineté, se fait l'exécuteur national des projets menés à l'échelle mondiale. Ainsi, si, dans le discours cette fois, les gouvernements Kirchner se construisent en antagonisme avec le gouvernement de Carlos Menem (Svampa, 2011 b), cette rhétorique nationale-populaire vient justifier la surexploitation des ressources naturelles par la notion d'intérêt général. La notion « d'intérêt général » joue donc un rôle prépondérant puisque, comme le souligne Philippe

<sup>31</sup> Juan Domingo Perón fut président de l'État argentin de 1946 à 1955.

<sup>32</sup> [Menem mis à jour la doctrine : l'économie du capitalisme transnational et la décentralisation de l'État étaient nécessaires pour la réalisation de "la justice sociale" à court et moyen terme (Nun-Altamirano). Dogme de la nouvelle ère fondatrice, le capital a cessé d'être l'ennemi du "peuple"] (Antonelli, 2004, p. 57, trad. M. Denoël).

<sup>33</sup> Nestor Kirchner est président de l'État argentin de 2003 à 2007. Cristina Fernández de Kirchner lui succède et est présidente de l'État argentin de 2007 à 2011 puis de 2011 à 2015.

Subra (2016, p. 75), « c'est en se référant à « l'Intérêt général » que la plupart des acteurs justifient leur combat en faveur de telle ou telle politique d'aménagement (...) », ou d'ailleurs, de telle ou telle politique industrielle nécessitant des aménagements. Dans les faits, le gouvernement de Nestor Kirchner lance en 2004 le *Plan Nacional Minero*<sup>34</sup>, qui légitime l'exploitation minière comme politique nationale de développement. Il soutient alors les réformes menées par le gouvernement de Carlos Menem dans le secteur :

“El sector minero argentino es uno de los pocos que durante la década del '90, con cambios importantes en la legislación, empezó a tener un principio y un punto de inflexión que le permitió avizorar un destino estratégico diferente (...). Más allá de una legislación que nosotros estimamos que fue positiva, que ayudó, evidentemente hoy estamos ante una posibilidad concreta de consolidar el proceso de inversión y de desarrollo minero en la Argentina con todas las calidades que marcaba con toda exactitud recién el responsable del área minera –Ing. Jorge Mayoral–.”<sup>35</sup>

Dans ce même discours, Nestor Kirchner fait de l'activité minière une activité d'État en créant notamment un Secrétariat d'État de l'activité minière et en affirmant :

“Es muy importante también que el desarrollo minero vaya acompañado del crecimiento sustentable donde se hacen las inversiones (...), que la gente perciba que la minería trae progreso, trabajo, mejoramiento en la calidad de vida y que tiene que ver con el desarrollo económico y el crecimiento de la región donde se están desarrollando este tipo de inversiones (...). Así que nosotros desde el Gobierno Nacional vamos a jugar fuertemente a apoyar al sector (...)”<sup>36</sup>.

Ce faisant, le gouvernement de Nestor Kirchner s'inscrit dans l'un des courants de la « pensée critique eurocentrique, aussi bien dans le Nord que dans le Sud » identifiés par Boaventura de Sousa Santos (2016, p. 35). En effet, selon l'épistémologue, ce premier courant (Sousa Santos, p. 35) :

« a été bloqué par la première difficulté : imaginer la fin du capitalisme. Mettant fin à l'angoisse que faisait naître cette idée, ce courant a mis sa créativité au service du développement d'un *modus vivendi* avec le capitalisme, capable de réduire au minimum les coûts sociaux de l'accumulation capitaliste gouvernée par l'individualisme, la concurrence et l'expansion infinie des valeurs d'échange. (...). Il se traduit par une implication étatique forte dans le développement économique, fondée sur des partenariats public-privé et la redistribution des richesses (...). Il mène à une nouvelle forme d'État, l'État néo-

<sup>34</sup> [Plan National Minier] (trad. M. Denoël) : Le Plan Nacional Minero a été présenté le 23 janvier 2004 par le secrétaire de l'activité minière, l'ingénieur Jorge Mayoral, et le président de l'État argentin, Nestor Kirchner, dans le Salón Blanco de la Maison du gouvernement à Buenos Aires.

<sup>35</sup> [Le secteur minier argentin est l'un des seuls qui durant la décennie 90's, avec des changements importants dans la législation, a laissé entrevoir un point d'inflexion qui lui a permis d'envisager un destin stratégique différent (...). Au-delà d'une législation que nous estimons positive, qui a aidé, nous sommes aujourd'hui devant une possibilité concrète de consolider le processus d'investissement et de développement minier en Argentine, qui réunit tous les atouts soulignés récemment par le responsable du secteur minier – l'Ingénieur Jorge Mayoral –] (Kirchner, 2004, trad. M. Denoël).

<sup>36</sup> [Il est également très important que le développement de l'exploitation minière, qui concentre les investissements, soit accompagné d'une croissance durable (...), que les gens perçoivent que l'exploitation minière est synonyme de progrès, de travail, d'amélioration de la qualité de la vie, directement induits par le développement et la croissance économique dans la région où se développe ce type d'investissement (...). Nous allons nous engager, depuis le Gouvernement National, à soutenir fortement le secteur (...)] (Kirchner, 2004, trad. M. Denoël).

développementaliste, qui prône un nationalisme économique édulcoré, fondé sur un secteur public fort et sur une diplomatie active en conformité avec l'orthodoxie du commerce international et avec les institutions du capitalisme mondial. »

Ainsi, et comme le souligne Erik Swyngedouw (2004, p. 29) : « *the hegemony of the globalisation 'thesis' extends from the conservative right to even those who claim to pursue a more inclusive, democratic and socially progressive agenda.* »<sup>37</sup>.

Ce remplacement de l'État comme acteur central dans la construction du dispositif minier a été théorisé comme participant du modèle de développement néo-extractiviste (Svampa, 2011) ou néo-développementiste. Le néo-extractivisme repose sur ce que Maristella Svampa (2012) théorise comme « consensus des *commodities* » et que Bruno Fornillo (2014, p. 110-111) synthétise en ces termes :

“El ‘Consenso de los *Commodities*’ articularía reprimarización de la economía y ‘acumulación por desposesión’, sin que ello sea puesto realmente en cuestión por los gobiernos progresistas del continente, aun aquellos supuestamente más audaces, como los de Bolivia y Ecuador. Tal como menciona Svampa, las lógicas territoriales de las corporaciones y las élites económicas se enmarcan en un paradigma economicista, el de la producción de *commodities*, que señala la importancia de transformar los espacios donde se encuentran los bienes naturales en territorios eficientes y productivos. En este sentido, nos alejaríamos de la concepción clásica que equipara bienes naturales a materias primas. Empero, sería peor aún, puesto que, en realidad, estamos frente a un activo que linda con la lógica financiera y que llama a aprovecharse rapazmente de los altos precios explotando al máximo las ‘ventajas comparativas’ que ofrecen nuevas o viejas economías de enclave”<sup>38</sup>.

Dans ce contexte international et alors que les entreprises extractives développent de nouveaux outils de légitimation — tels que la Responsabilité Sociale Entrepreneuriale (R.S.E.) — et que les conflits socio-environnementaux se multiplient<sup>39</sup> à l'échelle internationale comme continentale, l'État met en place le fameux dispositif précédemment évoqué, visant à l'acceptation des activités extractives (ce qui ne témoigne

<sup>37</sup> [L'hégémonie de la « thèse » de la mondialisation s'étend de la droite conservatrice à ceux qui prétendent poursuivre un agenda plus inclusif, démocratique et socialement progressiste] (Swyngedouw, 2004, p. 29, trad. M. Denoël).

<sup>38</sup> [Le “Consensus des *Commodities*” articulerait reprimarisation de l'économie et “accumulation par dépossession”, sans que cela ne soit réellement questionné par les gouvernements progressistes du continent, y compris ceux supposément plus audacieux, comme ceux de la Bolivie et de l'Équateur. Comme Svampa le mentionne, la logique territoriale des corporations et des élites économiques participe d'un paradigme economiciste, celui de la production de *commodities*, qui justifie l'importance de transformer les espaces où les biens naturels se trouvent en des territoires efficaces et productifs. Dans ce sens, nous nous éloignons de la conception classique qui compare les biens naturels aux matières premières. Mais, pis encore en réalité, les biens naturels sont associés à des actifs qui participent à la logique financière et qui appellent à profiter avidement des hauts prix en exploitant au maximum les “avantages comparatifs” qu'offrent de nouvelles ou vieilles économies d'enclave] (Fornillo, 2014, p. 110-111, trad. M. Denoël).

<sup>39</sup> Concernant l'augmentation des conflits socio-environnementaux en Amérique latine, Maristella Svampa (2009, p. 114) identifie que : « le nouveau cycle d'action collective, marqué par une accumulation progressive des luttes contre les réformes néolibérales, commence en 2000 avec la guerre de l'eau à Cochabamba, et connaît ses moments critiques en Argentine en décembre 2001, en Équateur en 2005, et à nouveau en Bolivie en 2003 et 2006, entre autres. Les organisations et les mouvements sociaux sont alors devenus les principaux acteurs de ce nouveau cycle et ont, au travers de leur combat, de leurs revendications, et même de la pratique insurrectionnelle, réussi à ouvrir l'agenda public et à y inscrire de nouvelles problématiques: la protestation face à la violation des droits les plus élémentaires, la question des ressources naturelles et des autonomies indigènes, la crise de la représentation dans les régimes actuels, autant d'éléments qui ont contribué à légitimer d'autres façons de penser la politique et les relations sociales. »

pas pour autant d'un recul du secteur privé). L'État sort donc de son rôle d'observateur.

Mirta A. Antonelli identifie d'ailleurs à l'intervention de l'État trois piliers :

“El Estado forma parte del dispositivo hegemónico en sus múltiples instancias de enunciación, con la particular necesidad de reforzar en simultaneidad la lógica del capital y la lógica del campo político. Teniendo en cuenta que la Nación ha declarado la minería como "plan nacional", esto es, le ha asignado el carácter de "interés público", por este acto instituyente de la presidencia de Nestor Kirchner y continuado por la actual presidenta, Cristina Fernandez de Kirchner, el Estado argentino ha puesto todos sus aparatos -legal, técnico, económico, social, cultural, de producción, innovación y transferencia de conocimientos- al servicio del modelo extractivo de los capitales transnacionales, ejerciendo de distintos modos tres fuertes intervenciones: la promoción y oferta de la Argentina como *pais-iman* para las inversión es mineras, el ordenamiento territorial interconectado (IIRSA y Plan de Ordenamiento Territorial Argentina 2016) y la gobernanza (...).”<sup>40</sup>

C'est ce remplacement de l'extractivisme comme politique d'État et la mise en place de ces formes d'intervention sur les territoires qui permet désormais de parler de néo-extractivisme. Les activités extractivistes sont alors présentées comme une source d'excédents économiques permettant d'enrichir les trésors publics nationaux. Ces fonds supplémentaires sont, dans les discours néo-extractivistes progressistes, présentés comme des sources de financement complémentaires aux programmes de lutte contre la pauvreté. L'État réaffirme, à l'instar des années 1980, une position exécutive qui a, en Amérique latine, permis le développement d'une forte rhétorique nationale populaire, cette position permettant de garantir l'intérêt général, fonction qui n'a pas été récupérée par l'acteur étranger. C'est ce qu'Eduardo Gudynas (2012) appelle « *Estado compensador* », où l'État jongle entre concessions aux acteurs étrangers et nécessité de réguler leurs activités, entre *extractivisme* et amortissement de ses impacts socio-environnementaux. L'État occupe donc une place beaucoup plus centrale, tant par une participation directe (transfert de propriété de ressources, baux aux entreprises par exemple) que par une participation indirecte (par le biais d'aides financières, de subventions ou d'infrastructures). L'État sort de son rôle d'observateur, mais ne redevient pas pour autant cet État méga-acteur défendu par les protectionnistes ou les keynésiens entre autres. En effet, la complexification du système d'acteurs ainsi que la forte influence des capitaux privés ont freiné le retour d'un État suffisamment fort pour rompre avec une économie nationale dépendante des

<sup>40</sup> [L'État fait partie du dispositif hégémonique dans ses multiples instances d'énonciation, avec la nécessité particulière de renforcer simultanément la logique du capital et la logique du champ politique. En tenant en compte que la Nation a déclaré l'activité minière comme "plan national", il lui a assigné le caractère d'"intérêt public", et, par cet acte initial de la présidence de Nestor Kirchner poursuivie de celle de l'actuelle présidente, Cristina Fernández de Kirchner, l'État argentin a mis tous ses appareils - légal, technique, économique, social, culturel, productif, innovateur et transfert de connaissances - au service du modèle extractif adopté par les capitaux transnationaux, en exerçant sous différentes formes trois types d'interventions : la promotion et l'offre de l'Argentine comme *pays-aimant* pour l'investissement minier, l'aménagement territorial interconnecté (IIRSA et Plan d'Aménagement Territorial Argentin 2016) et la gouvernance (...)] (Antonelli, 2010, p. 55, trad. M. Denoël).

mouvements financiers mondiaux et des stratégies de sociétés transnationales.

Boaventura de Sousa Santos (2016, p. 64) souligne à ce titre que :

« Nous vivons dans un monde post ou néo-westphalien dans lequel l'État partage le domaine des relations internationales avec des acteurs non étatiques souvent plus puissants que lui. La souveraineté des États est érodée lorsque de puissants acteurs étatiques et non étatiques s'unissent pour prendre le contrôle des ressources naturelles et des vies des personnes dans des États moins puissants. »

Il n'en reste pas moins que le néo-extractivisme conserve la structure et les règles de fonctionnement des anciens procédés de production, voués à la compétitivité, la maximisation des bénéfices et l'externalisation des impacts socio-environnementaux.

Le développement de ce dispositif est intrinsèquement lié à la contestation croissante des activités qui, en reposant sur l'exploitation des ressources naturelles, ne permettent ni leur préservation ni leur renouvellement. En Amérique latine, cette contestation connaît un véritable essor depuis les années 2000 et prend différentes formes, allant de la contestation directe et localisée à la construction de réseaux d'assemblées citoyennes ou d'observatoires des conflits, innombrables sur le continent (Svampa, 2012, p. 21). En Argentine, la structuration de la contestation de l'activité minière fait suite à la mobilisation induite par la crise économique et sociale de 2001. La mobilisation alors observée se distingue d'autres moments historiques du fait de la visibilité et de la légitimité qu'elle obtient sur la scène nationale (Wagner, 2010, p. 109). Ainsi, si de nombreuses organisations existaient déjà, elles se renforcèrent, tandis que d'autres, telles que les assemblées de quartier, virent le jour. La crise du modèle néo-libéral argentin a donc mis en avant certains conflits ou malaises sociaux.

C'est dans ce contexte de mobilisation de la société civile que les problématiques environnementales ont été couplées aux revendications sociales, participant du mal-être social et marquant le début d'un cycle de protestations. Considéré comme la naissance du « *No a la Mina* » argentin, et comme un antécédent tant à l'échelle nationale que continentale (Wagner, 2010, p. 116), ce cycle de protestations socio-environnementales a débuté à Esquel, dans la province de Chubut. En effet, la mobilisation a été forte contre la concrétisation d'un mégaprojet métallifère minier en 2002 par l'entreprise transnationale Minera El Desquite, puis de son installation par Meridian Gold Inc. (entreprise états-unienne à son tour acquise par l'entreprise transnationale canadienne Yamana Gold en 2007). Après un long processus d'opposition mené par la *Asamblea de*

*Vecinos Autoconvocados de Esquel por el No a la Mina*<sup>41</sup>, et après que l'audience publique prévue le 4 décembre 2002 durant laquelle devait être présenté *el Informe de Impacto Ambiental*<sup>42</sup> (IIA) fut repoussée, un référendum fut voté par le gouvernement provincial. Ce premier référendum mené en Argentine depuis la réforme constitutionnelle de 1994 a eu pour résultat 81 % de « non à la mine », avec une participation de 75 % (Walter, 2010, p. 485). La première loi provinciale d'interdiction de l'activité tout comme l'arrêt du projet en cours sont actés.

Le néo-extractivisme fait donc son entrée dans le jeu politique dans le même temps que la contestation de l'activité minière, récente dans le pays. En Argentine, ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle est ainsi marqué par une augmentation des conflits socio-environnementaux (Álvarez, 2013 ; Bebbington, 2006 ; Fernandez Equiza, 2013 ; Martín, 2013 ; OSAL, 2012) opposant à l'éventuelle exploitation extractiviste de gisements miniers — principalement métallifères — (Machado Araújo, 2013 ; Svampa, 2015 ; Svampa, Antonelli, 2010) un idéal post-extractiviste (Escobar, 2012 ; Lang, Mokrani, 2014). Il se caractérise aussi par la multiplication d'organisations sociales (Martínez-Alier, Walter, 2015 ; Paz Herrera, 2016) structurant l'opposition à l'activité, de plus en plus visibles à l'échelle nationale (Bottaro, 2012 ; Costantino, 2016).

## 2. Territorialisation de l'activité minière : un panorama provincial nuancé

La seule présence de ressources métallifères ne peut justifier les différences d'investissement, mais aussi de mise en fonctionnement de projets miniers d'une province à une autre. Il faut d'abord souligner que les différences d'encadrement légal provincial peuvent recouvrir des situations allant de l'encouragement fiscal, administratif et juridique à d'autres relevant de l'interdiction de l'usage de certains produits permettant l'exploitation minière à ciel ouvert. En effet, la volonté politique de développer l'activité minière dans les années 1990 s'est traduite par le Projet d'Appui au Secteur Minier argentin (PASMA), financé par l'État argentin, la BM et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Ce projet, appuyé par le COFEMIN, devait harmoniser les législations minières provinciales (il existait alors 23 Codes miniers

<sup>41</sup> [Assemblée de Voisins Autoconvoqués d'Esquel pour le Non à la Mine] (trad. M. Denoël).

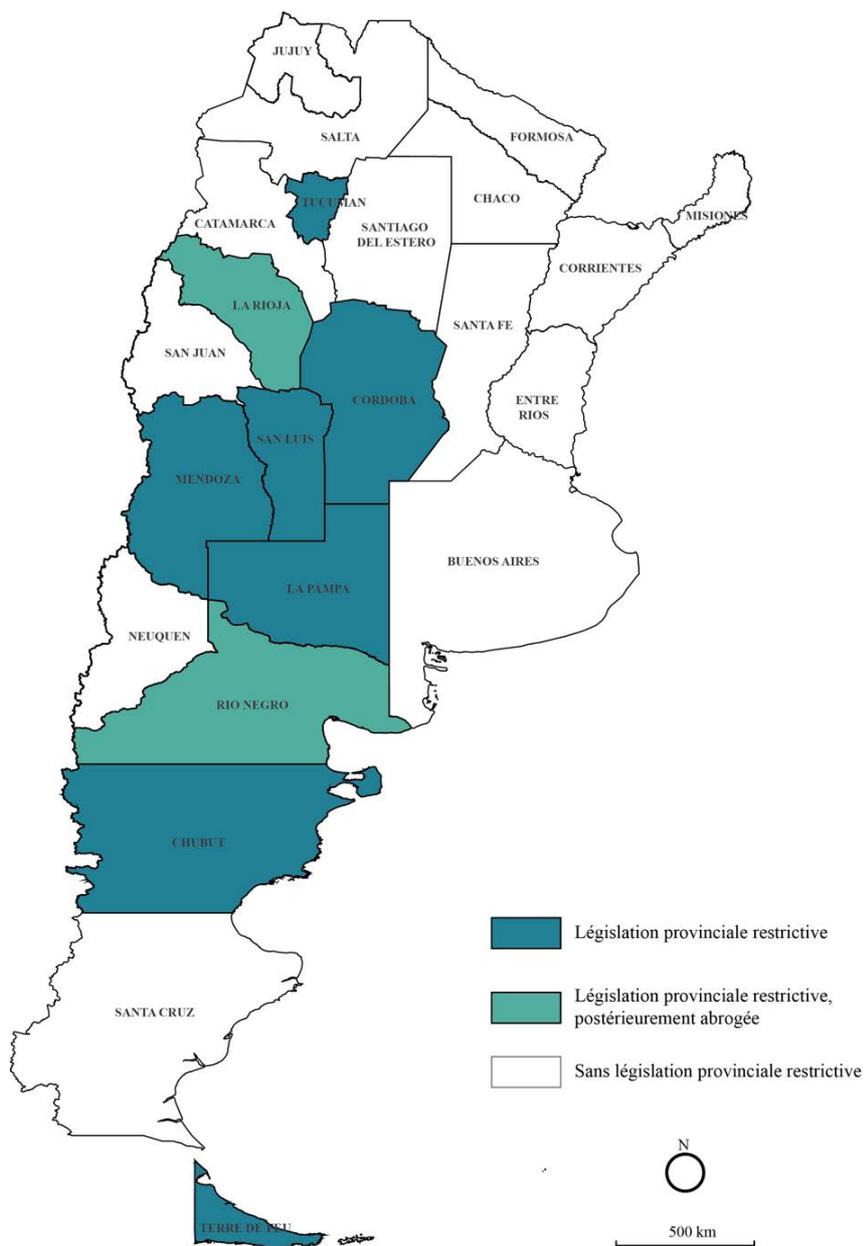
<sup>42</sup> [Étude d'Impact Environnemental] (trad. M. Denoël) : L'IIA est un document demandé à chaque entreprise minière souhaitant développer un projet minier avant l'attribution des droits d'exploitation d'une concession minière.

provinciaux) et a eu, entre autres résultats, d'unifier le Code minier désormais appliqué dans tout le pays (Moori Koenig, Bianco, 2003). Il transférait dans le même temps la gestion des ressources naturelles, jusqu'alors propriétés inaliénables de l'État fédéral, aux provinces. Ces dernières doivent donc toutes appliquer le Code minier, repensé à l'échelle fédérale, mais qui laisse la place à différentes formes d'allocation et d'exploitation des ressources (baux, concessions, *etc.*). Comme le soulignent Marie Forget et Silvina Carrizo (2016, p. 35) : « le panorama du positionnement des provinces minières est donc hétérogène, chaque province ayant encadré l'activité minière selon ses propres règles » (*i.e.* adopté des formes différenciées d'application du Code minier). Si les réformes du cadre légal effectuées sous l'égide du Consensus de Washington ont effectivement amélioré l'attractivité minière de l'ensemble argentin, elles ne sont pas parvenues à homogénéiser véritablement le cadre légal de l'activité minière et elles ne peuvent expliquer à elles seules son implantation — différente selon les territoires.

Concernant le panorama légal de l'activité minière à l'échelle provinciale (Carte 2, p. 60), certaines provinces permettent, sans aucune restriction, l'activité minière quand d'autres la restreignent. Mais les restrictions imposées au secteur minier peuvent être dues tant à des mobilisations socio-environnementales importantes (Chubut, Río Negro, La Rioja, Mendoza) qu'à des phénomènes de contagion de ce qui survient dans des provinces voisines (Tucuman, La Pampa) ou à des débats ayant gagné la scène nationale (Córdoba, San Luis, Tierra de Fuego) (Wagner, 2014 b, p. 165-168). Concernant les provinces ayant connu des mobilisations socio-environnementales importantes, la province de Chubut fut la première à adopter une législation restrictive, suite au conflit survenu à Esquel, en 2003 : l'activité minière métallifère à ciel ouvert est interdite ainsi que l'utilisation de cyanure dans les processus de production minière. La loi n° 3 981 de la province de Río Negro, elle aussi restrictive, a été adoptée en 2007 après le conflit autour du projet Calcatreu, qui opposait l'entreprise Pan American Silver à la population de la localité Ingeniero Jacobacci et au parlement mapuche. Elle a été abrogée en 2011. À La Rioja, la loi limitative n° 8 137 n'a été en vigueur que de 2007 à 2008, date à laquelle elle fut abrogée, après que Beder Herrera ait destitué le précédent gouverneur provincial (dont il était vice-gouverneur). Elle avait été ratifiée suite à la mobilisation d'un groupe d'habitantes et habitants des localités de Famatina et de Chilecito, qui avait bloqué l'accès au campement d'un projet minier développé par l'entreprise Barrick Gold dans le cordon du Famatina. Le désapprovisionnement du campement avait alors poussé l'entreprise à abandonner. Cet

abandon a eu une diffusion nationale, tout comme sa devise, « *Famatina no se toca* »<sup>43</sup>, qui sera réutilisée par la suite pour contester d'autres projets miniers développés à proximité. Enfin, à Mendoza, la loi n° 7 722 prohibant l'usage de certaines substances a été adoptée en 2007 suite aux actions d'assemblées autoconvoquées organisées dans la province de Mendoza et mobilisées autour de la défense de l'eau.

Carte 2. Législations provinciales minières et restrictions à l'activité



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.  
 Source : Wagner, 2014 b, p. 165.

<sup>43</sup> [Famatina ne se touche pas] (trad. M. Denoël).

À l'inverse, et comme le souligne Lucrecia Wagner (2014 b, p. 167) :

“Tucumán y La Pampa constituyen provincias que no han tenido una fuerte movilización social, pero que están estrechamente vinculadas a los conflictos en provincias vecinas. En el caso de Tucumán, el mineraloducto de la mina La Alumbraera pasa por su territorio, en el que también se han instalado otras dependencias de la empresa minera. En el caso de La Pampa, algunas organizaciones ambientales y funcionarios de gobierno han estado vinculados al conflicto mendocino en torno al proyecto minero de sales de potasio ‘Potasio Río Colorado’, de la empresa Vale, ya que esta provincia toma agua del río Colorado aguas abajo de la zona del proyecto, localizado en Mendoza.”<sup>44</sup>

Enfin, la diffusion aux échelles fédérale et provinciale des mouvements de contestation de l'activité minière métallifère à ciel ouvert, ainsi que les débats autour de la perception par les universités nationales de fonds tirés du développement minier du projet minier de La Alumbraera (province de Catamarca) ont participé à l'adoption de lois restrictives dans les provinces de Cordoba, San Luis, Tierra de Fuego.

Ces différences à l'échelle provinciale ne sont pas passées inaperçues à l'échelle internationale, puisque le *think tank* canadien Fraser<sup>45</sup> ne considère pas (seul cas avec les États-Unis et le Canada) l'Argentine comme une entité lors de ses évaluations de potentiels miniers à l'échelle internationale et valorise les potentiels miniers à l'échelle provinciale. Cette « décentralisation » dans la gestion des ressources naturelles a donc entraîné une complexification des rapports de pouvoir et peut être observée comme un véritable outil de la globalisation. Les territoires, mis en compétition les uns avec les autres, ne sont plus pensés comme un tout, mais se caractérisent tant par leur capacité à entrer dans une logique d'hyperconnectivité à l'échelle globale et à encadrer de manière permissive l'activité que par leurs dotations en espaces productifs ou en ressources naturelles exploitables.

À l'heure de son installation, l'activité minière de grande envergure fait face à différents *territoires*, mais aussi à différents *régimes* miniers, bien que tous hérités du *régime* adopté dans les années 1990 tant par les pouvoirs publics argentins que par les entreprises transnationales et institutions internationales. Dans le sens de Myriam Laforce, Bonnie

---

<sup>44</sup> [Tucuman et La Pampa sont des provinces qui n'ont pas connu de forte mobilisation sociale, mais dont la situation est fortement liée à des conflits ayant lieu dans des provinces voisines. Dans le cas de Tucuman, le mineraloduc de la mine de La Alumbraera passe par son territoire, sur lequel l'entreprise a également installé certaines de ses dépendances. Dans le cas de La Pampa, certaines organisations environnementales et fonctionnaires du gouvernement provincial sont liés au conflit autour du projet minier “Potasio Río Colorado” de l'entreprise Vale dans la province de Mendoza. En effet, la province pompe de l'eau du fleuve « Río Colorado », fleuve situé dans la province de Mendoza et en aval du projet minier] (Wagner, 2014 b, p. 167, trad. M. Denoël).

<sup>45</sup> L'institut Fraser est un *think tank* canadien qui, selon Nicolas Merveille (2011) « réalise chaque année une enquête internationale auprès des plus grands consortiums miniers, représentant 28% du budget mondial de ce secteur d'activité » (p. 180).

Campbell et Bruno Sarrasin (2012, p. 15), qui s'appuient sur les écrits de Robert Keohane, Joseph S. Nye, et Susan Strange, un régime minier peut être entendu comme suit :

« Considérer les régimes non seulement comme des ensembles de dispositions légales, mais également, et pour le secteur minier en particulier, comme un “ensemble d'arrangements de gouvernance [incluant] des réseaux de règles, normes et procédures qui régularisent les comportements et contrôlent leurs effets” » (Keohane et Nye, 1997, p. 19).

Les auteurs ajoutent que :

« Les travaux de Strange (1994, 1996, 1998) sur l'économie politique internationale hétérodoxe nous amènent à voir le régime minier comme faisant partie d'une structure de pouvoir plus large qui oriente et conditionne les relations entre les acteurs impliqués. »

Les relations de pouvoir sont donc au cœur du fonctionnement des régimes miniers. Celles-ci permettent notamment l'établissement des valeurs qui conditionnent les régimes et leur fonctionnement. Ainsi :

« Selon cette perspective, la capacité de façonner les structures politiques dans lesquelles émergent et évoluent les régimes dépend en grande partie de la capacité de mettre de l'avant des “valeurs prioritaires” dans ces structures. Ces valeurs peuvent être, par exemple, la prospérité et la richesse, la justice et l'équité, la sécurité, l'ordre et la stabilité, la liberté et l'autonomie de décision, etc. (Chavagneux, 1998, p. 58). Ainsi, les valeurs privilégiées par ceux qui détiennent du pouvoir contribueraient *de facto* à favoriser certaines positions ou certains intérêts. Dans ces conditions, la hiérarchisation de valeurs potentiellement conflictuelles à travers la définition des régimes témoignerait d'un équilibre obtenu dans les négociations à l'œuvre au sein d'une structure de pouvoir où toute entreprise de réforme des régimes serait susceptible de conduire à une modification de cet équilibre. » (Laforce *et al.*, 2012, p. 15)

Si nous observons, en Argentine, différents régimes miniers, les *structures* politiques reposent sur des valeurs, des référentiels communs qui guident l'implantation de l'activité. En effet, elles s'inscrivent dans un contexte globalisé et auxquels participent les acteurs qui développent l'activité minière, *via* des relations de pouvoir. En effet :

« Une “structure” définit le cadre de pouvoir dans lequel les participants à un domaine particulier de l'économie politique mondiale sont contraints d'évoluer à un moment donné. Elle se définit comme l'ensemble des accords qui fixent, pour un temps, les conditions d'exercice du pouvoir dans ce domaine et les valeurs prioritaires qui en découlent. » (Chavagneux, 2002, p. 58)

Ainsi, s'il est nécessaire d'identifier lesdits acteurs de l'activité, il semble aussi essentiel de déconstruire les structures politiques précédemment évoquées et d'analyser les valeurs qu'elles véhiculent.

## C. La globalisation ou le développement spatio-temporel inégal : vers un effacement des catégories public/privé

### 1. Du capital à l'investissement : les entreprises transnationales minières et leurs relais locaux

Comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, les sociétés minières s'installant en Argentine au début des années 1990 sont des sociétés étrangères profitant de la vague de privatisation touchant les activités reposant sur l'exploitation de ressources naturelles. De fait, concernant l'Argentine, si elles étaient d'ores et déjà présentes sur le continent, leur arrivée dans le pays est concomitante à l'application des Plans d'Ajustements Structurels (PAS). Elles illustrent le virage radical qu'ont connu les politiques économiques d'Argentine, à l'image de celles de l'ensemble du continent, et les stratégies des entreprises transnationales pour s'implanter. Alain Deneault et William Sacher (2012, p. 60) soulignent à ce titre que, si la présence de sociétés minières canadiennes en Amérique latine n'est pas récente, les différentes crises ayant ébranlé le continent ont participé à affirmer leur implantation :

« Alcan, Falconbridge et Noranda auront compté parmi les pionnières canadiennes de l'exploitation minière à l'étranger dans les années 1960, d'abord en Amérique latine et en Afrique du Sud. Les sociétés minières du monde ont ensuite compris le caractère opportun d'un enregistrement au Canada. Une Amérique latine et une Asie ébranlées par des crises financières à répétition, ou une Afrique souvent secouée par de très violents conflits armés pouvaient en toute légitimité politique se trouver dès lors vidées de leurs ressources ou se voir conférer le statut d'objet spéculatif par des sociétés cotées à Toronto. Aujourd'hui, selon le TSX, près de 50 % des quelque 9 500 projets d'exploration minière menés par les sociétés inscrites au TSX et TSX Venture se trouvent à l'extérieur du Canada. Par exemple, 185 sociétés torontoises exploitent ou prospectent en Afrique et 286 en Amérique latine. »

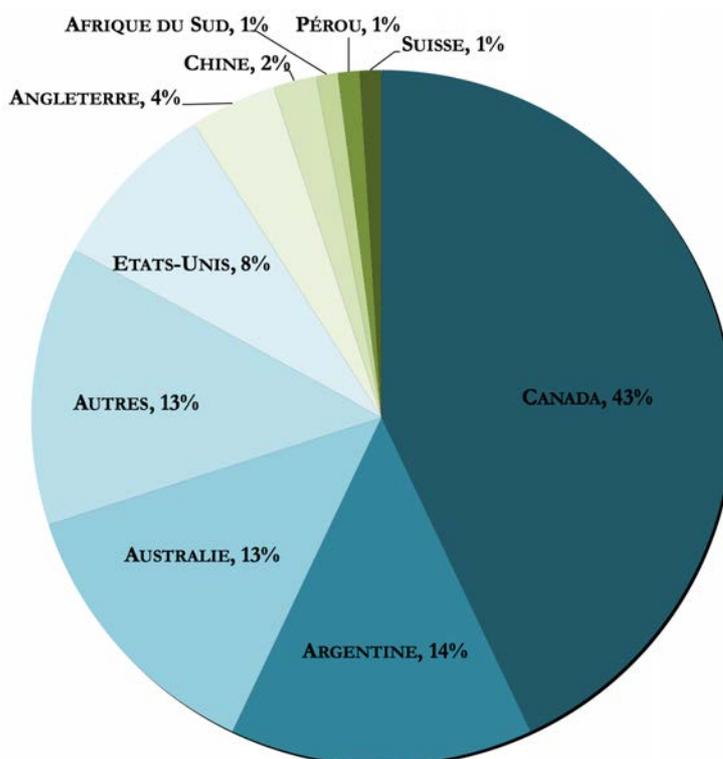
En Argentine justement, les sociétés minières exploitantes viennent principalement du Canada — à hauteur de 43 % en 2012 — et d'Australie — à hauteur de 13 % en 2012 — (Figure 3, p. 64). Cette tendance, se reflétant dans les mouvements d'IDE observés lors de la décennie 90, n'a fait qu'augmenter : Laura Álvarez, Julieta Godfrid et Jorge Duárez (2015, p. 172) indiquent d'ailleurs que :

“En Argentina, mientras que en 1992 las IED orientadas al sector minero representaban tan sólo el 0,32% de los stock IED totales, en 2013 lo hacían en un 10% del total (BCRA, 2012) y en más del 40% respecto a los flujos totales. Podemos afirmar, por tanto, que a medida que fue creciendo la producción minero-metalífera aumentó también el capital de origen extranjero en el sector (Álvarez 2013). Y esto se explica, fundamentalmente, porque estas

empresas extranjeras son las que cuentan con la posibilidad de realizar grandes inversiones requeridas para que este tipo de proyectos se lleven a cabo.”<sup>46</sup>

Les sociétés étrangères exercent en effet une position de domination du fait du contrôle de la technologie, de leurs fortes dotations en capital et de leur insertion sur les marchés internationaux, ce qui explique tant leur multiplication sur le territoire national que l'augmentation de leurs investissements.

**Figure 3.** Pays d'origine des entreprises minières implantées en Argentine, 2012



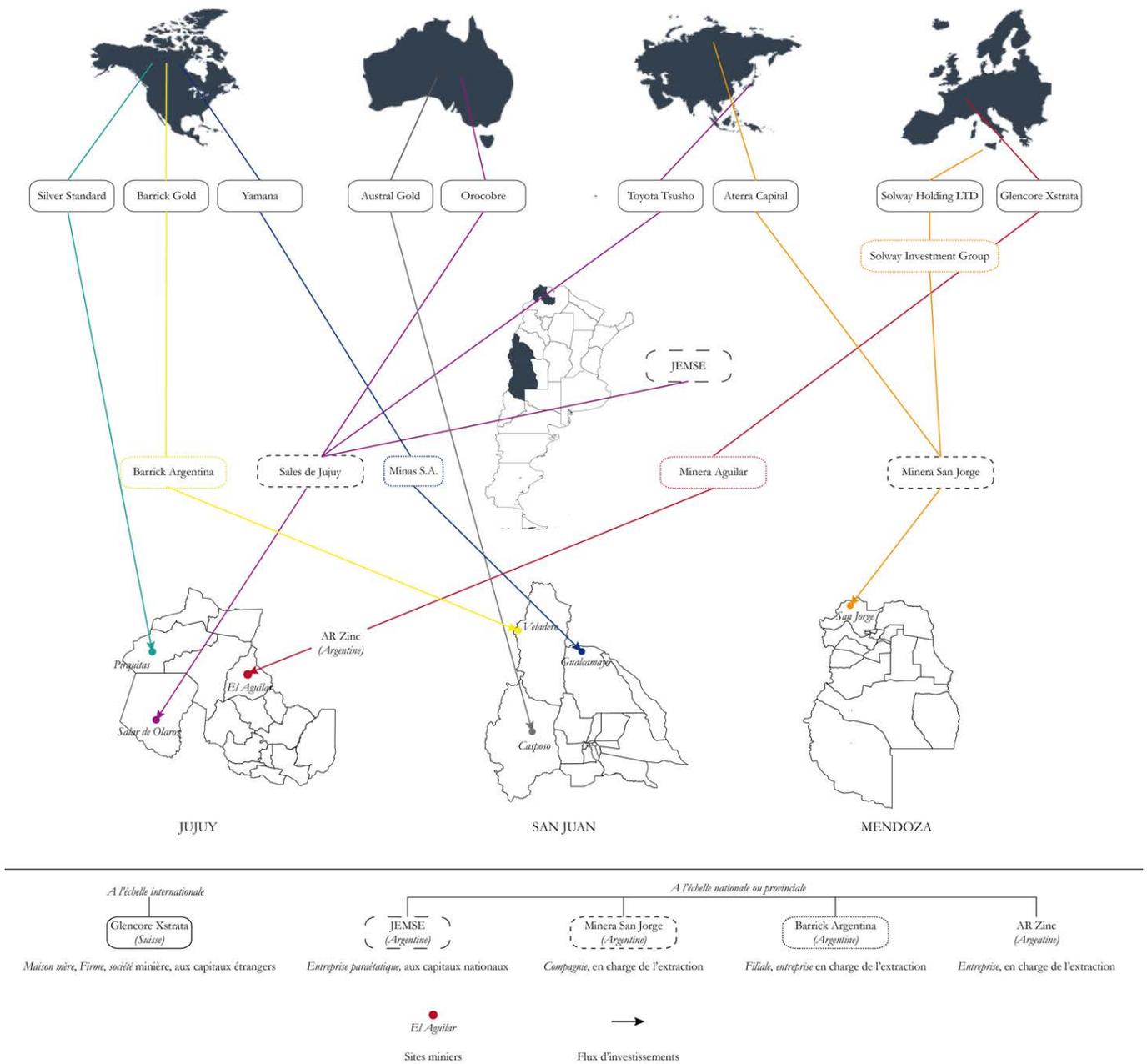
Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Source : Argentina mining, *Estadísticas 2012*. Disponible en ligne (dernière consultation le 16/06/2018) : [\[http://www.argentinamining.com/es/estadisticas-2012\]](http://www.argentinamining.com/es/estadisticas-2012).

Concernant l'exploitation à ciel ouvert de minerais métallifères, elles sont les seules à garantir la réalisation de projets industriels de telle ampleur. Les entreprises argentines sont donc principalement exploitantes de minerais de seconde ou de troisième catégorie (nécessitant des moyens financiers et techniques moindres) ou des filiales des sociétés minières transnationales.

<sup>46</sup> [En Argentine, alors qu'en 1992, les IDE orientés vers le secteur minier représentaient seulement 0,32 % du stock total d'IDE, en 2013, ils représentent 10 % du total (BCRA, 2012) et plus de 40% des flux totaux. Nous pouvons donc affirmer que, à mesure que la production de minerais métallifères augmentait, le capital d'origine étrangère dans le secteur augmentait également (Álvarez 2013). Cela s'explique fondamentalement, car ces entreprises étrangères sont celles qui ont la possibilité de réaliser les gros investissements nécessaires à la réalisation de ce type de projet.] (Álvarez, Godfrid, Duárez, 2015 a, p. 172, trad. M. Denoël).

**Carte 3.** De l'entreprise à l'investissement : quelques exemples dans les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Sources : Sites web des entreprises transnationales, compagnies, filiales et entreprises. Dernière consultation le 21.06.2018.

Ces dernières sont toutes originaires de Pays Riches en Capitaux (PRC)<sup>47</sup>, ou des compagnies issues de l'association de plusieurs d'entre elles (Carte 3, p. 65). En effet :

« L'implantation d'activités à l'étranger [d'une firme multinationale ou globale] passe par l'investissement direct étranger (IDE). Celui-ci peut prendre la forme d'une prise de participation dans le capital d'une entreprise existante (rachat d'une partie de ce capital), ou de la mise en place d'une structure *ex nihilo* (*greenfield investment*). Dans les deux cas, une filiale voit le jour grâce à l'IDE réalisé par la maison mère. » (Azuelos, 2012, p. 290).

Cette dotation en pouvoir des entreprises transnationales, des maisons mères, est en partie une construction historique : principalement canadiennes, les entreprises ont hérité des pratiques économiques et politiques de leur pays d'origine, qu'Alain Deneault et William Sacher (2012, p. 59) qualifient de « minéralo-État ». Les auteurs ajoutent (p. 60), à propos de la surreprésentation des sociétés canadiennes dans le secteur, que :

« Les pratiques controversées dont [l'industrie extractive canadienne] a fait preuve au Canada depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle l'ont effectivement amenée à croître sur la scène économique de façon à devenir incontournable. Consolidant chez elles une activité de pointe, les sociétés minières canadiennes se sont ensuite imposées au sein de la concurrence mondiale. Très actives, ces sociétés exigent maintenant, partout où elles passent — en Afrique, en Asie, en Amérique latine et ailleurs — l'état d'anomie dont elles ont outrancièrement profité au Canada. »

Cet héritage dans les pratiques des sociétés minières nous permet donc bien de les qualifier de *transnationales* : si elles exploitent les minerais en Argentine et que « la suite du processus de production ne s'effectue quasiment jamais au même endroit, voire dans le même pays, et a pour destination la vente sur le marché global » (Denoël, 2014, p. 32), leurs pratiques reflètent bel et bien un ancrage national. Roger Brunet, Robert Ferras et Hervé Théry ([1993] 2005 c, p. 490) précisent en effet que le terme transnational :

« Récent, définit les entreprises, les institutions dont les activités et le poids outrepassent les limites nationales, tendant à une vision et un espace d'action planétaires. Ce mot [transnational] double « international », qui implique une idée de coopération entre plusieurs nations, et « multinational » (qui concerne plusieurs nations). Il convient mieux que ce dernier pour désigner les grandes firmes capitalistes qui, si elles dépassent le cadre de leur nation d'origine, relèvent rarement de plusieurs nations par leurs capitaux, leur siège, leurs décisions, et accompagnent ou déterminent volontiers des politiques nationales. »

Les auteurs rejoignent ainsi Cynthia Ghorra-Gobin (2012, p. 608), qui précise que :

« Associé à l'idée de liberté de circulation, [transnational] renvoie aussi bien à la figure du migrant qu'à la firme globale qui conçoit un produit, le fabrique et l'assemble dans différents sites avant de le proposer à un marché global de consommateurs. Son usage remet en cause

<sup>47</sup> Nous entendons par « Pays Riches en Capitaux » les pays rassemblant des places financières déterminantes dans la fixation des prix des *commodities* à l'échelle internationale (comme le sont, pour les minerais métallifères, les bourses de Toronto ou d'Angleterre), des sièges sociaux d'entreprises ou sociétés transnationales (comme le sont le Canada et l'Australie quand il s'agit de l'exploitation des minerais métallifères), des banques de rang mondial (comme la Suisse par exemple), des sièges d'organisations internationales (les États Unis pour le FMI et la BM) ou qui sont considérés comme des paradis fiscaux (tels que Chypre ou Malte) entre autres indicateurs.

l'idée de l'homogénéisation des cultures sous l'emprise de la globalisation économique et de la mondialisation, et réinvente en quelque sorte l'idée de nation et de nationalisme. »

Ces entreprises, ces sociétés ne sont donc pas nécessairement *globales* : si elles conduisent bien « une stratégie mondiale unique basée sur l'exploitation des avantages comparatifs des différents pays dans lesquels elle[s] [sont] implantée[s] et des synergies entre [leurs] différentes activités », elles ne considèrent pas nécessairement l'État-nation « comme un obstacle à l'optimisation de l'activité globale des firmes » (Distler, 2012, p. 290). Réaffirmer ce caractère *transnational* de la société minière n'est pas vain : outre la déconstruction d'une approche homogénéisante de la globalisation, cela signifie, comme le soulignent Roger Brunet, Robert Ferras et Hervé Théry ([1993] 2005 b, p. 217), que ces entreprises « contribuent pour leur part aux processus de luttes des États pour le partage du Monde, la domination, le pouvoir ». Ainsi, les acteurs transnationaux « *permanecen muy ligados a su Estado de origen y actúan así en complemento de su diplomacia, convirtiéndose en determinantes de la política extranjera* »<sup>48</sup> (Carrizo *et al.*, 2016, p. 123).

Si *entreprise* permet de qualifier la forme hiérarchique d'organisation productive (qui se différencie par exemple des associations) en vue de la recherche de profit, d'accumulation et de réinvestissement, le terme masque des réalités bien plus complexes qu'il convient de distinguer<sup>49</sup> :

- Nous préférons l'usage d'*entreprise transnationale*, de *société* ou de *major*s quand nous parlerons des maisons mères, de « grande taille » (Brunet *et al.*, [1993] 2005 b, p. 217) et dont la personnalité morale juridique reconnue par la loi inclut « strictement des parties au contrat de société (c'est-à-dire les actionnaires dans le cas d'une société par actions) et gouvernée par une instance (le conseil d'administration) qu'elles élisent en assemblée générale et qui les représente » (Favereau, 2014, p. 1-2) — comme par exemple Glencore Xstrata ou Aterra Capital.
- Les associations ou regroupements d'entreprises transnationales forment elles des *compagnies* ou *consortiums* — comme par exemple Minera San Jorge, généralement domiciliée à l'échelle nationale.
- Nous préférons en revanche l'usage du mot *entreprise* pour parler spécifiquement de l'organisation économique qui « regroupe (terme flou) l'ensemble (terme flou) des

<sup>48</sup> [restent très liés à leur État d'origine et agissent ainsi en complément de sa diplomatie, devenant donc des déterminants de la politique étrangère] (Carrizo *et al.*, 2016, p. 123, trad. M. Denoël).

<sup>49</sup> Ce qui permet par exemple à Argentina Mining de « confondre » toutes les entreprises minières, maisons mères et filiales (apparaissant donc comme des entreprises argentines) confondues.

personnes (physiques ou morales) ayant un lien juridico/financier (terme flou) avec l'organisation précédente [la société] : c'est-à-dire tous les membres de celle-ci, énumérés à l'instant, auxquels il convient d'ajouter les salariés, les fournisseurs (...), etc. » (Favereau, 2014, p. 2) – comme par exemple Minera Aguilar. En effet, ces entreprises sont bien « acteurs de l'économie et de la production d'espace, organisant le travail d'une ou plusieurs personnes en vue d'un profit » (Brunet *et al.*, [1993] 2005 a, p. 187).

Nous parlerons donc plus facilement d'*entreprise*<sup>50</sup> ou de *minor* à propos de filiales présentes dans le processus d'extraction à l'échelle locale et d'*entreprise transnationale* ou de *société transnationale* pour parler de la maison mère.

Ces distinctions établies permettent de différencier les acteurs privés entre eux. En effet, et comme le présente la Carte 3 (p. 65), on remarque que, dans les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza, l'investissement initial est systématiquement effectué par une société située dans un PRC, quand l'exploitation semble, pour moitié au moins (cinq cas sur sept présentés ici), être de la responsabilité d'une filiale ou compagnie identifiée comme « argentine ».

Outre l'affichage d'un caractère national pour la firme transnationale, cette organisation des acteurs privés permet d'inclure les élites locales. Ces dernières participent, pour le secteur privé, des filiales ou organisations intermédiaires. En effet, les logiques contemporaines de captation des ressources, dont participe l'extractivisme, témoignent de la nécessité du système capitaliste de s'étendre, de coloniser de nouveaux espaces — ici les Andes argentines — pour maintenir, voire augmenter l'accumulation du capital *via* une extraction accrue des ressources. Cette extension spatiale sous-tend une adaptation des systèmes d'acteurs, une diversité de stratégies de maintien du contrôle sur les processus de décision et l'intégration de nouveaux acteurs (Blache, Denoël, 2019, à paraître), dont font partie ces élites locales. Au même titre que Sara Greenen (2013, p. 124-125) :

« nous entendons par “élites” ces acteurs qui exercent une grande influence au niveau local grâce à leur position d'intermédiaire entre le pouvoir local et le pouvoir provincial ou national. Celle-ci leur permet d'instrumentaliser certaines décisions afin de servir leurs intérêts personnels, un processus qui dans la littérature anglophone est connu sous le nom de *elite capture*. La position de ces élites n'est pas uniquement fondée sur leurs ressources

<sup>50</sup> Nous précisons « entreprises *paraétatiques* » – comme la Jujuy Energía y Minería Sociedad del Estado (JEMSE) — lorsqu'elles relèvent d'investissements émanant du secteur public.

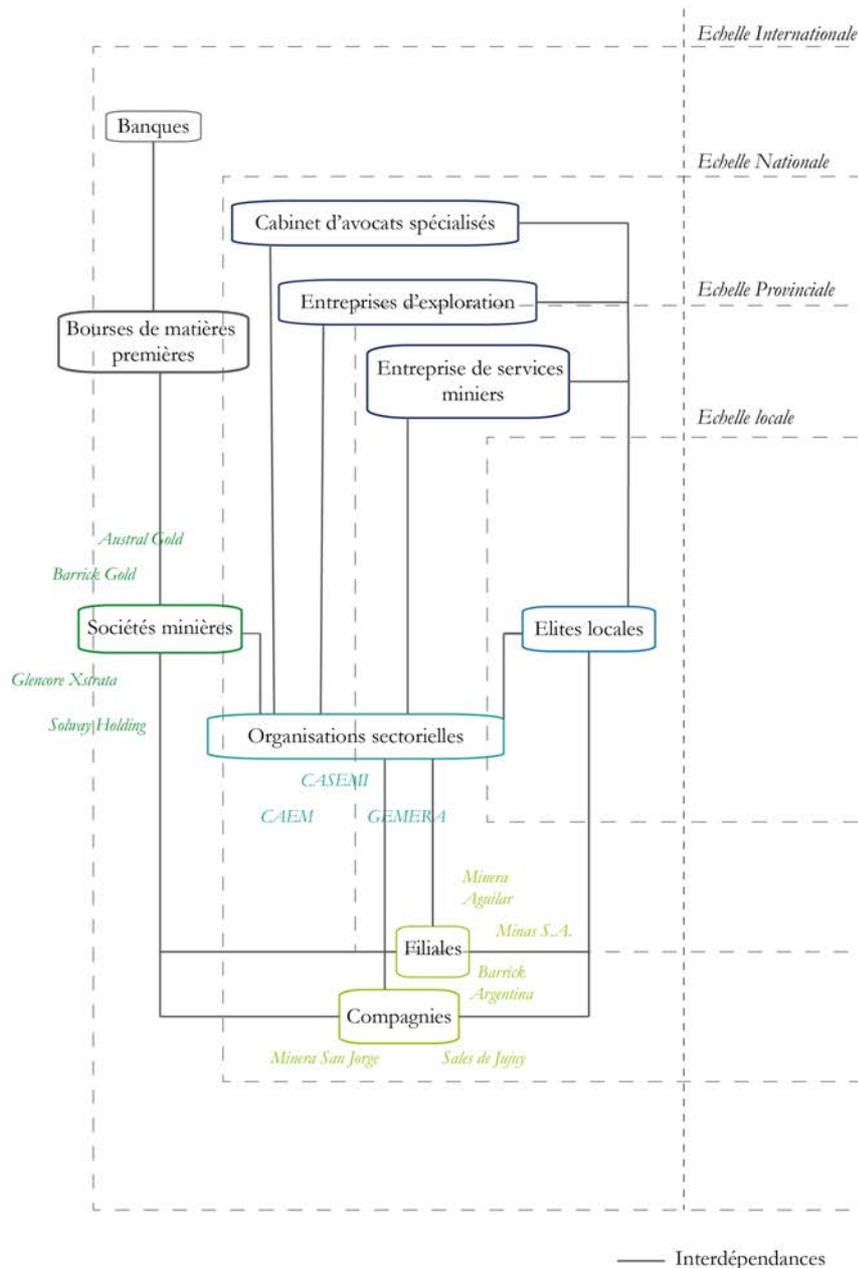
économiques, ni simplement sur leur capital social ou leur position politique, mais plutôt sur une combinaison de tout cela. »

Aux propos de Sara Greenen nous ajoutons seulement que les « élites » peuvent occuper cette « position d'intermédiaire entre le pouvoir local et le pouvoir provincial ou national » ou international. En effet, quand il s'agit de la représentation d'une maison mère *via* une filiale, les acteurs influents localement jouent un rôle de pivot, de « médiateur » (Olivier de Sardan, 1995 a) entre les pouvoirs publics (à différents échelons) et les pouvoirs privés, articulant ainsi les différentes sphères de pouvoir. Ainsi, si l'activité minière de grande envergure oppose souvent les « communautés locales » aux « investisseurs étrangers », la réalité hétérogène de composition des « corps » des différents acteurs rend cette réalité bien plus complexe.

Ces élites locales sont, elles aussi, prises dans des logiques de pouvoir et c'est leur mise en réseau qui les rend souvent visibles et qui leur permet d'intégrer la table des négociations du secteur. En effet, et comme le souligne Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995 a, p. 47) « les processus de changement social et de développement mobilisent des structures “intermédiaires”, “informelles”, *transversales* : des “réseaux”, des affinités, des clientèles, des sociabilités locales, professionnelles, familiales... ». Les acteurs privés se regroupent donc dans des associations, des chambres professionnelles ou des fondations à personnalité juridique et morale (Figure 4, p. 70). Le choix de l'intégration à l'une ou à l'autre s'établit généralement selon la situation de l'acteur dans la chaîne de production : géologue ou explorateur, il participera à une chambre d'entreprise en exploration telle que le *Grupo de Empresas Mineras Exploradoras de Argentina* (GEMERA), fournisseurs de services logistiques ou matériels, il intégrera une chambre de services miniers telle que la *Cámara Argentina de Proveedores y Prestadores Mineros* (CASEMI), avocat spécialisé en affaires minières ou propriétaire de concession(s), il participera — au même titre que certaines maisons mères — à une chambre d'entrepreneurs miniers, comme la *Cámara de Argentina de Empresarios Mineros* (CAEM). La multiplication de ces organisations sectorielles témoigne, comme le montrent Héloïse Berkowitz et Hervé Dumez (2015, p. 340) à propos des métaorganisations du secteur pétrolier et gazier, que la conflictualité générée par l'activité d'extraction « cristallise la nécessité de développer une stratégie collective non seulement pour protéger la réputation des firmes (Fombrun, 1996 ; 2001), mais aussi pour définir collectivement des standards conformes à l'évolution de la réglementation internationale (Franse, Kolk, 2007) ». Ces organisations, difficilement identifiables par les citoyens, ont pour but de :

« représente [r] les intérêts de l'industrie et porte [r] la responsabilité du plaidoyer et du lobbying auprès des instances de régulation, au premier rang desquelles les États (...), de résoudre collectivement des problèmes spécifiques en définissant de bonnes pratiques, en construisant collectivement les capacités des firmes autour des enjeux du développement durable ou de responsabilité sociale de l'entreprise (...), de résoudre certains problèmes spécifiques (la transparence des paiements, la sécurité dans le respect des droits de l'homme, le respect des droits des femmes, *etc.*), mais intègrent en même temps, dans leur fonctionnement, le management de différentes parties prenantes (notamment la société civile par des ONG locales). » (Berkowitz, Dumez, 2015, p. 348).

**Figure 4.** Les acteurs privés : entreprises, élites locales et organisations sectorielles



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Elles « ont donc aussi pour avantage de faciliter le contrôle des acteurs (Gulati, Puranam, Tushman, 2012) par leur intégration » (Berkowitz, Dumez, 2015, p. 348). Enchevêtrées et difficilement identifiables, ces organisations sectorielles sont des nœuds de rencontre des différents « corps » des acteurs privés et des sphères privée et publique. Elles témoignent du fait que « loin de s'accompagner d'une dérégulation massive des économies contemporaines, la libéralisation des sociétés s'appuie au contraire sur une multiplication des instances, des technologies et des instruments de régulation, et sur des mécanismes de diffusion à l'échelle des institutions internationales » (Berkowitz, 2016, p. 95). Enfin, elles sont, comme le souligne Susan George (2014, p. 35) :

« particulièrement prisées par les industriels, qui s'en servent comme d'une "vitrine" : sachant que toute information, émanant d'une entreprise ou d'une organisation patronale, apparaîtra douteuse à une bonne partie de l'opinion publique, ils ont besoin d'un vernis de respectabilité. Pour les entreprises qui les financent, ces institutions sont un investissement sur le long terme. »

La place essentielle qu'occupent les élites locales, ces « médiateurs » pour les sociétés mères, ainsi que celle de « vitrine » jouée par les organisations sectorielles nous permettent d'affirmer qu'il nous faut, pour comprendre les rapports de pouvoir qui composent les territoires miniers, nous intéresser aussi, si ce n'est surtout, « aux dispositifs d'intervention, aux médiateurs et courtiers, aux agents extérieurs » (Olivier de Sardan, 1995 a, p. 47) qui participent à la transformation, au passage d'un territoire andin à un territoire minier.

## **2. De l'intérêt général à la politique publique : l'État fédéral argentin et ses relais locaux**

Si l'activité minière est donc bien une activité chapeauté par des acteurs transnationaux, venant principalement des PRC, avec un ancrage local *via* les filiales (Minera Aguilar ou Barrick Argentina) et compagnies (Sales de Jujuy ou Minera San Jorge) créées à l'échelle nationale ou provinciale et *via* les élites locales et organisations sectorielles (CAEM, CASEMI ou GEMERA), elle répond aussi de choix politiques effectués à l'échelle internationale — comme nous l'avons vu avec le rôle joué par les institutions internationales (FMI et Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) notamment — mais aussi à l'échelle continentale – le sous-groupe de travail du MERCOSUR n° 15 est consacré au développement minier par exemple – et nationale. Eduardo Gudynas (2013, p. 10) souligne à ce titre que « *si bien las redes de*

*producción y comercialización son globales, no pueden mantenerse sin los Estados-nación. Los países latinoamericanos no están ajenos a todo esto, ya que ellos también participan de esa gobernanza global* »<sup>51</sup>.

En effet, et comme nous l'avons vu dans la partie B de ce chapitre, si l'extractivisme s'accompagnait d'un recul de l'État dans le cadre des réformes néolibérales du Consensus de Washington et sous l'impulsion du gouvernement en place, ce dernier se réaffirme dans le cadre du néo-extractivisme et du *consensus des commodities*, et occupe le rôle de négociateur entre l'intérêt général et l'intérêt privé. La lecture de l'installation de l'activité minière en terres argentines depuis une approche mêlant écologie politique et géographie critique et politique — comme nous le faisons depuis le début de ce travail de thèse — permet en effet d'affirmer que la globalisation, loin d'être *homogénéisante*, n'entraîne pas une disparition des rôles de l'État-Nation, mais bien une redéfinition de ceux-ci. L'État co-construit donc un dispositif de consensus autour de l'activité minière, tant avec les acteurs privés qu'en son sein. Le discours de Jorge Mayoral lors de la cérémonie de clôture de ARMINERA 2007 (cité par Boccardi *et al.*, 2008, p. 61), alors secrétaire fédéral de l'activité minière et ingénieur minier<sup>52</sup>, témoigne de la volonté de coopération entre l'État fédéral et les acteurs privés :

“Son ustedes, son los proyectos, los operadores y los prestadores de servicios, los que generan más de 37 mil empleos directos por estos tiempos en la Argentina, y los que generan más de 165 mil empleos indirectos un verdadero pico histórico jamás conocido que pone a la minería en el contexto nacional como un sector muy activo en la construcción de un país más justo.”<sup>53</sup>

Mais outre cette volonté affichée de travailler avec les acteurs privés, la construction du dispositif néo-extractiviste de consensus pour implanter l'activité minière de grande envergure — déjà présenté — sous-tend une répartition des rôles au sein même de l'État. Au sein d'un État fédéral, la première articulation à étudier est celle entre l'État fédéral et les États provinciaux. Comme le souligne Sébastien Velut (2002, p. 274) :

« La vision souvent véhiculée suivant laquelle le fédéralisme argentin ne serait qu'une façade masquant en réalité le centralisme le plus obtus est réductrice. L'État fédéral se révèle généralement incapable d'imposer ses vues sans négociations, les provinces appliquent

<sup>51</sup> [Si les réseaux de production et de commercialisation sont bel et bien globalisés, ils ne peuvent pas se maintenir sans les États-nations. Les pays latino-américains n'ignorent pas tout cela, puisqu'ils participent également à cette gouvernance mondiale.] (Gudynas, 2013, p. 10, trad. M. Denoël).

<sup>52</sup> Jorge Mayoral a « des intérêts personnels à travers des participations dans des entreprises minières importantes » et « possède 30 % de la firme Micas Argentina S.R.L, 15 % de Millstone S.A. et 25 % de Minvail S.A. (Boccardi, Goivannini, Orellana, Rocchietti, Vega, 2008, p. 258). » (Denoël, 2014, p. 68).

<sup>53</sup> [C'est vous, ce sont les projets, les opérateurs et les prestataires de services, qui créez plus de trente-sept mille emplois directs en ce moment en Argentine et qui faites de la création de plus de 165 000 emplois indirects un véritable pic historique jamais atteint affirmant l'activité minière dans le contexte national comme un secteur très actif dans la construction d'un pays plus juste] (Jorge Mayoral, cité par Boccardi *et al.*, 2008, p. 61, trad. Denoël, 2014, p. 68).

partiellement les réformes qu'on leur propose et elles conservent une réelle marge de manœuvre budgétaire leur permettant de se distinguer des directives venues du centre. »

L'interprétation du Code minier — réformé dans les années 1990 — par les différentes provinces vient confirmer ces propos et montre combien, si l'État fédéral peut poser des cadres généraux, il ne peut prétendre déléguer seulement ses décisions à des gestionnaires. Depuis lors, les provinces disposant d'un véritable pouvoir politique, les « niveaux d'échelles, du mondial au local, et plus particulièrement, entre régional et national (...) se conditionne [ent] et s'influenc [ent] réciproquement dans les processus économiques et politiques qui constituent les territoires » (Velut, 2002, p. 277). En effet :

« la gouvernance des activités extractives fait intervenir plusieurs échelles territoriales. Dans le cas argentin de la mise en production des ressources minières et géologiques, la petite ville est celle de l'activité d'extraction, la ville intermédiaire, le lieu de la gouvernance politique et industrielle alors que la métropole, ici Buenos-Aires, la base politique internationale et lieu de négociations. Ces trois échelles entrent en interaction et cette lecture permet de comprendre comment se déploient à la fois des systèmes sociaux-techniques, mais aussi politiques pour la course à la captation des richesses souterraines. » (Denoël *et al.*, 2019, à paraître).

La métropole fédérale reste cependant le lieu de rencontre entre entreprises transnationales et acteurs intermédiaires locaux. Elle est l'interface entre le lieu d'extraction et l'échelle nationale et mondiale. On y trouve les sièges des sociétés minières transnationales, le ministère des mines, la chambre des députés, la presse nationale et certaines organisations sectorielles (comme la CAEM par exemple). L'échelle fédérale est aussi le lieu d'où émane la législation générale (le Code minier). Ses représentants (issus du ministère de l'Énergie et des Mines ainsi que du Secrétariat ministériel de l'activité minière) participent à la construction du discours de légitimation de l'activité minière de grande envergure et cherchent toujours à homogénéiser les comportements provinciaux — comme en témoigne le *Nuevo Acuerdo Federal Minero*<sup>54</sup>, sur lequel nous reviendrons. Elle se voit cependant ôter tout droit de regard sur l'interprétation du cadre général et de son application par les provinces. Dans ce rôle de négociateur entre l'intérêt général et l'intérêt privé déjà évoqué, d'interface entre le local et le global, d'accueil pour les organisations sectorielles et les acteurs privés, on retrouve la définition de l'État *métarégulateur* défini par Boaventura de Sousa Santos (2007, p. 37) en ces termes :

“El Estado no está ausente en sí, sino más bien lo que desaparece es el principio de soberanía y el poder de coerción que deriva de él. El Estado es, por lo tanto, un socio legítimo de la gobernanza, siempre y cuando participe en su capacidad no estatal, idealmente en igualdad

---

<sup>54</sup> [Nouvel Accord Fédéral Minier] (trad. M. Denoël) : cet accord, chapeauté par le gouvernement du président Mauricio Macri et rassemblant les chefs d'États provinciaux et certaines organisations sectorielles, vient amender le Code minier en 2017.

de condiciones con los otros socios. Pero eso es sólo parte de la explicación. El cambio de la legitimidad a la gobernabilidad se ocasionó por la incapacidad del Estado como regulador de la sociedad. Sin embargo, no se le privó al Estado de su papel como metarregulador, es decir, como entidad responsable de crear el espacio para la legitimidad de los reguladores no estatales.”<sup>55</sup>

Daniel Roy Torunzcyk Schein (2015, p. 339-340) souligne à ce propos que :

“las reformas del marco normativo del sector minero que se produjeron en la década de los 90 a nivel de la soberanía nacional (Svampa, Bottaro y Álvarez 2009) fueron fundamentales en la transformación del Estado regulador al Estado meta-regulador” (Sousa Santos 2007). Las transformaciones del capital a escala global tuvieron así su relato en la forma estatal (a nivel federal y subnacional). La reforma de la Constitución Nacional en 1994 transfirió la soberanía de la explotación de recursos naturales con respecto a la minería de la Nación a las provincias. Podríamos discutir si en definitiva esa decisión mas que obedecer a un fortalecimiento del federalismo argentino, fue una condición de los gobernadores para aceptar el traspaso de distintas áreas (salud, educación, etc.) que hasta entonces asumía el gobierno federal (Faletti 2010). Lo cierto es que dicho traspaso implica (al menos formalmente) que la decisión o no de explotación minera en una provincia, recaiga en el gobierno subnacional.”<sup>56</sup>

Responsables, depuis le milieu des années 1990, de l'allocation des ressources métallifères de catégorie 1 ou 2 aux acteurs transnationaux, les gouvernements provinciaux sont placés à l'échelle d'interaction privilégiée entre les différents acteurs de l'activité minière de grande envergure. Comme le souligne Sébastien Velut (2002, p. 13), « dans le cas argentin, l'importance des provinces en fait des mailles privilégiées d'observation et d'action ». Libres d'interpréter le Code minier, elles organisent et encadrent l'activité — dans la limite du respect de ce dernier — comme bon leur semble. Ainsi, dans la province de San Juan, c'est un ministère entier qui est consacré à l'activité minière, comprenant trois Secrétariats ministériels. Dans la province de Jujuy, le gouvernement provincial a délégué au ministère du Développement économique et de la production la gestion de l'activité minière, encadrée donc par un Secrétariat ministériel des Mines et Hydrocarbures (comprenant un Sous-Secrétariat et un tribunal administratif

<sup>55</sup> [L'État n'est pas absent en soi, mais ce qui disparaît, c'est le principe de la souveraineté et le pouvoir de coercition qui en découle. L'État est donc un partenaire légitime de la gouvernance, tant qu'il participe de manière non étatique, idéalement sur un pied d'égalité avec les autres partenaires. Mais ce n'est qu'une partie de l'explication. Le passage de la légitimité à la gouvernance a été causé par l'incapacité de l'État à réguler la société. Cependant, l'État n'a pas été privé de son rôle de méta-régulateur, c'est-à-dire d'entité chargée de créer l'espace de la légitimité des régulateurs non étatiques.] (Sousa Santos, 2007, p. 37, trad. M. Denoël).

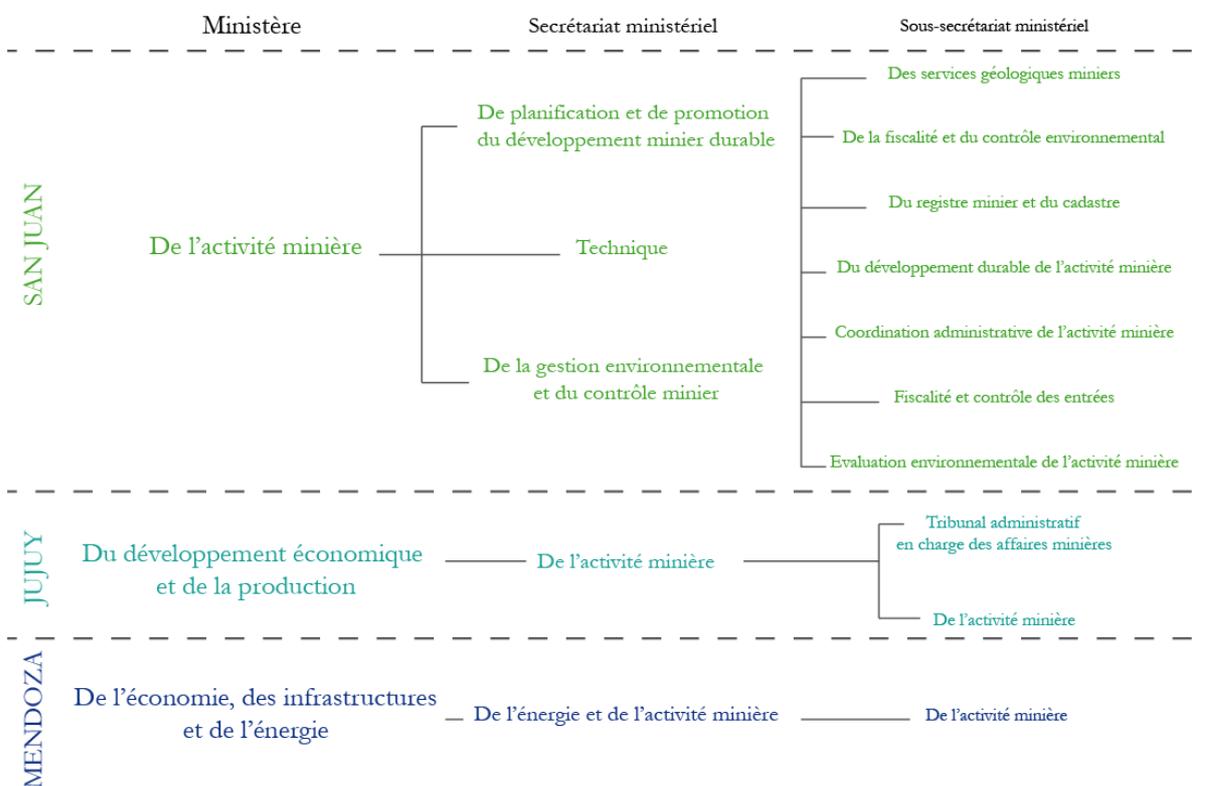
<sup>56</sup> [Les réformes du cadre réglementaire du secteur minier qui ont eu lieu dans les années 90 au niveau de la souveraineté nationale (Svampa *et al.*, 2009) ont joué un rôle dans le passage d'un État régulateur à un État méta-régulateur (Sousa Santos 2007). Les transformations du capital à l'échelle mondiale trouvent donc écho dans la forme de l'État (aux niveaux fédéral et infranational).

La réforme de la Constitution nationale en 1994 a transféré la souveraineté, en ce qui concerne l'exploitation minière, de l'exploitation des ressources naturelles de l'État fédéral aux provinces. Nous pourrions discuter de savoir si cette décision, plutôt que d'obéir à un renforcement du fédéralisme argentin, était en fin de compte une condition émanant des gouverneurs afin d'accepter le transfert de différents domaines (santé, éducation, *etc.*), jusque-là assumés par le gouvernement fédéral (Faletti 2010). Ce qui est certain, c'est que ce transfert implique (au moins formellement) que la décision ou non d'exploitation minière dans une province dépend désormais du gouvernement infranational.] (Schein, 2015, p. 339-340, trad. M. Denoël).

en charge des affaires minières). La province a également fait le choix d'associer à chaque projet minier voyant le jour depuis 2012 une entreprise paraétatique, JEMSE. Enfin, dans la province de Mendoza, c'est une direction ministérielle qui administre les affaires minières, dépendant du Sous-Secrétariat de l'énergie et de l'activité minière, lui-même répondant du ministère provincial de l'économie, de l'infrastructure et de l'énergie. Au niveau provincial, le poids et l'organisation institutionnels des acteurs gouvernementaux sont donc à géométrie variable et certaines provinces font le choix de multiplier les instances quand d'autres semblent réduire les institutions de gestion de l'activité (Figure 5). L'étalement institutionnel semble cependant correspondre à l'importance allouée à l'activité dans les provinces : San Juan, « province modèle » de l'activité, est celle qui présente le développement institutionnel le plus avancé quand Mendoza, « province résistante », en affiche un très réduit. Cette décentralisation des affaires minières, héritée des politiques néolibérales des années 1990, laisse selon Sébastien Velut (2002, p. 10) :

« les autorités locales en première ligne face aux entreprises dont elles attendent à la fois des investissements, des emplois, des revenus fiscaux et des effets d'entraînement pour les économies locales alors qu'elles doivent en même temps les contrôler. Il est susceptible de mettre à mal la solidarité nationale dans la mesure où les provinces entrent en compétition pour attirer les investisseurs : c'est l'autre volet de la décentralisation. »

**Figure 5.** Des organisations ministérielles de l'activité minière différentes selon les provinces



Les provinces oscillent donc entre compétition, en cherchant à encadrer l'activité minière de manière à attirer les investissements, et co-organisation, dans le cadre de la construction d'un dispositif de consensus autour de l'activité et pour faire face à la contestation croissante de l'exploitation à ciel ouvert. C'est en 2012, sous le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner et avec son soutien que les provinces minières décident de s'organiser et de créer la *Organización Federal de Estados Mineros* (OFEMI)<sup>57</sup>. Daniel Roy Torunzcyk Schein (2015, p. 4) affirme que cette organisation cherche « *no solo obtener una mayor participación de la renta minera, sino también unificar las diferentes respuestas políticas frente a los conflictos socioambientales* »<sup>58</sup>. La OFEMI vient donc refléter, à l'échelle provinciale, les politiques publiques qualifiées de néo-extractivistes. L'État fédéral n'est en effet pas le seul à réaffirmer un rôle de négociateur entre l'intérêt général et l'intérêt privé : les gouvernements provinciaux, peut-être plus que l'État fédéral, incarnent ce rôle et s'organisent pour défendre l'activité minière comme politique d'État. Elles adoptent ainsi la même stratégie que les entreprises transnationales en se regroupant, et participent, elles aussi, à la « multiplication des instances » soulignée par Héloïse Berkowitz dans le cadre de la globalisation. Ainsi, et comme le souligne Daniel Roy Torunzcyk Schein (2015, p. 13) :

“consideramos necesario comprender como una dimensión específica de la globalización (la expansión de la minería transnacional) asume distintos resultados, no solo a nivel nacional, sino a nivel subnacional en un mismo país. Los diferentes trabajos sobre la política subnacional nos previenen de una visión homogénea del Estado-Nación, colocan el énfasis en la necesidad de analizar la especificidad de la política subnacional.”<sup>59</sup>

Au même titre que Daniel Roy Torunzcyk Schein, nous pensons qu'il est donc nécessaire de comprendre la dimension extractiviste de la globalisation au niveau infranational, en nous attachant notamment à la violence exercée par l'État (dans ses déclinaisons fédérale et provinciales donc). En effet, pour comprendre l'implantation de l'activité minière de grande envergure en terres argentines, l'État souverain doit être saisi dans toute sa complexité. Mais son étude ne suffit pas. En effet, l'État *fait* violence aux

<sup>57</sup> [Organisation Fédérale des États Miniers] : Créée par les provinces de Salta, San Juan, Jujuy, La Rioja, Santa Cruz, Rio Negro, Mendoza, Neuquen, Chubut et Catamarca.

<sup>58</sup> [Non seulement à obtenir une plus grande part des revenus miniers, mais aussi à unifier les différentes réponses politiques face aux conflits socio-environnementaux] (Schein, 2015, p. 4, trad. M. Denoël).

<sup>59</sup> [Nous considérons qu'il est nécessaire de comprendre comment une dimension spécifique de la globalisation (l'expansion de l'exploitation minière transnationale) prend des formes différentes, non seulement au niveau national, mais au niveau infranational dans le même pays. Les différents travaux sur la politique infranationale nous empêchent d'avoir une vision homogène de l'État-nation, mettant l'accent sur la nécessité d'analyser la spécificité de la politique infranationale.] (Schein, 2015, p. 13, trad. M. Denoël).

territoires en leur imposant l'exploitation de leurs ressources souterraines. Henri Lefebvre ([1974], 2000, p. 323-324) souligne à ce titre que :

« L'État naît de la violence et que le pouvoir étatique ne persiste que par la violence exercée sur un espace. Cette violence provient de la nature, tant par les ressources mises en jeu que par les enjeux : richesses, territoires. Elle fait en même temps violence à toute nature, car elle lui impose des lois, des découpages administratifs, des principes politiques étrangers aux qualités initiales des territoires et des gens. En même temps encore, elle établit une rationalité, celle de l'accumulation, celle de la bureaucratie et de l'armée ; une unité, une logistique, un opérationnalisme, un quantitativisme rendent possible la croissance économique et seront véhiculés par elle, jusqu'à prendre possession de la planète. »

Mais cette violence ne peut reposer sur les seules épaules de l'État. Henri Lefebvre ([1974], 2000, p. 324) ajoute d'ailleurs que :

« La violence originelle, la création continue par la violence (par le feu et le sang, disait Bismarck), voilà la marque distinctive de l'État ; mais sa violence ne peut s'isoler. Elle ne se sépare ni de l'accumulation du capital ni du principe rationnel et politique d'*unification*, subordonnant et totalisant les aspects de la pratique sociale, la législation, la culture, la connaissance et l'éducation dans un espace déterminé, celui de l'hégémonie de la classe dominante sur son peuple et sa nationalité qu'elle s'approprie. Chaque État prétend produire l'espace d'un accomplissement, voire d'un épanouissement, celui d'une société unifiée, donc homogène. Alors qu'en fait et en pratique, l'action étatique et politique institue en la consolidant par tous les moyens un *rapport de forces* entre classes et fractions de classes, entre les espaces qu'elles occupent. Qu'est-ce donc l'État ? Un cadre, disent les spécialistes "politicologues", le cadre d'un pouvoir qui prend des décisions, de sortes que des intérêts (ceux de minorités : classes, fractions de classes) s'imposent, à tel point qu'ils passent pour intérêts généraux. »

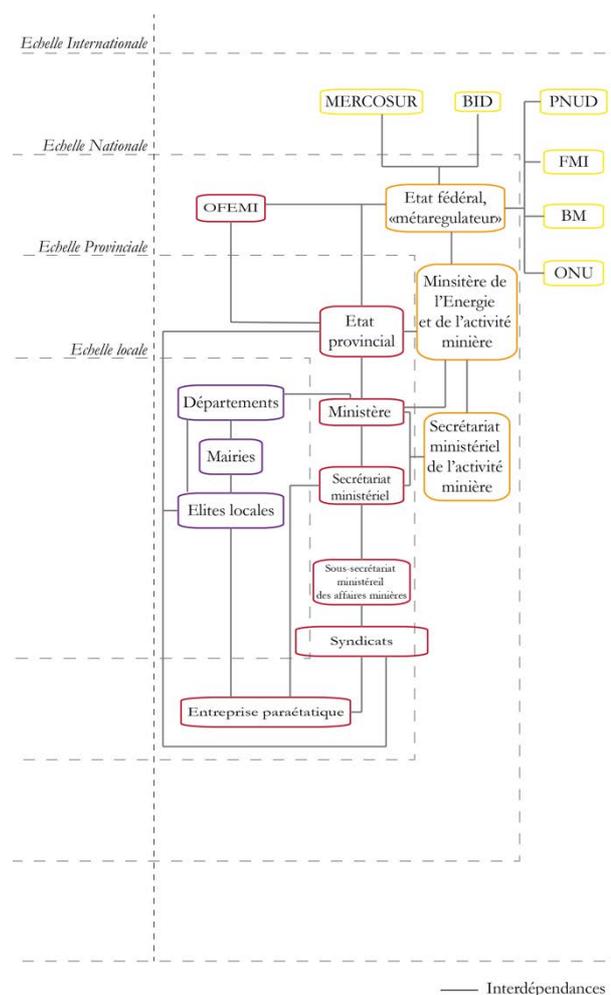
L'État définit donc les limites d'une violence qu'il encadre, mais qui est impulsée et exercée par lui et conjointement aux classes dominantes, dont participent les acteurs privés ainsi que les élites locales, publiques ou privées. Ces limites sont, d'abord, spatiales :

« D'accord, mais il faut ajouter : *cadre spatial*. Si l'on ne tient pas compte de ce cadre spatial, et de sa puissance, on ne retient de l'État que l'unité rationnelle, on en revient à l'hégélianisme. Seuls les concepts de l'espace et de sa production permettent au cadre du pouvoir (réalité et concept) d'atteindre le concret. C'est dans cet espace que le pouvoir central s'érige au-dessus de tout autre pouvoir et l'élimine. » (Lefebvre, [1974], 2000, p. 324)

Les élites impliquées dans le déploiement de l'activité minière, jusqu'à présent peu étudiées et souvent identifiées comme transnationales, ne sont pas seulement présentes aux niveaux international, national et provincial, mais exercent aussi des pouvoirs d'influence à l'échelle locale. Le niveau infranational, provincial, ne peut donc en aucun cas être perçu comme un ensemble homogène. Ainsi, et comme le souligne Olivier de Sardan (1995 a, p. 48), « [les processus de changement social et de développement se situent] à l'interface entre les pesanteurs structurelles et l'action des agents sociaux. Les faits de changement social et de développement mettent en valeur simultanément les contraintes externes et l'autonomie ou les capacités d'initiative (ou de résistance) des individus et des groupes locaux ». À l'échelle locale, au plus proche des sites d'exploitation,

nous retrouvons en effet le poids institutionnel, incarné par les départements et municipalités en charge des territoires extractifs, mais aussi les individus, les acteurs de l'activité, qui servent de relais et défendent auprès des habitants des territoires l'implantation de l'activité. « Médiateurs » identifiés pour les entreprises transnationales et participants des organisations sectorielles, ils sont aussi élus, voisins, universitaires et sont en relation tant avec les pouvoirs publics et les pouvoirs privés qu'avec les populations concernées par l'exploitation de leurs ressources territoriales. Ils sont donc un premier pivot privilégié entre la sphère publique et la sphère privée. Au même titre que pour les acteurs privés, les acteurs publics transcendent donc les échelles, de l'international au local, les instances de participation se multiplient, s'organisent, et se mettent en réseau (Figure 6).

**Figure 6.** Les acteurs publics : de l'international au local, une multiplication des instances de participation pour les élites locales



## Conclusion du premier chapitre

Dans sa définition la plus restrictive — principalement économique —, l'extractivisme est une notion permettant de qualifier de manière critique les modèles de développement qui reposent sur l'exploitation de grands volumes de ressources naturelles exportées sous formes de *commodities* (Denoël, 2019, à paraître).

Le modèle extractiviste en Argentine a été encouragé par le gouvernement de Carlos Menem qui, en réponse au paradigme du Consensus de Washington dans les années 1980 – 1990, a mis en place une série de réformes entraînant la libéralisation de l'économie nationale, d'importants mouvements de privatisation et un retour vers l'exploitation des ressources naturelles. Ces réformes reflètent l'expansion géographique du capitalisme. Concernant l'activité minière, ces politiques, qui font écho à la corrélation établie par certains acteurs entre l'exploitation des ressources naturelles et le développement économique, ont favorisé l'implantation d'entreprises transnationales en recherche de nouveaux minerais. Le secteur d'activité connaît ainsi un quadruple bouleversement : il est *productif*, avec un glissement de l'extraction de matériaux de construction à celle de minerais métallifères ; *sociosystémique*, avec l'arrivée de nouveaux acteurs — les entreprises transnationales —, et le repositionnement des anciens — les petites et moyennes entreprises qui se concentrent désormais sur la fourniture de services miniers ou sur l'exploitation de minerais de première ou deuxième catégorie — ; *spatial*, avec un déplacement des territoires concernés, de l'Est à l'Ouest du pays ; et *technique*, avec l'apparition de nouvelles méthodes, dont l'exploitation à ciel ouvert et la lixiviation. Depuis une perspective libérale et le postulat d'un marché autorégulateur, le positionnement du gouvernement est celui du laisser-faire : l'activité minière est peu régulée par l'État, qui adopte des mesures de décentralisation et fait le pari du consensus des *commodities*, misant sur les effets d'entraînement de l'activité.

Le glissement de l'extractivisme au néo-extractivisme s'opère suite à la crise qui ébranle le pays et atteint son paroxysme entre 2001 et 2003. Le gouvernement de Nestor Kirchner accélère en effet la construction d'un dispositif de consensus autour de l'activité, rendue nécessaire par la contestation croissante des activités extractivistes à l'échelle mondiale et nationale. *Via* une politique néo-développementiste, l'État réaffirme une position exécutive, s'ancre dans une logique de négociation entre intérêt public et privé et fait de l'activité minière une politique étatique. La surexploitation des ressources minières

est alors légitimée par la notion d'intérêt général et du fait des excédents économiques qu'elle est supposée créer : une forte rhétorique nationale-populaire est mise en place. En effet, dans un contexte où les conflits socio-environnementaux se multiplient et où les entreprises extractives développent, en réaction, de nouveaux outils de légitimation — tels que la Responsabilité sociale et environnementale —, l'État met en œuvre des politiques actives visant à la promotion et à l'acceptation des activités extractives privées. La réception du modèle est cependant contrastée : certaines provinces font de l'exploitation minière un des piliers de leur développement quand d'autres la freinent du fait de fortes mobilisations socio-environnementales, par effet de contagion ou en raison de l'intensité du débat à l'échelle nationale. Pour les provinces ayant fait le choix de permettre le déploiement de l'activité, une mise en compétition des provinces s'observe, en conséquence de la décentralisation et dans une logique d'hyperconnectivité à l'échelle globale. Différents régimes miniers provinciaux sont mis en place.

L'installation du néo-extractivisme en terres argentines s'accompagne d'une redistribution des cartes entre différents acteurs et différentes échelles. Les entreprises transnationales, héritières des pratiques de leurs pays d'origine et dont l'action s'inscrit dans les luttes géopolitiques, occupent une position de domination du fait de leur maîtrise de la technologie, de leurs fortes dotations en capital et de leur insertion sur les marchés internationaux. Elles affichent un caractère national argentin en créant des filiales locales ou en s'associant sous la forme de compagnies. Ces entreprises « nationales » permettent l'intégration des élites locales, qui font fonction d'intermédiaires et de médiateurs de la mondialisation. Quand elles n'intègrent pas les rangs des entreprises transnationales, les élites locales ex-exploitantes se reconvertissent dans l'extraction de minerais de deuxième ou de troisième catégorie ou encore réorientent leur activité vers la fourniture de services miniers. L'ensemble de ces acteurs privés se regroupe dans des organisations sectorielles afin de développer une stratégie collective de secteur, de répondre aux standards internationaux et de construire le modèle minier conjointement aux acteurs publics, également parties prenantes de ces nouvelles instances de la mondialisation. En effet, le déploiement de l'activité répond à des choix politiques internationaux, continentaux, nationaux et infranationaux. Car si l'État fédéral peut être défini comme *métarégulateur*, les gouvernements provinciaux jouent un rôle clef dans l'installation des politiques néo-extractivistes et en font des interprétations distinctes : différentes mesures d'encadrement sont adoptées et l'étalement institutionnel de l'activité varie d'une province à l'autre.

## Chapitre 2. Une recherche sur la territorialisation des rapports de pouvoir dans le secteur minier

En el pozo María Luisa,  
murieron cuatro mineros.  
Mira, mira Maruxina mira,  
mira como vengo yo

Traigo la camisa roja  
de sangre de un compañero.  
Mira, mira Maruxina mira,  
mira como vengo yo.

Traigo la cabeza rota,  
que me la rompió un barreno.  
Mira, mira Maruxina mira,  
mira como vengo yo.

Mañana son los entierros,  
de esos pobres compañeros,  
Mira, mira Maruxina mira,  
mira como vengo

*En el pozo María Luisa,*  
Autor desconocido, canción fechada en 1934.<sup>60</sup>

Le modèle néo-extractiviste défendu en Argentine par un système multiacteurs — publics et privés — et multiscalair — du global au local — ainsi que le dispositif de consensus autour de l'activité minière métallifère de grande envergure que nous venons de présenter dans le Chapitre 1 reposent sur des rapports de pouvoir territorialisés, qui sont, eux, l'objet de ce deuxième chapitre. En effet, si les rapports de pouvoir façonnent les territoires et conditionnent l'expansion du capitalisme dans le cadre d'un développement spatio-temporel inégal, nous nous demandons quelles sont les relations d'interdépendance entre les partisans de l'activité et les territoires locaux. Nous pensons que les territoires, les représentations qui les forment — et qui participent à les produire — et leurs particularismes socio-économiques, culturels et historiques, conditionnent l'implantation et le développement de l'activité minière métallifère de grande envergure autant que les rapports de pouvoir structurant le système d'acteurs partisan de l'activité.

Nous proposons donc, dans un premier temps (A), de revenir sur la question de recherche ayant motivé ce travail doctoral et sur les hypothèses construites pour y

---

<sup>60</sup> [À la mine María Luisa, Ce sont quatre mineurs qui sont morts, Regarde Maruxina, regarde, Dans quel état je reviens. // Je reviens la chemise rouge, Rouge du sang de mes compagnons mineurs, Regarde Maruxina, regarde, Dans quel état je reviens // Je reviens la tête brisée, La tête brisée par un éclat, Regarde Maruxina, regarde, Dans quel état je reviens // Demain ce sera l'enterrement, de ces pauvres compagnons, Regarde Maruxina, regarde, Dans quel état je reviens] (Extrait de *En el pozo María Luisa*, Chanson d'un(e) inconnu(e), qui évoque les grèves et révoltes des mineurs asturiens en 1934, année où elle aurait été écrite, traduite par la Canaille du midi).

répondre. Ce chapitre met en évidence que, si l'activité minière répond à des logiques mondialisées, ces dernières ne sont jamais déterritorialisées dans la mesure où les processus d'accumulation par dépossession sont toujours situés, au même titre que les acteurs les conduisant. Nous voyons aussi que ces processus reposent sur la construction de l'hégémonie et que celle-ci passe par des tentatives de transformation des représentations, au cœur de la relation à l'espace. Considérant que tout acte de représentation sur un espace est un acte de pouvoir qui produit les territoires, nous questionnerons notamment les conditions de leur changement. Car si l'activité pour s'implanter doit s'assurer des conditions territoriales propices à son développement, telles que les représentations, alors il faut évaluer la mise en tension qu'elle génère entre les représentations endogènes et exogènes qui produisent les territoires ainsi que ses fondements non plus inscrits dans l'histoire, mais dans les rapports spatiaux.

Pour ce faire, nous proposons d'adopter une approche comparative entre trois *lieux*, trois provinces argentines qui nous semblent éclairer particulièrement les différentes relations d'interdépendance en jeu à l'heure de la (re) construction d'un territoire minier. Après être revenus sur le choix de cette perspective, afin de mieux comprendre la part des territoires dans le développement de l'activité minière métallifère de grande envergure, nous présentons donc, dans un second temps (B), les particularités relatives à l'activité minière de grande envergure dans les territoires provinciaux de Jujuy, San Juan et Mendoza. Nous montrons ainsi comment le cas jujueno peut participer à éclairer les continuités coloniales en jeu dans les processus d'accumulation par dépossession, quand celui de San Juan témoigne du fait que le déploiement de l'activité peut reposer sur des restructurations de pouvoir plus récentes, faisant même de la province une province « modèle ». Enfin, nous présentons en quoi l'exemple de Mendoza questionne les limites du modèle néo-extractiviste, jusqu'à devenir une province « récalcitrante ».

## A. Une réflexion centrée sur les rapports de pouvoir structurant les territoires miniers

Quels sont les interdépendances et les rapports de pouvoir entre les acteurs de l'activité ? Peut-on considérer l'État, les entreprises, comme des ensembles d'acteurs homogènes ? Si ces catégories d'acteurs sont à déconstruire et à complexifier, dans quelle mesure les relations particulières que chacun tisse avec le territoire local (interactions matérielles mais, aussi, représentations) définissent la potentielle implantation ou développement de l'activité minière de grande envergure sur toute ou une partie du territoire local ? Quelles transformations locales (tangibles ou intangibles) l'activité minière métallifère de grande envergure entraîne-t-elle ? Et inversement, dans quelle mesure les territoires locaux (dans ce qu'ils représentent, mais aussi par ce qu'ils sont, du fait de leurs composantes humaines et non humaines) définissent-ils de potentielles interactions entre les acteurs de l'activité ? En d'autres termes, il s'agit dans cette recherche de **comprendre les relations d'interdépendance, même si souvent asymétriques, entre les territoires locaux et les acteurs souhaitant implanter et développer l'activité minière de grande envergure en Argentine.**

### 1. Une question de recherche sur les interdépendances entre les territoires locaux et les acteurs partisans de l'activité minière

La question du rôle joué par les territoires locaux (comprenant leurs composantes humaines et non humaines) dans l'installation de l'activité minière métallifère de grande envergure a été soulevée par Daniel Roy Torunzyk Schein (2015, p. 7-9) qui se demandait, dans sa thèse de sociologie politique, « *por qué la minería transnacional en ciertas provincias, con posibilidades de explotación minera se desarrolla, mientras que en otras no ?* »<sup>61</sup>. Dans ce travail doctoral, les réactions engendrées par l'installation de l'activité minière dans les provinces de Santa Cruz et de Chubut sont analysées depuis le prisme des « *soberanías en conflicto* »<sup>62</sup>, théorisées par l'auteur. Il les définit comme suit (Schein, 2015, p. 36) :

“Soberanías en conflicto hace referencia a empresas mineras transnacionales que se sitúan en el territorio nacional, pero su objetivo es la explotación de recursos naturales para su exportación en el mercado mundial. Por otra parte, da cuenta de gobiernos subnacionales (las provincias), que poseen diferentes grados de democratización y de desarrollo económico.

<sup>61</sup> [Pourquoi l'exploitation minière transnationale existe-t-elle dans certaines provinces, avec des possibilités d'exploitation minière développées, alors que dans d'autres non ?] (Schein, 2015, p. 7-9, trad. M. Denoël).

<sup>62</sup> [Souverainetés en conflit] (Schein, 2015, trad. M. Denoël).

Y en ultima instancia, se refiere a movimientos socioambientales que cuestionan la reducción del territorio a una simple mercancía y la democracia a los mecanismos de representación. En otros términos, el territorio del Estado nacional esta atravesado por relaciones de poder económicas, políticas y sociales que redefinen los alcances de la soberanía moderna.”<sup>63</sup>

À l'aide de cette typologie de « souverainetés en conflit », Daniel Roy Torunzyk Schein montre comment les conflits socio-environnementaux générés par l'activité minière entraînent une reconfiguration des souverainetés sous-nationales. L'auteur, après analyse, conclut (p. 351) :

“que el desarrollo de la minería transnacional es mas probable en aquellas provincias donde el predominio de prácticas autoritarias a nivel subnacional es mayor y el grado de articulación de los movimientos subnacionales es menor. Su pertinencia nos parece adecuada para explicar otras provincias argentinas como Catamarca, La Rioja y San Juan, etc. En ese sentido decimos que hay convergencia de soberanías. En sentido contrario, para entender la aprobación de leyes por las legislaturas provinciales que regulan la actividad minera (Mendoza, Córdoba, etc.), podemos hablar de soberanías antagónicas.”<sup>64</sup>

Les mouvements socio-environnementaux (et leur capacité d'organisation) et les pratiques autoritaires des gouvernements infranationaux sont donc, dans cette analyse, les deux variables explicatives les plus importantes à l'heure de la compréhension de ce qui permet ou non le développement de l'activité à l'échelle provinciale. Les réactions face à l'implantation de l'activité minière de grande envergure ne sont en effet pas homogènes. À ce titre, Lucrecia Wagner (2014 a, p. 16) souligne que :

“En algunas [localidades, los emprendimientos mineros] fueron concebidos como fuente de empleos y la población vivo pasivamente su llegada e instalación, con ciertos conflictos que fácilmente fueron dispersados o con criticas que emergieron luego del inicio de la actividad minera. Pero, en otras poblaciones, posiblemente por la existencia de actividades percibidas como incompatibles con la minería – especialmente por la competencia por agua y tierra, entre las que se destacan el turismo y la agricultura –, las sospechas de posible contaminación y el riesgo de afectación de los modos de vida generaron un rechazo social que fue tomando

<sup>63</sup> [Les souverainetés en conflit se réfèrent aux sociétés minières transnationales qui sont situées sur le territoire national, mais dont l'objectif est l'exploitation des ressources naturelles pour l'exportation sur le marché mondial. Par ailleurs, elles représentent les gouvernements infranationaux (les provinces), qui ont différents degrés de démocratisation et de développement économique. Enfin, elles correspondent aux mouvements socio-environnementaux qui remettent en cause la réduction du territoire à une simple marchandise et la démocratie aux mécanismes de représentation. En d'autres termes, le territoire de l'État national est traversé par des rapports de pouvoir économiques, politiques et sociaux qui redéfinissent la portée de la souveraineté moderne.] (Schein, 2015, p. 36, trad. M. Denoël).

<sup>64</sup> [que le développement de l'exploitation minière transnationale est plus probable dans les provinces où la prédominance des pratiques autoritaires au niveau infranational est plus grande et où le degré d'articulation des mouvements infranationaux est plus faible. Sa pertinence semble suffisante pour expliquer ce qui succède dans d'autres provinces argentines telles que Catamarca, La Rioja et San Juan, etc. En ce sens, nous disons qu'il y a convergence de la souveraineté. Au contraire, pour comprendre l'approbation des lois qui réglementent l'activité minière (Mendoza, Cordoba, etc.) par les législatures provinciales, on peut parler de souverainetés antagonistes] (Schein, 2015, p. 351, trad. M. Denoël).

forma en organizaciones de vecinos autoconvocados, asambleas y otros grupos que iniciaron fuertes acciones de oposición a la instalación de la megaminería en el país”<sup>65</sup>.

De même, et comme le soulignent Maristella Svampa et Marian Sola Álvarez (2010), la lecture de ces mouvements d’opposition doit être pensée depuis l’échelle provinciale et régionale avant d’être perçue dans son ensemble national. En effet, si les réformes de Carlos Menem ont entraîné l’ouverture du marché, la régionalisation de l’exploitation des ressources naturelles a provoqué une grande fragmentation des scénarii miniers. Ainsi, dans les provinces comptant avec une classe moyenne aisée, liée au territoire productif local, l’opposition aux mégaexploitations minières transnationales a trouvé plus d’écho que dans les provinces plus pauvres. On retrouve ici la notion de « potentiel conflictuel » définie par Philippe Subra (2016, p. 63) où, en plus du « moment » et des « stratégies » des acteurs :

« le *conflict* n’est pas seulement le produit d’un projet : il *naît de la rencontre entre un projet et un territoire*. Autant que les caractéristiques du projet, ce sont celles du territoire qui font le conflit, son histoire, sa sociologie, la culture de la société locale qui s’y est développée, la valeur qui lui est attribuée (valeur paysagère, patrimoniale ou du point de vue de la biodiversité). Et l’incompatibilité entre ces caractéristiques et celles du projet. »

Si l’activité minière de grande envergure argentine doit donc être étudiée dans un contexte international et national, l’étude comparative à l’échelle provinciale et locale permet de dégager des contextes locaux plus ou moins favorables à l’implantation d’acteurs étrangers. Horacio Machado Aráoz (2010 b, p. 226) souligne à ce titre que :

“Una dimensión fundamental e insoslayable de los procesos expropiatorios involucrados con la globalización es la vinculada a la producción de las condiciones políticas de gobernabilidad de los nuevos escenarios neocoloniales. Éstos, si bien son inducidos por las lógicas uniformizantes de la mercantilización hegemónica, se hallan decisivamente condicionados por la especificidad de los *lugares*. De tal modo, las fuerzas neocoloniales globales adquieren variantes propias y características propias en función de los pliegues espacio-temporales acumulados en los lugares, como sedes de las sociabilidades locales.”<sup>66</sup>

<sup>65</sup> [Dans certaines localités, les initiatives minières de grande envergure furent considérées comme sources d’emplois et la population vécut passivement leur arrivée et installation, malgré certains conflits qui furent facilement dispersés, ou malgré des critiques qui n’émergèrent qu’après le début de l’activité minière. Dans d’autres localités, possiblement du fait de l’existence d’activités perçues comme incompatibles avec l’activité minière – et particulièrement du fait de la compétition pour l’accès à l’eau et à la terre, parmi lesquelles se détachent le tourisme et l’agriculture –, les soupçons d’éventuelle pollution ainsi que le risque de voir les modes de vies affectés ont généré un rejet social qui s’est structuré en organisations de voisins autoconvoqués, en assemblées et autres regroupements qui ont déployé des actions d’opposition à l’installation de l’activité minière dans le pays.] (Wagner, 2014 a, p. 16, trad. M. Denoël).

<sup>66</sup> [Une dimension fondamentale et incontournable des processus d’expropriation engendrés par la globalisation est liée à la production des conditions politiques de gouvernabilité des nouveaux scénarios néocoloniaux. Ceux-ci, bien qu’ils soient induits par la logique uniformisante de marchandisation hégémonique, se trouvent conditionnés d’une manière décisive par la spécificité des lieux. De telle manière, les forces néocoloniales globales adoptent des variantes et caractéristiques particulières en fonction des particularismes spatio-temporels accumulés dans les lieux, sièges des sociabilités locales.] (Machado Aráoz, 2010 b, p. 226, trad. M. Denoël).

Les caractéristiques propres à chaque *lieu* complexifient donc l'analyse des conditions d'implantation de l'activité minière de grande envergure en terres argentines. Ici, le *lieu* évoqué par Horacio Machado Aráoz rappelle la différence établie par Claude Raffestin entre *espace* et *territoire*. Ce dernier indique dans *Pour une géographie du pouvoir* (1980, p. 129) que :

« Il est essentiel de bien comprendre que l'espace est en position d'antériorité par rapport au territoire. Le territoire est généré à partir de l'espace, il est le résultat d'une action conduite par un acteur syntagmatique (acteur réalisant un programme) à quelque niveau que ce soit. En s'appropriant concrètement ou abstraitement (par exemple, par la représentation) un espace, l'acteur "territorialise" l'espace. (...). Le territoire, dans cette perspective, est un espace dans lequel on a projeté du travail, soit de l'énergie et de l'information, et qui, par conséquent, révèle des relations toutes marquées par le pouvoir. L'espace est la "prison originelle", le territoire est la prison que les hommes se donnent. »

Dans la mesure où Horacio Machado Aráoz fait reposer sa définition des *lieux* sur leur rôle de réceptacle des sociabilités, il reconnaît l'existence préalable à l'implantation de l'activité minière de grande envergure de pouvoirs locaux structurant *l'espace*. Il rejoint donc Henri Lefebvre ([1974] 2000, p. 146) quand celui-ci assure que « la *matière première* de la production de l'espace, ce n'est pas, comme pour les objets particuliers, un matériau particulier : c'est la *nature elle-même*, transformée en produit, malmenée, aujourd'hui menacée, peut-être ruinée, à coup sûr *localisée*, comble du paradoxe ». C'est la présence de ces pouvoirs structurant l'espace qui le transforment en *territoire*. À ce titre, Claude Raffestin (1980, p. 130) affirme que :

« L'espace est en quelque sorte "donné" comme une matière première. Il préexiste à toute action. "Lieu" de possibles, il est la réalité matérielle préexistant à toute connaissance et à toute pratique dont il sera l'objet dès qu'un acteur manifestera une visée intentionnelle à son endroit. Le territoire, évidemment, prend appui sur l'espace, mais il n'est pas l'espace. Il est une production à partir de l'espace. Or la production par toutes les relations qu'elle met en jeu s'inscrit dans un champ de pouvoir. Produire une représentation de l'espace est déjà une appropriation, donc une emprise, donc un contrôle, même si cela demeure dans les limites d'une connaissance. Tout projet dans l'espace qui s'exprime par une représentation révèle l'image souhaitée d'un territoire, lieu de relations. »

Claude Raffestin évoque ainsi un champ de pouvoirs pluriels, en concurrence les uns avec les autres, et adopte une définition très ouverte du pouvoir, où tout acte de représentation est acte de pouvoir. Le pouvoir est donc inhérent à toute société et à tout territoire, bien que pouvant adopter de multiples formes d'expression. Ainsi Georges Balandier ([1967] 2013, p. 41-44) souligne que :

« [le pouvoir] provoque le respect des règles qui [fondent la société] ; il la défend contre ses propres imperfections ; il limite, en son sein, les effets de la compétition entre les individus et les groupes. Ce sont ces fonctions conservatrices qui sont généralement considérées. En recourant à une formule synthétique, *on définira le pouvoir comme le résultant, pour toute société, de la nécessité de lutter contre l'entropie qui la menace de désordre* – comme elle menace tout système.

Mais il ne faut pas en conclure que cette défense ne recourt qu'à un seul moyen — la coercition — et ne peut être assurée que par un gouvernement bien différencié. Tous les mécanismes qui contribuent à maintenir ou à recréer la coopération interne sont eux aussi à mettre en cause et à considérer. (...).

Si le pouvoir obéit à des déterminismes *internes* qui le révèlent en tant que nécessité à laquelle toute société se trouve soumise il n'en apparaît pas moins comme résultant d'une nécessité *externe*. Chaque société globale est en relation avec l'extérieur ; elle est, directement ou à distance, en rapport avec d'autres sociétés qu'elle considère comme étrangères ou hostiles, dangereuses pour sa sécurité et sa souveraineté. (...). Le pouvoir, nécessaire pour les raisons d'ordre interne à l'instant considérées, prend forme et se renforce sous la pression des dangers extérieurs — réels et/ou supposés. (...).

Certaines circonstances montrent bien ce double système de rapports, ce double aspect du pouvoir qui est toujours orienté vers le dedans et vers le dehors. (...).

L'analyse resterait incomplète si l'on ne tenait compte d'une troisième condition : le pouvoir — si diffus soit-il — implique une *dissymétrie* au sein des rapports sociaux. Si ces derniers s'installaient sur la base d'une parfaite réciprocité, l'équilibre social serait automatique et le pouvoir serait voué au dépérissement. Il n'en est rien ; et une société parfaitement homogène, où les relations réciproques entre les individus et les groupes élimineraient toute opposition et toute coupure, paraît être une société impossible. Le pouvoir se renforce avec l'accentuation des inégalités, qui sont la condition de sa manifestation au même titre qu'il est la condition de leur maintien en état. »

Le pouvoir est donc normatif, et peut adopter différentes formes — allant de la coopération à la coercition ou à l'oppression. Il est endogène (propre à l'organisation interne d'une société), exogène (sous forme des pressions extérieures, réelles ou perçues, sur la société) et asymétrique. Il peut être considéré comme inhérent aux autres rapports sociaux, économiques, politiques, culturels. Il ne viendrait pas seulement « du haut », mais se déploierait à plusieurs échelles et ferait face à des résistances particulières, non pas en position d'extériorité, mais plutôt complémentaires (Raffestin, 1980). C'est la rencontre entre différents *pouvoirs*, différentes *représentations* sur un même *espace* qui permet d'expliquer la mise en tension, à l'instant du changement impliqué par l'arrivée d'une nouvelle activité — ici minière métallifère —, de ce qui fait *territoire* chez Claude Raffestin et *lieu* chez Horacio Machado Aráoz.

Toute société étant située, le *pouvoir* ainsi défini configure le(s) *territoire(s)* de cette société — bien que dans un maillage plus ou moins flou, plus ou moins conscientisé, plus ou moins institutionnalisé. Mouvant et multiscalair, endogène et exogène, relationnel avant toute chose — on parle d'ailleurs de *rapports* ou de *relations* de pouvoir —, le pouvoir, dans le sens de Michel Foucault (1975) et de Claude Raffestin (1980), est donc central dans l'étude d'un territoire. Or ce qui nous intéresse ici, c'est justement la compréhension de la mise en tension engendrée par une activité — l'activité minière de grande envergure métallifère —, impulsée par des dynamiques exogènes aux territoires argentins et leurs composantes endogènes — elles aussi soumises à des logiques de *pouvoir*. Nous rejoignons ainsi David Harvey ([2001] 2008, p. 81) lorsqu'il affirme que :

« On peut soupçonner — et bien des théories de l'impérialisme abondent en ce sens — qu'au XX<sup>e</sup> siècle, c'est *seulement* grâce à la transformation des rapports spatiaux et à l'apparition de structures géographiques particulières (centre/périphérie, Premier/Tiers-monde, etc.) que le capitalisme a pu assurer sa survie. (...). La firme multinationale, capable de déplacer rapidement capitaux et marchés du travail, d'exploiter différentes ressources, différents marchés de la consommation, différentes occasions profitables, tout en organisant sa propre division territoriale du travail, doit une bonne part de sa puissance à sa capacité à commander l'espace et à exploiter les différentiels géographiques d'une façon qui demeure interdite à l'entreprise familiale. Quoi qu'il en soit, les implications de gigantesques transformations imprimées à la géographie de la production, de la consommation et de l'échange au cours de l'histoire du capitalisme méritent en elles-mêmes d'être étudiées. »

L'étude des conditions de l'implantation et du développement de l'activité minière métallifère de grande envergure en Argentine ne saurait donc se suffire de l'explication historique que nous retracions brièvement jusqu'ici en évoquant le passage de l'*extractivisme* au *néo-extractivisme*. En effet, les *territoires* et les relations de pouvoir qui les configurent, participent à expliquer les conditions de l'expansion du capitalisme. En l'occurrence, ici, d'une activité répondant à une demande croissante et exogène en *commodities*. Le cas argentin a cela de particulièrement intéressant que le processus de décentralisation de la gestion des ressources a accentué ce différentiel local, imposant aux acteurs étrangers (ici, les sociétés transnationales minières), d'adapter leurs stratégies aux contextes territoriaux. L'approche comparative prend ainsi tout son sens : elle rend visible non seulement les particularismes locaux — inscrits dans une fédération de provinces — mais aussi leur(s) pouvoir(s) sur des stratégies pourtant reconnues comme hégémoniques et dominatrices. Elle participe aussi à une meilleure compréhension des « *the strategies of global localisation of key forms of industrial, service and financial capital* »<sup>67</sup> (Swyngedouw, 2004, p. 37).

Étant donné ces considérations théoriques, nous posons la question de recherche suivante, centrée sur **les relations d'interdépendance entre les territoires locaux et les acteurs souhaitant implanter et développer l'activité minière de grande envergure en Argentine : quelles sont les relations que les partisans de l'activité entretiennent entre eux et avec les populations locales ? Dans quelle mesure l'efficacité de leurs stratégies dépendent des caractéristiques que revêtent les territoires locaux, qui donc, se transforment, se reconfigurent ?**

<sup>67</sup> [stratégies de localisation globale des formes clés du capital industriel, financier et des services] (Swyngedouw, 2004, p. 37, trad. M. Denoël).

Pour répondre à cette question de recherche, nous formulons deux hypothèses, l'une et l'autre portant respectivement sur les pratiques et les discours des partisans du modèle :

- Si les élites locales et les organisations sectorielles sont souvent imbriquées dans des relations de pouvoir où elles sont dominées, elles restent cependant un maillon essentiel dans la compréhension du fonctionnement du modèle néo-extractiviste dans la mesure, où sans elles, l'État comme les entités capitalistes (entreprises et sociétés minières métallifères) seraient incapables de développer l'activité minière de grande envergure. Elles brouillent les pistes entre public et privé. Les acteurs les plus proches des territoires locaux ont une part importante dans le développement de l'activité minière métallifère de grande envergure dans la mesure où ils sont le maillon le plus imprégné des représentations locales du territoire : ils sont donc les plus à même tant de les donner à connaître à des acteurs plus éloignés du territoire local que de les transformer afin de les mettre en adéquation avec le modèle néo-extractiviste.
  
- Nous faisons par ailleurs l'hypothèse que, dans le cadre de construction d'un dispositif de consensus visant à l'implantation et au développement de l'activité minière, le système multiacteurs adopte des référentiels communs véhiculant des représentations qui participent non seulement à influencer sur les pratiques dominantes dans la société, mais aussi à transformer les représentations préexistantes à l'activité dans les territoires. Ce changement de représentation, notamment vis-à-vis de ce qui fait ressource sur un territoire, conditionne l'acceptation ou le rejet de l'activité et l'adoption de nouvelles pratiques (ici minières) dans les territoires concernés. En d'autres termes, nous faisons l'hypothèse que, pour que l'activité minière métallifère de grande envergure s'implante, les acteurs souhaitant la voir se développer doivent déployer des stratégies permettant de transformer la relation à l'espace existante.

Nous les détaillons ci-après dans ce même ordre (Chapitre 2, A, 2 & 3).

## 2. Une première hypothèse sur le rôle de facilitateur et la place de pivot des élites locales

Comme nous venons de le voir, « *el desarrollo de la minería transnacional conlleva la puesta en marcha de un entramado de políticas (en términos jurídicos, económicos, sociales, ambientales y culturales) por una red de actores estatales, de la sociedad civil e internacionales* »<sup>68</sup> (Schein 2015, p. 19), qui sont mis en relation dans un système d'acteurs complexe. Rafael Simões Lasevitz (2017, p. 410) souligne à ce titre que « lorsque l'on essaye de regrouper les diverses études entamées autour des activités minières, certains aspects se démarquent, telle la complexité des réseaux d'acteurs impliqués ». C'est ce système d'acteurs — en situation d'interdépendance les uns aux autres, mais imbriqués dans des rapports de pouvoirs asymétriques — qui va participer au passage d'un territoire andin à un territoire minier. En effet, comme « chez Foucault, le problème du territoire se pose en relation avec les micropouvoirs, c'est-à-dire avec toutes ces forces qui règlent et déterminent les relations humaines avec le territoire » (Villani, 2009, p. 161). L'existence de ces micropouvoirs<sup>69</sup> vient questionner la pertinence de la différenciation entre acteurs publics et acteurs privés. En effet, si l'État (et ses composantes fédérales, provinciales et locales) agit sous l'égide de l'intérêt général quand les acteurs privés (entreprises transnationales, représentants locaux des entreprises, organisations sectorielles, entreprises) agissent au nom du capital, ils se rejoignent dans la construction d'un dispositif néo-extractiviste de consensus pour implanter l'activité minière de grande envergure. La position concrète des acteurs entraîne souvent une superposition des catégories présentées précédemment. Ainsi, nous rejoignons Christian Chavagneux (2002, p. 60) quand il affirme que :

« Il n'y a pas de modèle institutionnel unique qui permette de rendre compte de la diversité de l'influence des acteurs non étatiques. De nombreux exemples soulignent la difficulté à distinguer parfaitement espace privé et espace public de décision, le licite de l'illicite, le national de l'international, toutes ces frontières traditionnelles paraissant extrêmement poreuses. Ce qui ne revient pas à dire que la "pieuvre mafieuse" domine les États, que toutes les entreprises mentent sur leurs comptes, que la décision politique nationale n'existe plus, et autres clichés habituels. Mais plutôt qu'il est difficile de raisonner sur les sources de production des normes internationales à partir d'une distinction entre espace public et espace privé, les deux s'enchevêtrant, tout en flirtant quelquefois avec le "marché de l'immoralité" analysé par Jean de Maillard [2001] ».

<sup>68</sup> [le développement de l'exploitation minière transnationale implique la mise en place d'un réseau de politiques (juridiques, économiques, sociales, environnementales et culturelles) par un réseau d'acteurs étatiques, issus de la société civile et d'acteurs internationaux] (Schein, 2015, p. 19, trad. M. Denoël).

<sup>69</sup> Comme le souligne Tiziana Villani (2009, p. 167) « Foucault ne concevait pas le pouvoir comme une totalité abstraite, il préférerait parler de micropouvoirs, d'un réseau de relations où agissent des forces qui peuvent toujours modifier une situation donnée ».

De même, si l'État agit théoriquement au nom de l'intérêt général, il facilite en réalité, comme nous l'avons vu précédemment, en reprenant Henri Lefebvre, la circulation du capital. Ce qui différencie les acteurs publics des acteurs privés, ce sont donc en réalité les logiques spatiales qui les guident. David Harvey distingue à ce titre :

« deux logiques spatiales : la logique territoriale de l'État d'une part, logique de pouvoir fondée sur la maîtrise politique, économique et militaire d'un territoire continu et délimité, qui peut être impérialiste (conquête de nouveaux territoires), et la logique moléculaire du capital d'autre part, logique de pouvoir fondée sur la circulation réticulaire du capital, plus fluide et discontinue, permettant *in fine* son accumulation. Ces deux logiques reprennent une distinction classique en géographie entre territoire et réseau. Elles ne sont toutefois pas imperméables : en effet, l'État agit lui-même pour faciliter la circulation du capital, mais celle-ci peut menacer ses positions acquises (monopoles de situation) » (Clerval, 2011, p. 181).

Malgré ces différences de logiques spatiales qui guident les acteurs, il devient compliqué, dans la mesure où l'État cherche lui aussi à faire circuler le capital et non plus à agir au nom de l'intérêt général, de distinguer un État souverain d'entités privées aux logiques capitalistes. Antonio Negri et Giuseppe Cocco (2007, p. 31-32) affirment d'ailleurs que :

« *Au niveau global, au niveau impérial, la souveraineté est devenue un rapport entre des forces antagonistes. La souveraineté moderne, entendue comme gestion d'un pouvoir unitaire (au nom de Richelieu, de Robespierre, de Rothschild, ou des trois réunis) n'a plus cours : est née au contraire une multitude globale (révolutionnaire) qui s'impose en tant que puissance constituante face aux pouvoirs constitués, et en tant que source d'innovation biopolitique face aux rigidités du biopouvoir. Ce que nous entendons par là, c'est que désormais, tant du point de vue conceptuel que de celui de l'effectivité politique, le pouvoir se présente toujours davantage, au niveau mondial et global, comme une réalité scindée. Il laisse ainsi apparaître que le problème du rapport entre les dominés et ce qui les domine ne peut être ni évacué ni "normalement" résolu. La souveraineté contemporaine est un pouvoir sujet à des stimuli variés et continuels, mais jamais définitifs, toujours contradictoires et souvent antagonistes. Cette souveraineté ne possède plus d'unité ni — plus important encore — de mesure. Dans ce contexte, le pouvoir souverain est donc l'objet de mille tensions.* »

Ce sont donc plus ces tensions, ces interdépendances forgeant les souverainetés en jeu dans l'implantation de l'activité qu'il convient d'étudier. En effet, « l'assemblage de processus que nous appelons mondialisation est en train de produire, dans les profondeurs de l'État national, une forme encore très partielle, mais significative d'autorité, un hybride qui n'est ni complètement privé, ni complètement public, ni totalement national, ni totalement mondial » (Sassen, 2003, cité et traduit par Graz, 2006, p. 765). En contexte globalisé, comme le souligne Jean-Christophe Graz (2006, p. 766) :

« L'État a joué et joue un rôle central dans la mondialisation ; mais ce rôle n'est pas interprété *contre* le marché. Il s'apparente plutôt à une instance de médiation pouvant à la fois favoriser l'emprise accrue du capital sur un plan transnational, légitimer son ancrage territorial et assurer un éventail de compensations possibles à ceux qui sont le plus exclus de cette dynamique. »

L'auteur ajoute (2006, p. 771) que « le transfert de certains segments de l'autorité étatique aux entreprises, aux ONG ou à d'autres instances contrôlant un domaine de compétence

particulier ne signifie pas que les États perdent ce que les acteurs non étatiques gagnent en autorité. Cela indique plutôt une nouvelle façon d'organiser l'économie capitaliste ». De même, Marie Forget, Silvina Carrizo et Martine Guibert (2016, p. 189) indiquent à propos des activités extractives que :

« Étant donné que le modèle extractif requalifie les territoires en fonction de leur dotation en matières premières demandées à l'international, la capacité des acteurs privés étrangers bouscule les collectivités locales (gouvernements provinciaux, urbains, municipaux) et engendre des processus d'hybridation des logiques privées et publiques, du local et du global, des traditions et de l'actuel, dans la création d'un territoire extractif. ».

Cette nouvelle organisation repose sur de nouvelles formes d'interactions, d'interdépendances, conformées par des rapports de pouvoir. Déjà avec Silvina Carrizo et Marie Forget nous indiquions (2016, p. 123), en nous appuyant sur les écrits d'Eduardo Gudynas, que :

“Entre Estados y actores transnacionales se estructura una relación de dependencia mutua más que de dominación o subordinación, ya que se sirven recíprocamente (Scheer 2007). Eso es característico del neo-extractivismo en el que los actores privados son, a los ojos de los gobiernos, socios para el desarrollo nacional. Porque más allá de los recursos financieros que captan de las actividades extractivas para redistribuir, los gobiernos avalan y defienden esas actividades como un componente modernizador con beneficios para toda la sociedad, favorable al uso de innovaciones científico-técnicas y necesario para el desarrollo en la lucha contra la pobreza y por la justicia social, dándoles de ese modo legitimación social y política (Gudynas 2009 y 2012).”<sup>70</sup>

Cette collaboration entre entreprises et autorités publiques (fédérales et provinciales dans notre cas) n'est pas nouvelle. Cependant, dans le contexte argentin, le travail conjoint mené par l'État et les entités capitalistes s'est accéléré face à la contestation montante des mouvements socio-environnementaux et a entraîné une multiplication des stratégies déployées pour légitimer l'activité et invisibiliser les asymétries de pouvoir à l'œuvre. Nous rejoignons donc Claudia Composto et Mina Lorena Navarro (2012, p. 69) quand elles affirment que :

“El crecimiento de las ‘comunidades del no’, con su correlativo aumento de la conflictividad social, ha dado lugar a un refinamiento de las estrategias conjuntas capital-Estado a fin de (re)construir un escenario favorable para la profundización del modelo extractivo-exportador en aquellos territorios locales previamente periféricos, y actualmente incorporados al núcleo más dinámico de la acumulación capitalista. Es en este marco que nos interesa caracterizar y analizar la especificidad de las diferentes estrategias que las transnacionales mineras y los gobiernos desarrollan activamente para contrarrestar el conflicto social, pero también para

<sup>70</sup> [Entre États et acteurs transnationaux, se construit une relation de dépendance mutuelle plus que de domination ou de subordination, puisqu'ils s'aident mutuellement (Scheer 2007). C'est une caractéristique du modèle néo-extractiviste où les acteurs privés sont, aux yeux des gouvernements, des partenaires pour le développement national. Car, au-delà des ressources financières captées par les activités extractives à redistribuer, les gouvernements endossent et défendent ces activités comme une composante modernisatrice avec des bénéfices pour l'ensemble de la société, permettant l'utilisation et le développement d'innovations scientifique-techniques et nécessaire au développement de la lutte contre la pauvreté et pour la justice sociale, leur conférant ainsi une légitimité sociale et politique (Gudynas 2009 et 2012)] (Carrizo *et al.*, 2016, p. 123, trad. M. Denoël).

construir sentidos, producir subjetividades y organizar relaciones sociales que buscan invisibilizar la asimetría de poder existente entre empresas transnacionales y poblaciones locales, así como las vinculaciones entre capitalismo global, descomposición social y degradación ambiental.”<sup>71</sup>

Nous proposons cependant de mettre l’accent sur le rôle des élites locales — ces *médiateurs* identifiés par Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995 a) et que Jean-Christophe Graz (2006, 2008) appelle les « hybrides de la mondialisation » — dans la construction de cette relation et dans le déploiement des stratégies néo-extractivistes. En effet, nous considérons que « les relations entre acteurs apparaissent comme le produit d’interactions sociales et de négociations continues entre différentes sphères de légitimité ou arènes de pouvoir quant à la protection ou à l’exploitation des ressources (Rubbers, 2013) » (Magrin *et al.*, 2015, p. 11) et que « en s’intéressant aux acteurs locaux et à leur territorialité, il est possible de montrer un autre fonctionnement de la dialectique local-global, où le local transforme et négocie les changements imposés par des acteurs exogènes (Swyngedouw, 2001 ; Brenner, 2001) » (Magrin *et al.*, 2015, p. 12).

Il faut aussi comprendre la nature des relations de pouvoir soulevées par les interdépendances identifiées (Figure 7, p. 94). En effet, « la dynamique mondiale du marché induit une reconfiguration des interactions privé/public qui favorise l’émergence de nouvelles asymétries entre acteurs hétérogènes et rappelle combien la mondialisation constitue un processus qui hiérarchise et qui exclut » (Graz, 2006, p. 775). Pour autant (Siméant *et al.*, 2015, p. 14) :

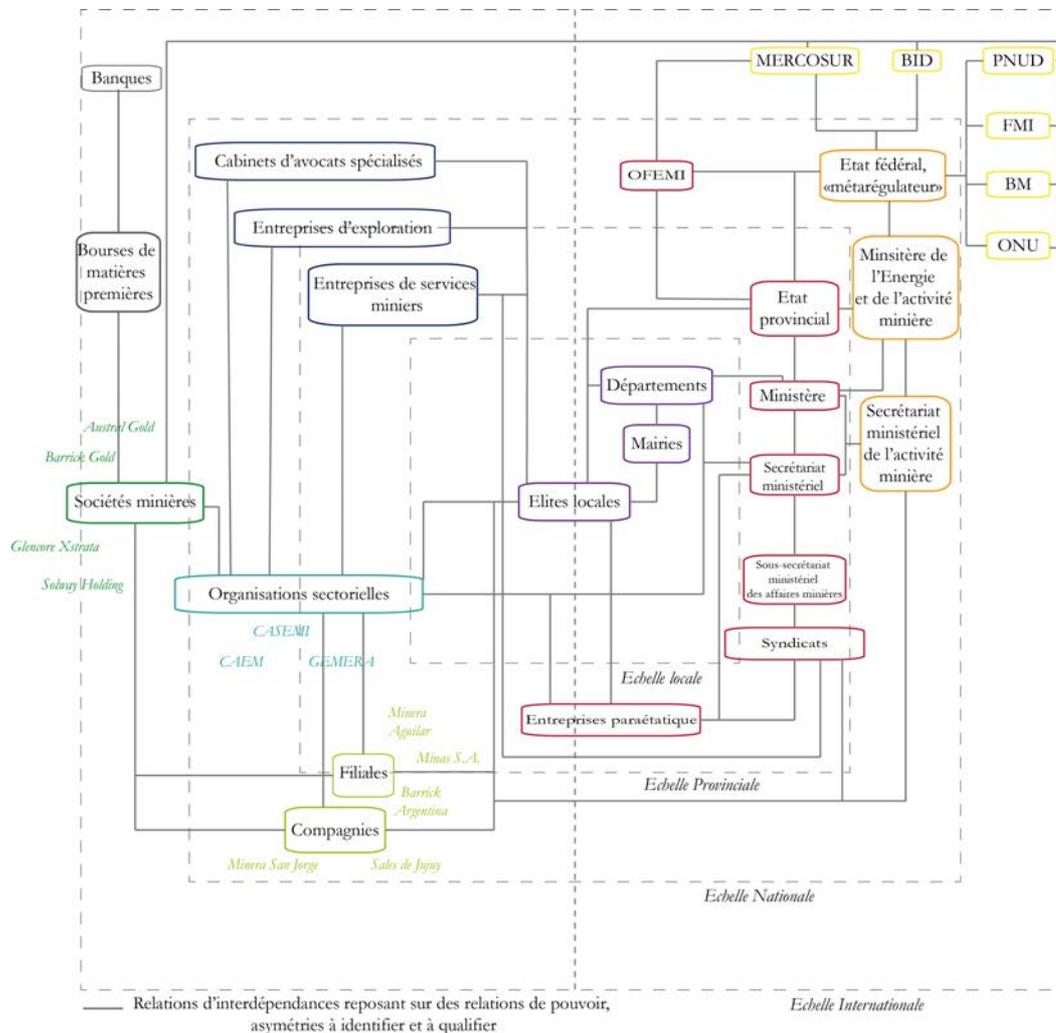
« On connaît la phrase classique “all politics is local politics”. Elle rappelle à juste titre que même en matière de politique internationale les pratiques et stratégies locales importent... pour peu que l’on manie le terme de local avec quelque prudence : “toute activité politique (même l’international) se passe quelque part” serait sans doute l’implication sociologique la plus juste de cette formule – d’où l’importance d’identifier ce “quelque part”, de le *localiser*. »

Ainsi, si l’hybridation des logiques public-privé semble être l’une des caractéristiques de la mondialisation, celle-ci ne peut être entendue comme déterritorialisée, tant du point de vue des territoires où les processus d’accumulation par dépossession prennent racine que du point de vue des acteurs qui les pratiquent. L’implantation et le développement de

<sup>71</sup> [La croissance des « communautés du non », ainsi que l’accroissement corrélatif de la conflictualité sociale, a conduit à un affinement des stratégies communes capital-État afin de (re)construire un scénario favorable à l’approfondissement du modèle extractif-exportateur dans des territoires locaux précédemment périphériques, et actuellement incorporés dans le noyau le plus dynamique de l’accumulation capitaliste. C’est dans ce cadre que nous cherchons à caractériser et analyser la spécificité des différentes stratégies que les transnationales et les gouvernements miniers développent activement pour contrer les conflits sociaux, mais aussi construire des significations, produire des subjectivités et organiser des relations sociales qui cherchent à rendre invisible l’asymétrie du pouvoir entre les sociétés transnationales et les populations locales, ainsi que les liens entre le capitalisme mondial, la décomposition sociale et la dégradation de l’environnement.] (Composto, Navarro, 2012, p. 69, trad. M. Denoël).

l'activité minière de grande envergure n'est donc pas seulement un processus *multiscalaire*, mais aussi *multiacteurs*, où les acteurs locaux, leurs pratiques et connaissances du territoire, mais aussi leur participation dans la construction des représentations qui le façonne est essentielle. À ce propos, Horacio Machado Aráoz (2013, p. 22) affirme que : « *la megaminería involucró una fenomenal redefinición de la geometría y dinámica de las relaciones de poder entre los diferentes actores. Se desencadenaron cambios en la composición de las burguesías locales, sus perfiles ideológicos y alianzas sectoriales y de clase, todos, al calor de un tan novedoso como intenso clima de conflictividad* »<sup>72</sup>.

Figure 7. Acteurs publics, acteurs privés : hybrides de la mondialisation et interdépendances



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

<sup>72</sup> [L'activité méga-minière a impliqué une redéfinition phénoménale de la géométrie et de la dynamique des relations de pouvoir entre les différents acteurs. Des changements se sont produits dans la composition des bourgeoisies locales, dans leur composition idéologique et dans leurs alliances sectorielles et de classe, dans un climat de conflit aussi nouveau et intense.] (Machado Aráoz, 2013, p. 22, trad. M. Denoël).

**En suivant Claude Raffestin, nous postulons que sans ces hybrides de la mondialisation, l'État** — ou l'acteur qui, dans toutes ses déclinaisons, détient la matière (AM) dans la typologie de Claude Raffestin (1980, p. 216) — **ne pourrait à lui seul défendre la circulation du capital via le modèle extractiviste.** Autrement dit, quand Mirta A. Antonelli (2010, p. 55) définit « *alianza hegemónica* »<sup>73</sup> le dispositif qui « *enlaza las relaciones del capital transnacional, en redes de operadores y mediadores, con el Estado, incluyendo en este ultimo las diferentes instituciones que lo conforman y por medio de las cuales institucionaliza el paradigma extractivo. Con este alcance, defino mas bien un funcionamiento: la performatividad instituyente y subjetivante que no solo legaliza, legitima y autoriza ese paradigma sino que produce retóricas de anudamiento e intersubjetividades aún enlazadas al Estado técnico-administrativo* »<sup>74</sup>, nous faisons l'hypothèse que les réseaux d'acteurs opérateurs et médiateurs reliant capital transnational et État doivent nécessairement être composés d'élites locales, sans lesquelles cette *performativité instituyente et subjective* qui permet le développement de l'activité ne pourrait être mise en place. **Nous faisons ainsi l'hypothèse que, sans la participation des élites locales et des organisations intermédiaires, les entreprises transnationales** — ou acteurs détenant la technique et l'insertion sur les marchés (Ar) dans la typologie de Claude Raffestin (1980, p. 216) — **auraient bien du mal à se territorialiser.**

### 3. Une seconde hypothèse sur la transformation des territoires par l'adoption d'un référentiel commun de pratiques et de représentations

Ce dispositif de consensus, bâti par un système multiacteurs, repose sur des représentations du territoire qui participent tant à légitimer l'activité qu'à la concevoir, à « *construir hegemonía y consenso social en torno a la actividad* »<sup>75</sup> (Godfrid, 2015, p. 195) :

“Siguiendo a Gramsci (1982) entendemos por hegemonía la capacidad de generar una concepción universal del mundo a partir de una visión particular, de dominar a través de un doble proceso de consenso y de coerción. Pero este proceso es continuamente resistido y

<sup>73</sup> [Alliance hégémonique] (Antonelli, 2010, p. 55, trad. M. Denoël).

<sup>74</sup> [Relie les relations de capital transnational, via des réseaux d'opérateurs et de médiateurs, à l'État, comprenant les différentes institutions qui le composent et à travers lesquelles il institutionnalise le paradigme extractif. Dans ce cadre, je définis plutôt un fonctionnement : *la performativité instituyente et subjective* qui non seulement légalise, légitime et autorise ce paradigme mais produit une rhétorique de nouage et d'intersubjectivités, même si toujours en lien avec l'État technico-administratif] (Antonelli, 2010, p. 55, trad. M. Denoël).

<sup>75</sup> [construire l'hégémonie et le consensus social autour de l'activité] (Godfrid, 2015, p. 195, trad. M. Denoël).

desafiado por expresiones alternativas o abiertamente opuestas, de ahí que debe entenderse como un proceso dinámico, que se renueva constantemente que es modificado y defendido para lograr su efectividad (Williams, 1980 citado en Composto, 2011). De esta manera, la hegemonía es fundamentalmente, un conjunto de mecanismos unificadores y reguladores, que a través de retóricas, tópicos y doxas transdiscursivas, logran imponer aceptabilidad sobre lo que se dice y sobre lo que se hace, construyendo legitimidad y consenso social.”<sup>76</sup>

De ce fait, le discours des acteurs est un objet central de notre analyse : nous considérons que « [les] représentations et [les] discours sur la ressource [sont] des facteurs influençant leur gestion » et que « les rapports de force autour des ressources ne portent pas uniquement sur l'accès à celles-ci, mais sont aussi des luttes idéologiques véhiculées par des discours et des récits » (Magrin *et al.*, 2015, p. 12-13). En effet, si « le discours donne le sens qui est construit au sein de groupes sociaux associés à un domaine de pratiques » (Blot, 2005, p. 18), « le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer » (Foucault, 1971, p. 12). Dans le cadre de la construction du dispositif de consensus, le discours — ici politique — n'est pas seulement le reflet du modèle, mais aussi un outil de sa construction. Dans le contexte de l'activité minière métallifère, la part du discours est, comme le souligne Pierre Gautreau (2015, p. 48), « d'autant plus forte que les entreprises sont ancrées dans le territoire, “détentrices d'actifs lourds et faiblement redéployables” et donc vulnérables à la critique ». Ainsi, les discours précèdent autant qu'ils suivent, parfois seulement, les pratiques. En effet, « le langage est un instrument de pouvoir au même titre qu'un autre » (Raffestin, 1980, p. 97).

La construction narrative du modèle extractiviste repose donc sur des notions-clés, des référentiels qui « ne désignent pas uniquement des objets particuliers, elles véhiculent des représentations et peuvent en ce sens influencer sur les pratiques dominantes dans la société » (Blot, 2005, p. 8). Ainsi, Mirta A. Antonelli (2010, p. 52) indique qu'en Argentine, comme le pays n'a pas de véritable tradition minière métallifère, l'institutionnalisation et la naturalisation du modèle extractif de l'activité minière métallifère de grande envergure « *requiere no solo inscribirse en las significaciones del presente modelando visiones de futuro sino fundar un linaje, una genealogía honorable y mitos de origen, para*

<sup>76</sup> [À la suite de Gramsci (1982), nous entendons par hégémonie la capacité à générer une conception universelle du monde à partir d'une vision particulière, à dominer à travers un double processus de consensus et de coercition. Mais ce processus est continuellement contré et contesté par des expressions alternatives ou ouvertement opposées, il doit donc être compris comme un processus dynamique constamment renouvelé et modifié pour être efficace (Williams, 1980, cité par Composto, 2011). De cette manière, l'hégémonie est fondamentalement un ensemble de mécanismes unificateurs et régulateurs qui, à travers des rhétoriques, des topiques et des doxas transdiscursives, parviennent à imposer l'acceptabilité de ce qui est dit et de ce qui est fait, renforçant la légitimité et le consensus social.] (Godfrid, 2015, p. 195, trad. M. Denoël).

*volver deseable y razonable la “Argentina minera”*»<sup>77</sup>. Cette institutionnalisation et naturalisation du modèle extractiviste repose, selon l’auteure (p. 53) sur « *una retorica temporal dominante, la del “desarrollo sustentable”, que produce fortísimas intervenciones en la cultura, intervenciones en expansión y diseminación aceleradas que colonizan las representaciones sociales y sus legitimidades, produce verosimilitudes, suscita e incita deseos* »<sup>78</sup>. Elle souligne enfin (p. 54) que le discours homogénéisant développé dans le cadre du dispositif de consensus de l’activité minière oscille entre « *la normativa neoliberal desapropiadora y la circulación extendida del discurso seductor y garante de “la minería responsable y sustentable”, producido por sedes y redes transnacionales promovidas por las mayores empresas minero-metalíferas a las que pertenecen las que operan en la Argentina* »<sup>79</sup>. Cette mise en récit du modèle extractiviste décrit repose donc sur des représentations sociales communes aux acteurs de l’activité. Les représentations sont, selon Denise Jodelet (2002, p. 119-121) :

- « des programmes de perception, des “construits” à statut de théorie naïve, servant de guide d’action et de grille de lecture de la réalité, des systèmes de significations permettant d’interpréter le cours des événements et des relations sociales ;
- elles expriment le rapport que les individus et les groupes entretiennent avec le monde et les autres ;
- elles sont forgées dans l’interaction et au contact des discours circulant dans l’espace public ;
- elles sont inscrites dans le langage et les pratiques et fonctionnent comme un langage, en raison de leur fonction symbolique et des cadres qu’elles fournissent pour coder et catégoriser ce qui peuple l’univers de vie. »

Comme le souligne Frédérique Blot (2005, p. 25) en s’appuyant sur les propos de Jean-Pierre Guérin, « les représentations, “forme de connaissance socialement élaborée et partagée” ont, en effet, “une visée pratique” et concourent “à la construction d’une réalité commune à un ensemble social”, une réalité idéale en interaction avec les pratiques ». La pratique est alors comprise comme « l’exercice d’une activité mettant en œuvre les principes *rationnels* ou des *raisons* fondés sur les valeurs, les *règles* ou les *lois* d’un art, d’une science ou d’une croyance, d’une doctrine ou d’un corps d’obligations sur la *réalité*

<sup>77</sup> [Requiert non seulement de s’inscrire dans les significations du présent, de façonner les visions futures, mais aussi d’établir une lignée, une généalogie honorable et des mythes d’origine, afin de rendre « l’Argentine minière » désirable et raisonnable] (Antonelli, 2010, p. 52, trad. M. Denoël).

<sup>78</sup> [Une rhétorique temporelle dominante, celle du « développement durable », qui produit des interventions fortes dans la culture, des interventions d’expansion et de diffusion accélérées qui colonisent les représentations sociales et leurs légitimités, produit des vraisemblances, suscite et incite des désirs.] (Antonelli, 2010, p. 53, trad. M. Denoël).

<sup>79</sup> [La réglementation néolibérale dé-possessive et la circulation généralisée du discours séducteur et garant d’une « exploitation minière responsable et durable », produit par des sièges sociaux et des réseaux transnationaux promus par les plus grandes sociétés minières et métallifères auxquelles appartiennent ceux qui opèrent en Argentine] (Antonelli, 2010, p. 54, trad. M. Denoël).

*matérielle*, qui est donc en interaction avec les représentations et les systèmes de régulation sociaux ». Dans la lignée de Frédérique Blot (2005, p. 26), nous considérons que :

« La relation résulte autant d'un mouvement dialectique entre les schémas du réel inscrits dans la pensée et la rencontre pratique avec le réel. En ce sens il est possible de parler de *praxis* au sens marxiste comme "*relation dialectique entre l'homme et la nature par laquelle l'homme en transformant la nature*" par ses pratiques se transforme lui-même. La notion de *praxis* renvoie à l'inscription historique de la dialectique entre des représentations et des pratiques à l'égard de la nature et constitue en ce sens "*l'expression de la pensée qui transforme le monde*". »

La relation à l'espace est donc faite de représentations, d'une « réalité idéale », et de pratiques, d'une « praxis ». C'est ce lien entre représentations et pratiques que nous prétendons étudier ici en mêlant analyse de discours et observations. Car si l'activité minière métallifère de grande envergure s'implante ou se développe sur un territoire, n'est-ce pas du fait d'un changement tant des représentations du territoire que des pratiques de ce territoire ? En ce sens, deux chaînons semblent donc à étudier dans les transformations de la relation à l'espace engendrées par l'activité.

D'abord, les acteurs souhaitant implanter et développer l'activité minière doivent intégrer, s'approprier les représentations du territoire, de la ressource et de l'activité communes aux acteurs du système. Joan Martínez-Alier (2008, p. 106) souligne que :

« Dans ces conflits environnementaux nés de l'extraction ou du transport de matières premières, d'une pollution locale ou régionale, nous constatons l'existence de divers langages. Il est possible que les pouvoirs publics et les entreprises veuillent imposer le langage économique en disant qu'on fera une analyse coût-bénéfice traduisant toutes les externalités en argent, qu'on évaluera l'impact environnemental et que c'est ainsi qu'on décidera si l'on construit un barrage contesté ou si l'on ouvre une nouvelle mine. »

Mais quelles sont les composantes de ce langage économique ? Repose-t-il simplement sur des arguments économiques ? Quelles sont les représentations qui le sous-tendent ? Les différents acteurs de l'activité minière de grande envergure, appréhendés non pas comme un groupe homogène, mais comme un ensemble défini par des relations de pouvoir, ont-ils tous les mêmes représentations de l'activité, du territoire concerné par son implantation ? Ces représentations varient-elles selon le rôle occupé par l'acteur vis-à-vis de l'activité, de son échelle d'intervention ? À l'heure du « développement durable » et de « l'activité minière durable » (Antonelli, 2010), quels référentiels sont mobilisés par quels acteurs ? Si, comme le prétend Joan Martínez-Alier ([2011] 2014, p. 436) : « Les entreprises transnationales s'efforcent de se créer une position commune sur le conflit entre économie et environnement, répétant à l'envi que l'éco-efficacité résoudra tous les problèmes, comme l'a laissé entendre le Conseil des entreprises pour le développement durable, à Rio, en 1992 » et si (p. 435) « s'ils le pouvaient, les États préféreraient considérer

la politique environnementale comme une branche supplémentaire de l'action publique », alors quelles sont les représentations et pratiques qui permettent de construire ces positions ? Quelle(s) relation(s) à l'espace sous-tendent-elles ? Il affirme de plus ([2011] 2014, p. 31) que « l'évangile de l'éco-efficacité » adopté par les entreprises et les pouvoirs publics :

« s'intéresse aux impacts écologiques et aux risques sanitaires des activités industrielles, de l'urbanisation et de l'agriculture moderne. Ce deuxième courant [le premier étant le culte de la nature sauvage adopté par certaines associations environnementalistes] du mouvement écologiste se préoccupe de l'économie dans sa totalité. Il défend souvent la croissance économique, mais pas à n'importe quel prix. Il croit au "développement durable", à la "modernisation écologique" et à la "bonne utilisation" des ressources. Ses centres d'intérêt sont les répercussions de la production de biens et la gestion durable des ressources naturelles, plutôt que la disparition durable des ressources naturelles, plutôt que la disparition des attraits de la nature et de ses valeurs intrinsèques. Les représentants de ce deuxième courant n'utilisent que rarement le mot "nature". Ils lui préfèrent d'autres appellations comme "ressources naturelles", "capital naturel" ou "services environnementaux" ».

Ces auteurs, comme Joan Martínez-Alier, mais aussi comme Mirta A. Antonelli ou Maristella Svampa, identifient donc un langage de valorisation, un récit narratif « éco-efficace » chez les acteurs de l'activité minière métallifère de grande envergure. Pour notre part, nous proposons d'affiner cette lecture en analysant les différentes composantes et représentations sur lesquelles repose ce langage de valorisation. La catégorie du « récit » (*narrativa* en espagnol), est alors entendue comme « *la dimensión específicamente temporal mediante la cual los actores asignan sentidos a la vida, individual y colectiva, eslabonando el tiempo como hilo articulador de la narración* »<sup>80</sup>, quand celle d'imaginaire social est comprise comme « *la construcción de un relato unificador, que reposa sobre ciertas marcas identitarias, mitos de origen, que van modelando las representaciones colectivas acerca del presente y del futuro* »<sup>81</sup> (Svampa, 2015, p. 29).

Ensuite, la matière, identifiée par les acteurs de l'activité minière métallifère comme une ressource, est soumise à une « contrainte de localisation : l'extraction, *lato sensu*, se réalise en un lieu l » (Raffestin, 1980, p. 219). Les représentations des acteurs de l'activité doivent alors être suffisamment puissantes pour engendrer une transformation dans les représentations locales du territoire et assurer le passage de la *matière* en *ressource* pour les populations locales. En effet, « les ressources ne préexistent pas aux sociétés, elles ne sont pas "naturelles", car leurs propriétés sont "inventées" par les sociétés, et variables dans le temps, selon les valeurs d'usage et d'échange que les sociétés leur

<sup>80</sup> [la dimension spécifiquement temporelle à travers laquelle les acteurs attribuent des significations à la vie, individuelle et collective, où le temps est le fil conducteur de la narration] (Svampa, 2015), p. 29, trad. M. Denoël).

<sup>81</sup> [la construction d'un récit fédérateur, qui repose sur certaines marques d'identité, certains mythes d'origine, qui modélisent les représentations collectives du présent et de l'avenir] (Svampa, 2015, p. 29, trad. M. Denoël).

attribuent » (Brunet, 1980, p. 7). Car « si l'on conçoit, à la suite de Roger Brunet, la région comme l'extension d'un système faisant interagir les ressources, les populations, l'information, et le capital, le développement peut se mesurer à l'efficacité du système (Eckert, 1996). Il faut se demander comment interagissent les éléments des systèmes, comment certains groupes sociaux, les responsables politiques ou les entreprises peuvent en infléchir l'évolution. » (Velut, 2002, p. 13). Dans le cas de l'implantation et du développement de l'activité minière métallifère de grande envergure, l'activité étant, dans la plupart des lieux, récente, on assiste donc à la création, à l'invention, d'une nouvelle ressource et à une transformation dans les relations à l'espace. Le changement de référentiel, la transformation de la représentation participeraient alors, au sens de Claude Raffestin, aux techniques permettant la production d'une ressource. S'ajoute donc alors une dimension communicationnelle où le travail commun déployé par les acteurs vise à permettre l'appropriation, par les populations locales, de ces nouveaux référentiels. En effet, si « *cada articulação tem sua história e especificidade e é relacionada a modos de percepção e experiência, determinados por relações sociais, políticas, econômicas e de conhecimento, e caracterizada por modos de uso do espaço, condições ecológicas e outros* »<sup>82</sup> (Escobar, 2005, p. 25), alors le dispositif de consensus doit pénétrer ces spécificités locales jusqu'au changement des perceptions de l'espace approprié. La population locale peut alors « être conçue, et elle l'est, comme une ressource, donc comme un enjeu, mais aussi comme un acteur. Elle est même le fondement et la source de tous les acteurs, de toutes les organisations. Ressource, sans doute, mais contrainte, également dans le jeu relationnel » (Raffestin, 1980, p. 59). En effet, pour les acteurs de l'activité, la population est à la fois ressource — non seulement en termes de main d'œuvre potentielle (nous y reviendrons), mais aussi dans la mesure où elle adoptera le même langage de valorisation —, et contrainte si elle a « recours à d'autres langages [de valorisation] disponibles » (Martínez-Alier, 2008, p. 106).

**Nous faisons donc l'hypothèse que dans le cadre de la construction d'un dispositif de consensus visant au développement de l'activité minière, le système multiacteurs adopte des référentiels communs qui servent à influencer sur les pratiques et les représentations préexistantes à l'activité dans les territoires. Ce changement de représentation, notamment vis-à-vis de ce qui fait ressource sur un**

---

<sup>82</sup> [Chaque société a son histoire et ses spécificités, est liée à des modes de perception et d'expérience, eux-mêmes déterminés par les relations sociales, les politiques tant économiques que de connaissances, et se caractérise par des modes d'usage de l'espace, des conditions écologiques et autres.] (Escobar, 2005)

territoire, **conditionne l'acceptation ou le rejet de l'activité et l'adoption de nouvelles pratiques** (ici minières) **dans les territoires concernés. En d'autres termes, pour que l'activité minière métallifère de grande envergure s'implante, les acteurs, souhaitant la voir se développer, doivent déployer des stratégies permettant de transformer la relation existante à l'espace.** Les représentations sont propres aux différents territoires, qui jouent donc, eux aussi, un rôle fondamental à l'heure de la compréhension du modèle néo-extractiviste.

Pour répondre à cette question de recherche et à ces hypothèses portant sur les conditions de l'adaptation locale, de la reterritorialisation (Swyngedouw, 2004) d'un modèle globalisé d'accumulation par dépossession, nous proposons de poser notre regard sur trois cas provinciaux. En effet, outre l'existence du « consensus des *commodities* », impliquant un État fédéral néo-extractiviste impulsant un dispositif de consensus autour du développement du secteur minier, l'implantation de l'activité minière métallifère de grande envergure en Argentine repose aussi sur des territoires *propices* à son installation, *poreux* à l'arrivée d'acteurs exogènes.

## B. Trois provinces minières, trois situations territoriales

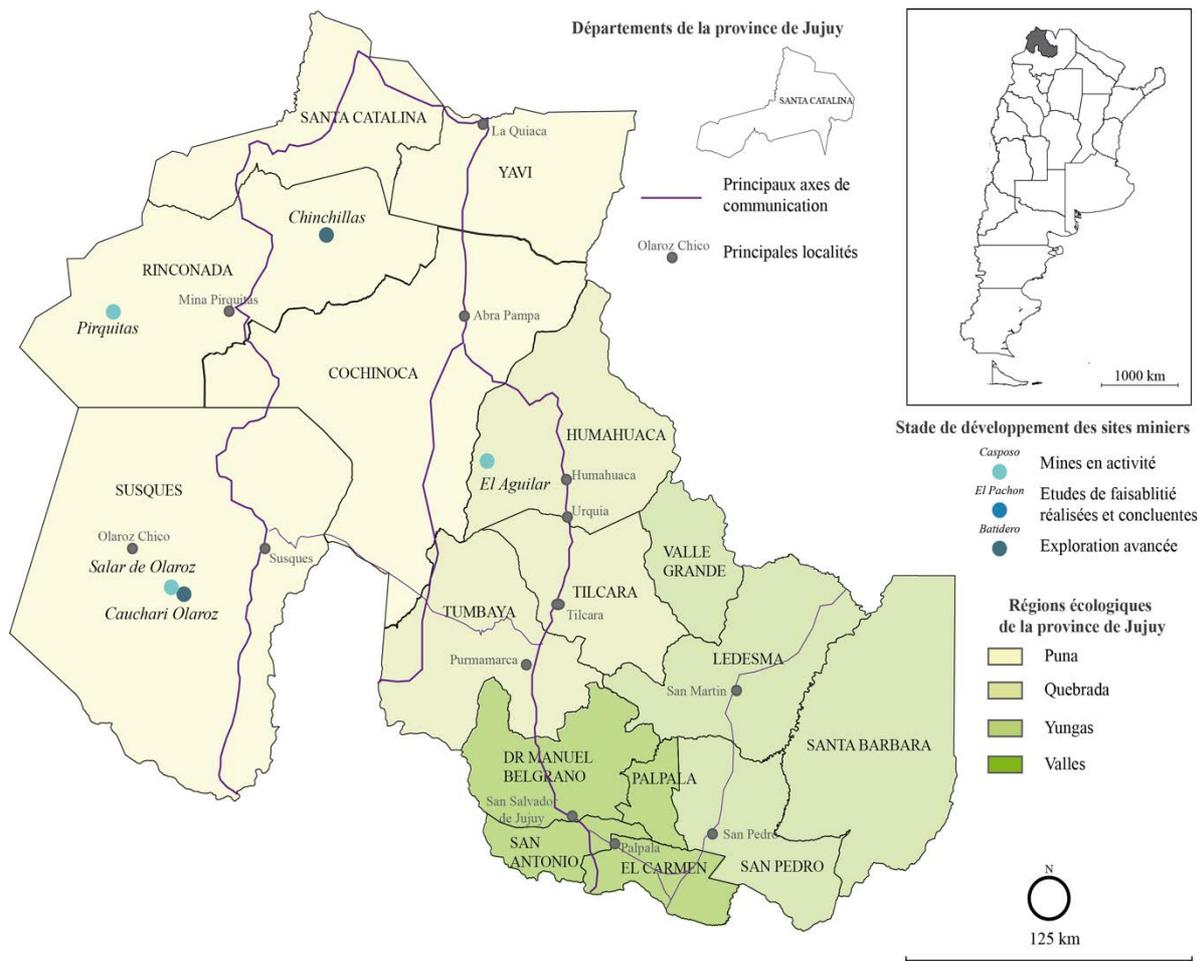
C'est au moment de la mise en tension avec des pouvoirs exogènes cherchant à implanter une activité extractive — ici l'activité minière métallifère de grande envergure — que les *pouvoirs* du territoire local s'expriment et permettent — ou non — de légitimer et d'installer l'appropriation de ressources naturelles, de bouleverser les systèmes productifs locaux, les modes de vie et de transformer les interactions avec les territoires et leurs paysages. Dans cette perspective, les trois provinces minières de Jujuy, San Juan et Mendoza nous ont semblé particulièrement intéressantes, car relevant de caractères différenciés.

### 1. Jujuy, province minière « historique »

Dans la province de Jujuy, l'activité minière échappe au développement récent du secteur en Argentine. L'extraction métallifère préexiste au cycle de libéralisation des années 1990, faisant ainsi de la province la plus ancienne province minière de l'Argentine. Jujuy connaît effectivement un développement minier métallifère hérité de l'époque coloniale et ininterrompu depuis 1930. Aux XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, du fait de son articulation à l'exploitation des mines de Potosi (dans l'actuelle Bolivie), la province de Jujuy s'est érigée comme noyau de l'économie coloniale. Durant l'étape coloniale, le travail des mines métallifères était concentré dans la province actuelle de Jujuy et, dans une moindre mesure, celles de San Luis et Mendoza. La Puna réunissait donc, pour l'Argentine coloniale, le plus grand nombre des sites d'exploitation — principalement d'argent et d'or alluvial —, en majorité développés par les jésuites (Gómez Lende, 2016). Du fait de certaines limites telles que l'éloignement des ports, l'absence de chemins praticables, la faible rentabilité de l'activité, ces petites exploitations se sont développées de manière instable et intermittente. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, bien que des entreprises minières extraprovinciales commencèrent à s'installer, les conditions matérielles et géographiques de l'activité évoluèrent peu. Le secteur connut donc un faible développement. L'exploitation à grande échelle des minerais métallifères dans la province prend son essor lors d'une période d'effondrement du modèle agro-exportateur (1880-1930). L'arrivée du chemin de fer dans la région (1907-1912) garantissait, elle, le développement de l'activité minière métallifère : en 1933 l'exploitation de Pirquitas a débuté ; en 1936, la compagnie Minera el Aguilar a lancé l'extraction d'argent, de plomb et de zinc dans le gisement

homonyme. C'est seulement ensuite, au début des années 2000 que d'autres projets d'extraction, principalement tournés vers le lithium, ont vu le jour dans la région de la puna et autour des salars notamment (Carte 4).

**Carte 4.** Carte des mines et projets miniers métallifères, province de Jujuy, 2017



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Source : CAEM, <http://www.caem.com.ar/proyectos/> [dernière consultation le 20.03.2018]

L'adoption du modèle agro-exportateur déplaça le centre économique, démographique et politique du pays vers la région de la Pampa húmeda (Rapoport, 2013). Depuis lors, la province de Jujuy est devenue l'une des provinces argentines au plus faible niveau de développement économique. Martine Guibert et Marcelo Sili (2011, p. 6) soulignent ainsi que :

« Dans le NOA, la dualité est criante entre un système productif chaque fois plus moderne et plus technifié, dédié aux productions de vin, tabac, soja, agrumes et autres spéculations liées à l'exportation, et contrôlé par des capitaux d'origine argentine ou étrangère, et l'agriculture familiale traditionnelle, tournée vers les cultures de subsistance, la vigne ou l'élevage extensif, et animée par des paysans et des communautés indigènes (...). Dans ce contexte dual, affecté par la pauvreté et la marginalisation d'amples secteurs productifs, l'agriculture entrepreneuriale vouée à l'export, l'exploitation minière, le tourisme international et les biocombustibles (à partir de canne à sucre et, aussi, de soja) apparaissent comme des axes de croissance, et ce malgré les signaux clairs de dégradation environnementale et sociale. »

Le profil socio-économique de la province de Jujuy est donc peu diversifié et fortement inégal : l'activité minière fait figure de moteur de développement, ou, du moins, de croissance provinciale. À ce titre, l'étude du positionnement de *Mina El Aguilar*, seule mégamine en activité depuis plus de 80 ans dans le pays est, comme le souligne Esteban Salizzi (2014, p. 48), particulièrement intéressante du fait de :

“su posicionamiento como principal productora de minerales metálicos de la provincia hasta mediados de la década de 2000 (Ministerio de Economía 2005: 7) ; y a que fue la gran representante del rubro hasta la llegada de los nuevos emprendimientos vinculados a la ‘megaminería’”<sup>83</sup>

L'étude de l'activité dans cette province, et plus particulièrement de la mine *El Aguilar*, permet de mettre en lumière la toile complexe de relations de pouvoir tissée entre des logiques « exogènes » et « endogènes ». Ces dernières sont imbriquées dans des relations anciennes où les élites « locales » (historiquement construites) sont partie prenante des processus de captation et servent de relais aux acteurs forts de l'activité (représentants de l'État fédéral, institutions internationales, organisations sectorielles, sociétés transnationales, entreprises, *etc.*). Sebastián Gómez Lende (2016, p. 39) souligne à ce propos que :

<sup>83</sup> [son positionnement comme principale productrice de minerais métallifères de la province jusqu'à la moitié de la décennie de 2000 (Ministère d'Économie 2005 : 7) ; et du fait qu'elle a été la grande représentante du secteur métallifère jusqu'à l'arrivée des nouveaux sites d'extraction assimilés à la “mégaminería”] (Salizzi, 2014, p. 48, trad. M. Denoël).

“desde sus orígenes hasta la actualidad, la minería metalífera jujeña (...) se ha constituido en un uso del territorio donde se articulan las formas de despojo pretéritas con las modalidades de saqueo propias del presente.”<sup>84</sup>

Ces pratiques, impliquant d’approfondir la privatisation et la marchandisation du commun, reflètent des dynamiques d’accumulation du capital héritées de la période coloniale. Sebastián Gómez Lende (2016, p. 41) montre que :

“La relación entre minería metalífera y acumulación por desposesión se remonta a los orígenes mismos del sistema capitalista. Según la literatura marxista, la minería americana constituyó, durante la época colonial, una de las más poderosas y formidables palancas para la acumulación primitiva del capital.”<sup>85</sup>

L’étude de l’activité minière métallifère de grande envergure, développée dans la province de Jujuy, permet aussi de mettre en avant une certaine continuité postcoloniale, en soulignant la participation des acteurs « locaux », et d’aborder les phénomènes contemporains — dont participe le néo-extractivisme — dans leur dimension historique, où le contrôle et la captation d’un espace, par sa démarcation effective et l’exploitation de ses ressources, sont donc de type colonial.

## 2. San Juan, province minière « modèle »

Ces formes de colonisation et d’impérialisme productif et extractiviste s’observent aussi bien par la pérennisation des modèles productifs que par la mise en place d’activités plus récentes, comme c’est le cas de l’activité minière métallifère de grande envergure dans la province de San Juan. La comparaison entre la province de Jujuy et celle de San Juan permet d’illustrer que ces politiques néo-libérales, comme le soulignent David Harvey (2014) et Horacio Machado Araújo (2009), si elles permettent l’implantation de l’activité, ne sont que l’indicateur des restructurations qu’ont connues les relations de pouvoir à l’échelle globale, tout en pérennisant des processus d’accumulation par dépossession – bien qu’eux aussi protéiformes. Car, si à San Juan, le gouvernement provincial rappelle souvent le caractère historique de l’activité minière implantée sur son territoire — en s’appuyant notamment sur le plan développé par José de San Martín au XIX<sup>ème</sup> siècle —,

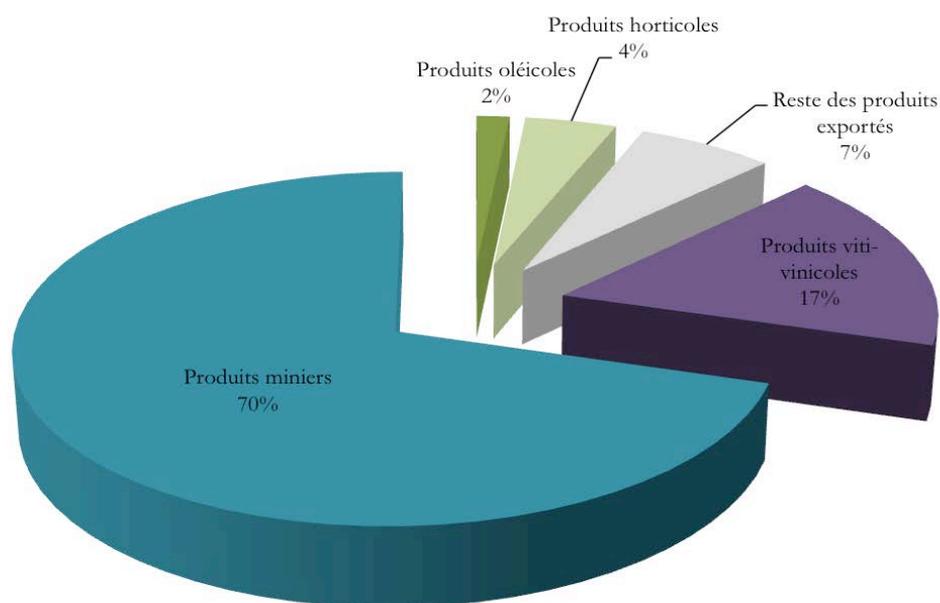
---

<sup>84</sup> [De ses origines à aujourd’hui, l’activité minière métallifère de la province de Jujuy (...) repose sur un usage du territoire où les formes passées de dépossession sont articulées avec les propres modalités de pillage du présent.] (Gómez Lende, 2016, p. 39, trad. M. Denoël).

<sup>85</sup> [La relation entre l’exploitation des mines métallifères et l’accumulation par dépossession remonte aux origines mêmes du système capitaliste. Selon la littérature marxiste, l’exploitation des mines américaines a constitué, durant l’époque coloniale, l’un de leviers les plus puissants de l’accumulation primitive du capital.] (Gómez Lende, 2016, p. 41, trad. M. Denoël).

l'exploitation de minerais métallifères s'est en réalité développée, comme nous l'expliquions précédemment, en écho aux plans d'ajustement structurel et à l'orientation libérale et capitaliste de la décennie 1990.

**Figure 8.** Participation relative des matières premières au total des exportations de la province de San Juan en 2009



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Source : Gobierno de San Juan, Ministerio de minería (2017). *Proyección del valor de la producción minera-2003-2013*. Disponible en ligne (dernière consultation le 11/12/2017) :

[[http://serviciosmineria.sanjuan.gov.ar/estadisticas/docs\\_pdf/pdf/4-PARTICIP\\_RELATIVA.pdf](http://serviciosmineria.sanjuan.gov.ar/estadisticas/docs_pdf/pdf/4-PARTICIP_RELATIVA.pdf)].

Cette transformation du profil socio-économique, désormais nettement marqué par la participation de l'activité minière métallifère de grande envergure (Figure 8) s'appuie sur les réformes impulsées par José Luis Gioja, député et sénateur sous le gouvernement de Carlos Menem, puis gouverneur de la province durant trois mandats successifs, de 2003 à 2015. La trajectoire politique de ce gouverneur est, comme le soulignent Silvina Giovannini, Mauro Orellana, Dolores Rocchietti et Angélica Vega (2010, p. 262-263), emblématique de ce qui survint dans le secteur minier métallifère argentin depuis les années 1990. Les auteurs soulignent aussi que :

“Desde el Poder Legislativo ha impulsado una serie de proyectos de ley orientados a promover al sector y concretar la definitiva instalación de las transnacionales en la cordillera de los Andes. Gioja, ahora autoproclamado kirchnerista, ha participado en la modificación del Código Minero –sancionado luego de la reforma de 1994 que provincializa todos los recursos– (...). Esto patentiza el actual trastocamiento entre lo público y lo privado que

atraviesa todo este proceso, habilitando que representantes del Estado legislen y gobiernen según sus propios intereses en el sector privado.”<sup>86</sup>

Ce dernier a appliqué le plan *Segunda reconstrucción de San Juan* qui faisait de l’activité minière métallifère de grande envergure une alternative permettant la diversification productive (Casas, Carelli, 2017). Ce positionnement du gouvernement provincial permet, entre autres, à Lorena Bottaro et Marian Sola Álvarez (2015 a, p. 169) d’indiquer, en s’appuyant sur le concept de minéralo-état défini par William Sacher à propos du modèle canadien, que :

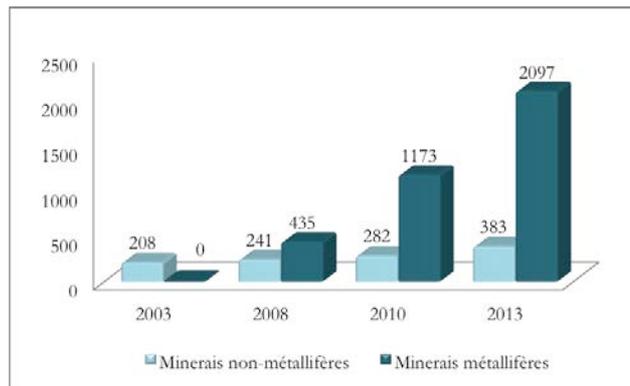
“El concepto Mineralo-Estado es definido por Sacher (2010) para caracterizar al Estado canadiense en su rol promotor del modelo minero. Según el autor, Canadá, como líder internacional del sector, busca difundir el modelo más allá de sus fronteras. Con este fin, el gobierno proporciona apoyo político, financiero y moral sostenido a las empresas mineras multinacionales en su territorio y en otros donde se instalan (Sacher, 2010). Muchas de las dimensiones que el autor contempla para el caso canadiense se encuentran presentes en la política implementada para la promoción de la megaminería en los últimos años por el gobierno sanjuanino.”<sup>87</sup>

Ce plan s’accompagnait d’un ensemble de dispositions fiscales très favorables à l’activité métallifère. Dès lors, si entre 1995 et 2004, année du lancement du *Plan Nacional Minero*, aucun minerais métallifère n’était exploité, en 2005, l’or fait son apparition dans les statistiques minières de la province et, dès 2008, la valeur de production des minerais métallifères (or et argent) dépasse celle des autres ressources (Figure 9, p. 108). Au milieu des années 2010, San Juan est donc devenue la principale province productrice d’or du pays (Álvarez, Acsebrud, 2014), et trois mégamines à ciel ouvert y sont exploitées actuellement : Veladero (or et argent), Gualcamayo (or) et Mina Casposo (or et argent). La province accueille également deux des trois mines à ciel ouvert ayant passé avec succès l’étude de faisabilité ou dont les sites sont en cours de construction et d’équipement en Argentine : le projet binational argentin-chilien de Pascua Lama (or et argent) et celui de El Pachón (cuivre).

<sup>86</sup> [Le Pouvoir législatif a impulsé une série de projets de loi orientés vers la promotion du secteur et concrétisant l’installation définitive des entreprises transnationales dans la cordillère des Andes. Gioja, maintenant kirchneriste autoproclamé, et lui-même entrepreneur du secteur, a participé à la modification du Code minier – sanctionné après la réforme de 1994 qui provincialise toutes les ressources – (...). Cela met en évidence l’actuel bouleversement des catégories public et privé qui traverse tout ce processus, en permettant que des représentants de l’État légifèrent et gouvernent selon leurs propres intérêts dans le secteur privé.] (Giovannini *et al.*, 2010, p. 262-263, trad. M. Denoël).

<sup>87</sup> [Le concept Mineralo-Estado est défini par Sacher (2010) pour caractériser l’État canadien en fonction de son rôle de promoteur du modèle minier. Selon l’auteur, le Canada, en tant que chef de file international du secteur, cherche à diffuser le modèle au-delà de ses frontières. À cette fin, le gouvernement fournit un soutien politique, financier et moral permanent aux sociétés minières multinacionales installées sur son territoire et au-delà (Sacher, 2010). Bon nombre des dimensions envisagées par l’auteur pour le cas canadien sont présentes dans la politique mise en œuvre par le gouvernement de San Juan pour promouvoir les méga-mines au cours des dernières années.] (Bottaro, Sola Álvarez, 2015 a, p. 169, trad. M. Denoël).

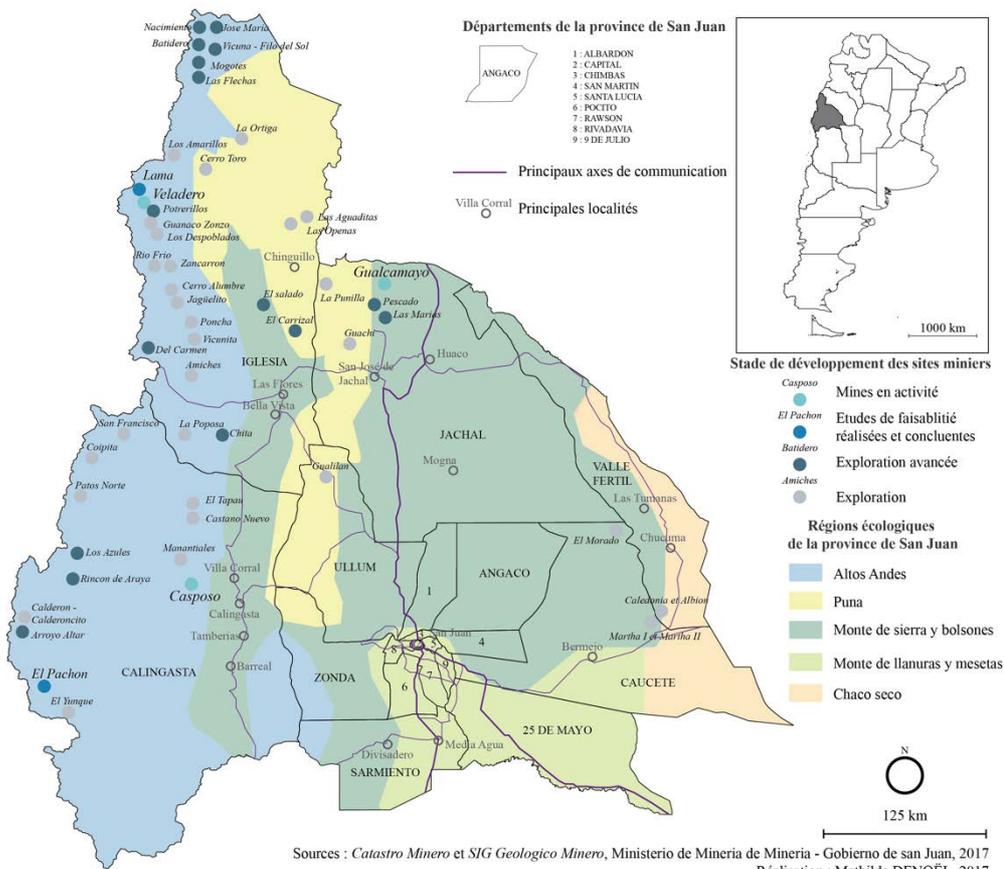
**Figure 9.** Évolution de la participation des minerais métallifères et non métallifères à la valeur de production minière totale, 2003-2013 (millions de dollars courants).



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Source : Gobierno de San Juan, Ministerio de minería (2017). *Proyección del valor de la producción minera 2003-2013*. Disponible en ligne (dernière consultation le 11/12/2017) : [\[http://serviciosmineria.sanjuan.gov.ar/estadisticas/docs\\_pdf/pdf/2PROYECC\\_VALOR\\_PRODUC\\_MIN.pdf\]](http://serviciosmineria.sanjuan.gov.ar/estadisticas/docs_pdf/pdf/2PROYECC_VALOR_PRODUC_MIN.pdf).

**Carte 5.** Carte des mines et projets miniers métallifères, province de San Juan, 2017



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Sources : Catastro Minero et SIG Geológico Minero, Ministerio de Minería, Gobierno de San Juan, 2017.

34 projets « en prospection ou exploration » sont par ailleurs identifiés (Carte 5, p. 108). Silvina Giovannini, Mauro Orellana, Dolores Rocchietti et Angélica Vega (2010, p. 263) indiquent aussi que ce plan, construit pour la réalisation du premier mandat de José Luis Gioja, « *se fundamentó en la “promoción y reactivación” de diversos sectores productivos – agroindustria, ganadería, turismo – donde la vedette es la denominada “nueva minería”* »<sup>88</sup>.

Cette image de « nouvelle activité minière » est reprise à l'échelle nationale et la province est érigée comme modèle à l'échelle fédérale. Nestor Kirchner affirmait ainsi lors de la présentation du *Plan Nacional Minero* en 2004 que :

“Es cierto que creemos que en un proceso donde se consolide el desarrollo productivo, que ha comenzado como ser en la provincia de San Juan en estos días, más procesos de investigación y de producción que se están poniendo en marcha en el resto de la Argentina, estamos absolutamente confiados en que este proceso se va a afirmar, que va a crecer la producción minera, la exportación, las fuentes de trabajo, que van a crecer fuertemente los ingresos (...)”<sup>89</sup>

Mirta A. Antonelli (2010, p. 55) souligne d'ailleurs que la province de San Juan est « *emblema y bastión de ratificación* »<sup>90</sup> de l'intervention de l'État dans la mise en place de l'activité minière métallifère de grande envergure. C'est ce caractère de « province minière modèle » (Denoël, Guibert, 2018) qui a motivé le choix de la province de San Juan dans l'analyse comparative que nous proposons.

### 3. Mendoza, province minière « récalcitrante »

Si la province de San Juan est emblématique du modèle néo-extractiviste où coopèrent pouvoirs publics — fédéraux et provinciaux — et pouvoirs privés dans la construction du dispositif de consensus, la situation dans la province voisine de Mendoza, elle aussi située dans la région de Cuyo<sup>91</sup>, est bien différente (Carte 6, p. 110). En effet, bien que les provinces de Mendoza et de San Juan, « *por estar situadas en la diagonal árida sudamericana, han estructurado sus economías en oasis agrícolas contruidos y organizados por ciudades, en los que se concentra la población y se desarrollan los aspectos fundamentales de su vida social y*

<sup>88</sup> [a reposé sur la « promotion et la réactivation » des différents secteurs productifs - agroindustrie, élevage, tourisme – et où la vedette est la dénommée « nouvelle activité minière »] (Giovannini *et al.*, 2010, p. 263, trad. M. Denoël).

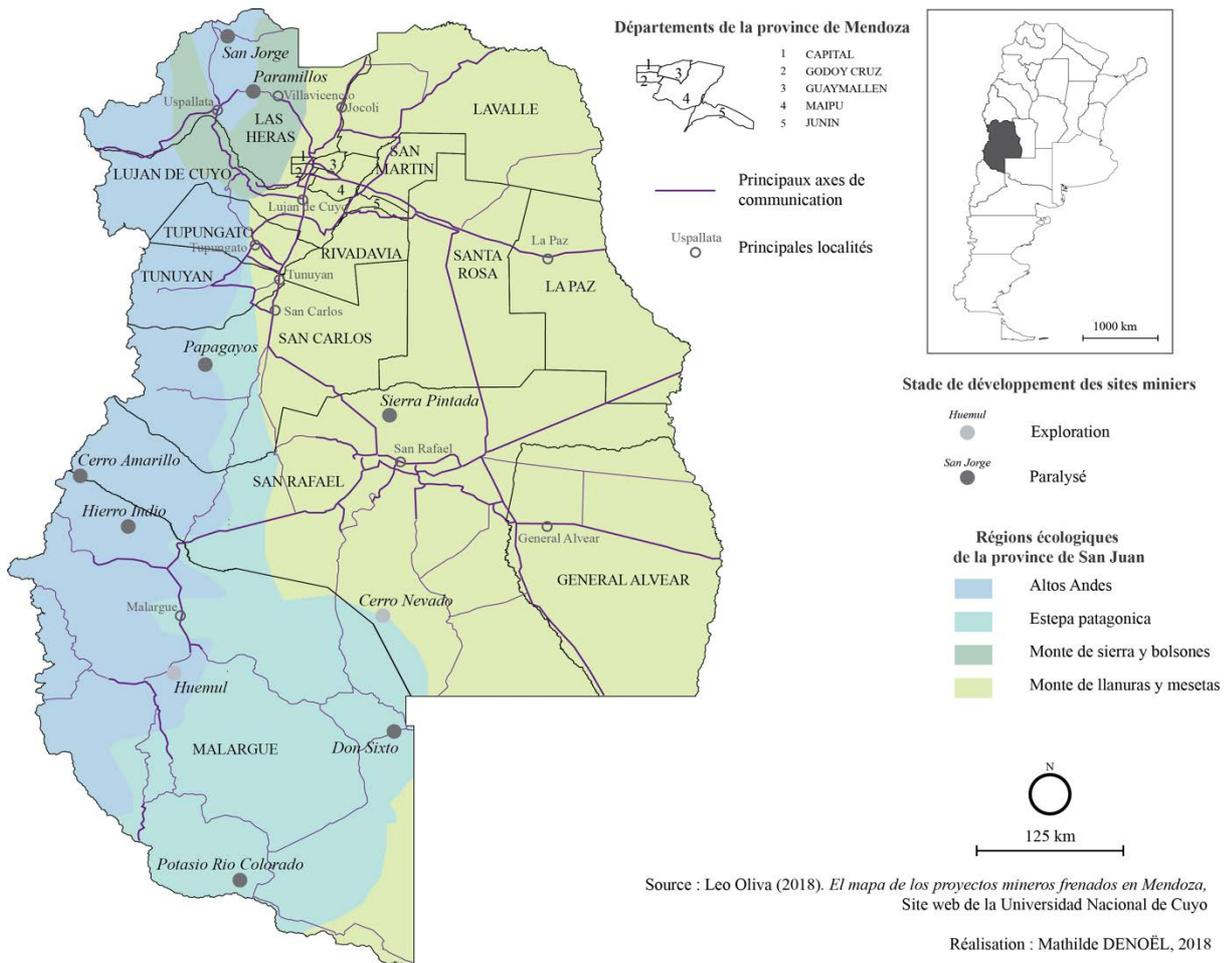
<sup>89</sup> [Il est vrai aussi que, dans le cadre d'un processus où est consolidé le développement productif, tel que nous l'observons ces derniers jours dans la province de San Juan, et au regard de la multiplication des processus de recherche et de production qui sont mis en place dans le reste de l'Argentine, nous sommes absolument confiés dans le fait que la production minière va s'affirmer, qu'elle va croître, tout comme les exportations, les sources d'emploi, les recettes (...)] (Kirchner, 2004, c'est nous qui soulignons, trad. M. Denoël).

<sup>90</sup> [un emblème et un bastion de ratification] (Antonelli, 2010, p. 55, trad. M. Denoël).

<sup>91</sup> La région de Cuyo est composée des provinces de Mendoza, San Luis et San Juan.

*económica* »<sup>92</sup> (Jorba, cité par Wagner, 2010, p. 257) (Carte 7, p. 111) et bien que le profil productif des deux provinces accorde une large place à la vitiviniculture (Figure 10, p.111), la province de Mendoza se démarque notamment de sa voisine et du reste des provinces à l'échelle fédérale par la mise en place précoce de politiques de gestion de l'eau.

**Carte 6.** Carte des projets miniers en cours ou paralysés, province de Mendoza, 2018



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

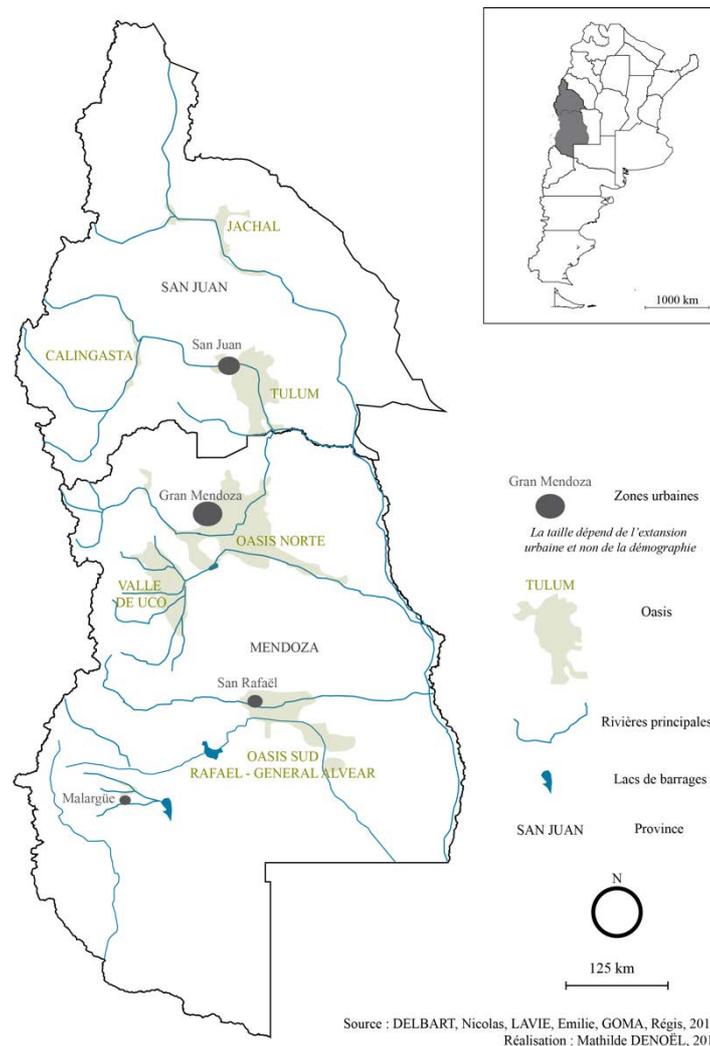
Source : OLIVA Leo (2018). *El mapa de los proyectos frenados en Mendoza*. Disponible en ligne :

<http://www.unidiversidad.com.ar/el-mapa-de-los-proyectos-mineros-frenados-en-mendoza>.

Dernière consultation le 4/06/2018.

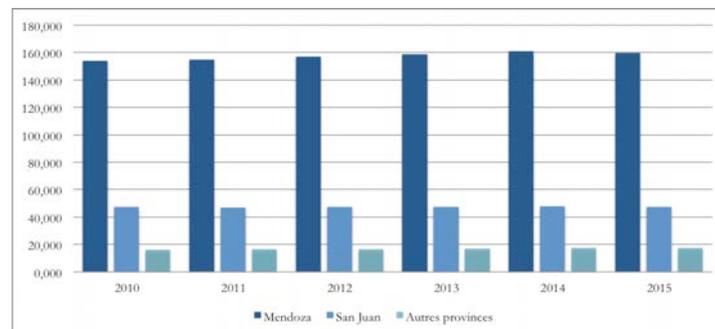
<sup>92</sup> [du fait d'être situées dans la diagonale aride sud-américaine, elles ont structuré leurs économies dans les oasis agricoles construits et organisés par des villes, dans lesquelles la population se concentre et où se développent les aspects fondamentaux de leur vie sociale et économique] (Wagner, 2010, p. 257, trad. M. Denoël).

**Carte 7.** Oasis de la région de Cuyo



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.  
Source : DELBART, LAVIE, GOMA (2014).

**Figure 10.** Superficie en hectares de vigne par province argentine



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.  
Source : Instituto Nacional de Vitivinicultura (2016). *Síntesis Básica de Estadística Vitivinícola Argentina, años 1993 a 2015*. Disponible en ligne (dernière consultation le 1 juin 2018) :  
[[http://www.inv.gov.ar/inv\\_contenidos/pdf/estadisticas/tespeciales/2016/SINTESIS\\_B%C3%80SICA\\_1993\\_-\\_2015.pdf](http://www.inv.gov.ar/inv_contenidos/pdf/estadisticas/tespeciales/2016/SINTESIS_B%C3%80SICA_1993_-_2015.pdf)].

Lucrecia Wagner (2014 a, p. 142) indique ainsi que, après une longue histoire institutionnelle centrée sur la gestion de l'eau et la protection de l'environnement, « *Mendoza ha sido una provincia pionera en contar con una ley de preservación del medioambiente, la n°5.961, sancionado en el año 1992 (publicada en el Boletín Oficial en febrero de 1993)* »<sup>93</sup>, faisant de la ressource en eau l'un des quatre facteurs de rejet de l'activité minière métallifère de grande envergure à l'échelle provinciale. L'auteure ajoute (2014 a, p. 143) que :

“En esta conformación histórica, basada en el manejo del agua y la primacía de lo ambiental, plasmada en leyes, políticas públicas provinciales y trabajos científicos, también el rechazo a la megaminería encontró sustento en sus primeros pasos. Es decir que estas características provinciales no fueron los únicos factores potenciadores del *efecto Esquel* mendocino, pero si cumplieron la función de favorecer la instancia provincial de un proceso que venía gestándose a nivel nacional e internacional.”<sup>94</sup>

L'importance accordée à l'échelle provinciale à la ressource en eau participe donc du rejet de l'activité minière métallifère de grande envergure et a servi de motif aux mobilisations émergentes dans la province, qui font écho à une dynamique observable, comme indiqué précédemment, aux échelles nationale et continentale. Les relations entre contestation de l'activité minière et conformation des systèmes productifs jouent également un rôle primordial : « *En la provincia de Mendoza, el conflicto en torno a la megaminería se inicio en aquellos departamentos de la provincia tradicionalmente vinculados a la agricultura y en menor medida al turismo (...).* »<sup>95</sup> (Wagner, 2014 a, p. 143).

À ces deux premiers facteurs de rejet de l'activité minière métallifère de grande envergure, elle rajoute (2014 a, p. 143) le fait que, au-delà de l'importance allouée à l'eau et aux choix effectués quant aux systèmes productifs, on observe une véritable préoccupation de la population locale pour les productions traditionnelles et les modes de vie préexistants à l'activité minière métallifère de grande envergure, perçue comme une activité menaçante :

<sup>93</sup> [Mendoza a été une province pionnière en disposant d'une loi de préservation de l'environnement, la loi n° 5 961, sanctionnée en 1992 (publiée dans le Bulletin Officiel en février 1993)] (Wagner, 2014 a, p. 142, trad. M. Denoël).

<sup>94</sup> [C'est dans ce contexte historique, basé sur la gestion de l'eau et la primauté de l'environnement, conformé par des lois, des politiques publiques provinciales et des travaux scientifiques, que le rejet de l'activité minière de grande envergure a aussi puisé ses sources. Bien que ces caractéristiques provinciales n'aient pas été les facteurs uniques de l'*effet Esquel* observé dans la province de Mendoza, elles ont favorisé l'implantation provinciale d'un processus en gestation aux échelles nationale et internationale.] (Wagner, 2014 a, p. 143, trad. M. Denoël).

<sup>95</sup> [Dans la province de Mendoza, le conflit autour de l'activité minière est né dans les départements de la province traditionnellement liés à l'agriculture et dans une moindre mesure au tourisme (...)] (Wagner, 2014 a, p. 143, trad. M. Denoël).

“Puede afirmarse que, (...), Mendoza es parte de los territorios en los que la minería a gran escala fue percibida por gran parte de sus habitantes como una actividad amenazadora de los modelos productivos y estilos de vida ya existentes.”<sup>96</sup>

Enfin, Lucrecia Wagner (2014 a, p. 143) reconnaît que la spécificité de la conflictualité observée dans la province de Mendoza réside dans la porosité des canaux institutionnels vis-à-vis des organisations socio-environnementales :

“La especificidad de los acontecimientos suscitados en esta provincia esta dada por la importancia que tuvieron en la conflictividad generada por la actividad minera los canales institucionales, que fueron apropiados por las organizaciones socioambientales de diversas formas.”<sup>97</sup>

Ces quatre facteurs de rejet de l'activité minière métallifère de grande envergure à l'échelle provinciale permettent d'expliquer les mobilisations locales qui se sont déroulées entre 2003 et 2008 ainsi que l'adoption par la province, en 2007, de la loi n° 7 722. Cette loi interdit l'usage de certaines substances permettant de mener à bien l'activité minière métallifère et participe à expliquer qu'aucune mine de grande envergure ne soit en fonctionnement dans la province (Carte 6, p. 110). Ainsi, l'étude de l'activité minière métallifère de grande envergure dans la province de Mendoza montre que — si le pouvoir est mouvant et multiscalair et qu'il ne vient pas seulement « d'en haut » — le positionnement provincial peut différer du positionnement fédéral qui, rappelons-le, déclare l'activité minière métallifère de grande envergure comme « politique d'État ». Les élites locales, qui participent par exemple dans la province de Jujuy à faciliter l'installation d'acteurs exogènes, peuvent ici faire d'autres choix politiques et l'étude des systèmes productifs préalables à l'installation de l'activité minière métallifère de grande envergure ne peut suffire à expliquer ou non sa mise en fonctionnement.

Cependant, le rejet de l'activité minière métallifère de grande envergure à l'échelle provinciale ne suffit pas à enterrer toutes les volontés d'implantation de l'activité : si huit projets miniers de grande envergure ont été paralysés du fait de la contestation socio-environnementale ou de l'incompatibilité entre la méthode d'extraction et les normes adoptées dans le cadre de la loi 7 722, deux sites miniers sont encore en exploration. Par

---

<sup>96</sup> [Il est possible d'affirmer que, (...), Mendoza fait partie des territoires dans lesquels l'activité minière de grande envergure a été perçue par une grande partie de ses habitants comme une activité menaçante pour les modèles productifs et les modes de vie préexistants.] (Wagner, 2014 a, p. 143, trad. M. Denoël).

<sup>97</sup> [La spécificité des événements s'étant déroulés dans cette province réside dans l'importance que les canaux institutionnels, appropriés par les organisations socioenvironnementales des diverses manières, ont eu dans le conflit.] (Wagner, 2014 a, p. 143, trad. M. Denoël).

ailleurs, onze entreprises minières<sup>98</sup> ainsi qu'une association de professionnels du secteur<sup>99</sup> avaient déjà, en 2009, lancé des demandes judiciaires afin de faire déclarer la loi provinciale 7 722 comme inconstitutionnelle (Wagner, 2010, p. 375) et afin de pouvoir exercer leur activité avec les méthodes d'extraction nécessitant les substances prohibées. Enfin, les entreprises sont encore actives à l'échelle provinciale, menant des activités de lobbying auprès des pouvoirs publics (soit directement, soit en s'appuyant sur des organisations intermédiaires) et participant à la vie des communautés locales. Nous retrouvons là ce que Saskia Sassen ([2014] 2016, p. 283-284) identifie en ces termes :

« Aujourd'hui, au contraire, nos institutions et nos postulats sont de plus en plus voués à servir la croissance économique des seules entreprises. C'est la nouvelle logique systémique. Peut-être pas toutes les entreprises, mais un certain nombre ont cherché à se libérer des contraintes, notamment celle de l'intérêt public qui interfère avec la recherche du profit maximum. Quoi que ce soit ou qui que ce soit, une loi ou une action civique, qui se met en travers du profit risque la mise à l'écart – l'expulsion. Ce changement de logique économique est une tendance systémique majeure qui n'est pas pleinement saisie dans les explications ou les commentaires actuels. »

La situation politique autour de l'activité minière dans la province de Mendoza vient justement illustrer la tension qui s'instaure dans les rapports de pouvoir quand le profit (ici reposant sur le consensus des *commodities*) est entravé par une loi (la loi 7 722) ou des actions citoyennes (mobilisations qui se sont déroulées et se déroulent encore dans la province). Il est particulièrement intéressant, concernant ce cas d'étude, de s'interroger sur la manière dont les entreprises minières toujours présentes à l'échelle locale vont procéder afin de pallier ces freins sociopolitiques que rencontre l'activité. En effet, comme le soulignent Marie Forget, Silvina Carrizo et Martine Guibert (2016, p. 190) :

« Les entreprises ont besoin de territorialisation pour pouvoir fonctionner dans un contexte social apaisé. Loin de régler tous les conflits, la co-construction territoriale commence donc par des arrangements avec les populations et les gouvernements locaux, afin de freiner, voire de désamorcer les mobilisations sociales qui ralentissent ou bloquent les plus grands projets. »

En synthèse, l'analyse des stratégies déployées par les acteurs vis-à-vis de situations spatiales particulières, permet de questionner leur adaptabilité aux caractéristiques locales, aux lieux, aux territoires, et, ainsi, leur capacité à se *territorialiser*, en s'ancrant dans le temps long des territoires (Jujuy), en participant d'un modèle hégémonique extractiviste (San Juan) ou en affrontant des résistances (Mendoza).

<sup>98</sup> Les onze entreprises minières sont les suivantes : Minera San Jorge, Concina Raul, Desarrollo de Prospectos ARG. S.A. (DEPROMINSA), El Portal del Oro S.A., Minera del Oeste, Minera Agaucu, Cognito Limited, Minera Rio de la Plata S.A., Vector Argentina S.A..

<sup>99</sup> L'association de professionnels ici mentionnée est la Asociación de Profesionales de la Comisión Nacional de Energía Atómica y la Actividad Nuclear.

## Conclusion du deuxième chapitre

Si l'implantation du modèle néo-extractiviste et le déploiement de l'activité minière de grande envergure sont les fruits de choix politiques qui ont jalonné l'histoire internationale, nationale et infranationale, nous nous interrogeons sur le rôle joué par les relations d'interdépendance entre les acteurs, partisans de l'activité, et les territoires locaux. Ces relations d'interdépendance sont faites de rapports de pouvoir qui se déploient de manière multiscalaire. Les micropouvoirs, dans le sens foucauldien, produisent les territoires et participent à construire des identités territoriales minières. Qu'ils répondent, comme l'indique David Harvey, à une logique territoriale ou à celle, moléculaire, du capital, hybridant ainsi les sphères du public et du privé et, bien qu'ils s'ancrent dans les processus de la mondialisation, ils ne sont en effet jamais déterritorialisés dans la mesure où les processus d'accumulation par dépossession — auxquels répond l'extraction minière de grande envergure — sont toujours situés, tout comme les acteurs qui y participent.

Les perceptions des territoires sont donc mises en jeu dans la mesure où les représentations, qui assurent le passage de l'espace au territoire, sont repensées par le prisme du modèle néo-extractiviste. Ce modèle sous-tend le déploiement d'un discours séducteur — que Joan Martínez Alier identifie comme évangile de l'éco-efficience — nécessaire pour institutionnaliser et naturaliser l'activité dans les territoires. Le discours étant pensé comme instrument et expression du pouvoir, l'analyse de celui porté par les hybrides de la mondialisation peut donc permettre de saisir dans leur complexité tant les représentations qui guident les partisans de l'activité que les transformations engendrées par l'implantation de l'activité dans les territoires locaux. En effet, si, comme le préconise Claude Raffestin, les populations locales sont pensées tant comme des ressources que comme des contraintes dans le jeu relationnel, alors il nous faut comprendre comment l'arrivée de l'activité s'accompagne pour elles d'un changement de référentiel à l'heure de redéfinir le passage de la matière à la ressource — qui devient minière. L'activité sous-entend en effet une transformation des rapports spatiaux et une mise en tension entre des représentations endogènes et exogènes aux territoires concernés : elles doivent être analysées en confrontant discours et pratiques. Car si la fragmentation des scénarii miniers argentins aux échelles provinciales témoigne, comme le propose Daniel Roy Torunzcyk Schein, de différentes souverainetés en conflit, ou encore, comme l'avance Philippe Subra,

de différents potentiels conflictuels, elle ne peut donc pas s'expliquer seulement en regard de l'histoire des territoires, mais doit considérer les rapports spatiaux en jeu, en termes de représentations comme de pratiques.

La diversité des scénarii ainsi que les différentes configurations possibles dans les asymétries de micropouvoirs entre les acteurs et les territoires nous ont conduits à mener une approche comparative : trois territoires ont donc été identifiés comme représentatifs des relations différenciées qui peuvent s'opérer à l'heure de l'implantation du modèle néo-extractiviste. Pour la province de Jujuy, où l'activité minière a préfiguré l'arrivée du modèle à l'échelle nationale, l'étude du modèle minier (comme ensemble de pratiques et de représentations) signifie identifier les continuités coloniales entre les formes passées et actuelles de la dépossession et questionner les conflits entre une identité minière défendue comme historique et une seconde, éco-efficente, présentée comme modernisatrice et porteuse de développement dans une province au profil productif peu diversifié. À San Juan à l'inverse, la construction rapide d'un Minéralo-État s'est accompagnée d'une restructuration des rapports de pouvoir et des représentations produisant les territoires. Modèle à l'échelle de l'Argentine, l'étude du phénomène minier dans cette province suppose de voir comment s'hybrident les logiques d'acteurs, les représentations et pratiques qu'elles sous-tendent et leurs effets directs sur la construction territoriale. Enfin, et bien que partageant de nombreuses caractéristiques géophysiques et socio-économiques avec sa voisine, la province de Mendoza illustre, dans la mesure où le modèle néo-extractiviste rencontre des freins à son implantation et ne parvient pas à se territorialiser, la part jouée par les territoires locaux dans les relations d'interdépendance et les tentatives de contournement de la « contrainte locale » dans le jeu relationnel.

Dans le chapitre suivant nous allons poser le dispositif méthodologique de recherche qui nous permet d'explicitier ces trois orientations territoriales provinciales.

### Chapitre 3. Objet de recherche et éléments de méthode

Juntos nos vieron pasar  
Cerros, valles, piedras, luna y sol  
Siempre juntos por la huella  
Ibamos tu y yo.  
Cajoneandome en el pecho  
Me dabas valor  
Si el cansancio me empezaba a doblegar  
Viejo corazón

Viejo Corazón,  
Mercedes Sosa, 1979<sup>100</sup>

Pour répondre à la question de recherche explicitée dans le chapitre précédent (Chapitre 2), nous avons mis en place un dispositif méthodologique et une méthode d'analyse nous permettant de confronter discours et pratiques. Avant de les présenter, nous revenons sur les particularités de notre objet de recherche – et en particulier celles du travail avec les partisans de l'activité. Le point A de ce chapitre revient, entre autres, sur notre trajectoire personnelle qui doit être explicitée afin de donner à comprendre comment s'est construite notre « politique de terrain » (Olivier de Sardan, 1995 b). En effet, certains éléments de parcours ont guidé nos choix problématiques, épistémologiques et méthodologiques (Partie 1.Chapitre 1.A.1). La question de l'adoption du « je » méthodologique s'est donc posée, non pas pour répondre à des « choix que l'on pourrait qualifier de fondamentalement stylistiques » (Olivier de Sardan, 2000, p. 421), mais bien pour refléter « la question de la validité des connaissances produites par l'enquête de terrain de type ethnographique (ou de sociologie dite qualitative ou de terrain), où l'on sait que la personnalité du chercheur, la nature de ses relations avec les enquêtés, son mode d'implication dans la réalité locale jouent un grand rôle » (p. 425). En effet, si l'objectif du dispositif méthodologique déployé sur le terrain était celui de la collecte de données empiriques, celle-ci était parfois conditionnée par ce que je suis. Sans volonté d'exhibition, nous adoptons donc le « je » quand, et seulement quand, le « nous » de politesse perd du sens face à la part d'un cheminement propre. En effet, les enjeux

---

<sup>100</sup> [Ensemble, nous ont vu passer // Collines, vallées, pierres, lune et soleil // Toujours ensemble sur le chemin // Nous allions toi et moi. // Palpitant dans ma poitrine // Tu m'as donné du courage // Si la fatigue commençait à me plier // Vieux cœur] (*Viejo corazón*, Mercedes Sosa, 1979, trad. M. Denoël).

méthodologiques identifiées dans ce travail (Partie 1.Chapitre 1.A.2) sont des éléments propres à une situation d'enquête particulière qu'il convient d'éclairer. Se démarquent notamment l'apprentissage et la maîtrise d'une langue étrangère, les transformations engendrées dans la relation enquêteur-enquêtés par un travail à l'étranger, l'adoption d'un lexique et d'une *hexis* corporelle particulière au travail avec des enquêtés en position de domination de l'enquêteur ou d'un autre genre, la mise en place d'un contrôle de l'enquêteur par les enquêtés. Nous revenons aussi sur les particularités physiques des terrains miniers — altitude, isolement, faible desserte en transports — ainsi que sur les conséquences dans le travail d'enquête. Nous montrons aussi quels biais méthodologiques sont engendrés par ces conditions de travail de terrain et quelles stratégies ont été mises en place pour les atténuer, contourner ou mettre à profit.

Une fois ces particularités de l'objet de recherche et de la relation enquêteur-enquêté présentées, nous exposons, dans le point B de ce chapitre, le dispositif polymorphe et multisitué de collecte des données, ou, autrement dit notre « politique de terrain », ainsi que notre « boîte à outils » d'analyse. Nous revenons donc d'abord sur les composantes du dispositif méthodologique déployé — fait d'aller-retour sur le terrain, d'entretiens, de conversations et d'observations — ainsi que sur les conditions de leur mise en œuvre – participation à des événements miniers, insertion dans une logique relationnelle de confiance avec le réseau d'enquêtés, ossature des entretiens, conditions d'observations et de recours à des sources primaires écrites. Enfin, nous donnons à voir la méthode d'analyse adoptée, en explicitant les jeux de triangulation effectués entre analyse textuelle quantitative des entretiens et analyse qualitative thématique, entre les données émiques qui s'en dégagent et les données étiques tirées du terrain – observations, arpentages, carnet de terrain et photographies notamment.

## A. Les acteurs de l'activité minière métallifère de grande envergure comme objet

### 1. Un choix éthique

Le choix de travailler sur les acteurs du développement de l'activité minière métallifère de grande envergure, au-delà de l'intérêt scientifique qu'il présentait — cette activité est souvent abordée depuis le prisme des mouvements socio-environnementaux —, est aussi le fruit d'un cheminement empirique et subjectif, de choix ethnographiques et éthiques. Ces choix ont, quelque part, forcé les décisions méthodologiques que nous présentons ici.

Comme nombre de chercheurs en sciences humaines et sociales, mon entrée initiale dans la recherche avait pour trame de fond une volonté — chez moi assez consciente — de « réhabiliter » ou « collaborer » avec les sociétés ou groupement d'acteurs étudiés (Beaud, Weber, 1997). Pour moi, ces acteurs ont été les défenseurs, militants ou universitaires, d'un modèle post-extractiviste à Mendoza, où j'avais passé une première année de vie entre 2011 et 2012<sup>101</sup>. Assez classiquement et dans la mesure où « privilégiant les études portant sur les sociétés anciennement colonisées et les groupes dominés, les ethnographes sont souvent animés d'une volonté de réhabilitation des sociétés qu'ils étudient » (Avanza, 2008, p. 42), j'ai alors souhaité, dans le cadre d'un premier travail de recherche (Denoël, 2013)<sup>102</sup>, partager un état de l'art sur la question, précisé dans un second mémoire de recherche (Denoël, 2014). Ces premiers travaux m'ont permis de réaliser un travail de distanciation vis-à-vis du terrain (alors encore situé à l'échelle de l'Argentine fédérale). Ils m'ont aussi permis d'envisager la complexité des systèmes d'acteurs et de leurs représentations : déjà dans le mémoire de Master 2 nous nous risquions à établir une typologie des représentations du territoire motivant les militants sociaux environnementaux à participer aux luttes contre les grands projets miniers. Cette dimension était d'ailleurs reprise dans le projet de thèse initial<sup>103</sup>, qui visait à questionner différentes conceptions du développement, elles-mêmes traduites par différentes

---

<sup>101</sup> Cette première année à Mendoza a été effectuée dans le cadre d'un échange bilatéral entre l'Université de Rennes 2 – Haute Bretagne, où je réalisais une troisième année de licence de géographie, et la Universidad Nacional de Cuyo.

<sup>102</sup> Ce premier travail de recherche, tout comme le second, a été réalisé à l'Institut Pluridisciplinaires d'Études sur les Amériques de Toulouse (IPEAT) de l'Université Toulouse 2 – Jean Jaurès.

<sup>103</sup> Ce projet de thèse a été auditionné par le LabEx SMS en juin 2014. Il a permis l'obtention du Contrat Doctoral Unique (CDU) qui a financé les trois premières années de la recherche de thèse.

approches du territoire et de la territorialité. Les mouvements socio-environnementaux, mis en opposition à ceux visant le développement de l'activité, y tenaient encore une place prépondérante. Nous affirmions ainsi que l'exploitation minière en Argentine vient illustrer des rapports de pouvoir à l'échelle globale et une certaine conception hégémonique des ressources naturelles, contrebalancée par des mouvements contestataires proposant de les repenser en termes de bien commun. Nous prétendions alors mettre en regard les « conceptions hégémoniques » et celles des « mouvements contestataires » au service de la compréhension des rapports de pouvoir à l'œuvre, à l'heure de l'implantation de l'activité minière métallifère de grande envergure.

C'est durant la première année de doctorat (2014-2015), avant la réalisation du premier terrain de recherche, que plusieurs discussions ont réorienté ce travail et l'ont concentré sur les « élites » minières présentes à l'échelle internationale comme locale, publiques ou privées. Ces discussions ont bien sûr été d'ordre scientifique, et notamment guidées par les travaux de Martine Guibert, la directrice de cette thèse, qui travaille elle-même sur les acteurs de l'agriculture entrepreneuriale en Amérique latine. Mais elles ont aussi été d'ordre éthique, avec des amis argentins cette fois, et ont posé avec acuité « la question du sens et de la finalité des connaissances » (Zawadzki, 2002, p. 571) que j'allais être amenée à produire dans ce travail. En analysant les représentations des mouvements socio-environnementaux, j'allais effectivement donner à voir et à comprendre le fonctionnement d'organisations locales s'opposant aux acteurs de l'activité minière métallifère de grande envergure. Outre la mise en danger potentielle pour certains membres de ces organisations d'ores et déjà criminalisées, soulignée dans les discussions informelles, mais aussi dans la littérature scientifique (Antonelli *et al.*, 2015), j'allais donc produire de la connaissance pour des élites (minières) entre autres, alors même que ma position d'universitaire occidentale me mettait déjà au défi de ne pas reproduire une certaine colonialité du savoir (Quijano, 2007 ; Connell, 2014 ; Grosfoguel, Cohen, 2012). Enfin, ces discussions ont soulevé la question des apports de notre travail aux mouvements socio-environnementaux et à celui d'ores et déjà effectué par les scientifiques argentins. Ceux-ci, souvent dans une position de recherche-action, ont un accès aux acteurs locaux bien plus privilégié que celui que je n'aurais jamais pu avoir, dans le temps court de la recherche doctorale, et notamment, aux participants des mouvements socio-environnementaux. En travaillant sur les acteurs désireux de développer l'activité minière métallifère de grande envergure, je mettais à profit ma position de jeune femme

blanche française en sciences sociales pour accéder à des catégories sociales difficiles à saisir pour les participants des mouvements socio-environnementaux (universitaires ou citoyens). En effet, ces derniers sont déjà identifiés par les acteurs de l'activité et peuvent trouver portes closes. Mais je renversai aussi ma place dans les rapports de domination qui s'établissent entre enquêteurs et enquêtés : je m'apprêtais à travailler non plus avec des populations relevant de classes sociales identiques ou moins aisées que la mienne, mais avec des acteurs en position de pouvoir décisionnel dans la sphère publique ou privée. Je propose donc de revenir sur les difficultés propres à l'enquête menée auprès de classes dominantes dont je ne partageais, *a priori*, ni les codes ni les positions politiques. En effet, le choix de travailler sur un objet qui ne soulève *a priori* ni empathie ni identification est parfois contesté. Martina Avanza (2008, p. 42) souligne ainsi que :

« Certains auteurs considèrent qu'il est tout simplement improbable "de pratiquer une bonne ethnographie au sein d'un groupe qui ne susciterait qu'antipathie ou angoisse, ou dont les activités n'inspireraient que dédain ou ennui" [Olivier de Sardan, 2000, p. 434]. D'autres se posent la question : "L'empathie du chercheur est-elle gage de qualité ?" » (Bizeul, 2007a, p. 76).

C'est donc tant pour contribuer à ces débats méthodologiques que par souci d'honnêteté scientifique que je précise, ici, les précautions méthodologiques adoptées ayant permis la mise en contact avec les enquêtés.

## 2. Une gageure méthodologique

Comme cela avait été anticipé dans les conversations préalables au choix de « l'entrée par les élites », ma nationalité me garantissait une certaine confiance de la part des acteurs de l'activité : nombreux sont les entretiens où les enquêtés rencontrés portaient du postulat que, française, je comprenais la nécessité de s'intégrer dans une économie globalisée afin d'entrer dans un « processus de développement local ». Ce postulat de départ m'a donc permis d'établir plus aisément une relation de confiance avec les enquêtés. Cette première différence entre enquêteur et enquêté a aussi sous-tendu un perfectionnement dans la maîtrise de la langue castillane et l'acquisition d'un lexique adapté : « tact et contrôle du lexique utilisé sont des éléments décisifs » (Pinçon, Pinçon-Charlot, [1997] 2015, p. 31). À l'adoption d'un lexique adapté s'ajoutait, dans mon cas, celle de la langue, apprise en autodidacte lors de mon premier séjour en Argentine, et imprégnée des lectures critiques vis-à-vis de l'activité minière de grande envergure. Or, s'il me semblait indispensable de présenter la recherche et ses finalités à mes

interlocuteurs, il était impensable par exemple de leur parler d'extractivisme, puisque m'inscrivant dans un champ théorique contesté. Ainsi, au même titre que Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ([1997] 2015, p. 31) ne prétendent pas devant leurs enquêtés « élucider les processus de la reproduction des inégalités », mais analyser « la transmission des patrimoines et des devoirs des héritiers envers les générations suivantes », je me présentais non pas comme « analysant les rapports de pouvoirs légitimant un modèle néo-extractiviste et permettant l'extraction des ressources pour leur exportation », mais « cherchant à comprendre les interactions, les politiques et les pratiques qui facilitent l'implantation de l'activité minière et ses retombées locales, le développement local engendré ». Il était donc fréquent que je consente tacitement, en début d'entretien, à une certaine acceptation du modèle d'extraction des ressources naturelles que semblaient m'assigner certains enquêtés. Ce jeu de langage n'était cependant possible que parce que française. Martina Avanza (2008, p. 51), qui a effectué sa thèse de doctorat en sociologie sur la Ligue du Nord en Italie, faisait le même constat :

« la neutralité scientifique derrière laquelle je m'abritais était crédible uniquement parce que les légistes ne maîtrisent pas les positionnements idéologiques du champ universitaire français. On n'aurait jamais cru qu'un chercheur italien puisse être neutre, on lui aurait demandé le nom de son directeur de thèse et on l'aurait ainsi facilement étiqueté. »

La question minière en Argentine met l'enquêteur dans cette même position : argentin, il participe à critiquer le modèle d'extraction des ressources et parle alors généralement d'extractivisme, ou il le valide et parle alors d'activités d'extraction. Française, j'ai bénéficié de cette neutralité supposée que ma nationalité m'assignait et qui me permettait de m'extraire de la position conflictuelle que la question soulève vivement à l'échelle locale. Ainsi, sans prétendre défendre le développement de l'activité, je n'évoquais mes réserves que timidement, sur le ton du doute ou de l'hésitation. Anecdote révélatrice : j'ai un jour dû justifier, auprès d'une personne sollicitée pour un second entretien, de certaines références bibliographiques (argentines) mobilisées dans une publication. Bien que consciente du contrôle que les acteurs sollicités allaient préalablement effectuer avant d'accorder un entretien, ce n'est que ce jour-ci que j'ai réalisé la chance que j'avais, sur un tel terrain, d'être jeune chercheuse : peu de publications encore permettaient de m'identifier, de « m'étiqueter ».

Mais si certaines de mes positions sociales ou culturelles pouvaient jouer en ma faveur, d'autres, en revanche, ont contribué à rendre difficile par plusieurs aspects le travail de terrain. Ainsi, mon appartenance sociale m'a, elle, renvoyée à la position de

dominée si bien décrite par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot à propos du travail d'enquête auprès de la grande bourgeoisie. Les auteurs ([1997] 2015, p. 78) soulignent que :

« Il se trouve peu de sociologues pour se risquer à affronter des situations d'enquête où la dissymétrie des positions sociales est en leur défaveur. Issus des classes moyennes ou populaires et ayant atteint une position sociale simplement moyenne, ou nés dans la bonne société et se trouvant objectivement en situation de déclin, les sociologues ne sont jamais à l'aise pour affronter un monde social qu'ils ignorent ou qu'ayant quitté ils savent trop bien leur être socialement supérieur. Travaillant en milieu populaire ou moyen, le sociologue jouit d'une relation déséquilibrée en sa faveur. Dans la situation d'enquête, il est en position dominante, même si les stratégies d'interaction peuvent remettre provisoirement en cause ce déséquilibre. Il en va autrement lorsqu'il s'agit d'affronter dans l'entretien et le travail de terrain des agents plus largement pourvus de capital sous toutes ses formes, même sous la forme culturelle, des agents riches en capital symbolique, c'est-à-dire en manières et savoirs capables de mettre en évidence, de rendre indubitable la légitimité de la position occupée. Un grand bourgeois sait toujours se tenir à sa place, et vous remettre à la vôtre, dans la plupart des cas avec une politesse exquise, arme redoutable de la domination de classe. »

Issue de la classe moyenne française, la position des acteurs enquêtés dans le système productif ou administratif me renvoyait à des codes sociaux qui m'étaient étrangers — mais pas inconnus — et pouvait générer chez moi un sentiment de malaise — bien que l'appartenance aux classes dominantes ne puisse se réduire à la place occupée par les acteurs en termes de rôle social (chefs d'entreprise ou hauts fonctionnaires). Une des premières précautions méthodologiques que j'ai donc adoptée a été d'intégrer le plus possible les codes sociaux, lexicaux, mais aussi vestimentaires ou relevant de *l'hexis corporelle* (Bourdieu, [1979] 2015) de nos enquêtés. Ainsi, avant chaque entretien ou situation d'interaction, j'adoptais « l'une des démarches les plus spontanées du sociologue » qui consiste à (Pinçon, Pinçon-Charlot, [1997] 2015, p. 32) :

« avant de partir au rendez-vous fixé pour un entretien, sera donc d'adapter sa tenue à ce qu'il anticipe quant à ceux qui vont être ses interlocuteurs. En cela il ne fait que reproduire ce que chacun met en œuvre lorsqu'une interaction programmée va avoir lieu. En fonction des enjeux de la situation, chacun va tenter d'adapter son apparence à ce qu'il peut pressentir des critères d'appréciation de la tenue et de la manière d'être chez les personnes qu'il va contacter. [...]. En effet, il ne s'agit pas de singer maladroitement le milieu où l'on veut enquêter [...]. Toutefois, ne pas satisfaire à quelques exigences élémentaires, c'est se condamner à ne recueillir que des propos adaptés à un interlocuteur dont on se méfie ou, pire encore, ne pouvoir entrer en contact qu'avec des marginaux du milieu. »

Visant à l'acceptation et à l'établissement d'un respect mutuel entre enquêteur et enquêté, cette préparation vestimentaire et ces stratégies de présentation de soi ont aussi eu pour moi d'autres vertus dans le sens où elles :

« renvoient aussi à des conduites de précaution, de préservation de soi qui ont quelque chose des rituels qui permettent le passage du monde ordinaire au monde sacré. Bien que fondé sur l'importance accordée à l'apparence, le soin mis à assurer une présentation de soi aussi favorable que possible a quelque chose à voir avec un rite propitiatoire, visant à tenter d'assurer le succès d'une entreprise hasardeuse [...]. C'est que cette plongée en terre

inconnue, pour le sociologue aux modestes origines, ne peut être vécue sans une certaine appréhension devant un univers dont on a beaucoup de mal à percevoir les points de repère, les limites à ne pas franchir [...].

Dans ces situations, il va y avoir à pénétrer dans un monde. S'y préparer relève d'un rituel dont la répétition et le respect visent à écarter le danger. Et aussi à se donner le courage de l'affronter : peu rationnel en apparence, le rituel de l'enquêteur qui se prépare à aller sur le terrain et qui arbore sur sa personne les signes de la bonne volonté et de la recherche du dialogue, a en fait une vertu rationnelle, celle de permettre de dominer l'angoisse inhérente à ce genre de situation. » (Pinçon, Pinçon-Charlot [1997] 2015, p. 40-41).

Enfin, une particularité saillante du monde minier réside dans le fait qu'il est majoritairement composé d'hommes, des mineurs aux dirigeants d'entreprises, en passant par les représentants de ministères ou secrétariats de l'activité minière. Bien que cette surreprésentation ne soit pas assumée comme telle dans le secteur, et que les compagnies minières transnationales<sup>104</sup>, les organisations sectorielles<sup>105</sup> et les gouvernements<sup>106</sup> défendent tous l'intégration des femmes dans l'activité minière, cette représentation d'un monde minier masculin demeure prégnante et les hommes restent les acteurs centraux de l'activité. Compte tenu de la spécificité des situations d'enquêtes engendrées par cette surreprésentation masculine, mon statut de femme ne doit pas être ignoré. Comme le souligne Marieke Blondet (2008, p. 59) :

« les ethnologues font rarement état des difficultés de faire du terrain qui font, elles aussi, partie intégrante de ce rite de passage. Les périodes de doute, d'introspection, de solitude sont souvent passées sous silence. Dans le milieu académique français, une des difficultés particulièrement négligée, alors qu'elle fait l'objet de nombreux ouvrages dans le monde anglo-saxon, est celle liée au genre de l'ethnologue. »

Ainsi, dans la mesure où dans le secteur minier « tout ce qui a trait au politique n'est pas, traditionnellement, du domaine féminin, être une femme devient un paramètre important de la recherche. » (Blondet, 2008, p. 62). Si nous ne nous attardons pas ici sur les spécificités des relations de genre entre enquêteur et enquêtés, nous soulignons cependant qu'il peut être une contrainte tout comme un levier d'accès au terrain. L'une des stratégies que j'ai adoptée a été d'intégrer ces rapports de genre et de les mettre à profit – même si, initialement, de manière inconsciente. Ainsi, c'est après une première rencontre avec une personne en charge de la communication du Secrétariat d'État fédéral dédié aux activités minières — une femme, jeune, et qui terminait en parallèle ses études de communication — que les portes de la partie institutionnelle du réseau se sont ouvertes.

<sup>104</sup> En intégrant des quotas de femmes par exemple.

<sup>105</sup> La revue spécialisée *Panorama Minero* organise ainsi une journée consacrée « aux femmes de l'activité minière » chaque année en Argentine.

<sup>106</sup> En 2018, en Argentine, une femme, Carolina Sánchez, a été nommée au poste de Secrétaire d'État fédéral de l'activité minière.

Le recours à des personnes-ressources même en situation de périphérie du réseau d'acteurs (structuré par de fortes asymétries de pouvoir, y compris de genre) peut, de fait, être l'une des stratégies déployées par le chercheur. Dans le cas de cette rencontre avec cette chargée de communication, c'est l'expérience personnelle de l'enquêtée qui a légitimé, pour elle, le fait de nous accompagner et de nous introduire dans le monde clos de l'activité minière. Elle affirmait ainsi :

“Yo cuando comencé a trabajar era un ámbito, vos imaginate que empecé a trabajar en política que es machista, pero encima en minería, doblemente machista. Vos no sabés, yo me he comido, con mis compañeras mujeres, los peores de los peores de los peores maltratos. En el sentido de ‘No. Vos no pensés’. Así te decían. ‘No. Vos escribí nomás’. A ese nivel. Porque es política. Porque es política, porque son hombres. El hombre argentino es muy machista, el hombre político es re machista, y el hombre minero es ultra machista. Entonces imaginate, hombre, minero y político, lo peor. Lo peor en machismo está todo concentrado ahí. ‘Vos no estás acá para pensar’. Por eso te voy a ayudar, te voy hacer los contactos”<sup>107</sup>.

L'enquêtée, qui, du fait d'un mécanisme d'identification, ne voulait pas nous faire vivre une violence de genre qu'elle avait elle-même vécue et, afin d'éviter que se reproduisent des comportements sexistes, a ainsi activé ses relations. C'est la reconnaissance tacite d'une même condition qui pousse alors à l'entraide et qui facilite l'entrée dans le réseau d'acteurs (ici institutionnels). Cet exemple illustre le fait qu'être extérieure à la gent masculine peut compliquer l'accès au terrain, et qu'il est donc parfois nécessaire de trouver des personnes-ressources pour y entrer. Par ailleurs :

« Il existe également le cas surprenant, mais tout aussi réel, où appartenir “aux autres”, être d'un sexe différent devient le seul ticket d'entrée possible, la seule porte d'accès au terrain. Cette altérité, ces différences permettent de ne pas être “pris” dans les stratégies individuelles et autres enjeux ou rivalités, parce que l'on se trouve précisément de l'autre côté de la barrière, échappant au poids des interdits et obligations de l'autre. (Goyon, 2005, § 15). »

Ainsi, être femme dans un monde d'hommes peut se révéler être un atout dans l'accès au terrain, lorsque la relation enquêteur-enquêté se meut en un rapport d'altérité dénué de rivalité. Dans ces situations, la chercheuse apparaît comme inoffensive, car extérieure au domaine minier. Les enquêtés peuvent alors la percevoir comme une simple visiteuse de passage, à qui raconter et faire découvrir leur monde.

<sup>107</sup> [Quand j'ai commencé à travailler dans ce domaine, imagine toi, j'ai commencé à travailler en politique qui est macho, mais surtout dans le secteur de l'activité minière, doublement macho. Tu ne peux pas savoir, ce que j'ai enduré, avec mes collègues femmes, le pire des pires des pires des mauvais traitements. Dans le sens de « Non. Tu ne penses pas. » Comme ça qu'ils te disent. « Non. Toi contente-toi d'écrire ». À ce niveau-là. Parce que c'est de la politique. Parce que c'est de la politique, parce que ce sont des hommes. L'Argentin est très macho, l'homme politique est très macho, et l'homme qui travaille pour l'activité minière est ultra macho. Alors imagine-toi, homme, mineur et politicien, le pire. Le pire du machisme en concentré. « Tu n'es pas là pour réfléchir ». C'est pour ça que je vais t'aider, je vais faire les contacts.] (Extrait d'entretien avec une chargée de communication au Secrétariat d'État fédéral de l'activité minière, avril 2015, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

Outre la gageure méthodologique qui consiste à travailler sur les partisans de l'activité, nous avons été confrontés à des enjeux plus « géographiques »<sup>108</sup>. En effet, les mines andines que nous étudions se situent sur de hauts plateaux d'altitude (entre 2 500 et 4 000 mètres d'altitude environ) et dans des espaces dont l'accessibilité pose parfois des contraintes logistiques au chercheur (Illustration 2).

**Illustration 2.** Les sites miniers : des terrains qui soumettent le chercheur à la problématique de l'isolement



© Mathilde Denoël et Martine Guibert, 2016, Mine de Gualcamayo, Province de San Juan.

Ces conditions soumettent les visiteurs venus des plaines à une hypoxie et éventuellement au mal des montagnes, situations qui peuvent contraindre le temps de la présence en haute altitude. Ces caractéristiques physiques ont également des conséquences sur le peuplement et l'organisation de ces espaces. Il s'agit de zones de faible densité où les rares lieux habités prennent la forme de communautés de quelques dizaines ou centaines de personnes. Comme l'a montré Audrey Sérandour (2018), ce faible peuplement conjugué à l'éloignement de ces espaces vis-à-vis des capitales nationales et infranationales va généralement de pair avec de faibles infrastructures et offres de transport (Sérandour, 2018).

---

<sup>108</sup> La présentation que nous en faisons ici est inspirée d'un travail effectué avec Audrey Sérandour dans le cadre d'un séminaire s'étant tenu à Paris en décembre 2018. La référence de cette communication est la suivante : Denoël Mathilde, Sérandour Audrey, Décembre 2018, « Approcher la mine en Amérique du Sud », *Géographie politique des ressources*, Paris : PRODIG et IHEAL-CREDA, France. Nous remercions donc ici Audrey Sérandour pour les riches échanges générés par la préparation commune de la séance.

Pour le chercheur étranger, qui ne dispose pas de son véhicule personnel sur son terrain, les contraintes sont évidentes : il est dépendant de l'offre de transports en commun (dans ces régions, il s'agit principalement de bus, le système ferroviaire étant peu développé, voire inexistant). Or, ceux-ci s'avèrent très contraignants. Tout d'abord, ils ne desservent que certains villages et jamais les mines elles-mêmes. De ce fait, l'enquêteur voit son champ d'action limité. Il ne peut se rendre que dans les communautés desservies par les bus locaux. Ce point est essentiel, car l'accessibilité introduit un biais méthodologique : le chercheur ne mène des entretiens que dans les villages où il peut se rendre, c'est-à-dire ceux qui sont desservis par les transports en commun. Bien entendu, certaines occasions peuvent permettre de contourner ce biais, comme les rencontres avec des personnes-ressources disposant d'un véhicule et acceptant de mener le chercheur dans d'autres villages — ce qui nous est arrivé à plusieurs reprises —, ou lorsque les entreprises minières mettent à disposition un véhicule et l'un de leurs représentants pour conduire le chercheur dans la zone d'influence du projet. L'observation du terrain se fait donc en présence d'un enquêté, dont les réactions et interactions peuvent elles aussi être objet d'analyse, même si la dépendance à l'enquêté introduit là encore un biais. En effet, elle force parfois la main au chercheur dans son accès et à ses positions sur le terrain. Elle peut s'avérer inévitable quand il s'agit de la visite des lieux d'extraction. Il faut en effet demander une autorisation préalable à l'entreprise exploitante et/ou passer par un soutien de la part des gouvernements provinciaux. En effet, l'accès aux sites exploités est souvent rigoureusement encadré par les entreprises, qui demandent parfois au chercheur d'effectuer au préalable une visite médicale et de fournir divers documents officiels (que le chercheur doit alors réclamer à son institution de rattachement, dont la temporalité n'est souvent pas celle de la réalité du terrain). Le choix du site minier qui sera visité peut alors être déterminé par les interactions avec les enquêtés et par la capacité du chercheur à fournir les documents attendus : à titre d'exemple, alors que nous travaillions à organiser une visite de la mine de Veladero, et, alors que nous avons enfin réuni tous les documents nécessaires, les acteurs institutionnels et privés nous ont finalement ouvert les portes de celle de Casposo. Cette dépendance aux enquêtés introduit un biais méthodologique dans la mesure où le chercheur peut être jusqu'à dépossédé du choix et/ou de l'accès à son terrain d'étude. Cependant, ce biais est aussi un résultat en soit : dans ce cas, les interactions entre les enquêtés et les décisions qui en découlent rendent visibles le fait que le site de Casposo sert de « vitrine » de l'activité minière à l'échelle provinciale (San Juan,

Argentine) et que les différents sites d'extraction sont impliqués dans des rapports d'interdépendance les uns aux autres (nous y reviendrons). La dépendance aux enquêtes dans l'accès au terrain peut cependant être nuancée s'agissant de l'accès à « l'environnement minier ». Réalisées dans les petites villes avoisinantes des lieux d'exploitation<sup>109</sup> ou communautés, les visites accompagnées peuvent souvent être suivies ou prolongées par des moments où le géographe s'attarde et met à profit la faible desserte des lieux. Ainsi, lors d'une visite pourtant très encadrée à Calingasta<sup>110</sup>, les temps de latence pendant et après ces journées (en soirée ou avant de pouvoir avoir un transport en commun) ont été ceux les plus propices à de l'observation et de l'arpentage de l'espace.

Ensuite, outre les lieux de desserte, les transports sont contraignants du fait de leur faible fréquence. Dans les zones andines isolées, il est difficile de faire un aller-retour dans une communauté pour la journée. Cela implique d'y être parfois « bloqué » plus longtemps que prévu. De tels imprévus peuvent perturber le rythme du travail du géographe, mais aussi être mis à profit, car « être au terrain n'appelle pas nécessairement des catégorisations abruptes et définitives à valider ou invalider, mais la capacité pratique à ménager des ouvertures, des espacements » (Labussière, Aldhuy, 2012, p. 592). En acceptant de pénétrer dans ces interstices, le chercheur modifie les modalités de son attention et son rapport au terrain. De cette manière, « le terrain intervient dans la formation du raisonnement géographique comme un lieu de réélaboration des catégories cognitives et des outils qui les accompagnent » (Labussière, Aldhuy, 2012, p. 594). Les espaces andins imposent leur spatialité et temporalité au chercheur. Au-delà même des problématiques liées aux transports, ce sont des espaces particulièrement vastes et il faut parcourir de nombreux kilomètres entre les différents lieux d'intérêt de l'enquête (mines, communautés voisines, capitales départementales ou provinciales, capitales nationales). À cela s'ajoute le fait que les routes sont souvent en mauvais état ou non goudronnées et que les bus sont parfois fatigués, impliquant des temps de trajet particulièrement longs.

---

<sup>109</sup> Uspallata pour le projet San Jorge dans la province de Mendoza ; Calingasta et Barreal pour la mine de Casposo dans la province de San Juan ; Humahuaca, Abra Pampa et El Aguilar pour la mine de El Aguilar dans la province de Jujuy.

<sup>110</sup> Cette visite a d'abord été prise en main par le maire et ses adjoints, qui ont programmé une journée de visite du département, puis par l'entreprise minière et les responsables locaux de la RSE, qui accompagnaient la visite du site d'extraction et du campement minier.

## **B. Un dispositif pensé pour confronter discours et pratiques en terrains miniers**

### **1. Une méthode multi-située et polymorphique**

Précautions méthodologiques prises, je me suis aventurée sur le terrain. Le premier s'est déroulé de début mai à début septembre 2015 et le second de début septembre à fin décembre 2016. Le temps d'analyse entre les deux temps de terrain a permis une certaine itération, dans la mesure où la « digestion » des données recueillies lors du premier terrain est venue nourrir et orienter la seconde phase de recueil de données, les hypothèses de travail et la problématisation de la recherche. Les allers-retours entre les différentes provinces ou villes lors du déroulement même de chaque séjour encourageaient aussi ce va-et-vient entre « problématique et données, interprétation et résultats » (Olivier de Sardan, 1995 b, p. 16), chaque entretien ou phase d'observation venant nourrir une « restructuration incessante de la problématique » et un « réaménagement permanent du cadre interprétatif ».

Lors du premier terrain de recherche, si les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza ont été arpentées, la province de Salta a aussi été le lieu d'investigation (Carte 8, p. 131). Cependant, l'activité minière de grande envergure qui s'y développe est principalement organisée autour de l'exploitation de lithium, qui, bien que d'actualité, implique de nouveaux acteurs et soulève d'autres enjeux. Le terrain a donc été, en tant que tel, écarté. La province de Buenos Aires qui accueille les institutions fédérales, certaines organisations sectorielles, des sièges d'entreprises et des avocats spécialisés en affaires minières a aussi été un lieu de résidence et de recherche durant les deux séjours.

Entretiens, conversations et observations ont été les principaux outils méthodologiques déployés dans le cadre d'une méthodologie *multi-située*. La prise de contact avec les enquêtés a été une étape importante dans le déroulement des terrains de recherche ainsi que dans la définition des méthodes employées. En effet, c'est après une première rencontre avec une personne en charge de la communication du Secrétariat d'État fédéral dédié aux activités minières que les portes se sont, pour moi, ouvertes. Mais c'est seulement après avoir participé à trois événements de promotion de l'activité minière auxquels j'ai été conviée dans les provinces de Jujuy et de Salta (événements ritualisés, de promotion de l'activité minière métallifère, rassemblant des représentants politiques et

entrepreneuriaux principalement) que les contacts ont réellement pu s'établir et que les langues se sont déliées. Les trois événements étaient, dans l'ordre chronologique :

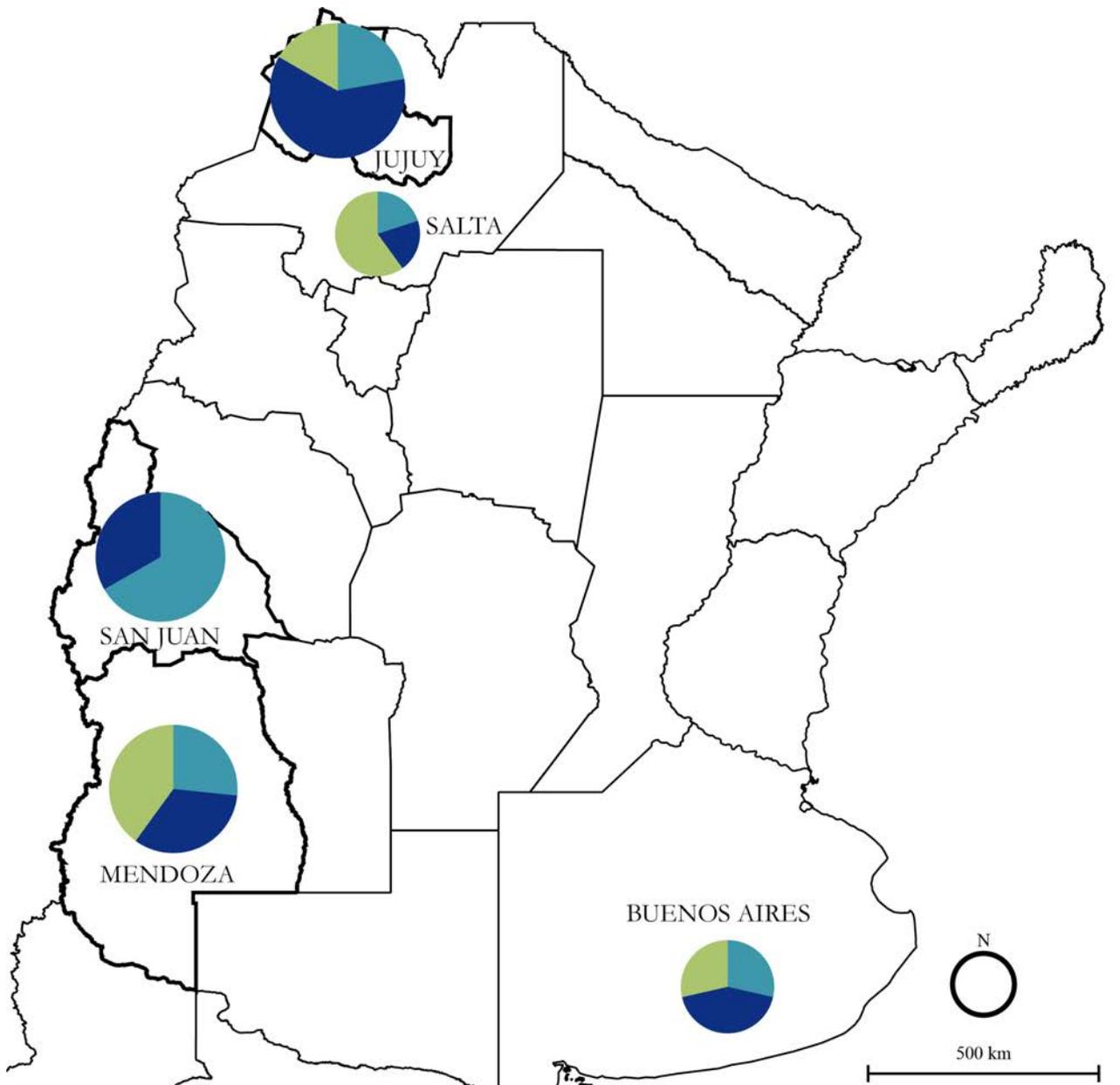
- *Foro de mujeres trabajando en minería* – San Salvador de Jujuy, 16.06.2015, organisé par la Fundación para el Desarrollo de la Minería Argentina (FUNDAMIN) et sponsorisé par les entreprises YCRT, Orocobre, Mina Pirquitas, Goldcorp Cerro Negro ainsi que par le Secrétariat d'État à l'Intégration régionale et aux relations internationales de la province de Jujuy et l'Université Technique Nationale de Santa Cruz.
- *Curso de Minería para no mineros* – San Salvador de Jujuy, 17.07.2015, organisé et sponsorisé par les mêmes acteurs que le *Foro de mujeres trabajando en minería*.
- *Lito en suramerica* – Salta, 18.06.2015, organisé par l'organe de presse spécialisée Panorama Minero et sponsorisé majoritairement par YPF, AGV Maquinas, Georg Fischer – Piping systems, VEOLIA, Techint Ingeniería y construcción.

La participation à ces événements de promotion de l'activité minière (Illustration 3, p. 132) a joué un rôle fondamental dans le déroulement des terrains. En effet, ces événements, regroupant acteurs publics, acteurs privés, *hybrides* de la mondialisation, élites locales, entrepreneurs étrangers et élus de l'échelle fédérale et provinciale, peuvent être considérés comme des « nœuds », des « moments de coalescence des acteurs internationaux » (Siméant *et al.*, 2015, p. 23). C'est en participant donc à ces trois événements que j'ai pris conscience de leur importance comme nœuds de rencontre entre les différents acteurs et du potentiel que ces moments représentaient sur le terrain :

« Dans ces espaces fragmentés des champs internationaux, on peut ainsi tenter de mettre à profit ces moments qui rassemblent des acteurs venant de contextes nationaux [ou infranationaux] différents [...]. On s'éloigne ici de la démarche ethnographique *stricto sensu*, entendue comme immersion au long cours dans un milieu d'interconnaissance. Si elle ne répond pas aux canons de l'ethnographie, l'idée de mettre à profit de telles occasions ne devrait pourtant pas être abandonnée. » (Siméant *et al.*, 2015, p. 23-24)

J'ai donc mis à profit ma présence en ces « nœuds » de plusieurs manières. D'abord, participer à ces séminaires forums, colloques (expérience que j'ai répétée à 5 reprises lors du second terrain) permet d'identifier les acteurs, de repérer parfois leur présence récurrente lors de ces événements – quel que soit l'endroit du pays où ils se déroulaient – mais aussi de mettre en pratique une observation des relations établies ou qui s'y tissaient – en prenant en note les programmes de ces journées, en repérant qui étaient les organisateurs, les sponsors, les preneurs de parole, mais aussi les interactions qui se déroulaient lors des moments plus informels..

**Carte 8.** Nombre d'enquêtés avec qui ont été réalisés en 2015 et 2016 des entretiens formels par province et par catégorie d'acteurs



	ACTEURS PUBLICS	ACTEURS PRIVÉS	MILITANTS	Total d'enquêtés par catégorie d'acteurs
BUENOS AIRES	2	3	2	7
JUJUY	4	11	3	18
SAN JUAN	10	5	0	15
MENDOZA	4	5	6	15
SALTA	1	1	3	5
<b>Total d'enquêtés par catégorie d'acteurs</b>	<b>21</b>	<b>25</b>	<b>14</b>	<b>60</b>



**Illustration 3.** Exemple de programme d'un événement de promotion de l'activité minière : le *Curso de minería para no mineros* (San Salvador de Jujuy, 17.07.2015)



17 de Junio Lugar: Hotel Alto de la Viña Salón: Diamante	
8.30 a 9.00	<b>Acreditación</b>
9.15 a 9.40	<b>"Los depósitos minerales del Noroeste Argentino en el espacio y en el tiempo".</b> Dr. Ricardo Alonso, Profesor, Universidad Nacional de Salta. Ex Secretario de Minería de la Provincia de Salta
9.40 a 10	<b>Desarrollo de proyectos mineros - Métodos de producción y exigencias.</b> Alejandro Colombo, Director periodístico, Revista Panorama Minero
10 a 10.20	<b>Sector minero, situación actual y potencial.</b> DamianAlgelt, Gerente, CAEM
10.20 a 10.40	<b>La Minería y sus aplicaciones</b> Miguel Peral, Geólogo, Miembro Gemera
10.40 a 11.10	<b>Coffee Break</b>
11.10 a 11.40	<b>Panel de distintas Generaciones de trabajadores mineros</b> <b>GENERACIONES MINERAS, UNA EXPERIENCIA EN FAMILIA</b>
11.40 a 12	<b>Derecho Minero - Derechos y obligaciones de las empresas Mineras</b> Dr. Ignacio Celorrio, Socio Quevedo Abogados
12 a 12.40	<b>Empresa y sociedad: RSE.</b> Factores que contribuyeron al surgimiento de la RSE como modelo de gestión. Definición, dimensiones, motivaciones. Agenda de RSE para la industria minera. Que beneficios trae aparejado un proyecto minero en las comunidades Mariela GoldinPages  <b>MICROEMPRESARIOS, CLUSTER</b> Posibilidades de desarrollo laboral y de micro emprendimiento en las comunidades aledañas a proyectos mineras NicolasGalli, Presidente, CASEMI Jujuy

Source : FUNDAMIN, *Programa del Curso de minería para no mineros*, Jujuy, juillet 2015.

Ces moments sont aussi ceux qui m'ont permis d'être identifiée et introduite, et de déclencher une immersion dans des réseaux d'interconnaissances. Enfin, ils m'ont permis d'échanger avec les acteurs « en situation », et donc de parfaire ma compréhension des relations qui se tissent et qui se défont entre les acteurs, des enjeux et débats du moment, et de mieux repérer les positionnements de chacun. C'est aussi lors de ma participation à ces trois événements que j'ai pris les premiers contacts ayant permis la réalisation d'entretiens

Lors de ces rencontres se déroulaient ce que nous appellerons des conversations, qui, bien que toujours improvisées et informelles, n'étaient pas moins riches en informations. Leurs apports étaient annotés *a posteriori* sur des carnets de terrain. Ces carnets de terrain associant écriture immédiate (notes de terrain) lors des prises de parole officielles ou des entretiens et écriture *a posteriori* (compte-rendu) ont servi de base à nombre de nos analyses.

Bien que nous n'ayons cessé de multiplier les demandes par mail ou lors de « porte à porte » institutionnels, c'est en grande majorité en passant par ces réseaux, ces logiques relationnelles de confiance, que nous avons obtenu des rendez-vous pour mener les entretiens formels auprès des acteurs défendant le développement de l'activité. Les entretiens avec des habitants, militants ou travailleurs miniers ont, eux, été obtenus lors de périodes d'observation sur le terrain, lors de repérages ou lors de moments de vie dans les villes et villages à proximité des sites d'extraction, ou encore par le biais de connaissances interposées.

Les entretiens conduits étaient de type semi-directif et ont duré entre 40 minutes et 4 heures (pour une durée moyenne estimée à 1h30). Nous avons essayé de couvrir au mieux le spectre des acteurs impliqués dans le développement de l'activité minière de grande envergure, à différentes échelles, du fédéral au local, et nous avons tenté, autant que possible, de retrouver les acteurs ayant des rôles sociaux semblables dans chacune des provinces et des localités enquêtées. Nous avons également effectué une « triangulation simple » autant que « complexe » (Olivier de Sardan, 1995 b, p. 14) : la multiplication des entretiens visait à « ne pas être prisonnier d'une seule source » et à « croiser des points de vue dont elle [la triangulation complexe] pense que la différence fait sens ». Elle était mise au service de la recherche « des discours contrastés », qui permettent « de faire de l'hétérogénéité des propos un objet d'étude, de s'appuyer sur les variations plutôt que de vouloir les gommer ou les aplatir, en un mot bâtir une stratégie de recherche sur la quête

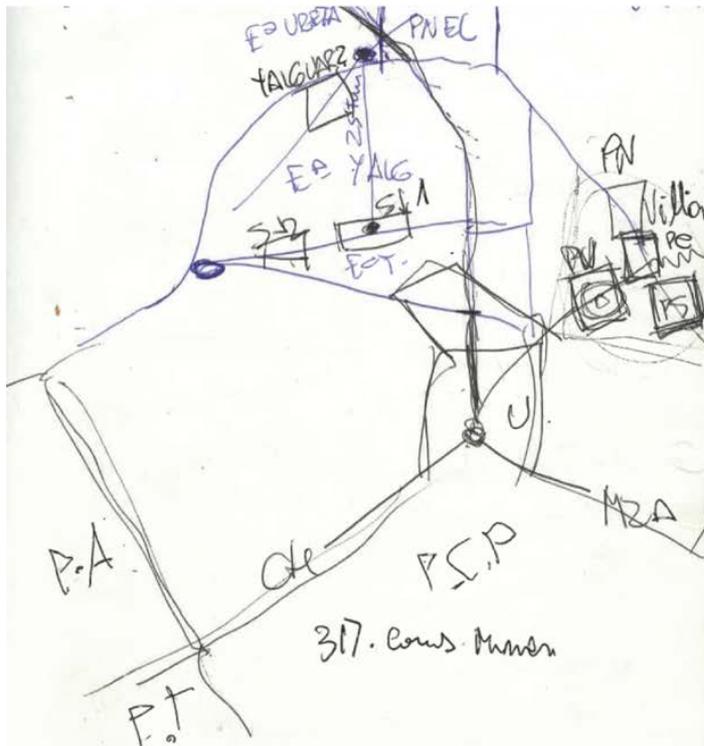
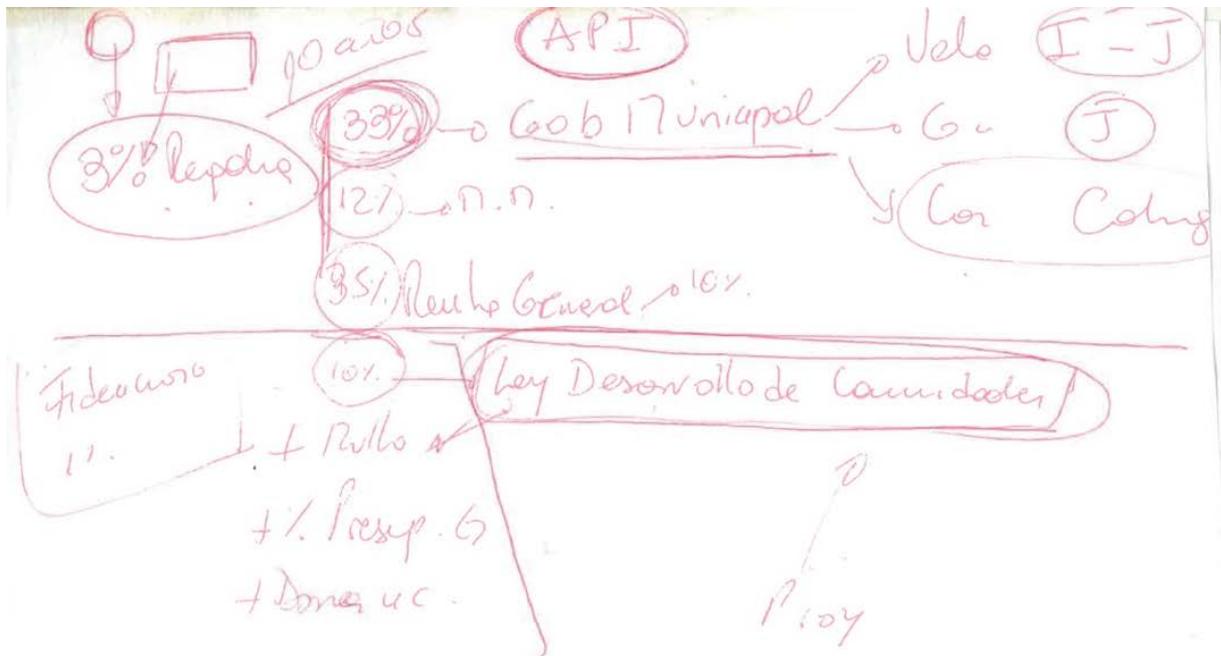
de différences significatives ». Dans cette perspective et au total, 60 enquêtés (Carte 8, p. 131) ont été entendus, 21 relevant de la sphère publique institutionnelle, 25 de la sphère privée et 14 des mouvements socio-environnementaux. Un tiers des enquêtés ont été revus lors du second terrain pour réaliser de nouveaux entretiens. L'ossature des entretiens a été toujours la même. D'abord, nous cherchions à comprendre le rôle de la personne enquêtée, sa place dans l'institution ou l'entreprise, ses fonctions, tout en retraçant son parcours professionnel. Ensuite, au regard des informations obtenues lors de la première partie de l'entretien, nous demandions quelles étaient les actions concrètes menées pour développer, encadrer, légitimer ou contester l'activité minière métallifère de grande envergure et quels étaient les obstacles, les difficultés les plus fréquemment rencontrées (réelles ou perçues). Enfin, nous cherchions à clarifier avec quels partenaires ces actions étaient menées et quelles étaient les interactions particulièrement centrales dans le bon déroulement des fonctions (que nous recroisons ensuite, autant que faire se peut, lors d'un entretien avec les acteurs alors cités). Une attention toute particulière a été accordée aux représentations des territoires ainsi qu'à celles des acteurs avec qui l'enquêté était en interaction.

La place a toujours été laissée aux digressions, aux détours de la conversation. En effet, si les entretiens conduits étaient semi-directifs, leur dimension conversationnelle ne peut être omise. Menés sur le ton de la conversation, les moments où s'effaçait la relation enquêteur-enquêté étaient précieux tant pour rétablir une certaine confiance et tendre à la confiance que pour récolter des informations factuelles, des fichiers informatiques, se voir commenter des photos, s'entendre raconter des expériences personnelles du terrain. Aussi, une feuille de papier blanche était toujours, dans la mesure du possible et suivant les conditions matérielles de l'entretien<sup>111</sup>, disposée devant l'enquêté pour qu'il puisse, s'il en ressentait le besoin, schématiser les espaces évoqués. Bien souvent, ce support était aussi utilisé par les enquêtés qui s'en servaient pour griffonner des schémas reprenant les différents échelons évoqués et leurs différentes responsabilités (Illustration 4, p. 135). Ces griffonnages, ces dessins réalisés par les enquêtés, étaient souvent sujets de commentaires qui permettaient de nourrir les échanges et de les relancer. Enfin, cherchant à saisir les pratiques autant que les représentations de nos enquêtés, nous attachions grande importance au contenu latent des échanges.

---

<sup>111</sup> La plus grande partie des entretiens s'est déroulée sur le lieu de travail des enquêtés, exceptée pour ceux conduits auprès des habitants ou militants, qui, de manière générale, nous ont accueillis chez eux.

Illustration 4. Exemples de griffonnages récoltés pendant les entretiens



En haut, schéma reprenant la différence entre fidéicomis provinciaux dans la province de San Juan et la répartition de la rente minière, entre la municipalité, le ministère provincial de l'activité minière et l'Etat fédéral, réalisé par la directrice du sous-secrétariat d'Etat Développement durable de l'activité minière.

En bas à gauche, représentation spatiale du projet minier San Jorge et de son environnement direct par un membre de l'organisation socio-environnementale des autoconvocados de Uspallata (province de Mendoza).

Réalisation : Mathilde Denoël, 2018.

Source : Carnets de terrain, Mathilde Denoël, 2016.

Mené donc sur un mode compréhensif, nous considérons que l'entretien est toujours « une configuration interindividuelle où une personne sollicite la parole d'une autre à propos d'un sujet donné, en lui reconnaissant de façon effective un droit à l'intersubjectivité, c'est-à-dire un droit à une subjectivité autonome » (Matthey, 2005, § 15). Cette écoute bienveillante, ces interactions verbales et non-verbales n'ont, pour autant, pas pour but de dresser un portrait psychologique des enquêtés mais bien de dégager de ces échanges les caractéristiques communes — ou non — des relations entre sociétés et territoires – ici miniers.

Ce dispositif méthodologique *polymorphique*, dans le sens où il a reposé sur plusieurs techniques d'investigation — mêlant participation à des événements de promotion minière, conversations et entretiens semi-directifs — a été complété par de l'observation située au plus proche des sites miniers (ceux-ci ayant été visités et où des entretiens ont été conduits, mais où il était impossible de rester au-delà du temps de la visite encadrée), dans les petites villes avoisinantes (Uspallata pour le projet San Jorge dans la province de Mendoza, Calingasta et Barreal pour la mine de Casposo dans la province de San Juan, et Humahuaca, Abra Pampa et El Aguilar pour la mine de El Aguilar dans la province de Jujuy) et dans les capitales provinciales. En effet, ces moments d'observation, souvent précédés ou suivis par une visite aux côtés des acteurs de l'activité minière métallifère de grande envergure, permettaient de photographier et d'annoter, sur nos carnets de terrain, des observations venant corroborer ou nuancer les propos tenus par les acteurs de l'activité. Ils permettaient aussi et surtout de déclencher « toute une série de processus informels par lesquels un chercheur s'accoutume à comprendre l'ensemble des codes sociaux et les logiques sociales de comportement, à leur niveau le plus palpable, le plus quotidien. C'est de l'ordre de la boîte noire » (Olivier de Sardan, 2001, p. 67). Notre observation concernait donc « à la fois, celle des pratiques et celles des traces laissées par les pratiques dans l'espace » (Blot, 2005, p. 69). Ainsi mieux imprégné des réalités locales, « l'observation est alors [pour l'enquêteur] un mode de recueil de données, mais aussi un mode de confrontation directe entre discours et pratiques. » (Blot, 2005, p. 69).

Enfin, les sources écrites sont venues compléter ce recueil de données. En dehors de la bibliographie scientifique mobilisée, nous avons effectivement pris soin, sur le terrain, de toujours conserver les documents que les enquêtés nous transmettaient (documents de communication des ministères ou des entreprises, rapports, bilans financiers, documents de projets, mais aussi tableaux informatiques auxquels se référaient

les enquêtés lors des entretiens, etc.). Nous nous sommes également abonnés à des « Newsletters minières », identifiées grâce aux acteurs interviewés, telles que *Mining Press* ou *EnerNews*, gérées par des organes de presse spécialisés et localisés en Amérique latine (en Argentine pour les deux exemples cités). Ces documents, pour la majeure part en espagnol, sont ceux qui occupent les tables des couloirs des ministères et des sièges locaux des entreprises et que les enquêtés semblent eux-mêmes consulter. Ils ont donc été mobilisés afin de nous tenir informés, même à distance du terrain. Ils étaient aussi des supports venant étayer nos analyses, dans la mesure où ils relatent des faits et qu'ils véhiculent un discours commun aux entreprises, aux pouvoirs publics et aux organisations sectorielles, dont les membres signent notamment et souvent les notes éditoriales.

## 2. Entre analyse textuelle et analyse thématique des entretiens et des prises de parole

Au total, 18 prises de paroles officielles lors d'événements de promotion de l'activité ont été intégralement retranscrites (Figure 11, p. 138) ainsi que 43 entretiens (0, p. 139). Ce corpus a servi de base aux analyses de discours quantitatives menées avec le logiciel d'analyse textuelle IRaMuTeQ. Chacune des retranscriptions est donc un *texte*, considéré comme la première unité d'analyse. À chacun de ces textes ont été associées six *variables* permettant d'effectuer une analyse répondant à nos hypothèses de recherche et permettant de caractériser le discours des acteurs.

Quatre variables étaient relativement factuelles :

- Variable « Nom et prénom »
- Variable « Date »
- Variable « Type de discours » : il peut s'agir de la retranscription d'un entretien ou d'une prise de parole officielle (\*Typ\_Entr, \*Typ\_Disc)
- Variable « Province » : à partir du niveau provincial, quelle province est concernée par le discours tenu (\*Prov\_Ju, \*Prov\_SaJ, \*Prov\_Men, \*Prov\_F)

Deux variables supplémentaires, plus analytiques et reflétant davantage notre démarche de recherche, visaient principalement à savoir *qui parle* et *d'où il parle* :

- Variable « Catégorie d'acteur » : le locuteur peut avoir été entendu au nom de sa participation au sein d'une entreprise, de l'État, d'une organisation sectorielle, de son rôle d'intermédiaire ou du fait qu'il soit travailleur, habitant à proximité d'un site

minier ou militant socio-environnementaliste (\*Cat\_Ent, \*Cat\_Etat, \*Cat\_OS, \*Cat\_AI, \*Cat\_SC).

- Variable « Échelle d'intervention » : caractérise l'échelle où le locuteur agit, du fédéral au local (\*EI\_Fed, \*EI\_Prov, \*EI\_Loc)

À partir de ces textes, et comme l'explique Valentina Locher (2015, p. 282-283) :

« Le logiciel distingue les *mots pleins* des *mots outils* — en général les mots de liaison — présents dans l'ensemble du corpus, et l'analyse portera seulement sur les premiers. Le logiciel va ensuite reconnaître les formes — ou mots pleins — au sein des textes. À partir de ces textes, le logiciel calcule des *Segments de Textes* (ST) qui peuvent être définis comme une séquence, de longueur comparable, de mots pleins. Autrement dit, le logiciel découpe le texte de manière arbitraire en un ensemble de segments, chacun rendant compte, cependant, d'associations significatives d'idées et de proximité temporelle ou géographique, à partir des cooccurrences de mots pleins qui sont le fait des sujets énonciateurs. »

**Figure 11.** Liste des prises de paroles officielles retranscrites

N	Echelle d'intervention	Province	Acteur	Evènement minier
1	Provinciale	Mendoza	Avocat spécialisé en affaires minières – Membre de la Asamblea de autoconvocados de Mendoza	Foro por el Agua
2	Provinciale	Mendoza	Membre de la Asamblea de autoconvocados de Uspallata	
3	Fédérale	Jujuy	Editorialiste pour Panorama Minero	Curso de Minería para no mineros
4	Locale	Jujuy	Gérante du groupe Orocobre, présidente de l'entreprise d'exploration South American Salars et Responsable de la RSE de Orocobre	
5	Provinciale	Jujuy	Ex secrétaire d'état provincial de l'activité minière et des ressources énergétiques de Salta, ex député y président de la Commission à l'activité minière de la chambre des députés de Salta	
6	Fédérale	Jujuy	Avocat d'entreprises électriques, Ex-directeur de la CEADE (Cámara de Empresarios Argentinos de la Energía), Gérant général de la CAEM	
7	Provinciale	Jujuy	Président CASEMI Jujuy	
8	Locale	Jujuy	Employée de Goldcorp Cerro Negro	Foro Mujeres trabajando en minería
9	Locale	Jujuy	Employée de Salar de Jujuy	
10	Locale	Jujuy	Employée de Minera Alumbrera - Comité de santé et gestion des risques	
11	Locale	Jujuy	Assistante en relations communautaires pour Exar SA et représentante de la communauté Puesto Sey	Seminario Minería y Desarrollo Sustentable
12	Fédérale	//	Directeur général du développement du marché minier global pour TSX (Toronto Stock Exchange and TSX Venture Exchange)	
13	Fédérale	//	Gouverneur de la province de Buenos Aires et candidat aux élections présidentielles	
14	Fédérale	//	Secrétaire général de l'AOMA, président de la Obra Social de la Actividad Minera	
15	Fédérale	//	Président de la CASEMI et de l'entreprise Mining World Sociedad Anónima	
16	Provinciale	San Juan	Directeur exécutif de Barrick Argentina, responsabilités exercées dans les projets de Veladero, Lama et El Carmen	
17	Provinciale	San Juan	Gouverneur de la province de San Juan	
18	Provinciale	Jujuy	Gouverneur de la province de Jujuy, président OFEMI	

Figure 12. Liste des entretiens retranscrits

N	Echelle d'intervention	Province	Acteur
1	Fédérale	//	Avocat spécialisé en affaires minières
2	Fédérale	//	Directeur exécutif et actionnaire d'une entreprise Junior minière en exploration
3	Fédérale	//	Chargé de communication du Secrétariat d'Etat fédéral de l'activité minière
4	Fédérale	//	Secrétaire d'Etat au Secrétariat d'Etat fédéral de l'activité minière
5	Fédérale	//	Ex-Directeur de la CAEM, Avocat spécialisé en affaires minières
6	Locale	Jujuy	Responsables de la RSE de Mina Aguilar
7	Locale	Jujuy	Gérant général de Mina Aguilar
8	Provinciale	Jujuy	Directeur de l'entreprise paraétatique JEMSE
9	Provinciale	Jujuy	Juge des affaires minières
10	Provinciale	Jujuy	Coordinateur de la coopération Internationale au Ministère des relations internationales
11	Provinciale	Jujuy	Secrétaire d'Etat au Secrétariat d'Etat de l'activité minière
12	Provinciale	Jujuy	Président de la CAEM
13	Locale	Jujuy	Habitant à proximité d'un site minier, né sur le site (famille de mineurs)
14	Locale	Jujuy	Travailleur
15	Locale	Jujuy	Ex-travailleur minier, syndicaliste, retraité
16	Locale	Jujuy	Employé à la fonderie de Palpala (Minera Aguilar)
17	Locale	Jujuy	Guide touristique, membre de la communauté Cueva Del Inca
18	Provinciale	Mendoza	Avocat spécialisé en affaires minières, membre de la asamblea de autoconvocados de Mendoza
19	Locale	Mendoza	Responsable de la RSE de San Jorge
20	Locale	Mendoza	Avocat du projet San Jorge et de la CAMEM
21	Provinciale	Mendoza	Sous-secrétaire à la promotion de l'activité au Secrétariat d'Etat de l'activité minière
22	Provinciale	Mendoza	Secrétaire d'Etat du Secrétariat d'Etat de l'activité minière
23	Provinciale	Mendoza	Président de la CASEMI
24	Provinciale	Mendoza	Président de la CAMEM
25	Locale	Mendoza	Ex-Curé de Uspallata, membre de la Asamblea de autoconvocados Uspallata
26	Locale	Mendoza	Journaliste à Radio la Paquita, membre de la Asamblea de autoconvocados Uspallata
27	Provinciale	Mendoza	Membre de la Asamblea de autoconvocados de Uspallata
28	Provinciale	Mendoza	Membre de la Asamblea de autoconvocados de Mendoza, Employé du Parque del Leoncito (Calingasta)
29	Provinciale	Mendoza	Membre de la Asamblea de autoconvocados de Uspallata
30	Locale	San Juan	Responsable de la RSE (Valores Compartidos) de Casposo
31	Locale	San Juan	Responsables des Services généraux de Gualcamayo
32	Locale	San Juan	Gérant général de Gualcamayo
33	Locale	San Juan	Intendant de Calingasta
34	Locale	San Juan	Intendant de Jachal
35	Provinciale	San Juan	Ministre au Ministère de production de San Juan
36	Provinciale	San Juan	Sous secrétaire d'Etat de la direction technique au Ministère de l'activité minière
37	Provinciale	San Juan	Conseiller du ministre au Ministère de l'activité minière
38	Provinciale	San Juan	Secrétaire d'Etat au Ministère de l'activité minière
39	Provinciale	San Juan	Secrétariat d'Etat au Ministère de l'environnement
40	Provinciale	San Juan	Sous secrétaire d'Etat de l'Activité Minière Durable au Ministère de l'activité minière
41	Provinciale	San Juan	Sous secrétaire d'Etat à la direction Hydraulique au Ministère de l'activité minière
42	Provinciale	San Juan	Président de la GEMERA
43	Provinciale	San Juan	Travailleur - Représentant syndical AOMA

C'est sur la base de ces *segments de texte* que le logiciel va, dans un second temps, regrouper les segments de texte dans des classes lexicales, définies grâce à la Classification Descendante Hiérarchique (CDH). Comme l'expliquent Pierre Ratinaud et Pascal Marchand (2015, p. 62), le logiciel IRaMuTeQ repose notamment sur la méthode dite de « classification Reinert » :

« Cette méthode d'analyse part d'un tableau de présence/absence qui croise les segments de texte avec les formes pleines du corpus. L'objectif de l'analyse, qui opère par bipartitions successives du tableau sur la base d'une analyse factorielle des correspondances, est de réunir les segments de texte qui ont tendance à contenir les mêmes formes dans des ensembles que l'on nomme "classe". »

Cette classification repose sur le calcul d'un  $\chi^2$  par forme lexicale, et permet d'identifier le degré d'appartenance de cette forme à une classe lexicale. Ce processus est

réitéré par le logiciel jusqu'à l'obtention de classes stables, ou chaque classe « rassemble les segments de texte ayant les mots et les cooccurrences de mots les plus proches, en s'opposant aux autres regroupements de suites de mots qui forment d'autres classes » (Locher, 2015, p. 283) et forme un monde lexical révélateur de représentations sociales communes. En effet, « il s'agit, non pas de comparer les distributions statistiques des « mots » dans différents corpus, mais d'étudier la structure formelle de leurs cooccurrences dans les « énoncés » d'un corpus donné » (Reinert, 1993, p. 9). Cette étape de travail nous a donc permis de rendre compte des formes lexicales les plus mobilisées et des différentes classes lexicales représentatives du discours tenu par les sujets-énonciateurs.

L'interprétation de ces profils lexicaux effectuée dans la suite de ce travail ainsi que l'analyse des sous-corpus (par variable ou modalité) nous a permis d'identifier les qualificatifs les plus utilisés par les acteurs vis-à-vis de l'activité et de son espace en mettant en évidence les formes les plus actives et les plus représentatives des entretiens et prises de paroles constituant notre corpus. Elle met aussi au jour les différences dans les manières d'analyser les espaces et les problématiques liées à l'activité minière métallifère de grande envergure. Enfin, la définition de variables différenciant « qui parle », depuis quelle position, quelle catégorie d'acteurs, et à quelle échelle d'intervention nous a permis d'affiner ces résultats en distinguant les mondes lexicaux selon les acteurs, les territoires et les échelles d'intervention. En effet, l'identification de lexèmes renvoie à « l'objet référentiel » (parle-t-on de « nature », de « territoire », de « ressource », de « minerais », de « populations », etc.), quand celle d'énoncés permet de mettre à jour des « points de vue » relatifs à ces objets référentiels, définissant conjointement un « monde lexical » « défini comme la trace d'un lieu référentiel et l'indice d'une forme de cohérence liée à l'activité spécifique du sujet énonciateur » (Ratinaud, Marchand, 2015, p. 58). Ces mondes lexicaux sont, ici, considérés comme révélateurs de sens chez les acteurs et comme révélateurs des mondes réels définis par l'implantation et le développement de l'activité minière métallifère de grande envergure.

Proposée ici en tant qu'expérimentation méthodologique<sup>112</sup>, il faut cependant rappeler que cette analyse textuelle quantitative, qui sera mobilisée tout au long du mémoire (particulièrement dans le Chapitre 4), est d'abord « *uma ferramenta para processá-los [dados], portanto, não conclui essa análise, já que a interpretação é essencial e é de responsabilidade do pesquisador* »<sup>113</sup> (Termuui Maruyama Kami *et al.*, 2016, p. 2). Cette méthode-outil a été donc couplée à une analyse plus classique et qualitative des entretiens, des prises de parole et des carnets de terrain. En effet, « les résultats [obtenus grâce au logiciel IRaMuTeQ] doivent être utilisés avec précaution et leur interprétation nécessite un retour systématique au texte – permis par le concordancier – ainsi qu'une bonne connaissance du corpus » (Arnoult, 2015, p. 298). Nous avons donc sans cesse croisé les résultats de l'analyse textuelle automatisée à celle des concordanciers<sup>114</sup> : elle permet de remettre dans leur contexte d'énonciation les formes les plus significatives.

Nous nous sommes également appuyés sur l'ensemble du corpus retranscrit d'entretiens, sans passer cette fois par le logiciel, et en adoptant une analyse thématique des entretiens (d'où sont tirés les extraits de verbatim mobilisés dans la suite de cette recherche). L'analyse textuelle quantitative a donc été couplée à une analyse thématique des entretiens et des prises de parole retranscrites, soit intégralement, soit partiellement à l'aide d'une grille d'analyse thématique. Elle a été construite autour de quatre grands axes : les représentations associées à l'activité, les représentations associées au territoire, les pratiques déployées par les acteurs de l'activité, les outils de légitimation de l'activité. Cette analyse thématique des discours tenus par nos enquêtés a permis de faire ressortir des noyaux de sens « qui ont une fréquence importante dans les discours » et qui organisent donc les discours en « unité de sens implicites » (Sales-Wuillemin, 2006, p. 25). Ces noyaux de sens sont venus nourrir notre analyse qui peut donc être qualifiée de *multimodale* dans le sens où l'analyse textuelle a été menée de front à l'analyse thématique du corpus.

---

<sup>112</sup> Nous n'en sommes pas spécialistes : deux formations d'une journée ont été réalisées dans le cadre du parcours doctoral, et un premier travail mobilisant cet outil a été réalisé autour des 130 thèses soutenues au sein de l'équipe Dynamiques Rurales. Deux posters reprenant les principaux résultats de cette enquête ont été présentés dans le cadre des Journées rurales 2016 (Lazaro, Denoël, Blache, 2016 ; Denoël, Lazaro, Blache, 2016) et un article est à paraître dans un ouvrage collectif dirigé par Bernard Charlery, Fabienne Cavallé et Michaël Pouzenc (Denoël, Blache, Lazaro, 2019, à paraître). La mobilisation de ce logiciel est donc le fruit d'une volonté d'enrichir, par la mobilisation de logiciels d'analyse automatisée des discours, la palette de nos outils méthodologiques, par ailleurs assez classiques et situés dans une approche qualitative et socio-anthropologique.

<sup>113</sup> [un outil pour les traiter [les données], donc, ne permet pas de conclure les analyses, puisque l'interprétation est essentielle et relève de la responsabilité du chercheur.]

<sup>114</sup> Le concordancier est le fichier généré par le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2 qui rassemble tous les segments de texte où apparaît une forme lexicale choisie. En d'autres termes, il permet d'afficher le contexte d'utilisation d'une forme dans un corpus.

Cette analyse multimodale des discours a été effectuée afin d'identifier tant les éléments de langages *moteurs* dans les pratiques des acteurs de l'activité que ceux qui sont les *produits* des pratiques des acteurs de l'activité. En effet, le dispositif de consensus construit dans le cadre de l'extractivisme et du néo-extractivisme repose sur un discours politique particulier qui précède autant qu'il ne découle du développement de l'activité minière. À ce titre, Silvina Giovannini, Mauro Orellana, Dolores Rocchietti et Angélica Vega explicitent en s'appuyant sur les travaux de Mauricio Lazzarato (2006) que :

“en las actuales sociedades de control las empresas, mas allá de ofrecer un servicio o un producto, crean un mundo e intentan anular otros posibles. La lógica publicitaria excede sus propios límites invadiendo los diversos órdenes de la vida social para generar determinadas ‘maneras de sentir’ que son constituidas para ‘solicitar maneras de vivir’. Este autor [Mauricio Lazzarato] afirma que el capitalismo contemporáneo llega primero con las palabras, los signos y las imágenes”<sup>115</sup>.

Nous avons donc travaillé dans une perspective de triangulation méthodologique – entendue comme le déploiement de « différentes méthodes et techniques pour étudier le même phénomène particulier » (Apostolidis, 2005, p. 15). En effet, « la triangulation en tant que cadre pour penser la pluri-méthodologie dans l'étude des représentations sociales présente un intérêt primordial pour une approche qui s'intéresse à l'analyse des contenus spécifiques de représentation concernant un objet du monde social » (Apostolidis, 2005, p. 16).

### 3. L'observation et la pratique du terrain comme outil de confrontation

Cette analyse du discours ne suffit cependant pas à bâtir une méthodologie permettant de confronter discours et pratiques. Notre dispositif méthodologique cherche donc à confronter les données « émiques », définies par Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995 b, p. 11) comme « les données discursives entendant donner accès aux représentations des acteurs », aux données « étiques », entendues comme « les données construites par des dispositifs d'observation ou de mesure ». Ces données « étiques » sont composées des observations annotées dans nos carnets de terrain, réalisées tant lors des événements de promotion de l'activité minière que lors de séjours sur le terrain (dans les capitales provinciales, dans les villes à proximité des sites miniers, sur les sites miniers,

---

<sup>115</sup> [Dans les sociétés de contrôle d'aujourd'hui, les entreprises, au-delà d'offrir un service ou un produit, créent un monde et tentent d'en annuler d'autres possibles. La logique publicitaire dépasse ses propres limites en envahissant les différents ordres de la vie sociale afin de générer certaines « manières de sentir » qui sont constituées pour « solliciter des manières de vivre ». Cet auteur [Mauricio Lazzarato] affirme que le capitalisme contemporain passe avant tout par les mots, les signes et les images] (Giovannini *et al.*, 2010, p. 266, trad. M. Denoël).

*etc.*). Elles s'accompagnent généralement de photographies, bien que le contexte de recherche n'ait pas toujours facilité la prise de ces dernières : souvent accompagnés des acteurs soutenant le développement de l'activité minière métallifère de grande envergure, nombre de nos déplacements sur le terrain étaient effectués à leurs côtés et rythmés par eux. Il était donc parfois difficile de demander, lors d'un trajet en 4x4 par exemple, au secrétaire d'État ou au représentant de l'entreprise de s'arrêter (tant dans le déplacement que dans la conversation) pour photographier une habitation précaire ou la vétusté d'un chemin emprunté. Nous avons donc essayé, le plus possible, de revenir sur nos pas, mais les situations d'éloignement des sites visités ainsi que le rythme du séjour ne l'ont pas toujours autorisé. Nous annotions alors, autant que possible, des indications permettant la description des lieux. Ces « passages » sur certains terrains ont favorisés une imprégnation dont le rôle est important à l'heure de la conceptualisation, de l'analyse et de l'interprétation. Cette imprégnation se retrouve tout au long de ce travail et vient nourrir les réflexions qui y sont proposées. Cette « boîte noire », les observations et photographies, tout comme la consultation de sources écrites (documents officiels, documents de promotion ou de communication, newsletters minières, *etc.*) ont permis la confrontation des représentations et des pratiques, des discours et des faits.

## Conclusion du troisième chapitre

Les terrains miniers confrontent le géographe à des situations d'enquête particulières à cet environnement qui se caractérisent par une accessibilité réduite et des systèmes d'acteurs complexes et parfois difficiles, eux aussi, à approcher. Ce chapitre a montré donc quelles ont été les difficultés rencontrées et les stratégies déployées pour les contourner ou les mettre à profit. Concernant le choix de travailler sur les partisans de l'activité, nous avons commencé par expliciter ses raisons qui sont d'ordre scientifique d'abord, mais aussi le résultat de notre trajectoire personnelle et d'un positionnement éthique au regard du sens et de la finalité des connaissances que nous pensons proposer dans ce travail. En dévoilant ensuite nos pratiques de terrain (Céfaï, 2003), nous participons à mettre à jour les processus de construction de la connaissance. Dans le cas de cette étude, s'approprier une langue étrangère et un lexique adapté ont participé à rendre possible le contact avec les enquêtés, au même titre que mon statut d'étranger m'a permis d'entrer en contact avec les partisans d'une activité fortement contestée par une partie des chercheurs argentins en sciences humaines et sociales. Dans un monde social qui n'est pas celui du chercheur, et qui, en un sens, le domine, nous avons aussi mis en lumière la nécessité d'adopter une *hexis* corporelle propre aux situations d'enquêtes. Enfin, et si être femme dans un monde d'hommes a pu, dans certaines situations, nous mettre en difficulté, nous avons aussi montré comment ces différences de genre ont été mises à profit. Outre ces singularités du monde minier avec lesquelles il a fallu composer, les terrains parcourus revêtent des caractéristiques spatiales et matérielles — notamment des conditions réduites d'accès — qui peuvent favoriser une certaine dépendance de l'enquêteur à l'enquêté. Si cette donnée peut être vue comme un biais méthodologique, elle a aussi participé à la collecte de données — notamment sur les interactions entre l'enquêteur et le territoire.

Face à ce terrain multiacteurs et multisitué, aux enjeux singuliers, le dispositif méthodologique développé est polymorphe : participation à des événements miniers, conversations, entretiens, observations et recueil de sources primaires écrites ont permis l'obtention de données. Ce corpus composite de données a été examiné à l'aide d'une méthode d'analyse mêlant analyse textuelle quantitative, permettant de dégager les mondes lexicaux, pensés comme révélateurs des représentations sociales, et analyse qualitative thématique, facilitant l'identification de noyaux de sens. Multimodale, l'analyse

a été complétée par une étude des informations annotées dans les carnets de terrain et des photographies réalisées lors des arpentages opérés.

Finalement, et comme dans la plupart des travaux qui emploient la méthode qualitative, il y a dans ce travail et dans le processus d'enquête réalisé une part de « bricolage » (Becker, [1988] 2002). Cela permet de s'adapter à un terrain et à ses contraintes. Car, comme le souligne Sylvain Guyot (2008), « les enquêtes et la collecte d'informations ne peuvent pas s'envisager uniquement de manière rigide et préétablie, même si toutefois certains objectifs scientifiques, normes et règles doivent conduire le chercheur ». Les « bricolages » sont donc constitués d'arrangements avec le terrain et avec les enquêtés, qui sont nos intermédiaires pour accéder à notre objet d'étude. Ils permettent « d'apporter un éclairage sur ce qui fait la réalité et le quotidien de beaucoup de géographes sur le terrain » (Guyot, 2008). C'est ce que nous avons souhaité faire ici, en mettant à jour les conditions subjectives et sociales de la production des savoirs scientifiques sur les activités minières. En effet, les gageures ici révélées, le dispositif déployé et la méthode adoptée sont ceux qui nous ont permis de parvenir à une compréhension du fonctionnement des interactions entre les différents acteurs de l'activité minière métallifère de grande envergure, des représentations qui les animent et de leurs interdépendances au territoire local.



## Conclusion de la première partie

Cette partie visait à comprendre les conditions de l'implantation d'un modèle extractiviste en Argentine à partir des années 1990, ainsi qu'à identifier les logiques qui le sous-tendent. En d'autres termes, il s'agissait de questionner les modalités d'un aspect particulier du développement spatio-temporel inégal : la surexploitation de grands volumes de ressources naturelles, ici métallifères, en vue de leur exportation sous forme de *commodities*.

Dans le Chapitre 1, nous avons montré que le modèle extractiviste s'est implanté en Argentine dans un moment de libéralisation rapide de son économie, facilitant l'installation d'entreprises minières transnationales. Leur installation a eu comme conséquence un bouleversement productif — de nouveaux minerais sont exploités —, spatial — de nouveaux territoires, andins, sont concernés par l'extraction et une véritable décentralisation de la gestion des ressources est mise en place —, technique — l'extraction à ciel ouvert se généralise — et sociosystémique — de nouveaux acteurs, tels que les entreprises transnationales et les organisations sectorielles, apparaissent quand d'autres voient leur rôle être redéfini, tels que les entreprises minières locales ou l'État. L'État, dans un premier temps, fait fonction d'observateur et d'appareil régulateur de cette transnationalisation de l'économie, pariant sur les effets d'entraînement procurés par le renforcement de l'activité. Néanmoins, dans un contexte où les conflits socio-environnementaux se multiplient et où le référentiel du développement durable gagne du terrain à l'échelle internationale, la réception du déploiement de l'activité minière métallifère dans les territoires infranationaux est loin d'être homogène. Face à la contestation du modèle extractiviste qui prend de l'essor et suite à la crise qui ébranle le pays au début des années 2000, l'État déclare l'activité minière politique d'intérêt général et le système d'acteurs partisan de l'activité développe un dispositif de consensus visant à une meilleure acceptabilité du modèle extractiviste : une forte rhétorique nationale-populaire est employée et les activités extractives privées sont présentées comme porteuses de développement local, sources de revenus permettant d'alimenter les budgets nationaux, essentiels au financement des politiques publiques. C'est le passage au néo-extractivisme. Il s'accompagne d'une multiplication des acteurs impliqués, faisant écho à

la multiplication des instances qui s'observe dans le cadre de la mondialisation. Ces acteurs interagissent de manière multiscale et hybrident les logiques publique et privée.

Ce système d'acteurs portant le néo-extractivisme comme modèle hégémonique dans les territoires est structuré par des rapports de pouvoir, des conflits de représentation qui participent à façonner les territoires. Ils ont été l'objet du Chapitre 2 et sont au cœur de notre question de recherche sur les interdépendances entre le système multiacteurs et multiscale et les territoires concernés par l'avancée des frontières extractives. En effet, l'arrivée de l'activité minière métallifère de grande envergure dans des provinces jusqu'alors peu ou pas concernées par l'extraction de grands volumes de ressources minières suppose une mise en tension entre différentes représentations de la ressource. La diversité des scénarii miniers en Argentine laisse supposer que cette mise en tension ne peut s'expliquer seulement par des trajectoires spatio-temporelles nationales. Elle dépend aussi des transformations dans les rapports spatiaux entre les acteurs et avec les lieux de l'extraction, c'est-à-dire les territoires miniers infranationaux. Dans ce travail, ce sont justement les conditions de cette adaptation locale d'un modèle globalisé que nous interrogeons (Guibert, 2017 ; Martínez-Alier [2011] 2014). Si le néo-extractivisme est une construction hégémonique (Antonelli, 2010 ; Godfrid, 2016) qui fait écho aux processus d'accumulation par dépossession, nous questionnons, dans le cadre de rapports de pouvoir, les conditions de sa reterritorialisation (Swyngedouw, 2004). Nous nous attachons ainsi à comprendre la *part du local* dans un système globalisé où les ressources sont captées dans le cadre de l'extension des frontières du capitalisme. Pour ce faire, nous proposons de poser notre regard sur trois cas provinciaux : ceux de Jujuy, San Juan et Mendoza. Si le cas de Jujuy vient questionner les continuités coloniales à l'œuvre, celui de San Juan semble emblématique d'une co-construction publique-privée et multiscale d'un modèle néo-extractiviste. Le troisième, celui de Mendoza, laisse percevoir des freins et la nécessité, pour le modèle, de toujours réinventer les conditions de son implantation ou d'imposer de manière coercitive une activité rejetée à l'échelle locale.

Pour comprendre la multiplicité des interdépendances entre les acteurs néo-extractivistes et les territoires locaux, nous avons pensé un dispositif méthodologique (présenté en Chapitre 3) confrontant discours — pensé comme outil de pouvoir et comme expression des représentations le forgeant — et pratiques — participant à redéfinir les territoires. Ce dispositif a été conçu afin de traiter un recueil de données composites — conversations, entretiens, photographies, annotations... — effectué sur le terrain. Il est

polymorphe, dans la mesure où il mêle l'analyse des entretiens — quantitative et qualitative — et des observations réalisées *in situ*. Ce sont les données émiques et étiques qui en sont tirées que nous proposons d'exploiter dans la partie qui suit.



*Quand le local s'invite :  
des légitimations et des pratiques au gré des  
territoires*



## Introduction de la seconde partie

« “Le rapport de l’homme au monde est caractérisé par sa liberté à l’égard de l’environnement (Umweltfreiheit)”, liberté qui “implique la constitution langagière du monde” »  
(Gadamer, 1976, cité par Raffestin, 1988, p. 264)

Modèle hégémonique, participant du capitalisme et répondant de logiques hybrides et globalisées, le néo-extractivisme repose sur la conquête de nouveaux territoires dotés en ressources, exportables sous la forme de commodities, par un système d’acteurs complexe et multiscale, s’étalant du global au local. Le « local », pourtant, n’existe pas de manière homogène : les territoires, réceptacles des sociabilités, sont structurés par des rapports de pouvoir propres, fruits des actions qui s’inscrivent dans le temps et dans l’espace, menées par des « acteurs syntagmatiques » (Raffestin, 1980) situés à divers niveaux scalaires.

Concernant l’implantation de l’activité minière métallifère de grande envergure, la décentralisation de la gestion des ressources aux États provinciaux a accentué, en Argentine, les différentiels locaux : face à l’arrivée d’un « modèle », les territoires ne sont ni passifs, ni figés. De manière dynamique, ils se reconfigurent au gré des interactions qui les forment. Ainsi, nous faisons l’hypothèse dans le Chapitre 2 que le dispositif de consensus déployé afin de légitimer, de naturaliser et d’institutionnaliser l’activité minière métallifère de grande envergure ne peut se territorialiser à l’identique dans les provinces aux scénarii miniers hétérogènes. En effet, nous questionnons la capacité du modèle néo-extractiviste à s’adapter selon les provinces concernées par cet accaparement nouveau de ressources.

Pour mieux saisir ces interdépendances entre ce qui fait « modèle » et le *poids des territoires*, nous proposons de revenir, dans un premier chapitre (Chapitre 4), sur la légitimation et la naturalisation de l’activité. Nous y analysons les représentations qui forment les territoires, en distinguant ce qui fait fondements communs au modèle adopté à l’échelle provinciale (Chapitre 4, A) et ce qui relève de particularismes locaux, témoignant de différents degrés d’appropriation dans les territoires (Chapitre 4, B). Enfin, nous montrons comment ces pratiques discursives de légitimation sont, entre autres, mises au service de la naturalisation de l’activité *via* la construction d’un mythe minier

fédéral aux déclinaisons locales (Chapitre 4, C), l'inscrivant ainsi dans le temps, plus ou moins long, des espaces récemment ciblés par les acteurs partisans du déploiement minier.

Ensuite (Chapitre 5), nous nous attachons à montrer comment ces stratégies de légitimation et de naturalisation de l'activité connaissent différents degrés d'institutionnalisation dans les territoires. Nous commençons par souligner les mécanismes à l'œuvre, à l'échelle locale, d'hybridation des logiques public-privé, et insistons ainsi sur les divers seuils d'interpénétration entre les élites locales, médiateurs ou hybrides de la mondialisation et les sphères partisans du développement du secteur impliquées à d'autres échelles (Chapitre 5, A). Ce faisant, nous nous attachons à montrer comment les relations au sein même du système d'acteurs sont hétérogènes et dépendent aussi de choix effectués à l'échelle des territoires infranationaux : nous interrogeons ainsi leur capacité à conditionner le développement de l'activité et à impacter le modèle dans son ensemble. Ces degrés de collaboration entre acteurs répondant de différentes sphères ou échelles d'actions influencent aussi l'ancrage territorial des acteurs exogènes. Le développement territorial qui accompagne la mise en marche des projets miniers présente donc des points communs en termes de stratégies entrepreneuriales — telles que la RSE — mais se déploie de manière distincte sur les territoires (Chapitre 5, B). Il ne concerne pas toujours la même échelle d'implantation, les mêmes objets et les mêmes populations, témoignant de niveaux distincts d'intégration de l'activité dans les territoires et dans leurs tissus socioproductifs et politiques.

Enfin, nous revenons sur ce que nous enseigne cette confrontation des discours et des pratiques — légitimant, naturalisant, institutionnalisant et forgeant le dispositif de consensus néo-extractiviste — en termes de *poinds des territoires* dans la construction d'un modèle (Chapitre 6). Nous mettons en évidence que, si le modèle revêt bien des habits semblables dans tous les territoires concernés par l'expansion de ses frontières, ces derniers jouent aussi un rôle important dans son déploiement et sous-tendent une véritable politique d'échelles multiscalaires. Nous questionnons, en somme, les rapports de pouvoir, les interdépendances entre le global et le local dans l'affirmation capitaliste d'un modèle néo-extractiviste.

## Chapitre 4.

### Légitimation et naturalisation de l'activité, entre référentiels communs et tonalités territoriales

Voy, Vengo, Subo, Bajo  
 Todo para qué  
 Nada para mí

Minero soy  
 À la mina voy  
 A la muerte voy  
 Minero soy

Abro, Saco, Sudo, Sangro  
 Todo pa'l patrón

Nada pa'l dolor  
 Mira, Oye, Piensa, Grita  
 Nada es lo peor  
 Todo es lo mejor

Minero soy  
 À la mina voy  
 A la muerte voy  
 Minero soy  
 Humano soy

*Canción del minero,*  
 Victor Jara, 1978 <sup>116</sup>

Si le discours n'est pas seulement le reflet du modèle néo-extractiviste, mais aussi un outil de sa construction, et si, dans ce sens il est tant instrument que fondement du pouvoir, alors, il faut analyser le discours porté dans le cadre du déploiement de l'activité afin de comprendre les conditions d'acceptation du modèle. En effet, tout territoire est fait de représentations et, pour s'implanter, l'activité minière met en tension des représentations endogènes et exogènes aux territoires. L'analyse du discours peut nous permettre de dégager les différents mondes lexicaux permettant, ou non, son déploiement. Pour ce faire, nous avons adopté une méthode polymorphe qui mêle analyse textuelle quantitative et qualitative des résultats tirés du travail effectué avec le logiciel IRaMuTeQ 0,7 alpha 2 <sup>117</sup> et une analyse plus classique et thématique des entretiens. Nous mobilisons donc, outre les résultats quantitatifs, de nombreux extraits significatifs de *verbatim*.

<sup>116</sup> [Je vais, Je viens, Je monte, Je descends, Tout ça pour quoi, Rien pour moi // Je suis mineur, Je vais à la mine, À la mort, je vais, Je suis mineur // J'ouvre, J'enlève, Je sue, Je saigne, Tout ça pour le patron, Rien pour la douleur // Regarde, Ecoute, Pense, Cri, Il n'y a rien de pire, Toute chose est meilleure // Je suis mineur, Je vais à la mine, À la mort, je vais, Je suis mineur, Je suis humain] (*Canción del minero*, Victor Jara, 1978, trad. M. Denoël).

<sup>117</sup> Dans le point A, nous nous appuyons notamment sur le découpage du corpus général en « classes » effectué par le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2, que nous avons analysé et thématisé sous forme de tableaux (voir Figure 13, Figure 14, Illustration 9, et Figure 16). Dans le point B, nous avons constitué trois sous-corpus contenant uniquement les entretiens menés dans chacune des provinces, ce qui nous a permis de dégager les mondes lexicaux différenciés selon les territoires provinciaux. Dans les deux sous-parties (A et B), nous avons également effectué une analyse du concordancier permettant de remettre dans leur contexte d'énonciation les formes les plus significatives.

Dans un premier temps (A), l'univers lexical qui unit l'ensemble des représentations des acteurs interrogés est dépeint. Les éléments fondateurs du discours séducteur, bâti afin de légitimer l'activité, sont ainsi saisis. Cet univers se compose de quatre mondes lexicaux, chaque fois expression des mondes réels et perçus par l'ensemble ou par certaines catégories d'acteurs, ou encore relatifs à certaines échelles d'intervention des acteurs dans les territoires. Ce travail donne ainsi à voir les différents registres mobilisés dans le dispositif de consensus construit autour de l'activité minière.

Dans un second temps (B), nous voyons que l'existence de ce discours hégémonique n'empêche pas l'existence de variations discursives selon la province considérée. Cette différenciation territoriale dans les mondes lexicaux laisse présager des représentations diverses des territoires et de l'activité, qui participent à caractériser les relations d'interdépendance. Ainsi, l'univers lexical entourant l'activité ne renvoie pas toujours aux mêmes mondes — lexicaux, réels ou perçus — selon qu'il s'agit de la province de Jujuy, de San Juan ou de Mendoza.

Enfin, dans un troisième temps (C), nous montrons comment ces pratiques discursives différenciées sont mises au service de la naturalisation de l'activité grâce à la construction de mythes miniers. Cette naturalisation de l'activité par l'ancrage historique, si elle fait modèle dans le sens où elle est aussi mobilisée à l'échelle fédérale, connaît elle aussi ses déclinaisons territoriales. Nous verrons donc tour à tour comment l'histoire locale occupe une place importante dans la légitimation de l'activité dans les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza.

Ce chapitre permettra ainsi de dégager des observations relatives tant à la construction d'un univers lexical commun à tous les acteurs partisans de l'activité qu'aux variations territoriales qu'il connaît et de montrer comment ces particularismes locaux influent aussi sur la naturalisation de l'activité par la mobilisation de l'histoire non seulement fédérale, mais aussi locale.

## A. Un univers lexical et discursif commun...

L'analyse quantitative du corpus composé des entretiens et prises de paroles officielles a été réalisée à l'aide du logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2. Le corpus (Illustration 5) est composé de 62 textes et il est découpé en 10 494 segments de texte.

**Illustration 5.** Présentation du corpus et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

```

+--+--+--+--+--+--+--+
|i|R|a|M|u|T|e|Q| - Mon Jul 30 11:32:32 2018
+--+--+--+--+--+--+--+

Nombre de textes: 62
Nombre de segments de texte: 10494
Nombre de formes: 18135
Nombre d'occurrences: 366495
Nombre de lemmes: 10972
Nombre de formes actives: 10548
Nombre de formes supplémentaires: 417
Nombre de formes actives avec une fréquence >= 6: 2507
Moyenne de formes par segment: 34.924242
Nombre de classes: 4
7948 segments classés sur 10494 (75.74%)

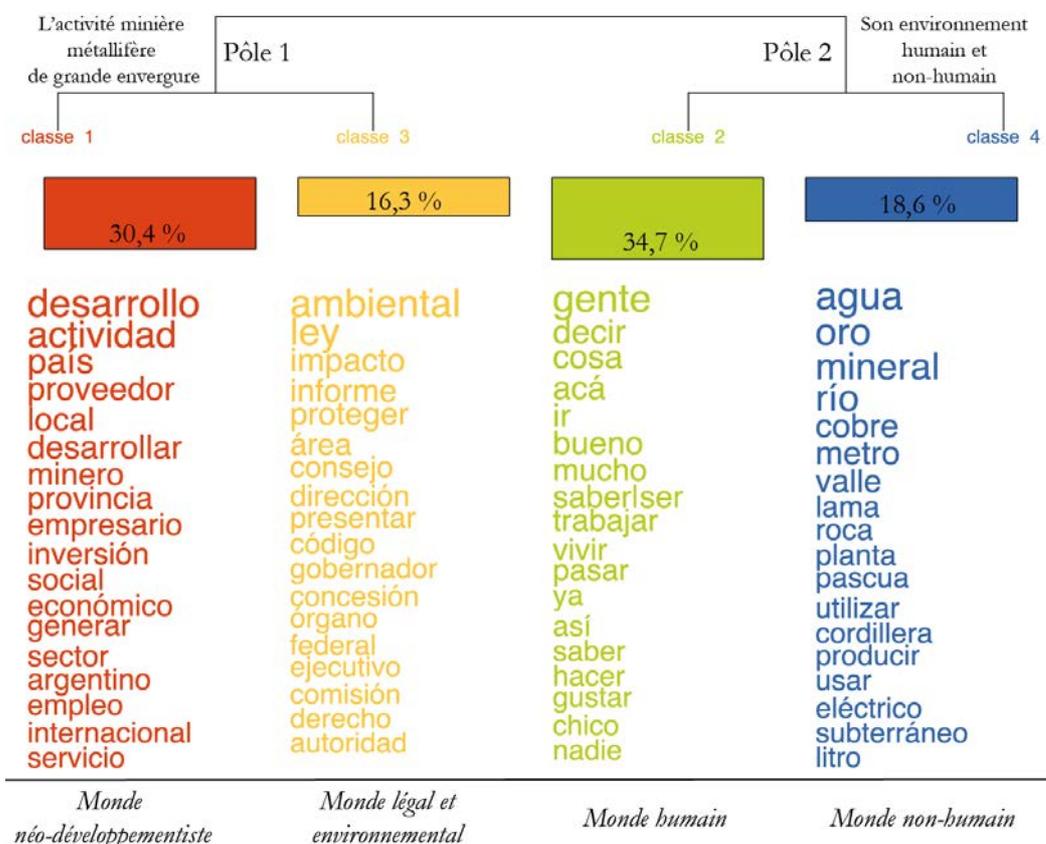
```

L'analyse de ce corpus permet d'appréhender les mondes lexicaux qui entourent l'activité minière métallifère de grande envergure, sans différencier les acteurs ou les échelles d'où ils se placent ou interviennent. Elle permet donc de saisir, dans la diversité des discours, les mondes lexicaux — et les formes lexicales qui les composent — les plus significatifs vis-à-vis de l'activité. En effet, et comme l'explique Valentina Locher (2015, p. 283) :

« Le logiciel dessine une matrice de présence de chacune des formes pleines dans chacun des segments de texte. Ce tableau de données de base permet au logiciel de regrouper les segments de texte en classes à partir d'un ensemble de formes pleines qui sont proches. Le processus utilise la classification descendante hiérarchique (CDH) qui consiste à attribuer à chaque forme un  $\chi^2$  d'association à une classe. La valeur de  $\chi^2$  indique la faible ou la forte appartenance à une classe. Ce pas, qui donne comme résultat deux classes qui regroupent les segments les plus écartés, c'est-à-dire qui maximisent les  $\chi^2$  des marges, est répété de manière itérative à l'intérieur des classes, jusqu'à l'obtention d'un nombre stable de classes. Ainsi, chaque classe rassemble les segments de texte ayant les mots et les cooccurrences de mots les plus proches, en s'opposant aux autres regroupements de suites de mots qui forment d'autres classes (Defalvart, 2003). Ces classes présentant un profil lexical commun forment des mondes lexicaux (Reinert, 1997). Ces mondes lexicaux sont révélateurs de représentations sociales puisqu'ils sont constitués d'un ensemble de représentations individuelles ancrées dans un contexte culturel. »

Dans notre cas, après analyse, 75,74 % des segments de texte (soit 7 948 segments) ont été répartis dans quatre classes (Illustration 6, p. 158).

**Illustration 6.** Dendrogramme présentant les quatre classes lexicales obtenues après CDH du corpus entier par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018, à partir du dendrogramme obtenu avec IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

Deux pôles se dégagent. Le premier est celui du développement, de l'encadrement et des représentations adoptées de l'activité minière de grande envergure. Il se compose de la **classe 1** (en rouge) et la **classe 3** (en jaune). L'interprétation générale des profils lexicaux de chaque classe permet de qualifier la classe 1 de *monde néo-développementiste*, la classe 3 de *monde légal et environnemental*. Le second pôle réunit lui la **classe 2** (en vert) et la **classe 4** (en bleue). La classe 2 peut être qualifiée de celle du *monde humain* dans la mesure où elle concentre les formes lexicales qualifiant les populations et leurs modes de vie. La classe 4 est celle du *monde non humain* dans le sens où elle regroupe principalement les formes lexicales permettant de qualifier la nature et les matières naturelles. Le second pôle est donc celui des mondes vivants dans lesquels et avec lesquels évolue l'activité minière métallifère de grande envergure. L'analyse plus fine de ces différentes classes, que nous vous proposons ici<sup>118</sup>, permet de comprendre comment divers mondes lexicaux sous-

<sup>118</sup> Nous analysons les classes en fonction de leur pôle d'appartenance, et commençons donc par la classe 1, puis la classe 3 (les deux appartenant au même pôle de sens) et continuons par l'analyse des classes 2 et 4.

tendent le discours hégémonique porté sur l'activité et à quelles représentations, quels construits sociaux ils se réfèrent.

### 1. La classe 1 : le monde lexical du néo-développementiste

La classe 1 regroupe 30,4 % des segments de texte de notre corpus (soit 2 416 segments). Assez générale, cette classe rassemble les éléments de présentation de l'activité : on y retrouve les lieux et échelles de l'activité, les acteurs et leurs rôles. Le champ lexical le plus spécifique représenté dans cette classe relativement large est celui de l'économie et de la finance (Figure 13, p. 160). Le vocabulaire qu'elle regroupe témoigne de l'association générale qui est faite par les personnes entretenues et entendues entre développement économique et activité minière métallifère de grande envergure. Cette classe est représentative du discours des acteurs situés à l'échelle fédérale ou provinciale et représentants du secteur public ou des organisations sectorielles (identifiés à l'aide des variables étoilées définies au moment de l'analyse du corpus). La présence très significative du terme *développement* (Illustration 7, p. 161) vient confirmer l'association établie entre les activités extractives et l'idéal de développement défendu à l'échelle fédérale. Caractéristique des argumentaires néo-extractivistes, l'utilisation de ce vocable est récurrente dans la présentation de l'activité minière métallifère de grande envergure : elle révèle la légitimation effectuée de l'activité. Lorena Bottaro et Marian Sola Álvarez (2015 a, p. 168) soulignent à ce propos que « *desde los gobiernos provinciales se propone a la megaminería como la alternativa capaz de promover el crecimiento y el desarrollo* »<sup>119</sup>. Les auteures (2015 b, p. 276-277) ajoutent que :

“es precisamente esta brecha, eso es, en el sentimiento de postergación histórica que habita en los imaginarios de las provincias que han quedado al margen de los procesos de industrialización o que participaron de un modo débil, donde se pretende anclar un imaginario en el cual la megaminería tenga incluso un ‘efecto redentor’, o de ‘reparación histórica’, como se esgrimía en los años 90. *Crecimiento, desarrollo, progreso* forman parte del discurso legitimador que resuena en territorios históricamente excluidos de la modernización”<sup>120</sup>.

<sup>119</sup> [L'activité minière de grande envergure est proposée par les gouvernements provinciaux comme une alternative capable de promouvoir la croissance et le développement] (Bottaro, Sola Álvarez, 2015 a, p. 168, trad. M. Denoël).

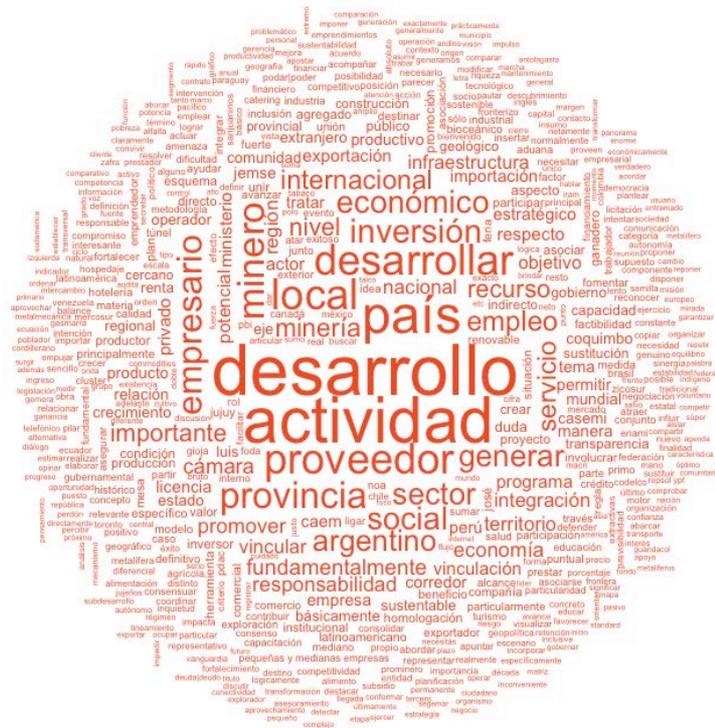
<sup>120</sup> [c'est précisément ce fossé, c'est-à-dire le sentiment de report historique qui habite l'imaginaire des provinces qui ont été exclues des processus d'industrialisation ou qui y ont participé de manière faible, où l'on prétend ancrer un imaginaire dans lequel la mégaminería a même un « effet rédempteur », ou de « réparation historique », comme on l'exerçait dans les années 90. *Croissance, développement, progrès* font partie du discours de légitimation qui résonne dans les territoires historiquement exclus de la modernisation.] (Bottaro, Sola Álvarez, 2015 b, p. 276 – 277, trad. M. Denoël).

Figure 13. Formes lexicales significatives de la classe 1

Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale
<b>L'ACTIVITÉ ET SON DÉVELOPPEMENT</b>		<b>ÉCONOMIE ET FINANCE</b>		<b>RÔLES, ATTITUDE DES ACTEURS</b>	
276,17	Desarrollo ( <i>développement</i> )	113,90	Inversión ( <i>investissement</i> )	60,95	Promover ( <i>promouvoir</i> )
247,70	Actividad ( <i>activité</i> )	107,91	Económico ( <i>économique</i> )	60,18	Responsabilidad ( <i>responsabilité</i> )
154,96	Desarrollar ( <i>développer</i> )	59,77	Economía ( <i>économie</i> )	55,61	Integración ( <i>intégration</i> )
104,30	Generar ( <i>générer</i> )	45,13	Exportación ( <i>exportation</i> )	55,29	Vincular ( <i>lier</i> )
92,44	Empleo ( <i>emploi</i> )	43,81	Importación ( <i>importation</i> )	48,21	Vinculación ( <i>lien</i> )
53,27	Infraestructura ( <i>infrastructure</i> )	38,52	Producto ( <i>produit</i> )	46,74	Respecto ( <i>respect</i> )
50,47	Objetivo ( <i>objectif</i> )	32,69	Renta ( <i>rente</i> )	43,00	licencia ( <i>autorisation</i> )
39,30	Productivo ( <i>productif</i> )	26,94	Agregado ( <i>ajouté</i> )	41,39	Permitir ( <i>permettre</i> )
37,34	Crecimiento ( <i>croissance</i> )	26,22	Valor ( <i>valeur</i> )	38,27	Relación ( <i>relation</i> )
36,24	Eje ( <i>axe</i> )	23,89	Comercial ( <i>commercial</i> )	33,55	Duda ( <i>doute</i> )
29,82	Sustitución ( <i>substitution</i> )	22,94	Beneficio ( <i>bénéfice</i> )	31,91	Capacidad ( <i>capacité</i> )
29,25	Crear ( <i>créer</i> )	20,63	Exportador ( <i>exportateur</i> )	30,41	Transparencia ( <i>transparence</i> )
27,42	Producción ( <i>production</i> )	20,46	Comercio ( <i>commerce</i> )	28,25	Promoción ( <i>promotion</i> )
27,42	Construcción ( <i>construction</i> )	18,34	Crédito ( <i>crédit</i> )	26,42	Asociar ( <i>associer</i> )
27,06	Indirecto ( <i>indirect</i> )	16,81	Aduana ( <i>douane</i> )	24,80	Unir ( <i>unir</i> )
26,72	Proyecto ( <i>projet</i> )	16,04	PBI ( <i>PIB</i> )	24,48	Participar ( <i>participer</i> )
26,09	Directo ( <i>direct</i> )	15,07	Financiamiento ( <i>financement</i> )	22,32	Involucrar ( <i>impliquer</i> )
24,71	Homologación ( <i>homologation</i> )	13,41	Mercado ( <i>marché</i> )	20,87	Unión ( <i>union</i> )
24,27	Herramienta ( <i>outil</i> )	13,32	Competitividad ( <i>compétitivité</i> )	19,90	Junto ( <i>ensemble</i> )
21,74	Factibilidad ( <i> faisabilité</i> )	13,09	Financiero ( <i>financier</i> )	19,60	Fomentar ( <i>promouvoir</i> )
18,74	Avanzar ( <i>avancer</i> )	12,34	Balance ( <i>balance</i> )	19,40	Ayudar ( <i>aider</i> )
18,32	Industrial ( <i>industriel</i> )	<b>LES ACTEURS DE L'ACTIVITÉ</b>		19,40	Participación ( <i>participation</i> )
17,81	Salud ( <i>santé</i> )	155,40	Proveedor ( <i>fournisseur</i> )	19,06	Inclusión ( <i>inclusion</i> )
17,67	Exploración ( <i>exploration</i> )	135,90	Mínero ( <i>minier</i> )	18,85	Integrar ( <i>intégrer</i> )
17,48	Fortalecer ( <i>renforcer</i> )	123,58	Empresario ( <i>entrepreneur</i> )	16,81	Sumar ( <i>ajouter</i> )
16,76	Industria ( <i>industrie</i> )	104,20	Sector ( <i>secteur</i> )	16,81	Asegurar ( <i>assurer</i> )
16,38	Educación ( <i>éducation</i> )	64,44	Cámara ( <i>chambre</i> )	16,04	Ligar ( <i>lier</i> )
15,92	ZICOSUR	46,08	Ministerio ( <i>ministère</i> )	16,04	Insertar ( <i>insérer</i> )
15,25	Capacitación ( <i>formation</i> )	45,95	Actor ( <i>acteur</i> )	15,92	Atar ( <i>lier</i> )
15,09	Agrícola ( <i>agricole</i> )	45,58	Privado ( <i>privé</i> )	14,57	Atraer ( <i>attirer</i> )
14,57	Competitivo ( <i>compétitif</i> )	43,02	CAEM	13,96	Defender ( <i>défendre</i> )
14,57	cluster	41,56	Empresa ( <i>entreprise</i> )	13,88	Representar ( <i>représenter</i> )
13,96	Turismo ( <i>tourisme</i> )	39,27	JEMSE	13,80	Reconocer ( <i>reconnaître</i> )
13,77	Catering ( <i>restauration</i> )	37,15	Estado ( <i>État</i> )	13,75	Consolidar ( <i>consolider</i> )
13,20	Crecer ( <i>croître</i> )	36,71	CASEMI	13,75	Consensuar ( <i>obtenir un accord</i> )
12,34	Hospedaje ( <i>logement</i> )	36,02	Extranjero ( <i>étranger</i> )	13,75	Asociarse ( <i>s'associer</i> )
11,83	Realizar ( <i>réaliser</i> )	36,00	Comunidad ( <i>communauté</i> )	13,32	Facilitar ( <i>faciliter</i> )
11,16	Tecnológico ( <i>technologique</i> )	35,02	Operador ( <i>opérateur</i> )	13,22	Actuar ( <i>agir</i> )
10,73	Obra ( <i>travaux</i> )	32,31	Gobierno ( <i>gouvernement</i> )	13,09	Compromiso ( <i>compromis</i> )
10,29	Emplear ( <i>employer</i> )	29,64	Público ( <i>public</i> )	13,01	Negociación ( <i> négociation</i> )
<b>PRESENTACIÓN DE L'ACTIVITÉ</b>		26,67	Inversor ( <i>investisseur</i> )	12,47	Acompañar ( <i>accompagner</i> )
79,41	Recurso ( <i>ressource</i> )	26,07	Ganadero ( <i>éleveur</i> )	12,34	Coordinar ( <i>coordonner</i> )
48,67	Potencial ( <i>potentiel</i> )	25,61	Productor ( <i>producteur</i> )	11,64	Previsibilidad ( <i>prévisibilité</i> )
43,57	Estratégico ( <i>stratégique</i> )	23,89	Institucional ( <i>institutionnel</i> )	11,15	Licitación ( <i>appel d'offre</i> )
30,45	Geológico ( <i>géologique</i> )	23,10	Mesa ( <i>table ronde, forum</i> )	10,13	Sinergia ( <i>synergie</i> )
33,60	Sustentable ( <i>durable</i> )	22,63	Compañía ( <i>compagnie</i> )	<b>LES LIEUX ET ECHELLES DE L'ACTIVITÉ</b>	
21,32	Renovable ( <i>renouvelable</i> )	19,06	Emprendedor ( <i>entrepreneur</i> )	155,18	Local ( <i>local</i> )
20,52	Modelo ( <i>modèle</i> )	17,09	Asociación ( <i>association</i> )	130,60	Provincia ( <i>province</i> )
19,34	Calidad ( <i>qualité</i> )	16,53	Trabajador ( <i>travailleur</i> )	86,60	Internacional ( <i>international</i> )
18,47	Materia ( <i>matière</i> )	14,57	Gubernamental ( <i>gouvernemental</i> )	57,20	Nacional ( <i>national</i> )
17,48	Regla ( <i>règle</i> )	14,57	pequeñas y medianas empresas (PME)	56,20	Territorio ( <i>territoire</i> )
14,57	Sostenible ( <i> durable</i> )	13,75	ENAMI	54,34	Región ( <i>région</i> )
13,75	Metodología ( <i>méthodologie</i> )	13,38	Socio ( <i>associé</i> )	39,19	Mundial ( <i>mondial</i> )
13,75	Amenaza ( <i>menace</i> )	13,37	Político ( <i>politique</i> )	31,75	Regional ( <i>régional</i> )
13,38	Positivo ( <i>positif</i> )	13,33	podar   poder ( <i>pouvoir</i> )	29,16	Cercano ( <i>proche</i> )
12,47	Responsable ( <i>responsable</i> )	11,64	Federación ( <i>fédération</i> )	26,64	Provincial ( <i>provincial</i> )
12,34	Extractivas ( <i>extractives</i> )	11,46	CODELCO	23,59	Latinoamericano ( <i>latino-américain</i> )
11,64	Consenso ( <i>consensus</i> )	11,16	Sanjuaninos ( <i>habitants de San Juan</i> )	22,52	Jujuy
11,57	Metalífera ( <i>métallifères</i> )	10,13	Prominero ( <i>pro minier</i> )	41,84	Corredor ( <i>couloir</i> )
11,46	Geopolítica ( <i>géopolitique</i> )	10,13	MERCOSUR	21,32	Bioceánico ( <i>biocéanique</i> )
11,30	Impacta ( <i>impacte</i> )			19,58	Túnel ( <i>tunnel</i> )
				18,34	PDAC
				18,34	NOA
				16,73	Brasil ( <i>Brésil</i> )
				15,73	Canadá ( <i>Canada</i> )
				15,13	Interno ( <i>interne</i> )
				13,77	Latinoamérica ( <i>Amérique latine</i> )
				13,32	México ( <i>Mexique</i> )
				13,09	Geográfico ( <i>géographique</i> )
				12,34	Fronterizo ( <i>frontalier</i> )

Réalisation : Mathilde Denoël, 2018, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

**Illustration 7.** Nuage de mots de la *classe 1* : le développement au centre de l'argumentaire



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

Cette première donnée vient confirmer l'existence d'une approche développementiste, reposant sur un imaginaire du développement historiquement hérité. Arturo Escobar (2007, p. 11) explique :

“Por casi cincuenta años, en América Latina, Asia y África se ha predicado un peculiar evangelio con un fervor intenso : el ‘desarrollo’. Formulado inicialmente en Estados Unidos y Europa durante los años que siguieron al fin de la Segunda Guerra Mundial y ansiosamente aceptado y mejorado por las elites y gobernantes del Tercer Mundo a partir de entonces, el modelo del desarrollo desde sus inicios contenía una propuesta históricamente inusitada desde un punto de vista antropológico : la transformación total de las culturas y formaciones sociales de tres continentes de acuerdo con los dictados de las del llamado Primer Mundo. Se confiaba en que, casi que por *fiat* tecnológico y económico y gracias a algo llamado planificación, de la noche a la mañana milenarias y complejas culturas se convirtieran en clones de los racionales occidentales de los países considerados económicamente avanzados.”<sup>121</sup>

<sup>121</sup> [Pendant près de cinquante ans, en Amérique latine, en Asie et en Afrique, un évangile particulier a été prêché avec une ferveur intense : celui du « développement ». Initialement formulé aux États-Unis et en Europe au cours des années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale et accepté avec enthousiasme par les élites et les dirigeants du Tiers Monde par la suite, le modèle de développement contient depuis le début une proposition inhabituelle d'un point de vue anthropologique : la transformation totale des cultures et des formations sociales des trois continents selon les diktats du prétendu premier monde. On espérait que, presque par un progrès technique et économique et grâce à quelque chose appelé planification, du jour au lendemain, des cultures millénaires et complexes deviendraient des clones des rationalismes occidentaux des pays considérés comme économiquement avancés.] (Escobar, 2007, p. 11, trad. M. Denoël).

Cet imaginaire de développement est donc la première représentation, intégrée par les acteurs rencontrés, sur laquelle repose la légitimation de l'activité depuis les années 1950. Les formes lexicales qui lui sont associées permettent de distinguer au moins trois types de représentations principales du développement qui sont, de fait, associées : le développement *économique*, le développement *humain* et le développement *durable*.

Concernant le développement *économique*, nous pouvons distinguer différentes approches. D'abord, se retrouvent des formes lexicales faisant référence au développement *via* le marché, telles qu'*investissement*, *valeur ajoutée*, *PIB*, *commerce*, *crédit*, *benefice*. Héritée des années 1990 — marquées par le Consensus de Washington et la libéralisation de l'économie et, dans le même temps, de l'activité minière métallifère de grande envergure — la mobilisation de ce champ lexical reflète « *la expansión de un discurso neoliberal, que demonizaba la acción del Estado y proponía reducir su capacidad reguladora a una expresión mínima, permitiendo así la liberación de las fuerzas « benéficas » del mercado* »<sup>122</sup> (Svampa, 2015, p. 26-27). Ensuite, nous retrouvons sous les gouvernements Kirchner des reminiscences, dans les discours, de la volonté de se développer en mettant en place une Industrialisation par Substitution des Importations (ISI). Ariel M. Slipak (2015, p. 40) souligne à ce titre que :

“por primera vez desde la etapa de industrialización por sustitución de importaciones, la industria vuelva a ocupar un rol central en la dinámica del crecimiento (Santarcángelo, 2013). Los gobiernos de Néstor Kirchner y Cristina Fernández – que asumen la conducción política del país a partir del año 2003 – adoptan una retórica en favor de la recomposición de un ‘capitalismo nacional’ o una restauración de la ‘burguesía nacional’ (Wainer, 2011).”<sup>123</sup>

Cette pensée est héritée de l'école de la dépendance qui s'est développée dans les années 1960 en Amérique latine, sous l'impulsion de la CEPAL. Maristella Svampa (2015, p. 26) indique à ce propos :

“Recordemos que la noción de desarrollo fue uno de los pilares del pensamiento latinoamericano. Para la CEPAL (Comisión Económica para América Latina y el Caribe), lejos de ser una cuestión de tiempo, como proponían ciertas visiones etapistas a la Rostow, la problemática del desarrollo estaba ligada a la estructura económica y a la división internacional del trabajo. Por ende, América Latina debía rechazar las formulas de la economía clásica, que condenaban al subcontinente a la especialización económica por país (las ‘ventajas comparativas’ de la producción primario-exportadora), para forjar un camino

<sup>122</sup> [l'expansion d'un discours néolibéral, qui a diabolisé l'action de l'État et proposé de réduire sa capacité réglementaire à une expression minimale, permettant ainsi la libération des forces « bénéfiques » du marché] (Svampa, 2015, p. 26-27, trad. M. Denoël).

<sup>123</sup> [Pour la première fois depuis l'industrialisation par substitution aux importations, l'industrie occupe à nouveau une place centrale dans la dynamique de la croissance (Santarcángelo, 2013). Les gouvernements de Néstor Kirchner et Cristina Fernández - qui assument la direction politique du pays depuis 2003 - adoptent une rhétorique en faveur de la recomposition d'un « capitalisme national » ou d'une restauration de la « bourgeoisie nationale » (Wainer, 2011).] (Slipak, 2015, p. 40, trad. M. Denoël).

‘propio’ hacia la industrialización. El ‘desarrollismo’ fue la resultante de esta propuesta innovadora, que recorrió intensos debates teóricos (en el que participaron las diferentes corrientes dependentistas) y fueron conformando un conjunto de ideas sobre las posibilidades de industrialización en la periferia capitalista.”<sup>124</sup>

Associés à l'idée d'exploitation intensive des ressources naturelles dans le cadre du consensus des *commodities*, le développementisme et la réaffirmation de l'État qui transparaissent dans cette classe sont toutefois différents de celui des années 1950-1970 :

“como afirma Félix, [un neodesarrollismo que] reconoce el poder del pueblo trabajador al interior del capital como fuerza subjetiva, hace referencia a la forma Estado, pero opera –sin embargo– en el marco de la sociedad posneoliberal donde predomina un mas amplio dominio de las relaciones capitalistas y el capital transnacional (Félix, 2001 y 2012)”<sup>125</sup> (Svampa, 2015, p. 33).

Cette approche néo-développementiste transparaît dans cette classe à travers la mobilisation significative des termes *fournisseurs, substitution, importation, industriel/industrie, petites et moyennes entreprises*, entre autres. En effet, lors des entretiens auprès des acteurs publics intervenant à l'échelle fédérale, une grande importance était souvent accordée aux fournisseurs locaux, rassemblés dans des organisations sectorielles telles que la CASEMI (aussi présente dans la classe lexicale) : dans les représentations, leur implication induit que les territoires locaux vont se développer. À l'échelle fédérale, en 2011, sous le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner, a d'ailleurs été mise en place la « *mesa de homologación* » (ce qui explique la présence significative de la forme *mesa*, ou *table ronde*, *forum* en français, dans la classe lexicale). Selon la personne (entretenu en mai 2015) alors en charge de la communication pour le Secrétariat d'État fédéral de l'activité minière :

“La mesa de sustitución y homologación está desde el año 2011. Fue una acción impulsada por el gobierno nacional a través de la Secretaría de Minería. Desde hace cinco años a esta parte, el gobierno nacional asumió una decisión que es la de tratar de sustituir las importaciones. Es decir, de que se produzca localmente muchas de las cosas que vienen de afuera. Fomentar la industria nacional, ese es el objetivo de fondo. Generar empleos, dinamizar la economía nacional, pero con un objetivo que tiene que ver no solamente con sustituir la importación sino tender al fortalecimiento de la industria nacional, a que finalmente el país deje de ser proveedor, y se convierta en productor, se convierta en un país

<sup>124</sup> [Rappelons que la notion de développement a été l'un des piliers de la pensée latino-américaine. Pour la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), loin d'être une question de temps, comme le proposent certaines visions telles que celle de Walt Whitman Rostow, le problème du développement est lié à la structure économique et à la division internationale du travail. Au final, l'Amérique latine a dû rejeter les formules de l'économie classique, qui condamnaient le sous-continent à la spécialisation économique par pays (les « avantages comparatifs » de la production de biens primaires pour l'exportation) pour forger une voie « propre » vers l'industrialisation. Le « développementisme » est le résultat de cette proposition novatrice, qui a fait l'objet de débats théoriques intenses (auxquels ont participé les différents courants de l'école de la dépendance) et qui a constitué un ensemble d'idées sur les possibilités d'industrialisation dans la périphérie capitaliste.] (Svampa, 2015, p. 26, trad. M. Denoël).

<sup>125</sup> [Comme l'affirme Félix, [un néo-développementisme] qui reconnaît le pouvoir des travailleurs au sein du capital comme une force subjective, qui se réfère à la forme étatique, mais qui opère - néanmoins - dans le cadre de la société post-néolibérale où prédomine une plus large domination des relations capitalistes et du capital transnational] (Svampa, 2015, p. 33, trad. M. Denoël).

industrializado (...). Obviamente que si primero estás en la instancia de fortalecer al productor local o de estimularlo, bueno, todavía hay un largo camino. En algún momento sucedió en la Argentina, y después por decisiones políticas ese proceso se detuvo. (...) Desde el sector minero ¿qué es lo que se trata de hacer? Fortalecer a los pequeños emprendedores locales, a los proveedores de productos, de repuestos, de insumos, incentivarlos a que mejoren la calidad de lo que producen para que, si el día de mañana u hoy una empresa, un operador minero viene acá, trae camiones y se les rompe la rueda del camión o la tuerca del camión, en vez de traerla de afuera la tuerca, se la compran a alguien acá. Eso, por poner un ejemplo pequeño, digamos, ¿no? pero eso es el espíritu de la mesa de sustitución y homologación, que existe desde el año 2011”<sup>126</sup>

Ce forum de substitution et d’homologation vient incarner la logique néo-extractiviste, où le marché ne suffit plus et où l’État veut occuper de nouveau une place forte dans les activités d’exploitation de ses ressources. Cependant, la logique d’intervention n’est pas celle de se revendiquer comme exploitant des ressources, mais bien de profiter de la présence d’acteurs transnationaux — qui eux les exploitent — pour développer les petites et moyennes entreprises aux activités connexes. Si ce repositionnement de l’État semble avoir l’aval des organisations sectorielles rassemblant les fournisseurs, il est contesté par les organisations entrepreneuriales : l’ex-président de la CAEM, Martín Dedeu, nous affirmait lors d’un entretien en août 2015 que :

“La mesa de sustitución, son estas creaciones artificiosas, que aparecen como una manera de poder canalizar situaciones que no deberían existir, porque si hay una actividad que tiene un balance comercial amplísimamente favorable para las exportaciones en relación a lo que importa (...) es el sector minero de Argentina. (...) El sector minero argentino creo que debe haber sido el que mayor éxito ha tenido en sustitución de importaciones, se ha sustituido todo lo sustituible. Hay cosas que no se pueden sustituir, por razones tecnológicas.”<sup>127</sup>

<sup>126</sup> [Le forum de substitution et d’homologation date de 2011. Il s’agit d’une action impulsée par le gouvernement national à travers le Secrétariat d’État du ministère fédéral des mines. Depuis cinq ans, le gouvernement national a pris la décision d’essayer de remplacer les importations. C’est-à-dire que beaucoup de choses qui viennent de l’extérieur sont produites localement. Promouvoir l’industrie nationale, c’est l’objectif sous-jacent. Créer des emplois, stimuler l’économie nationale, mais avec un objectif qui doit non seulement remplacer les importations mais tendre au renforcement de l’industrie nationale, pour finalement que le pays cesse d’être un fournisseur et se convertisse en producteur, qu’il devienne un pays industrialisé (...). C’est le schéma général que l’on cherche à atteindre. De toute évidence, si tu cherches à renforcer le producteur local ou à le stimuler, il reste encore beaucoup à faire. À un moment donné, cela s’est produit en Argentine, et après certaines décisions politiques, ce processus a été stoppé. (...) Que fait-on dans le secteur minier ? Renforcer les petits entrepreneurs locaux, les fournisseurs de produits, les pièces détachées, les approvisionnements, les encourager à améliorer la qualité de ce qu’ils produisent pour que, si demain ou aujourd’hui une entreprise, un opérateur minier vient, apporte des camions et casse la roue du camion ou l’écrou du camion, au lieu d’aller les chercher ailleurs, ils les achètent à quelqu’un d’ici. Cela, pour donner un petit exemple, disons, – non ? – mais tel est l’esprit du forum de substitution et d’homologation qui existe depuis 2011.] (Extrait d’entretien avec la chargée de communication du Secrétariat d’État fédéral aux affaires minières, mai 2015, Ciudad Autonoma de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

<sup>127</sup> [Le forum de substitution, fait partie de ces créations artificielles, qui apparaissent comme un moyen de canaliser des situations qui ne devraient pas exister, parce que s’il y a une activité qui a une balance commerciale très largement favorable aux exportations par rapport à ce qu’elle importe (...) c’est le secteur minier argentin. (...) Le secteur minier argentin, je crois, a dû être celui qui a le plus de succès dans le remplacement des importations, tout ce qui a pu être remplacé a été remplacé. Il y a des choses qui ne peuvent pas être remplacées, pour des raisons technologiques.] (Extrait d’entretien avec Martín Dedeu, août 2015, Ciudad Autonoma de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

Nous retrouvons donc cette tension entre extractivisme et néo-extractivisme, entre libre marché et partiel remplacement de l'État comme acteur de l'activité minière métallifère de grande envergure.

Cependant, des formes lexicales faisant écho à des actions conjointes ou collectives (*participation, intégration, lien, relation, participer, impliquer, lier, accompagner, etc.*) révèlent le souci, chez les acteurs représentant l'État fédéral, les États provinciaux et les organisations sectorielles, de faire de l'activité minière métallifère de grande envergure une activité intégrée et intégratrice, avec une perspective plus développementaliste que néo-libérale. Cette attitude relationnelle, que nous décelons dans les discours, manifeste la volonté de contrer les discours d'opposition à l'activité – discours qui dénoncent la spoliation des ressources naturelles sans retombées économiques locales. Reposant sur la notion de développement *humain*, l'implication des populations locales *via* l'activité (la classe regroupe les formes lexicales *emploi, direct, indirect, éducation, formation, cluster, etc.*) est donc systématiquement mise en avant dans les dispositifs de légitimation : « *la noción de desarrollo humano ha servido para complejizar la categoría, el incorporar otros indicadores, además de los económicos, referidos a la educación, la salud, el género, entre otros* »<sup>128</sup> (Svampa, 2015, p. 28). Le Secrétaire d'État de l'activité minière dans la province de Jujuy affirmait ainsi, lors d'un entretien en septembre 2016, que le rôle de l'État provincial est de « [demostrar] *que la minería puede trabajar bien, [demostrar] que la minería no es solamente la industria extractiva, la minería lo que dejas son los pequeños desarrollos locales que van dejando, que hace que se profesionalice más la fuente laboral que después puede prestar servicios en otras industrias* »<sup>129</sup>. L'activité minière métallifère de grande envergure est donc souvent présentée comme un moyen d'éducation, de formation professionnelle apportée aux communautés locales.

Si la présence significative de formes lexicales « relationnelles » vient appuyer la présentation de l'activité minière métallifère de grande envergure comme génératrice de développement *humain*, elle est aussi le miroir de l'intégration qui est faite par les acteurs de la notion de développement *durable*. En effet, « *el cuestionamiento a la visión productivista (la identificación entre desarrollo y crecimiento económico) planteo la necesidad de nuevas elaboraciones, que*

---

<sup>128</sup> [La notion de développement humain a contribué à rendre la catégorie plus complexe, en intégrant d'autres indicateurs, en plus des indicateurs économiques, notamment l'éducation, la santé, le genre, etc.] (Svampa, 2015, p. 28, trad. M. Denoël).

<sup>129</sup> [Prouver que l'exploitation minière peut bien fonctionner, démontrer que l'industrie minière n'est pas seulement l'industrie extractive, qu'avec l'activité minière ce qui reste, ce sont les petits développements locaux, qui professionnalisent la main-d'œuvre, qui peut alors fournir des services pour d'autres industries.] (Extrait d'entretien avec le Secrétaire d'État à l'Activité dans la province de Jujuy, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

*se irían afianzando en los años 90* »<sup>130</sup> (Svampa, 2015, p. 27), dont celle de développement durable. Cette classe rassemble donc une terminologie qui lui fait écho : *durable, renouvelable, norme, responsable, responsabilité* sont des formes lexicales très significatives. La complexification de la notion du développement associé à l'activité se nourrit donc aussi de cette notion. À ce sujet, Mirta Antonelli (2014, p. 73) affirme :

“Relatorias, informes, diversos códigos, manuales de ‘buenas prácticas’, revistas internacionales sobre la minería a gran escala, entre otros, componen la poderosa discursividad del sector, para imponer la agenda transnacional del ‘desarrollo gracias a la minería responsable’. Entre fines de los años 90 y comienzos del milenio, con ellos se inauguraba una colonización discursiva, con eficacia pragmática y simbólica, es decir, jurídico-normativa, epistémica y cultural.”<sup>131</sup>

Dans les pratiques, les notions de développement *humain* et *durable* transparaissent dans le fondement des actions de Responsabilité Sociale Entrepreneuriale (RSE) : la responsable de la RSE et gérante générale du groupe Orocobre, la définissait ainsi, lors d'un événement minier à San Salvador de Jujuy en juin 2015 :

“La responsabilidad social es entendida como el compromiso de los negocios para contribuir al desarrollo económico sostenible. Miren la palabra, es compromiso. Trabajando con sus empleados, sus familias, la comunidad local y la sociedad en general. Es decir que los actores involucrados no solo son el público interno sino van más allá, son los empleados que es el público interno, la familia de los empleados, la comunidad local y la sociedad en general. ¿Para qué? Para contribuir a mejorar su calidad de vida. Este concepto, que me gustó muchísimo, lo veo o se iguala al concepto de igualdad, un concepto de libertad, de poder elegir, de poder tener oportunidad y poder usar esas oportunidades. Es así de que la RSE o responsabilidad social empresaria no tiene que ser entendida como una fórmula, una fórmula que da resultado a cada una de las empresas que lo apliquen, sino que tiene que ser entendida como una guía que proporciona a las empresas para que puedan orientarse y abordar aquellas necesidades o aquellos, sus propias responsabilidades, basándose en las necesidades del público, de los actores sociales cercanos a sus proyectos.”<sup>132</sup>

<sup>130</sup> [La remise en cause de la vision productiviste (l'identification entre développement et croissance économique) a mis en évidence la nécessité de nouvelles notions qui se concrétiseront dans les années 90.] (Svampa, 2015, p. 27, trad. M. Denoël).

<sup>131</sup> [Les rapporteurs et leurs rapports, les différents codes, les manuels de « bonnes pratiques », les magazines internationaux sur l'exploitation minière à grande échelle, entre autres, constituent la puissante discursivité du secteur, pour imposer l'agenda transnational du « développement grâce à l'exploitation minière responsable ». Entre la fin des années 90 et le début du millénaire, ils ont inauguré une colonisation discursive, avec une efficacité pragmatique et symbolique, c'est-à-dire légale, normative, épistémique et culturelle.] (Antonelli, 2014, p. 73, trad. M. Denoël).

<sup>132</sup> [La responsabilité sociale est comprise comme l'engagement de l'entreprise à contribuer au développement économique durable. Regardez le mot, c'est l'engagement. Travailler avec vos employés, les familles, la communauté locale et la société en général. En d'autres termes, les acteurs impliqués ne sont pas seulement le public interne mais bien au-delà, ce sont les employés – le public interne –, la famille des employés, la communauté locale et la société en général. Pourquoi ? Pour participer à améliorer leur qualité de vie. Ce concept, que j'ai beaucoup aimé, je le comprends ou l'associe au concept d'égalité, un concept de liberté, de pouvoir choisir, de pouvoir avoir des opportunités et de pouvoir les saisir. La RSE ou la Responsabilité Sociale des Entreprises ne doit donc pas être comprise comme une formule, une formule qui donnerait des résultats à chacune des entreprises qui l'appliqueraient, mais elle doit être comprise comme un guide fourni aux entreprises afin qu'elles puissent s'orienter et répondre à ces besoins, à leurs propres responsabilités, en fonction des besoins du public, des acteurs sociaux proches de leurs projets.] (Extrait d'une prise de parole de la responsable de la RSE et gérante générale du groupe Orocobre, *Curso de Minería para no Mineros*, juin 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

Dans les discours, cet outil de développement est donc intrinsèquement associé à l'échelle locale. Très représentatif du discours des acteurs entendus, cet extrait de prise de parole de la responsable de la RSE et gérante générale du groupe Orocobre — souvent citée par ailleurs par d'autres acteurs comme « *haciendo un trabajo hermoso* »<sup>133</sup> (extrait de prise de parole du président de la CASEMI Jujuy, *Curso de Minería para no mineros*, juin 2015) — permet d'expliquer la présence significative de la forme lexicale *locale* dans cette classe aux teintes plutôt macro-économiques. Dans les discours, la RSE est présentée comme un outil malléable, qui s'adapte aux nécessités et besoins locaux : le territoire semble devoir définir les pratiques des entreprises si celles-ci poursuivent un objectif de « développement économique durable ».

Cette classe lexicale regroupe ainsi toutes les échelles d'intervention de l'activité minière métallifère de grande envergure. Dans l'ordre, les formes lexicales citées sont : *local*, *province/provincial*, *international/mondial*, *national*, *région/régional*. Concernant l'échelle mondiale, il est intéressant de constater que la PDAC (*Prospectors and Developers Association of Canada*, association canadienne qui regroupe les industriels miniers canadiens en exploration et exploitation et qui organise un événement minier international tous les ans à Toronto) et le Canada sont des formes lexicales significatives de cette classe — ce qui montre que le poids de l'industrie canadienne dans le secteur minier transparait bien aussi en Argentine. Le *développement*, dans ses dimensions économique, humaine et durable, semble donc, dans les discours toujours, être imbriqué du local au global, avec toutefois, des nuances dans sa définition en fonction de son échelle d'implication : il est *humain* à l'échelle locale, *économique* à l'échelle provinciale, nationale ou internationale, et toujours *durable*.

Ces différentes dimensions du développement ainsi que la diversité des échelles spatiales évoquées par les acteurs rend compte du fait que, comme le dit Maristella Svampa (2015, p. 28-29) :

“la idea hegemónica de desarrollo que hoy se difunde poco es el producto de la convergencia entre un paradigma extractivista, asociado a la reprimarización y comoditización de la economía ; y una visión neoliberal, cuyo rasgo saliente continua siendo el productivismo y la competitividad a ultranza, apenas rejuvenecidos por la utilización siempre oportuna y lável

---

<sup>133</sup> [Faisant un beau travail, un travail magnifique] (Extrait de prise de parole, le président de la CASEMI Jujuy, *Curso de Minería para no mineros*, juin 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).



Figure 14. Formes lexicales significatives de la classe 3

<i>Chi2</i>	<i>Forme lexicale</i>	<i>Chi2</i>	<i>Forme lexicale</i>	<i>Chi2</i>	<i>Forme lexicale</i>
<b>L'ENCADREMENT LEGAL</b>				<b>L'ENVIRONNEMENT</b>	
592,62	Ley ( <i>loi</i> )	36,03	Sanción ( <i>sanction</i> )	604,51	Ambiental ( <i>environnemental</i> )
303,79	Informe ( <i>rapport</i> )	36,03	escribanía ( <i>bureau de greffier</i> )	339,76	Impacto ( <i>impact</i> )
175,18	Código ( <i>code</i> )	35,34	jurídico ( <i>juridique</i> )	295,24	Proteger ( <i>protéger</i> )
164,30	Concesión ( <i>concession</i> )	34,85	autorización ( <i>autorisation</i> )	255,81	Área ( <i>zone</i> )
138,33	Derecho ( <i>droit</i> )	34,85	legislador ( <i>législateur</i> )	67,29	Parque ( <i>parc</i> )
137,94	Autoridad ( <i>autorité</i> )	34,71	voto ( <i>vote</i> )	39,90	Glaciar ( <i>glacier</i> )
126,19	Declaración ( <i>déclaration</i> )	33,65	evaluación ( <i>évaluation</i> )	29,80	Conservación ( <i>conservation</i> )
122,35	Legal ( <i>légal</i> )	33,60	consulta ( <i>consultation, concertation</i> )	28,12	Irrigación ( <i>irrigation</i> )
119,56	Constitución ( <i>constitution</i> )	33,36	Organización ( <i>organisation</i> )	25,13	Medioambiental ( <i>environnemental</i> )
114,50	Juzgar ( <i>juger</i> )	31,29	Regular ( <i>réguler</i> )	20,42	Laguna ( <i>lagune</i> )
103,10	Judicial ( <i>judiciaire</i> )	31,29	Decreto ( <i>décret</i> )	15,63	Ecológico ( <i>écologique</i> )
94,37	Justicia ( <i>justice</i> )	31,09	Control ( <i>contrôle</i> )	11,83	Paisaje ( <i>paysage</i> )
94,37	Legislatura ( <i>législature</i> )	30,88	Seguimiento ( <i>suivi</i> )	11,18	Flora ( <i>flore</i> )
89,95	Abogado ( <i>avocat</i> )	30,40	Votar ( <i>voter</i> )	<b>L'OPPOSITION</b>	
86,01	Diputado ( <i>député</i> )	29,80	Violar ( <i>violer</i> )	61,74	Asamblea ( <i>assemblée</i> )
83,24	Decisión ( <i>décision</i> )	25,73	Superintendente ( <i>surintendant</i> )	45,28	Anti ( <i>anti</i> )
79,94	Legislativ ( <i>législatif</i> )	25,73	Obligatorio ( <i>obligatoire</i> )	39,20	Opinión ( <i>opinion</i> )
78,42	Norma ( <i>norme</i> )	25,15	Monitorear ( <i>surveiller, contrôler</i> )	36,86	Debatir ( <i>débattre</i> )
74,99	Corte ( <i>court</i> )	25,13	Dictamen ( <i>décision</i> )	25,75	Rechazar ( <i>rejeter</i> )
66,96	Ordenanza ( <i>ordonnance</i> )	24,78	Repartición ( <i>répartition</i> )	23,07	Diálogo ( <i>dialogue</i> )
66,96	Fallo ( <i>décision, jugement</i> )	24,20	Catastro ( <i>cadastre</i> )	20,13	Oponer ( <i>opposer</i> )
65,76	Aplicación ( <i>application</i> )	23,71	Pacto ( <i>pacte</i> )	19,81	Autoconvocados ( <i>autoconvocqués</i> )
61,80	Tribunal ( <i>tribunal</i> )	23,48	Trámite ( <i>démarche</i> )	18,79	Lucha ( <i>lutte</i> )
54,84	Obligación ( <i>obligation</i> )	22,38	Resolución ( <i>résolution</i> )	18,51	Conflicto ( <i>conflit</i> )
51,89	Cumplir ( <i>remplir, respecter</i> )	21,07	Instancia ( <i>instance</i> )	16,78	Criticar ( <i>critiquer</i> )
51,22	Aplicar ( <i>appliquer</i> )	20,40	Legislación ( <i>législation</i> )	11,83	Denunciar ( <i>dénoncer</i> )
50,46	Expediente ( <i>dossier</i> )	20,26	Ordenamiento ( <i>gestion</i> )	11,83	Atacar ( <i>attaquer</i> )
49,65	Audiencia ( <i>audience</i> )	20,26	Adecuar ( <i>adapter</i> )	10,12	Antiminera ( <i>antiminier</i> )
49,65	Parlamentario ( <i>parlementaire</i> )	18,79	Normativo ( <i>normatif</i> )	<b>L'APPROBATION</b>	
49,57	Convenio ( <i>accord</i> )	15,63	Canon ( <i>redevance</i> )	132,54	Aprobar ( <i>approuver</i> )
46,98	Juez ( <i>juge</i> )	15,03	Institución ( <i>institution</i> )	64,71	Aprobación ( <i>approbation</i> )
46,33	Inconstitucionalidad ( <i>inconstitutionnalité</i> )	14,90	Regir ( <i>régir, gouverner</i> )	<b>LA CORRUPTION</b>	
46,33	Constitucional ( <i>constitutionnalité</i> )	14,15	Elegir ( <i>élisir</i> )	21,86	Corrupción ( <i>corruption</i> )
44,77	Artículo ( <i>article</i> )	14,04	Referente ( <i>réfèrent</i> )	20,58	Corromper ( <i>corrompre</i> )
41,42	Fiscal ( <i>procureur</i> )	14,04	Convocar ( <i>convoquer</i> )		
41,18	Inconstitucional ( <i>inconstitutionnel</i> )	14,04	Juicio ( <i>procès</i> )		
41,18	Fiscalización ( <i>fiscalisation</i> )	10,30	Regalía ( <i>redevance</i> )		
38,69	Marco ( <i>cadre</i> )	10,20	Sancionar ( <i>sanctionner</i> )		

Réalisation : Mathilde Denoël, 2018, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

Cette classe, centrée autour des formes lexicales *environnement* et *loi* (Illustration 8, p. 168) rassemble d'abord le champ lexical général du droit. La présence des formes lexicales telles que *constitution*, *droit*, *légal*, *juger*, *justice*, et *norme*, entre autres formes lexicales, témoigne de la référence qui est faite par les États provinciaux et les organisations sectorielles et acteurs intermédiaires à l'encadrement légal de l'activité afin de *protéger l'environnement*. La référence à l'environnement, *via* la mobilisation de formes lexicales telles qu'*environnement*, *parc*, *glacier*, *lagune*, *paysage*, *flore*, et à travers le prisme de la loi, fait écho à la construction, à l'échelle internationale, d'une réglementation environnementale. Mirta A. Antonelli (2010, p. 58) indique que l'intégration du référentiel de *développement durable* chez les acteurs de l'activité minière à l'échelle internationale remonte à 2002, alors que le programme *Mining, Minerals*

↳ *Sustainable Development* (MMSD)<sup>135</sup> – dépendant de l'*International Institute for Environment and Development* (IIED) — incite les acteurs de l'activité à « *producir un “cambio cultural” respecto a la minería transnacional a gran escala, para ser concebida como factor del desarrollo sustentable* »<sup>136</sup>. Cet objectif visait à préparer les acteurs pour le Sommet Mondial sur le Développement Durable de Johannesburg qui se tenait la même année : ainsi, « *las empresas ingresarían al gran dialogo mundial de la segunda cumbre con la agenda resultante de su propio proceso corporativo, para la instrucción de un modelo discursivo y una lengua común* »<sup>137</sup> (Antonelli, 2010, p. 58). C'est dans le prolongement des décisions prises lors de ces sommets mondiaux et des recommandations émises par ces groupes de travail internationaux que s'opère un changement dans les discours des acteurs de l'activité. Désormais centré autour du *développement durable* et de l'encadrement environnemental et social de l'activité, c'est ce discours que nous retrouvons dans cette classe 3, notamment à travers les formes lexicales telles que *consultation, répartition, protéger, conservation, environnement, débattre*. Les interactions entre l'activité et son environnement humain et non humain sont ainsi encadrées et régies par la loi. Mirta Antonelli (2015, p. 245) précise :

“A partir de 2002, la corporación determino las estrategias de legitimación para enunciar las ‘leyes de segunda generación’, esto es, el proceso por el cual asume su ‘olvido originario’ y recuerda lo sustraído del escenario inversor: las comunidades, la dimensión biopolítica de los territorios, los derechos humanos, etc. Esta segunda fase corresponde a los procesos de ‘institucionalidad abierta’ en nuestros países, a la incesante enunciación de leyes y políticas en beneficio de los inversores, e implica la gestión de la acumulación; formas limitantes de participación ciudadana, resolución de fricciones territoriales con comunidades y pueblos indígenas a favor del sector, gestión del agua, cooptación del sistema científico-tecnológico, para las que se requiere la gubernamentalización de las decisiones ante las controversias y conflictos, es decir la *governance* extractiva que visualizó tierras baldías.”<sup>138</sup>

<sup>135</sup> Ce programme comprenait un sous-groupe de travail spécifique pour l'Amérique latine auquel Daniel Meilan, ex-sous Secrétaire d'État de l'activité minière au Ministère fédéral de l'Énergie sous le gouvernement de Carlos Menem, participait. La déclaration et les recommandations ayant émané de ce groupe de travail sont analysées en profondeur par Mirta A. Antonelli (2010).

<sup>136</sup> [produire un « changement culturel » concernant l'exploitation minière transnationale à grande échelle, afin qu'elle soit conçue comme un facteur de développement durable] (Antonelli, 2010, p. 58, trad. M. Denoël).

<sup>137</sup> [les entreprises entreraient dans le grand dialogue mondial du deuxième sommet avec l'agenda résultant de leur propre processus corporatif, pour l'élaboration d'un modèle discursif et d'un langage commun.] (Antonelli, 2010, p. 58, trad. M. Denoël).

<sup>138</sup> [Depuis 2002, le secteur a déterminé des stratégies de légitimation afin d'énoncer les « lois de la deuxième génération », à savoir le processus qui suppose son « oubli originel » et rappelle ce que le scénario des investisseurs a omis : les communautés, la dimension biopolitique des territoires, les droits de l'homme, etc. Cette deuxième phase correspond aux processus d'« institution ouverte » dans nos pays, à l'incessante énonciation de lois et de politiques au profit des investisseurs et implique la gestion de l'accumulation : limiter les formes de participation des citoyens, résoudre au bénéfice du secteur les frictions territoriales avec les communautés et les peuples autochtones, gérer la distribution de l'eau, coopter le système scientifique et technologique et donc nécessairement mettre en place une gouvernabilité des décisions pour faire face aux différends et aux conflits, c'est-à-dire une gouvernance extractive qui identifie des terres abandonnées, en friche.] (Antonelli, 2015, p. 245, trad. M. Denoël).

Dans cette classe, sont également associées de manière significative des formes lexicales telles que *rapport, déclaration, démarche*, qui reflètent les démarches légales que chaque entreprise doit effectuer au moment de son implantation. Par exemple, la présence de la forme *rapport* fait écho à l'*Informe de Impacto Ambiental (IIA)* que chaque entreprise doit produire pour obtenir une concession minière avec des droits d'exploration ou d'exploitation. Dans les discours tenus ici principalement par les États provinciaux et les organisations sectorielles, c'est l'IIA, effectuée par les entreprises et validée par les autorités provinciales, qui permet le lancement de l'exploration ou de l'exploitation. Cette forme lexicale est particulièrement associée aux débats se déroulant dans la province de Mendoza. En effet, si la loi provinciale 7 722 votée en 2007 interdit l'usage de certaines substances chimiques permettant l'exploitation à ciel ouvert, les nouveaux projets miniers peuvent être soumis pour évaluation du fait d'une évolution des techniques. Le président de la CaMEM de Mendoza, nous affirmait lors d'un entretien en décembre 2016 que :

“La ley es una ley exclusivamente para prohibir la minería. Es mentira que querían cuidar el agua, son todas pelotudeces. La ley quiso prohibir la minería. ¿Y qué utilizó? Utilizó las sustancias que en ese momento se iban a utilizar en las tres minas que estaban en posible desarrollo. Si hubieran conocido más, hubiesen puesto 27 sustancias. Por suerte no las pusieron. Y el artículo 3, que es el más complicado para nosotros, y es el que manda el informe de impacto ambiental, a las cámaras. En las cámaras la discusión es política. Entonces... vos sabés cómo funciona un informe de impacto ambiental. Lo hacen 50 técnicos, lo revisan 70 técnicos, acá tenemos 14 organizaciones que lo revisan y después va a las cámaras, y los diputados, que no tienen la más puta idea de nada, lo revisan y dicen ‘Ah, no, acá está mal?’”<sup>139</sup>

Dans la province de Mendoza, c'est donc autant la loi 7 722 que le procédé de ratification de l'IIA qui fait débat : les termes *constitutionnel* et *anticonstitutionnel* font d'ailleurs référence aux nombreuses tentatives du secteur de faire déclarer la loi provinciale comme anticonstitutionnelle. L'ex-président de la CAEM à l'échelle du pays nous déclarait en septembre 2016 :

“Hay una serie de leyes, a nuestro criterio, que son leyes profesionales, una de ellas es, se ve que te comenté, no me acordaba de eso, la de Córdoba tiempo atrás, y otra es la de Mendoza. Esas leyes fueron, hasta el momento, a nivel provincial, hasta el máximo nivel, el Tribunal Superior de cada una de esas provincias, y en estos momentos están en proceso de definición a través de recursos extraordinarios, que han presentado los sectores provinciales afectados,

<sup>139</sup> [La loi est une loi qui sert exclusivement à interdire l'exploitation minière. Ce n'est pas vrai qu'elle sert à prendre soin de l'eau, ce sont des âneries. La loi vise à interdire l'exploitation minière. Et pour l'interdire, qu'est-ce qui a été utilisé ? Les substances qui allaient être utilisées dans les trois mines en cours de développement. S'il y avait eu plus de substances dans les projets, la loi en aurait interdit davantage, elle aurait interdit 27 substances. Heureusement, elles n'ont pas toutes été interdites. Et l'article 3, qui est le plus compliqué pour nous, est celui qui envoie l'étude d'impact environnemental aux chambres, où la discussion est politique. Tu sais comment fonctionne une IIA : 50 techniciens la produisent, 70 techniciens et, ici, 14 organisations l'examinent et ensuite seulement elle est envoyée aux chambres : là, les députés qui n'ont pas la moindre idée de quoi que ce soit, l'examinent et disent « Ah, non, non là ça ne va pas ».] (Extrait d'entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

tanto de Córdoba como de Mendoza, ante la Suprema Corte de Justicia de la Nación. Ese es el estado concreto de la situación. Nosotros pensamos que eran inconstitucionales y se hizo un recurso. A nivel de las provincias ratificaron que era constitucional, entonces ahora estamos litigando ante la Corte Suprema de Justicia de la Nación, a ver qué es lo que sucede.”<sup>140</sup>

Ces nombreux recours portés par les acteurs de l’activité à travers les organisations sectorielles sont ainsi présentés d’abord à l’échelle provinciale. En cas de rejet du recours, les acteurs se réfèrent à l’échelle fédérale.

Toujours dans la province de Mendoza, cette classe lexicale rassemble aussi un champ associé à la contestation de l’activité avec les formes *asamblea*, *opinión*, *anti*, *autoconvocados*. À ce titre, la forme *juicio* reflète la référence faite aux décisions de justice déclarant la loi 7 722 comme constitutionnelle. Un avocat spécialisé en affaires minières et proche de l’assemblée auto-convocada pour la défense de l’eau à Mendoza, nous signalait ainsi en décembre 2016 que :

“Logramos que saliera un fallo extraordinario, 2015, y te digo por qué extraordinario. Porque ese fallo no solamente declara la constitucionalidad de la ley 7722, declara que es constitucional, sino que además, lo que hace el fallo, la Suprema Corte de Justicia (...) crea, o por lo menos formaliza el concepto de licencia social, algo que el poder político le teme. Cualquier cosa que vayas a hacer en una sociedad tiene que tener el control social. (...) Entonces en este fallo de la ley hay conceptos, por ejemplo (...) que el diálogo ya no va a ser empresas mineras con el gobierno, va a ser tripartito porque existe la sociedad ahora que va a intervenir en la toma de decisiones. Ese es el concepto de licencia social que, para nosotros, más allá de la importancia de haber declarado la inconstitucionalidad de una ley atacada, imprime conceptos que siguen siendo fundamentales para nuestra lucha a favor del agua. Después de este fallo de 2015 de la constitucionalidad de la ley, siguieron apareciendo ataques yo te diría, o intentos de la megaminería, seduciendo al poder de turno.”<sup>141</sup>

Ces décisions de justice n’empêchent cependant pas une stigmatisation forte des assemblées autoconvocadas par les acteurs défendant l’implantation et le développement

<sup>140</sup> [Il existe une série de lois, qui, à notre avis, sont des lois professionnelles, l’une d’entre elles c’est celle de Córdoba d’il y a quelque temps, et l’autre c’est celle de Mendoza. Jusqu’à présent, ces lois ont été, au niveau provincial, jusqu’au plus haut niveau, la Cour Supérieure de chacune des provinces et, à l’heure actuelle, les secteurs provinciaux affectés, tant ceux de Córdoba que ceux de Mendoza, sont en train d’effectuer des recours devant la Cour Suprême de Justice de la Nation. C’est l’état concret de la situation. Nous avons pensé que les lois étaient anticonstitutionnelles et nous avons fait un recours. Au niveau des provinces, les lois ont été ratifiées comme constitutionnelles, nous plaçons maintenant devant la Cour Suprême de Justice de la Nation pour voir ce qui se passe.] (Extrait d’entretien avec l’ex-président de la CAEM, septembre 2014, Ciudad Autónoma de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

<sup>141</sup> [Nous avons gagné un recours extraordinaire en 2015 et je te dis pourquoi il est extraordinaire. Parce que cette décision déclare non seulement la constitutionnalité de la loi 7 722, stipule qu’elle est constitutionnelle, mais aussi ce que la décision, la Cour Suprême (...) crée, ou tout du moins formalise, c’est le concept de licence sociale, chose qui terrifie le pouvoir politique. Tout ce qui va être fait dans une société doit être soumis à un contrôle social. (...) Donc, dans ce recours de la loi il y a des concepts, par exemple (...) que le dialogue ne sera plus uniquement entre les sociétés minières et le gouvernement, mais qu’il sera tripartite, parce que désormais la société prendra part aux prises de décision. C’est le concept de licence sociale qui, pour nous, au-delà de l’importance d’avoir déclaré constitutionnelle une loi attaquée, imprime des concepts qui sont au cœur de notre lutte pour l’eau. Après cette décision de 2015 sur la constitutionnalité de la loi, des attaques ont continué à se manifester, je dirais, ou des tentatives de séduction de la part des acteurs de l’activité minière de grande envergure auprès du pouvoir en place.] (Extrait d’entretien avec un avocat spécialisé en affaires minières et proche de l’assemblée auto-convocada pour la défense de l’eau à Mendoza, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

de l'activité minière métallifère dans la province. Celle-ci transparait ainsi dans les entretiens conduits auprès des autorités provinciales et dans ceux menés avec des représentants des organisations sectorielles en général (à l'échelle locale, provinciale et fédérale). À titre d'exemple, le responsable de la direction de l'activité minière au sein du Sous-Secrétariat d'État de l'Énergie et des Mines de la province, présentait de la sorte, lors d'un entretien tenu en novembre 2016, la contestation existante dans la province :

“Dentro de los diferentes actores tenés un grupo minoritario antiminero, que son activistas, que son los que a mi entender influyen en gran medida produciendo, comunicando mal a la población de lo que le va a pasar a la minería, y eso hace que sean atendidos, y bueno, no se desarrolle el tema minero. Este grupo se ha internacionalizado y se ha... a nivel de país también. Son activistas muy bien organizados, que están en todos los lugares del país pidiendo que no haya minería. No lo lograron solamente acá, en Córdoba, varios lugares, son muy fuertes. Porque usan el instinto básico que se maneja la gente que es con el miedo, asustan a la gente y dicen que se van a morir todos, se van a quedar sin agua, todas esas cosas.”<sup>142</sup>

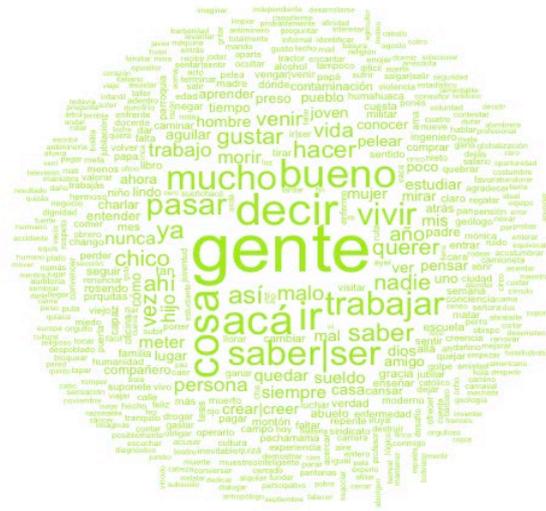
### **3. La classe 2 : le monde lexical de l'humain, de ses lieux, de ses modes de vie et de la RSE**

La classe 2 — qui participe, avec la classe 4, au pôle de sens portant sur l'environnement dans lequel s'inscrit l'activité — concentre 34,74 % des segments de texte du corpus (soit 2 761 segments). Les variables étoilées significatives de la classe permettent d'identifier que les formes les plus représentatives sont tirées des discours tenus principalement par la société civile ou les entreprises ainsi que par les acteurs à l'échelle d'influence locale. Comme en témoigne la forme « *gens* », le discours tenu localement par les entreprises est à forte teneur sociale (Illustration 9 et Figure 15, p. 174). Deux usages distincts semblent être faits de ce discours social, l'un marquant les apports de l'entreprise à l'échelle locale, l'autre visant à présenter l'adaptabilité de l'entreprise face au tissu social préexistant sur le territoire de l'activité minière.

---

<sup>142</sup> [Parmis les différents acteurs il y a un groupe anti-minier minoritaire, qui rassemble des activistes, qui sont ceux qui, à ma connaissance, influencent la population en produisant, en communiquant mal sur ce qui va se passer avec l'activité minière, et ça leur permet d'être entendus, et ça empêche l'activité minière de se développer. Ce groupe s'est internationalisé et s'est... au niveau national également. Ce sont des activistes très bien organisés, qui revendiquent dans toutes les régions du pays qu'il n'y ait pas d'exploitation minière. Ils n'y sont pas parvenus seulement ici, mais aussi à Córdoba, dans plusieurs endroits, ils sont très forts. Parce qu'ils utilisent l'instinct de base qui permet de manipuler les gens, la peur, ils font peur aux gens et ils leur disent qu'ils vont tous mourir, qu'ils vont manquer d'eau, toutes ces choses.] (Extrait d'entretien avec le responsable de la direction de l'activité minière au sein du Sous-Secrétariat d'État de l'Énergie et des Mines de la province, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

Illustration 9. Nuage de mots de la classe 2 : l'environnement humain au cœur des discours tenus à l'échelle locale



Réalisation : Mathilde Denoël, 2018, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

Figure 15. Formes lexicales significatives de la classe 2

Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale
<b>LES PERSONNES</b>		<b>LEURS ACTIONS QUOTIDIENNES</b>		<b>LE BIEN ÊTRE</b>		<b>DIMENSION TEMPORELLE</b>	
313,66	Gente ( <i>gens</i> )	193,37	Decir ( <i>dire</i> )	126,69	Vivir ( <i>vivre</i> )	94,24	Ya ( <i>déjà</i> )
79,59	Chico ( <i>gamin</i> )	119,50	Pasar ( <i>passer</i> )	69,66	Vida ( <i>vie</i> )	67,63	Año ( <i>an</i> )
78,29	Nadie ( <i>personne</i> )	91,75	Saber ( <i>savoir</i> )	14,34	Vivo ( <i>en vie</i> )	54,86	Nunca ( <i>jamais</i> )
64,40	Persona ( <i>personne</i> )	86,52	Hacer ( <i>faire</i> )	13,16	Feliz ( <i>heureux</i> )	52,77	Siempre ( <i>toujours</i> )
61,04	Hijo ( <i>fijs</i> )	79,98	Gustar ( <i>apprécier</i> )	<b>LA LUTTE</b>		34,90	Ahora ( <i>maintenant</i> )
42,62	Mujer ( <i>femme</i> )	77,20	Querer ( <i>vouloir</i> )	43,40	Pelear ( <i>se battre</i> )	32,06	Tiempo ( <i>temps</i> )
42,62	Hombre ( <i>homme</i> )	50,11	Quedar ( <i>rester</i> )	33,89	Preso ( <i>prisonnier</i> )	23,11	Mes ( <i>mois</i> )
41,28	Joven ( <i>jeune</i> )	42,33	Ver ( <i>voir</i> )	20,70	Militar ( <i>militaire</i> )	18,22	Semana ( <i>semaine</i> )
36,98	Amigo ( <i>ami</i> )	40,05	Pensar ( <i>penser</i> )	15,96	Conciencia ( <i>conscience</i> )	16,93	Moderno ( <i>moderne</i> )
30,66	Padre ( <i>père</i> )	38,02	Mirar ( <i>regarder</i> )	15,96	Luchar ( <i>lutter</i> )	14,34	Edad ( <i>âge</i> )
30,31	Compañero ( <i>compagnon</i> )	35,49	Conocer ( <i>connaître</i> )	14,29	Golpe ( <i>coup</i> )	13,74	Hoy ( <i>aujourd'hui</i> )
26,35	Abuelo ( <i>grand-père</i> )	31,64	Aprender ( <i>apprendre</i> )	13,49	Pelea ( <i>lutte, querelle, bagarre</i> )	<b>DIMENSION SPATIALE</b>	
21,51	Niño ( <i>enfant</i> )	31,35	Entender ( <i>comprendre</i> )	11,28	Violencia ( <i>violence</i> )	176,34	Acá ( <i>ici</i> )
20,40	Familia ( <i>famille</i> )	30,24	Charlar ( <i>discuter</i> )	<b>LA CROYANCE</b>		78,22	Ahí ( <i>là</i> )
17,88	Madre ( <i>mère</i> )	22,05	Cambiar ( <i>changer</i> )	42,33	crear   creer ( <i>créer / croire</i> )	42,37	Casa ( <i>maison</i> )
16,93	Tío ( <i>oncle</i> )	20,93	Comprar ( <i>acheter</i> )	40,56	Dios ( <i>dieu</i> )	37,52	Aguiar
16,42	Viejo ( <i>vieux</i> )	19,84	Enseñar ( <i>enseigner</i> )	18,81	Parroquia ( <i>paroisse</i> )	35,68	Lugar ( <i>lieu, endroit</i> )
16,39	Geólogo ( <i>géologue</i> )	19,27	Sentir ( <i>sentir</i> )	18,02	Papa ( <i>pape</i> )	34,26	Pueblo ( <i>peuple, village</i> )
15,33	Nieto ( <i>petit-enfant</i> )	19,04	Negar ( <i>nier</i> )	16,93	pachamama	23,42	Allá ( <i>là-bas</i> )
15,30	Humanidad ( <i>humanité</i> )	18,79	Caminar ( <i>marcher</i> )	13,16	Creencia ( <i>croyance</i> )	23,08	Escuela ( <i>école</i> )
15,04	Papá ( <i>papa</i> )	18,72	Pagar ( <i>payer</i> )	<b>LE TRAVAIL</b>		20,96	Pirquitas
11,28	Juventud ( <i>jeunesse</i> )	16,31	Visitar ( <i>visiter</i> )	135,26	trabajar ( <i>travailler</i> )	17,27	Campo ( <i>campagne, champ</i> )
<b>LE MAL ÊTRE</b>		16,08	Comer ( <i>manger</i> )	65,36	Trabajo ( <i>travail</i> )	17,04	humahuaca
57,86	Morir ( <i>mourir</i> )	15,04	Quejar ( <i>plaindre</i> )	49,37	Sueldo ( <i>salaire</i> )	15,08	Ciudad ( <i>ville</i> )
70,76	Malo ( <i>mauvais</i> )	15,04	Ama ( <i>aime</i> )	42,14	Estudiar ( <i>étudier</i> )	13,16	iruya
44,08	Mal ( <i>mal</i> )	15,04	Llorar ( <i>pleurer</i> )	19,36	Ingeniero ( <i>ingénieur</i> )	12,50	Calle ( <i>rue</i> )
27,48	Contaminación ( <i>pollution</i> )	14,57	Ganar ( <i>gagner</i> )	19,27	Oficina ( <i>bureau</i> )	11,71	Ruta ( <i>route</i> )
16,93	Enfermedad ( <i>maladie</i> )	13,49	Valorar ( <i>valoriser</i> )	15,33	Jubilar ( <i>prendre sa retraite</i> )		
16,42	Matar ( <i>tuer</i> )	13,43	ir   ser ( <i>aller / être</i> )	15,17	Sindicato ( <i>syndicat</i> )		
16,42	Muerto ( <i>mort</i> )	12,74	Gastar ( <i>dépenser</i> )	13,58	Experiencia ( <i>expérience</i> )		
15,33	Alcohol ( <i>alcool</i> )	12,71	Dejar ( <i>laisser</i> )	13,16	Trabajás ( <i>travaillés</i> )		
15,33	Drogar ( <i>droguer</i> )	12,21	Convencer ( <i>convaincre</i> )	11,65	Carrera ( <i>carrière</i> )		
13,16	Enfermo ( <i>malade</i> )	11,89	Acercar ( <i>approcher</i> )	11,28	Jubilación ( <i>retraite</i> )		
10,82	Miedo ( <i>peur</i> )	11,65	Regalar ( <i>offrir</i> )	10,88	Obrero ( <i>ouvrier</i> )		
10,22	Sufrir ( <i>souffrir</i> )	10,82	Ofrecer ( <i>proposer</i> )	10,22	Salario ( <i>salaire</i> )		
10,22	Destruir ( <i>détruire</i> )	10,81	Agradecer ( <i>remercier</i> )				

Réalisation : Mathilde Denoël, 2018, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

D'abord, et après analyse du concordancier dans la classe de la forme lexicale *gens*, nous constatons que l'implantation de l'activité minière est présentée comme une opportunité pour des populations locales en situation de précarité économique. Ainsi, la chargée de communication du Ministère Fédéral de l'Activité nous déclarait en mai 2015 :

“En la minería vos no elegís el lugar donde vas a trabajar. Vos tenés que ir donde está el recurso. Y generalmente el recurso está en un lugar totalmente solitario, abandonado, en la loma del culo, re lejos, a 4.000 metros sobre el nivel del mar, tenés que hacer un despelote para llegar ahí a donde está justo el oro de mierda. Bueno. Cerca, en esas zonas que son tan inhóspitas, tenés pequeñas comunidades. En algunos tenés ciudades grandes, pero en muchos otros lugares tenés pequeños pueblos, lugares donde no existen actividades económicas formales, donde la *gente* que vive ahí nunca tuvo un trabajo formal, nunca le pagaron un sueldo, no tienen obra social, no están insertos en el circuito económico de manera formal. ¿Qué hizo la minería? En muchos casos, no en todos, generar la posibilidad de que esa *gente* tenga un trabajo formal por primera vez en su vida. Entonces ahí hay un impacto muy claro de cómo la minería genera un cambio en las sociedades más cercanas. El impacto que genera la minería es expansivo. En donde está, va generando impacto. ¿Qué te quiero decir? Si bien la minería es una actividad que del año 2003 a esta parte creció un montón, en el porcentaje de la economía nacional contribuye en un 6% al P.B.I. Es nada. Pero ¿dónde ves vos el impacto real? Lo ves en función de dónde está afinado el proyecto. Vos ves el proyecto y empezás a ver que el impacto más grande lo genera alrededor, en la inmediatez, en los pueblos que están cerca. Se empieza a generar un movimiento comercial que dinamiza a las comunidades, a los pueblos. Por ejemplo, un proyecto que se afina cerca de un pueblo, necesita abastecerse de comida para darle de comer a los trabajadores, y ahí ya en el pueblo, la dueña de la rotisería llama a tres amigas más y cuatro amigas más y ponen una empresa de catering, y ya con eso abastecen al proyecto, durante lo que viva el proyecto. Si el proyecto dura 20 años, durante 20 años. Si vive 5 años, 5 años.”<sup>143</sup>

Dans cet extrait d'entretien apparaissent plusieurs effets rhétoriques récurrents à l'heure de qualifier l'environnement physique et humain d'implantation de l'activité. D'abord, les lieux de l'exploitation sont qualifiés d'inaccessibles, d'inhospitaliers ou encore de déserts. À ce propos, Maristella Svampa, Lorena Bottaro et Marian Sola Álvarez (2010, p. 44) soulignent que cette image du désert est :

<sup>143</sup> [Dans le secteur minier, tu ne choisis pas où tu vas travailler. Tu dois aller là où est la ressource. Et généralement, la ressource est dans un endroit tout à fait désolé, désert, paumé, très loin, à 4 000 mètres d'altitude, c'est un vrai bazar pour arriver là où se trouve l'or. Bon. À proximité, dans ces zones si inhospitalières, il y a de petites communautés. Dans certains cas il y a de grandes villes, mais dans la plupart des cas il y a seulement des petits villages, où il n'y a pas d'activités économiques formelles, où les gens qui y vivent n'ont jamais eu d'emploi formel, ils n'ont jamais perçu de salaire, il n'ont pas de couverture sociale, ils ne sont pas insérés dans le circuit économique de manière formelle. Qu'a fait l'activité minière ? Dans de nombreux cas, pas toujours mais quand même, elle a offert à ces gens la possibilité d'avoir un emploi formel pour la première fois de leur vie. Il y a donc un impact très net sur la façon dont l'exploitation minière génère un changement dans les sociétés les plus proches. L'impact généré par l'exploitation minière est vaste. Là où elle s'installe, cela génère un impact. Qu'est-ce que je veux te dire ? Bien que l'exploitation minière soit une activité qui a beaucoup progressé en 2003, la part qu'elle occupe dans l'économie nationale est de 6% du PIB. C'est rien. Mais où peux-tu voir l'impact réel ? Tu le vois en fonction de l'emplacement du projet. Tu vois le projet et tu commences à voir que le plus grand impact est généré autour, à proximité immédiate, dans les villages voisins. L'activité minière commence à générer un mouvement commercial qui dynamise les communautés, les villages. Par exemple, un projet basé près d'un village doit s'approvisionner en nourriture pour nourrir les travailleurs et, dans le village, la propriétaire de la rotisserie appelle trois autres amies, quatre autres amies, et elles créent une entreprise de restauration, et elles fournissent au projet minier, tant que le projet minier fonctionne. Si le projet dure 20 ans, pendant 20 ans. S'il vit 5 ans, 5 ans.] (Extrait d'entretien avec la chargée de communication du Secrétariat d'État Fédéral aux Affaires Minières, mai 2015, Ciudad Autonoma de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

“[una] imagen de fuerte carga histórica y simbólica que fue empleada para justificar la expansión de la frontera en la Patagonia, eliminando las poblaciones indígenas e imponiendo un modelo de Estado-nación, bajo el discurso de un progreso homogeneizante y de integración socioeconómica al mercado internacional. En la actualidad, pareciera ser que habría un retorno de esa estrategia en la medida en que la resignificación del concepto de ‘desierto’ y la valorización de esos territorios caracterizados por sus paisajes primarios y sus grandes extensiones permitiría justificar la construcción de una territorialidad que excluye las otras existentes. Funcionarios del gobierno nacional y provincial utilizan esta ‘metáfora’ tan arraigada en el imaginario político y cultural argentino para plantear, incluso, la minería a gran escala como única alternativa productiva en regiones donde impera el ‘desierto de piedra’”<sup>144</sup>

Les territoires de l’exploitation sont donc présentés comme dénués d’autre intérêt mercantile que celui de leurs ressources. Mais à cette image de désert est aussi associée une minimisation des économies en place. L’intégration dans l’économie formelle des populations locales, permise par l’implantation de l’activité, serait un prérequis à leur « développement » : la présence de formes lexicales renvoyant au travail (*travail, travailler, salaire, ouvrier, etc.*) en témoigne. À l’échelle locale, et associée à un discours principalement entrepreneurial, la mobilisation de ce champ lexical, mais aussi de celui de la vie quotidienne, fait écho aux actions menées dans le cadre de la RSE. En effet, comme le définit Julieta (2015, p. 194) :

“El concepto de la RSE es por demás polisémico, en constante redefinición y encierra en su interior a un conjunto de voces y significados más bien diversos. Sin embargo, la definición más abarcadora es que la RSE refiere a la forma, el cómo, las empresas se vinculan e impactan de determinada manera en la sociedad. Más concretamente, la RSE refiere a un conjunto de prácticas autoreguladas por las empresas, que se sustentan en un discurso de intervención de las mismas en la sociedad, en el que se establecen responsabilidades por los impactos generados (sociales, ambientales, económicos), que van más allá de las obligaciones jurídicas que tienen las mismas en cada país (Shamir, 2004).”<sup>145</sup>

En tant que mode d’intervention des entreprises dans le tissu local, la RSE « *se postula como la promesa de conciliación entre la actividad extractiva y el desarrollo local desde un punto de vista “sustentable”* »<sup>146</sup> (Cerutti, 2015, p. 224). Souvent considérée comme un « *verniz de*

<sup>144</sup> [[une] image de forte charge historique et symbolique qui fut utilisée pour la justification de l’extension des frontières à la Patagonie, éliminant les populations indigènes et imposant le modèle de l’État-nation, selon un discours de progrès homogénéisant et d’intégration socio-économique au marché international. Dans l’actualité, il semble y avoir un retour de cette stratégie dans la mesure où la re-signification du concept de « désert » et la valorisation de ces territoires caractérisés par leurs paysages primaires et leurs grandes étendues permettrait de justifier la construction d’une territorialité qui exclut celles qui existent par ailleurs. Les fonctionnaires de l’État national ou régional utilisent cette « métaphore », tellement ancrée dans l’imaginaire politique et culturel argentin, pour faire admettre l’installation de l’activité minière à grande échelle comme seule alternative productive dans des régions connaissant le « désert de pierre ».] (Svampa *et al.*, 2010, p. 44, trad. M. Denoël).

<sup>145</sup> [Le concept de RSE est polysémique, en constante redéfinition et contient un ensemble de voix et de significations assez diverses. Cependant, la définition la plus générale est que la RSE se réfère à la forme, au comment les entreprises se lient ou ont un certain impact sur la société. Plus précisément, la RSE se réfère à un ensemble de pratiques autorégulées par les entreprises, basées sur un discours quant à leur intervention dans la société, dans lequel leurs responsabilités sont établies vis-à-vis des impacts générés (sociaux, environnementaux, économiques) et qui vont au-delà des obligations légales qu’ils ont dans chaque pays (Shamir, 2004).] (Godfrid, 2015, p. 194, trad. M. Denoël).

<sup>146</sup> [est présentée comme la promesse de réconciliation entre l’activité d’extraction et le développement local d’un point de vue « durable »] (Cerutti, 2015, p. 224, trad. M. Denoël).

*légitimation* » (Rubbers, 2013, p. 23), la RSE vise en réalité à obtenir l'aval des populations locales. Mirta Antonelli (2010, p. 56) indique ainsi que :

“la licencia social para operar es la eficacia que explícitamente procura el discurso transnacional, tanto en la dimensión fenomenológica – percepciones y aprehensiones – cuanto en las representaciones sociales – regímenes de enunciación y visibilidad –. Para esta eficacia se promueven políticas y planes de intervención comunitaria y comunicacionales, estrategias, modos y medios para lograr el permiso de las comunidades afectadas o amenazadas por emprendimientos mineros. De manera simultanea, se construyen la imagen positiva de la megaminería y su crédito social – el orden de las creencias, la confianza y las valoraciones –. Esta doble construcción requiere de una *episteme* que la autorice – la producción de saberes y la garantía de ‘control de riesgo’ –, una estética minera para configurar ‘sensibilidad y educación sentimental’, una ética filantrópica de humanización del empresariado y el capital, y una ‘filosofía’ de la democracia y sus modelos.”<sup>147</sup> (Antonelli, 2010, p. 56).

Ce discours social et philanthropique développé par les entreprises à l'échelle locale est facilité par l'absence de l'État dans les régions concernées. Ainsi, le Secrétaire d'État provincial de l'activité minière à Jujuy nous déclarait lors d'un entretien en septembre 2016 que :

“El abandono que ha habido fuerte del gobierno con la región ha hecho que los planes de responsabilidad social de las empresas, más del 50 %-60 % había sido en salud y educación. Es gravísimo eso, malísimo eso, porque digamos que ese 100 % de responsabilidad del estado. Por otro lado, gracias a Dios que habían estado las empresas, realmente las empresas salvaron gente, que han salvado gente, han salvado gente de desnutrición, han salvado gente de todo. Mina Pirquitas ha tenido estos años 18 partos en el hospital de Mina Pirquitas, o sea, ha puesto la ambulancia para sacar accidentados, ha puesto la ambulancia para bajar gente, ha puesto el equipo de emergencia para gente que se había asentado en medio del campo y no había nada, quebrado, no quebrado, un infarto, dolores de muelas. Un montón de temas que el estado realmente estuvo fuertemente ausente. (...) Es 100% responsabilidad del estado eso. Las empresas están ahí y la renta minera se justifica cuando la renta minera, las ganancias de la minería, se vuelca en desarrollo de infraestructura y en proyectos que cuando la minería desaparece, siguen estando.”<sup>148</sup>

<sup>147</sup> [Le permis social d'exploitation est l'efficacité recherchée explicitement par le discours transnational, à la fois dans la dimension phénoménologique - perceptions et appréhensions - et dans les représentations sociales - les régimes d'énonciation et de visibilité. Pour parvenir à l'obtenir, des politiques et des plans d'intervention communautaire et de communication, des stratégies, des modes et des moyens d'obtenir l'autorisation des communautés touchées ou menacées par les entreprises minières sont promus et mis en place. Simultanément, l'image positive de la méga-exploitation minière et de son crédit social - l'ordre des croyances, la confiance et les valorisations - est construite. Cette double construction nécessite un *épistème* qui l'autorise - la production de connaissances et la garantie de « contrôle des risques » - une esthétique minière pour configurer une « éducation sensible et sentimentale », une éthique philanthropique d'humanisation de l'entrepreneuriat et du capital, une « philosophie » de la démocratie et de ses modèles.] (Antonelli, 2010, p. 56, trad. M. Denoël).

<sup>148</sup> [L'abandon de la région par le gouvernement a entraîné le fait que dans les plans de Responsabilité Sociale des Entreprises, plus de 50% à 60% ont été investis dans la santé et l'éducation. C'est très grave cela, très grave, parce que cela relève à 100% de la responsabilité de l'État. D'un autre côté, grâce à Dieu, les entreprises ont vraiment sauvé les gens, sauvé les gens, sauvé les gens de la malnutrition, sauvé les gens de tout. Cette année, 18 naissances ont eu lieu à l'hôpital de Mina Pirquitas, Mina Pirquitas a fourni l'ambulance pour des personnes blessées, elle a permis d'éviter de perdre des gens, elle dispose d'un équipement d'urgence pour les personnes qui sont installées dans la campagne et qui n'ont accès à rien en cas de crise cardiaque, de maux de dents. Beaucoup d'aspects vis-à-vis desquels l'État était vraiment fortement absent. (...) C'est la responsabilité de l'État à 100%. Les entreprises sont là et la rente minière est justifiée lorsque les revenus miniers, les bénéfices miniers, sont investis dans le développement d'infrastructures et de projets qui persistent lorsque l'activité minière disparaît.] (Extrait d'entretien avec le Secrétaire d'État à l'Activité Minière dans la province de Jujuy, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).



Les formes lexicales significatives sont *eau, or, minerais, fleuve, cuivre, Pascua-Lama, roche, usine, utiliser, produire, électrique, souterrain, litre, barrage, enlever, cyanure* (Figure 16). La classe 4 a pour caractéristique de rassembler tant des matières que des techniques, des besoins d'acteurs. Elle est donc centrée autour de la notion de ressource (Illustration 10).

**Figure 16.** Formes lexicales significatives de la classe 4

Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale	Chi2	Forme lexicale
<b>MATIÈRES</b>		<b>QUANTITÉ</b>		<b>ACTIONS, TECHNIQUES MÉCANIQUES</b>		<b>PRODUITS</b>		<b>ESPACES HUMAINS</b>	
466,52	Agua ( <i>eau</i> )	127,67	Litro ( <i>litre</i> )	147,58	Utilizar ( <i>utiliser</i> )	121,35	Depósito ( <i>dépôt</i> )	91,22	Chile ( <i>Chili</i> )
441,62	Oro ( <i>or</i> )	106,53	Mil ( <i>mille</i> )	142,27	Producir ( <i>produire</i> )	67,77	Dólar ( <i>dollar</i> )	71,86	Jáchal
422,44	Mineral ( <i>minerais</i> )	103,29	Millón ( <i>million</i> )	138,13	Usar ( <i>utiliser</i> )	46,78	Carbón ( <i>charbon</i> )	60,61	Zona ( <i>zone</i> )
411,36	Río ( <i>fleuve</i> )	79,04	Onza ( <i>onze</i> )	136,42	Eléctrico ( <i>électrique</i> )	43,87	Lingote ( <i>lingot</i> )	59,36	Gualcamayo
279,87	Cobre ( <i>cuivre</i> )	70,13	Rico ( <i>riche</i> )	111,08	Sacar ( <i>enlever</i> )	41,77	Batería ( <i>batterie</i> )	55,50	Uco
167,45	Roca ( <i>roche</i> )	64,24	Tonelada ( <i>tonne</i> )	81,13	Uso ( <i>utilisation</i> )	39,48	Cúbico ( <i>cube</i> )	50,33	Rafael
99,34	Arroyo ( <i>ruisseau</i> )	62,91	Kilómetro ( <i>kilomètre</i> )	79,39	Consumo ( <i>consommation</i> )	33,16	Cemento ( <i>ciment</i> )	30,70	Tunuyán
86,16	Zinc ( <i>zinc</i> )	47,17	Grande ( <i>grand</i> )	62,72	Perforación ( <i>perforation</i> )	30,70	Caudal ( <i>débit</i> )	30,70	Tambillos
84,57	Piedra ( <i>Pierre</i> )	44,94	Cantidad ( <i>quantité</i> )	61,60	Energía ( <i>énergie</i> )	20,87	Leña ( <i>bois</i> )	27,61	Calingasta
83,51	Cielo ( <i>ciel</i> )	17,53	Gramo ( <i>gramme</i> )	59,87	Regar ( <i>arroser</i> )	20,87	Polvo ( <i>poussière</i> )	26,81	Juan
82,53	Gas ( <i>gaz</i> )	17,53	Caudalímetro ( <i>débitmètre</i> )	59,66	Extraer ( <i>extraire</i> )	16,85	Desecho ( <i>déchet</i> )	26,15	Uspallata
78,68	Metal ( <i>métal</i> )	13,77	Volumen ( <i>volume</i> )	59,66	Extracción ( <i>extraction</i> )	16,64	Acero ( <i>acier</i> )	25,14	Atacama
73,79	Cal ( <i>chaux</i> )	<b>ACTEURS</b>		46,96	Encontrar ( <i>rencontrer</i> )	14,33	Vino ( <i>vin</i> )	24,96	Chinchillas
70,24	Potasio ( <i>potassium</i> )	16,85	Multinacional ( <i>multinationale</i> )	44,23	Concentrar ( <i>concentrer</i> )	<b>MARCHE</b>		21,92	Molino
66,99	Plomo ( <i>plomb</i> )	16,73	barrick	43,72	Proceso ( <i>processus</i> )-	34,55	Vendar   vender ( <i>vendre</i> )	20,87	Mendoza
64,87	Plata ( <i>argent</i> )	16,64	Bodegueros ( <i>vignerons</i> )	41,77	Perforar ( <i>perforer</i> )	33,30	Rentabilidad ( <i>rentabilité</i> )	17,53	Cloaca ( <i>égout</i> )
63,26	Hierro ( <i>fer</i> )	14,78	Ruso ( <i>russe</i> )	33,75	Molienda ( <i>moulin</i> )	25,01	Consumar ( <i>consommer</i> )	17,53	Rinconada
54,63	Uranio ( <i>uranium</i> )	13,77	glencore	33,36	Fundición ( <i>fonderie</i> )	21,34	Consumir ( <i>consommer</i> )	16,96	Malargüe
53,92	Litio ( <i>lithium</i> )	13,77	toyota	30,70	Perforando ( <i>fore</i> )	18,33	Valer ( <i>valoir</i> )	12,93	Tupungato
46,78	Potable ( <i>potable</i> )	13,29	Habitante ( <i>habitant</i> )	29,77	Cruzar ( <i>croiser</i> )	17,95	Vender ( <i>vendre</i> )	11,35	Biprovincial ( <i>biprovincial</i> )
45,87	Mar ( <i>mer</i> )	13,15	Australiano ( <i>australien</i> )	29,44	Cargar ( <i>charger</i> )	16,64	Cotizar ( <i>cotiser</i> )	10,70	Localidad ( <i>localité</i> )
41,49	Petróleo ( <i>pétrole</i> )	12,93	Suizo ( <i>suisse</i> )	29,44	Agujero ( <i>trou</i> )	16,20	Exportar ( <i>exporter</i> )	10,21	Neuquén
39,48	Viento ( <i>vent</i> )	<b>TECHNIQUES CHIMIQUES</b>		26,31	Acueducto ( <i>aqueeduc</i> )	15,98	Precio ( <i>prix</i> )	<b>ESPACES NATURELS</b>	
39,48	Solar ( <i>solaire</i> )	101,70	Cianuro ( <i>cyanure</i> )	26,31	Criogénico ( <i>cryogénique</i> )	<b>LIEUX DE LA PRODUCTION</b>		243,67	Valle ( <i>vallée</i> )
39,48	Pórfidos ( <i>porphyres</i> )	94,95	Lixiviación ( <i>lixiviation</i> )	26,31	Acumular ( <i>accumuler</i> )	168,39	Lama	142,97	Cordillera ( <i>cordillère</i> )
39,48	Carbono ( <i>carbone</i> )	88,16	Químico ( <i>chimique</i> )	23,53	Descubrir ( <i>découvrir</i> )	167,15	Planta ( <i>usine</i> )	73,35	Altura ( <i>altitude</i> )
38,08	Uva ( <i>raisin</i> )	75,57	Ácido ( <i>acide</i> )	22,96	Método ( <i>méthode</i> )	147,85	Pascua	57,05	Faja ( <i>ceinture</i> )
37,73	sierra	66,83	Tratamiento ( <i>traitement</i> )	21,92	Trituración ( <i>trituration</i> )	133,92	Subterráneo ( <i>souterrain</i> )	40,05	Cerro ( <i>colline</i> )
37,53	Carbonato ( <i>carbonate</i> )	63,26	Lavar ( <i>laver</i> )	21,34	Procesar ( <i>traiter</i> )	123,30	Dique ( <i>barrage</i> )	30,70	Cauce ( <i>lit, canal</i> )
35,08	Lluvia ( <i>pluie</i> )	50,64	Sustancia ( <i>substance</i> )	20,87	Muestra ( <i>échantillon</i> )	77,24	Pozo ( <i>puit</i> )	27,73	Montaña ( <i>montagne</i> )
35,08	Azufre ( <i>souffre</i> )	46,78	Sulfúrico ( <i>sulfurique</i> )	20,87	Explosión ( <i>explosion</i> )	61,04	Hectárea ( <i>hectare</i> )	21,92	Salinas
35,08	Hielo ( <i>glace</i> )	39,48	ph	19,82	Cantera ( <i>carrière</i> )	56,15	Yacimiento ( <i>gisement</i> )	20,87	Oasis
31,81	Salar	37,43	Contaminar ( <i>polluer</i> )	18,37	Carga ( <i>charge</i> )	55,50	Cola ( <i>barrage</i> )	18,23	Pampa
30,70	Pirita ( <i>pyrite</i> )	26,31	Contaminante ( <i>polluant</i> )	18,37	Guardar ( <i>garder</i> )	52,94	Veladero	<b>ORIENTATION</b>	
30,47	Glaciar ( <i>glacier</i> )	26,31	Nitrógeno ( <i>azote</i> )	18,27	Material ( <i>matériel</i> )	42,22	Abierto ( <i>ouvert</i> )	104,31	Norte ( <i>nord</i> )
29,60	Cuenca ( <i>bassin</i> )	19,69	Solución ( <i>solution</i> )	18,24	Prohibir ( <i>interdire</i> )	45,28	Abajo ( <i>en bas</i> )	41,71	Sur ( <i>sud</i> )
29,44	Húmeda ( <i>humide</i> )	16,64	Sulfatar ( <i>sulfater</i> )	17,53	Distribuir ( <i>distribuer</i> )	48,26	Pit ( <i>trou</i> )	23,59	Centro ( <i>centre</i> )
29,11	Arena ( <i>sable</i> )	12,47	Agroquímicos ( <i>agrochimiques</i> )	16,85	Sacás ( <i>enlèves</i> )	39,48	Tanque ( <i>réservoir</i> )	20,69	Oeste ( <i>ouest</i> )
29,11	Calizas ( <i>calcaires</i> )	<b>TRANSPORTS</b>		16,85	Hueco ( <i>trou</i> )	39,48	Refinería ( <i>raffinerie</i> )	19,42	Cerca ( <i>proche</i> )
27,73	Montaña ( <i>montagne</i> )	35,61	Camión ( <i>camion</i> )	16,64	Poblar ( <i>peupler</i> )	37,98	Mina ( <i>mine</i> )	18,95	Central ( <i>central</i> )
20,87	Acuífero ( <i>aquifère</i> )	29,44	Tren ( <i>train</i> )	16,30	Separar ( <i>séparer</i> )	27,61	Superficie ( <i>superficie</i> )	18,51	Límite ( <i>limite</i> )
19,64	Suelo ( <i>sol</i> )	18,37	Ferrocarril ( <i>chemin de fer</i> )	16,20	Exportar ( <i>exporter</i> )	25,14	Puerto ( <i>port</i> )	14,78	Debajo ( <i>en-dessous</i> )
18,86	Nieve ( <i>neige</i> )	14,53	Transporte ( <i>transport</i> )	13,15	Perforación ( <i>perforation</i> )	22,73	pachón	10,21	Noroeste ( <i>nord-ouest</i> )
18,37	Volcán ( <i>volcán</i> )			12,93	Reciclar ( <i>recycler</i> )	16,64	Boca ( <i>bouche</i> )		
14,78	Metalíferas ( <i>métallifères</i> )			12,93	Cuadrar ( <i>correspondre</i> )	16,64	Huella ( <i>empreinte</i> )		
14,53	Sal ( <i>sel</i> )			12,93	Preservar ( <i>préservier</i> )	15,90	Campamento ( <i>campement</i> )		
						13,77	Estancia ( <i>ferme</i> )		
						12,55	Bodega ( <i>cave</i> )		
						12,55	Sede ( <i>siège</i> )		

Réalisation : Mathilde Denoël, 2018, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

En effet, l'eau, l'or et la roche sont des matières dans le sens où « la matière (ou substance) se trouvant à la surface de la terre ou accessible depuis celle-ci, est assimilable à un "donné", car elle préexiste à toute action humaine. (...) La matière n'est pas d'abord la conséquence d'une pratique, mais elle est offerte à la pratique et dès lors elle devient un vaste champ de possibles » (Raffestin, 1980, p. 203). Ces matières sont ici activées par des acteurs qui les relient à des utilités. En effet « l'homme ne s'intéresse pas à la matière en

tant que masse inerte indifférenciée, mais en tant qu'elle possède des propriétés correspondant à des utilités » (Raffestin, 1980, p. 204). Pensées par les acteurs désireux d'implanter, de développer et de promouvoir la *megaminería*, comme des *commodities*, les pratiques qui leur sont associées témoignent de leurs propriétés relatives « inventées » par l'homme. Comme le souligne Claude Raffestin (1980, p. 203) « c'est effectivement l'homme qui, par son travail (énergie informée), "invente" les propriétés de la matière ». Ici, les formes lexicales significatives de la classe 4 témoignent de ces opérations : pour devenir *ressource*, la matière est *enlevée*, elle est *utilisée*, *produite* dans des *usines*, à l'aide de *barrage* et de *cyanure*.

Comme le révèle leur présence significative dans la classe, les ressources *eau* et *or* sont centrales dans les discours tenus par les entreprises et les acteurs situés à l'échelon provincial, alors même que les ressources exploitées sont plurielles (*eau* et *or* certes, mais aussi, et nous l'avons vu précédemment, *cuivre*, *argent* entre autres).

Ces deux ressources transparaissent de manière manifeste, elles occupent une place essentielle dans les débats autour de l'activité et elles ont connu une véritable politisation. L'une est opposée à l'autre dans les mouvements de contestation à travers des slogans tels que l'emblématique « *el agua vale mas que el oro* »<sup>149</sup>, né à Esquel et repris par tous les mouvements socio-environnementaux, ou encore « *el agua es vida* »<sup>150</sup>, ou bien elles sont toutes deux renvoyées à leur seule existence en tant que ressource exploitable *via* des slogans comme « *vienen por el oro, vienen por cobre, vienen por el agua* »<sup>151</sup>, qui couvrent les murs des villes situées à proximité de certains projets miniers (Illustration 11).

**Illustration 11.** Inscription murale *Vienen por el cobre, vienen por oro, vienen por el agua*



© Mathilde Denoël, 2016, Uspallata, province de Mendoza.

<sup>149</sup> [L'eau vaut plus que l'or] (trad. M. Denoël).

<sup>150</sup> [L'eau c'est la vie] (trad. M. Denoël).

<sup>151</sup> [Ils viennent pour l'or, ils viennent pour le cuivre, ils viennent pour l'eau] (trad. M. Denoël).

Ainsi, Lorena Bottaro, Alex Latta et Marian Sola Álvarez (2014) soulignent que : « *la politización del agua se transformó en una practica de resistencia a la megaminería* »<sup>152</sup> (p. 108) et que :

“los discursos opositores que circularon en el espacio público cuestionando el impacto de la megaminería giraron en torno a la contaminación y escasez del agua, percibida como una amenaza para la vida. El vínculo ‘agua-vida’ expresa la valoración de los actores movilizados – las asambleas, organizaciones sociales y comunidades – para quienes el agua es un bien común amenazado por los proyectos mineros. La lucha por la defensa del agua y la vida se concatena con la de los derechos territoriales(…) Los conflictos se desarrollan en zonas donde un escenario de agudización de la escasez del agua representa la imposibilidad de existencia de los proyectos de vida de las comunidades. Asimismo, la contaminación, o el riesgo de contaminación, es representada como una amenaza a nivel territorial en zonas donde la megaminería se despliega. De este modo, el agua llega a ser un elemento articulador para la organización regional de los movimientos sociales preocupados por la protección de su ambiente.”<sup>153</sup> (p. 109)

Au même titre que le mouvement social s’opposant au projet Conga au Pérou, étudié par Kyra Grieco et Carmen Salazar-Soler (2013, p. 157), la lutte contre les projets miniers en Argentine refuse cependant d’être associée à un simple positionnement « politique » et est « présentée par les manifestants comme une question de survie biologique (l’eau donne la vie) et sociale (l’eau donne la vie aux animaux dans une région d’élevage), qui s’oppose à tout objectif “politique”, dans le sens d’un intérêt individuel ou partisan ».

Faisant le lien avec les usages des ressources par l’activité minière, Horacio Machado Aráoz (2010 a) explique cette centralité dans les débats de la ressource *eau*, dans les conflits distributifs chers à l’écologie politique, en développant la notion de « transfert écologique » (notion qui permet de révéler l’appropriation et le transfert indirect de biens et services environnementaux consommés comme intrants dans les processus extractifs). En effet, « *en el caso de la megaminería metálfera a cielo abierto, los principales bienes y servicios ambientales que son objetos de transferencia ecológica, y, por tanto, de apropiación indirecta por parte de los países importadores de tales recursos, son el agua, la energía y la capacidad de sumidero* »<sup>154</sup> (p. 24),

---

<sup>152</sup> [La politisation de l’eau est devenue une pratique de résistance aux méga-mines] (Bottaro *et al.*, 2014, p. 108, trad. M. Denoël).

<sup>153</sup> [Les discours d’opposition qui circulaient dans l’espace public et qui remettaient en question l’impact des méga-mines tournaient autour de la pollution et de la rareté de l’eau, perçues comme une menace pour la vie. Le lien « eau-vie » exprime la valorisation par les acteurs mobilisés - assemblées, organisations sociales et communautés - de l’eau comme un bien commun, menacé par les projets miniers. La lutte pour la défense de l’eau et de la vie est associée à celle des droits territoriaux. (...) Les conflits se développent dans des régions où un scénario d’aggravation de la pénurie d’eau représente l’impossibilité d’existence des projets de vie des communautés. De même, la pollution ou le risque de pollution sont représentés comme une menace au niveau territorial dans les zones où la méga-activité minière est déployée. L’eau devient ainsi un élément d’articulation régionale pour l’organisation des mouvements sociaux soucieux de la protection de leur environnement.] (Bottaro *et al.*, 2014, p. 109, trad. M. Denoël).

<sup>154</sup> [Dans le cas des méga-mines métallifères à ciel ouvert, les principaux biens et services environnementaux qui font l’objet de transferts écologiques, et donc d’appropriation indirecte par les pays importateurs de ces ressources, sont l’eau, l’énergie et la capacité de forage] (Machado Aráoz, 2010 a, p. 24, trad. M. Denoël).

et dans la mesure où « *el agua y la energía que consumen las mineras en los territorios de nuestra región* [l'Amérique latine], *es agua y energía que es negada y expropiada a las propias poblaciones locales* »<sup>155</sup> (p. 25) l'eau se trouve, pour l'auteur, au centre des discours d'opposition. De même, María Inés Petz (2013, p. 13) affirme que :

“A partir de lo expuesto acerca de los diferentes usos del agua, proponemos que éstos reflejan diferentes maneras de *con-vivir* con la naturaleza y de entender el territorio en sus múltiples dimensiones. Entre estas formas diferentes el agua aparece como el ‘lugar’ de la disputa, por lo que, como dice Bebbington (2009), estamos ante la presencia de un conflicto, ya que éste es una ‘manifestación de contradicciones entre distintas maneras de entender el desarrollo, la democracia y la sociedad deseada’ (p. 119) y específicamente un conflicto ambiental es aquel que no se reduce a la disputa por un recurso natural, sino que también a la forma de acceso, manejo y distribución de los mismos. Es decir, que el conflicto no surge sólo por una disputa distributiva por un recurso escaso o que es percibido como escaso, sino también porque se interpreta que modificar la calidad o el estilo de manejo de un recurso natural puede amenazar la reproducción social de un grupo humano.”<sup>156</sup>

La présence significative de la forme lexicale *eau* dans la classe 4 peut donc s'expliquer par le besoin, pour les entreprises, organisations sectorielles ou acteurs intervenants à l'échelon provincial, de faire face à ces discours d'opposition à l'activité, où l'eau est construite comme une ressource politique permettant de fédérer les mobilisations et de freiner le développement minier. En effet, l'analyse du concordancier montre que de nombreux segments de texte, où apparaît la forme lexicale, font référence aux techniques mobilisées lors de la production pour réduire la consommation en eau ou pour éviter les pollutions. Un travail de déconstruction de la représentation de l'utilisation importante dans les processus de production de la ressource *eau* est en effet effectué par le secteur. Ainsi, un avocat d'entreprises électriques, ex-directeur de la *Camara de Empresarios Argentinos De la Energía* (CEADE) et gérant général de la CAEM déclarait lors de l'événement minier « *Curso de minería para no mineros* »<sup>157</sup> que :

“Cuando nos preguntan respecto a la sustentabilidad de tal o cual sector, y nosotros explicamos cómo es el tema del agua, cuánta agua se usa, que se usa mucha agua en minería, pero que hay que ponerlo en un contexto general, porque todas las industrias usan mucha

<sup>155</sup> [l'eau et l'énergie consommées par les compagnies minières dans les territoires de notre région sont de l'eau et de l'énergie qui sont refusées et expropriées aux populations locales elles-mêmes.] (Machado Aráoz, 2010 a, p. 25, trad. M. Denoël).

<sup>156</sup> [Sur la base de ce qui a été dit sur les différents usages de l'eau, nous pensons que ceux-ci reflètent différentes manières de vivre avec la nature et de comprendre le territoire dans ses multiples dimensions. Parmi ces différentes formes, l'eau apparaît comme le « lieu » du conflit, de sorte que, comme le dit Bebbington (2009), nous sommes devant la présence d'un conflit, puisqu'il s'agit d'une « manifestation de contradictions entre différentes manières de comprendre le développement, la démocratie et la société souhaitée » (p. 119) et plus spécifiquement, un conflit environnemental qui ne se réduit pas au conflit pour une ressource naturelle, mais aussi à la forme d'accès, de gestion et de distribution de cette dernière. En d'autres termes, le conflit ne découle pas seulement d'un différend distributif au sujet d'une ressource rare ou d'une ressource perçue comme rare, mais aussi parce que la modification de la qualité ou du style de gestion d'une ressource naturelle est interprété comme une menace pour la reproduction sociale d'un groupe humain.] (Petz, 2013, p. 13, trad. M. Denoël).

<sup>157</sup> [Cours d'activité minière pour non mineurs] (trad. M. Denoël).

agua (...). Y dentro de esa mucha agua que se utiliza en todos los sectores, el sector minero utiliza aproximadamente un 1% del total del agua disponible. Pero hay mucha agua. Si ustedes escuchan a alguien decir que el sector minero usa poca agua, la verdad que no es del todo cierto. Sí también hay que decir que el sector minero recicla o recircula prácticamente hasta un 90% del agua que usan. O sea (...) que hay un 90% que se vuelve a recircular en circuitos cerrados, y que el sector minero es uno de los que más ha invertido a la hora de buscar usos alternativos del agua.”<sup>158</sup>

De même, la CAEM publie chaque année une collection de prospectus thématiques de sensibilisation relatifs à l'activité minière, intitulée « *Minería Argentina : todas las respuestas. Por una minería limpia, segura y sustentable* »<sup>159</sup>. Bien que certains feuillets abordent la relation entre environnement naturel et activité minière de manière générale, un document entier est consacré à l'eau (Illustration 12, p. 184).

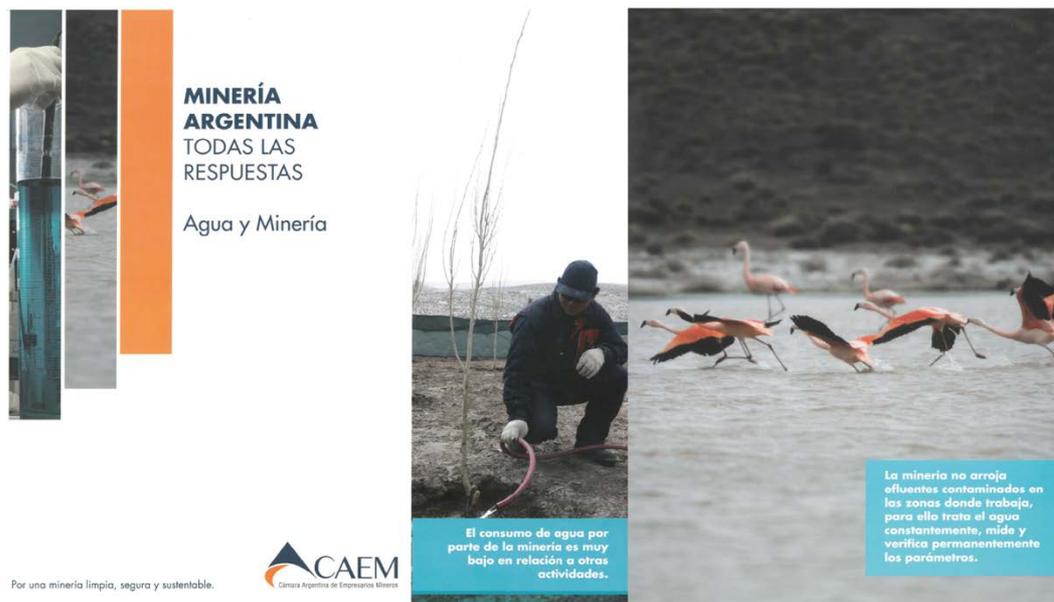
À l'échelle locale, les entreprises développent de plus en plus, dans le cadre de leurs stratégies de RSE, des contrôles environnementaux participatifs centrés sur le contrôle de la qualité de l'eau, impliquant certains habitants des communautés avoisinantes. À ce propos, Julieta Godfrid (2016, p. 305-304) indique que :

“La misma consiste en invitar a algunos miembros seleccionados de las comunidades a que participen de un monitoreo y de un control a la empresa, por ejemplo, en la gestión del recurso agua. De esta manera, estos miembros de la comunidad seleccionados por la empresa, junto con representantes de la misma, realizan muestras de agua, que luego envían a laboratorios certificados internacionalmente para realizar estos estudios. Estas experiencias de monitoreo y participación se orientan a desdibujar las relaciones jerárquicas y asimétricas entre la empresa y la comunidad, y proponer la figura de ‘socios igualmente responsables’. En este sentido, se busca construir ‘testigos’ de su proceso productivo, que puedan ser referentes fiables para el resto de la comunidad y, de este modo, se estimula que los participantes se identifiquen con las iniciativas de transparencia de la marca.”<sup>160</sup>

<sup>158</sup> [Lorsqu'on nous interroge sur la durabilité de tel ou tel secteur, et qu'on donne des explications sur la thématique de l'eau, quelle quantité d'eau est utilisée, qu'une grande quantité d'eau est utilisée dans les mines, nous devons la mettre dans un contexte général, car toute industrie consomme beaucoup d'eau (...). Et dans cette quantité d'eau consommée par tous les secteurs, le secteur minier utilise environ 1 % de l'eau totale disponible. Mais le secteur utilise beaucoup d'eau. Si vous entendez quelqu'un dire que le secteur minier utilise peu d'eau ça n'est pas entièrement vrai. Il faut dire aussi que le secteur minier recycle ou fait recirculer pratiquement et jusqu'à 90 % de l'eau qu'il utilise. En d'autres termes, (...) 90 % de l'eau est recyclée en circuit fermé, et que le secteur minier est l'un des secteurs qui a le plus investi lorsqu'il s'agit de rechercher des utilisations alternatives de l'eau.] (Extrait de prise de parole officielle d'un avocat d'entreprises électriques, ex-directeur de la *Camara de Empresarios Argentinos De la Energia* (CEADE) et gérant général de la CAEM lors du *Cursos de minería para no mineros*, 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>159</sup> [L'exploitation minière en Argentine : toutes les réponses. Pour une exploitation minière propre, sûre et durable.] (CAEM, trad. M. Denoël).

<sup>160</sup> [Le contrôle environnemental participatif consiste à sélectionner des membres des communautés pour participer à la surveillance et au contrôle de l'entreprise, par exemple à la gestion des ressources en eau. De cette façon, ces membres de la communauté sélectionnés par l'entreprise, ainsi que des représentants de l'entreprise, effectuent des prélèvements d'eau, qui sont ensuite envoyés à des laboratoires internationaux certifiés pour effectuer ces études. Ces expériences de suivi et de participation visent à brouiller les relations hiérarchiques et asymétriques entre l'entreprise et la communauté et à proposer la figure des « partenaires également responsables ». En ce sens, elle cherche à construire des « témoins » de son processus productif, qui peuvent être des références fiables pour le reste de la communauté et, de cette manière, encourage les participants à s'identifier aux initiatives de transparence de la marque.] (Godfrid, 2016, p. 305-306, trad. M. Denoël).

**Illustration 12.** L'eau dans l'activité minière : quand la ressource devient politique<sup>161</sup>

Source : CAEM, 2016.

Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

L'affichage participatif de tels contrôles témoigne de la volonté, pour les entreprises, de déconstruire les discours d'opposition mettant en doute la qualité des études d'impact environnemental fournies par leurs techniciens ou par les organismes officiels de contrôle (gouvernements, organisations sectorielles, certaines institutions internationales dans les cas les plus controversés). Présentée de manière participative ou non, et utilisée comme moyen de relativiser les usages effectués de la ressource *eau*, la notion de technique — et de progrès technique — est donc centrale dans les discours des acteurs désireux d'implanter et de développer la méga-activité minière. Par exemple, dans le cas de la contestation de la mine d'or de Conga au Pérou, Kyra Grieco et Carmen Salazar-Soler (2013, p. 163) relèvent que :

« En affirmant la nature technique du conflit et de sa résolution telle une question d'expertise scientifique, le gouvernement dépolitise la controverse et délégitime la position du mouvement social en la qualifiant de partisane, ainsi que l'expertise locale, en la qualifiant implicitement de non scientifique. Pour le gouvernement, l'accès à l'eau et l'exploitation de l'or ne sont pas incompatibles, il suffit de maîtriser les moyens afin de profiter des deux. »

<sup>161</sup> Traduction des encarts :

[la consommation d'eau par l'industrie minière est très faible par rapport à celle effectuée par d'autres activités.]

[l'exploitation minière ne rejette pas d'effluents pollués dans les zones où elle travaille, pour cela elle traite l'eau constamment, mesure et vérifie en permanence les paramètres.]

(CAEM, 2016, trad. M. Denoël).

Dans le cas des partisans de l'activité installés en Argentine, en plus d'être un élément de discours du gouvernement fédéral, ce positionnement est celui qui est adopté par les gouvernements provinciaux et les représentants locaux des entreprises minières. Cette classe 4 rassemble d'ailleurs, outre les formes lexicales se référant aux matières, tout le champ des techniques de production (sections « techniques chimiques », « actions, techniques mécaniques », « lieux de la production » de la Figure 16, p. 179).

Si, dans le discours comme dans le cadre des contrôles environnementaux participatifs, la maîtrise de la technique est présentée comme permettant la construction de la ressource et sa protection, c'est aussi qu'elle ne peut pas être mise en doute, questionnée. Ainsi, Vincent Bos (2017, p. 481) souligne que « la technique, et donc la « rationalité moderne », revêtent ici un caractère presque sacré. Elle ne saurait être soumise au doute, pourtant fondamental dans la pensée moderne ». Sacralisée, la technique permet donc la préservation de la ressource *eau* et l'extraction de la ressource *or*. Car si l'eau est une ressource *politique* dans le sens où elle occupe une place centrale dans les débats autour de l'activité, l'*or* l'est tout autant. En effet, si l'argent, le cuivre, le zinc, le plomb, et le fer (entre autres) apparaissent comme formes significatives de la classe, seul l'or a une présence comparable à celle de l'eau dans les discours portés par les acteurs désireux d'implanter, de développer l'activité à l'échelle provinciale (et donc dans la classe 4). De fait, l'or est une ressource construite historiquement dans les imaginaires comme symbole de faste, de richesse et elle est également le support figuré du capitalisme. Horacio Machado Aráoz (2013, p. 25) rappelle que :

“La minería propiamente moderna, es decir, la nacida y desarrollada como soporte material y simbólico del capitalismo (tanto respecto de su función económica, como reserva de valor, medio y fundamento de última instancia del sistema financiero mundial, del comercio mundial y de la dinámica histórica de la acumulación; cuanto respecto del insustituible papel de los minerales como insumos estratégicos de la industria de la guerra) debe en definitiva su poder y su peso en la estructuración política del mundo moderno, a través de ese extraño influjo que ejerce sobre los corazones... El secreto de su poder reside así en su capacidad para provocar una cierta *fiebre* en ciertos sujetos: *la fiebre del oro*. (...) La fiebre del oro, enfermedad moderna, remite y da cuenta de esa intensa excitación-afección que ese raro metal provocó y sigue provocando en las sensibilidades de los sujetos propiamente ‘modernos’.”<sup>162</sup>

<sup>162</sup> [L'exploitation minière moderne, c'est-à-dire apparue et développée comme support matériel et symbolique du capitalisme (à la fois en termes de fonction économique, comme réserve de valeur, comme moyen et comme fondement ultime du système financier mondial, du commerce mondial et de la dynamique historique d'accumulation ; et en termes de rôle irremplaçable des minéraux comme intrants stratégiques pour l'industrie militaire) doit en définitive son pouvoir et son poids à la structure politique du monde moderne, du fait de son étrange influence sur les cœurs... Le secret de son pouvoir réside dans sa capacité à provoquer une certaine *fièvre* chez certains sujets : *la fièvre de l'or*. (...) La fièvre de l'or, maladie moderne, remet en cause et rend compte de cette intense excitation-affection que ce métal rare a provoqué et continue de provoquer dans les sensibilités des sujets typiquement « modernes ».] (Machado Aráoz, 2013, p. 25, trad. M. Denoël).

De manière plus concrète, Sebastián Gómez Lende (2018, p. 15) renoue les liens entre or et capitalisme en ces termes :

“La plata y, sobre todo, el oro, se destinan mayoritariamente a la producción de artículos de consumo suntuario (joyas y alhajas), la cual absorbe entre el 75% y el 80% de toda la extracción aurífera (Odriozola, 2003). El oro, además, sirve de respaldo al capital acumulado en los bancos centrales de las grandes potencias — Estados Unidos, Rusia, Alemania, Italia, Francia, China, Suiza — (Murguía, 2015) y los organismos financieros internacionales — que almacenan en sus arcas la quinta parte del oro circulante en el mundo —, siendo también utilizado marginalmente en la elaboración de *chips*, circuitos impresos, nano-tecnologías, aplicaciones industriales, medicinales y de tecnología espacial.”<sup>163</sup>

Étant justement centrés sur la critique du modèle de « développement » (celui de fournir des matières premières brutes exportables sous forme de *commodities* en grandes quantités afin de répondre à la demande des marchés internationaux), les mouvements de contestation des mégaprojets extractivistes mobilisent donc plus souvent l’or dans leurs mots d’ordre d’opposition que d’autres minerais. En effet, la seule évocation de l’or, dans tout ce qu’il a de symbolique, permet l’association quasiment immédiate du minerai au modèle qu’il représente, du colonialisme au néo-libéralisme, au néo-extractivisme. Ce rapprochement entre *or* et *marché* transparait aussi dans les discours des défenseurs de l’activité. « *El oro en los últimos 20 años ha pasado a jugar un papel... ¿Cómo se llama? De valor, es una inversión de valor, ¿Cómo te dijera? Se ha llegado un punto en que directamente pareciera que el mundo cree poco en el dólar, cree poco en el euro, en el BNA, en los valores entonces el oro se ha ido de a poco catapultando como tiene un nombre de valor. De valor, de valor. Que si vos sos inversor y querés algún tipo de seguridad, lo que más te conviene es irte al oro* », <sup>164</sup> nous disait le responsable de la direction technique du ministère de l’activité minière de San Juan en juillet 2015.

Face à la mobilisation de l’or comme symbole d’un modèle auquel s’opposer, et conscients de l’assimilation faite entre *or* et *marché*, les partisans de la méga-activité minière tempèrent parfois son importance. Ainsi, l’analyse du corpus montre que les acteurs partisans de l’activité minière en Argentine ont tendance à relativiser la part jouée par l’or

<sup>163</sup> [L’argent et l’or surtout sont principalement utilisés pour la production de biens de consommation de luxe (bijoux et joaillerie), qui absorbe entre 75 % et 80 % de toute l’extraction d’or (Odriozola, 2003). L’or soutient également le capital accumulé dans les banques centrales des grandes puissances — États-Unis, Russie, Allemagne, Italie, France, Chine, Suisse — (Murguía, 2015) et des organisations financières internationales — qui stockent dans leurs coffres un cinquième de l’or circulant dans le monde. Il est aussi utilisé, de manière plus marginale, dans l’élaboration des puces, circuits imprimés, nanotechnologies, applications industrielles, médicales et technologiques spatiales.] (Gómez Lende, 2018, p. 15, trad. M. Denoël).

<sup>164</sup> [Depuis ces 20 dernières années, l’or s’est mis à jouer un rôle... Comment on dit déjà ? De valeur, c’est un investissement de valeur. Comment je pourrais te le dire autrement ? On a atteint un stade où il semble que le monde ne croit que peu au dollar, croit peu à l’euro, peu à la BNA [Banco de la Nación Argentina] aux valeurs monétaires, donc petit à petit l’or a été catapulté comme une valeur sûre. De valeur, de valeur. Si tu es un investisseur et que tu veux une sorte de sécurité, la meilleure chose pour toi est de te tourner vers l’or.] (Extrait d’entretien avec le responsable de la direction technique du ministère de l’activité minière de San Juan, juillet 2015, province de San Juan, trad. M. Denoël).

dans les processus d'extraction et, donc, les critiques soulevées à l'encontre des projets miniers, présentées comme mal informées (alors que celles-ci ne visent pas seulement l'extraction aurifère). À ce titre, la responsable locale de la RSE pour le projet minier San Jorge (province de Mendoza), disait lors d'un entretien réalisé en novembre 2016 que « *es un gran error de la gente, que cree que es un proyecto de oro. Esto es cobre como subproducto oro. El 95% cobre, y el 5% oro. Sí. Sí. Que también la gente dice proyecto de oro y no es así, esto es cobre* »<sup>165</sup>.

Quand il ne s'agit pas pour les partisans de l'activité de démentir l'extraction d'or, il s'agit alors de relativiser l'impact des méthodes employées pour l'extraction. Le sous-secrétaire d'État de l'activité minière dans la province de Mendoza nous déclarait ainsi lors d'un entretien en juillet 2015 que « *recién en este año se está probando en Chile (...) y Australia, nuevos métodos de lixiviación del oro sin usar el cianuro. A nivel internacional tiene mala vista y simplemente por ahí una mala vista. El perro malo, se lo ve malo y por ahí un cachorrito dulce pero...* »<sup>166</sup>. Les techniques employées sont souvent mises en regard avec celles des orpailleurs ou celles utilisées par l'activité minière artisanale. « *Porque a veces se crítica a la minería, se crítica. La minería yo creo que es la actividad más monitoreada por el estado. Creo que es la más monitoreada por el estado, creo que es la que menos contamina y la que menos agua utiliza, me parece. También hay un par de irresponsables que los vas a encontrar en cualquier lado. (...) Eso [Estos aparatos abandonados] está abandonado por un tipo que fue un día, fue y dijo "Voy a ser oro aluvional". (...) Un chico se corta con esto y mínimo va a tener tétanos, ¿Entendés? entonces eso lo tenés que erradicar, son cosas que hay que erradicar, creo* »<sup>167</sup>, nous déclarait ainsi le co-directeur de l'entreprise paraétatique JEMSE, lors d'un entretien en juillet 2015, dans la province de Jujuy. Au même titre que pour l'eau, les entreprises exploitantes se présentent comme les seuls acteurs capables de maîtriser les techniques d'extraction, du fait de leurs moyens et du contrôle auquel elles sont soumises. Pour les individus ou petites exploitations perçus comme irresponsables dans leurs pratiques, les contrôles doivent être durcis.

<sup>165</sup> [c'est une grosse erreur de la part des gens, qui pensent que c'est un projet aurifère. C'est du cuivre, avec comme sous-produit de l'or. 95 % de cuivre et 5 % d'or. Oui. Oui. Les gens disent projet aurifère alors que ce n'est pas ça, c'est du cuivre.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>166</sup> [Récemment, ont été testées au Chili et en Australie de nouvelles méthodes de lixiviation de l'or sans cyanure. À l'échelle internationale, la lixiviation est mal perçue et peut-être que c'est simplement une mauvaise impression. Le méchant chien, parfois il a l'air mauvais alors que c'est un gentil chiot mais...] (Extrait d'entretien avec le sous-secrétaire d'État de l'activité minière, secteur promotion de l'activité, juillet 2015, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>167</sup> [Je pense que l'exploitation minière est l'activité la plus surveillée par l'État. Je pense que c'est la plus surveillée par l'État, celle qui pollue le moins et qui utilise le moins d'eau, je pense. Comme partout, il y a quelques personnes irresponsables. (...) Ça [ces appareils abandonnés], c'est abandonné par un type qui, un jour, s'est dit : « Je vais faire de l'or alluvial ». (...) Un garçon se coupe avec ça et il va au moins avoir le tétanos, tu comprends ? Alors il faut l'éradiquer, ce sont des choses là qui doivent être éradiquées, je pense.] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

Cette classe lexicale, qui comprend des segments de textes caractéristiques des propos tenus par les acteurs entrepreneuriaux à l'échelle provinciale témoigne des tentatives de déconstruction de critiques adressées à leur activité. Plusieurs éléments ressortent. Tout d'abord, la référence aux techniques (d'extraction ou de protection) et aux contrôles permet de légitimer la surreprésentation des entreprises transnationales dans le secteur de l'exploitation métallifère. Elle permet de relativiser les accusations de pollution ou de dommages environnementaux générés par l'activité. Enfin, elle illégitime les propos tenus par les opposants en les présentant comme mal informés, voire mal formés puisque ne comprenant pas justement les techniques employées.

En conclusion, cette première analyse du corpus, mêlant étude textuelle quantitative et lecture qualitative (analyse des entretiens et des concordanciers, mobilisation de *verbatim*), nous a permis de dresser un tableau du monde lexical propre à l'activité minière métallifère de grande envergure. Dans la mesure où chaque représentation individuelle est ancrée dans un contexte (dans notre cas celui de l'activité), cet univers lexical est révélateur des représentations sociales qui contribuent à la construction d'une certaine réalité idéelle partagée par tous les acteurs enquêtés, et d'une certaine réalité idéelle concernant l'activité minière métallifère de grande envergure. Composé de quatre « mondes », l'univers lexical légitimant l'activité repose sur un idéal *néodéveloppementiste* (classe 1), où le développement *économique* est édulcoré par des nuances de développement *humain* ou *durable* qui lui sont associées. Le développement (défendu par l'État fédéral ou provincial) offert par l'activité est, dans ce discours, rendu possible par une *réglementation formelle*, un ensemble de normes qui, bien que contestées, sont censées garantir, par l'*encadrement légal*, la préservation de l'environnement (classe 3). La « mine » est donc une *opportunité* face à la précarité sociale et économique des populations vivant dans les territoires avoisinants : l'intégration à l'économie formelle des populations est un prérequis à leur propre développement (et non plus à celui de l'État) et est permise par les *entreprises*. Mettant en place des dispositifs de RSE, celles-ci prennent en charge certains services publics et deviennent de véritables *acteurs sociaux* (classe 2). En étant mal informé ou partisan, s'opposer à cette opportunité de développement générée par la transformation d'une *matière* en *ressource* revient à politiser ce qui relève en réalité de *techniques* pensées, contrôlées et maîtrisées par et pour le *marché*, sous l'œil vigilant des institutions (locales, nationales, internationales) (classe 4).

## **B. Légitimation : des variations territoriales**

Si cet univers lexical atteste de l'existence d'un « modèle minier », d'une réalité idéale commune, à l'échelon provincial ou local, les discours sont pourtant ajustés aux réalités des territoires. En dégagant de nouvelles classes, propres à chaque entité territoriale, nous proposons de montrer quels sont les mondes lexicaux particuliers à l'activité dans les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza. Bien qu'existe un univers lexical hégémonique, nous verrons ainsi que le discours est poreux, malléable face aux territoires hétérogènes de l'activité. Des éléments sont communs à l'ensemble des territoires, d'autres sont co-construits à une échelle d'action plus fine. Ces derniers font en effet apparaître les procédés de va-et-vient dans l'élaboration d'un argumentaire promineur. Ils permettent de saisir en partie les rapports de pouvoir : les provinces, les départements, les lieux ne font pas que « recevoir » un discours construit par ailleurs et expriment aussi le déploiement d'un pouvoir à l'échelle de chaque entité spatiale.

### **1. La province de Jujuy : une dissociation forte entre développement économique provincial et développement humain local**

Le sous-corpus par métadonnées rassemblant les textes (retranscriptions d'entretiens ou de prises de paroles officielles) identifiés par la variable étoilée (\*Prov\_Ju, correspondant à la province de Jujuy) est composé de 23 textes et a été découpé en 3 364 segments de texte (Illustration 13, p. 190). Après analyse, 78,75 % des segments de texte (soit 2 649 segments) ont été répartis dans trois classes (Figure 17, p. 190). Ces classes témoignent des champs lexicaux mobilisés par les acteurs (représentants de l'État, entrepreneurs ou fournisseurs de services, participants d'organisations sectorielles, etc.) intervenant à l'échelle provinciale ou locale dans la province de Jujuy. Elles sont représentées sur un graphique (Figure 17, p. 190) suite à une Analyse Factorielle des Correspondances (AFC). Comme l'explique Jean-Jacques Salone (2013, p. 2), « l'AFC, basée sur des calculs d'inertie du nuage de mots que constitue un corpus, fait davantage apparaître les oppositions ou rapprochements. Elle détermine pour cela des facteurs (des espaces propres de la matrice d'inertie) sur lesquels les formes se distribuent ». Dans notre cas, deux pôles de sens se dégagent de l'analyse textuelle du discours.

**Illustration 13.** Présentation du sous-corpus de la variable *Jujuy* et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

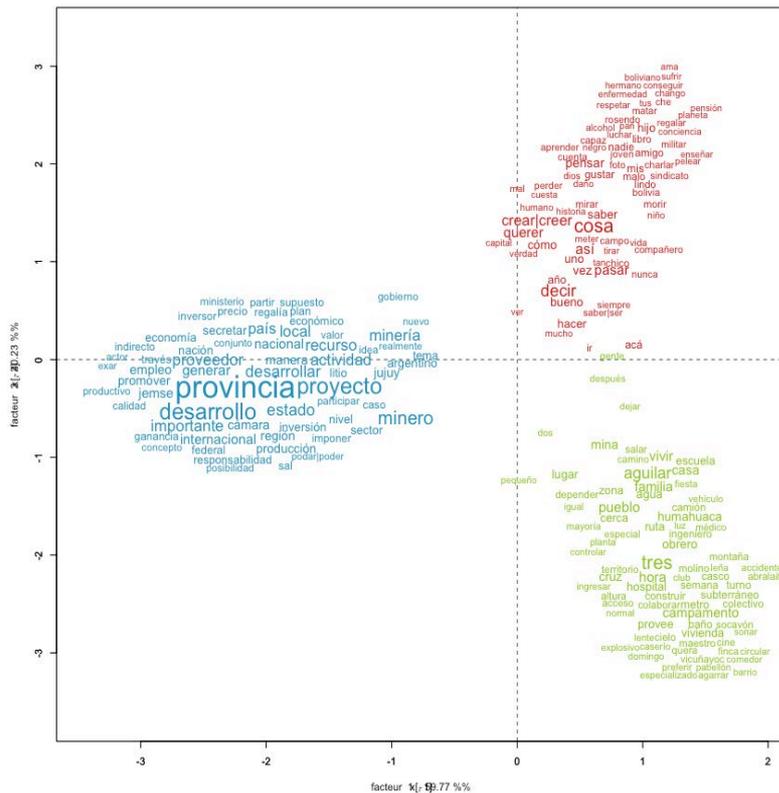
```

+---+---+---+---+---+
|i|R|a|M|u|T|e|Q| - Thu Feb 7 11:40:43 2019
+---+---+---+---+---+

Nombre de textes: 23
Nombre de segments de texte: 3364
Nombre de formes: 9432
Nombre d'occurrences: 116703
Nombre de lemmes: 5738
Nombre de formes actives: 5444
Nombre de formes supplémentaires: 287
Nombre de formes actives avec une fréquence >= 3: 2243
Moyenne de formes par segment: 34.691736
Nombre de classes: 3
2649 segments classés sur 3364 (78.75%)

#####
temps : 0h 0m 18s
#####
    
```

**Figure 17.** Analyse factorielle des correspondances du sous-corpus de la variable *Jujuy* par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

Le premier, constitué des classes figurant en rouge et en vert sur le graphique (Illustration 13), concerne l’environnement local des projets miniers. Le second, composé de la classe bleue, porte sur les liens entre activité minière et développement provincial. Comme en témoigne la répartition des pôles (Figure 17), l’environnement local des projets miniers

est dissocié, dans le discours des partisans de l'activité dans la province Jujuy, de l'impact de l'activité sur le développement provincial. Cette dissociation témoigne, outre la volonté affichée de présenter l'activité comme moteur de développement à l'échelle locale, de l'incapacité dans le discours d'associer le développement à d'autres éléments que les facteurs économiques ou aux acteurs intervenants à l'échelle provinciale (les entrepreneurs miniers, fournisseurs de services, organisations sectorielles). Ainsi, bien que l'activité soit présentée, dans le discours la légitimant, comme porteuse de développement à plusieurs échelles (celle de la nation, mais aussi de la province et des territoires), sa portée se limite, dans les discours recensés dans la province de Jujuy, à l'échelle provinciale. Si les formes lexicales *internacional*, *región*, *nación*, ou *país*<sup>168</sup> apparaissent tout de même de manière peu significative dans la classe lexicale **bleue**, centrée autour de la notion de développement, les habitants vivant à proximité des sites miniers en sont, eux, absents. Ils ne sont évoqués qu'à propos de leurs coutumes, de leur organisation sociale, de leurs modes de vie, mais rarement en termes de développement : ils participent de l'environnement de l'activité sans pour autant être associés aux retombées générées par celle-ci. Si la classe figurant en **rouge** permet donc de qualifier les organisations sociales et les modes de vie des habitants à proximité des sites, la classe en **vert** rassemble elle les formes lexicales présentant les apports de l'entreprise au tissu local. Enfin, fait significatif à l'analyse générale de l'AFC du sous-corpus de Jujuy, aucune classe lexicale n'est centrée sur des éléments non humains ou naturels. On ne retrouve également que peu les éléments techniques ou chimiques associés à l'activité et à sa mise en débat. Ainsi, à l'échelle de la province de Jujuy, si les classes 1 (extractivisme néo-développementiste) et 2 (application de la RSE) de l'univers lexical de l'activité (A) sont bien représentées, les thématiques de l'encadrement légal et des matières et techniques sont, elles, en retrait.

Dans la province de Jujuy, le discours s'articule donc autour du développement provincial d'une part et de la vie et du territoire local (où intervient la mine) d'autre part. Si le discours général porté sur l'activité transparait, l'analyse à l'échelle provinciale permet d'identifier un fort partitionnement du discours autour de la notion de développement : à l'échelle provinciale, le registre est celui du développement économique (classe **bleue**), à l'échelle locale, c'est celui du développement humain qui prend le pas.

---

<sup>168</sup> International, région, national, pays (trad. M. Denoël).

La prédominance de ce discours centré sur les organisations sociales locales fait écho aux logiques paternalistes développées historiquement dans la province tant par les différentes entreprises qui se sont succédées à la tête de *Mina El Aguilar* que par les élites locales provinciales. À ce propos, Sebastián Gómez Lende (2016, p. 48) souligne :

“Es importante notar que la proletarización no se limita exclusivamente a la coerción, sino que combina a ésta con la apropiación de los logros culturales y sociales preexistentes - habilidades, conocimientos, creencias, hábitos de pensamiento y relaciones sociales precapitalistas- de quienes están siendo proletarizados, integrándolas con la finalidad de alcanzar cierto consenso para de ese modo constituir a la clase obrera (Harvey, 2004). Ejemplo de ello fue la política ‘paternalista’ desarrollada por Minera El Aguilar, que permitió a sus obreros celebrar anualmente el rito de la Pachamama, generando así una suerte de ‘dones’ o deudas morales implícitas orientadas a reforzar los lazos de reciprocidad tejidos entre la compañía y sus trabajadores.”<sup>169</sup>

Les propos tenus par le gérant général de *Mina El Aguilar*, lors d’un entretien réalisé en septembre 2016, nous confirment cette logique d’inscription à l’échelle locale de l’entreprise dans la vie des communautés :

“Acá cualquier fiesta, cualquier actividad que se desarrolla en Aguilar es muy sentida por la gente, es muy apreciada. Se vive también acá en esta zona una alta religiosidad, lo cual hace que también los sentimientos, las creencias sean muy fuertes para la gente. (...) Tiene tantos años la mina que la mina pasa a formar parte del paisaje, lo cual está muy bueno, pero para nosotros, los directivos, implica una gran responsabilidad porque por lo general las minas tienen un principio y un fin digamos.”<sup>170</sup>

Face à cette « grande responsabilité » portée par l’entreprise, et comme nous l’expliquaient les responsables de la RSE du site lors d’un entretien conduit en septembre 2016, plusieurs actions sont mises en place et concernent principalement les infrastructures et rites de la vie quotidienne : ont ainsi été évoqués des infrastructures de base ou sanitaires, des travaux dans les écoles primaires ou postes de santé, de la maintenance de chemins et routes, des distributions de médicaments, des campagnes de vaccination, l’organisation de fêtes religieuses ou de festivals folkloriques. En effet, si les responsables de la RSE

<sup>169</sup> [Il est important de noter que la prolétarianisation ne se limite pas exclusivement à la coercition, mais repose aussi sur l’appropriation des acquis culturels et sociaux préexistants - compétences, connaissances, croyances, habitudes de pensée et relations sociales précapitalistes - de ceux qui sont prolétarisés, les intégrant afin d’atteindre certains consensus et de constituer la classe ouvrière (Harvey, 2004). Un exemple est la politique « paternaliste » développée par *Minera El Aguilar*, qui permet à ses travailleurs de célébrer annuellement le rite de Pachamama, générant ainsi une sorte de « cadeau » ou de dette morale implicite visant à renforcer les liens réciproques tissés entre l’entreprise et ses travailleurs (Parodi et Benedetti, 2016).] (Gómez Lende, 2016, p. 48, trad. M. Denoël).

<sup>170</sup> [Ici, toute fête, toute activité qui a lieu à Aguilar est très bien perçue par les gens, est très appréciée. Ici, dans cette région, la religiosité est importante, ce qui fait aussi que les sentiments, les croyances, sont très forts pour les gens. (...) La mine existe depuis tant d’années qu’elle fait partie du paysage, ce qui est très bien, mais pour nous, les directeurs, cela implique une grande responsabilité car en général les mines ont un début et une fin, disons.] (Extrait d’entretien avec le gérant général de *Mina El Aguilar*, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

nous déclaraient que « *la contratación de mano de obra local, es lo que te decía que tienen la prioridad* »<sup>171</sup>, ils relativisaient leurs propos en ajoutant que :

“¿Si hay un porcentaje que tenga que ser sí o sí de las comunidades? No. Tienen prioridad, a menos que se necesite a alguien que tiene que saber algo específico. Ponele, operador de jumbo, no sé, y no tenemos a nadie que sepa, bueno, se busca otra persona. Pero si entra para ayudantes múltiples, o sea, mano de obra básica... Si hay que meter diez personas de mano de obra básica, y las diez las conseguís acá en la comunidad, bueno, las diez. No es que tenemos que respetar un 60%, que tomás seis de acá... Aparte nosotros tenemos un listado, pero a veces vos llamás y ya están trabajando en el sur. Entonces bueno...”<sup>172</sup>

Du côté des pouvoirs publics, cette politique d'assistanat menée par les entreprises est bien connue, voire encouragée. Lors d'un entretien réalisé en septembre 2016, l'homme alors secrétaire d'État aux affaires minières, décrivait :

“Es un desafío de largo plazo, no se puede hacer en dos patadas, porque de vuelta, al día de hoy hay una escuela que está pidiendo a la empresa combustible para que las maestras vayan a dar clases, cuando lo lógico es que sería el estado, que el estado tarda dos o tres meses en reaccionar, entonces está buenísimo que la empresa pueda colaborar de esa forma. El que está en falta grave es el estado. Pasa que se ha heredado demasiado, no todo, por ejemplo el acceso al agua potable. (...) Había cerca de 400 localidades que el agua potable se hacían cargo ellas [las empresas], no la provincia. Esas son las cosas que están flojas, digamos. Colegios secundarios que no existían, entonces la gente que tenía recursos abandona su localidad para buscar salud y educación a sus hijos, es lógico que lo hagan. Que simplemente el estado está trabajando fuertemente en la nueva gestión, (...), se están saliendo los ministerios, y el gobernador, yo también he salido a reuniones al campo con mi gente, y está mandado el equipo para reparar las escuelas, se está mandando el equipo para inventariar realmente lo que está haciendo falta.”<sup>173</sup>

Comme le souligne María Elisa Paz (2014, p. 20), l'entreprise adopte donc, avec l'assentiment de l'État (faible présence de l'État provincial, mais aussi de la municipalité) et par cette logique d'assistanat, « *una postura que se podría denominar paternalista, cuyo punto de*

<sup>171</sup> [L'embauche de main d'œuvre locale, c'est ce que je te disais, c'est la priorité.] (Extrait d'un entretien avec un responsable de la RSE de *Mina El Aguilar*, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>172</sup> [S'il y a un pourcentage qui doit dans tous les cas venir des communautés ? Non. Ils ont la priorité, à moins que nous ayons besoin de quelqu'un qui doit savoir quelque chose de spécifique. Par exemple, je ne sais pas, opérateur de jumbo et on a personne qui sait [dans les communautés], eh bien, on cherche quelqu'un d'autre. Mais si on cherche un homme à tout faire, c'est-à-dire pour le travail de base... Si on doit embaucher dix personnes pour le travail de base, et qu'on trouve les dix ici dans la communauté, bien, on embauche les dix. Ce n'est pas qu'on doit respecter 60 %, qu'on en prend six d'ici et... En plus, on a une liste, mais parfois on appelle et ils travaillent déjà dans le Sud. Alors bon...] (Extrait d'un entretien avec une responsable de la RSE de *Mina El Aguilar*, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>173</sup> [C'est un défi à long terme, on ne peut pas faire [le changement dans la prise en charge] en deux temps trois mouvements, parce qu'aujourd'hui, il y a une école qui demande à l'entreprise du carburant pour que les enseignants puissent aller en cours, alors qu'il est logique que ce soit l'État, mais si l'État met deux ou trois mois à réagir, alors c'est formidable que l'entreprise puisse collaborer de cette manière. C'est l'État qui est gravement fautif. Il se trouve que le gouvernement a hérité de nombreux dysfonctionnements, pas tout, par exemple dans l'accès à l'eau potable. (...) Oui, dans environ 400 localités [les entreprises] s'occupaient de l'eau potable et pas la province. Ce sont les choses qui sont nos faiblesses, disons. Des écoles secondaires qui n'existaient pas, donc les gens qui avaient des ressources quittent leur localité pour aller chercher la santé et l'éducation pour leurs enfants, c'est logique qu'ils le fassent. Que l'État travaille d'arrache-pied à prendre une nouvelle direction, (...) que les ministères et que le gouverneur aillent sur le terrain, moi aussi, je suis allé avec mes gens à des réunions, pour que l'équipement soit envoyé pour réparer les écoles, pour faire un véritable inventaire de ce qui est nécessaire.] (Extrait d'entretien avec le Secrétaire d'État à l'Activité dans la province de Jujuy, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

*partida es brindar trabajo a la mayor parte de la población local, en tanto compromiso expreso asumido ante el estado provincial, para brindar una especie de resarcimiento a la población, (...). Además, brinda un servicio de asistencia permanente en diferentes situaciones de la vida* »<sup>174</sup>. C'est l'évocation de ce type de politique entrepreneuriale qui ressort dans le premier pôle de sens, constitué des classes figurant en rouge et en vert sur l'AFC (Figure 17, p. 190).

## 2. La province de San Juan : l'application territoriale du discours hégémonique légitimant l'activité ou quand le développement vient de l'extérieur

Le sous-corpus par métadonnées rassemblant les textes identifiés par la variable étoilée (\*Prov\_SaJ, correspondant à la province de San Juan) est composé de 16 textes et a été découpé en 2 921 segments de texte (Illustration 14, p. 195). Après analyse, 82,44 % des segments de texte (soit 2 408 segments) ont été répartis dans quatre classes (Figure 18, p. 195). Ces classes témoignent des champs lexicaux mobilisés par les acteurs intervenant à l'échelle provinciale ou locale dans la province de San Juan.

Dans le cas des discours des acteurs intervenant à l'échelon provincial ou local de la province de San Juan, trois pôles lexicaux se distinguent. Le premier, comprenant les classes en vert clair et en vert foncé, inclut les formes lexicales portant sur l'activité à l'échelle locale et fait référence aux propos tenus par l'ensemble des acteurs. La classe en vert foncé est celle des acteurs identifiés par les locuteurs pour porter le développement à l'échelle locale (*abogado, director, gente, grupo, intendente, ministro*<sup>175</sup>). Ces derniers, outre le maire, sont des acteurs extérieurs aux territoires. La seconde classe, en vert clair, porte sur les retombées locales concrètes et les dispositifs fiscaux et institutionnels (*fideicomiso, fiduciario, ganar, infraestructura, ingreso, inversión, obra, proyecto, regalía*<sup>176</sup>), ces formes lexicales témoignant de l'importance des mécanismes de taxation ou d'imposition de l'activité d'un point de vue réglementaire.

<sup>174</sup> [Une position que l'on pourrait qualifier de paternaliste, dont le point de départ est de fournir du travail à la majorité de la population locale, comme un engagement formel pris devant l'État provincial, de fournir une sorte de compensation à la population (...). En outre, elle fournit un service d'assistance permanente dans différentes situations de la vie quotidienne] (Paz, 2014, p. 20, trad. M. Denoël)

<sup>175</sup> Avocat, directeur, personnes, groupe, intendant, ministre, (trad. M. Denoël).

<sup>176</sup> Fideicomis, fiduciaire, gagner, revenu, infrastructure, investissement, travaux, projet, avantages fiscaux (trad. M. Denoël).

**Illustration 14.** Présentation du sous-corpus de la variable *San Juan* et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

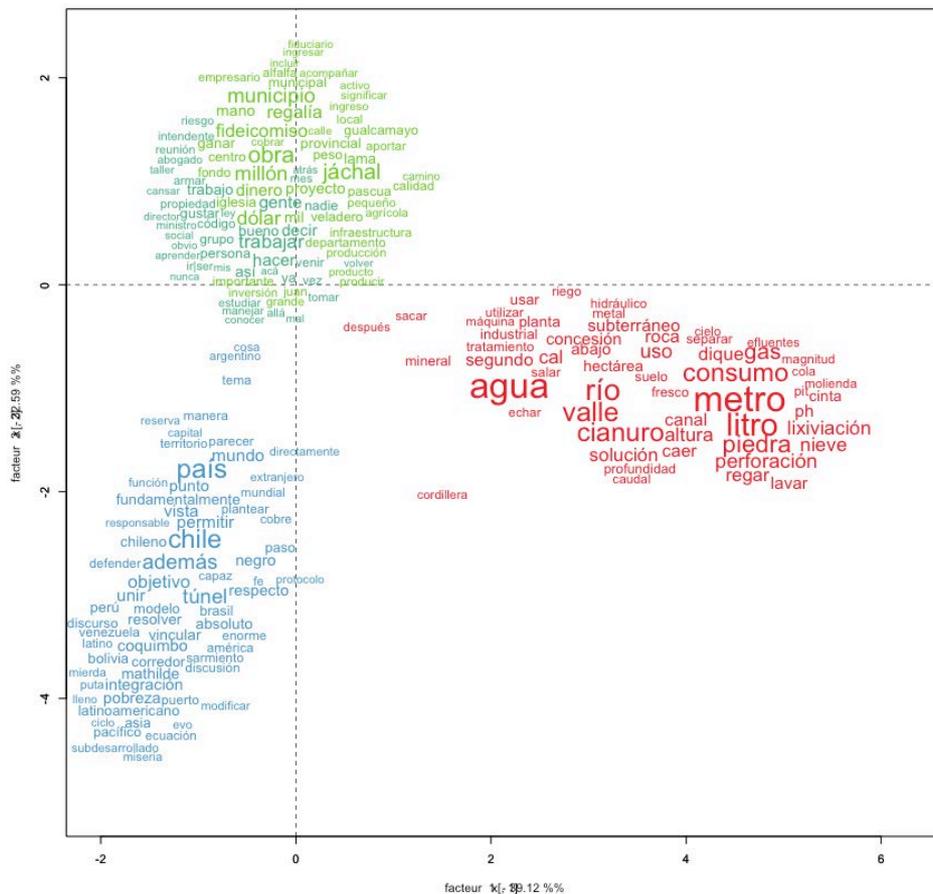
```

+-----+-----+
|i|R|a|M|u|T|e|Q| - Thu Feb 7 11:42:52 2019
+-----+-----+

Nombre de textes: 16
Nombre de segments de texte: 2921
Nombre de formes: 8769
Nombre d'occurrences: 102488
Nombre de lemmes: 5349
Nombre de formes actives: 5070
Nombre de formes supplémentaires: 272
Nombre de formes actives avec une fréquence >= 3: 2067
Moyenne de formes par segment: 35.086614
Nombre de classes: 4
2408 segments classés sur 2921 (82.44%)

#####
temps : 0h 0m 24s
#####
    
```

**Figure 18.** Analyse factorielle des correspondances du sous-corpus de la variable *San Juan* par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019, à partir de la classification CDH effectuée avec le logiciel IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

Ce pôle de sens est central dans la mesure où il fait la jonction avec les deux autres thématiques lexicales structurant le discours des acteurs de San Juan, qui, elles, sont rarement associées dans les propos des enquêtés. On retrouve donc à l'échelle locale les classes 3 et 2 de l'univers lexical de légitimation de l'activité (A). Si le développement local fait donc office de notion pivot dans le discours de légitimation de l'activité, les formes lexicales *aprender, acompañar, conocer, estudiar, formar, reunión, social, taller*<sup>177</sup> témoignent d'actions descendantes, portées principalement par des acteurs extérieurs aux territoires. Ainsi, si le discours est centré à l'échelle de la province sur le développement local et les retombées de l'activité, les formes associées aux habitants des territoires révèlent une relation dominant-dominé. Elles font référence à des actions où les acteurs extérieurs aux territoires apportent savoir, connaissances et formations, entre autres. Les habitants sont donc placés, dans le discours, comme en position de recevoir et non de co-construire. Ce point de l'analyse peut être relié à la notion de participation, tant défendue par les partisans de l'activité minière, et pourtant souvent dénoncée par les opposants de l'activité comme ne permettant pas de véritable inclusion des populations locales dans les processus décisionnels. María Henríquez et Garciela Nozica (2009, p. 121) affirment à ce titre que :

“la participación no se entiende ni como condición, ni objetivo ni medio para alcanzar la satisfacción de las necesidades de la comunidad. No se reconoce como un derecho que le permita intervenir como sujeto protagónico en las decisiones y acciones que afectan las condiciones sociales de su existencia, sean estas inmediatas o globales ; ni como el acceso a los medios y recursos indispensables para adquirir la capacidad de aprovechar plenamente dichas oportunidades institucionales (...). Por el contrario, desde la empresa las acciones son impuestas, y de carácter paternalista. Se ofrece a poblaciones históricamente marginales, pobres, toda clase de bienes a los que no accederían de otra manera, o al menos, en estos tiempos”<sup>178</sup>.

De fait, si l'échelle locale occupe une certaine centralité dans les discours portés par les partisans de l'activité, les habitants en sont, eux, quasiment absents. Ce pôle de sens témoigne donc d'un territoire perçu comme aménageable grâce aux retombées économiques de l'activité, mais où le développement serait « apporté » de l'extérieur et jamais porté par les personnes vivant à proximité des projets miniers.

<sup>177</sup> Apprendre, accompagner, connaître, savoir, étudier, former, rencontrer, social, atelier (trad. M. Denoël).

<sup>178</sup> [La participation n'est pas considérée comme une condition, un objectif ou un moyen de satisfaire les besoins de la communauté. Elle n'est pas reconnue comme un droit lui permettant d'intervenir en tant que protagoniste dans les décisions et les actions qui affectent les conditions sociales de son existence, qu'elles soient immédiates ou globales, ni comme un accès aux moyens et ressources indispensables pour acquérir la capacité de tirer pleinement parti de ces opportunités institutionnelles (...). Au contraire, les actions sont imposées par l'entreprise, et de caractère paternaliste. Toutes sortes de biens sont offerts à des populations historiquement marginalisées, des pauvres, auxquels ils n'auraient pas accès d'une autre manière, ou du moins, en ces temporalités.] (Henríquez, Nozica, 2009, p. 121, trad. M. Denoël).

Le deuxième pôle, correspondant à la classe apparaissant en **bleu** sur le graphique, fait lui davantage référence au développement territorial et est porté principalement par les institutions publiques. Il concentre toutes les formes lexicales témoignant d'une planification de l'activité (*función, integración, modelo, objetivo, plantear, pobreza, territorio, unir, vincular, vista*<sup>179</sup>), notamment *via* la construction d'infrastructures (*corredor, paso, túnel*<sup>180</sup>), qui, *in fine*, doit permettre le développement provincial. À ce titre, le gouverneur provincial, José Luis Gioja, déclarait lors de son discours d'ouverture de l'événement minier « Mine et développement durable » de juillet 2015, que :

“Hace 11 años los sanjuaninos no nos equivocamos de camino cuando abrazamos un proyecto político nacional que ha hecho crecer al país como nunca en la historia de la Argentina, con mucha inclusión social y que nosotros elegimos como uno de los pilares de ese crecimiento a la actividad productiva minera en San Juan, porque estamos prácticamente cubiertos de cerro, y nuestra topografía es de mucha montaña, y estamos seguros que cada palada de mineral que sacamos tiene que ver también con la posibilidad de que cada sanjuanino tenga un poquito de eso que se produce, o de esa riqueza que está escondida y que podría no decirle a nadie, porque lo que necesitamos es transformar esa riqueza en progreso, en crecimiento y en inclusión social para todos los habitantes.”<sup>181</sup>

Faisant référence à la déclaration de l'activité minière comme politique d'État sous le gouvernement de Nestor Kirchner, qu'il a participé à impulser, José Luis Gioja érige ainsi l'activité minière en activité motrice de développement provincial. Elle est présentée comme seule opportunité pour un territoire de montagne, ce qui témoigne d'un fort déterminisme environnemental. Dans cette prise de parole, le gouverneur réaffirme les concepts centraux à l'idéal néo-extractiviste de croissance et de progrès et fait donc écho au discours général porté sur l'activité à l'échelle fédérale (A). Mais outre le développement qui serait permis au sein de la province, l'association de nombreuses formes lexicales dépassant cette échelle d'intervention (*Chile, mundo, latino, país, Perú, Venezuela*<sup>182</sup>) témoigne d'une projection par les acteurs d'un rayonnement au-delà des frontières provinciales. En fait, si la province défend une certaine coopération avec les pouvoirs fédéraux, c'est dans le sens où elle co-impulse l'activité. En effet, l'activité

<sup>179</sup> Fonction, intégration, modèle, objectif, poser, pauvreté, territoire, unir, lier, visée (trad. M. Denoël).

<sup>180</sup> Couloir, col, tunnel (trad. M. Denoël).

<sup>181</sup> [Il y a onze ans, nous, habitants de San Juan, ne nous sommes pas trompés en adoptant un projet politique national qui a fait grandir le pays comme jamais auparavant dans l'histoire de l'Argentine, avec beaucoup d'inclusion sociale, et que nous avons choisi comme un des piliers de cette croissance à San Juan l'activité minière productive, car nous sommes pratiquement couverts de collines, et notre topographie est très montagneuse, et nous sommes sûrs que chaque pelletée de minerai que nous prenons a à voir avec la possibilité que chaque habitant de San Juan ait un peu de ce qui est produit, de cette richesse qui est cachée et qui pourrait être ignorée ou gardée secrète, car ce dont nous avons besoin, c'est de transformer cette richesse en progrès, en croissance et en inclusion sociale pour tous ses habitants.] (Extrait de prise de parole officielle de José Luis Gioja, juillet 2015, Séminaire « Mine et développement durable », province de San Juan, trad. M. Denoël).

<sup>182</sup> Chili, monde, latino, pays, Pérou, Vénézuéla (traduction M. Denoël).

minière permettrait aussi de s'autonomiser vis-à-vis du pouvoir fédéral et de Buenos Aires. La personne en charge de la direction ministérielle provinciale de « l'activité minière durable » en 2016, défendait ainsi que :

“Somos un gobierno federal, supuestamente un país no unitario sino federal, donde los gobiernos municipales, locales, tienen autonomía, las provincias tenemos autonomías, y la nación concentra ciertas y determinadas cosas. Eso es más declarado que una realidad. (...) Si bien la pampa húmeda nuestra, que es Córdoba, Santa Fe, Entre Ríos, que me concentra el 60% del producto bruto del país, me lo concentra porque están las casas matrices, pero en realidad el producto de base está acá. (...) En las últimas décadas, San Juan, liderado por el gobernador anterior, que el gobernador en eso lo continúa como política, es ‘dejemos de mirar al este, y miremos al oeste, donde tengo toda Asia, la salida por el Pacífico, a Chile’. (...) Tenemos más que ver con las comunidades del otro lado de la cordillera que de la gente que está en el puerto del este. Si uno se remite a los orígenes históricos, esto era capitania de Chile. Por la historia, por la idiosincrasia, por la identidad cultural y por el cómo trabajar el territorio, tranquilamente esto puede ser el inicio de una región nacional. (...) Bueno, la única actividad económica que logró un protocolo de acuerdo binacional es la minería, para contextualizarles el sentido de desarrollo económico. Porque la riqueza en la cordillera está de este lado y del otro. (...) Eso da la pauta a las otras actividades de decir ¿Por qué no turismo? ¿Por qué no agro? ¿Por qué no otra cosa?”<sup>183</sup>

La coopération connaît ses limites quand il s'agit de fiscalité : le régime de coparticipation entre l'État fédéral et la province est présenté comme frein au développement local. Le discours construit autour de l'activité minière est donc aussi celui de l'indépendance et de l'innovation : San Juan est présentée dans les propos des acteurs comme province pionnière, dans le sens où elle est la seule à penser l'activité de manière binationale et dans la mesure où elle tend à la fois à co-construire et à se détacher des cadres et accords institutionnels classiques. À ce titre, l'activité minière est proposée comme une activité modèle pour d'autres secteurs d'activité et les infrastructures qu'elle participe à produire sont mises en valeurs relativement à ce qu'elles pourraient apporter à ces derniers.

Le troisième et dernier pôle lexical comprend la classe en rouge sur le graphique et réunit les formes lexicales associées à des matières ou des techniques et qui font écho aux ressources de l'activité (*agua, cianuro, litro, lixiviación, maquina, perforación, piedra, planta*,

<sup>183</sup> [Nous sommes un gouvernement fédéral, supposément, pas un gouvernement unitaire mais bien fédéral, où les administrations municipales et locales sont autonomes, où les provinces sont autonomes et où la nation concentre certaines compétences bien identifiées. C'est plus une déclaration de principe que la réalité. (...) Si nos pampas humides, Córdoba, Santa Fe, Entre Ríos, concentrent 60% du produit brut du pays, elles les concentrent parce que les sièges des entreprises y sont localisés, mais en réalité le produit de base est ici. (...) Au cours des dernières décennies, San Juan, dirigé par le gouverneur précédent, et cette politique est reprise par le gouverneur actuel, a mené une politique qui se résume en « arrêtons de regarder à l'Est, et regardons à l'Ouest, où j'ai toute l'Asie, la sortie par le Pacifique, au Chili ». (...) Nous avons plus à voir avec les communautés de l'autre côté de la cordillère qu'avec les gens qui sont dans le port est. Si l'on se réfère aux origines historiques, ici, c'était le poste d'État-major du Chili. Par l'histoire, par l'idiosyncrasie, par l'identité culturelle et par la façon de travailler le territoire, tranquillement, cela pourrait être le début d'une région nationale. (...) Et bien, la seule activité économique qui a obtenu un protocole d'accord binational est l'activité minière, pour contextualiser le sens du développement économique. Parce que la richesse de la cordillère est de ce côté et de l'autre. (...) Voilà qui permet aux autres activités de dire : pourquoi pas le tourisme, pourquoi pas l'agriculture, pourquoi pas autre chose ?] (Extrait d'entretien avec la personne en charge de la direction ministérielle provinciale de « l'activité minière durable », octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

*regar, rio, tratamiento*<sup>184</sup>). Comme le soulignent Lorena Bottaro et Marian Sola Álvarez (2015 b, p. 285), l'évocation des matières associées aux techniques est caractéristique du positionnement de la province de San Juan et de sa légitimation du modèle. En effet :

“La consolidación en los últimos años de un Mineralo-Estado en la provincia de San Juan se realizó a través del discurso del Desarrollo Sustentable, concepto compartido por aquellos que promueven la actividad a nivel nacional, e incluso por los organismos multinacionales y empresas que a lo largo de las últimas décadas lo han instalado en el marco de procesos hegemónicos de producción de sentidos sociales (Antonelli, 2009). Este discurso evoca diferentes mecanismos de control ambiental que harían posible que nos se produzcan efectos negativos sobre el ambiente, apelando a la capacidad humana para controlar y/o remediar, los efectos negativos de las actividades económicas”<sup>185</sup>.

Dans ce pôle, les ressources sont effectivement systématiquement évoquées conjointement avec les mécanismes de contrôle ou avec les techniques supposées garantir leur préservation, mais également aux mauvais usages qui en sont faits dans d'autres secteurs d'activité (notamment le secteur agricole) ou par les usagers individuels.

De manière générale, le discours porté à l'échelle de la province de San Juan reflète l'univers lexical de l'activité : s'y retrouvent tant la construction politique de la ressource que le vocabulaire néo-développementaliste, l'un et l'autre étant rarement associés, mais se recoupant à l'heure d'évoquer les territoires locaux et les retombées positives générées par l'activité. Les éléments de langage faisant référence à la mise en débat de l'activité sont les seuls absents des discours propres à la province. En effet, celle-ci n'est pas représentative du discours véhiculé au sein de la province et, quand elle est évoquée, c'est pour être balayée d'un revers de main. Ainsi, José Luis Gioja martelait lors de l'ouverture du séminaire « Mine et développement durable » (juillet 2015) que :

“A las dudas que están ideologizadas o a las dudas que responden a intereses, no a dudas en general, con ellos no podemos hacer nada. Lo que no nos gusta es que hablen a la distancia, es que hablen de contaminación, y cuánta cosa por ahí. Llevamos 11 años produciendo y no ha habido ningún caso de anormalidad en ningún proyecto minero. Estamos muy convencidos de la peor de las contaminaciones es la pobreza, la contaminación, el

<sup>184</sup> Eau, cyanure, litre, lixiviation, machine, forage, pierre, usine, irriguer, rivière, traitement (trad. M. Denoël).

<sup>185</sup> [La consolidation, ces dernières années, d'un Mineralo-État dans la province de San Juan a été faite grâce au discours du développement durable, un concept partagé par ceux qui promeuvent l'activité au niveau national, et même par les organisations et entreprises multinationales qui, au cours des dernières décennies, l'ont installé dans le cadre de processus hégémoniques de production des sens sociaux (Antonelli, 2010). Ce discours évoque différents mécanismes de contrôle environnemental qui permettraient d'empêcher que se produisent des effets négatifs sur l'environnement, faisant appel à la capacité humaine de contrôler et/ou de remédier aux effets négatifs des activités économiques.] (Bottaro, Sola Álvarez, 2015 b, p. 285, trad. M. Denoël).

subdesarrollo, la marginación y la falta de oportunidades para nuestro pueblo, por eso promovemos la minería como una de las patas principales para nuestro crecimiento.»<sup>186</sup>

### 3. La province de Mendoza : la mise en débat de l'activité

Le sous-corpus par métadonnées rassemblant les textes (retranscriptions d'entretiens ou de prises de paroles officielles) identifiés par la variable étoilée (\*Prov\_Men, correspondant à la province de Mendoza) est composé de 14 textes et a été découpé en 2 850 segments de texte (Illustration 15). Après analyse, 91,96 % des segments de texte (soit 2 621 segments) ont été répartis dans quatre classes (Figure 19). Ces classes témoignent des champs lexicaux mobilisés par les acteurs intervenant à l'échelle provinciale ou locale dans la province de Mendoza. L'analyse textuelle permet de dégager trois pôles de sens.

**Illustration 15.** Présentation du sous-corpus de la variable *Mendoza* et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.

```

+---+---+---+---+---+
|i|R|a|M|u|T|e|Q| - Thu Feb 7 11:41:34 2019
+---+---+---+---+---+

Nombre de textes: 14
Nombre de segments de texte: 2850
Nombre de formes: 8688
Nombre d'occurrences: 99650
Nombre de lemmes: 5356
Nombre de formes actives: 5082
Nombre de formes supplémentaires: 267
Nombre de formes actives avec une fréquence >= 3: 2002
Moyenne de formes par segment: 34.964912
Nombre de classes: 4
2621 segments classés sur 2850 (91.96%)

#####
temps : 0h 0m 21s
#####

```

<sup>186</sup> [Vis-à-vis des doutes idéologisés ou des doutes qui répondent à des intérêts particuliers, pas vis-à-vis des doutes en général, nous ne pouvons rien faire. Ce que nous n'aimons pas, c'est que ceux-là parlent à distance, qu'ils parlent de pollution et de tant d'autres choses. Nous, nous produisons depuis 11 ans et il n'y a eu aucun cas d'anomalie dans aucun projet minier. Nous sommes très convaincus que la pire pollution est la pauvreté, la pollution, le sous-développement, la marginalisation et le manque d'opportunité pour notre peuple, c'est pourquoi nous promovons l'exploitation minière comme l'un des principaux moteurs de notre croissance.] (Extrait de prise de parole officielle de José Luis Gioja, juillet 2015, Séminaire « Mine et développement durable », province de San Juan, trad. M. Denoël).



La classe **vert clair** réunit celles qui renvoient à la mise en débat de l'activité, tant du point de vue des acteurs impliqués (*activista, ambientalista, antimineros, asamblea, familia, gente, obispo, papa*<sup>189</sup>) que des moyens d'action déployés pour défendre ou contester l'activité (*audiencia, comunicación, cuestión, encuentro, hablar, movimiento, marcha*<sup>190</sup>) à l'échelle locale ou par des acteurs locaux. Dans ce pôle, les formes lexicales rassemblées sont issues principalement des entretiens réalisés avec les représentants de l'État à l'échelle locale et provinciale et ceux des entreprises et organisations sectorielles. Les formes lexicales qui y sont réunies situent la mise en débat de l'activité au niveau du modèle de développement social et économique qu'elle sous-tend : sont questionnées les valeurs « entreprise », « emploi », « investissement », « famille », responsabilité. Le travail notamment occupe une place centrale. En effet, une des raisons invoquées à l'existence d'une forte opposition à l'activité dans la province par les acteurs entendus est celle de la mise en concurrence du secteur minier et du secteur agricole. L'activité minière, présentée comme bonne rémunératrice, mettrait dans l'embarras les acteurs du secteur agricole : ces derniers devraient revoir les montants de leurs salaires et, pour ne pas avoir à le faire, encourageraient le blocage de l'activité minière. Le président de la *Cámara Mendocina de Empresarios Mineros* (CaMEM), nous expliquait ainsi en décembre 2016 que :

“Ese estamento [de antimineros] está formado por los agricultores y fundamentalmente por la agroindustria de Mendoza, que es la principal industria de Mendoza la bodeguera, la industria del vino. Y fundamentalmente todo lo que es la frutihortícola, no quiere saber absolutamente nada que intervenga otro factor económico en la profundidad. ¿Por qué? La minería paga los más altos salarios del país, junto con el petróleo. El agro paga los peores salarios del país. El agro tiene trabajo infantil, trabajo esclavo, lo peor de lo peor. Entonces nadie, evidentemente es un problema económico, quiere que venga una industria y que te emplee gente que pague salarios 20 veces superiores a lo que pagan ellos.”<sup>191</sup>

<sup>189</sup> Militant, environnementaliste, anti-mineurs, assemblée, famille, gens, évêque, pape (trad. M. Denoël). Les membres de l'Eglise sont ici évoqués du fait d'une controverse ayant impliqué l'Eglise locale : le curé d'Uspallata s'est en effet mobilisé contre le développement du projet de *San Jorge* quand l'évêque de Mendoza défendait le développement de l'activité à l'échelle provinciale. L'occurrence « pape » provient de la mobilisation de ses écrits par les deux acteurs concernés ainsi que par certains partisans de l'activité – qui s'appuient parfois sur l'encyclique papale de 2015 pour légitimer l'activité.

<sup>190</sup> Audience, communication, question, rencontre, parler, mouvement, marche (trad. M. Denoël).

<sup>191</sup> [Ce groupement [d'anti-mines] est formé par les agriculteurs et principalement par l'agro-industrie de Mendoza, qui est la principale industrie de Mendoza, la viticulture, l'industrie vinicole. Et, fondamentalement, l'ensemble de l'industrie fruitière et maraîchère ne veut absolument rien savoir de ce qui pourrait impulser un autre facteur économique dans la profondeur. Pourquoi ? L'exploitation minière paie les salaires les plus élevés du pays, avec le pétrole. L'agriculture paie les pires salaires du pays. L'agriculture fait travailler des enfants, du travail d'esclaves, le pire du pire. Donc, évidemment c'est un problème économique, personne parmi eux ne veut qu'une industrie vienne et qu'elle emploie des gens en payant des salaires 20 fois plus élevés que ce qu'eux-mêmes paient.] (Extrait d'entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

À l'inverse, elle est présentée comme complémentaire du secteur touristique. le directeur de la promotion de l'activité au Secrétariat d'État de l'activité minière de la province, nous déclarait ainsi en novembre 2016 que :

“Uspallata es un pueblo donde una población que tiene.., es camino a Chile, que tiene cierta actividad, y se desarrolla turísticamente, porque está cerca de los centros de ski. Y también obviamente le vendría muy bien el desarrollo minero para cierta parte de la población que no encaja en ninguno de esos temas porque está saturada. Está saturada, o sea, la mayoría están ocupados los puestos para turismo, para servicio de hotelería, allá hay cierto límite, cierta capacidad de absorción y ahí se satura. A partir de ahí queda gente sin trabajo que podría perfectamente trabajar en la minería.”<sup>192</sup>

L'activité est donc construite en regard — par opposition ou en complémentarité — des autres secteurs développés dans la province, avec comme controverse centrale les capacités de création d'emploi pour chacun des secteurs, mais aussi les conditions de travail. À ce propos, et concernant l'implantation du projet minier San Jorge à Uspallata, Lucrecia Wagner (2014 a, p. 217) souligne que « *empleo, control ambiental y apuesta al desarrollo local son los principales elementos que han llevado a la aprobación del proyecto por parte de un sector de los habitantes de Uspallata* »<sup>193</sup>. Elle ajoute (p. 216) :

“Si observamos los argumentos que favorecen la instalación del proyecto minero, podríamos ordenarlos en tres grandes *temáticas*. En primer lugar, la esperanza de que los beneficios recibidos por el proyecto, ya sea por particulares —a través de sueldos y compensaciones—, o recibidos a través del Municipio —obras pendientes—, permitan cubrir las falencias actuales, como la falta de empleo y la carencia de infraestructura en el pueblo. Vinculado a ello, se pone en juego el presente de Uspallata, desde configuraciones que vienen de los imaginarios existentes sobre el pasado y el futuro de la localidad.”<sup>194</sup>

Finalement, seule l'opposition à l'activité freinerait ce développement local et nuirait à la création d'emploi :

“Ayer Pescarmona, que es uno de los más grandes empresarios en Mendoza, que tiene IMPSA, una gigantesca metalmecánica, dijo una cosa muy interesante: ‘Las inversiones no van a venir mientras haya un quilombo todos los días en Buenos Aires. Mientras todos los

<sup>192</sup> [Uspallata est un village où la population a... , Uspallata est située sur la route pour le Chili, qui a une certaine activité, et qui développe le tourisme, parce qu'elle est proche des centres de ski. Et évidemment que la ville bénéficierait aussi du développement minier, notamment pour une certaine partie de la population qui n'entre dans aucun des secteurs développés parce qu'ils sont déjà saturés. Ils sont saturés, c'est-à-dire que la majorité des postes sont créés dans le tourisme, l'hôtellerie, et que ces secteurs ont une certaine limite, une certaine capacité d'absorption et là ils sont saturés. Dès lors, il y a des gens sans emploi qui pourraient très bien travailler dans le secteur minier.] (Extrait d'entretien avec le responsable de la direction de l'activité minière au sein du Sous-Secrétariat d'État de l'Énergie et des Mines de la province, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>193</sup> [l'emploi, les contrôles environnementaux et l'engagement en faveur du développement local sont les principaux éléments qui ont conduit à l'approbation du projet par une partie des habitants d'Uspallata.] (Wagner, 2014 a, p. 217, trad. M. Denoël).

<sup>194</sup> [Si on examine les arguments en faveur de l'installation du projet minier, on peut les classer en trois grandes *thématiques*. Tout d'abord, l'espoir que les bénéfices perçus, que ce soit par les individus – sous forme de salaires et de compensations – ou par la municipalité – remise en marche de travaux en suspens – permettront de couvrir les carences actuelles, telles que le manque d'emploi et le manque d'infrastructures dans la ville. En lien avec cela, le présent d'Uspallata est mis en jeu, à partir de configurations qui proviennent d'imaginaires existant sur le passé et sur l'avenir de la localité.] (Wagner, 2014 a, p. 216, trad. M. Denoël).

días tengas la 9 de julio cortada, las inversiones no van a venir' y es razonable. Vos no irías a un país que los tipos se movilizan y consiguen... Ahora quieren un millón de puestos de trabajo. ¿Quieren un millón de puestos de trabajo? No. Quieren un millón de subvenciones nuevas. ¿Y de dónde va a salir eso? De la presión tributaria, entonces nosotros en este país somos 6 millones de tipos que trabajamos y tenemos que mantener 20 millones de tipos que mantiene el gobierno. ¿Es necesario hacerlo hoy? Sí, porque no hay trabajo. Déjennos crear trabajo. Trabajo, riqueza, regalías, impuestos.”<sup>195</sup>

Le deuxième pôle, en **rouge**, antagonique au pôle en **bleu**, centré sur l'environnement et porté par la société civile, traduit d'ailleurs tant les moyens nécessaires au déploiement de l'activité (*cianuro, exploración, hidroeléctricas, lixiviación, obrero, servicio, sustancia, tren, uso*<sup>196</sup>) que les perspectives de développement (*desarrollar, desarrollo, millón, industrial, producir, producción*<sup>197</sup>) projetées par ses défenseurs dans la province. Se confondent donc, dans ce champ, les classes 1 et 4 de l'univers lexical de l'activité : si on observe une construction politique de la ressource, c'est toujours au service de l'idéal néo-développementiste. Dans les discours des partisans de l'activité, les matières et techniques sont en effet toujours évoquées en association au marché auquel l'exploitation des ressources répond, et grâce auquel des retombées locales pourraient être générées : ce pôle reflète toute la thématique lexicale mobilisée par les acteurs défenseurs du *consensus des commodités*.

Le troisième pôle, en **bleu**, rassemble les formes lexicales renvoyant aux mesures (*denunciar, estudio, inventario, plan, protección*<sup>198</sup>) mises en place pour protéger l'environnement non humain de l'activité (*área, desierto, glaciar, laguna, natural, proteger, recurso*<sup>199</sup>) et aux procédures légales entamées pour lutter contre les dégradations de l'environnement et des paysages (*consejero, dictamen, gobierno, informe, judicial, jurídico, justicia, legislatura, ordenanza*<sup>200</sup>) qui sont menées à l'échelle provinciale (*provincia, provincial*<sup>201</sup>) ou fédérale (*nacional*<sup>202</sup>).

<sup>195</sup> [Hier, Pescarmona, l'un des plus grands hommes d'affaires de Mendoza, qui possède IMPSA, une gigantesque entreprise de métallurgie, a dit une chose très intéressante. Il a dit « les investissements ne viendront pas tant qu'il y aura du bordel chaque jour à Buenos Aires. Tant que l'avenue 9 de julio est bloquée tous les jours, les investissements ne vont pas venir » et il a raison. Vous n'iriez pas dans un pays où il suffit que les gars se mobilisent pour obtenir ce qu'ils veulent... Maintenant, ils veulent un million d'emplois. Ils veulent un million d'emplois ? Non. Ils veulent un million de nouvelles subventions. Et d'où ça va venir ? Grâce à une augmentation de la pression fiscale, il y a dans notre pays 6 millions de types qui travaillent et ils doivent maintenir 20 millions de types entretenus par le gouvernement. C'est important de créer de l'emploi aujourd'hui ? Oui, parce qu'il n'y a pas de travail. Créons des emplois. Travail, richesse, redevances, impôts.] (Extrait d'entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>196</sup> Cyanure, exploration, hydroélectriques, lixiviation, travailleur, service, substance, train, utilisation (trad. M. Denoël).

<sup>197</sup> Développer, développement, million, industriel, produire, production (trad. M. Denoël).

<sup>198</sup> Dénoncer, étude, inventaire, plan, protection (trad. M. Denoël).

<sup>199</sup> Zone, désert, glacier, lagon, naturel, protéger, ressource (trad. M. Denoël).

<sup>200</sup> Conseiller, décision, gouvernement, rapport, judiciaire, juridique, justice, législature, ordonnance (trad. M. Denoël).

<sup>201</sup> Province, provincial (trad. M. Denoël).

<sup>202</sup> National (trad. M. Denoël).

Certaines formes lexicales font aussi écho aux controverses autour de l'ordre politique en place (*corrupción*<sup>203</sup> étant la forme la plus emblématique). Dans ce pôle, la mise en débat de l'activité est positionnée au niveau de son encadrement légal et de la protection de l'environnement : est interrogée la capacité de protection de l'environnement non humain en contexte minier. Ici, les formes lexicales sont principalement tirées des entretiens réalisés avec des participants de la société civile, habitants à proximité des projets miniers ou militants et contestataires. Ainsi, alors que le discours est recentré sur les conséquences sociales et économiques chez les partisans de l'activité, il est tourné vers les notions d'environnement et de protection dans les discours d'opposition à celle-ci. Cette position écologique des opposants à l'activité minière est d'ailleurs très souvent décrédibilisée par ses défenseurs progressistes :

“¿Contra qué se oponen los pseudoambientalistas? Porque no son ambientalistas. Son anti. Se oponen al petróleo, al fracking, se oponen a la minería, se oponen a los transgénicos. Vos imaginate hoy cómo hacés para alimentar el mundo sin transgénicos, decímelo. ¿Sembrando como hacían los incas, pocito, la semilla? No se puedo (...). Los antimineros, antidesarrollo, antiglobalización y todo, son eugenésicos, estos vienen del nazismo, del facismo, los tipos quieren un mundo de 500 millones de tipos. A mí también me gustaría un mundo de 500 millones de tipos. Si yo estoy... ahora, yo estoy seguro de que a mí me van a tachar, estoy seguro. Primero, por sudamericano, por viejo. Quieren un mundo ideal que no existe. Ya no podemos retroceder a ese mundo, que tampoco fue tan idílico. Yo soy un convencido de que el mundo como está hoy está mucho mejor de cómo estaba antes.”<sup>204</sup> – président de la CaMEM, extrait d'entretien, décembre 2016, Mendoza.

<sup>203</sup> Corruption (trad. M. Denoël).

<sup>204</sup> [À quoi s'opposent les pseudo-environnementalistes ? Parce qu'ils ne sont pas environnementalistes. Ils sont contre. Ils s'opposent au pétrole, ils s'opposent au fracking, ils s'opposent à l'exploitation minière, ils s'opposent aux transgéniques. Demande toi aujourd'hui comment faire pour nourrir le monde sans OGM, dis-moi : semer comme les Incas, un petit trou, une graine ? Ça ne se peut pas. (...) Les anti-mines, les anti-développement, les anti-mondialisation et tous les autres, ils sont eugénistes, ils viennent du nazisme, du facisme, les types veulent un monde avec seulement 500 millions de types. Moi aussi, je voudrais un monde avec 500 millions de types. Si je suis... maintenant, je suis sûr que moi, ils vont me rayer de la liste, j'en suis sûr. D'abord, parce que je suis latino-américain, et puis parce que je suis vieux. Ils veulent un monde idéal qui n'existe pas. Nous ne pouvons plus revenir en arrière, et ça n'était pas si idyllique d'ailleurs. Je suis convaincu que le monde tel qu'il est aujourd'hui est bien meilleur qu'il ne l'était auparavant.] (Extrait d'entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

## C. Naturalisation : des mythes miniers revisités en fonction des territoires

L'activité minière et sa naturalisation dans le tissu productif argentin reposent, nous l'avons vu, sur son ancrage dans le passé et sur son inscription dans le présent et le futur des territoires provinciaux et infraprovinciaux. Ainsi, à l'échelle de la République Argentine, référence systématique est faite à l'histoire minière du pays. Car si l'ensemble des acteurs partisans de l'activité reconnaît que l'exploitation minière métallifère de grande envergure est héritée des politiques de libéralisation de l'économie menées dans les années 1980 – 1990, ce passé récent du secteur est, de manière récurrente, gommé par l'inscription des activités d'extraction dans l'histoire longue de l'Argentine (Illustration 16) – voire même de l'humanité (Illustration 17, p. 207). La naturalisation de l'activité par la mobilisation de l'histoire, fédérale et locale, fait donc partie intégrante des pratiques discursives déployées pour légitimer le déploiement du modèle néo-extractiviste dans les territoires.

**Illustration 16.** Des références au passé minier du pays dans les documents officiels<sup>205</sup>

### Tema 2 *La Minería en Argentina*



#### Orígenes

La minería en Argentina, desde y durante la conquista española de nuestra región, se desarrolló muy lentamente ya que se buscaron y no se encontraron minerales metalíferos, principalmente oro y plata como ocurrió en el Perú y en Méjico.

Sólamente en las serranías y playas se aprovecharon piedras y arenas para la construcción de casas, cercas, pircados, piedras lajas y algunas ornamentales.

A partir del siglo XIX, sobre todo a mediados de él y ya con el país constituido en lo que es actualmente la República Argentina, con asentamientos poblacionales en la campaña, aldeas, villas, pueblos y

ciudades, con una cada vez más creciente asentamientos poblacionales en la campaña, aldeas, villas, pueblos y ciudades, con una cada vez más creciente organización nacional, podemos decir que la minería creció con logros excelentes si nos ubicamos en la falta de caminos, medios de transporte, comunicación y tecnologías que no teníamos en esos años y que poseemos al presente.

A partir de la década del 1850 comenzó la explotación de minas metalíferas de oro, plomo y plata en varias provincias, a las que le sumó la del cobre. Este impulso tuvo un crecimiento importante hasta fines del siglo a partir del cual de-

cayó durante la Primera Guerra Mundial desde 1914 al 1919, llegando casi a la paralización de actividades a partir de 1930. Se comienza después a activar la Minería de las Rocas de Aplicación y los No Metalíferos resurgiendo de nuevo la de los Metalíferos.

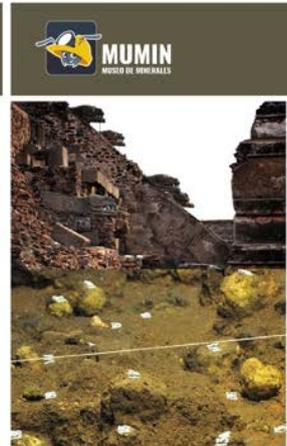
Después de muchos altibajos hemos comenzado a transitar por la Gran Minería de los Metalíferos con una creciente minería de los productos en general.

Podemos en este momento decir con certeza que tenemos un país con Minería.

Source : Guillermo E. Preisz, 2005, *Aspectos básicos de la minería*, Secretaría de Minería de la Nación.

<sup>205</sup> [(...) À partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, (...) nous pouvons affirmer que l'exploitation minière s'est développée avec d'excellents résultats au regard du manque de routes, de moyens de transports, de communications et de technologies dont nous ne disposions pas à l'époque et que nous possédons désormais. À partir de la décennie de 1850 a commencé l'exploitation de mines métallifères d'or, de plomb et d'argent dans plusieurs provinces, à laquelle s'ajoute celle de cuivre (...). Après des hauts et des bas, nous avons commencé la transition vers l'activité minière métallifère de grande envergure, avec une industrie minière en pleine croissance. Nous pouvons en ce moment affirmer avec certitude que nous sommes un pays minier.] (Guillermo E. Preisz, 2005, *Aspectos básicos de la minería*, Secretaría de Minería de la Nación, traduction des extraits choisis par M. Denoël).

Illustration 17. Des références à l'inscription de l'activité dans l'histoire de l'humanité<sup>206</sup>

	<p><b>¿SABÍAS QUÉ?</b></p> <p>Pirita viene del griego “<b>de fuego</b>” ya que era utilizada como una herramienta que al chocarla producía chispas capaces de encender fogatas. El fuego de pirita fue utilizado desde el <b>paleolítico</b> hasta las primeras armas de fuego.</p>		<p><b>¿SABÍAS QUÉ?</b></p> <p>La calcita desde la <b>antigüedad</b> se ha utilizado, en la <b>medicina popular</b>, en vendajes en caso de enfermedades de la piel: úlceras, verrugas, heridas etc.</p>
	<p><b>¿SABÍAS QUÉ?</b></p> <p>Los <b>egipcios</b> decoraban sus trajes con <b>pirita</b> para que ésta les mantuviera conectados con el sol. Estos <b>espejos y joyas</b> de pirita han sido hallados también en yacimientos arqueológicos precolombinos.</p>		<p><b>¿SABÍAS QUÉ?</b></p> <p>Cientos de <b>esferas de pirita</b> se encontraron en un tunel del <b>Templo de la Serpiente Emplumada</b>, en México. Los arqueólogos creen que pertenecían a objetos ceremoniales de una cultura que habitó la zona en el <b>700 AC</b>, mucho antes de la llegada de los Azteca</p>

Source : MUMIN, Collection Sabías Qué ?, site officiel, consulté le 25.03.2019.

Ainsi, de nombreux documents officiels font référence aux développements antérieurs du secteur. Dans le discours, ces références systématiques à un passé commun minier connaissent leur concrétisation dans la construction des territoires provinciaux en tant que territoires miniers. Ainsi, les références historiques servent tant à valoriser une inscription ancienne de l'activité dans le tissu local (cas de Jujuy) qu'à naturaliser une activité en réalité récente dans la province (cas de San Juan) ou à associer l'activité à une mise en patrimoine de l'histoire nationale (cas de Mendoza).

<sup>206</sup> Le MUMIN met ainsi à disposition de ses visiteurs une frise chronologique valorisant la découverte de nombreux minerais à travers les âges depuis la préhistoire et les usages qui en ont été faits dans l'histoire de l'humanité. À titre d'exemples, sur ces vignettes sont évoqués les usages faits de la pirite et de la calcite au Paléolithique, dans l'Égypte et la Grèce antique et, en 700 avant Jésus-Christ, dans l'actuel Mexique.

### 1. Jujuy : capitale « historique » de l'activité à l'échelle fédérale, sans patrimoine provincial ?

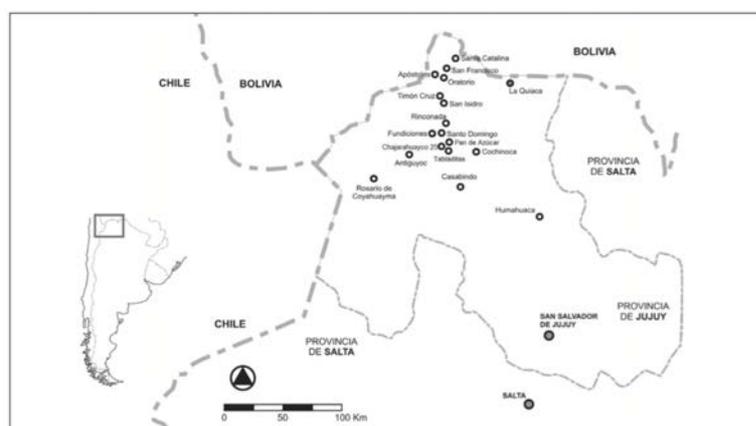
Dans le cas de Jujuy, comme le souligne María Florencia Becerra (2014, p. 66), une véritable histoire minière — même si moins dense et faste que chez ses voisins boliviens ou péruviens par exemple — existe dans la province :

“La proyección de esta región como un área minera no habría estado sustentada tanto en la efectiva productividad de las minas locales, como en las expectativas —no siempre reales— de quienes se dedicaron a explotarla y en las estrategias de algunos habitantes para aprovechar los beneficios que esta condición de ‘mineral’ conllevaba.

Sin dejar de lado estas contradicciones, no podemos dejar de afirmar, sin embargo, que aún sin espectaculares explotaciones e instalaciones acordes a las expectativas generadas en distintos momentos, de modo casi desapercibido, a mediana y baja escala, la minería se constituyó en una actividad sin la cual no puede entenderse la historia y dinámica de los pobladores de la Puna de Jujuy y su territorio durante el período colonial. Contra una visión completamente negativa del desarrollo minero que instalaron estudiosos y viajeros del siglo XIX, (...) observamos que las explotaciones mineras en la puna de Jujuy mantuvieron una relativa continuidad en el tiempo.”<sup>207</sup>

Pourtant, l'histoire coloniale ou préhispanique (Carte 9) de la province est, dans nos entretiens, très peu évoquée : aucun site touristique ou musée ne valorise ce patrimoine dans la province – outre la mine de sel située à Salinas Grandes.

**Carte 9.** Sites miniers coloniaux dans la province de Jujuy (XVII<sup>ème</sup> siècle)



Source : « Mapa de ubicación de los asentamientos de mineral e instalaciones minero-metalúrgicas más relevantes de la Puna de Jujuy », in : Becerra, 2014, p. 59.

<sup>207</sup> [La projection de cette région en tant que zone minière n'aurait pas été soutenue ni par la productivité effective des mines locales, ni par les attentes - pas toujours réelles - de ceux qui se sont consacrés à les exploiter ou dans les stratégies de certains habitants pour profiter des bénéfices que cette condition « minérale » offrait. Sans négliger ces contradictions, nous ne pouvons cependant pas cesser d'affirmer que, même sans exploitation et installation spectaculaires relatives aux attentes existantes aux différentes époques, de manière presque inaperçue, à moyenne et petite échelle, l'exploitation minière est devenue une activité sans laquelle l'histoire et la dynamique des habitants de la Puna de Jujuy et du territoire pendant la période coloniale ne peuvent être comprises. Contre une vision complètement négative du développement minier installé par les savants et les voyageurs du XIX<sup>ème</sup> siècle, nous observons que les exploitations minières dans la Puna de Jujuy ont maintenu une relative continuité dans le temps.] (Becerra, 2014, p. 66, trad. M. Denoël).



Ainsi, même si référence y est faite, ce n'est pas cette histoire préhispanique ou coloniale minière qui est mise en avant par les acteurs provinciaux : « *hay una historia minera en la provincia, así como se desarrollaron proyectos como Pirquitas y Aguilar* »<sup>208</sup> (président de la CAEM jujeña, octobre 2016). Comme le montre cette citation, la mobilisation du passé minier par les acteurs passe avant tout par la valorisation de l'histoire de sites particuliers. De même, le secrétaire provincial de l'activité minière réaffirme sa province comme capitale de l'activité sur la base de l'histoire provinciale récente. Il commentait, lors d'un entretien tenu en septembre 2016, la Carte 10 (p. 209) en ces termes :

“nosotros somos capital de la minería, capital de la Pachamama en el 2013, y bueno, como capital de la minería es porque si vos entrás a la página web esta, *mineriajujuy.gob.ar*, podés bajar ese mapa. Ese mapa es de 1973, ¿Está bien? Donde están todos los proyectos que estaban activos a ese momento. Éramos capital de la minería por eso, teníamos todos esos puntos que están arriba de Jujuy eran todas minas chiquitas activas, pequeños yacimientos, pequeñas minas trabajando.”<sup>209</sup>

C'est donc à l'histoire minière du XX<sup>ème</sup> siècle que les acteurs se réfèrent puisque, comme le souligne Sebastián Gómez Lende (2016, p. 43) :

“La minería a gran escala en Jujuy recién se inició durante el ocaso del modelo agroexportador (1880-1930), luego de que la tardía llegada del ferrocarril a la provincia (1907-1912) contribuyera a afianzar y expandir el modelo: en 1933 comenzó la explotación de Pirquitas, un rico depósito de plata y estaño situado en el límite tripartito entre Argentina, Bolivia y Chile; y en 1936 hizo lo propio la Compañía Minera El Aguilar, que emprendió la extracción de plata, plomo y zinc del yacimiento homónimo. Las operaciones de El Aguilar y Pirquitas fueron responsables por la constitución de Jujuy como la principal y más rica provincia minera argentina de la época (Bernal, Martínez y Medina, 2011).”<sup>210</sup>

La mine El Aguilar (pour une carte de localisation, voir Carte 4, p. 103) est particulièrement mise en avant et elle est présentée aussi comme annonciatrice du développement postérieur de la branche métallifère du secteur et des nouvelles techniques employées. L'ancien président de la CAEM, qui antérieurement était directeur général de la Compagnie Minera Aguilar, nous expliquait :

<sup>208</sup> [Il y a une histoire minière provinciale, comme le montrent des projets développés tels que Pirquitas et Aguilar] (Extrait d'entretien avec le président de la CAEM jujeña, octobre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>209</sup> [nous sommes capitale de l'exploitation minière, capitale de la Pachamama en 2013, et bien, comme capitale de l'exploitation minière c'est parce que si vous consultez le site *mineriajujuy.gob.ar*, vous pouvez télécharger cette carte. Cette carte date de 1973, d'accord ? Où sont tous les projets qui étaient actifs à l'époque ? Tous ces points au-dessus de Jujuy étaient de petites mines actives, de petits gisements, de petites mines en exploitation : c'est pour ça que nous étions la capitale minière.] (Extrait d'entretien avec le Secrétaire d'État à l'Activité dans la province de Jujuy, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>210</sup> [L'exploitation minière à grande échelle à Jujuy n'a commencé que lors du déclin du modèle agro-exportateur (1880-1930), après l'arrivée tardive du chemin de fer dans la province (1907-1912) qui a contribué à consolider et à étendre le modèle : en 1933 a commencé l'exploitation du Pirquitas, un gisement riche en argent et étain situé sur la frontière entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili et, en 1936, la Compañía Minera El Aguilar s'est lancée dans l'exploitation d'argent, de plomb et de zinc dans le gisement homonyme. Les opérations d'El Aguilar et de Pirquitas ont été à l'origine de la constitution de Jujuy comme la principale et la plus riche province minière d'Argentine à l'époque (Bernal, Martínez et Medina, 2011).] (Gómez Lende, 2016, p. 43, trad. M. Denoël).

“El objetivo de la cámara, entre muchos otros, es de alguna manera fomentar el desarrollo de una minería sustentable en el país, partiendo de la base que si bien tiene una riqueza geológica muy importante, la misma ha estado subdesarrollada en relación a los demás países vecinos. Para darte una idea, yo entré en el sector minero en el año 1988. En ese momento, como presidente de una empresa que se llama Compañía Minera Aguilar. En ese momento Aguilar era la única empresa metalífera activa en la Argentina ¿No? Después, en el curso de los años 90 se dictó la ley de inversiones mineras y comenzó un despegue, se lo llamó el boom de la minería metalífera en la Argentina y ahí comenzaron a venir empresas del exterior y comenzó un incipiente de desarrollo de la gran minería que antes no existía.”<sup>211</sup>

La mine est donc positionnée comme pionnière et fer de lance à l'échelle du pays, ce qui, selon son gérant général, est un atout à l'heure d'attirer les investisseurs étrangers : « *yo creo que para Glencore, la historia y la trascendencia de Aguilar es muy importante* »<sup>212</sup> nous déclarait-il en septembre 2016. Elle l'est aussi pour la province, où son histoire participe toujours, selon le gérant général de la mine, à structurer les territoires locaux plus qu'ailleurs :

“Aguilar es una mina muy especial en Argentina, porque hace más o menos 87 años que empezó en forma ininterrumpida, lo cual es notable, y para la zona, para la región, y para tal provincia de Jujuy es un hito fundamental en la historia de la provincia de Jujuy. Acá hay varias generaciones de habitantes que han trabajado en la mina, y eso genera un sentimiento de la gente muy especial, una pertenencia muy especial, que hace que no tenga nada que ver con lo que es la explotación minera en general.”<sup>213</sup>

Cet ancrage historique de la mine à l'échelle locale justifie aussi son existence, malgré ses faibles rendements en termes de production. En effet, elle a pu, toujours selon son directeur général, développer des savoirs et techniques qui lui permettent de rayonner au-delà des frontières provinciales. Il affirmait ainsi que :

“En Argentina es muy difícil encontrar un minero que no haya pasado por acá, somos escuela de mineros totalmente, incluso mineras que se han desarrollado en el sur, lo han hecho con gente de Aguilar. Nosotros nos pasamos preparando gente que están un tiempo y después se van. Esa es la realidad que nos ha tocado vivir. Nosotros más que nada intercambios técnicos y de apoyo mutuo en distintos temas. Por ahí hay algunos que están más desarrollados en tema comunidades y otros, en otros temas, entonces por ahí trabajamos de tener sinergia y poder ayudarnos. Nosotros tenemos una escuela secundaria especializada en

<sup>211</sup> [L'objectif de la chambre [la CAEM], parmi tant d'autres, est en quelque sorte de promouvoir le développement de l'exploitation minière durable dans le pays, en se basant sur le fait que, bien qu'il possède une richesse géologique très importante, elle a été sous-exploitée par rapport aux autres pays voisins. Pour vous donner une idée, je suis entré dans le secteur minier en 1988. À l'époque, en tant que président d'une société appelée Compañía Minera Aguilar. Aguilar était alors la seule entreprise métallurgique active en Argentine, n'est-ce pas ? Puis, au cours des années 90, la loi sur l'investissement minier a été adoptée et un véritable décollage s'est observé. C'est le boom de l'exploitation minière métallifère en Argentine. À ce moment-là, les sociétés étrangères ont commencé à s'installer et la grande exploitation minière a commencé à se développer, ce qui n'était pas le cas auparavant.] (Extrait d'entretien avec le président de la CAEM, août 2015, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

<sup>212</sup> [Je crois que pour Glencore, l'histoire et le symbole que représente la mine d'El Aguilar sont très importants.] (Extrait d'entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2015, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

<sup>213</sup> [Aguilar est une mine très spéciale en Argentine, parce qu'elle a commencé il y a environ 87 ans, et qu'elle exploite depuis sans interruption, ce qui est remarquable pour la zone, pour la région. Pour une province telle que Jujuy, c'est un jalon fondamental de son histoire. Ici, il y a plusieurs générations d'habitants qui ont travaillé dans la mine, et cela génère un sentiment très spécial chez les gens, une appartenance très spéciale, qui n'a rien à voir avec ce qu'est l'exploitation minière en général.] (Extrait d'entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2015, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

minería, hay muchos chicos que terminan acá y que después estudian minería, geología, o cualquier tipo.”<sup>214</sup>

L’histoire minière d’El Aguilar lui permet donc d’exister aussi vis-à-vis de l’ensemble des sites de Glencore et des autres entreprises transnationales installées en Argentine. Elle participe à générer, à l’échelle du pays, une certaine circulation des travailleurs – qui, du fait des courtes durées d’exploitation des mines et, donc des contrats, passent de site en site à la recherche d’emploi. À l’échelle locale cependant, c’est uniquement autour du site minier que l’histoire s’incarne réellement : à l’échelle de la province, il est peu fait cas de ce patrimoine.

## 2. San Juan : la construction d’un mythe historique pour se projeter dans l’avenir

À San Juan, alors que l’histoire de l’activité est amplement mobilisée, un véritable travail de patrimonialisation est réalisé. À titre d’exemple, le *Museo y Biblioteca, Casa Natal de Sarmiento*<sup>215</sup> consacre une salle entière à la place accordée à l’activité minière dans les engagements assumés par Sarmiento au XIX<sup>ème</sup> siècle. En effet :

“Domingo F. Sarmiento fue gobernador de San Juan entre enero de 1862 y abril de 1864. En el año de su asunción, estableció la Oficina de Diputación de Minas para entender en todo el tema minero (...); el 21 de mayo de ese mismo año se creó en la provincia el Colegio Preparatorio y más adelante, desde la cátedra de Mineralogía, el ingeniero inglés Francisco Ignacio Rickard organizó la Escuela de Minas, acciones estas que serían el origen de la enseñanza de la minería (...) que existe en la actualidad en San Juan. Asimismo, las importantes gestiones de Sarmiento, en lo que hace al estudio encomendado a Domingo de Oro, resultaron en que Oro presentó al Poder Ejecutivo un proyecto de código de minería, que en 1864 fue enviado al Congreso (...).”<sup>216</sup> (Benavidez de Albar Díaz, 2016, p. 36-37)

<sup>214</sup> [En Argentine, il est très difficile de trouver un mineur qui n’est pas passé par ici, nous sommes totalement une école de mineurs, même certaines mines qui se sont développées dans le sud du pays l’ont fait avec des gens d’Aguilar. Nous passons tout notre temps à préparer les gens qui sont là pour un certain temps, puis qui partent. C’est la réalité que nous avons à vivre. Nous, plus que tout, échangeons des techniciens et apportons du soutien mutuel dans différents domaines. Il y a [des entreprises] qui sont plus avancées dans la relation aux communautés, d’autres, dans d’autres sujets, donc nous travaillons ensemble pour avoir une synergie et être capables de nous aider. Nous avons une école secondaire spécialisée dans l’exploitation minière, il y a beaucoup de jeunes qui finissent leur formation ici et qui étudient ensuite l’exploitation minière, la géologie ou autre chose.] (Extrait d’entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2015, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

<sup>215</sup> [Musée et Bibliothèque, Maison de Sarmiento] (Trad. M. Denoël).

<sup>216</sup> [Domingo F. Sarmiento fut gouverneur de San Juan entre janvier 1862 et avril 1864. Dans l’année de sa prise de fonction, il a créé le Bureau de Députation des Mines pour comprendre dans son ensemble le sujet minier (...); le 21 mai de cette même année a été fondée dans la province le Collège Préparatoire et, plus tard, la chaire de Minéralogie, que l’ingénieur anglais Francisco Ignacio Rickard a transformée en École des Mines. Ces actions seraient à l’origine de l’enseignement minier (...) qui existe actuellement à San Juan. De même, les démarches importantes entreprises par Sarmiento, en ce qui concerne l’étude confiée à Domingo de Oro, ont conduit Oro à présenter au pouvoir exécutif un projet de Code minier qui, en 1864, a été envoyé au Congrès (...).] (Benavidez de Albar Díaz, 2016, p. 36-37, trad. M. Denoël).

Outre le musée, cet ancrage historique est repris et valorisé par les acteurs de l'activité. Ainsi, Ricardo N. Alonso – Professeur à la *Universidad Nacional de Salta* et chercheur au CONICET, ex-secrétaire du Secrétariat d'État *Minería y Recursos Energéticos* de la province de Salta, ex-député et président de la *Comisión de Minería* de la chambre des députés de Salta – écrit dans le journal spécialisé *Miningpress* un article daté du 11 septembre 2006 et intitulé *Sarmiento y la minería* consacré à l'histoire de l'activité dans la province de San Juan qui se clôture sur une citation du même gouverneur :

“Los metales preciosos encierran promesas para lo futuro, que podrían atraer y crear enormes capitales con su explotación, como sucedió en Chile, California y Australia que deben su población y bienestar a las riquezas de sus minas. Nuestra tarea y nuestro beneficio están de hoy mas en convertir en riqueza propia aquellos dones naturales, poniendo en actividad esas fuerzas vivas que duermen, esperando que la voz de la industria les diga como Lázaro : levántate.”<sup>217</sup>

De même, José Luis Gioja, dans son discours *Nos espera un futuro venturoso*<sup>218</sup> (2006) prononcé dans le cadre du lancement du plan provincial de la *Nueva Minería*, s'appuyait sur la figure de Domingo Faustino Sarmiento pour défendre le développement du secteur en ces termes :

“Fíjense ustedes que allá por 1869, Sarmiento ya decía ‘Hoy las minas son el fuego que conduce a los pueblos al desierto para poblarlo, y como requieren inteligencia, civilizan a la par que pueblan.’ Sarmiento tenía certeza absoluta acerca de dónde estaba la luz al final del camino, pero –pese a toda su determinación- nunca pudo ver cumplido su sueño. Se necesitaron 136 años para llegar a este día, en donde sin duda alguna podemos decir COMENZAMOS. POR FIN, COMENZAMOS. Seguramente cada uno de ustedes puede imaginar, la ansiedad que provoca saber que la clave del futuro provincial está ahí, al alcance de la mano, y que nadie hacia nada por poner ese futuro, en marcha.”<sup>219</sup>

La référence à l'histoire, en plus d'inscrire l'activité dans une continuité historique, sert donc aussi, dans le cas de San Juan, à défendre les projets politiques pensés pour le futur du territoire provincial : le gouvernement justifie sa politique minière actuelle et future par la concrétisation d'un projet minier aux racines lointaines (Illustration 18, p. 214).

<sup>217</sup> [Les métaux précieux sont porteurs de promesses pour l'avenir : ils pourraient attirer et créer d'énormes capitaux grâce à leur exploitation, comme ce fut le cas au Chili, en Californie et en Australie qui doivent le bien-être de leur population à la richesse de leurs mines. Notre tâche et notre bénéfice sont aujourd'hui davantage de convertir en richesse ces dons naturels, de mettre en activité ces forces vives qui dorment, en attendant que la voix de l'industrie leur dise comme Lazare : levez-vous.] (Extrait de discours prononcé par Domingo Faustino Sarmiento lors de l'exposition nationale de Cordoba en 1871, cité par Alonso (2006), trad. M. Denoël).

<sup>218</sup> [Un avenir heureux nous attend] (titre du discours de José Luis Gioja, 2006, trad. M. Denoël).

<sup>219</sup> [Remarquez qu'en 1869, Sarmiento disait déjà : “Aujourd'hui, les mines sont le feu qui conduit les gens au désert pour le peupler, et comme cela requiert de l'intelligence, ils civilisent dans le même temps les personnes qui y vivent”. Sarmiento était absolument certain de comment trouver la lumière au bout du chemin, mais – malgré toute sa détermination - il n'a jamais pu réaliser son rêve. Il a fallu 136 ans pour en arriver à ce jour, où l'on peut sans doute dire NOUS COMMENÇONS. ENFIN, NOUS COMMENÇONS. Chacun d'entre vous peut sûrement imaginer l'anxiété que suscite le fait de savoir que la clé du futur provincial est là, à portée de main, et que personne ne faisait rien pour mettre cet avenir en marche.] (Extrait du discours de José Luis Gioja, 2006, province de San Juan, trad. M. Denoël).

Illustration 18. Le passé comme outil de projection dans le futur de l'activité à San Juan



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

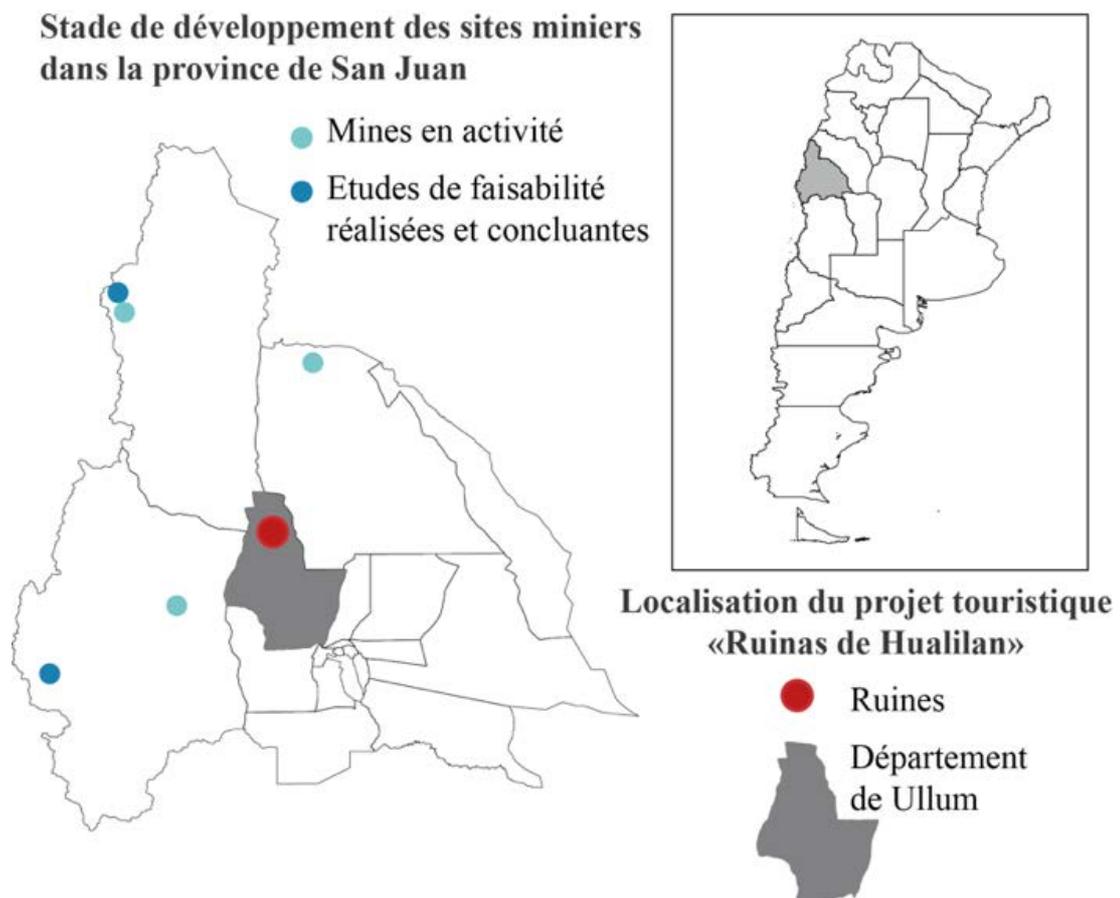
Source : dépliant « *San Juan explorando nuevas oportunidades* », Gobierno de San Juan, ministerio de minería.

La personne en charge de la direction ministérielle provinciale de « l'activité minière durable », en octobre 2016, nous affirmait ainsi que « *nosotros tenemos minería a gran escala, metalífera, en nuestra provincia ya fuerte, en los años 90. Hay historia para atrás en exploración y demás, pero las primeras factibilizaciones y las inversiones internacionales empiezan a aparecer como política de estado provincial promoviendo bajo este concepto [de la nueva minería], que es el mismo que se mantiene hoy* »<sup>220</sup>. La politique actuelle est donc présentée comme celle qui fournit simplement le cadre légal à des pratiques, préexistantes. Cet enracinement de l'activité dans l'histoire connaît, dans la province de San Juan, et à la différence du cas jujeño, une matérialisation aux répercussions provinciales. Un travail de patrimonialisation est ainsi mené de manière conjointe entre le gouvernement provincial et les entreprises minières.

<sup>220</sup> [Dans notre province il y a une exploitation minière à grande échelle et métallifère déjà importante dans les années 1990. Notre province a une histoire minière en exploration et autres, des mines en veux tu en voilà, mais les premières études de faisabilité et les premiers investissements internationaux sont apparus dans le cadre d'une politique provinciale d'État qui reposait sur la promotion de ce concept [celui de la nouvelle exploitation minière], qui est toujours celui qui nous guide aujourd'hui.] (Extrait d'entretien avec la personne en charge de la direction ministérielle provinciale de « l'activité minière durable », octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

À titre d'exemple, le ministère provincial de l'activité minière, le ministère du tourisme et l'entreprise transnationale Golden Mining co-financent le projet de rénovation et de mise en tourisme des mines de Hualilán dans le département de Ullúm (Carte 11). Ce projet touristique (Illustration 19, p. 216) repose sur les grandes idées du discours de légitimation tenu dans la province (Partie 1.Chapitre 1.A.2). Outil de légitimation et de visibilité de l'activité minière métallifère de grande envergure, il participe à la construction de San Juan comme province minière modèle.

**Carte 11.** Localisation des ruines de Hualilán



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Catastro Minero et SIG Geológico Minero, Ministerio de Minería, Gobierno de San Juan, 2017 ; « Puesta en valor de Minas Hualilán », Gobierno de San Juan, vidéo mise en ligne le 31 mai 2018 [<https://www.youtube.com/watch?v=Qoq4MNUH5g8>].

Illustration 19. Minas Hualilán : des ruines au service de la légitimation de l'activité<sup>221</sup>



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Source : « Puesta en valor de Minas Hualilán », *Gobierno de San Juan*, vidéo mise en ligne le 31 mai 2018 [<https://www.youtube.com/watch?v=Qoq4MNUH5g8>].

<sup>221</sup> Traduction des vignettes : [2 : Aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècle, les mines ont été exploitées par des compagnies anglaises, avec de la main d'œuvre locale, créole comme aborigène. 3 : Suite à la reconstruction, le site comprendra des aires spécialement pensées pour la préservation de 100% du patrimoine. 4 : Dans les ruines seront recrées les différentes méthodes d'extraction et de lixiviation utilisées dans le passé (...). 5 : Golden Mining s'engage à mettre en place un plan ouvert au public pour que le tourisme puisse connaître le fonctionnement d'une mine d'or. 6 : Vignes, oliviers et eau minérale. Le projet visera à démontrer la parfaite coexistence d'une production agricole de qualité, dans l'un des sites miniers les plus emblématiques de la province. La production se fera avec des équipements d'énergie propre et renouvelable (...). Ces sites seront à l'image de la mise en valeur et de la durabilité de l'activité minière dans la province de San Juan.] (Extraits choisis — captures d'écran — de la vidéo promotionnelle « Puesta en valor de Minas Hualilán », *Gobierno de San Juan*, 31 mai 2018, trad. M. Denoël).

### 3. Mendoza, la lutte pour le patrimoine : entre mise en tourisme par les entreprises et préservation

À Mendoza enfin, et bien que le projet minier de San Jorge ne soit pas en exploitation, l'entreprise cherche à affirmer son ancrage dans le territoire en participant elle aussi à des projets historiques de patrimonialisation. En effet, à la bordure de la concession minière d'exploration et d'exploitation, sur la parcelle cadastrale de la *estancia Yalguaraz*, appartenant à la compagnie Minera San Jorge (Carte 12, p. 218), l'entreprise cherche à valoriser le campement de Yalguaraz qui faisait partie de l'itinéraire réalisé par le général San Martín lors des campagnes d'indépendance. La responsable locale de la RSE pour Minera San Jorge, explique ainsi que :

“hay una persona que está haciendo algo de turismo, porque dentro de las actividades alternativas que tenemos se hace turismo, y nosotros ahora hemos contratado un historiador, porque en la estancia<sup>222</sup> cruza el camino sanmartiniano. San Martín estuvo en la estancia (...) por el cruce de Los patos. Y estamos edificando el camino, vamos a poner cartelera. Todo esto ¿viste? la actividad fundamental es la minera, obviamente.”<sup>223</sup>

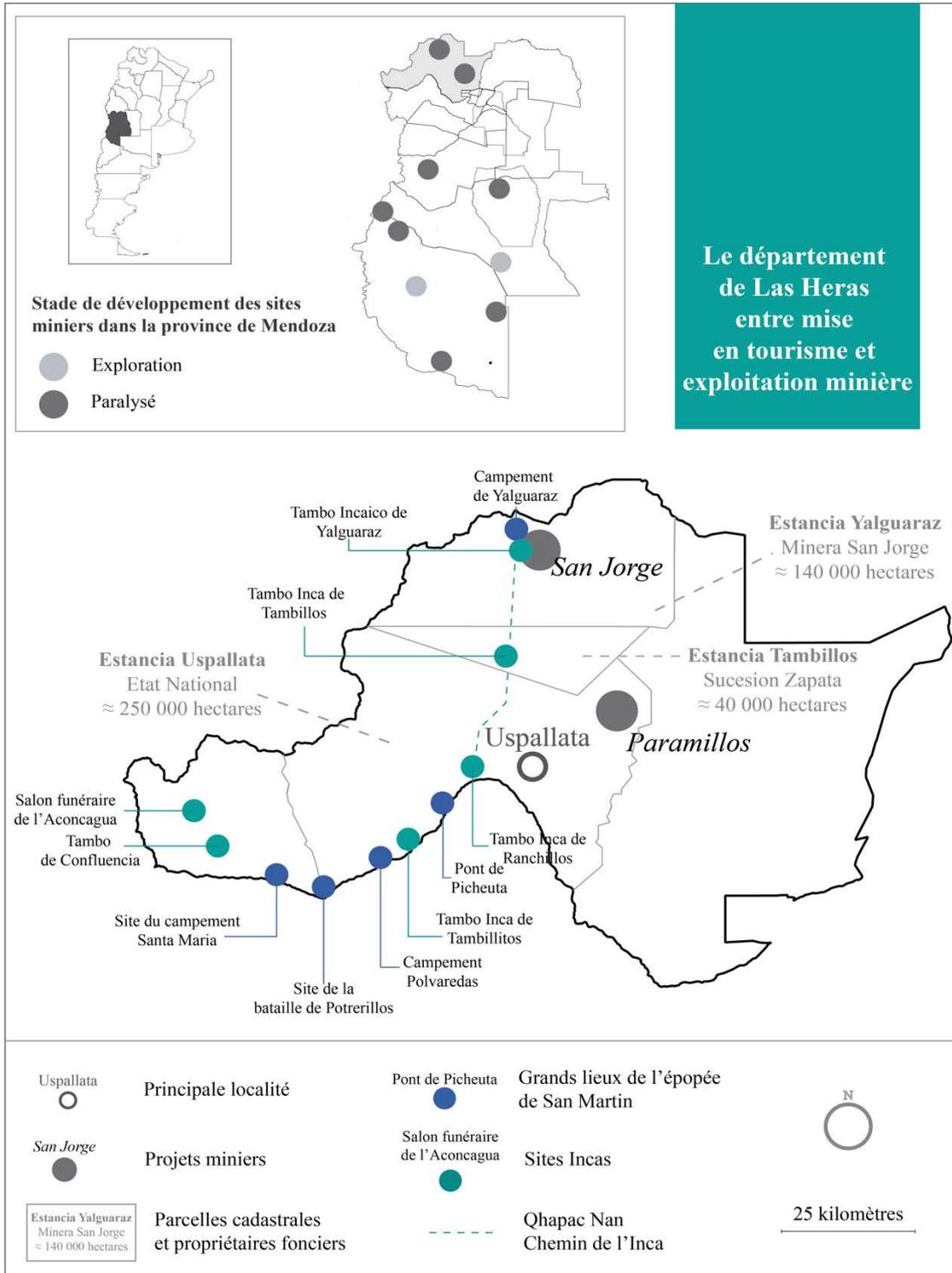
Elle ajoute que « *a mí la parte de historia me enloquece. Y creo que cada lugar tiene que tener, darle el valor que corresponde. Y también, tampoco voy a ser hipócrita, también es una manera de demostrar que las empresas mineras o por lo menos antes que se comprometan, cuidar, ¿entendés?* »<sup>224</sup>. Comme en témoigne cette citation, l'ancrage historique est donc un outil de légitimation pour les compagnies minières entreprenant de tels projets de patrimonialisation. Si, dans le cas de San Juan, cette stratégie d'implication de l'entreprise à l'échelle locale est élaborée conjointement avec les pouvoirs publics, à Mendoza en revanche, l'entreprise se sent peu accompagnée par les représentants locaux de l'État.

<sup>222</sup> Une *estancia* est une propriété foncière : dans le cas de Minera San Jorge, en plus d'être en possession de concessions minières, l'entreprise est propriétaire de la *estancia* Yalguaraz.

<sup>223</sup> [Il y a une personne qui fait du tourisme, parce que les activités alternatives que nous développons incluent le tourisme, et nous avons maintenant embauché un historien, parce que sur l'estancia passe le chemin sanmartiniano. San Martín était sur l'estancia (...) au carrefour de Los Patos. Et nous construisons la route, nous allons mettre des panneaux. L'activité principale est évidemment l'exploitation minière.] (Extrait d'entretien avec la responsable locale de la RSE pour Minera San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>224</sup> [Je suis dingue d'Histoire. Et je pense que chaque lieu doit avoir, qu'on doit lui donner la valeur qui lui correspond. Et aussi, je ne vais pas être hypocrite non plus, c'est aussi une façon de démontrer que les compagnies minières, ou du moins avant qu'elles ne s'engagent, prennent soin, tu comprends ?] (Extrait d'entretien avec la responsable locale de la RSE pour Minera San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

**Carte 12.** Projets miniers et patrimonialisation, département de Las Heras, Mendoza



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Leo Oliva, 2018, El mapa de los proyectos mineros frenados en Mendoza, site web de la Universidad Nacional de Cuyo ; Federico Soria, 2011, Proyecto parque provincial Polvaderas : propiedades dentro del proyecto ; Federico Soria, 2011, Proyecto parque provincial Polvaderas : hitos de la Gesta Sanmartiniana; Federico Soria, 2011, Proyecto parque provincial Polvaderas : sitios Incaicos, (Disponible en ligne, dernière consultation le 29.03.2019) : [http://parqueuspallatapolvaredas.blogspot.com].

Cette même représentante en charge de la RSE pour l'entreprise nous indiquait d'ailleurs que :

“Queremos colocar la cartelería del camino sanmartiniano antes que finalice el año porque ¿viste? que el año que viene es el Bicentenario del cruce sanmartiniano. Así que estamos muy, muy abocados a eso, certificando la ruta con este historiador, porque también vos ¿viste? cómo son las empresas mineras, te exigen todo que sea normas ISO no sé cuánto más o menos. Porque si no, dicen ‘ah, nos están mintiendo’. Si va un cualquiera, uno de turismo dice: ‘por acá pasó el caballo blanco de San Martín’ seguro que lo creen. Si lo dice una empresa minera no le van a creer, entonces nosotros estamos con este profesor contratado, este historiador. Nosotros con el municipio la etapa anterior hemos trabajado muchísimo con los municipios. También estamos trabajando con los que están ahora, pero es todo así, ¿viste? ‘no lo digás porque el pueblo, porque Orozco, porque el intendente...’ Entonces por ejemplo con el tema sanmartiniano, nosotros queríamos, ¿viste? esta ruta desde la estancia hasta Uspallata, si bien San Martín cruza por atrás, la otra columna de General Las Heras pasa por Uspallata, pero esta ruta fue comunicacional entre las dos columnas, nosotros queríamos con el municipio colocar cartelería que sea homogénea con el diseño que tiene el gobierno de Mendoza, para señalar sitios históricos. ‘Que sí, que no, que vamos a ver, que no sé’, entonces tomamos la decisión, como nosotros estamos viendo una instancia privada que nos pertenece, y este historiador conoce mucho de lo que es la señalización de la provincia, porque ha trabajado también a nivel nacional, por ahora, hasta que la municipalidad decida si sí o no, vamos a empezar con la cartelería, lo que no quiere decir que después si quieren, (...) pero cada acción que nosotros hacemos, intentamos no pasarlos por encima a ellos.”<sup>225</sup>

Ainsi, si la valorisation de l'activité d'exploitation passe par une valorisation de sites historiques, elle ne reçoit pas toujours le soutien attendu des pouvoirs publics. De même, la temporalité de l'entreprise n'est pas celle de la décision politique : dans le cas de San Jorge, un décalage s'opère dans la mesure où, alors que certains membres du gouvernement provincial et local cherchent à faire accepter le déploiement de l'activité minière, l'entreprise travaille d'ores et déjà à se faire accepter, mais ne peut donc pas bénéficier du soutien apporté par le secteur public dans d'autres provinces moins conflictuelles.

---

<sup>225</sup> [Nous voulons mettre en place la signalisation du chemin sanmartinien avant la fin de l'année parce que, tu comprends, l'année prochaine c'est le bicentenaire du passage de San Martín en Argentine. Nous sommes donc très, très attachés à cela, en certifiant la route avec cet historien, parce que, tu sais comment sont les compagnies minières, elles exigent tout ce qui est normes ISO et tout ça. Parce que sinon, les gens disent “ah, ils nous mentent”. Si quelqu'un y va, et que l'un des touristes dit : “Le cheval blanc de San Martín est passé par ici”, ils le croiront sûrement. Si une société minière le dit, les gens ne le croiront pas, c'est pour ça que nous avons engagé ce professeur, cet historien. Avant, nous avons beaucoup travaillé avec les municipalités. Nous travaillons aussi avec ceux qui sont à la municipalité maintenant, mais c'est comme ça, tu vois ? Les gens sont méfiants, ils disent “Ne le dites pas parce que les gens, parce qu'Orozco, parce que le maire...”. Cette route de l'estancia à Uspallata, même si la colonne dirigée par San Martín passe derrière, la colonne du Général Las Heras passe par Uspallata : cette route était celle où se rejoignaient les deux colonnes. Avec la municipalité, nous voulions placer des panneaux qui soient homogènes avec le projet du gouvernement de Mendoza, pour marquer les sites historiques de manière identique. “Cela oui, cela non, cela non, que nous allons voir, que je ne sais pas”. Du coup, on a pris la décision de manière autonome, puisqu'après tout c'est un site privé qui nous appartient (...). Tant que la municipalité ne décide pas si oui ou non elle veut s'impliquer, nous nous commençons avec la signalisation, ce qui ne veut pas dire qu'ensuite la municipalité ne voudra pas participer, (...) mais pour chaque action que nous menons nous essayons de ne pas passer outre les pouvoirs publics locaux.] (Extrait d'entretien avec La responsable locale de la RSE pour Minera San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

## Conclusion du quatrième chapitre

L'analyse du discours commun à l'ensemble des acteurs enquêtés nous a permis d'identifier quatre mondes qui composent l'univers lexical légitimant l'activité minière métallifère de grande envergure (A). Le dispositif de consensus repose sur un discours néo-développementiste (Partie 1.Chapitre 1.A.1), porté principalement par les représentants de l'État et les organisations sectorielles, où le développement, toujours lu à travers le prisme du référentiel « durable », est humain à l'échelle locale, mais économique aux échelles provinciale, nationale et internationale. L'accent est donc mis tant sur la création d'emplois et d'entreprises engendrée par l'activité que sur la Responsabilité Sociale et Environnementale des acteurs exploitants.

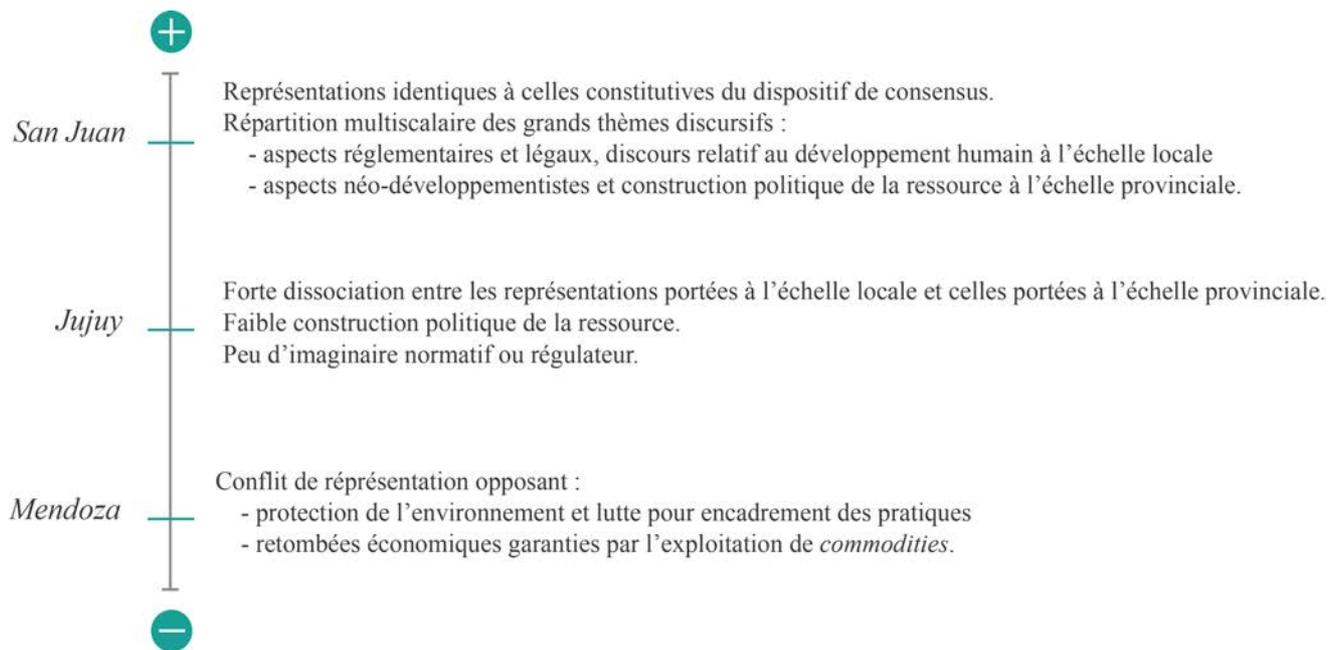
Relevant du même pôle de sens et porté par les mêmes acteurs que le premier, le deuxième monde lexical est celui d'une activité encadrée légalement (Partie 1.Chapitre 1.A.2), et ne pouvant donc pas nuire à son environnement, qui est d'abord appréhendé à travers le prisme de la Loi et de la norme. Les conflits existant autour de l'activité relèvent eux aussi de ce monde lexical dans la mesure où, chez les représentants de l'État partie prenante du développement de l'activité, ce sont d'abord les lois freinant l'activité qui sont contestées, et non pas, comme le défendent les opposants au modèle, les conséquences matérielles et symboliques de l'activité. Les formes lexicales s'y référant sont regroupées dans le troisième et quatrième monde, mais plus du point de vue des retombées positives de l'activité que de sa mise en débat.

Le troisième (Partie 1.Chapitre 1.A.3), porté par les acteurs relevant des entreprises exploitantes ou de service, regroupe les formes lexicales permettant de présenter l'activité comme une opportunité économique pour les populations avoisinant les sites d'extraction et fait écho aux stratégies de RSE déployées à l'échelle locale. Les territoires sont présentés comme déserts, inhospitaliers, inaccessibles, défavorisés, sans autre intérêt que celui de leurs ressources. L'entreprise exploitante est donc celle qui apporte non seulement les moyens de développer des infrastructures et services relevant normalement des services publics, mais aussi ceux permettant de mettre à profit ces uniques sources de développement : elle devient un véritable acteur social structurant les territoires.

Le territoire est aussi pensé en fonction des ressources qui le constituent : c'est l'objet du quatrième monde lexical (Partie 1.Chapitre 1.A.4), lui aussi porté par les entreprises. Les ressources sont alors mises en opposition entre celles politisées par les opposants — l'eau — et celles pouvant être extraites de manière respectueuse de l'environnement grâce au progrès et à une maîtrise technique – l'or. Le déplacement de la mise en débat de l'activité du politique au technique permet, dans ce discours légitimateur, tant la préservation que l'extraction de la ressource.

Malgré l'existence de ce discours unificateur qui transcende les différences entre territoires et acteurs, l'étude à une échelle plus fine de l'univers lexical de l'activité dans chacune des provinces nous a permis de dégager des variations territoriales (Figure 20) importantes dans les représentations faites de l'activité (B).

**Figure 20.** Discours et représentations : différents degrés d'hybridation



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Ainsi, à Jujuy (Partie 1.Chapitre 1.A.1), et loin de l'idéal néo-développementiste où le développement ruisselle jusqu'à l'échelle locale, une dissociation forte est faite entre, d'une part, les propos tenus au sujet de l'échelle locale, qui portent sur les conditions de vie des populations locales et qui rendent compte de logiques paternalistes principalement conduites par les entreprises et, d'autre part, le développement économique provincial. La construction politique de la ressource ainsi que l'encadrement légal de l'activité sont presque absents du discours jujueño, ce qui participe à le différencier du discours de consensus commun à l'activité.

En revanche, dans la province de San Juan, tous les éléments qui en sont constitutifs se retrouvent dans les propos des acteurs intervenant à l'échelle provinciale ou infraprovinciale (Partie 1.Chapitre 1.A.2). L'analyse du discours hégémonique à l'échelle provinciale montre que les aspects réglementaires et légaux de l'activité ainsi que la caractérisation des populations locales et des actions menées à leur égard dans le cadre du déploiement de l'activité, relèvent de mondes lexicaux principalement appliqués à l'échelle locale du site minier ou du département d'implantation. Elle

permet de discerner une logique descendante, où les actions — présentées comme des actions de développement — sont portées d'abord par des acteurs extérieurs aux territoires, laissant ainsi peu de place aux populations locales, quasiment absentes des propos tenus. L'analyse a également montré comment les perspectives néo-développementistes concernent d'abord l'échelle provinciale et doivent permettre, outre la construction d'infrastructures et l'augmentation de services, le rayonnement au-delà des frontières de la province. Enfin, on retrouve quasiment à l'identique l'approche de la ressource par le contrôle et la technique. Ces derniers sont comparés à ceux qui s'appliquent dans d'autres activités. Il est ici supposé que les moyens techniques permettent tant la préservation de la ressource que son extraction et exploitation.

À l'inverse, le discours exprimé concernant la province de Mendoza (Partie 1.Chapitre 1.A.3) stipule que le modèle ne parvient pas à s'implanter et que la construction discursive de l'activité est fortement différenciée. Ainsi, si l'ensemble des mondes lexicaux se rejoint autour du projet minier et de sa mise en débat, les autres se polarisent, d'une part, sur l'obligation de protection de l'environnement et des garanties à apporter pour l'assurer et, d'autre part, sur les moyens nécessaires au déploiement de l'activité ainsi que sur les retombées économiques — notamment en termes de création d'emplois — qui seraient générées grâce à l'exploitation de ressources véritablement pensées comme *commodities*.

Par ailleurs, la naturalisation de l'activité dans les territoires passe bien, dans tous les cas étudiés, par la construction d'un mythe minier et une référence à l'histoire locale ou provinciale. Cependant, là aussi, divers degrés sont observés (Figure 21).

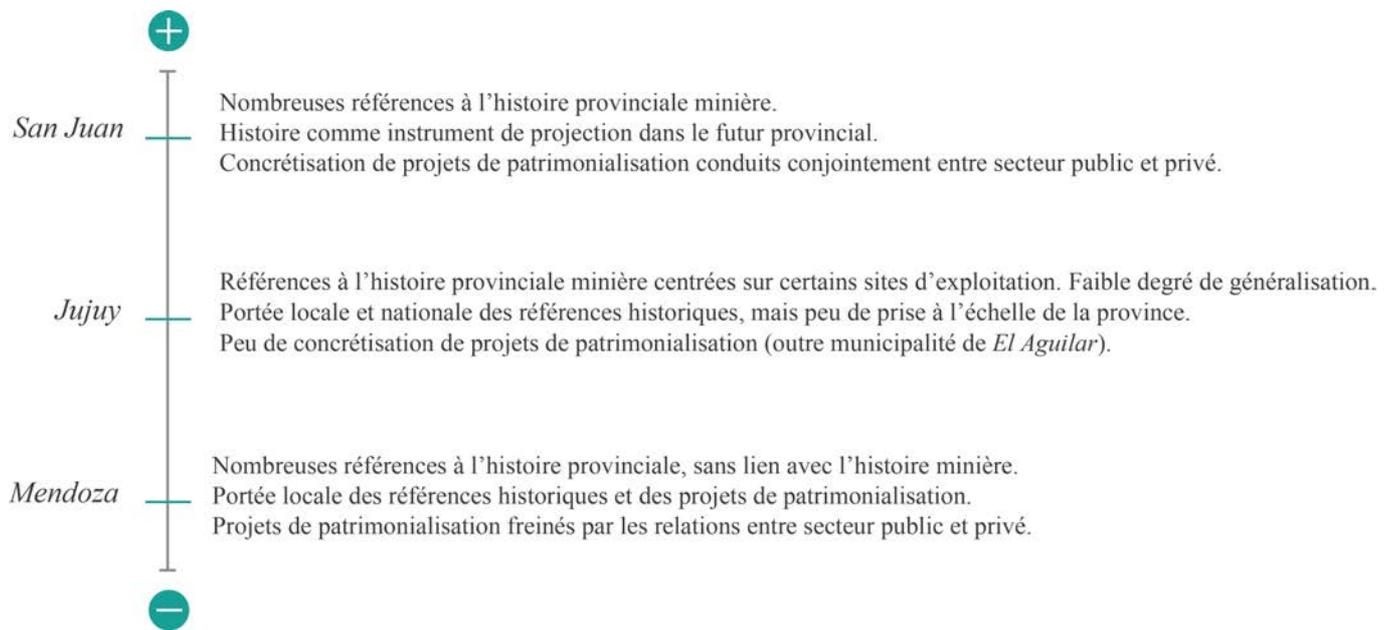
Dans le cas de la province de San Juan, la référence historique sert tant à légitimer l'activité qu'à la projeter dans le futur provincial. Elle est utilisée à l'échelle provinciale plus que locale. Elle va jusqu'à la concrétisation de projets de patrimonialisation au service de la construction d'un mythe minier (A.2).

Dans le cas de Jujuy, si la présence historique de l'activité est utilisée comme élément légitimateur à l'échelle fédérale, c'est seulement par rapport à l'histoire contemporaine de l'exploitation. Seule l'échelle locale semble être concernée par les stratégies de mise en valeur : peu de répercussions sont observées à l'échelle provinciale. En effet, province minière pourtant présentée comme « historique » à l'échelle fédérale, la construction d'un mythe minier est centrée sur l'histoire de certains sites, en particulier Mina El Aguilar et Pirquitas. Elle n'atteint pas un fort degré de généralisation et ne connaît pas de concrétisation matérielle (A.1).

Enfin, dans le cas de Mendoza, si l'entreprise mène elle aussi un véritable travail de patrimonialisation, c'est le soutien de la part des représentants locaux et provinciaux de l'État qui

fait défaut. De plus, si référence est faite à l'histoire des territoires, ce n'est pas afin de construire un mythe minier, mais plutôt pour participer, au même titre que les autres actions de RSE, à la légitimation de l'activité comme activité porteuse de développement à l'échelle locale (A.3). Ces projets de patrimonialisation sont d'ailleurs portés par les opposants à l'activité — qui proposent la création d'un parc national — comme par ses partisans et ne sont donc pas spécifiques au secteur.

**Figure 21.** Construction d'un mythe minier : différents degrés de pénétration



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.



## Chapitre 5.

### Institutionnalisation et pratiques de l'activité : entre socle commun et variations territoriales

Pasare por gualfin,  
Me voy pa' corral quemao,  
À lo de marcelino ríos,  
Para corpacharme con vino morao,

Yo soy ese cantor,  
Nacido en el carnaval,  
Minero de la noche traigo,  
La estrella de cuarzo del culampaja.

Molino del maray,  
Que muele con tanto afan,

Marcelino pisando el vino,  
Paredes el oro de culampaja.

Yo no se, yo no soy,  
Andoy porque andoy nomas,  
Cuando a mi me pille la muerte,  
Tan solo la zamba me recordara.

La zamba de los mineros,  
Tiene solo dos caminos,  
Morir el sueño del oro,  
Vivirel sueño del vino

Zamba de los mineros,  
Mercedes Sosa, 1987 <sup>226</sup>

Le développement de l'activité confronte les territoires à de nouvelles pratiques qui participent à leur co-construction et à leur redéfinition. Objet de ce chapitre, ces pratiques ont souvent un substrat commun – celui du néo-développementisme, du développement durable, de la rentabilité et du profit, encadrés par la norme et la loi, et où la ressource est un construit politique. Elles revêtent donc de nombreuses similitudes, qui fédèrent le système multiacteur et permettent de « faire modèle » – tant dans le cadre de stratégies entrepreneuriales telles que celles de RSE que dans le but de bâtir un dispositif de consensus autour de l'activité.

Outre la mise en tension entre différentes représentations, deux grands champs d'action — l'hybridation des logiques d'acteurs (A), et le développement territorial (Partie 1.Chapitre 1.A.3) — accompagnent l'implantation de l'activité dans les territoires et participent à faire fondement au modèle. Ces pratiques ne sont toutefois ni appliquées à l'identique, ni reçues et appropriées de manière analogue dans chaque territoire. Pour

<sup>226</sup> [Je passerai par Gualfin, je vais au corral en feu, chez marcelino ríos, me noyer dans du vin mauresque. // Je suis ce chanteur, né au carnaval, mineur dans la nuit, j'apporte l'étoile de quartz de la mine de culampaja. // Triturateur de roches, Maray qui broie si fort, Marcelino marche sur le vin, Mine de Culampaja aux murs faits d'or. // Je ne sais pas, je ne suis pas, j'avance parce que j'avance simplement, quand la mort m'attrapera, seule la zamba se souviendra de moi. // La zamba des mineurs, n'a que deux voies, mourir par le rêve de l'or, vivre le rêve du vin] (*Zamba de los mineros*, Mercedes Sosa, 1987, trad. M. Denoël).

comprendre la mise en tension générée à l'heure de l'implantation de l'activité dans les territoires entre les grands champs de pratiques et leur concrétisation réelle, nous nous appuyerons sur l'analyse des différents régimes miniers existant aux échelles provinciales et infraprovinciales à Jujuy, San Juan et Mendoza. Cette confrontation entre socle commun des pratiques minières et leurs variations territoriales permet de dégager ce qui participe à faire fondement au modèle minier tout en identifiant les différents degrés de pénétration du modèle dans les reconfigurations territoriales.

## A. L'hybridation des logiques d'acteurs et l'intégration des élites locales

L'institutionnalisation de l'activité passe, comme nous l'avons vu, par une multiplication des organisations. En effet, du côté du secteur privé, la CAEM par exemple semble structurer les entreprises – transnationales et nationales, *majors* et *juniors*, d'exploitation, d'exploration ou de services miniers – à l'échelle fédérale, et chaque province héberge sa chambre d'entrepreneurs – CAEM de Jujuy, CASEMI de Jujuy, CAEM de San Juan, GEMERA de San Juan, CaMEM de Mendoza, CASEMI de Mendoza. De même, chaque province connaît un certain déploiement institutionnel afin d'encadrer et d'accompagner l'implantation de l'activité – bien qu'inégal selon les provinces. Cependant, malgré cette dynamique commune d'institutionnalisation, celle-ci ne s'organise et ne se déploie pas à l'identique dans les territoires provinciaux.

### 1. San Juan : l'institutionnalisation du laisser-faire <sup>227</sup>

Dans la province de San Juan, les trois mégamines à ciel ouvert en activité sont exploitées par des entreprises étrangères très représentatives du secteur à l'échelle internationale : la canadienne Barrick Gold (représentée par sa filiale Barrick Argentina) pour la mine de Veladero ; la canadienne Yamana Gold (représentée par sa filiale Minas S.A.) pour la mine de Gualcamayo, et deux australiennes, Austral Gold et Troy Resources, pour la mine de Casposo (Carte 3, p. 65). Ces entreprises sont membres d'organisations sectorielles : Barrick Gold et Yamana Gold sont membres affiliés à la Chambre des Entrepreneurs Miniers de la province et à celle de niveau national (CAEM). Le directeur général de la mine Gualcamayo (voir Carte 5, p. 108), nous expliquait ainsi que la participation à ces chambres offre un moyen de dialogue avec les pouvoirs publics :

“estamos en CAEM y en cámara provincial. La idea es que la estrategia de todas las compañías sea una estrategia común y lo hacemos a través de las cámaras, es un poco la idea. (...) En realidad nosotros dialogamos con la cámara minera de San Juan y la Cámara minera

---

<sup>227</sup> Certains éléments de cette sous-partie ont fait l'objet d'une publication en co-écriture avec Martine Guibert (voir Denoël, Guibert, 2018) quand d'autres seront repris dans un chapitre d'ouvrage co-écrit avec Amalia Lorda et François Taulelle (voir Denoël *et al.*, 2019, à paraître).

de San Juan manda representantes a la CAEM, también podemos ir nosotros como representantes de la CAEM también. Tenemos como doble vía para trabajar.”<sup>228</sup>

La voix des entreprises exploitantes compte donc double à la table des négociations à l'échelle fédérale. De même, à l'échelle provinciale, l'entreprise peut, *via* les chambres, bénéficier d'une double représentation. En effet, l'intendant du département de Callingasta, explique qu'aux réunions concernant l'encadrement fiscal de l'activité — et notamment celles concernant l'attribution des fidéicomis<sup>229</sup> — « *en ese fideicomiso el estado tiene dos votos. Vota el gobernador o manda el gobernador y el ministro. La empresa tiene un voto, la cámara minera tiene otro voto, esas son las patas* »<sup>230</sup>.

L'arrivée de ces acteurs globalisés dans les années 1990 a aussi suscité la réorientation d'entreprises nationales et provinciales vers des activités connexes comme l'exploration. Elles appartiennent au Groupe des Entreprises Minières d'Exploration (GEMERA). Ce groupement d'entreprises d'exploration avait été, à son origine, créé dans la province de Mendoza. Le président du groupe, lors d'un entretien le 25 octobre 2016, nous déclarait ainsi que :

“Nació GEMERA ahí [en Mendoza], un poco como una agrupación de gente sin estructura funcional oficial. Hemos estado muchos años para construir GEMERA como una entidad con todos sus papeles, toda su agremiación, digamos oficialmente (...). Todo ese conjunto hizo ver (...) que la minería no era solamente romper roca y buscar un yacimiento, era inclusión, hablar con la gente, comportarse bien, ser un buen vecino, ayudar. El principio de la responsabilidad social empresaria es ser un buen vecino, desde el primer día (...). Así fue que del 2000 en adelante, empezó a funcionar un poco mejor todo eso, y algunos casos salieron mal, el caso de Mendoza (...).”<sup>231</sup>

C'est face aux oppositions qu'a soulevées le développement de l'activité dans la province de Mendoza que les acteurs privés ont décidé de se déplacer dans la province de San Juan, perçue comme plus favorable aux acteurs du secteur. Toujours selon son président,

<sup>228</sup> [Nous sommes à la CAEM et à la chambre provinciale. L'idée est que la stratégie de toutes les entreprises soit une stratégie commune et nous le faisons en passant par les chambres, c'est un peu l'idée. (...) En réalité, nous parlons aux représentants de la chambre minière de San Juan et, elle, elle envoie des représentants à la CAEM, alors que nous pouvons aussi y aller en tant que représentants membres de la CAEM. Nous avons donc une double voie pour travailler.] (Extrait d'entretien avec le directeur général de la mine Gualcamayo, octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

<sup>229</sup> Ces fidéicomis provinciaux s'ajoutent aux redevances minières, établies elles par le Code minier fédéral — équivalentes à 3 % de la valeur du minerai brut et non raffiné en sortie de mine.

<sup>230</sup> [Lors de cette réunion sur les fidéicomis, l'État a deux votes, l'un pour le gouverneur et l'autre pour le ministre. L'entreprise a un vote, la chambre minière aussi.] (Extrait d'entretien avec l'intendant de Callingasta, novembre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

<sup>231</sup> [GEMERA est né [à Mendoza], un peu comme un groupe de personnes sans structure fonctionnelle officielle. Il nous a fallu de nombreuses années pour construire GEMERA comme une entité avec tous ses rôles, toutes ses composantes, disons officiellement (...). Ce que le groupe a montré (...) c'est que l'exploitation minière ne consiste pas seulement à casser du roc et à chercher un gisement, mais aussi inclure, parler aux gens, bien se comporter, être un bon voisin et aider. Le principe de la RSE est d'être un bon voisin, dès le premier jour (...). C'est ainsi qu'à partir de l'an 2000, tout cela a commencé à fonctionner un peu mieux, et certains cas ont mal tourné : c'est le cas de Mendoza (...)] (Extrait d'entretien avec le président de GEMERA, octobre 2016, province de San Juan, traduction de M. Denoël).

GEMERA s'attache depuis son installation à San Juan à : « *haciendo un poco de lobby y haciendo un poco de trabajo, (...) agilizar los trámites* »<sup>232</sup>. De même, face au déploiement de l'activité dans la province, des sociétés de prestation de services logistiques (transports, restauration et alimentation, entretien du linge, *etc.*) ont également été créées. Elles sont représentées par la CASEMI, créée en 2005 dans la province. Ces organisations sectorielles, même lorsqu'elles ne représentent que des entreprises de second rang, travaillent donc elles aussi, à l'échelle de la province, à assouplir l'encadrement de l'activité.

**Figure 22.** Organisations sectorielles et trajectoires individuelles au service de l'hybridation des logiques dans la province de San Juan : l'exemple du parcours du président de la GEMERA.

**Le président de la GEMERA** a d'abord travaillé pour la *Dirección de Minería* de San Juan après avoir été diplômé de géologie à l'université Nationale de San Juan, où il a enseigné comme professeur associé. C'est après avoir quitté le secteur public, pour lequel il était géologue et au service du contrôle de l'PIPEM (*Instituto de Exploraciones Y Explotaciones Mineras*, en charge d'allouer les concessions d'exploration), qu'il a officiellement découvert les gisements de *Veladero* (aujourd'hui mine en exploitation) et *El Carmen* (en exploration avancée aujourd'hui) : il travaillait alors pour l'entreprise Argentina Gold Corp – qui fut rachetée par Homestake en 1999 puis par Barrick Gold en 2001. C'est après le rachat par Barrick Gold qu'il a fondé sa propre entreprise d'exploration minière, AMINSA. Aujourd'hui, outre ses fonctions de PDG de AMINSA et de président de GEMERA, il est aussi fournisseur de services miniers, notamment de transport, *via* son entreprise Viento Andino. Enfin, il est propriétaire du plus grand pôle agricole de la province, *Campo grande del Acequión* (55 mille hectares situés dans le département de Sarmiento), qu'il se targue de financer avec les bénéfices de ses activités dans le secteur minier.

Ces représentations sectorielles facilitent les relations institutionnelles entre secteur public et secteur privé et participent à l'hybridation des logiques – leurs membres ayant souvent relevé des deux parties dans leurs trajectoires personnelles et leurs élus faisant partie de la bourgeoisie locale (Figure 22) : entrepreneurs locaux, universitaires, grands propriétaires fonciers ou concessionnaires, anciens fonctionnaires, ils ont souvent un véritable réseau de connaissances à mettre au service des entreprises exploitantes.

Face à ce déploiement d'acteurs privés et d'instances les représentant, la trame institutionnelle encadrant l'activité a elle aussi évolué : à San Juan, le ministère provincial prend en charge l'encadrement du secteur minier : législation, fiscalité, établissement du cadastre, attribution de concessions, contrôle des extractions réalisées, négociation des retombées économiques avec les entreprises exploitantes. Initialement composé de deux secrétariats ministériels, il en comprend dix en 2017 ; ils s'occupent de l'action sociale, de développement durable, de la fiscalité, *etc.* (Figure 5, p. 75). Le ministère de l'Activité Minière n'est pas le seul à interagir avec les acteurs privés. Ainsi, le ministère de

<sup>232</sup> [en faisant un peu de lobbying et en travaillant un peu [...], accélérer les formalités] (Extrait d'entretien avec le président de la GEMERA, octobre 2016, province de San Juan, traduction de M. Denoël).

l'Environnement est en charge de la Police minière ; le ministère de l'Eau gère et régule sa consommation par les entreprises ; le ministère de la Planification et des Infrastructures s'occupe de l'état des chemins miniers. Cette trame institutionnelle, consolidée et enrichie, est révélatrice de l'articulation entre pouvoirs publics et acteurs privés, à la fois en termes d'affichage d'un renforcement du contrôle des pouvoirs provinciaux sur les acteurs privés — de plus en plus surveillé du fait de la contestation croissante des activités extractives — et en termes d'intérêts partagés quant au développement de l'activité – ce qui participe à faire de San Juan une « province modèle ». Cependant, le manque de coordination entre les différents ministères ainsi que les écarts de moyens alloués donnent à penser que ce contrôle est peu effectif. En effet, si le ministère de l'Activité Minière siège au quatrième étage de la *Casa de Gobierno* récemment rénovée (Illustration 20), en plein centre de la ville de San Juan, le ministère de l'Environnement est, lui, relégué en périphérie de la ville et l'état des camionnettes pour transporter le personnel, en charge de la surveillance, fait douter de leur fonctionnement. Lors d'entretiens, plusieurs personnes ont affirmé que, du fait du manque de moyens, les équipes de contrôle ne peuvent se rendre sur les sites miniers d'altitude (et donc les mégamines) qu'en y allant avec les entreprises. À la dépendance matérielle s'ajoute donc le manque de garantie de l'impartialité des contrôles effectués.

**Illustration 20.** Le ministère de l'activité minière, au cœur de la capitale de San Juan



© Mathilde Denoël, 2015, Casa de Gobierno, Province de San Juan.

Enfin, toujours à l'échelle provinciale, d'autres acteurs relevant de la société civile semblent impliqués dans le déploiement et la légitimation de l'activité. La directrice responsable de la section activité minière durable au ministère provincial explique ainsi que l'Église joue un rôle important dans l'adhésion de la communauté provinciale :

“En esta provincia, los curas párrocos de esos territorios trabajaron muy codo a codo con las áreas de desarrollo sostenible, eran una célula de soporte a la salud, la educación y demás muy importante, entonces eran curas promineros, la mayoría digamos. En la Iglesia católica, hay un foro de los obispos, donde mayoritariamente son antimineros por las experiencias de

la Patagonia, Neuquén y otros lugares, pero este territorio, el obispo es más ortodoxo digamos, es un cura prominero.”<sup>233</sup>

À l'échelle infraprovinciale, les départements ont, eux aussi, dû adapter leurs stratégies : ceux d'Iglesia et de Jachal ont dû prendre en compte l'ouverture de la mégamine de Veladero, celui de Jachal, celle de Gualcamayo, et celui de Calingasta, celle de Casposo. L'intendant du département de Jachal soulignait lors d'un entretien en novembre 2016 que les départements ne peuvent rien décider quant aux concessions attribuées sur leur territoire. Le pouvoir du gouvernement provincial prévalant sur celui du département, c'est davantage en termes de fiscalité qu'ils peuvent bénéficier de retombées financières minières. Cependant, ils ont droit à un faible pourcentage (négocié au moment de l'implantation de l'entreprise) sur la valeur annuelle totale de la production (fluctuante). Ce droit prend la forme de fidéicomis que les autorités locales ne peuvent gérer directement. L'intendant du département de Calingasta explique que, dans le cadre de leur attribution, les élus départementaux et locaux ne siègent pas. Les votes revenant au gouvernement provincial, au ministère de l'activité, aux chambres d'entreprises et à l'entreprise, les élus locaux passent par les acteurs privés pour avoir voix au chapitre. Il nous expliquait en novembre 2016 que :

“Como la empresa está ubicada en Calingasta, nos ponemos de acuerdo con la empresa, entonces la empresa vota a favor del municipio, y por lo general, en la cámara minera, no sé qué nos va a pasar ahora pero en general el segundo de la Cámara minera de la provincia era el de la empresa Casposo, entonces teníamos dos votos. Una vez que nos poníamos de acuerdo con la empresa, veníamos a hablar con el ministro, con el gobernador, para decirle quiénes nos deberíamos presentar, cuáles eran nuestros problemas y cómo irlos resolviendo de a uno, de acuerdo a los fondos que se juntaran acá.”<sup>234</sup>

Les élus locaux ont donc comme interlocuteur privilégié les représentants de l'entreprise, auxquels ils expriment leurs demandes et qui, ensuite, portent leur voix dans les réunions d'attribution des fonds. L'intendant du département de Jachal, exprime lui aussi que « *El fideicomiso bueno, hay un fideicomiso que es el que lo administra, está minería, están las empresas que*

<sup>233</sup> [Dans cette province, les curés des paroisses des territoires ont travaillé en étroite collaboration avec le secteur du développement durable, ils ont été une cellule de soutien pour la santé, l'éducation et d'autres secteurs très importants. Disons que la majorité ont été des prêtres pro-mines. Dans l'Église catholique, il y a un forum des évêques, où ils sont pour la plupart anti-mines du fait des expériences de Patagonie, de Neuquén et d'ailleurs, mais ici, dans ce territoire, l'évêque est plus orthodoxe, disons, c'est un curé pro-mine.] (Extrait d'entretien avec la directrice responsable de la section activité minière durable au ministère provincial, novembre 2016, trad. M. Denoël).

<sup>234</sup> [Comme l'entreprise est placée dans le département de Calingasta, nous nous mettons d'accord avec l'entreprise pour que l'entreprise vote en faveur de la municipalité. Je ne sais pas ce qui va nous arriver maintenant mais jusqu'à présent le second homme à la tête de la Chambre minière de la province était celui de l'entreprise Casposo, ce qui nous garantissait presque un second vote favorable. Dès que nous tombons d'accord avec l'entreprise, nous allons parler au ministre, au gouverneur, pour lui présenter quels sont nos problèmes, et comment les fonds en jeu peuvent permettre de les résoudre l'un après l'autre.] (Extrait d'entretien avec l'intendant de Calingasta, novembre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

*aportan, está la cámara minera, eso no lo manejamos nosotros. Nosotros podemos hacerles pedidos al fideicomiso, pedidos de obras, como por ejemplo la que te digo, la de cloaca, la de agua, todas las obras que se han hecho.* »<sup>235</sup>. Ainsi, si le dispositif provincial reposant sur les fidéicomis — afin de garantir des retombées locales plus importantes que celles imposées à l'échelle fédérale (3 % de redevances) — est censé « *generar una infraestructura de base, que permita crear nuevos polos de desarrollo y nuevas alternativas de diversificación económica, destinadas al objetivo mejoramiento y bienestar de nuestra población* »<sup>236</sup> ainsi que « *proveer una adecuada infraestructura económica – social que contribuya a generar una integración territorial y un desarrollo armónico y sustentable, en el orden departamental y provincial* »<sup>237</sup>, les représentants locaux n'ont pas véritablement voix au chapitre. C'est l'entreprise et les organisations sectorielles qui portent les projets d'aménagements, ces derniers étant ensuite validés — ou non — par les représentants de l'État provincial. Si la province affiche un véritable déploiement des retombées de l'activité dans les territoires, de nombreux acteurs du secteur privé se prévalent de plus – et mieux — intervenir dans les communes. Le manque de participation des départements à la table des négociations est pointé du doigt par les entreprises qui se targuent d'être plus proches des communautés locales que leurs représentants provinciaux, qui suivraient des objectifs politiques incompatibles avec un véritable développement local. Le gérant général de la mine de Gualcamayo, lors d'un entretien en octobre 2016, nous éclairait ainsi :

“Nosotros tenemos ahí justamente la idea de cambiar el foco del fondo fiduciario y del fideicomiso, a dejar de construir infraestructura porque es en realidad responsabilidad del estado, a hacer inversión productiva, en los años que nos quedan. Tenemos un problema, que el gobierno provincial no visualiza la inversión productiva, visualiza mucho infraestructura que es de mayor interés político.”<sup>238</sup>

<sup>235</sup> [Le fidéicomis est administré par une fiducie, composée des acteurs miniers : il y a les entreprises qui contribuent, il y a la chambre des entrepreneurs miniers. Nous, nous ne nous en occupons pas. Nous pouvons faire des demandes à la fiducie, des demandes pour des travaux, comme ceux dont je te parlais, l'égout, l'eau, tous les travaux qui ont été faits.] (Extrait d'entretien avec l'intendant de Jachal, octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

<sup>236</sup> [générer une infrastructure de base permettant la création de nouveaux pôles de développement et de nouvelles alternatives de diversification économique, visant l'amélioration et le bien-être de notre population.] (Ministerio de Minería de San Juan, 2015, document « *La nueva minería. Política de estado provincial. Desarrollo estratégico del sector Minero. Periodo de gestión de gobierno (años 2003 – 2014)* », trad. M. Denoël).

<sup>237</sup> [fournir une infrastructure économique et sociale adéquate qui contribue à l'intégration territoriale et au développement harmonieux et durable, dans les territoires départementaux et provinciaux.] (Ministerio de Minería de San Juan, 2015, document « *La nueva minería. Política de estado provincial. Desarrollo estratégico del sector Minero. Periodo de gestión de gobierno (años 2003 – 2014)* », trad. M. Denoël).

<sup>238</sup> [Nous avons précisément l'idée de changer l'orientation du fond fiduciaire et de la fiducie, d'arrêter de construire des infrastructures parce que ça relève vraiment de la responsabilité de l'État et de plutôt faire des investissements productifs pendant les années qui restent. Nous avons un problème, c'est que le gouvernement provincial ne visualise pas l'investissement productif, il visualise beaucoup d'infrastructures qui sont d'un plus grand intérêt politique.] (Extrait d'entretien avec le gérant général de la mine de Gualcamayo, octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

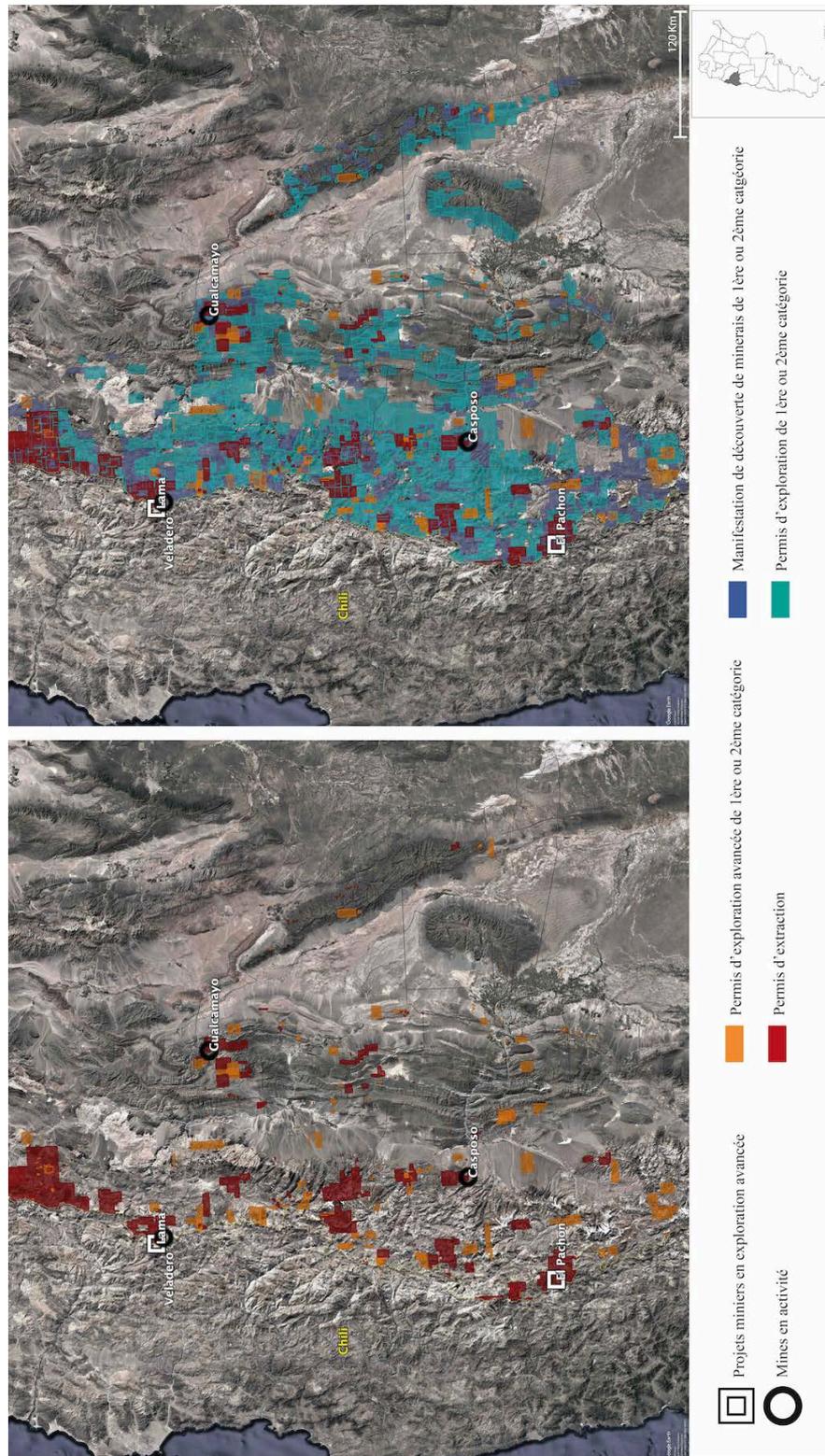
De même, le président de la GEMERA affirmait, en novembre 2016, que :

“¿Por qué no hay control? Porque se mezcla la política, se mezcla el uso político (...). Pero es uso político, es decir, mal uso político, porque a nadie se le ocurre decir ‘yo estoy en contra del cultivo de tal cosa’ (...). Eso es lo que pasó con la minería. San Juan es el primer ejemplo del mal uso de la política a la minería. Desarrollamos también altos niveles de producción y altos niveles de mal uso de los recursos que provinieron de la minería y no fueron actividades sustentables. (...) Nadie sabe dónde están más de 1 000 millones de dólares que dejó la minería dentro de esos 15 años, que debió haberse reinvertido en proyectos sustentables. ¿Qué quiere decir proyecto sustentable? ¿Algo que económicamente va a rendir? No. Es algo que reemplaza lo que la generación o la explotación de un recurso no renovable te puede dejar, con criterio renovable o sustentable. Por ahí hay definiciones que dicen: ‘es lo que vamos a dejar’. No. Si nosotros explotamos un recurso no renovable, no le vamos a dejar nada a nuestros hijos de eso, y a nuestros nietos, tenemos que dejarles algo que en lugar de aquello renueve las expectativas de esa región para poder vivir, entonces mejoramos el agua, sí, se mejoró el agua, se hicieron acueductos para mejorar la calidad del agua. ¿Qué se hizo con esa agua? Política, porque se extrajo agua solamente a la población. No se mejoró el agua de la red de riego ni se generaron cultivos adicionales, nuevas experiencias en cultivos novedosos (...). No ha habido un concepto claro de que todo el dinero que venía de la minería debería reinvertirse en investigación y desarrollo para producir actividades económicas sustentable, no actividades sociales sustentables, (...) que llevan votos, pero no que producen actividades que den de comer a otra generación después que pase esto. Nosotros, los mineros, yo en mi caso he peleado muchísimo aquí en San Juan, diciendo lo que no debía hacerse, (...) que se estaba haciendo grandes errores.”<sup>239</sup>

Ainsi, les entreprises se présentent non seulement comme plus à l’écoute des communautés locales mais aussi comme faisant des choix de développement plus pertinents que les acteurs politiques, dont les projets d’aménagement ne seraient guidés que par une visée électorale. Au manque de représentativité réelle des territoires locaux dans la prise de décision s’ajoute donc l’incompatibilité affichée de l’activité avec les manœuvres politiques et le manque de transparence concrète dans la gestion des fonds miniers, reconnus tant par les entrepreneurs que par les représentants de l’État provincial.

<sup>239</sup> [Pourquoi n’y a-t-il pas de contrôle ? Parce qu’on associe la politique, on ajoute l’usage politique (...). C’est ce qui s’est passé avec l’exploitation minière. San Juan est le premier exemple d’utilisation abusive de la politique minière. Nous avons développé des niveaux élevés de production mais aussi des niveaux élevés de mauvaise utilisation des ressources générées par l’exploitation minière, qui n’ont pas été investies dans des activités durables. (...) Personne ne sait où est passé plus d’un milliard de dollars généré par l’exploitation minière au cours de ces 15 dernières années, qui aurait dû être réinvesti dans des projets durables. Que signifie un projet durable ? Est-ce quelque chose qui va rapporter économiquement ? Non. C’est quelque chose qui remplace ce que la production ou l’exploitation d’une ressource non renouvelable engendre, avec des critères renouvelables ou durables. Il y a des définitions qui disent : “c’est ce que nous allons laisser”. Non. Si nous exploitons une ressource non renouvelable, nous n’allons rien laisser à nos enfants et à nos petits-enfants, nous devons leur laisser quelque chose qui renouvelle plutôt les attentes de cette région pour pouvoir vivre. Nous avons donc amélioré l’eau, oui, l’eau a été améliorée, des aqueducs ont été construits pour améliorer la qualité de l’eau, mais que fait-on avec elle ? De la politique, parce que l’eau extraite ne sert qu’à la population. La desserte en eau du réseau d’irrigation n’a pas été améliorée, pas plus que des cultures supplémentaires n’ont été générées, des expériences de cultures nouvelles n’ont été menées (...). Il n’a pas été clairement établi que tout l’argent provenant de l’exploitation minière devrait être réinvesti dans la recherche et le développement pour produire des activités économiques durables, et non des activités sociales durables (...) pour avoir des votes. Mais on n’a pas généré d’activités qui nourriront les prochaines générations. Nous, les mineurs, moi dans mon cas, je me suis beaucoup battu ici à San Juan, en disant ce qu’il ne fallait pas faire, (...) que de grosses erreurs avaient été commises.] (Extrait d’entretien avec le président de la GEMERA, octobre 2016, province de San Juan, traduction de M. Denoël).

Carte 13. Cadastre minier : entre exploitation et spéculation.



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Image satellite d'arrière-fond, Google, 2018, *GoogleEarth*, US Dept of state Geographer, Image Landest/Copernicus. Data SIO, NOAA, U.S. Navy, NGA, GEBECO ; Ministerio de minería de San Juan, *Catastro Minero*, Gobierno de San Juan.

Le président de la GEMERA affirme ainsi que :

“las sumas de dinero de las grandes empresas privadas fueron contabilizadas, y pueden ser auditadas y se sabe dónde se gastó. Las grandes masas de dinero del estado argentino, sea como provincia, como nación, como sea, no se sabe dónde llegaron. Lo que viene de minería, lo que produjo la minería, y muchas otras cosas. Entonces ese es uno de los problemas principales de sustentabilidad que tenemos en el país.”<sup>240</sup>

Le responsable, alors, en juillet 2015, à la tête de la direction technique du ministère de l'Activité Minière de San Juan, et, aujourd'hui, Secrétaire d'État de l'activité, déclarait à propos des contrôles effectués sur les concessions minières :

“Si yo soy una empresa que quiero que tengan fácilmente, yo te puedo corromper fácilmente que estoy cobrando un sueldo que no compensa para nada. A valores de una empresa extranjera 1 000 dólares no es nada. Y yo te aseguro que 1 000 dólares, yo te voy a vos 1 000 dólares, que estás encargada de no borrar este derecho y lo vas a mantener ahí, el sistema se puede corromper muy fácil porque hay pobreza. Es como en todas partes de Latinoamérica, donde hay pobreza es muy fácil corromper el sistema, porque la gente tiene hambre. Al tener hambre, ponés equis cantidad de dinero y se soluciona el problema o se oculta el expediente. Estos son los expedientes por donde se manejan todas las propiedades mineras [*muestra un archivo*]. Si yo pongo equis cantidad de dinero en un lugar determinado, este expediente que es por el cual me tienen que decir: ‘No, le quitamos su propiedad porque está mal, este expediente hace... [*Esconde el archivo bajo su escritorio*] y no lo ve nadie, y pasan años’. Hasta que viene alguien como yo y ¿dónde está el expediente? Y aparece el expediente. Pero si no aparece y alguien lo pide, esto está... missing...”<sup>241</sup>

Une des conséquences de ce manque de transparence, notamment relatif à l'attribution et au contrôle des concessions minières concerne le cadastre minier provincial, qui est saturé de concessions non exploitées – et sur lesquelles ne s'appliquent pas les contrôles selon lesquels toute concession non exploitée ou explorée doit être, après un certain laps de temps, remise à l'État provincial. Le responsable de la direction technique du ministère de l'Activité de San Juan caractérisait ainsi, en 2015, le cadastre provincial (Carte 13, p. 234) :

<sup>240</sup> [Les sommes d'argent des grandes entreprises privées ont été comptabilisées, peuvent être vérifiées et on sait où elles ont été dépensées. Les grandes masses d'argent de l'État argentin, que ce soit en tant que province, en tant que nation, pour ainsi dire, on ne sait pas où elles sont arrivées. Ce qui vient de l'exploitation minière, ce qu'elle a produit et bien d'autres choses. C'est donc l'un des principaux problèmes de durabilité que nous avons dans le pays.] (Extrait d'entretien avec le président de la GEMERA, octobre 2016, province de San Juan, traduction de M. Denoël).

<sup>241</sup> [Si je suis une entreprise, que je veux avoir quelque chose facilement, je peux facilement te corrompre pour une somme qui en réalité ne compense rien. Aux yeux d'une entreprise étrangère, 1 000 dollars, ça n'est rien. Et je t'assure 1 000 dollars, je t'en donne 1 000, et en échange tu es chargé de ne pas effacer ce droit que j'ai et que tu vas le garder. Le système peut se corrompre très facilement parce qu'il y a la pauvreté. C'est comme partout ailleurs en Amérique latine, où il y a de la pauvreté, il est très facile de corrompre le système, parce que les gens ont faim. Quand tu as faim, tu mets un montant X d'argent et tu résous le problème ou tu fais disparaître le fichier. Ça, ce sont les fichiers où sont gérées toutes les propriétés minières [*Il montre un dossier*]. Si j'ai mis une somme d'argent X à un endroit donné, et alors que ce dossier contient les raisons pour lesquelles l'administration doit me dire : “Non, nous vous retirons votre propriété parce qu'elle est mauvaise, ce dossier le fait... [*Il cache le dossier sous le bureau*] et personne ne le voit, et les années passent”. Jusqu'à ce que quelqu'un comme moi vienne et demande où est le dossier ? Alors il apparaît. Mais si personne n'apparaît et que personne ne demande le dossier, il est juste... manquant...] (Extrait d'entretien avec le responsable de la direction technique du ministère de l'Activité Minière de San Juan, juillet 2015, province de San Juan, trad. M. Denoël).

“está tapado de gente que está especulando, esperando que llegue un inversor. (...) ¿Cómo puede ser que esté todo tapado? Es que es obvio, es sentido común. ¿Cómo puede ser que esté toda la provincia cubierta por propiedades y solo tres minas funcionando? No se puede. Cuando yo hago una denuncia de una mina abandonada, se le aplica el código, pero tengo que ir yo, yo denunciarla. En realidad el sistema debería detectar las minas abandonadas y el mismo sistema, limpiarlo. Pero todo eso lo hago yo. Por eso en las... casi cien minas que denunciamos, no han hecho nada con ninguna. He denunciado casi cien minas abandonadas. No pasó nada.”<sup>242</sup>

Ce manque d'effectivité des contrôles est aussi celui qui permet aux propriétaires locaux de concessions de conserver au-delà des délais légaux leurs titres de concessionnaires. Ils entrent ainsi dans la chaîne d'investissement *via* la spéculation sur les titres de concession. Les élites locales ou entreprises provinciales — telles que les entreprises d'exploration regroupées dans GEMERA — sont ainsi celles qui cèdent, moyennant compensation financière, leurs concessions de découverte de minerais de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> catégorie ou leurs concessions d'explorations — restées inactives des années — aux entreprises transnationales exploitantes ayant les moyens d'opérer la transition vers des concessions d'exploration avancée ou d'exploitation. La surabondance, dans le cadastre provincial (Carte 13, p. 234), des concessions de manifestation de gisement ou d'exploration — quand seules quelques concessions d'exploration avancée ou d'exploitation sont allouées — vient corroborer ce laisser-faire relatif à la spéculation effectuée par les élites locales.

Le système d'acteurs impliqués dans le développement de l'activité à San Juan se caractérise donc par une forte institutionnalisation, une multiplication des instances de contrôle et d'accompagnement des acteurs privés comme des organisations sectorielles. Il se caractérise aussi par un manque effectif de contrôle et de planification de l'activité par les acteurs provinciaux, une forte intégration des élites locales dans les processus de captation de l'espace par les acteurs transnationaux et de ces derniers dans les processus décisionnels aux échelles départementales et municipales.

<sup>242</sup> [Le cadastre provincial est encombré par des gens qui spéculent, attendant l'arrivée d'un investisseur. (...) Comment toute la province peut-elle être couverte de concessions ? C'est évident, c'est le bon sens, comment se fait-il que toute la province soit couverte de propriétés et que seulement trois mines fonctionnent ? Ça n'est pas possible. Lorsque je déclare une mine abandonnée, le Code minier s'applique, mais je dois y aller, je dois le déclarer. En réalité, le système devrait détecter les mines abandonnées et le système lui-même devrait nettoyer et tenir à jour le cadastre. Mais je fais tout ça. Concernant la centaine de mines que j'ai dénoncées, il ne s'est rien passé pour aucune d'entre elles... J'ai dénoncé près d'une centaine de mines abandonnées. Il ne s'est rien passé.] (Extrait d'entretien avec le responsable de la direction technique du ministère de l'Activité Minière de San Juan, juillet 2015, province de San Juan, trad. M. Denoël).

## 2. Jujuy : des élites locales intégrées aux processus de captation et un État limiteur ?

Dans la province de Jujuy, certaines similitudes peuvent être observées avec le déploiement d'acteurs qui s'opère dans la province de San Juan. Les entreprises étrangères qui exploitent les mines en production sont elles aussi très représentatives du secteur à l'échelle internationale : la canadienne Silver Standard pour la mine de Pirquitas, la suisse Glencore Xstrata (représentée par sa filiale Minera Aguilar) pour la mine d'El Aguilar, une australienne et une japonaise, Orocobre et Toyota-Tsusho (représentées par la compagnie Sales de Jujuy) pour l'exploitation de lithium dans le Salar de Olaroz (Carte 3, p. 65).

Ces entreprises sont membres d'organisations sectorielles locales et fédérales — toutes *via* leurs filiales ou compagnies dans le cas de Jujuy — où la représentation de leurs intérêts est garantie par l'importance des places qu'elles y occupent. À titre d'exemple, un avocat spécialisé en droit minier, ex-président de la CAEM à l'échelle fédérale, est aussi l'ex-gérant général de Mina El Aguilar. À l'échelle locale, CASEMI Jujuy rassemble ainsi plus de 40 entreprises du secteur des Petites et Moyennes Entreprises de services à l'activité (Figure 23, p. 238). Outre l'entreprise du président de la CASEMI, on retrouve aussi celle de sa femme et celle du président de la *Cámara Minera de Jujuy* : il est fréquent que les participants aux organisations sectorielles soient membres de plusieurs d'entre-elles et des liens d'affinités très forts — dans un cercle de personnes restreint — s'y tissent. Ainsi, si la moitié des membres de la commission directive de la *Cámara Minera de Jujuy* est aussi — grâce à d'autres entreprises, plus tournées vers les services miniers — membre de la CASEMI, le noyau d'acteurs locaux impliqués dans la sphère privée est en réalité limité. Les liens forts observés entre eux lors des événements miniers organisés dans la province en témoignent également. Par ailleurs, cette multiplication des instances où ces élites locales minières sont représentées illustre aussi les bénéfices qu'elles tirent de l'activité : elles sont à la fois employées ou représentantes locales des entreprises transnationales exploitantes et à la tête des entreprises locales de services (restauration, quincaillerie, transport entre autres). Une réelle intégration des élites locales minières — peu nombreuses — dans le processus de captation des entreprises exploitantes s'opère donc aussi dans la province de Jujuy.

Figure 23. Entreprises membres de la CASEMI Jujuy en septembre 2016

Raison sociale	Fonction	Produit
BIOENERGY LOGISTICA SRL	Briquettes, séchage, broyage, entretien	Usine de production de briquettes
ELEIT Y ASOCIADOS	Conseils juridiques aux sociétés minières	Droit minier et des hydrocarbures, droit commercial, droit du travail
NOR-TRADING SRL	Construction et assemblage industriels, fonderie de métaux ferreux et non ferreux	Coulée d'aciers spéciaux et de bronze, Usinage de pièces, Soudage de pièces, Equilibrage dynamique, Chaudronnerie, Travaux de tuyauterie, Entretien de campements miniers, Transport, Grue de chantier 20 TNS, Groupes électrogènes, soudeuses et compresseurs
JUMI SRL	Construction, travaux routiers et location d'équipement	Mouvements de sols, travaux
ING. DE INDUSTRIA S.R.L	Fabrication de produits métalliques transformés, travail des métaux	Produits métalliques, tournage, fabrication de structures mécaniques, équilibrage, mécanique sur site, peintures industrielles, maintenance prédictive et préventive pour les industries certifiées ISO 9001.
ECOSAN S.A	Fabrication, vente et location de bâtiments modulaires	Biens d'équipements et installations pour l'industrie minière, les campements et constructions modulaires
ABCONSTRUCCIONES SRL	Fournisseur intégral de matériaux pour la construction	Installation de sanitaires, thermofusion, égouts, chauffage, robinetterie, céramique, carrelage, fer, ciment
GEOSINTETICOS ING. Y OBRAS SA	Fourniture et installation de géosynthétiques et géomembranaires	Fourniture et installation de géosynthétiques et de géomembranaires
GECO SRL	Génie civil	travaux d'infrastructures, structure béton, sols industriels, revêtements, maçonnerie
TECNO HIDRAULICA SRL	Hydraulique et gaz industriels	Systèmes oléohydrauliques, modules oxygènes, gaz
BSD ING. Y SERVICIOS	Location d'équipement routier pour travaux de génie civil	Travaux de génie civil, routes, mouvements de terrain et fabrication métallurgiques
CARLOS GOMEZ Y GABRIEL BERNAL S.H	Location de modules, quincaillerie, montages	Location de modules d'habitation pour campement avec services administratifs, quincaillerie industrielle, produits spéciaux, montage de structures civiles, services d'entretien
EMPRESA DE SALUD OCUPACIONAL SRL	Médecine du travail	Examens médicaux en médecine du travail
LOS TILIANES IND. COM y FIN. S.A	Mine	Cbaux industrielle
DERGAM SRL	Quincaillerie industrielle	Machine, outils, accessoires pour bulldozers, sécurité industrielle
SEGUFER SA	Quincaillerie industrielle	Sécurité et Quincaillerie industrielle
EL MUNDO DE LAS HERRAMIENTAS SRL	Quincaillerie industrielle	Vente d'articles de quincaillerie, équipement de soudage, compresseurs, outils électriques, moteurs électriques, karcher, éléments de sécurité
FLORES CARLOS FELIPE Y OTROS SH	Quincaillerie, sécurité industrielle	Matériel, éléments de protection individuelle
AMEYSA S.A	Service de transport automobile	Fret, fret réfrigéré et transport lourd
BAYTON S.A	Services contingents	Ressources humaines, marketing, technologie, conseil
CATTERING JUJUY SRL	Services de restauration	Services de restauration
SANAEAMIENTO Y URBANISMO SRL	Services environnementaux	Services environnementaux en général
SMG-SRL	Services miniers	Mouvement de sol, exploration de zones, analyses en laboratoire
CONSTRUIR SRL	Services miniers	Location d'équipements routiers, matériels de travaux
GEMAR SRL	Transport de cargaison	Transport automobile de cargaisons
VICTOR MANSSON TRANSPORTE CRUZ DEL SUR	Transport de charges	Transport de charges
PERESSIN JOSE ALFREDO	Transporteurs de lubrifiants et combustibles	Lubrifiants, combustibles, transport
PETROLERA JUJUY SA	Vente de carburant	Essence, diesel, GNC, huiles, lubrifiants
FRIULI SRL	Vente de carburant, transport national et international de marchandises	Essence, diesel, GNC, huiles, lubrifiants, transport de marchandises et de personnes
JUJUY MATERIALES SRL	Vente de matériaux pour la construction, tuyaux de PVC, peintures industrielles	Représentant exclusif à Jujuy de Sherwin Williams Industry. Application et l'entretien des peintures industrielles.
VINERIA SAN JUAN SRL	Vente de paniers de Noël	Vente de paniers de Noël
SISTEMAS DE TRANSPORTE INDUSTRIAL SRL	Vente de produits et services pour la maintenance industrielle	Fabrication, modification et de systèmes de transport, traitement de surfaces de revêtements pour réservoirs industriels et corps de pompes, ingénierie en conduction de fluides, services hydrauliques

Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Source : Entretien réalisé en octobre 2016 avec le président de la CASEMI Jujuy et de l'entreprise SMG-SRL.

L'hybridation des intérêts dans la relation aux acteurs de la sphère publique semble plus limitée. En effet, à San Juan, l'encadrement des retombées par fidéicommiss garantit un travail permanent de partenariat public-privé où les entreprises interviennent dans la planification territoriale de l'activité. À l'inverse, à Jujuy, l'entreprise paraétatique JEMSE a été créée afin de garantir une participation de l'État provincial à chaque projet minier et, ainsi, assurer des retombées économiques. Le gérant de JEMSE, explique, en juillet 2015 :

“JEMSE es una empresa pública, una sociedad del estado creada por la ley provincial 5.675. Esto significa que su único accionista es el estado. (...) JEMSE se crea a los efectos de mejorar la renta minera. (...) ¿En qué se basa? En darle valor agregado al recurso natural, participando activamente con el sector privado. En Argentina actualmente tenés dos tipos de leyes, de regalías, tanto mineras como hidrocarburíferas. Eso significa que la ley actual nacional dice que la minera que venga a extraer su mineral, te tiene que pagar de regalía, de impuestos al estado, 3%, minería. Esto es bajo porque vos te estás llevando el recurso. Normalmente son empresas extranjeras, entonces vos te estás llevando el recurso nuestro, que por constitución es de la provincia, y lo estás pagando poco. (...) Por decisión del gobernador Fellner se crea JEMSE. Básicamente es poner en valor agregado el recurso natural, llámese mineral, ese 3% que se deja en regalía, con una participación societaria se deja un 8%, un 10% de más a la provincia.”<sup>243</sup>

La personne en charge de la coopération internationale au ministère provincial des Relations internationales affirme aussi — en juillet 2015 — que l'existence de JEMSE se justifie afin de garantir de plus grandes retombées :

“¿Por qué pasa? Porque el sistema de regalías mineras, es decir, todo lo que... de todo lo que la empresa tributa al estado por explotar un recurso natural, son coparticipables, son impuestos coparticipables. ¿Qué quiere decir esto? Que las empresas no se lo pagan a la provincia, no se lo paga a Jujuy, se lo paga el estado nacional. El estado nacional, después distribuye de acuerdo a la productividad de cada provincia un porcentaje. En ese porcentaje como Jujuy es una provincia muy pequeña y una economía básicamente primaria, perdemos. Entonces por eso se utilizó este recurso, digamos, para que además de recibir los beneficios por la coparticipación nacional, el estado provincial pueda retener algo de ganancia de manera directa digamos con la empresa que quiere asociarse.”<sup>244</sup>

<sup>243</sup> [JEMSE est une société publique, une société d'État créée par la loi provinciale 5.675. Cela signifie que son seul actionnaire est l'État. (...) JEMSE est créée dans le but d'améliorer les revenus miniers. (...) Sur quoi s'appuie-t-elle ? La volonté de donner une valeur ajoutée à la ressource naturelle, en misant activement sur le secteur privé. En Argentine, il existe actuellement deux types de lois, les redevances minières et les redevances sur les hydrocarbures. Cela signifie que, selon la loi nationale actuelle, la société minière qui vient extraire son minerai doit payer des redevances, des taxes d'État, à hauteur de 3% pour l'exploitation minière. C'est peu pour prendre la ressource. En général, il s'agit d'entreprises étrangères qui prennent notre ressource, qui, par constitution, appartient à la province, et elles payent peu. (...) Par décision du gouverneur Fellner, JEMSE est créée. Essentiellement, il s'agit d'ajouter de la valeur à la ressource naturelle, au minerai, aux 3% des redevances, grâce à une participation sociétaire, qui permet de capter 8%, 10% de plus pour la province.] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>244</sup> [Pourquoi JEMSE existe-t-elle ? Parce que le système des redevances minières, c'est-à-dire tout ce qui... de tout ce que l'entreprise paye comme impôts à l'État pour l'exploitation d'une ressource naturelle, est soumis au régime de la co-participation, est co-participatif... Qu'est-ce que cela signifie ? Que les compagnies ne paient pas l'impôt à la province, qu'elles ne le paient pas à Jujuy, mais qu'il est payé à l'État national. L'État national répartit ensuite un pourcentage en fonction de la productivité de chaque province. Dans ce pourcentage, comme Jujuy est une très petite province et une économie essentiellement primaire, nous sommes perdants. C'est pour ça que cette ressource [JEMSE] a été utilisée, disons, pour que l'État provincial puisse non seulement bénéficier des avantages de la coparticipation nationale, mais aussi conserver une partie de ses bénéfices directement avec l'entreprise associée.] (Extrait d'entretien avec la personne en charge de la coopération internationale au ministère provincial des Relations Internationales, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

Outre de plus importantes retombées financières, JEMSE est présentée comme une organisation permettant des réinvestissements productifs dans d'autres secteurs : « *La idea principal es que las utilidades que tenga la empresa JEMSE se vuelquen a nuevos proyectos, ejemplo proyecto solares. Proyectos de energías renovables, esa es la idea* »<sup>245</sup> ou en termes de création d'emplois : « *A partir de la creación de JEMSE, se empezó a tener una metodología de empezar a crear proveedor local* »<sup>246</sup> nous déclarait son gérant. On retrouve également dans la politique de l'entreprise tous les grands axes de la RSE. Toujours selon son gérant :

“El concepto de Responsabilidad Social Empresaria es nuevo, no tiene más de 10 años. (...) JEMSE sí lo hace. Por ejemplo comprando ambulancias. Donde tenemos distintos proyectos mineros no podemos colapsar los hospitales que hay, porque teniendo trabajadores mineros se pueden lastimar y vamos a utilizar la salud pública. Lo mínimo que puedo hacer es a los hospitales de la zona (...), apoyarlos y comprar una ambulancia, un quirófano, lo mínimo que puedo hacer es eso. Donaciones.”<sup>247</sup>

C'est donc, en partie, *via* l'entreprise que l'État provincial finance ses projets d'aménagement du territoire ou ses services publics. L'entreprise privée n'est donc pas consultée à l'heure de la planification territoriale de la province :

“La Responsabilidad Social Empresaria nace de cada empresa. Las particularidades ¿en qué sentido decís? ¿Porque existirá JEMSE? Vamos a ser sinceros. El inversor es capitalista. El capital va donde... (...) Nosotros no tenemos, a ver, más allá de una política social fuerte, al privado no se lo puede obligar a. Yo no puedo obligarle a Pirquitas que me construya una escuela, no lo puedo hacer, aparte para eso está el estado. Si me apurás, por eso está JEMSE. JEMSE tiene que estar atrás de la parte social, por eso se asocia con el privado”<sup>248</sup>

C'est l'entreprise paraétatique qui est présentée comme intermédiaire permettant de palier l'incapacité de réaction immédiate de l'État — dans ses instances ministérielles — et plus à même de garantir des retombées sociales que les entreprises privées : grâce à JEMSE, « *el privado ya no es tan privado, el privado va a tener la pata del estado, no hablo de la pata opresora, ¿no? sino hablo de la pata del trípode, que esté el estado sosteniendo el proyecto. Me parece que el*

<sup>245</sup> [L'idée principale est que les bénéfiques de l'entreprise JEMSE permettent de développer de nouveaux projets, par exemple des projets solaires. Les projets d'énergies renouvelables, c'est l'idée.] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>246</sup> [Dès la création de JEMSE, une méthodologie pour encourager la création de fournisseurs locaux s'est développée.] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>247</sup> [Le concept de Responsabilité Sociale des Entreprises est nouveau, il n'a pas plus de 10 ans. (...) JEMSE l'applique. Par exemple, *via* l'achat d'ambulances. Lorsque nous avons différents projets miniers, nous ne pouvons pas fermer les hôpitaux qui existent, parce que les travailleurs miniers peuvent se blesser et nous allons avoir recours à la santé publique. Le moins que je puisse faire, c'est d'aider les hôpitaux de la région (...), de les appuyer et d'acheter une ambulance, une salle d'opération, c'est le moins que je puisse faire. Des dons] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>248</sup> [La Responsabilité Sociale de l'Entreprise naît de chaque entreprise. (...) Pourquoi le JEMSE existerait-elle ? Soyons honnêtes. L'investisseur est capitaliste. Le capital va là où... (...) Nous n'avons pas, voyons, au-delà d'une politique sociale forte, exiger quoi que ce soit au privé. Je ne peux pas forcer Pirquitas à me construire une école, je ne peux pas le faire, en plus pour ça il y a l'État. S'il y a urgence, c'est pour ça que JEMSE est là. JEMSE assure les arrières de la partie sociale, c'est pour ça qu'elle est associée au privé.] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

*paradigma está buenísimo que se rompa. Es la vieja minería que te hablaba, que venía un privado, rompía el cerro y se llevaba todo. No. Nosotros también estamos para monitorear lo que están haciendo, ¿no? para que no hagan cualquier cosa, porque también se puede hacer cualquier cosa. Entonces el estado tiene que estar monitoreando y ser el cuidador, el policía, si querés»<sup>249</sup>. Elle est aussi un médiateur : « ¿Para qué esta JEMSE también? Para apoyarlos. Soy mediador entre el estado – que vamos a ser sinceros, a veces el estado, la autoridad de aplicación no entiende, no entiende que hay que mediar, y “che, pará, es mi socio, apoyémoslo. Si cometió un error, ayudémoslo a que lo corrija, no lo multés” »<sup>250</sup>.*

Pourtant, cette pénétration de l'État dans les affaires privées semble être un frein à l'hybridation des logiques : l'État, *via* l'entreprise paraétatique, se présente toujours comme fournisseur de services et comme agent de contrôle et non pas comme partenaire de l'entreprise exploitante visant à la circulation du capital. Ce dispositif provincial d'encadrement de l'activité est décrié tant par les entreprises que par les représentants de l'État fédéral. Selon le président de la CAEM jujuëña (octobre 2016) :

“El tema es que algunos de los procedimientos de JEMSE no los consideramos adecuados. No consideramos adecuado, una prepotencia, por el hecho de que hay un grado de obligatoriedad a asociarse con la empresa. Nosotros entendemos que una empresa minera tiene que desarrollar un proyecto y buscar socios, no a los proyectos desarrollados asociarse. Conceptualmente es distinto. Las acciones que ha tomado JEMSE en este momento no son de promover desarrollos y buscar socios, sino asociarse a proyectos que ya se están desarrollando, y como el estado tiene un peso distinto, porque tiene que ser él el que otorga los permisos y las concesiones, de alguna manera tiene que estar en una posición más difícil de negociar la necesidad o no.”<sup>251</sup>

Depuis le secteur privé, JEMSE est donc perçue comme une injustice. Deux logiques s'affrontent bien : la logique territoriale de l'État et celle de la circulation du capital par les acteurs privés. JEMSE étant la principale associée de Sales de Jujuy pour l'extraction de

<sup>249</sup> [le privé ne va plus être si privé, il va avoir la marque de l'État. Je ne parle pas de la patte folle, oppressive de l'État, je parle de la troisième patte du trépied, de l'État qui soutient le projet. Il me semble que le paradigme est très bon à briser. C'est l'ancienne activité minière qui parlait, quand un particulier venait, cassait la colline et prenait tout. Non. Nous sommes aussi ici pour surveiller ce qu'ils font, n'est-ce pas ? Pour qu'ils ne fassent pas n'importe quoi, parce que c'est aussi possible de faire n'importe quoi. L'État doit donc surveiller et être le gardien, le policier, si tu préfères.] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>250</sup> [Pourquoi JEMSE existe ? Pour les soutenir [les entrepreneurs]. Je suis un médiateur entre l'Etat - soyons sincères, parfois l'Etat, l'autorité d'exécution ne comprend pas, ne comprend pas qu'il faut faire de la médiation, et JEMSE est là pour dire « hé, stop, c'est mon partenaire, soutenons-le. S'il a fait une erreur, aidons-le à la corriger, ne lui mettons pas d'amende. »] (Extrait d'entretien avec le directeur de JEMSE, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>251</sup> [Le fait est que certaines des procédures de JEMSE ne nous semblent pas appropriées. Nous ne les considérons pas comme adéquates, comme une arrogance, parce qu'il y a une certaine obligation de partenariat avec l'entreprise. Nous comprenons qu'une société minière doit développer un projet et chercher des partenaires, et non qu'elle s'associe à des projets déjà développés. Conceptuellement, c'est différent. Les actions que JEMSE a entreprises en ce moment ne sont pas de promouvoir des développements et de chercher des partenaires mais de s'associer à des projets qui sont déjà en cours de développement et comme l'État a un poids différent, parce qu'il est celui qui accorde les permis et les concessions, il met l'entreprise privée dans une position plus difficile pour négocier le besoin ou non d'un nouvel associé.] (Extrait d'entretien avec le président de la CAEM jujuëña, octobre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

lithium, les critiques qui lui sont adressées par le secteur concernent sa polarisation autour des projets développés dans les Salar :

“saben [la gente del gobierno] que es un sector digamos de peso dentro de lo que es la provincia, se sabe que se requiere de él, pero no han tenido todavía acciones de promover. Para ellos promover la minería es promover la minería de litio, no la minería. Nosotros planteamos que la minería no es el litio. Litio es un producto mineral, que por supuesto hay que apoyarlo y desarrollarlo sobre todo porque está en la cresta de la ola, pero que la minería y en la provincia de Jujuy es mucho más que eso. Nosotros estamos hablando mucho con las autoridades para que empiecen a promover la llegada de exploradores a la provincia. Que reconozcamos nuestro territorio, sepamos qué recursos tenemos y los pongamos en valor, es la única manera que la minería tenga un horizonte de mayor largo plazo, si no, en muy corto plazo no va a haber proyectos para llevar adelante en la provincia”<sup>252</sup>.

Si les représentants privés du secteur attaquent donc le fonctionnement de JEMSE et la présentent comme principale responsable du faible développement de l'activité dans la province, ce regard est partagé par l'État fédéral. Le secrétaire d'État fédéral de l'activité minière nous déclarait ainsi en septembre 2016 :

“Una empresa empieza a desarrollar un proyecto, invierte dinero a riesgo, y un día aparece JEMSE y dice: ‘Nosotros queremos el 8.5 % de las acciones de tu proyecto’. Y dicen ‘¿Por qué?’ ‘Porque nos interesaría asociarnos’. ‘Muy bien. ¿Van a poner dinero?’ ‘No. Ustedes nos dan un crédito para que nosotros compremos las acciones, y nosotros a lo largo del crédito, con los dividendos que vayamos a cobrar de esas acciones, les repagamos el crédito que les hemos pedido’. De todos modos, independientemente del interés, el tema es si yo quiero, por qué tengo que dar a una persona el 8.5 % de las acciones si yo no tengo interés en venderlo. Mucho menos regalarlo. De eso se trata. Es una expropiación encubierta, sin pago. Es según la política de la provincia, y por eso cuando hablábamos recién de la provincia y la transparencia... Jujuy no es muy... Jujuy uno dice ‘mmmhhh...’ no es el ejemplo ¿no? Sería una forma encubierta de tener mayores regalías, disfrazadas. Pero se hace dentro de un marco de que aparentemente es. Es una cosa de esas que no alientan mucho la inversión. En una palabra, es una actitud muy poco transparente, máxime si viene del estado provincial. Porque si vos desde hoy ponés una ley en la que decís, se crea JEMSE y todos los nuevos proyectos en la provincia deberán participar a la provincia con tanto, bajo este sistema, quien invierte ya conoce cuáles son las reglas. Pero si vos, a alguien que ha invertido 20 o 30 millones de dólares, después que los invirtió le decís ‘ahora las reglas son estas’. Fue retrospectivo, pero se lo proponés a quienes estaban trabajando pero se lo proponés a quienes están trabajando pero bajo otra normativa. Y sin aporte de capital, eso es lo más grave. Sí. Porque si fuera...

<sup>252</sup> [[Les personnes du gouvernement] savent qu'il s'agit d'un secteur de poids au sein de la province, ce qu'on peut en attendre, mais elles n'ont pas encore eu d'actions pour le promouvoir. Pour eux, promouvoir l'exploitation minière c'est promouvoir l'exploitation du lithium et non l'exploitation minière. Nous soutenons que l'exploitation minière n'est pas seulement celle du lithium. Le lithium est un produit minéral, qu'il faut bien sûr soutenir et développer surtout parce qu'il est en vogue, mais l'exploitation minière dans la province de Jujuy ne se limite pas à cela. Nous discutons beaucoup avec les autorités pour commencer à promouvoir l'arrivée d'explorateurs dans la province. Pour que nous connaissions mieux notre territoire, que nous sachions quelles ressources nous avons et que nous les mettions en valeur : c'est la seule façon pour que l'exploitation minière ait un horizon à plus long terme, sinon, à très court terme, il n'y aura pas de projets à mettre en oeuvre dans la province.] (Extrait d'entretien avec le président de la CAEM jujenña, octobre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

y de última pusiera el dinero, decís bueno, vamos. Es una acción confiscatoria del capital accionario, de eso no hay ninguna duda.»<sup>253</sup>

Ainsi, le Secrétaire d'État à l'Activité regrettait, en septembre 2016, que « *en los últimos seis años se han aprobado menos del 40% de los estudios de exploración y explotación que se han presentado. Realmente no hemos tenido buena exploración en la provincia, no se aprovechó tampoco el precio de los metales altos. Eso hace que al día de hoy solamente tenemos dos proyectos con posibilidad de que sea mina en corto plazo* »<sup>254</sup>. Les représentants de l'État fédéral et du secteur privé expliquent eux ce faible développement du fait de cette immiscion dans les affaires minières par l'entreprise JEMSE.

Le système d'acteurs impliqués dans le développement de l'activité minière dans la province de Jujuy se caractérise donc par une forte intégration des élites privées dans le système d'acteurs multiscalaire exploitant les sites miniers, mais aussi par un triple conflit entre les sphères publique et privée. D'abord, au sein même de la sphère publique, un conflit transparait entre l'échelle fédérale et l'échelle provinciale, avec une forte remise en question du système fiscal de coparticipation qui donne à la province de Jujuy le sentiment d'être lésée. C'est cette remise en cause de l'encadrement fédéral de l'activité qui semble avoir poussé le gouvernement provincial à créer l'entreprise paraétatique JEMSE dont le fonctionnement est également contesté par l'échelon fédéral – qui tend donc à orienter les nouveaux acteurs transnationaux vers la province voisine de Salta. Enfin, si les acteurs transnationaux ou leurs représentants locaux semblent disposés à travailler avec les

<sup>253</sup> [Une entreprise commence à développer un projet, investit de l'argent à risque, et un jour JEMSE apparaît et dit : « Nous voulons 8,5 % des actions de votre projet ». L'entreprise demande « Pourquoi ? » et on lui répond « Parce que nous serions intéressés à nous associer : vous nous accordez un prêt pour que nous puissions acheter les actions, et nous, avec le crédit, avec les dividendes que nous allons recevoir de ces actions, nous remboursons le crédit que nous avons demandé ». Quoi qu'il en soit, peu importe l'intérêt, la question est de savoir si je veux le faire, pourquoi dois-je donner à une personne ou une entreprise 8,5 % des actions si je n'ai aucun intérêt à les vendre ? Et encore moins le donner. C'est de ça qu'il s'agit. C'est une expropriation déguisée, sans paiement. Et c'est du fait de la politique de la province : c'est pour ça que quand on parle de province et de transparence... Jujuy n'est pas très... L'exemple de Jujuy nous fait dire « mmmhhhh... » ce n'est pas exemplaire, non ? Ce serait une façon dissimulée de percevoir des royalties plus élevées, secrètes. Mais c'est fait dans le cadre de ce qu'il semble être la loi. C'est une de ces choses qui n'encourage pas beaucoup l'investissement. En un mot, c'est une attitude très opaque, surtout si elle vient de l'État provincial. Parce que si, à partir d'aujourd'hui, vous mettez une loi dans laquelle vous dites, JEMSE est créée et tous les nouveaux projets dans la province devront accepter sa participation à hauteur de tant, alors, en vertu de ce système, celui qui investit sait déjà quelles sont les règles. Mais si toi, quelqu'un, une entreprise investit 20 ou 30 millions de dollars, et qu'après avoir investi, on t'annonce « maintenant les règles sont les suivantes »... Si tu vas voir les entreprises qui travaillent déjà en leur disant que c'est rétrospectif alors qu'elles travaillaient selon d'autres règles... Et sans apport de capital, c'est ça le plus grave. Oui, parce que si c'était... si au final il y avait un investissement, tu dis bon, pourquoi pas, allons-y. C'est une action de confiscation du capital, il n'y a aucun doute là-dessus.] (Extrait d'entretien avec le secrétaire d'État fédéral de l'activité, septembre 2016, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

<sup>254</sup> [moins de 40 % des études d'exploration et d'exploitation soumises ont été approuvées au cours des six dernières années. Nous n'avons pas vraiment mené de bonnes activités d'exploration dans la province et nous n'avons pas non plus profité du prix élevé des métaux. Cela signifie qu'à ce jour, seuls deux projets ont la possibilité de se transformer en mine à court terme.] (Extrait d'entretien avec le Secrétaire d'État à l'Activité dans la province de Jujuy, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

gouvernements provinciaux — comme c’est le cas à San Juan —, l’entente avec une entreprise paraétatique semble impossible : la lutte pour le capital prend alors le dessus sur la nécessaire bonne entente avec les gouvernements locaux.

### 3. Mendoza : dans les coulisses, public et privé en conflit

La province de Mendoza se caractérise (voir Partie 1.Chapitre 1.A.3) par une large histoire institutionnelle de gestion de l’eau et de protection de l’environnement, par une identité territoriale forte centrée sur des choix productifs et des modes de vie perçus comme incompatibles avec l’activité minière ainsi que sur une forte pénétration des organisations socio-environnementales dans les institutions publiques (Wagner, 2014 a). Ces caractéristiques provinciales participent à expliquer l’existence de la loi n° 7 722 ainsi que l’opposition forte qui existe vis-à-vis du déploiement de l’activité dans la province. Pourtant, les entreprises encore présentes sur place poursuivent le travail d’intégration d’élites locales pouvant appuyer leur activité. *Minera San Jorge* a ainsi recruté l’ancienne institutrice de la ville de Uspallata comme responsable locale de la RSE. Elle nous éclairait sur cette stratégie elle-même lors d’un entretien en novembre 2016 :

“Me encanta la docencia pero para un fin, ¿entendés? para ayudar a crecer, no para que los chicos se queden con el aula, que van a aprender obligados, en busca que los chicos tengan la posibilidad de lograr eso. Y bueno, se me dio la oportunidad [de trabajar para Minera San Jorge], presenté curriculum, con la actividad de montaña y de profesora era muy conocida acá, soy muy conocida, entonces a la empresa también le pareció interesante que una docente en tema tan álgido en Mendoza, que una docente y andinista y todo lo demás quisiera trabajar.”<sup>255</sup>

Certains représentants de l’État provincial ainsi que les organisations sectorielles continuent aussi à œuvrer pour que le cadre légal soit modifié. En novembre 2016, le directeur du Secrétariat d’État de l’activité minière, expliquait ainsi que :

“La inquietud fundamental de las cámaras empresarias es que quieren trabajar. Pero acá tenemos una ley que salió en 2007 que es la 7722, que prohíbe expresamente el uso de ciertos químicos en el uso de la minería (...) entonces esa es una ley muy restrictiva en cuanto al desarrollo minero. Entonces la otra cámara lo que pide es bueno, (...) esa ley es inconstitucional porque uno por ser minero no puede usar el ácido sulfúrico, y otro por ser petrolero lo puede usar para refinar petróleo y otras cosas. Entonces hay un tema jurídico, hay una presentación de las cámaras ante la justicia para que se declare inconstitucional la

<sup>255</sup> [J’aime enseigner mais dans un but précis, tu comprends ? Aider à grandir, pas pour que les enfants restent dans la classe, qu’ils soient forcés à apprendre, j’essaye de montrer aux enfants qu’ils ont la possibilité d’y arriver. Et puis, s’est présentée l’occasion [de travailler pour Minera San Jorge], j’ai donné mon CV, avec mon activité de montagne et mon statut d’enseignante, j’étais bien connue ici, je suis très bien connue, donc l’entreprise aussi a trouvé intéressant, pour un sujet si brûlant à Mendoza, qu’une enseignante et andiniste et tout le reste souhaite travailler pour elle.] (Extrait d’entretien avec la responsable locale de la RSE pour Minera San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

ley. Hubo una presentación en la Suprema Corte de Mendoza, (...) el fallo (...) no respondió ese fallo a las necesidades de los mineros, de la cámara de empresarios mineros y ahora están apelando a la nación, a la Suprema Corte de la Nación. También trabajan activamente concientizándola a la población que la minería no es el cuco que le han hecho creer que es, de que nos vamos a quedar sin agua, nos vamos a morir todos de cáncer, nos van a salir cinco ojos. Hay todo un tema que han apelado los antiminereros hacia el miedo que... Ellos trabajan con concientización, y nosotros ayudamos en este tema.”<sup>256</sup>

L'ensemble des acteurs partisans du développement de l'activité dans la province continue donc à travailler dans la perspective de mettre en exploitation certains projets paralysés – qui le seraient du fait d'une « mauvaise » perception de la réalité par les populations locales et d'un scénario surréaliste qu'auraient dépeint les « anti-mines ». Le directeur du secrétariat d'État provincial déclarait ainsi travailler étroitement, depuis son institution, tant avec d'autres ministères provinciaux qu'avec les acteurs privés :

“Nosotros estamos trabajando mancomunadamente con la secretaría de ambiente, porque los dictámenes no son únicamente de minería, sino el dictamen sale en conjunto con ambiente, sea de la habilitación de una cantera hasta la mina más grande que se pueda haber. Y hay una relación bastante cercana y colaborativa. Con la Cámara de Personal Minero trabajamos permanentemente atendiendo sus inquietudes. (...) Trabajamos con las cámaras de proveedores mineros, trabajamos con las cámaras metalmecánicas, las que fabrican sector de equipamiento, esto es una disciplina que estamos todos interrelacionados por el desarrollo... fundamentalmente el desarrollo minero produce una explosión de necesidades que tienen que ser cubiertas (...). Nosotros trabajamos estrechamente en cuanto a eventos, presentaciones y todo, trabajamos para promover la minería. A ver, la minería es desde el punto de vista es una actividad lícita, amparada por la constitución y por las leyes nacionales, o sea, no es nada del otro mundo. Por eso nosotros nos anima a trabajar con todos los actores prominereros para difundir esta actividad.”<sup>257</sup>

<sup>256</sup> [La préoccupation fondamentale des chambres d'entrepreneurs est de pouvoir travailler. Mais ici, nous avons une loi qui est sortie en 2007, la 7722, (...) qui est une loi très restrictive en matière de développement minier. Donc, d'abord, ce que demande la Chambre c'est que cette loi soit déclarée inconstitutionnelle. L'un, parce qu'il est mineur, ne peut pas utiliser l'acide sulfurique et l'autre, parce qu'il est pétrolier, peut l'utiliser pour raffiner du pétrole ou autres. Il y a donc une question juridique, il y a une présentation des chambres devant la justice pour que la loi soit déclarée inconstitutionnelle. Il y a eu une présentation à la Cour suprême de Mendoza, (...) mais la décision ne répond pas aux besoins des mineurs, de la chambre des entrepreneurs miniers et maintenant ils font appel à la nation, à la Cour suprême de la nation. Ils travaillent aussi activement à sensibiliser la population au fait que l'exploitation minière n'est pas la chose tordue à laquelle on leur a fait croire, que nous allons manquer d'eau, que nous allons tous mourir du cancer, que nous allons avoir cinq yeux. Il y a tout un travail à faire pour déconstruire la peur que les anti-mineurs ont soulevé... Les chambres travaillent donc à une conscientisation de la population, et nous les aidons sur ce point.] (Extrait d'entretien avec le directeur du secrétariat d'État provincial, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>257</sup> [Nous collaborons avec le Secrétariat à l'environnement, parce que les décisions ne portent pas seulement sur l'exploitation minière, mais aussi sur l'environnement, qu'il s'agisse de l'autorisation d'une carrière ou de la plus grande mine qui soit. Il existe une relation de collaboration très étroite. Nous travaillons en permanence avec la Chambre du personnel minier, nous sommes à l'écoute de leurs préoccupations. (...) Nous travaillons avec les chambres des fournisseurs miniers, nous travaillons avec les chambres métallo-mécaniques, celles qui fabriquent des équipements, c'est une discipline que nous devons avoir puisque nous sommes tous liés par le développement... fondamentalement, le développement minier produit une explosion de besoins qui doivent être couverts (...) Nous travaillons en étroite collaboration en termes d'événements, de présentations et tout, nous travaillons pour promouvoir l'exploitation minière. Il faut voir que l'exploitation minière est, du point de vue légal, une activité légale, protégée par la constitution et les lois nationales, c'est-à-dire, ce n'est rien d'extraordinaire. C'est pour ça que nous nous engageons aux côtés de tous les acteurs de premier plan pour diffuser cette activité.] (Extrait d'entretien avec le responsable de la direction de l'activité minière au sein du Sous-Secrétariat d'État de l'Énergie et des Mines de la province, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

Comme le montre cette citation, si le combat juridique est mené par les acteurs privés, le Secrétariat d'État aux mines semble donc investi dans les politiques de légitimation de l'activité au même titre que les acteurs privés. Ce travail de déconstruction de l'opposition que soulève l'activité est celui qui semble rassembler les acteurs impliqués. En effet, les relations entre acteurs concernés ne semblent pas toujours perçues comme simples, et c'est pour « faire face à l'adversité » que les acteurs font fi de leurs désaccords. Comme le souligne le président de la CASEMI de Mendoza en novembre 2016 :

“Hay tres actores, básicamente. Los operadores mineros, que son los que el día de mañana van a explorar, a explotar, a construir el yacimiento y nosotros vamos a prestar el servicio, y el estado que controla es el poder de policía y el contralor, y es la autoridad de aplicación. Nosotros tenemos, en esta administración hemos mejorado muchísimo porque antes no lo teníamos. Antes entrar a la minera nos costó cuerpear, entrar con el cuerpo y haciendo fuerza y abriendo las puertas con un cerrajero. Pero no era que nos decían: ‘vengan, vengan, contraten con nosotros’, nos hicimos el lugar a fuerza de empujar. Hoy la cosa es diferente (...), hoy estamos interactuando todos en pos de la apertura del desarrollo de la industria minera. Por eso nos complementamos, buscamos un mismo objetivo, interactuamos con el gobierno de la misma manera, cada uno con su perfil, buscando el objetivo de la instauración de la industria minera. Armamos agendas conjuntas, participamos de la Mesa de diálogo minero para poner arriba de la mesa los mitos que existen sobre la minería, para defender nuestra posición, para hablar de los pro de la minería y acciones además educativas de las universidades, intermedias, de consejos profesionales, entonces armamos jornadas de debates, y ponemos en las universidades arriba de la mesa, tratamos de poner un debate técnico y no un debate lego. ¿Me vas entendiendo? Un debate técnico real. No debatimos con interlocutores que hablan estupideces porque hay otros intereses.”<sup>258</sup>

Dans ces propos, outre la référence à la technique et sa mise en contraste avec ce qui relèverait du « politique » (Partie 1.Chapitre 1.A.3), l'opposition à l'activité est, et de manière systématique, décrédibilisée. Les collaborations entre acteurs partisans de l'activité concernent principalement l'organisation de réunions d'information, de séminaires et campagnes de promotion de l'activité. Ainsi, l'*Espacio de dialogo, minería para un desarrollo sustentable*<sup>259</sup> a été organisé pendant toute l'année 2016. Ces rencontres, « destinada[s] a escuchar a quienes puedan aportar en la discusión del tema minero, para definir las bases

<sup>258</sup> [Il y a trois acteurs, en gros. Les exploitants miniers, qui sont ceux qui demain vont explorer, exploiter, construire le gisement et auxquels nous allons fournir le service, et l'État qui contrôle, c'est la police et le contrôleur, et c'est l'autorité d'exécution. Nous nous sommes beaucoup améliorés dans cette administration parce que ça ne marchait pas si bien avant. Avant d'entrer dans le secteur minier, il nous a fallu y mettre le corps, y entrer avec le corps et faire pression, ouvrir les portes à l'aide d'un serrurier. C'est pas comme s'ils nous avaient dit : « Viens, viens, viens, signe un contrat avec nous ». Aujourd'hui, les choses sont différentes, il y a un équilibre, et nous interagissons ensemble pour le développement de l'industrie minière. C'est pour ça que nous nous complétons les uns les autres, nous avons le même objectif, nous interagissons avec le gouvernement de la même façon, chacun avec son propre profil, visant le déploiement de l'industrie minière. Nous créons des ordres du jour communs, nous participons aux tables rondes de dialogue minier pour déconstruire les mythes qui existent sur l'exploitation minière, pour défendre notre position, pour parler d'actions pro-mines et éducatives aux côtés des universités, des intermédiaires, des conseils professionnels. Nous organisons des journées de débats, et nous invitons les universités, nous essayons de générer un débat technique et non un débat de non-initiés, vous me comprenez ? Un véritable débat technique. Nous ne débattons pas avec des interlocuteurs qui disent n'importe quoi parce qu'il y a d'autres intérêts.] (Extrait d'entretien avec le président de la CASEMI de Mendoza, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>259</sup> [Espace de dialogue, l'exploitation minière au service du développement durable] (traduit par M. Denoël).

de una Política de Estado para la Minería en Mendoza»<sup>260</sup>, ont rassemblé de nombreux acteurs du secteur. Les opposants à l'activité minière dans la province y avaient eux aussi été invités. Après avoir assisté à la première journée, ils publièrent, rassemblés dans les *Asambleas Mendocinas Por Agua Pura* (AMPAP), une lettre ouverte intitulée « *Una mesa con patas rotas* » formalisant leur refus de participer puisque « *no estuvo presente, en el cronograma estipulado por el gobierno para la jornada de trabajo, instancias de participación, que nos permitiera exponer "nuestra mirada"* »<sup>261</sup>. Pourtant, ce ne sont pas ces arguments légaux et cette opposition informée qui a marqué l'esprit des acteurs. La responsable de la RSE pour *Minera San Jorge* déclare ainsi (novembre 2016), que :

“Supuestamente después de que tuvimos el espacio de diálogo que comenzó en abril, terminó en octubre, durante el mes de noviembre se iban a analizar todas las exposiciones, y ahí la provincia va a determinar cómo empezar con la minería, ¿viste? Lamentablemente la gente que se opone a la minería no estuvo en el espacio de diálogo, porque hubiera sido fantástico, a mí me hubiera gustado mucho debatir con el otro. Si vos pensás distinto y podés dialogar es importante, aprendés vos de mí y yo de vos. Pero lamentablemente los antiminereros no se presentaron. Estuvieron la primera jornada y después no quisieron saber nada. Habla mal en el sentido de por qué no quisieron estar. Es como que no aceptan bases científicas ¿entendés? todo es el caos, que nos vamos a terminar muriendo.”<sup>262</sup>

De même, le président de la CaMEM expliquait, en décembre 2016, l'absence des opposants à l'activité en ces termes :

“nuestra actividad como cámara es fundamentalmente en esta etapa ayudar al gobierno de la provincia de Mendoza a que formule una ley de estado para que la minería sea una política de estado (...), para lo cual el gobierno armó lo que se llamó el espacio de diálogo minero. El espacio de diálogo fue extraordinario, hicimos más de 52 presentaciones donde lamentablemente la antiminería no se presentó porque no tenía argumentos, porque ahí la única condición que te ponían para hacer una exposición es que sea una exposición razonable

<sup>260</sup> [destiné[es] à écouter ceux qui peuvent contribuer à la discussion sur la question minière, pour définir les bases d'une politique d'Etat pour l'exploitation minière à Mendoza] (site officiel du sous-secrétariat d'Etat à l'activité minière et à l'énergie de Mendoza, <http://www.economia.mendoza.gov.ar/espacio-de-dialogo-mineria-para-un-desarrollo-sustentable/>, dernière consultation le 15.04.2016, trad. M. Denoël)

<sup>261</sup> [Il n'était pas prévu, dans le chronogramme présenté par le gouvernement pour la journée de travail, des instances de participation qui nous permettraient d'exposer « notre regard ».] (AMPAP, *Una mesa con patas rotas*, document reçu le 2 août 2016 par le secrétariat d'Etat de l'environnement et de l'aménagement de la province de Mendoza, trad. M. Denoël). Dans ce document sont par la suite listées toutes les irrégularités légales qui devraient être, selon l'AMPAP, régularisées avant toute mise en débat de l'activité : absence de plan d'aménagement territorial (loi provinciale 8.051), publication incomplète de l'inventaire des glaciers (régit par la loi nationale 26.639), rapports encore non traités sur des délits environnementaux dans des aires naturelles (loi provinciale 6.045) entre autres.

<sup>262</sup> [Après que se soit tenu l'espace de dialogue, qui a commencé en avril et qui s'est terminé en octobre, au mois de novembre, toutes les présentations devaient supposément être analysées. C'est sur cette base que la province va déterminer comment commencer l'exploitation minière, tu comprends ? Malheureusement, les gens qui s'opposent à l'exploitation minière n'étaient pas présents dans l'espace de dialogue, alors que cela aurait été fantastique. Si vous pensez différemment et que vous pouvez dialoguer, c'est très important, vous apprenez de moi et moi de vous. Mais malheureusement, les anti-mines ne sont pas venus. Ils étaient là le premier jour et ils ne voulaient rien savoir. C'est une mauvaise nouvelle dans le sens où ils ne voulaient pas être là. C'est comme s'ils n'acceptaient pas les bases scientifiques, tu comprends ? Pour eux, tout est chaos et on va tous finir par mourir.] (Extrait d'entretien avec la responsable locale de la RSE pour *Minera San Jorge*, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

y con argumentos comprobables. (...) Entonces obviamente la antiminería no tenía ninguna razón para exponer.”<sup>263</sup>

Si un travail conjoint entre sphère publique et sphère privée est mené, afin de communiquer autour de l'activité, les initiatives portées par le secteur ne sortent pas du cercle fermé des partisans d'ores et déjà convaincus et ne parviennent pas à concilier des positions très antagoniques. L'activité minière reste dans la province sujette à une forte conflictualité. Beaucoup d'initiatives participatives sont donc valorisées, sans pour autant qu'existe un quelconque dialogue réel. Une forte stigmatisation des citoyens et de leur capacité à développer des savoirs se manifeste d'ailleurs dans tous les entretiens conduits. Le directeur de la promotion de l'activité minière au sous-secrétariat d'État explique (juillet 2015) ainsi l'opposition à l'activité du fait d'un déterminisme naturel :

“El mendocino por si es muy conservador, un tipo muy cerrado en cierta forma, necesita salir un poco más, como que es un montañés muy encerrado en su montaña y por ahí no tiene una mirada hacia futuro ... Es como que siempre que mira a la montaña, y es como que eso lo frena, cuando debería mirar un poco más allá. (...) Nosotros somos esa persona que vive en la playa frente al mar, y alguien le dice: ‘Mire, usted no puede ingresar al mar a bañarse ni tampoco puede pescar’. Lo único que tengo es eso. El mendocino tiene que darse cuenta de eso, no puede empezar a desarrollar otra actividad que sea floricultura, no sé, o una actividad extraña a un ambiente hostil, un ambiente principalmente desértico y montaños. Nosotros tenemos el 90% de nuestro suelo es montaña. Entre 80% y 90% es desértico, no se puede hacer otra cosa. (...) Se va a tener que dar cuenta porque no nos queda otra. La presión del crecimiento poblacional y el mal uso del agua nos va a llevar a que en algún momento tengamos que oírnos o mirar a lo que tenemos.”<sup>264</sup>

Par ailleurs, si les acteurs partisans de l'activité mettent en place ensemble des stratégies de déconstruction des oppositions soulevées par les projets d'extraction, la collaboration en leur sein connaît des limites. Des critiques sont tout de même adressées au gouvernement quant à sa capacité à communiquer : « *una de las cosas que yo siempre critico, y se lo he dicho a Guiñazú también que por qué el gobierno no sale más a comunicar, creo que comunicar*

<sup>263</sup> [À ce stade, notre activité en tant que chambre est fondamentalement d'aider le gouvernement de la province de Mendoza à formuler une loi d'État pour que l'exploitation minière devienne une politique d'État (...). Pour ce faire, le gouvernement a mis en place ce que l'on appelle l'espace de dialogue minier. C'était extraordinaire, nous avons fait plus de 52 présentations mais malheureusement, les anti-mines n'étaient pas présents parce qu'ils n'avaient pas d'argument, parce que la seule condition qui était imposée pour faire une présentation était de faire une déclaration raisonnable avec des arguments vérifiables. (...) Il est donc évident que les anti-mines n'avaient aucune raison d'exposer.] (Extrait d'entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>264</sup> [Le mendocino est très conservateur, d'une certaine façon, c'est un type très fermé. Il doit sortir un peu plus, car c'est un montagnard très enfermé dans sa montagne depuis laquelle il ne porte pas un regard sur l'avenir... C'est comme si à chaque fois qu'il regardait la montagne ça le ralentissait, alors qu'il devrait voir un peu plus loin. (...) Nous nous comportons comme quelqu'un qui vit sur la plage face à la mer et à qui on dirait : « tu ne peux pas aller dans la mer pour te baigner ou pêcher » alors que tout ce qu'on a, c'est ça. Le Mendocino doit se rendre compte qu'il ne peut pas commencer à développer une autre activité telle que la floriculture ou toute autre activité pour laquelle l'environnement, principalement désertique et de montagne, serait hostile. 90 % de notre sol est montagneux. Entre 80 % et 90 %, c'est le désert (...). Il faudra bien qu'on se rende compte qu'il n'y a plus de temps à perdre. La pression de la croissance démographique et l'utilisation abusive de l'eau nous obligeront à un moment donné à nous écouter ou à regarder ce que nous avons...] (Extrait d'entretien avec le sous-secrétaire d'État de l'activité minière, secteur promotion de l'activité, juillet 2015, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

*y educar* »<sup>265</sup> nous déclarait ainsi la responsable de la RSE de San Jorge en novembre 2016. Outre sa capacité à communiquer, le gouvernement est aussi accusé, depuis les franges entrepreneuriales du secteur, d'agir en fonction d'intérêts politiques. Cette même responsable explique d'ailleurs le rejet de la Déclaration d'Impact Environnemental (DIA) présentée pour le projet de San Jorge ainsi :

“el 2008 se hizo mucho trabajo social, se trajo gente, se mostró el cerro, se hizo el lobby, famoso lobby de ellos con el gobierno para que aceptaran la DIA, y bueno, en 2011 se aprueba el Informe de Impacto Ambiental. En 2011 se hace la audiencia pública y en 2011 se aprueba la DIA. La aprueban. ¿Qué pasó? Que justo eran las elecciones, había elecciones para gobernador, y por una cuestión de que como la minería era tabú, esa DIA que estaba aprobada por los organismos que estudian, ¿sí? la tenía que aprobar la legislatura de la provincia la DIA. Y por un tema de que justo había elecciones, el candidato, le pide a los senadores que eran de su partido, que voten contra el proyecto San Jorge, entonces en la legislatura no la aprobaron.”<sup>266</sup>

Ces intérêts électoralistes sont associés à des intérêts économiques. L'avocat du projet San Jorge et de la CaMEM explique ainsi en octobre 2016 :

“Está esta ley, la 7722, y está la postura del gobierno, de un gobernador. La Dirección de Minería, lo que debería hacer es controlar todas las delegaciones, que lo hacen, pero hay una obligación que es la de trabajar, que no la puede exigir, porque antes ella, la Dirección de Minería, no da el permiso. Y acá la pregunta es por qué no lo da, esa es la pregunta, por qué no da el permiso que permita a la empresa trabajar y por lo tanto invertir. No lo da por una orden política. Es una buena pregunta, decir: ¿Por qué usted como funcionario no da los informes de impacto ambiental para exigir que las empresas inviertan?, y si no invierten que se vayan, sacarles los derechos y que se vayan. No tengo la respuesta. Totalmente tío, no hay una postura tomada. Pero sacar los derechos mineros tiene un costo para el estado. Yo obtuve los derechos mineros conforme a la ley, yo cumplí con todos los casos de la ley. Si vos me los querés sacar, yo pago los canones, cumplo, todo, pero vos como provincia decís 'No, ¿sabés qué? No lo vamos a permitir y te voy a sacar los derechos.' No hay ningún

---

<sup>265</sup> [Une des choses que je critique toujours, et je l'ai dit aussi à Guiñazú [alors sous-secrétaire d'État à l'activité minière et de l'énergie], je lui ai demandé quelle est la raison pour laquelle le gouvernement ne communique plus. C'est nécessaire de communiquer et d'éduquer.] (Extrait d'entretien avec la responsable locale de la RSE pour Minera San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>266</sup> [En 2008, beaucoup de travail social a été mené, des gens sont venus, nous avons montré la montagne concernée par le projet, le lobby a été fait, leur fameux lobby auprès du gouvernement pour accepter la DIA. Suite à ça, en 2011, le rapport d'impact environnemental a été approuvé. L'audience publique a eu lieu en 2011 et la DIA a été approuvée en 2011. Ils l'approuvent. Que s'est-il passé ? Les élections se tenaient juste après, il y a eu des élections pour le poste de gouverneur et, comme l'exploitation minière était tabou, et alors que la DIA avait été approuvée par les organismes spécialistes de la question, oui ? L'assemblée législative provinciale aurait dû approuver la DIA. Mais comme il y avait des élections, le candidat a demandé aux sénateurs de son parti de voter contre le projet San Jorge, et donc à l'assemblée législative, ils ne l'ont pas approuvé.] (Extrait d'entretien avec la responsable locale de la RSE pour Minera San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

problema pero me tenés que pagar, porque me estás expropiando, me estás sacando una propiedad mía, a la fuerza, bueno, págame.”<sup>267</sup>

Des tensions sous-jacentes transparaissent donc, malgré les relations d'apparence cordiale, entre secteur public et privé. L'avocat de Minera San Jorge, déclarait à ce sujet en octobre 2016 :

“Yo desde este lado, que es el lado de enfrente [del Estado], que es el de la empresa te digo, ‘Nosotros no vemos nada todavía’, sí escuchamos, nos parece bien, pero hoy por hoy no hay una decisión tomada y es la verdad que y ahora sí te veo como abogado, desde el punto de vista jurídico el estado está incumpliendo todos los plazos. La empresa no lo va a hacer ni quiere hacerlo, pero la empresa podría hacerle hasta un juicio al estado por todo el transcurso del plazo. Si vos en la ley tenés plazos, no hay esto que lleva tres años sin nada, es imposible. Todo verbal.”<sup>268</sup>

De même, des tensions semblent exister au sein même de chacune des sphères – publique et privée. Ainsi, si, concernant le secteur public, les ministères de l'Environnement et le Sous-Secrétariat de l'Activité Minière et de l'Énergie sont systématiquement présentés comme en conflit, concernant le secteur privé, le président de la CASEMI opposait en ces termes, lors d'un entretien en novembre 2016, les Chambres d'Entrepreneurs Miniers — la CaMEM — et celles de fournisseurs de service – dont celle qu'il préside :

“Vamos todos de la mano y tenemos muy buena relación, pero uno busca un objetivo y el otro busca extracción del mineral y exportar y ganar dinero exportando el mineral. Nosotros queremos brindar el servicio desde que la minera nace hasta que muere.”<sup>269</sup>

Enfin, d'autres enjeux, plus interpersonnels et locaux, semblent empêcher le déploiement de l'activité dans la province et viennent illustrer le poids de ces derniers à

<sup>267</sup> [Il y a cette loi, la 7 722, et il y a la position du gouvernement, d'un gouverneur. La Direction des mines, ce qu'elle devrait faire, c'est contrôler, comme toutes les délégations le font, mais parmi les obligations à contrôler, il y a celle de travailler, et là elle ne peut pas l'exiger, puisque paradoxalement, la Direction des mines ne le permet pas. Et ici, la question est de savoir pourquoi elle ne le permet pas, c'est la question, pourquoi elle ne donne pas le permis qui permet à l'entreprise de travailler et donc d'investir ? Elle ne le donne pas à cause d'un ordre politique. C'est une bonne question à se poser : pourquoi ne pas, en tant que fonctionnaire, remettre les rapports d'impact environnemental pour exiger que les entreprises investissent, et si elles n'investissent pas, qu'elles partent, leur enlever leurs droits et qu'elles partent. Je n'ai pas la réponse. Totalement tiède, il n'y a pas de prise de position. Mais ça a un coût pour l'État de retirer les droits miniers. J'ai obtenu les droits miniers conformément à la loi, j'ai respecté tous les cadres posés par la loi. Si vous voulez me retirer ces droits, alors que je paie pour les concessions, que je me conforme et tout, mais que vous, en tant que province, vous dites « Non, vous savez quoi ? Nous n'allons pas le permettre et je vais vous enlever vos droits ». Alors c'est d'accord, il n'y a pas de problème, mais vous devez me payer, parce que vous m'expropriez, vous m'enlevez ma propriété, par la force, eh bien, payez-moi.] (Extrait d'entretien avec l'avocat du projet San Jorge et de la CaMEM, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>268</sup> [Pour ma part, qui est le côté opposé [à celui de l'État], qui est le côté de l'entreprise, je vous dis : « Nous ne voyons encore rien », nous vous écoutons, cela nous semble bien, mais aujourd'hui, aucune décision n'est prise et c'est la vérité que j'observe maintenant comme avocat, du point de vue juridique, l'État ne respecte pas tous les délais. L'entreprise ne va pas le faire et ne veut pas le faire, mais elle pourrait même poursuivre l'État pour l'irrespect des délais. Si vous avez des délais dans la loi, il ne peut pas se passer trois ans sans rien, c'est impossible. Tout est verbal.] (Extrait d'entretien avec l'avocat du projet San Jorge et de la CaMEM, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>269</sup> [Nous allons tous de pair et nous entretenons de très bonnes relations, mais l'un cherche un objectif et l'autre cherche à extraire le minerai et à l'exporter et à gagner de l'argent en exportant le minerai. Nous, nous voulons fournir le service depuis la naissance de l'activité minière jusqu'à sa mort.] (Extrait d'entretien avec le président de la CASEMI de Mendoza, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

l'heure de l'implantation d'une activité globalisée. Le président de la CAEM exprimait ainsi — au même titre que d'autres enquêtés — en décembre 2016 que :

“Acá tenemos un problema fuerte que es que la mujer del gobernador es antiminera. Y no sé cuál es el grado de influencia que la mujer del gobernador tiene sobre el gobernador, no lo sé. Nosotros habíamos elaborado un plan de acción que era conseguirle un amante prominero a la mujer del gobernador, no lo logramos. Y la otra es conseguirle una amante prominera al gobernador. Estamos en eso. Pero bueno, ya vamos a hacer eso. Pero bueno, tenemos el ministro V. que es antiminero. Francamente Antiminero. Profundamente antiminero. En su perfil de WhatsApp tenía la figura de los mineros robándose a la provincia y dejando una calavera. Después la sacó. No se dio cuenta, pero yo lo sigo usando eso. Después tenemos la vicegobernadora, que fue prominera en un momento y ahora es antiminera, porque el amante de ella es de San Carlos y es antiminero. Nosotros sabemos todo, tenemos información por todos lados.”<sup>270</sup>

Ici, se sont les relations qu'entretiennent les représentants locaux de l'État qui participent à expliquer les difficultés du secteur : épiphénomène pour certains, il est malgré tout représentatif d'un point de vue assez majoritaire chez les personnes enquêtées. Il est aussi révélateur de l'importance que les interactions locales peuvent avoir sur certaines décisions politiques locales.

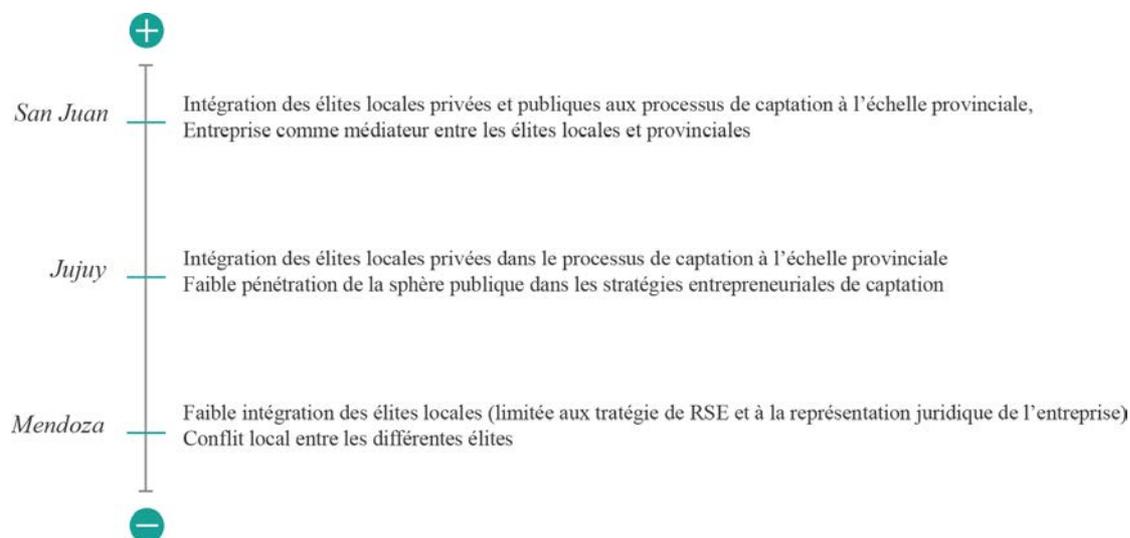
L'environnement sociopolitique provincial est donc hautement conflictuel. Alors que les acteurs privés semblent ne pas s'entendre entre eux ou semblent poursuivre des objectifs différents, les acteurs publics sont eux accusés de viser des intérêts économiques et électoralistes défavorables à l'activité, ou même d'entretenir des relations interpersonnelles nuisibles à leur bonne compréhension des enjeux. Le système d'acteurs impliqué dans le développement de l'activité minière dans la province de Mendoza se caractérise tout de même par l'intégration des élites locales dans le système d'acteurs multiscalaires exploitant les sites miniers, au service des stratégies de RSE principalement. Le seul point véritablement rassembleur du système d'acteurs semble être le travail de déconstruction des oppositions à l'activité, qui passe par l'organisation d'événements formels défendant l'activité, mais aussi par une forte stigmatisation des militants et de leur capacité à maîtriser un débat, scientifique ou technique, voire à se défaire d'un déterminisme spatial qui les conditionnerait à l'opposition.

---

<sup>270</sup> [Ici, nous avons un gros problème, c'est que la femme du gouverneur est contre l'exploitation minière. Et je ne sais pas quelle influence la femme du gouverneur a sur lui, je ne sais pas. Nous avions élaboré un plan d'action visant à trouver un amant pro-mine pour l'épouse du gouverneur, mais nous n'avons pas réussi. Et l'autre plan est d'avoir une amante pro-mine pour le gouverneur. On s'en occupe. C'est ce qu'on va faire. Mais eh bien, nous avons le ministre V. qui est anti-mine. Franchement anti-mine. Profondément anti-mine. Dans son profil WhatsApp, il avait l'image de mineurs volant dans la province et laissant un crâne. Puis il l'a enlevée. Il n'a pas remarqué, mais je l'utilise quand même. Ensuite, il y a la vice-gouverneure, qui a été très pro-mine à un moment donné et qui s'oppose maintenant à l'exploitation minière parce que son amant est de San Carlos et qu'il est contre l'exploitation minière. On sait tout, on a des informations partout.] (Extrait d'entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

Pour conclure, dans les trois provinces étudiées, un certain niveau d'intégration des élites locales dans le processus de captation d'espaces, au service de l'activité extractive, est observé. Bien que, dans les trois provinces, les acteurs exogènes nécessitent le soutien des élites locales et soient en lien avec les pouvoirs publics, les organisations sectorielles et les propriétaires fonciers, différents degrés d'intégration ressortent de l'analyse (Figure 24). Dans la province de Mendoza, l'intégration des élites se limite aux politiques locales de RSE des entreprises transnationales — à l'échelle du département d'implantation du projet minier — et au soutien juridique provincial nécessaire à leur implantation. À Jujuy, ces stratégies de représentation à l'échelle locale sont complétées par une intégration verticale des élites privées. Les entreprises exploitantes tissent des liens étroits avec les entrepreneurs locaux spécialisés en les employant directement à leur compte et/ou *via* leurs entreprises de services miniers. Dans la province de San Juan enfin, où les mêmes procédés sont observés, le travail conjoint avec les pouvoirs publics permet une intégration totale des élites, de la planification à l'application des stratégies d'implantation de l'activité minière, et place l'entreprise dans la position de médiateur entre les élites locales et provinciales.

**Figure 24.** Intégration des élites locales aux processus de captation : des différentiels provinciaux

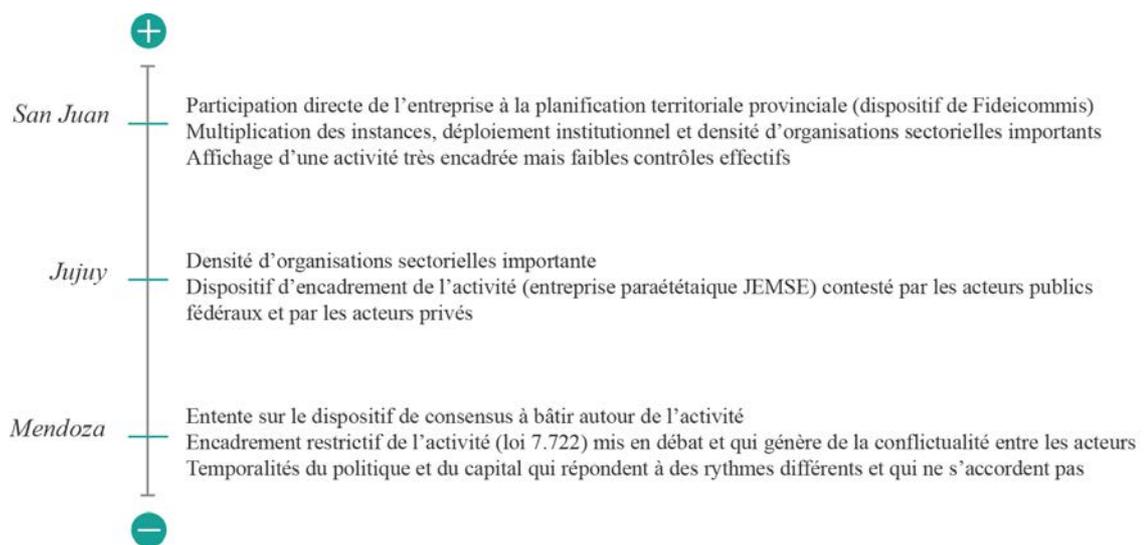


Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Par ailleurs, si, comme nous en faisons l'hypothèse, l'hybridation des logiques public-privé est une des caractéristiques de la mondialisation, dont participe le néo-extractivisme, et que celle-ci est caractéristique de processus mondialisés territorialisés, alors les différentes stratégies pour capter localement des retombées des activités

extractives influent sur le métissage des logiques (Figure 25). Ainsi, dans la province de San Juan, le dispositif des fidéicomis couplé à celui, plus classique, de RSE, entraîne une participation directe de l'entreprise à la planification territoriale à l'échelle de la province. Cette construction commune d'une province « modèle » passe aussi par une multiplication des instances très forte, tant du côté des organisations privées (organisations sectorielles, entreprises d'exploitation, d'extraction et de services) que du côté institutionnel. Le déploiement bureaucratique de l'activité permet aussi l'affichage d'une activité très contrôlée, quand les réalités matérielles sont en fait beaucoup plus permissives. À l'inverse, si dans la province de Jujuy s'observe également une densité importante d'organisations sectorielles, le dispositif d'encadrement de l'activité, impliquant notamment l'entreprise paraétatique JEMSE, génère une certaine conflictualité entre les sphères publique et privée. Cette conflictualité freinant l'hybridation des logiques apparaît également dans la province de Mendoza, où le temps politique ne semble pas parvenir à s'accorder à celui du capital. Outre les dissonances public-privé, le terrain mendocino se caractérise aussi par des désaccords forts entre les acteurs privés, où entreprises d'extraction et d'exploration ne se projettent pas dans les mêmes temporalités. Le seul point d'accord qui semble rassembler tous les acteurs provinciaux est la nécessaire déconstruction de l'opposition à l'activité et la communication positive nécessaire pour viser un dispositif de consensus.

**Figure 25.** Des dispositifs provinciaux qui influent sur l'hybridation des logiques public-privé



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

## **B. Le développement territorial comme outil de légitimation**

Le repositionnement des acteurs et les rapports de pouvoir qu'ils entretiennent (présentés dans la partie A de ce chapitre), ainsi que leur capacité à naturaliser l'activité en l'inscrivant dans le passé et dans le futur des territoires (présentés dans la partie C du Chapitre 4), ont des conséquences en matière d'évolution des situations locales et de construction territoriale. Face au modèle néo-extractiviste, les fonctions attribuées aux différentes composantes du tissu urbain ou de l'espace provincial et local sont modifiées. En effet, le discours de légitimation de l'activité est incarné non seulement dans l'hybridation des logiques et dans l'inscription de l'activité extractive dans l'histoire des territoires, mais aussi dans des pratiques territorialisées qui participent à bâtir le dispositif de consensus. Le déploiement de l'activité, à l'échelle provinciale, mobilise au moins deux niveaux géographiques : les capitales provinciales et les petites villes au sein d'espaces ruraux dotés en ressources exploitables et exportables. Ces échelles entrent en interaction, favorisent les rapports de dépendance entre les territoires et créent de nouvelles territorialités en réseau. En effet, les discours, les actions et les comportements tissent des faisceaux dialectiques entre matérialité et immatérialité (Di Méo, Buléon, 2005) qui définissent les territoires. Le territoire est constitué tant d'infrastructures, qui permettent de distinguer les dimensions géographique et économique de l'activité, que de structures, qui permettent d'appréhender les dimensions idéologiques et de rapports de pouvoir. Il peut alors être considéré comme un espace approprié par une société, lieu fait d'objets et de flux entre lesquels s'établissent des relations de pouvoir. Ce sont ces différentes composantes des territoires qui permettent d'avoir une meilleure compréhension des relations multiscalaires structurant le modèle néo-extractiviste. Elles permettent aussi de comprendre que les stratégies déployées présentent des similitudes : des politiques entrepreneuriales de RSE sont par exemple mises en place dans les trois provinces étudiées. Cependant, différents modes d'inscription dans les territoires sont observés. Ils témoignent non seulement de niveaux divers d'intégration et d'appropriation locale du modèle que de caractères territoriaux différenciés. Nous montrons donc ici, et afin de dégager les colorations locales de cette inscription située d'un modèle globalisé, quel « développement territorial » est proposé dans chacune des trois provinces étudiées.

### 1. San Juan : la spécialisation des espaces au service de l'activité <sup>271</sup>

Dans le cas de la province de San Juan, un différentiel s'observe en termes de pilotage de l'activité. L'activité se déploie ainsi distinctement selon l'échelle observée et des fonctions spécifiques sont associées aux divers lieux de l'activité, situés aux échelles provinciale — ici la capitale de San Juan —, départementale — ici, l'exemple du département de Calingasta —, locale — dans le cas de la mine de Casposo, la localité de Calingasta — et du site minier — ici, la mine de Casposo.

À l'échelle de la province, l'État provincial endosse le rôle de négociateur entre, d'une part, la loi et l'intérêt national et, d'autre part, l'acteur étranger. C'est donc derrière les baies vitrées du ministère des Mines, qui occupe les deux derniers étages de l'imposant bâtiment du gouvernement provincial (Illustration 20, p. 230 ; Carte 14, p. 257), que se négocient les partenariats, les fidéicomis ou les stratégies de Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Il s'agit en effet de négocier les retombées locales de l'activité d'extraction, soit sous la forme d'un pourcentage des recettes, soit dans le cadre de la RSE qui oblige l'entreprise à investir dans le territoire. Outre ces actions de RSE et le montant des fidéicomis qui sont négociés avec l'entreprise au moment de son installation, la responsable de la direction de l'activité minière durable (qui dépend du Ministère provincial de l'activité minière) déclarait en octobre 2016 que l'État provincial prélève l'entreprise en retenant :

“de la liquidación de divisas [de la empresa], el 3% te lo retengo, como gobierno provincial, entra a las arcas de este gobierno. ¿Y este gobierno cómo distribuye? Un 33 % al gobierno municipal. Donde está instalada la mina. Ellos le llaman en el informe de impacto ambiental área prioritaria de impacto. Lo que se considera en el informe de impacto ambiental área prioritaria de impacto, va al municipio. En este caso de Veladero, es Iglesia y Jáchal. En el caso de Gualcamayo es sólo Jáchal. En el caso de Casposo, es sólo Calingasta, ¿sí? El otro porcentaje, un 12% queda en este ministerio de Minería para fortalecer el área de control ambiental minero. Hay un plan de manejo de reserva de biósfera, en San Guillermo, y en Iglesia y gran parte de ese dinero va a ese monitoreo, que se maneja junto con Ambiente, y la gente de parques nacionales, para proteger flora, fauna, los condicionantes duros. Y después, el resto, 45% restante, iba hasta diciembre del año pasado [2015] a Rentas Generales de la Provincia. Hoy, de ese 45%, un 10% ahora le hemos, esto era hasta diciembre, ahora esto bajó al 35% y un 10% queda por ley, hace un mes, ley de Desarrollo de Comunidades. ¿Por qué? Porque este 33%, justificando que los gobiernos municipales tenían poca profesionalización y es muy difícil administrarlo, tiene asignación específica a obra pública,

<sup>271</sup> Certains éléments de cette sous-partie ont fait l'objet d'une publication en co-écriture avec Martine Guibert (voir Denoël, Guibert, 2018) quand d'autres seront repris dans un chapitre d'ouvrage co-écrit avec Amalia Lorda et François Taulelle (Voir Denoël *et al.*, 2019, à paraître).

obras de infraestructura, caminos y demás. Entonces esto otro que estamos diciendo de empoderar, de desarrollar al productor y demás, ¿por dónde lo financio? Por acá.»<sup>272</sup>

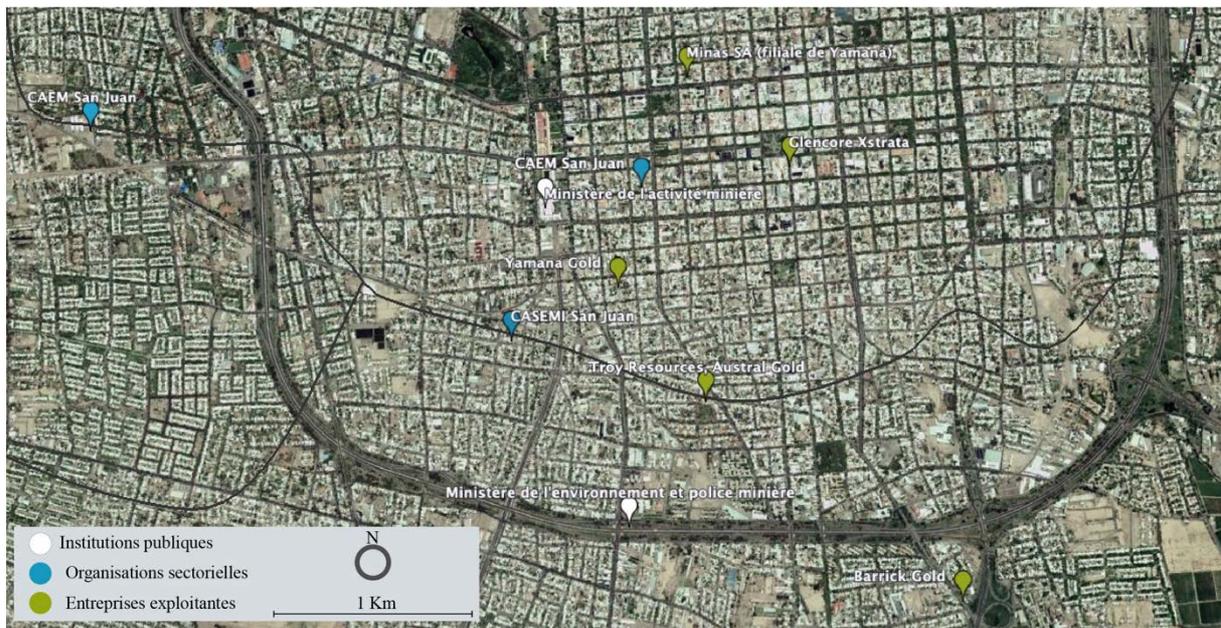
Si une part des taxes payées par l'entreprise (33 % de 3 % de ses bénéfiques en 2016) va donc directement aux communes — qui les investissent principalement dans des travaux d'infrastructures, le reste revient donc à l'État provincial : 35 % alimentent son propre budget et 22 % sont attribués au ministère de l'activité minière — dont 10 % sont consacrés obligatoirement à l'action sociale, appelée « développement communautaire ». Si cette répartition existe bel et bien, il est cependant difficile de savoir à quelle utilisation les fonds sont réellement destinés. Dans la province, et bien que soit défendue l'idée selon laquelle l'argent des mines est réinvesti dans des améliorations productives et des projets locaux de développement, d'autres types d'utilisation semblent également en être faits : « *Entendemos que tenemos la oportunidad desde el territorio, de ser autónomos y de darle un progreso a los valles, a las industrias culturales. Ese teatro que ven ahí enfrente es exactamente igual, y desde adentro tiene la misma capacidad sonora y demás, que el domo de Milán. La minería nos permitió soñar en grande, hasta para el resto de las cosas* »,<sup>273</sup> nous déclarait cette même responsable. Cependant, si les investissements réels sont difficiles à identifier, c'est bien depuis la capitale provinciale que se décide aussi l'aménagement et la politique locale : y sont pensés les plans de développement local et identifiées les zones concernées. Les marqueurs de l'activité apparaissent donc dans plusieurs endroits de la ville : les entreprises ont pignon sur rue dans des quartiers aisés de la ville avec des sièges administratifs dans des locaux luxueux et surveillés en permanence. Plus en périphérie de la ville, elles occupent des pâtés

<sup>272</sup> [De la liquidation monétaire [de l'entreprise], je retiens 3 % pour le gouvernement provincial, qui entrent dans les coffres du gouvernement, et comment ce gouvernement distribue-t-il ? 33% vont à l'administration municipale. Où se trouve la mine. C'est ce qu'on appelle dans l'IIA la zone d'impact prioritaire. Ce qui est considéré dans la DIA de l'entreprise comme une zone d'impact prioritaire permet d'identifier la municipalité concernée. Dans le cas de Veladero, c'est Iglesia et Jáchal. Dans le cas de Gualcamayo, ce n'est que Jáchal. Dans le cas de Casposo, c'est seulement Calingasta, oui ? L'autre pourcentage, 12 %, reste dans le ministère de l'activité minière afin de renforcer le domaine du contrôle environnemental des mines. Il y a un plan de gestion de la réserve de biosphère, à San Guillermo et à Iglesia, et une grande partie de cet argent va à cette surveillance, qui est gérée en collaboration avec le ministère de l'environnement et les habitants des parcs nationaux, pour protéger la flore, la faune dans des conditions difficiles. Le reste, soit les 45 % restants, a été versé jusqu'en décembre de l'an dernier [2015] aux recettes générales de la province. Aujourd'hui, de ces 45 %, nous avons retenu 10 %, donc c'est maintenant 35 % qui vont aux rentes générales et 10 % qui sont consacrés, selon la loi appliquée il y a un mois, au développement communautaire. Pourquoi ? Parce que les 33 % qui vont aux municipalités des zones d'impact prioritaire, dans la mesure où les gouvernements municipaux ont eu peu de professionnalisation et qu'ils sont très difficiles à administrer, ont surtout été alloués aux travaux publics, aux travaux d'infrastructure, aux routes et ainsi de suite. Donc, ce dont nous parlions à propos de l'*empowerment*, du développement des producteurs locaux et ainsi de suite, comment le finançons-nous ? Par ici, avec ces 10 %] (Extrait d'entretien avec la responsable de la direction ministérielle de l'activité minière durable, octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

<sup>273</sup> [Nous comprenons que nous avons l'opportunité à partir du territoire d'être autonomes et de faire progresser les vallées, les industries culturelles. Ce théâtre que vous voyez devant vous est exactement le même, et de l'intérieur il a la même capacité sonore et ainsi de suite, que le dôme de Milan. L'exploitation minière nous a permis de rêver en grand, même pour le reste des choses.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la direction ministérielle de l'activité minière durable, octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

entiers de maisons (*cuadras*) avec leurs entrepôts logistiques qui regroupent d'autres bureaux opérationnels et les parkings de camionnettes notamment. Plus globalement, dans la ville, l'ensemble des acteurs miniers est représenté dans l'espace : ministères, organisations sectorielles et entreprises exploitantes manifestent l'ancrage provincial minier sur les trottoirs de la capitale (Carte 14).

**Carte 14.** Empreintes de l'activité minière dans la ville de San Juan



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Image satellite d'arrière-fond, Google, 2018, *GoogleEarth*, US Dept of state Geographer © Digital Image ; observations de terrain, San Juan, 2015 et 2016.

Enfin, la capitale provinciale concentre aussi les médias et universités qui, pour certaines, travaillent avec les acteurs partisans de l'activité<sup>274</sup> et rendent visible son existence. Les capitales provinciales deviennent donc, avec la métropole fédérale, le lieu de la légitimation et de la communication. À San Juan, *El Inversor Energetico*, bien qu'appartenant à la presse spécialisée, se trouve dans tous les kiosques à journaux et côtoie *El Diario de Cuyo* qui publie chaque jour un article au moins sur l'activité minière. De même, les radios minières se sont aussi multipliées : *Estación minera*, gérée par des journalistes spécialisés, qui diffuse en continu, quand les entreprises développent elles aussi depuis la capitale provinciale des stations « locales » à tonalité généraliste. La capitale est aussi le siège de

<sup>274</sup> Notre visite à la mine de Gualcamayo a par exemple été rendue possible par une visite d'ores et déjà organisée avec des chercheurs de la *Facultad de Ciencias Exactas, Físicas y Naturales* de l'Université Nationale de San Juan. Certaines d'entre elles, en dehors de leurs postes de chercheurs à l'université, étaient consultant pour l'entreprise exploitante afin de compléter leurs revenus mensuels.

nombreux congrès ou séminaires co-organisés par le ministère, la presse spécialisée et les entreprises. Ces événements (*Seminario de Minería y Desarrollo Sustentable* ; *Feria San Juan factor de desarrollo de la minería Argentina* etc.) amènent alors dans la capitale de nombreux entrepreneurs miniers et élus nationaux et provinciaux, mais aussi des journalistes, des étudiants en école d'ingénieurs, des investisseurs, des fournisseurs de services et des curieux. En 2015 par exemple, la présence de Daniel Scioli<sup>275</sup>, alors candidat à la présidence de la Nation, à l'événement minier « *Minería y Desarrollo Sustentable* » avait généré un attroupement difficile à gérer pour les organisateurs sur la grande place donnant accès à l'auditorium ministériel dans lequel se déroulaient les échanges. Force est pourtant de constater que peu d'entre eux avaient pu entrer réellement et que le contenu du séminaire n'était pas l'objectif réel de leur venue. Enfin, les stratégies de RSE concernent aussi l'implantation des entreprises dans les capitales provinciales : à San Juan par exemple, l'entreprise Troy Resources Ltd. avait inclus dans son programme de RSE des collaborations avec *l'Universidad Nacional de San Juan* (notamment les départements de biologie et d'hydraulique, de recherche antisismique, et de recherche en ressources minières), *l'Universidad Católica de Cuyo*, *la Tecnicatura en Exploración geológica*, et *l'Universidad Nacional de Cuyo*. Ces collaborations, décriées par de nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales notamment, permettent de financer des programmes de recherche, mais aussi de valoriser l'implication scientifique des entreprises, ainsi que de garantir leur légitimité en donnant une dimension scientifique à leurs discours.

Par ailleurs, à l'échelle départementale, les fluctuations de production ont un impact en termes de retombées financières pour le département de Calingasta et ses projets d'infrastructures négociés avec la mine de Casposo (Figure 26).

**Figure 26.** Histoire du site minier de Casposo

**Le site minier de Casposo** (qui exploite or et argent), situé à 35km au nord de la localité de Calingasta dans la Province de San Juan (Carte 5), a été découvert officiellement en 1998 après la perforation de 47 puits d'exploration par l'entreprise Battle Mountain Gold (Canada) après être passé de main en main et de concessionnaire en concessionnaire. Ce site a connu une phase d'exploration intensive opérée par l'entreprise Intrepid Minerals Corporation (Canada) à partir de 2003 alors que la mine a été construite en 2009 par l'entreprise Troy Resources Ltd. (Australie). En 2016, l'entreprise Austral Gold Ltd. (Australie) acquiert 51 % des parts de la mine et devient donc sa principale propriétaire.

<sup>275</sup> Daniel Scioli est un homme politique argentin, élu vice-président et président du Sénat pendant le mandat de Nestor Kirchner (2003-2007), puis qui fut gouverneur de la province de Buenos Aires (2007-2019). En 2015, il perdit les présidentielles de la Nation face à Mauricio Macri (2015-2020).

En effet, c'est la valeur financière des minerais (et non la quantité extraite, qui elle est en-deçà des espérances initiales des entreprises propriétaires) qui dicte le rythme d'exploitation. Ainsi, si l'exploitation est d'abord réalisée (à partir de 2010) à ciel ouvert – afin de répondre aux nouvelles conditions d'extraction, définies par la demande extérieure, et présentées en première partie –, à partir de 2013, en période de reprise des cours métallifères, s'est ajoutée une exploitation souterraine (Illustration 21).

**Illustration 21.** La mine de Casposo : entre exploitation souterraine et à ciel ouvert



Mine à ciel ouvert de Casposo. Au premier plan, open-pit, où est extraite la roche contenant or et argent. Au second plan, on distingue, dans le prolongement du site d'extraction, les terrils produits par la trituration de la roche. On aperçoit également les infrastructures minières : usine de trituration, lieux de stockage des dorés, réfectoire, poste de santé, bureaux, postes de contrôle.



Mine souterraine de Casposo. Sur la photo de gauche, l'entrée des galeries. Sur celle de droite, galerie aménagée permettant la circulation des ouvriers et des camions transportant la roche.

© Mathilde Denoël, 2016, Mine de Casposo, Département de Calingasta, Province de San Juan.

C'est l'évolution du prix de l'or sur les marchés financiers qui a poussé initialement Troy Resources à lancer une exploitation souterraine. Bien que plus onéreuse du fait de la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire, cette extraction accélérée, toutes techniques confondues, est déterminée par la logique actionnariale de la maison mère, en contexte de hausse du prix international (entretien de novembre 2016 avec la responsable de la RSE de Mina Casposo). Ces modifications des rythmes d'exploitation des ressources, dépendantes des cours des matières premières, n'impactent pas seulement les productions, mais aussi le versement des fidéicommis, annexés à la production des sites miniers. Ces fidéicommis servent à générer des retombées supplémentaires pour la province. Ils sont négociés, au cas par cas, avec les entreprises exploitantes lors de réunions fixant tant leurs montants que les usages qui en seront faits. Concernant

généralement des travaux d'infrastructures réalisés dans les départements ou communes concernées par l'exploitation, les entreprises exploitantes de minerais métallifères participent activement, par ce biais, aux décisions concernant l'aménagement des territoires locaux. Toutefois, la collaboration repose aussi sur des stratégies propres au secteur privé. Il est fréquent, voire systématique, de retrouver ces investissements en infrastructures (effectués par les provinces) dans les supports de communication des entreprises à propos des actions de RSE.

**Illustration 22.** Double communication des investissements réalisés dans le cadre des fidéicomis

Investissements communiqués par :

Le gouvernement de San Juan
Troy Resources Argentina LTD

**APORTES FIDEICOMISO CASPOSO**

**a)** Pavimentación Ruta Provincial N°412 – Sección II: Acceso a villa Nueva – Km. 39 (Travesía Urbana) – Departamento Calingasta (en construcción). Costo total de la obra: \$ 7.972.791,25.-

**b)** Renovación de Cañería Distribuidora de Agua Potable en Av. Roca, Las Heras, Cruvellier y 1ª Etapa Ampliación Red Distribuidora Calle Donoso – Localidad: Barreal – Departamento Calingasta (en construcción). Costo total de la obra: \$ 1.498.651.-

**c)** Ampliación de Red Distribuidora de Agua en calle Huarpes (entre Presidente Roca y Gualino) y renovación al oeste de Gualino. Ampliación de red Distribuidora Callejón Donoso y Ferer – 2ª Etapa en la localidad de Barreal, Departamento de Calingasta. Obra a construir. Costo total de la obra: \$ 2.420.258.-

**d)** Construcción de Hangar y Playón de maniobras para helicópteros, en Departamento de Calingasta. A Construir. Costo de la Obra: \$ 7.505.991.-

**e)** Construcción de "Centro Cultural Temático – Cruce Sanmartianiano" en Departamento Calingasta. A construir. Costo de la Obra \$ 6.604.775.-

DESARROLLO OBRAS DE INFRAESTRUCTURA

Repavimentación Ruta Provincial N° 412  
1ª Etapa: 18 Km. - Villa Calingasta - Villa Nueva  
Inversión: \$ 10.380.000 – Fondo Fiduciario




Septiembre 2011
Diciembre 2012

DESARROLLO OBRAS DE INFRAESTRUCTURA

Acuerdo entre OSSE y Troy Resources Argentina Ltd.  
US\$ 320.000

- Red de Agua Potable: total 12.000 metros (Villa Calingasta y Villa Pituiil)
- Perforación para abastecer de agua potable a Villa Corral




Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : [À gauche] Ministerio de Minería de San Juan, 2015, document « *La nueva minería. Política de estado provincial. Desarrollo estratégico del sector Minero. Periodo de gestión de gobierno (años 2003 – 2014)* » ; [À droite] Troy Resources Argentina LTD, 2014, diaporama « *Ejemplo de RSE en minería metalífera : mina Casposo, provincia de San Juan* ».

Les investissements sont donc doublement évoqués et la surcommunication est d'autant plus évidente que la distinction n'est pas faite entre ce qui relève de l'action directe de l'entreprise et de celle des pouvoirs publics (Illustration 22). Pour Mina Casposo, les fidéicomis sont calculés annuellement à hauteur de 1 % du bénéfice brut total de la vente des minerais pendant les deux premières années de production et de 1,5 % à partir de la troisième année d'exploitation : les retombées économiques fluctuent donc au rythme de la production. Les travaux financés grâce à ces fidéicomis dans le département concernent surtout Barreal, situé dans la zone touristique en développement dans le sud du département : asphaltage de la route provinciale 412, amélioration ou extension de la distribution d'eau potable dans le bourg, construction d'un hélicoptère (suspendue du fait d'une chute de la production et, donc, des montants des fidéicomis). L'intendant de Calingasta, qui désire financer ses projets touristiques à l'aide des redevances minières, nous déclare ainsi en novembre 2016 que :

“[Calingasta] tiene un potencial turístico tremendo, porque tenemos una vista de cordillera que en el cono sur se da únicamente en Calingasta de más de 250 kilómetros de visibilidad, con seis picos superiores a 6.000 metros de altura, dentro de ellos es el segundo más alto de América que es el Mercedario. Y desde Calingasta podemos ver el Aconcagua, que es el pico más alto de América. Está en la provincia de Mendoza pero se ve desde Calingasta. Tiene un potencial enorme en el turismo astronómico porque contamos con dos observatorios (...). Nosotros tenemos una diáfana del cielo superior a 350 días anuales, una precipitación de lluvia de 110 mm al año. (...) En este contexto la minería representa una actividad que tuvo un fuerte impacto, si bien nosotros tenemos el proyecto minero más pequeño de la provincia, tuvo un fuerte impacto en la economía nuestra. Entonces si en un departamento que tiene 22.550 km cuadrados de cerro, de montaña, que la actividad que más podemos practicar es esa, entonces creo que está llamado, el futuro de Calingasta está enfocado hacia la minería y hacia el turismo, principalmente, son dos cosas que tenemos que llevar de la mano. Esto es agricultura, esto es ganadería, esto es turismo [dibuja el grafico Figure 27, p. 263, hablando del presupuesto del departamento de Calingasta]. Y eso es minería. (...) Lo que queremos es convertir la parte que ocupa actualmente minería en turismo. Y eso, en el mediano y largo plazo, lo queremos lograr utilizando las ganancias que nos deja la minería.”<sup>276</sup>

---

<sup>276</sup> [Calingasta] a un potentiel touristique énorme, parce que nous avons une vue sur la cordillère qui, dans le cône sud, n'existe qu'à Calingasta : plus de 250 kilomètres de visibilité sur la cordillère, avec six sommets supérieurs à 6.000 mètres, parmi lesquels le deuxième plus élevé en Amérique, le Mercedario. Et de Calingasta, nous pouvons voir l'Aconcagua, qui est le plus haut sommet d'Amérique. Il se trouve dans la province de Mendoza mais on peut le voir depuis Calingasta. Il y a aussi un énorme potentiel dans le domaine du tourisme astronomique parce que nous avons deux observatoires (...). Nous avons un ciel diaphane plus de 350 jours par an, une pluviométrie de 110 mm par an. (...) Dans ce contexte, l'exploitation minière représente une activité qui a un fort impact, même si nous avons le plus petit projet minier de la province, elle a un fort impact sur notre économie. Dans un département de 22.550 km carrés de colline, de montagne, c'est la seule activité que nous pouvons pratiquer, alors elle se justifie, l'avenir de Calingasta est tourné vers l'exploitation minière et vers le tourisme, ce sont deux choses que nous avons à prendre en main. [Le budget du département, qu'il dessine, Figure 27, p. 259], c'est l'agriculture, l'élevage, le tourisme. Et l'activité minière (...). Ce que nous voulons, c'est convertir en tourisme la partie que représente actuellement l'exploitation minière. Et, à moyen et long terme, nous voulons effectuer cette transition en utilisant les profits que nous laisse l'exploitation minière.] (Extrait d'entretien avec l'intendant de Calingasta, novembre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

Cependant, si l'activité minière peut participer à développer le secteur du tourisme, les investissements effectués par les représentants départementaux de l'État — appuyés par les acteurs provinciaux et les entreprises qui pèsent sur l'affectation de cette manne financière — concernent généralement des espaces d'ores et déjà privilégiés dans les territoires administratifs : l'activité renforce la fragmentation sociospatiale du département, les communes ou les villes les plus dynamiques étant davantage considérées. Ainsi, dans le cas du département de Calingasta, si le sud-est du département a connu un important développement touristique, notamment autour de la localité de Barreal et des aires protégées et du parc national *El Leoncito*, le nord de la province, organisé autour de la capitale départementale de Calingasta, est peu investi et tourné vers les activités d'extraction (Carte 15, p. 263 ; Illustration 23, p. 264).

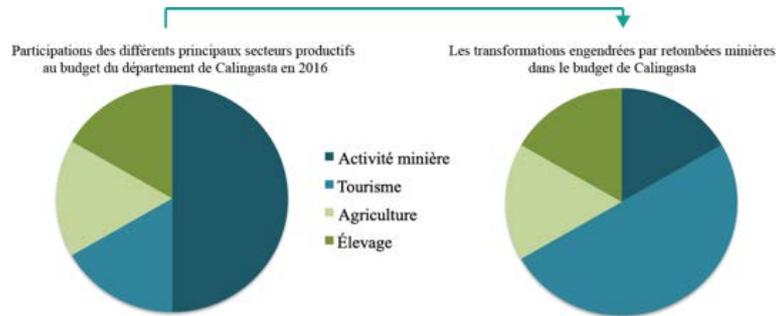
Enfin, à l'échelle de la localité, l'activité minière tisse des liens entre la commune, les entreprises exploitantes et les collectivités locales : « *nosotros somos parte de la comunidad, porque ocupamos un territorio, tenemos una historia, la empresa tiene una historia dentro de esa comunidad, participamos de todas las actividades culturales porque nos hemos insertado, actuamos en conjunto con las organizaciones sociales y generamos empleo* »<sup>277</sup> nous déclarait la responsable de la RSE — appelée désormais *Valores Compartidos*<sup>278</sup> — pour Casposo. Concernant la création d'emplois et, outre le travail direct, la responsable insiste aussi sur la création d'emplois indirects à l'échelle locale : « *Más o menos son 30 proveedores. Por ejemplo los de la farmacia, porque en Villa Calingasta no había farmacia, había que irse hasta Barrial para comprar remedios. El año pasado abrió una farmacia y ahora a partir del mes pasado se les está comprando todos los insumos que se necesitan en la mina a la farm. Ese es un nuevo proveedor local pero no se ha formado gracias a nosotros* »<sup>279</sup> affirme-t-elle. Certains emplois indirects sont donc créés avec le soutien direct de l'entreprise exploitante, quand d'autres semblent naître d'initiatives particulières.

<sup>277</sup> [nous faisons partie de la communauté, parce que nous occupons un territoire, nous avons une histoire, l'entreprise a une histoire dans cette communauté, nous participons à toutes les activités culturelles parce que nous nous sommes insérés, nous agissons de concert avec des organismes sociaux et créons des emplois.] (Extrait d'entretien avec la responsable RSE de Mina Casposo, novembre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

<sup>278</sup> [Valeurs partagées] (trad. M. Denoël).

<sup>279</sup> [Ils sont à peu près 30 fournisseurs locaux. Mais par exemple, ceux de la pharmacie – parce qu'il n'y avait pas de pharmacie à Villa Calingasta, il fallait aller à Barreal pour acheter des médicaments – ils ont ouvert l'an dernier et, depuis le mois dernier, toutes les fournitures nécessaires à la mine y sont achetées. C'est un nouveau fournisseur local mais il n'a pas été formé grâce à nous.] (trad. M. Denoël).

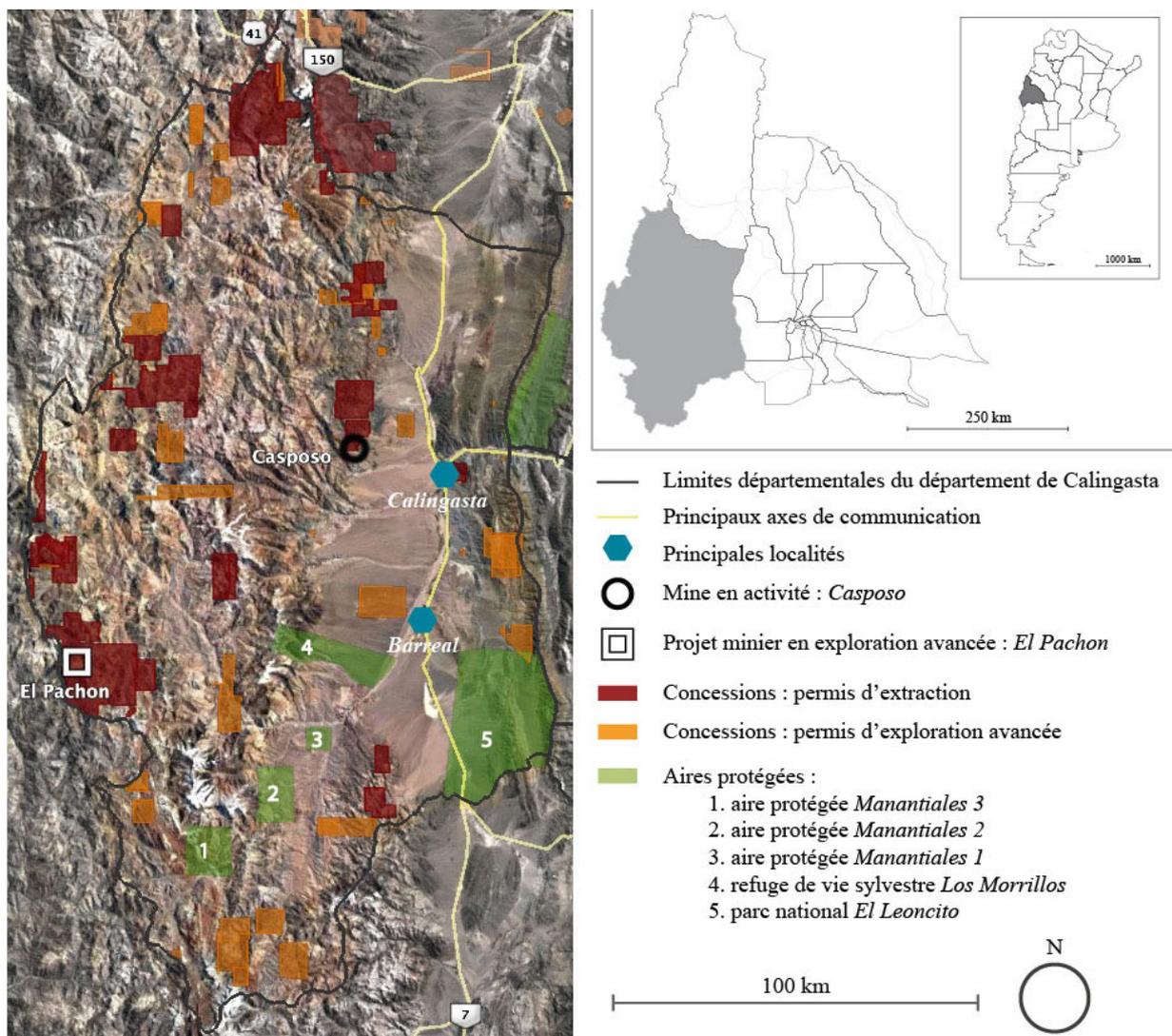
**Figure 27.** Participation des différents secteurs productifs au budget départemental de Calingasta



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Source : Dessin réalisé par l'intendant de Calingasta, entretien de novembre 2016, province de San Juan.

**Carte 15.** Le département de Calingasta : entre concessions minières et aires protégées



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Image satellite d'arrière-fond, Google, 2018, *GoogleEarth*, US Dept of state Geographer © Digital Image Image Landest/Copernicus, Data SIO, NOAA, U.S. Navy, NGA, GEBECO ; Ministerio de minería de San Juan, *Catastro Minero*, Gobierno de San Juan.

**Illustration 23.** Le département de Calingasta fragmenté, entre activité minière et tourisme

Au nord du département, autour de la ville de Calingasta, un territoire minier, consacré à l'extraction des ressources.  
 1 : Campement minier. 2 : Infrastructures énergétiques reliées au site d'extraction. 3 : vue d'accès à la mine.



Au sud du département, autour de la ville de Barréal, un territoire dédié au tourisme national et international.  
 4 : Parc de l'Observatoire *El Leoncito*. 5 : Parc national *El Leoncito*. 6 : vue des alentours de Barréal.



**Figure 28.** La mine de Casposo et la création d'emplois indirects (2016)

Entreprise	Fonction	Nombre total d'employés	Venant de Calingasta	Venant de San Juan	Venant d'autres provinces
Terrano	Restauration, campement et nettoyage	35	16	19	
Huarpe	Sécurité des biens	19	5	14	
BTZ	Fortification	16		13	3
Traslados	Transport de personnel	9	9		
Rojo	Camions d'arrosage	2	2		
López (SENDA)	Usine de traitement	3		3	
Lopez	Usine de traitement	6		6	
Serv. Minero Calingastino	Barrage de retenue des résidus	8	6	2	
Rariza	Station de traitement des effluents	1		1	
CYM	Maintenance et entretien	6		6	
BRAM	Maintenance et entretien	10		10	
<b>Total</b>		<b>115</b>	<b>38</b>	<b>74</b>	<b>3</b>

Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Extraits d'entretien et fichier Excel *Informe contratistas* du gérant général de Mina Casposo, province de San Juan, novembre 2016.

Cependant, les entreprises recevant le soutien de Mina Casposo et recrutant à l'échelle du département sont les moins importantes (Figure 28) : sur 115 employés par les entreprises de services recensées et soutenues par l'entreprise en 2016, 38 venaient de Calingasta quand 74 venaient en réalité d'ailleurs dans la province de San Juan. La fonction indiquée permet aussi d'identifier que les entreprises employant, à l'échelle de la localité ou du département, sont les moins qualifiées : il s'agit principalement d'emplois de nettoyage ou d'entretien, de restauration et de transport de personnes. Par ailleurs, concernant la création d'emplois directs, la responsable provinciale de la direction de l'activité minière durable au ministère provincial souligne en octobre 2016 :

“¿a qué se dedicaba el habitante de Iglesia, Jáchal, Calingasta, que es nuestra zona donde están los proyectos? À lo que se podía hacer en el oasis ; al agro pero a la agricultura de subsistencia, generalmente explotado por un señor feudal que vivía acá y que iba una vez de vez en cuando, informal y en negro. Por eso es que nada muy distinto a lo que sucede en el mundo. Cuando viene una industria extractiva y ofrece sueldos en blanco, ir a vivir a un campamento donde tiene condiciones de vida que no tiene en su rancho, tiene en cuanto a lo económico un impacto positivo altísimo, pero automáticamente se levantan un montón de riesgos sociales: desmembró la familia, aparece prostitución, aparecen estas cosas de que si quería ser agricultor, y no, ahora el sueldo de minero es diez veces más. Bueno, ahí, en esos riesgos sociales, que no los desconocemos, es donde el estado tiene que estar presente.”<sup>280</sup>

<sup>280</sup> [À quoi se dédiait l'habitant d'Iglesia, de Jáchal, de Calingasta, qui sont les zones où se trouvent les projets ? À ce qui pouvait être fait dans l'oasis ; à l'agriculture mais à l'agriculture de subsistance. Il était généralement exploité, de manière informelle et payé au noir, par un seigneur féodal qui vivait ici [à San Juan] et qui y allait de temps en temps. Rien de très différent de ce qui se passe ailleurs dans le monde. Quand une industrie extractive vient et offre des salaires blancs, qu'elle offre d'aller vivre dans un campement où il y a des conditions de vie qui n'existent pas dans un ranch, l'activité extractive a un impact économique positif très élevé. Mais automatiquement beaucoup de risques sociaux apparaissent : la famille est démembrée, la prostitution apparaît, ces choses que vous vouliez en étant agriculteur, et que vous ne pouviez pas avoir, maintenant le salaire du mineur, qui est dix fois supérieur, vous le permet. Eh bien, c'est dans ces risques sociaux, que nous n'ignorons pas, que l'État doit être présent.] (trad. M. Denoël).

Si des emplois ont donc été créés et que certains habitants rêvent de porter le casque blanc de la mine,<sup>281</sup> les activités d'extraction ont donc plusieurs autres conséquences visibles dans les communes. L'intendant de Calingasta expliquait ainsi, en novembre 2016, que :

“El impacto social que produce la minería en pueblos como en el nuestro es importante, principalmente cuando llevan mucha gente de afuera, por lo general son hombres. Va mucha gente de afuera, entonces generan cosas como cosas que no tienen nuestros pueblos como prostíbulos, whiskerías y ese tipo de cuestiones. Lo otro que genera la minería pero tendríamos que controlar mejor, pero no controlar con el arma solamente sino con el desarrollo. Genera familias con muy buenos ingresos. Y al generar familias con muy buenos ingresos, generan esas familias chicos “bien” como les llamo yo, y esos chicos bien que antes accedían a jugar un partido de fútbol, al tener plata entran en otros vicios, como el alcohol, droga... y estos niños se van perdiendo desde muy tempranas edades. Creo que lo que tendríamos que apuntar más es al desarrollo de actividades deportivas, sociales y culturales que permitan que los chicos, cuando ya se van desprendiendo de sus padres y adquiriendo algunas libertades, como la adolescente, juventud, tendríamos que tener mucho más actividades, cosa que terminarían el día muertos de cansados para ir nada más que a dormir, eso es lo que está faltando. En tanto lo deportivo como lo cultural, y a los municipios les cuesta muchísimo hacer eso. Tenemos actividades pero no son la cantidad que estamos necesitando, porque una cosa si vos me decís: ‘Ah, bueno, si con 40 millones te hacés un polideportivo’. Sí, está bien pero después hay que meterle gestión. Y gestión significa recursos humanos, significa muebles y útiles para mantener la actividad, significa en el espacio mío transporte. Y no tenemos servicios internos de transporte, entonces tenés que ir, venir, buscar, traer, llevar, y eso te genera un gasto que no lo tenés previsto. O no que no lo tenés previsto, un gasto que no lo podés solventar, porque la coparticipación nuestra es chiquita y porque los recursos de la minería no te alcanza para tanto.”<sup>282</sup>

Ainsi, si l'État provincial affirme prendre en charge les risques liés à l'arrivée de l'activité dans les territoires, ces propos d'élu local témoignent d'une tout autre réalité, où les retombées économiques des projets miniers ne suffisent pas à financer les compensations nécessaires. C'est donc principalement l'entreprise qui répond aux besoins locaux, *via* les actions de RSE ou par des actions répondant à des demandes directes des habitants. Ainsi,

<sup>281</sup> La couleur du casque définit, sur le site, l'échelon hiérarchique occupé par l'employé, et le blanc équivaut au statut de cadre. La plupart des « casques blancs » que nous avons rencontré venaient, dans le cas de Mina Casposo, de Barréal ou de San Juan, et les « casques jaunes » (en bas de l'échelon hiérarchique de la mine), de Villa Calingasta.

<sup>282</sup> [L'impact social de l'exploitation minière dans des villes comme la nôtre est important, surtout lorsqu'elles amènent beaucoup de gens de l'extérieur, généralement des hommes. Il y a beaucoup de gens de l'extérieur, alors ça entraîne des choses, des choses que nos villages ne connaissaient pas, comme des bordels, des bars à whisky et ce genre de choses. C'est l'autre aspect de l'exploitation minière que nous devrions mieux contrôler, mais pas seulement avec les armes, sinon avec le développement. L'activité minière crée des familles avec de très bons revenus. Et en générant des familles avec de très bons revenus, et ces familles font des enfants « bien » comme je les appelle, et ces garçons bien portants qui avant auraient accepté de jouer un match de football, ayant de l'argent ils entrent dans d'autres vices, comme l'alcool, la drogue... Ces enfants sont perdus dès leur plus jeune âge. Je pense que nous devrions viser davantage le développement d'activités sportives, sociales et culturelles qui permettent aux enfants, lorsqu'ils se débarrassent de leurs parents et acquièrent certaines libertés, comme à l'adolescence, d'avoir beaucoup plus d'activités, pour qu'ils finissent leur journée morts de fatigue et avec la seule envie : dormir, voilà ce qui manque. Tant dans les sports que dans la culture, et les municipalités ont de la difficulté à l'offrir. Nous avons des activités, mais pas autant que ce dont nous avons besoin. Parce qu'une chose est sûre si vous me dites : « Ah, eh bien, avec 40 millions vous faites un centre sportif ». Oui, d'accord, mais il faut y arriver, ensuite il faut le gérer, y mettre du personnel. Et la gestion, c'est les ressources humaines, c'est le mobilier et les outils pour maintenir l'activité, c'est, dans mon territoire, le transport. Et nous n'avons pas de services de transport interne, il faut donc aller, venir, chercher, amener, et cela génère une dépense que vous n'avez pas prévue. Enfin, non pas que vous ne l'avez pas planifié, mais c'est une dépense que vous ne pouvez pas financer, parce que notre co-participation est faible et que les ressources minières ne suffisent pas.] (Extrait d'entretien avec l'intendant de Calingasta, novembre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

la responsable de la direction de l'activité minière durable du ministère provincial nous expliquait en octobre 2016 que :

“lo que pasa que los municipios no están la mayoría profesionalizados, y con muchas necesidades básicas, entonces se los está incorporando. O sea, a ver, tienen poca autonomía o competencias materiales, pero porque sus necesidades son, o sea, son comunidades muy primarias, muy primarias porque las instituciones de la sociedad civil, lo más complejo que pueda haber es una unión vecinal, no hay una cámara que los congrege, o si la hay, la armaron dos o tres y no nos representan a todos. Es muy básico el capital institucional y el entramado, pero está la policía, o sea, quiénes son sus referencias en cuanto a confianza interinstitucional digamos, las necesidades básicas que tienen. El hospital, la escuela, la policía, y te ponen casi al mismo nivel el representante de comunidades de la compañía. Porque vos cuando les preguntás por qué les dan esa importancia: “Porque nos resuelve el problema”. Entonces a lo mejor en el hospital no tienen una ambulancia y los de la empresa minera les salvó a su hijo o se los trajo al lugar, ¿entendés? entonces se van poniendo en lugares que no son los que le corresponden a la empresa.”<sup>283</sup>

Toujours à Calingasta, les actions de RSE, elles, sont organisées autour de trois axes : éducation et santé, environnement et développement durable, travaux d'infrastructures. Ainsi, l'entreprise Mina Casposo anime des cours de guitare et de chant, d'anglais et de portugais. Elle prend en charge, dans le cadre d'une convention avec la municipalité, les cours de sport dans les écoles primaires. Elle propose dans les écoles rurales des ateliers de folklore, fournit du matériel scolaire et organise des formations pour les élèves et les enseignants. Dans le domaine de la santé, Mina Casposo est à l'initiative d'ateliers de « bonnes pratiques » (alimentation, hygiène) dans les programmes des radios locales ou dans les écoles (en distribuant des brosses à dents par exemple). Elle met à disposition des médecins dans un cabinet dentaire situé à Puchuzun, au nord de Calingasta, médecins qui interviennent aussi dans les écoles rurales. En outre, l'entreprise subventionne la culture de luzerne (importante dans le département) et l'apiculture. Elle aide à la création de petites entreprises (atelier de tissage de laine par exemple). Toutefois, il s'agit surtout de formaliser administrativement des activités déjà existantes, notamment chez les femmes d'ouvriers qui, bien qu'enregistrées comme entrepreneuses, ne changent pas vraiment leurs activités. Les entreprises réellement créées sont familiales et de petite taille :

---

<sup>283</sup> [Ce qui se passe, c'est que les municipalités ne sont pas les plus professionnalisées, et elles ont beaucoup de besoins de base. En d'autres termes, elles ont peu d'autonomie ou de compétences matérielles, mais parce que leurs besoins sont..., c'est-à-dire qu'il s'agit de communautés très primaires, très primaires, où l'organisation la plus complexe qui puisse exister dans la société civile c'est une union de quartier, il n'y a pas une Chambre qui les rassemble, ou s'il y en a une, elle est construite par deux ou trois personnes qui ne représentent pas l'ensemble de la communauté. Le capital et le réseau institutionnels sont très élémentaires, mais il y a la police, c'est-à-dire, ils ont leurs références en termes de confiance interinstitutionnelle, disons, de lieux d'expression de leurs besoins fondamentaux. L'hôpital, l'école, la police sont tous mis au même niveau que le représentant de l'entreprise dans la communauté. Et lorsque vous leur demandez pourquoi, ils répondent « Parce que lui résout nos problèmes ». Peut-être qu'à l'hôpital, ils n'ont pas d'ambulance et que ce sont celles de la compagnie minière qui ont sauvé leurs fils ou l'ont amené au bon endroit, vous comprenez ? Donc l'entreprise prend en charge des choses qui ne lui reviennent pas.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la direction de l'activité minière durable au ministère provincial, octobre 2016, province de San Juan, trad. M. Denoël).

par exemple, Mina Casposo fait travailler trois personnes (un père et ses fils) dans l'emballage de produits explosifs dans l'arrière-cour de leur maison.

Dans la province de San Juan, les actions, menées au nom du développement économique, mais aussi humain et durable, ont donc plusieurs conséquences. D'abord, le système de retombées par fidéicommis ne garantit pas de stabilité dans le pilotage de l'activité puisque tous les budgets territoriaux sont impactés et se trouvent dans une situation de dépendance aux marchés financiers et à leurs fluctuations. Par ailleurs, la répartition des rôles, entre les différents échelons de prise de décision, fait apparaître des inégalités spatiales décisionnelles entre les différents territoires. La capitale provinciale est le lieu stratégique de la négociation entre acteurs internationaux, nationaux, provinciaux et locaux. C'est donc une ville investie matériellement (lieux occupés par les organisations sectorielles, les entreprises, les ministères ; panneaux publicitaires ; sites logistiques ; universités et médias partenaires) et immatériellement (programmes télévisés ou radiophoniques ; événements miniers, rencontres et séminaires ; lieu des discours et inaugurations) par l'activité. Les départements, eux, connaissent une fragmentation forte du fait de la spécialisation de certains espaces dédiés soit aux activités extractives soit au tourisme (dans le cas de Calingasta). Enfin, le développement et l'avenir des territoires locaux dépendent fortement de l'extraction et des choix décidés aux échelons supérieurs. La gouvernance des activités d'extraction s'exerçant dans des espaces ruraux dotés en ressources ne permet donc pas d'assurer, malgré des interactions renforcées entre les différents pôles urbains impliqués dans le développement de l'activité, un système de réciprocité. Enfin, les gouvernements locaux se sentent impuissants face aux conséquences de l'activité – dont les retombées ne permettent pas, malgré les propos contradictoires tenus par les représentants de l'État provincial, de financer des programmes efficaces de lutte contre la pauvreté. Ainsi, si l'entreprise occupe le rôle d'acteur social total, globalement, les actions menées soit directement par l'entreprise soit au nom de la RSE révèlent une certaine intrusion de l'entreprise dans les choix des collectivités locales. Elle se transforme, incontournable, dans le processus de développement local alors même qu'elle ne sera présente que quelques années.

## 2. Jujuy : l'enclavement d'un site et l'absence de rayonnement provincial de l'activité

Si, à San Juan, on observe un continuum dans la fragmentation spatiale qu'entraîne l'activité (d'abord entre les échelons provincial, départemental et local, puis au sein même des départements et au sein même des communes), à Jujuy, la situation territoriale semble être différente. En effet, d'apparence, la province n'est minière que dans le discours. Si la capitale héberge quelques organisations sectorielles et entreprises (notamment d'exploitation de lithium) — qui y organisent, elles aussi, des événements miniers —, les marqueurs de l'activité observés à San Juan sont beaucoup plus discrets dans la ville de Jujuy qui s'autodéfinit pourtant comme « capitale de l'activité ». Peu de journaux spécialisés sont en vente dans les kiosques à journaux, les chaînes médiatiques (télévisées ou radiophoniques) sont inexistantes ou ont peu d'audience et les panneaux publicitaires ne ponctuent pas l'imagerie de la ville. La politique, menée par l'État provincial qui défend pourtant une position prominière, ne semble donc pas permettre une hybridation ni des logiques (Partie 1.Chapitre 1.A.2) ni des pratiques (à l'échelon provincial). Le secrétaire d'État fédéral de l'Activité déclarait ainsi en septembre 2016 que : « *si una empresa tuviere dos proyectos y tiene Salta y Jujuy, es probable que los 400 millones de dólares que necesita para desarrollarlos, los pone Salta y no Jujuy. Los pone Salta, seguro* »<sup>284</sup>. Le déploiement de l'activité à l'échelle provinciale souffre donc de sa comparaison avec sa voisine de Salta, dotée de ressources équivalentes et à l'encadrement moins limiteur — du point de vue des entreprises exploitantes et des pouvoirs fédéraux. Le gérant de la mine El Aguilar déplorait ainsi en septembre 2016 que : « *la actividad minera en Jujuy está un poco estancada. Últimamente ha sido positivo el desarrollo de algunas empresas de litio, pero bueno...* »<sup>285</sup>. Le territoire provincial de Jujuy semble ainsi être divisé entre espaces consacrés à l'activité minière — dans les plateaux andins et la puna —, espaces dédiés au tourisme — la quebrada et les vallées — et espaces consacrés à l'agriculture — dans les yungas (Carte 4, p. 103) sans pour autant que l'activité minière développée dans la Puna ou les plateaux andins ne serve — sur le modèle de ce que nous avons observé à San Juan — à financer d'autres activités

---

<sup>284</sup> [si une entreprise a deux projets, un à Salta et un à Jujuy, il est probable que les 400 millions de dollars dont elle a besoin pour les développer, elle les investit à Salta et pas à Jujuy. Elle les met à Salta, c'est sûr.] (Extrait d'entretien avec le Secrétaire d'État fédéral de l'Activité Minière, septembre 2016, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

<sup>285</sup> [l'activité minière à Jujuy stagne un peu. Dernièrement, le développement de certaines sociétés de lithium a été positif, mais bon...] (Extrait d'entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

productives ou tertiaires. Le gérant de Mina El Aguilar déclare, en septembre 2016, que, dans le cas de la mine qu'il dirige, un repliement s'est opéré ces dernières années :

“Se ha ido cambiando mucho. Hace 25 años por ejemplo el mineral salía de aquí de Aguilar, en camiones de 10 toneladas, iba hasta Tres Cruces, (...) ahí se almacenaba todo el concentrado, y se cargaba en ferrocarril, en trenes, y en general se dirigía a la zona central del país, Rosario, Santa Fe, digamos. Eso cambió. El ferrocarril se fue deteriorando y ya no se pudo hacer eso, entonces nosotros acá internamente mejoramos el camino, y ya pudieron entrar a la mina los camiones grandes, que directamente salen de acá y llegan al puerto de destino o a donde sea, digamos. Nosotros hasta principios de este año, que estaba trabajando AR ZINC, que era una refinería de zinc, la única en Argentina que había, el concentrado de zinc iba todo para el zinc, y el concentrado de plomo una parte va para la fundición que tenemos acá en Jujuy en la ciudad de Palpalá, y el resto del mineral de plomo y plata, se exporta por lo general lo hacemos por puertos cercanos a Rosario. Entonces ahí cambió la fisonomía digamos, porque antes Aguilar en Tres Cruces, en la localidad esta tenía todo el mineral, tenía oficinas ahí. Ahora ya eso no hay nada y todo se maneja desde acá. Nosotros producimos dos concentrados: el concentrado de zinc, y el concentrado de plomo y plata. El de zinc, como te digo, ahora va directamente se exporta en su totalidad, y el concentrado de plomo y plata más o menos la mitad se procesa en este smelter que tenemos ahí en Palpalá donde se obtiene plomo metálico y plata metálica. Porque inclusive del punto de vista de la tecnología o las comunicaciones, antes acá no era fácil la comunicación, entonces teníamos una oficina en Jujuy de donde nos hacían las compras. Ahora hacemos todo desde acá, ahora no tenemos ningún otro lado. La empresa obviamente tiene una oficina en Buenos Aires, las cuestiones normales, pero la mina en sí como tal ahora tenemos todo centralizado acá.”<sup>286</sup>

À l'échelle de la province, les seules retombées évoquées de l'activité concernent donc la création d'emplois. Mina El Aguilar est présentée par tous les acteurs partisans de l'activité comme une entreprise permettant la formation d'ouvriers qualifiés et fournisseuse tant de main d'œuvre à l'échelle du pays que d'emplois à l'échelle de la province. Le gérant général de Mina El Aguilar nous expliquait ainsi en septembre 2016 que, si les relations avec les autres acteurs de l'activité sont existantes et de bonne composition, elles sont centrées autour de l'emploi :

“Nosotros tenemos participación con todos, participamos en la cámara minera de acá de Jujuy y la de Buenos Aires. Eso lo hemos hecho siempre, y la verdad que no tenemos problema, todo lo contrario. Las relaciones con las autoridades también son buenas, con el

<sup>286</sup> [Ça a beaucoup changé. Il y a vingt-cinq ans, par exemple, le minerai d'Aguilar, dans des camions de 10 tonnes, allait jusqu'à Tres Cruces, (...) où tout le concentré était stocké, et était chargé sur les voies ferrées, dans des trains qui partaient en général vers la partie centrale du pays, Rosario, Santa Fe, par exemple. Cela a changé. Le chemin de fer s'est détérioré et nous ne pouvions plus opérer ainsi, alors nous avons amélioré la route ici en interne pour que les gros camions puissent entrer dans la mine directement et ensuite acheminer le minerais au port de destination ou ailleurs, par exemple. Jusqu'au début de cette année, quand AR ZINC travaillait — c'était une raffinerie de zinc, la seule en Argentine — tout le zinc allait à la raffinerie pour être transformé en concentré de zinc, le concentré de plomb était obtenu en partie à la fonderie que nous avons ici à Jujuy dans la ville de Palpalá, et le reste du minerai de plomb et d'argent est généralement exporté par les ports près de Rosario. La physionomie du site a donc changé, disons, parce qu'avant Aguilar concentrait tous les minerais à Tres Cruces, dans la localité, elle avait des bureaux là-bas. Maintenant, il n'y a plus rien et tout est réglé d'ici. Nous produisons deux concentrés : le concentré de zinc et le concentré de plomb et d'argent. Comme je l'ai dit, le zinc est maintenant directement exporté dans son intégralité et plus ou moins la moitié du concentré de plomb et d'argent est traité dans cette fonderie que nous avons à Palpalá où l'on trouve du plomb métallique et de l'argent métallique. Même du point de vue de la technologie ou des communications, avant, la communication n'était pas facile, alors nous avions un bureau à Jujuy où nous faisions des achats. Maintenant, on fait tout d'ici, on n'a de bureaux nulle part ailleurs. L'entreprise a évidemment un bureau à Buenos Aires, c'est normal, mais concernant la mine en tant que telle, nous avons tout centralisé ici.] (Extrait d'entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

gobierno provincial, el gobierno que había hasta principios de este año era de un signo político, este es de otro. Con todos tenemos contactos, relaciones. Siempre con un perfil bajo, digamos, a Aguilar no nos interesa salir en los diarios ni nada de eso sino simplemente tener las relaciones necesarias para poder conversar los temas o los problemas o las cosas que surgen. Qué sé yo, por ejemplo en estos momentos en la Argentina, de problemas de desocupación o cosas así, por ahí nosotros este año a principios de año tuvimos una reunión con el gobernador de acá de Jujuy donde fuimos a presentarnos, a conocernos y demás, y por ejemplo nos pidió especialmente el tema de la mano de obra, que para eso es crítico, sobre todo porque acá hay otra minera acá cerca que está en proceso de cierre, entonces bueno, obviamente afecta mucho, pero bueno, no es para nosotros un problema en este momento. (...) Y después los temas habituales como son los temas ambientales, los temas de impuestos y distintos temas, pero que se hablan en un buen nivel de diálogo y sin inconvenientes, ¿no? Es un punto importante la minería, tal vez no sea el que más mano de obra dé, pero acá hay que pensar por ejemplo Aguilar, desde el punto de vista del desarrollo los empleados directos son 700 pero el desarrollo de todo lo que hay alrededor es muchísimo más digamos ¿no? O sea, la minería son polos de desarrollo muy amplio y que mucha gente que vive y se desarrolla alrededor de ella.”<sup>287</sup>

La question de la création de travail occupe donc une place centrale dans le discours de légitimation de l'activité. Outre la création d'emplois directs, c'est la création d'emplois indirects qui est mise en avant. Cependant, le gérant de Mina Aguilar relativise les apports en matière de création de cluster ou de région minière. Il déclare :

“Nosotros tenemos equipo y suministro e insumos que son nacionales y otros que son importados. En general el equipamiento específico de la minería es todo importado. (...) Por supuesto tratamos siempre de desarrollar la industria nacional, o sea, de usar proveedores cercanos, digamos que por un lado nos suministren lo que necesitamos y por otro lado sean más ágiles y más rápidos que traer algo del exterior, que tiene siempre un tiempo mucho mayor. Pero bueno, esto no es fácil de hacer, digamos. Por ejemplo, tenemos muchos talleres importantes que están en la provincia de Tucumán, o en Salta mismo, digamos, y Jujuy tiene que seguir desarrollándose. A nosotros nos cuesta a veces encontrar proveedores acá. Hay poca gente que quiera venir a radicarse acá o ubicarse acá porque Aguilar es lo único que hay en esta zona, le falta desarrollo a la provincia digamos, ¿no? Yo necesito algo a lo mejor no demasiado complejo, y tengo que ir a Salta o a Tucumán a buscarlo. Y a muchas empresas les cuesta venirse acá porque obviamente vienen y vienen solo a trabajar acá o a hacer esto

<sup>287</sup> [Nous participons avec tout le monde, nous participons à la chambre minière ici à Jujuy et à Buenos Aires. Nous l'avons toujours fait, et la vérité est que nous n'avons pas de problème avec ça, bien au contraire. Les relations avec les autorités sont également bonnes, avec le gouvernement provincial, le gouvernement qui jusqu'au début de cette année était d'un signe politique, et maintenant qui est d'une autre couleur. Nous avons des contacts et des relations avec tout le monde. Toujours en faisant profil bas, disons qu'Aguilar ne veut pas paraître dans les journaux ou quoi que ce soit d'autre, mais simplement avoir les relations nécessaires pour pouvoir parler des questions ou des problèmes ou des choses qui surgissent. Comment dire, par exemple, en ce moment en Argentine, il y a des problèmes de chômage ou autre chose du genre, donc nous avons eu une réunion cette année, au début de l'année, avec le gouverneur ici à Jujuy, où nous sommes allés nous présenter, apprendre à nous connaître et ainsi de suite, et par exemple il nous a surtout parlé du travail, de l'emploi, parce que c'est une thématique cruciale, surtout parce qu'il y a une autre entreprise minière proche qui ferme et que cela affecte beaucoup la région, mais de notre côté, nous n'avons pas encore ce problème. (...) Et puis les sujets habituels tels que les questions environnementales, fiscales et autres, mais qui sont abordées à un bon niveau de dialogue et sans inconvénient, non ? L'exploitation minière est un point important, peut-être que ce n'est pas celui qui donne le plus de main d'œuvre, mais ici, nous devons penser par exemple à Aguilar, du point de vue du développement, les emplois directs sont 700 mais tout ce qui se développe autour est beaucoup plus conséquent non ? En d'autres termes, l'exploitation minière est un vaste pôle de développement et de nombreuses personnes vivent et se développent autour d'elle.] (Extrait d'entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

acá, no tienen posibilidades de hacer otras cosas porque no hay otro desarrollo de emprendimiento.”<sup>288</sup>

Le déploiement d’entreprises de services comme créateur d’emploi connaît donc, lui aussi, ses limites et le « pôle minier », ou cluster, défendu par les acteurs partisans de l’activité semble réduit à peau de chagrin. De même que pour la province de San Juan, les entreprises locales concernées sont principalement des entreprises peu qualifiées et tournées vers des activités telles que le transport, la restauration ou l’entretien. L’entreprise fait peu appel aux entreprises spécialisées et, selon son gérant général :

“En estos momentos nosotros estamos trabajando en una parte de la mina bastante pequeña, digamos, o cerrada o estrecha, y en otro momento hemos tenido minas distintas... a un kilómetro o a 500 metros, un poco más desparramada, que requería mayor cantidad de gente. Eso es de acuerdo a las situaciones que se den puntualmente, inclusive también tiene mucho que ver con los desarrollos que se puedan establecer. Normalmente cuando hacés un desarrollo, tenés mucha gente trabajando ahí. Nosotros por ejemplo ahora estamos haciendo un desarrollo pequeño en la mina más vieja que tenemos acá, que es la más profunda, pero lo estamos haciendo con gente nuestra digamos, porque es pequeño y lo podemos hacer.”<sup>289</sup>

Concernant la création d’emplois directs, l’apport de l’activité aussi semble être tout relatif. La juge aux affaires minières de la province explique ainsi en juillet 2015 que :

“Hay proyectos que están en lugares donde realmente hay falta de habitantes, donde está más tranquilo en el sentido de que este segmento tampoco no incide demasiado; pero hay otros que están en medio de como corazón de un anillo donde hay una cantidad de comunidades y no solo tienen que atender a una, en donde hay por ahí hasta competencias de una comunidad de decir “nosotros somos 11 comunidades y tenemos 200 personas desocupadas y la empresa tiene 20 lugares”. Entonces lo que intentamos hacer ahí son mesas de enlace, (...) donde lo que tratamos es de entender que una empresa tampoco es un centro

<sup>288</sup> [Nous avons de l’équipement, des fournitures et des intrants qui sont nationaux et d’autres qui sont importés. En général, tout l’équipement minier spécifique est importé. Bien sûr, nous essayons toujours de développer l’industrie nationale, c’est-à-dire de faire appel à des fournisseurs proches, disons que d’une part ils nous fournissent ce dont nous avons besoin et d’autre part ils sont plus rapides et plus agiles que quand il s’agit d’importer quelque chose de l’étranger, qui prend toujours beaucoup plus de temps. Mais ce n’est pas facile à faire, disons. Par exemple nous avons beaucoup d’ateliers importants qui sont dans la province de Tucumán, ou même à Salta, mais disons que Jujuy doit continuer à se développer. Il nous est parfois difficile de trouver des fournisseurs ici. Il y a peu de gens qui veulent venir s’installer ici ou s’y installer parce que Aguilar est la seule chose qu’il y a dans cette région, la province manque de développement, disons, non ? Quand j’ai besoin de quelque chose, même pas forcément quelque chose de trop compliqué, je dois aller à Salta ou à Tucumán pour le chercher. Et pour beaucoup d’entreprises, il est difficile de venir ici parce qu’il est évident qu’elles viennent ici et qu’elles viennent seulement pour travailler ici ou pour faire cela ici, elles n’ont pas la possibilité de faire autre chose parce qu’il n’y a pas d’autres projets miniers qui se développent.] (Extrait d’entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>289</sup> [À l’heure actuelle, nous travaillons sur une partie relativement petite de la mine, disons, fermée ou étroite, alors qu’à d’autres moments, nous avons eu différentes mines... à un kilomètre ou 500 mètres de distance, un peu plus dispersées, nécessitant plus de gens. C’est en fonction des situations qui se produisent ponctuellement, ça a beaucoup à voir avec les développements qui peuvent être faits. Normalement, quand on fait un développement, il y a beaucoup de gens qui y travaillent. Par exemple, nous faisons actuellement un petit développement dans la plus ancienne mine que nous avons ici, qui est la plus profonde, mais nous le faisons avec nos propres gens, disons, parce que c’est petit et que nous pouvons le faire en interne.] (Extrait d’entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

de beneficencia. La empresa necesita 20 personas y son 20 las que necesita, y las comunidades tienen 200.”<sup>290</sup>

L'offre de postes de travail est donc parfois minime et le « développement » par l'emploi, pourtant central dans le discours de consensus (Chapitre 4) est relativisé par la fonction de l'entreprise, qui, loin d'être un « centre de bienfaisance », répond à la logique du capital. Sous couvert de participation, c'est donc aux communautés mêmes que revient la charge de la répartition de l'emploi local. La juge aux affaires minières de la province explique en effet, en juillet 2015, que, sous l'œil attentif de l'État — dans ses institutions législatives — et de l'entreprise, c'est aux communautés qu'incombe la responsabilité de choisir les heureux élus qui auront du travail :

“Entonces ¿qué decimos? Que las comunidades resuelvan ellos, prioricen cuáles son las personas que realmente necesitan o están capacitados o que ellos entienden que tienen que entrar ahí. Por supuesto que después pasan los preocupacionales y todas las cuestiones, pero que esa bolsa de trabajo también se resuelve de manera acordada, donde la gente sepa y no le falseemos la verdad, de que en realidad hay oportunidades laborales, pero que no es para toda la gente.”<sup>291</sup>

Outre les divisions que cette situation peut générer entre les différentes communautés et en leur sein même, dans le cas de Mina El Aguilar, le gérant reconnaît, en septembre 2016, que le type d'emploi proposé et les évolutions qu'a connues le site ne permettent pas de garantir une stabilité d'emploi :

“Muchas veces nos cuesta retenerlos [los trabajadores] porque tienen ofrecimientos mejores, pero eso es una realidad que cada empresa tiene que manejar.”<sup>292</sup>

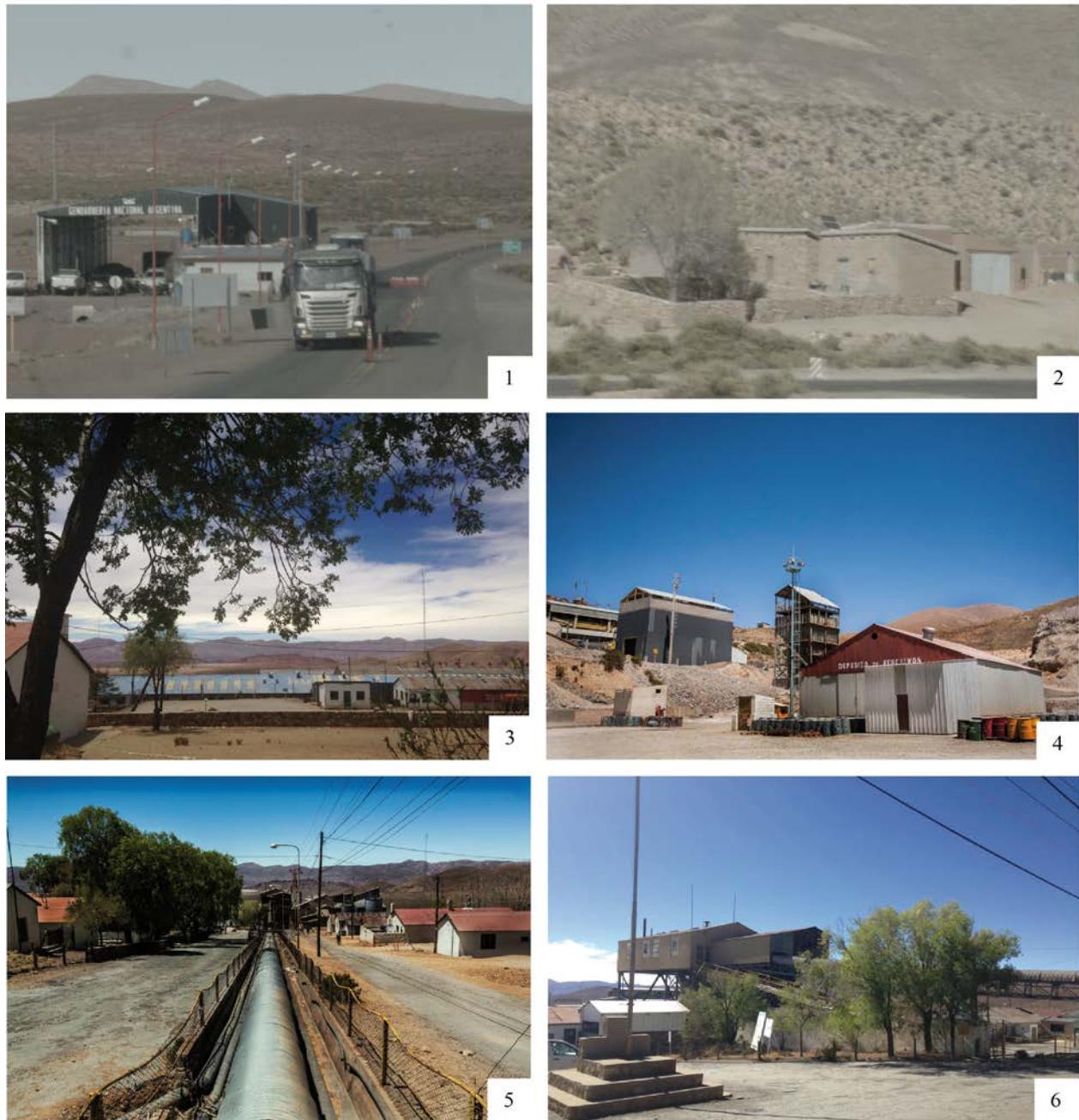
Si le déploiement de l'activité à l'échelle provinciale est donc réduit, c'est, sur le modèle de l'enclave minière, principalement à l'échelle du département ou du site minier que l'activité met en place des pratiques territoriales de légitimation (Illustration 24).

<sup>290</sup> [Il y a des projets qui sont dans des endroits où il y a vraiment un manque d'habitants, où c'est plus calme dans le sens où le projet n'a pas beaucoup d'influence non plus ; mais il y en a d'autres qui sont au centre d'un rayon dans lequel se trouvent plusieurs communautés et où l'entreprise ne doit pas répondre aux attentes d'une seule communauté, où il y a même la compétence de communauté pour dire « nous sommes 11 communautés et nous avons 200 personnes au chômage et la société a 20 places ». Ce que nous essayons de faire, ce sont des tables rondes de mise en relation, (...) où nous essayons de faire comprendre qu'une entreprise n'est pas non plus un centre de bienfaisance. L'entreprise a besoin de 20 personnes, elle en a besoin de 20 et les communautés en ont 200.] (Extrait d'entretien avec la juge aux affaires minières de la province, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>291</sup> [Dans cette situation, que faisons-nous ? Nous laissons les communautés trouver une solution elles-mêmes, qu'elles donnent la priorité aux personnes qui ont vraiment besoin d'une formation ou qui sont formées, où la communauté comprend que la personne doit y entrer. Bien sûr qu'ensuite ces personnes sélectionnées par la communauté doivent passer les entretiens d'embauche et répondre aux questions de l'entreprise, mais que cette bourse d'emploi est aussi résolue d'une manière concertée, où les gens savent que nous ne falsifions pas la vérité, qu'en réalité il existe des possibilités d'emploi, mais pas pour tout le monde.] (Extrait d'entretien avec la juge aux affaires minières de la province, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>292</sup> [Il nous est souvent difficile de les retenir [les travailleurs] parce qu'ils ont de meilleures offres, mais c'est une réalité que chaque entreprise doit gérer.] (Extrait d'entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

Illustration 24. El Aguilar : une enclave minière



La commune *El Aguilar*, organisée en enclave, par et pour la mine.

- 1 : Un accès contrôlé aux limites de la propriété foncière.      2 : Habitat de populations locales « internes », sur la propriété minière.  
3 : *El Aguilar* : un campement minier.      4 : Aux abords directs de la localité, les dépôts techniques.  
5 & 6 : Infrastructures minières, datant de 1936 mais toujours utilisées, au coeur de la localité et entre les coronas.

Réalisation : Mathilde Denoël, 2019. © Mathilde Denoël, 2016, Propriété foncière *El Aguilar*, Département de Humahuaca, Province de Jujuy.

Ces pratiques de légitimation — ainsi que cette décentralisation des affaires minières — sont encouragées par le tribunal minier. La juge aux affaires minières expliquait ainsi lors d'un entretien en juillet 2015 que :

“Nosotros decimos que el encargado de relaciones comunitarias es la persona que trabaja para la gente desde la empresa, y que lógicamente tiene que tener un perfil muy particular. No puede ser una persona que venga con una idea preconcebida que ocurrió, en unas situaciones, de disfrazar la realidad para que sus directivos piensen que hace muy bien el trabajo. No. Esa persona tiene que estar muy en contacto con la gente, tener mucha capacidad de empatía y de poder estar al lado de ellos percibiendo cuáles son los problemas que les genera el proyecto y poder abordar las soluciones (...). En el caso de los indicadores sobre impacto al aire, sabemos que hay parámetros, hay contenidos, hay maneras de medirlo, es todo de las ciencias exactas. En el tema social, es otra cosa. Entonces ¿Qué decimos nosotros? Si la empresa tiene una persona que hace este trabajo, trabaja para la gente, desde la empresa, y no hablo de la gente que forma parte de sus recursos humanos, para eso tendrá su figura de recursos humanos personal que atenderá sus empleados. No. Es de la comunidad donde está inserta el proyecto, y es donde estará justamente percibiendo y siguiendo cuáles son los beneficios, cuáles son los perjuicios para poder resolverlo. Es la forma que tenemos desde lo pragmático para abordarlo, porque no todos los proyectos son iguales, por ahí el tipo o la escala del proyecto modifica mucho la situación, los lugares.”<sup>293</sup>

Depuis les institutions législatives provinciales, il est donc préconisé d'agir au cas par cas, en fonction des territoires concernés par les projets miniers. Ainsi, si, dans le cas de la province de San Juan, les fidéicomis sont négociés à l'échelle provinciale et sans participation directe des représentants locaux, à Jujuy, les retombées sont évaluées d'abord à l'échelle locale : les politiques d'aménagement sont donc fractionnées, différenciées. La juge aux affaires minières justifie cette fragmentation ainsi :

“El ser humano causa un impacto en sí mismo por el solo hecho de existir. La empresa que llega a un lugar, desarrolla un proyecto, causa un impacto, y ese impacto tiene que estar medido, previsto, y sobre todo si es el impacto social. Nos hemos ocupado mucho tiempo del impacto sobre el agua, sobre el suelo, sobre el aire, y por ahí, hoy por hoy, sabemos que al lado de eso y con el mismo nivel de importancia está el impacto social, entonces ¿Qué pasa? Si el proyecto nace junto con la gente de ese lugar, es mucho más fácil que ellos puedan generar una visión, por supuesto con la participación del estado, en orden a mostrar la verdad

<sup>293</sup> [Le responsable des relations communautaires est la personne qui travaille pour les gens de l'entreprise et qui doit logiquement avoir un profil très particulier. Ça ne peut pas être une personne qui vient avec une idée préconçue de ce qui s'est passé, qui, dans certaines situations, déguise la réalité pour que ses supérieurs pensent qu'il fait un très bon travail. Non. Cette personne doit être en contact étroit avec les gens, avoir beaucoup de capacité d'empathie et être à leurs côtés pour percevoir quels sont les problèmes que le projet génère et pour être en mesure d'aborder les solutions (...). Dans le cas des indicateurs de répercussions sur l'air, nous savons que des paramètres existent, il existe des contenus, il y a des moyens pour mesurer cela, cela relève des sciences exactes. Sur le plan social, c'est autre chose. Alors, qu'est-ce qu'on préconise ? Que l'entreprise ait une personne qui fait ce travail, qui travaille pour les gens, depuis l'entreprise. Je ne parle pas des gens qui font partie des ressources humaines, eux, ils s'occuperont des employés de l'entreprise. Non. Cette personne, ce responsable des relations communautaires, doit venir de la communauté où est situé le projet, et où se feront justement sentir quels sont les bénéfices que peut apporter le projet, quels sont les préjugés qu'il soulève et qu'il faut résoudre. Nous l'abordons d'un point de vue pragmatique, parce que tous les projets ne sont pas les mêmes et la situation change selon le type ou l'échelle du projet, en fonction des lieux.] (Extrait d'entretien avec la juge aux affaires minières, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

de las cosas, y poder determinar cuáles van a ser los beneficios y cuáles van a ser las cuestiones que de entrada debemos abordar para que no se conviertan en perjuicios o daño.”<sup>294</sup>

Ce sont donc ces territoires qui seront concernés par les retombées de l’activité, en termes d’initiatives directes ou dans le cadre de stratégies de RSE. Dans le cas d’El Aguilar, et comme l’explique un guide local qui a grandi dans une famille de mineurs :

“Mina Aguilar en realidad es un pueblo, o sea... pero una cosa es Mina La Aguilar, que es la zona minera digamos, donde propiamente la gente trabaja. Pero tiene una zona muy grande que se llama El Aguilar. Y El Aguilar, la mayor parte, el espacio de EL Aguilar no se trabaja. O sea, claro, es un territorio grande, muy grande. Y El Aguilar está compuesto por varios pueblos, o sea, El Aguilar es un territorio, que a la vez dentro del mismo hay pequeños pueblos. Y por otro lado es la Mina El Aguilar, que es donde está el lugar de trabajo. Está dentro del territorio de El Aguilar. El espacio de trabajo es reducido.”<sup>295</sup>

Le territoire de la mine excède donc le lieu d’exploitation et la ville dite El Aguilar où se trouve le campement minier (Carte 16, p. 277). L’entreprise possède une importante propriété foncière<sup>296</sup>, acquise pendant la dictature, sur laquelle sont menées les stratégies de RSE. Selon ses responsables, elles concernent trois communautés :

“En la Finca El Aguilar, tenemos tres comunidades adentro. Está ahí El Aguilar, trabajamos con Río Grande La Poma, Casa Grande, Vizcarra y El Portillo, Vicuña, Cueva Colorada. En esas tres hay comunidades aborígenes. El campamento minero. Lo que es Beta. Es la parte más alta de El Aguilar, estamos muy cerca de eso. Bueno, nosotros trabajamos con las tres comunidades.”<sup>297</sup>

Ils ajoutaient que cette situation, où se superposent territoires communautaires protégés par la convention 169 de l’OIT et concessions minières (Carte 16, p. 277), n’est pas normale, mais que, à la décharge de l’entreprise, elle est l’héritage d’une époque révolue :

<sup>294</sup> [L’être humain a un impact du simple fait d’exister. L’entreprise vient dans un lieu, développe un projet, provoque un impact : cet impact doit être mesuré, prédit, et plus encore si c’est un impact social. Cela fait longtemps que nous nous occupons de l’impact sur l’eau, le sol, dans l’air, et là, aujourd’hui, nous savons qu’à côté de cela et avec la même importance, il y a l’impact social. Qu’est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que si le projet naît avec les gens de l’endroit, c’est beaucoup plus facile pour eux d’avoir une vision du projet, avec la participation de l’État bien sûr, afin de montrer la vérité des choses et être capables de déterminer, dès le début, quels seront les avantages et les problèmes que nous devons aborder pour qu’ils ne deviennent pas des dommages.] (trad. M. Denoël).

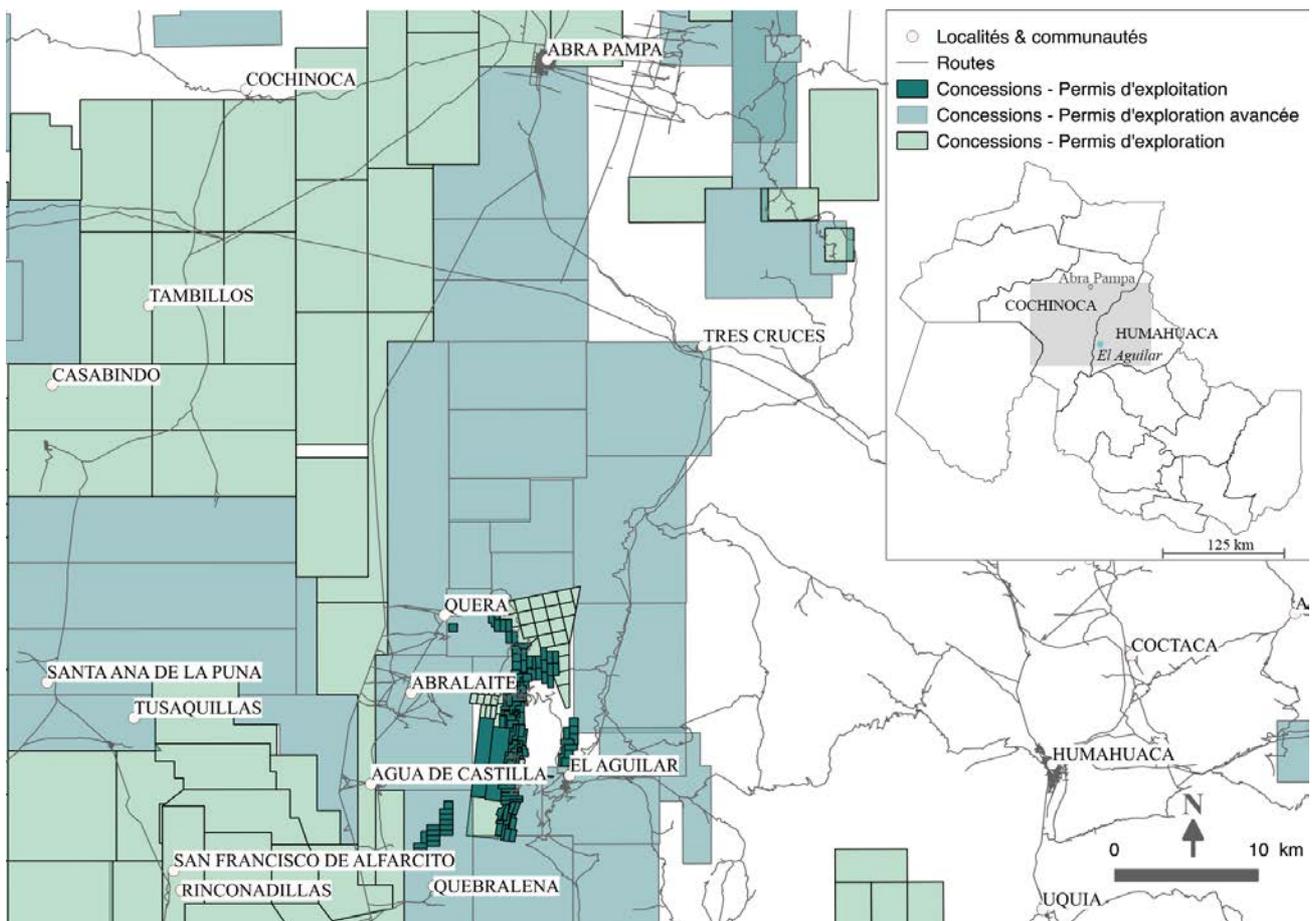
<sup>295</sup> [Mina Aguilar en fait c’est une ville, c’est-à-dire... Mais d’une part il y a Mina El Aguilar, qui est la zone minière, disons, où les gens travaillent et d’autre part il y a une très grande zone appelée El Aguilar. Et El Aguilar, en général, l’espace de El Aguilar n’est pas exploité. Évidemment, je veux dire c’est un grand territoire, très grand. Et El Aguilar est composé de plusieurs villages, c’est-à-dire, El Aguilar est un territoire dans lequel il y a de petits villages. D’autre part, il y a la mine El Aguilar, où se trouve le lieu de travail. Elle se trouve sur le territoire d’El Aguilar, mais c’est une portion d’espace réduite.] (Extrait d’entretien avec un guide local né sur le site de El Aguilar, issu d’une famille de mineurs, juin 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>296</sup> Aucun cadastre foncier ne semble faire apparaître cette propriété. Nous ne sommes donc pas en capacité de proposer au lecteur une carte de cette propriété foncière. Cependant, les concessions d’exploration entourant les concessions d’extraction et les propos de plusieurs enquêtés laissent penser que cette propriété excède de beaucoup les limites du site minier et qu’elle comprend au moins tout l’espace reliant El Aguilar à Tres Cruces.

<sup>297</sup> [A l’intérieur de Finca El Aguilar, nous avons trois communautés. Nous travaillons avec les localités de Río Grande La Poma, Casa Grande, Vizcarra et El Portillo, Vicuña, Cueva Colorada. Dans ces trois cas, il y a des communautés aborígenes. Ensuite il y a le camp minier. Beta. C’est la partie la plus haute d’El Aguilar, nous en sommes très proches. Et nous travaillons avec les trois communautés.] (Extrait d’entretien avec les responsables de la RSE pour Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

“Hoy por ejemplo si quieren comprar el territorio y hay gente adentro no... Había gente adentro pero eran otras épocas, fue hace casi 90 años. No sé cómo habrá sido en ese entonces. El gobierno dio, listo, se compró. Hoy por hoy hay comunidades conformadas, todo, vos no podés venir a comprar una tierra con ya la gente que esté gente adentro. Antes no se tenía registro de eso, no había nada. Aunque no tenga comunidad, comprar una tierra con gente viviendo adentro, es impensado. No. No se puede, hoy no se podría, pero fue hace 90 años. (...) Finca Aguilar, que te digo que Aguilar tiene los papeles de esto, compró esto, es dueña de esto.”<sup>298</sup>

Carte 16. El Aguilar : concessions et communautés



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : INDEC, 2001, « Censo2001dptos », *Censo de población*, [https://www.indec.gov.ar/]; Gobierno de Jujuy, Juzgado de Minas, 2017, *Catastro Minero*, [http://www.mineriajujuy.gov.ar/]

<sup>298</sup> [Aujourd’hui, par exemple, s’ils veulent acheter le territoire et qu’il y a des gens ils ne... Il y avait des gens dans le territoire, mais c’était une autre époque, c’était il y a presque 90 ans. Je ne sais pas comment c’était à l’époque. Le gouvernement a proposé, et on n’a pas réfléchi plus, c’était acheté. Aujourd’hui, il y a des communautés formées et tout, vous ne pouvez pas venir et acheter un terrain sur lequel des gens vivent déjà. Avant, il n’y avait aucun registre de cela, il n’y avait rien. Mais même s’il n’y a pas de communauté enregistrée et déclarée comme telle, il est impensable d’acheter un terrain sur lequel des gens vivent. Non. Tu ne peux pas, aujourd’hui, mais c’était il y a 90 ans. (...) Finca Aguilar, Aguilar a les papiers pour sa propriété, elle l’a achetée, elle est propriétaire.] (Extrait d’entretien avec les responsables de la RSE pour Mina el Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

L’ancrage historique de la mine et de son support foncier légitime la poursuite des activités, tout comme le travail effectué avec les communautés installées sur le site. Cependant, comme certaines communautés n’existent légalement que depuis peu, leur existence ancestrale est toujours implicitement questionnée par les représentants de l’entreprise. Finalement, et tout comme le remarque Carmen Salazar-Soler (2013, p. 25) à propos du contexte péruvien, quand les communautés locales s’organisent pour « *poder beneficiar del derecho a la consulta y poder defenderse de la implantación de industrias extractivas en sus territorios, para el Estado y las empresas mineras, estas comunidades no tienen condición indígena y por lo tanto no deben ser consultadas, a pesar que muchas de ellas cumplen con los requisitos establecidos por la legislación nacional e internacional* »<sup>299</sup>. Malgré ces soupçons sous-jacents, l’entreprise tisse des liens avec l’ensemble d’entre elles. Les responsables de la RSE affirment ainsi que :

“las comunidades así de acá son comunidades que vivieron hace muchos años. Ayer nos contaban, ¿hace cuántos años? 1700. Desde siempre. Hace poco están constituidas como comunidades aborígenes. No tenés poblados, no tenés agrupaciones de gente, son todos caseríos dispersos entre una casa, deben ser cinco casas juntas, y que por una cuestión de territorialidad se juntan y dicen “somos una comunidad”. De hecho la mayoría de las comunidades internas, Casagrande, Vizcarra y El Portillo, se juntaron todos esos y dijeron “somos una comunidad”, pero en sí, no son lugares donde tenés mucha gente ataviados con las vestimentas típicas y donde funcionan realmente como una comunidad, ¿no es cierto? Acá hay una agrupación de gente que está dispersa en el territorio básicamente. (...) Por ahí las externas están más juntitas. Son un poquito más grandes las que están fuera de la finca, que es Quera, Abralaite y Quebraleña, que esas son las tres comunidades aborígenes que también tenemos, que trabajamos porque hay una relación de la empresa con el tema de que necesita explorar recursos para posteriormente explotar. Hay un vínculo que tenemos, como trabajamos con las internas, trabajamos de igual forma con las externas.”<sup>300</sup>

Ce sont donc les communautés concernées, de près ou de loin, par le processus d’extraction, qui sont ciblées par l’entreprise. Les actions menées dans le cadre de la RSE de l’entreprise concernent principalement, et au même titre qu’à San Juan, des demandes émanant des communautés mêmes — souvent des travaux de construction —, la santé et

<sup>299</sup> [pouvoir bénéficier du droit à la consultation et pouvoir se défendre contre la mise en œuvre des industries extractives sur leur territoire, pour l’État et les sociétés minières, ces communautés n’ont pas le statut d’autochtones et ne devraient donc pas être consultées, bien que nombre d’entre elles respectent les exigences établies par la législation nationale et internationale] (Salzar-Soler, 2013, p. 25, trad. M. Denoël).

<sup>300</sup> [Les communautés sont des communautés qui vivent ici depuis de nombreuses années. Hier, on nous a dit qu’il y a combien d’années ? 1700. Depuis toujours. Récemment, elles se sont constituées légalement en communautés autochtones. Il n’y a pas de villages, pas de groupes de personnes, ce sont des hameaux dispersés avec une maison, parfois cinq, mais à cause d’une question de territorialité ils se réunissent et disent « nous sommes une communauté ». En fait, la plupart des communautés internes, Casagrande, Vizcarra et El Portillo, elles existent parce qu’elles se sont réunies et ont dit « nous sommes une communauté », mais, en soi, ce ne sont pas des lieux où il y a plusieurs personnes habillées de vêtements typiques et où elles fonctionnent vraiment comme une communauté. Ici, il y a un groupe de personnes qui est essentiellement dispersé sur le territoire. (...) En dehors, les externes sont plus regroupées. Oui, elles sont un peu plus grandes à l’extérieur de Finca El Aguilar. Quera, Abralaite et Quebraleña sont les trois communautés autochtones qu’on a aussi, avec lesquelles nous travaillons également, il y a une relation avec l’entreprise parce qu’elle doit explorer pour exploiter les ressources par la suite. Il y a donc un lien et, de la même manière que nous travaillons avec les internes, nous travaillons avec les externes.] (Extrait d’entretien avec les responsables de la RSE pour Mina el Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

l'éducation. Les personnes en charge évoquent ainsi, en septembre 2016, la construction d'un poste de santé dans les communautés de Casa Grande et de Quera et dans la localité de Tres Cruces, des rénovations dans la chapelle de *Nuestra Señora de Fátima* à Tres Cruces, des travaux de robinetterie et de tuyauterie et l'installation de cuves de rétention d'eau dans les communautés de Vicuñaoc, Cueva Colorada, Pizungo, une amélioration du système d'irrigation et une délimitation de la place centrale à Quera, des réparations des toilettes et l'installation d'un toit dans l'école de El Aguilar. À ces actions, ils ajoutent : « *los beneficios sociales, bueno, medicamentos y campaña de vacunación, esta es la comunidad interna, contratación de mano de obra local, fortalecimiento de escuelas rurales, equipo informático, atención de necesidades. Siempre se les da una computadora, impresora, y "necesito tal cosa"...* »<sup>301</sup>. Même si l'entreprise se défend de travailler avec l'ensemble des communautés présentes sur son territoire, elle reconnaît aussi ne pas les considérer de manière égale. En effet, afin de cibler les communautés concernées par lesdites retombées de l'activité, l'entreprise détermine des rayons d'influence, modelant les types de compensation à fournir aux populations locales. Ainsi, le territoire d'El Aguilar (Carte 16, p. 277) comprend des communautés « internes » (Casagrande, Vizcarra, El Portillo) et des communautés « externes » (Quera, Abralaita, Quebraleña), qui ne profitent pas, selon les responsables de la RSE de l'entreprise, en septembre 2016, des mêmes « avantages ». Outre le fait de participer à la campagne de vaccination et d'être comprises dans les campagnes locales de recrutement :

“Las internas tienen otro beneficio, que es el carnet de viaje, acceso al hospital. Las externas no. Les queda más cerca Abrapampa y ya se van al hospital público de Abrapampa, que ya es un... es una ciudad Abrapampa. Es una ciudad. Entonces ahí tienen hospitales públicos entonces van y se atienden. En cambio la gente acá por ahí no tiene acceso a hospital público, no hay hospitales públicos cercanos. Tenés un centro de salud en Tres Cruces, bueno, a menos que se vayan a Abrapampa, ya para Humahuaca, que tenés hospitales públicos. Entonces bueno, tienen acceso al hospital de acá, que este hospital no es público, este hospital es privado. Es de la empresa y trabajan todos empleados de la empresa. La externa, puede venir si pagá.”<sup>302</sup>

<sup>301</sup> [Les prestations sociales, eh bien, les médicaments et la campagne de vaccination pour la communauté interne, l'embauche de la main-d'œuvre locale, le renforcement des écoles rurales, le matériel informatique, les besoins de soins. On leur donne toujours un ordinateur, une imprimante, et... « j'ai besoin de telle chose ».] (Extrait d'entretien avec les responsables de la RSE pour Mina el Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>302</sup> [Les internes ont d'autres avantages, qui sont la carte de voyage, l'accès à l'hôpital. Les externes ne les ont pas. Elles sont plus proches d'Abrapampa et elles vont à l'hôpital public d'Abrapampa, qui est déjà une... c'est une ville Abrapampa. C'est une ville. C'est donc là qu'il y a des hôpitaux publics pour qu'ils puissent se soigner. Par contre, les gens d'ici n'ont pas accès à un hôpital public, il n'y a pas d'hôpitaux publics à proximité. Vous avez un centre de santé à Tres Cruces, à moins qu'ils aillent à Abrapampa ou à Humahuaca, où vers des hôpitaux publics. Donc, eh bien, ils ont accès à l'hôpital ici, même si cet hôpital n'est pas public, cet hôpital est privé. Il appartient à l'entreprise et tous les employés qui y travaillent sont de l'entreprise. L'externe, elle peut venir si elle paie.] (Extrait d'entretien avec les responsables de la RSE pour Mina el Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

L'accès aux soins est donc différencié selon l'appartenance à une communauté dite « interne » ou « externe ». De même, le carnet de voyage évoqué est en réalité celui qui permet d'entrer sur le site de Finca El Aguilar (Illustration 25, p. 280). Un ancien habitant d'El Aguilar, dont plusieurs membres de la famille travaillent à la mine, justifiait ainsi, en juillet 2015, son existence :

“La compañía es muy... muy exigente con la seguridad, entonces controla todos los vehículos que controla absolutamente todos los papeles, los carnets de viaje, seguros, es muy exigente con eso: Te falta un mínimo seguro o mínimo papel, no podés ingresar, pero estas rutas son parte de la empresa. Por lo tanto cualquier cosa que sucede dentro de esas rutas es responsabilidad de la empresa. Por lo tanto cuidan mucho la seguridad.”<sup>303</sup>

Alors que l'argument avancé est celui de la sécurité, les responsables de la RSE argumentent, eux, qu'ils permettent d'effectuer un recensement de la population :

“Estos son los carnets de viaje que se entregan. Se entrega según el censo, [las comunidades] traen el censo, entonces vos ya preparás el carnet, y viene cada persona retira su carnet, lo llena, tiene para 14 viajes, lo llena y lo vuelve a renovar. Nosotros le damos solamente al que pide. Eso te da una pauta realmente de cuántas personas viven acá en el lugar. Igual tenemos carnets que nunca los vinieron a buscar y quedaron. Vienen, lo piden, y después no pasan a buscarlo.”<sup>304</sup>

**Illustration 25.** Mina El Aguilar : un accès contrôlé



© Mathilde Denoël, 2015, Poste de contrôle avant l'accès au territoire de Mina El Aguilar, situé à Tres Cruces, Province de Jujuy.

<sup>303</sup> [L'entreprise est très... très exigeante avec la sécurité, donc elle contrôle tous les véhicules, elle contrôle absolument tous les papiers, les carnets de voyage, l'assurance, elle est très exigeante avec cela. Il te manque une assurance ou un papier et tu ne peux pas entrer, ces routes sont à l'entreprise. Par conséquent, tout ce qui se passe à l'intérieur de ces itinéraires relève de la responsabilité de l'entreprise. C'est pour ça qu'ils font très attention à la sécurité.] (Extrait d'entretien avec un ancien habitant d'El Aguilar, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>304</sup> [Voici les carnets de voyage qui sont délivrés. Il est délivré en fonction du recensement, [les communautés] apportent le recensement, puis vous préparez le carnet, et chaque personne vient retirer le sien, le remplit, cela comprend 14 voyages, le remplit et revient le renouveler. Nous ne donnons qu'à celui qui demande. Cela vous donne une idée du nombre réel de personnes qui vivent ici. On a des carnets qui n'ont jamais été récupérés et qui sont restés là. Ils viennent, ils le demandent et puis ils ne viennent pas le chercher.] (Extrait d'entretien avec les responsables de la RSE pour Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

Bien que l'entreprise se targue de travailler étroitement avec les communautés implantées sur ou à proximité de Finca El Aguilar, la réalité semble donc plus complexe, dans la mesure où elle n'a pas de connaissance réelle des populations concernées. Les personnes en charge de la RSE nous expliquaient ainsi en septembre 2016 :

“Nosotros por ahí no nos relacionamos con la gente así individualmente, sino que vamos a asambleas y con la comunidad, digamos, con la comisión, no es que vemos la gente, por eso por ahí no los ubicamos tanto. Ubicamos los que siempre participan. (...) Yo, como me acuerdo dónde viven, me voy acercando y te digo “acá vive tal persona”, pero en sí no hay ninguna información. (...) No es que tenemos un plano sino que nos vamos metiendo, vamos viendo, pero en la camioneta nomás. De solo ir.”<sup>305</sup>

Les relations communautaires de l'entreprise, pourtant présentées comme intégratrices, passent donc par des liens privilégiés avec certains habitants, certaines communautés acceptant la présence de l'entreprise à leurs assemblées et ayant des représentants dans la commission des relations communautaires de l'entreprise. L'établissement de ces relations ne laisse pas présager de retombées également réparties. Ainsi, si les employés en charge de la RSE affirment que l'entreprise organise des évaluations environnementales participatives, seuls certains « habitués » des relations avec l'entreprise y participent :

“Los logros también hacemos muestreos participativos, si bien ya la empresa hace muestreos, tiene que hacer muestreos, ahora se hace, son muestreos participativos, se invita a todas las comunidades, este año se invitó a todas las instituciones. Primero se les da una capacitación cómo se hace un muestreo para que ellos entiendan y se van a hacer un muestreo. (...) Eso también queremos hacer visitas institucionales, porque por ahí están las comunidades de aborígenes, sobre todo las externas que no quieren [de la actividad]. O sea, las internas siempre están llegando. Las externas por ahí gente que no conoce, y por ahí viene gente de otro lado, les dice, es como un discurso antiminerero que está fijo y entonces que ‘Con la mina te sacan el agua’. (...) Porque ellos no conocen, entonces por ahí ya tienen un discurso formado, y más en un discurso aborígen ¿viste? que ya es bien fijo así que es antiminerero, y la verdad que hoy por hoy, o sea, sin la minería vos no vas a tener un celular. O sea, está todo con... es producto de la minería digamos, la computadora, el celular, o sea todo, pero... ¿Sabés qué pasa? Estas externas están en este grupo de las Salinas Grandes, y ahí ya son comunidades que tienen todos sus abogados, tienen esto, tienen lo otro. Y por ahí vos vas y ya tienen ellos su discurso. Ellos participan de las reuniones, todo, marchas en contra de la minería (...). Está todo dentro de la ley, todo. Por eso se hacen los muestreos, ellos dicen ‘tenemos el agua contaminada, tenemos...’ No sé, había uno que decía gente con cáncer. No hay enfermos con cáncer. Ni con cáncer, con leucemia. En otros lados por ejemplo hay chicos que tienen ronchas en la piel que a veces hay denuncias. Acá no, no tenés eso. No tenés gente que muera de cáncer. Entonces bueno, ‘bueno, participen del muestreo, vengan’. Y justamente se les capacita porque, ellos dicen: ‘Bueno, pero el muestreo capaz que lo

<sup>305</sup> [Nous n'interagissons pas avec les gens comme ça, individuellement, nous allons aux assemblées et avec la communauté, disons, avec la commission, nous ne rencontrons pas les gens, c'est pour ça que nous ne pouvons pas les situer tant que ça. Nous localisons ceux qui participent toujours. (...) Moi, puisque je me souviens d'où ils habitent, je m'approche et je peux te dire « ici vit telle personne », mais il n'y a aucune information en soi. (...) Nous n'avons pas de plan, de carte, c'est plutôt que nous nous aventurons, nous observons, mais seulement dans la camionnette. Juste en y allant.] (Extrait d'entretien avec les responsables de la RSE pour Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

manipula la empresa'. (...) Tenemos que estas las tres comunidades [internas]. No se está haciendo muestreo con las externas.»<sup>306</sup>

Alors que El Aguilar est présenté comme un site minier ancré dans l'histoire locale, et sous-couvert d'une législation où les relations communautaires sont au centre du processus décisionnel, dans une province où grand-cas est fait — en affichage du moins — des populations communautaires, des tensions entre l'entreprise et les communautés locales définies comme « internes ou externes » apparaissent donc autour de l'exploitation, « *en relación con el acceso a la tierra y la defensa de los recursos naturales* »<sup>307</sup> (Salazar-Soler, 2013, p. 26). Les responsables de la RSE notaient d'ailleurs au moins deux conflits avec les communautés dites « externes » de Abrolaite et de Quera (Carte 16, p. 277), l'un centré sur la préservation des ressources naturelles, l'autre faisant valoir le respect du droit à la consultation. À propos des relations avec la communauté de Abrolaite, ils déclarent :

“De Abrolaite tenemos el tema de que se paró una exploración, pero ya viene hace años, yo no trabajaba acá. Se paró la exploración. La mina tenía que explorar por esa zona de Abrolaite, y Abrolaite demandó a minera Aguilar, entonces se paró, no pueden ir los geólogos a explorar, no se toca ese territorio porque hay una demanda de por medio. Demanda de que le sacan el tema del agua fue, De los glaciares, que hay glaciares. La mina adentro se trabaja con agua, va mucha agua y dicen que les saca el agua a ellos, que ellos ahora no tienen agua, pero no es así. Están los estudios de impacto ambiental que corroboran que no es así. Hay estudios de geólogos que se contrató de otras empresas, que no es así. Pero todavía esto depende, o sea, es una demanda, y también el gobierno. El gobierno manda hacer los estudios, entonces está parado hace años. El gobierno manda a hacer los estudios que corresponden a la Secretaría de Medio ambiente, de Minería, que tienen que ver, ellos decían que había glaciares, pero no hay un estudio que diga que ahí había glaciares. Hay una acequia congelada, ¿viste? entonces sacaron una foto y dicen 'Miren, los glaciares'. Y no es glaciares. Hizo mucho frío y se congeló, pero no hay glaciér en Abrolaite. Pero esto ya viene, estos son las externas. No pertenecen a lo que es El Aguilar. (...) Nosotros con Abrolaite tenemos muy

<sup>306</sup> [Parmi nos réussites, il y a aussi l'échantillonnage participatif, même si l'entreprise fait déjà l'échantillonnage, doit faire l'échantillonnage, maintenant ce qui se fait, c'est l'échantillonnage participatif, toutes les communautés sont invitées, cette année toutes les institutions ont aussi été invitées. Tout d'abord, on leur donne une formation sur la façon de faire un échantillonnage afin qu'ils comprennent et qu'ils fassent un échantillonnage. (...) Nous voulons aussi faire des visites institutionnelles là où se trouvent les communautés autochtones, surtout les communautés externes qui ne veulent pas [de l'activité]. Il faut voir, les internes viennent toujours. Les externes sont des gens qui ne connaissent pas [l'activité], et il y a des gens d'ailleurs qui viennent et qui leur disent, c'est comme un discours anti-mines, fixe, qui dit « avec la mine ils vous enlèvent l'accès à l'eau ». (...) Parce qu'ils ne savent pas, alors ils ont déjà un discours préconçu, et en plus c'est un discours autochtone, tu vois ? C'est un discours très fixe, anti-mine, et la vérité, c'est qu'aujourd'hui, sans l'exploitation minière, on n'aurait pas de téléphone portable. En d'autres termes, tout se fait avec... tout est le produit de l'exploitation minière, disons, l'ordinateur, le téléphone, tout, mais... Tu sais ce qui se passe ? Ces externes sont dans le groupe de Salinas Grandes, des communautés qui ont tous leurs avocats, qui ont ceci et cela. Et voilà, ils ont leur discours. Ils participent aux réunions, à tout, aux marches contre l'exploitation minière (...). Tout est conforme à la loi, tout. C'est pour cela qu'on fait l'échantillonnage, parce qu'ils disent « nous avons de l'eau contaminée, nous avons... » Je ne sais pas, il y en a un qui a parlé de personnes atteintes de cancer. Il n'y a pas de malades cancéreux. Ni avec cancer, ni avec leucémie. Dans d'autres endroits, par exemple, il y a des enfants qui ont de l'urticaire sur la peau et parfois il y a des plaintes. Pas ici, tu n'as pas ça. Il n'y a pas de gens qui meurent du cancer. Alors, « eh bien, participez à l'échantillonnage, venez ». Et justement ils sont formés parce qu'ils disent : « Oui, mais peut-être que l'échantillonnage est manipulé par l'entreprise ». (...) Nous avons ces trois communautés [internes]. Les échantillonnages participatifs ne se font pas avec les externes.] (Extrait d'entretien avec les responsables de la RSE pour Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>307</sup> [En ce qui concerne l'accès à la terre et la défense des ressources naturelles] (Salazar-Soler, 2013, p. 26, trad. M. Denoël).

buena comunicación, muy buena relación. Con la gente que vive ahí. Que vive ahí. Ahora, cuando son las asambleas que viene gente de todos lados que ni las conocés ni te conocen tampoco, ahí ya hay conflicto. Esto está parado hace años, porque el gobierno no manda nadie.”<sup>308</sup>

Dans le cas des relations avec la communauté d'Abralaite, le conflit, centré autour de la ressource en eau, est donc atténué par trois éléments. D'abord, c'est la méconnaissance des communautés qui est invoquée. Ensuite, et en filigrane, c'est la présence d'agents extérieurs qui semble motiver l'opposition à l'exploration du territoire par l'entreprise. Enfin, c'est la faible réactivité de l'État qui est mise en avant pour expliquer l'enlisement de la situation. Du côté des relations avec la communauté de Quera, c'est l'irrespect de la consultation préalable prévue dans la loi qui pose problème :

“Esta es la serranía de El Aguilar, que en este lugar es donde está el cuerpo mineral, digamos. Y hubo una exploración que empezó a irse para allá y que tocó el territorio de Quera, y que por eso hubo en aquel momento una demanda, pero bueno, se solucionó inmediatamente. Una demanda judicial. O sea, “entraron a nuestra tierra”. Por eso siempre está, ahora está la... nosotros tenemos la... o sea, hay una ley que rige lo que es la consulta previa informada, que son de las comunidades, que antes vos de hacer cualquier cosa, tenés que consultar, tenés que tener la aprobación para poder hacer. Antes era una realidad, antes era otra forma, iba una empresa, y ¡ya! Se metía a un pueblo, exploraba, sacaba. Y pero ahora está la consulta previa informada, entonces vos tenés que respetar eso, que si no, estás yendo contra las leyes digamos.”<sup>309</sup>

Ici, c'est donc l'argument historique qui est mobilisé afin d'expliquer le conflit : l'entreprise a mal agi, mais elle a mal agi à une autre époque.

<sup>308</sup> [À Abralaite nous avons le problème qu'une exploration a été arrêtée, mais cela fait des années que ça dure, je ne travaillais même pas encore ici. L'exploration s'est arrêtée. La mine devait explorer la région de Abralaite, et Abralaite a poursuivi Mina Aguilar, donc elle a du arrêter, les géologues ne peuvent pas aller explorer, on ne touche pas à ce territoire car il y a une plainte. Une plainte parce qu'on retire l'eau, parce qu'il y a des glaciers. La mine à l'intérieur fonctionne avec de l'eau, avec beaucoup d'eau, et la communauté dit que l'eau est la leur, qu'ils n'en ont plus maintenant, mais ce n'est pas le cas. Il existe des IIA qui corroborent que ce n'est pas le cas. Il y a des études faites par des géologues embauchés par d'autres compagnies qui montrent que ce n'est pas le cas. Mais cela dépend toujours, c'est-à-dire qu'il s'agit d'une plainte, ça implique le gouvernement. Le gouvernement commande des études, donc le projet est arrêté depuis des années. Le gouvernement envoie faire les études qui correspondent au Secrétariat de l'Environnement, de l'Exploitation Minière, qui doivent voir. La communauté a dit qu'il y avait des glaciers, mais il n'y a pas une seule étude qui dit qu'il y a des glaciers là-bas. Il y a un fossé gelé, tu vois ? Alors ils ont pris une photo et ils ont dit, « Regarde, les glaciers ». Et ce ne sont pas des glaciers. Il faisait très froid et le fossé a gelé, mais il n'y a pas de glacier à Abralaite. Mais ça, ça vient, ça vient des externes. Ils n'appartiennent pas à ce qu'est El Aguilar. (...) Nous avons une très bonne communication avec Abralaite, de très bonnes relations. Avec les gens qui y vivent. Qui habitent là. Mais bon, les assemblées sont fréquentées par des gens de partout qu'on ne connaît même pas et qui ne nous connaissent pas non plus, et là il y a conflit. Cela dure depuis des années, parce que le gouvernement n'envoie personne.] (Extrait d'entretien avec les responsables de la RSE pour Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>309</sup> [C'est la chaîne de montagnes d'El Aguilar, où se trouve, disons, le corps minéral. Et il y a eu une exploration qui a commencé et qui a touché le territoire de Quera, et c'est pour ça qu'il y a eu une plainte à l'époque, mais elle a été résolue immédiatement. Un procès. En d'autres termes, « ils sont entrés sur notre territoire ». C'est pour ça qu'il y a toujours, maintenant il y a... nous avons la... en d'autres termes, il y a une loi qui régit ce qu'est la consultation préalable éclairée, qui définit ce que sont les communautés, et qu'avant de faire quoi que ce soit, il faut consulter, il faut avoir l'approbation pour pouvoir faire. Avant, c'est une réalité, avant ça se passait autrement, l'entreprise y allait, et hop ! Elle entrait dans un village, explorait, se servait. Mais maintenant qu'existe la consultation préalable, il faut respecter le fait que, si elle n'est pas faite, ça va à l'encontre des lois, disons...] (Extrait d'entretien avec les responsables de la RSE pour Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

Si un dispositif de RSE est bien mis en place autour de la mine El Aguilar et sur le territoire de Finca El Aguilar, il est donc problématique sur plusieurs points. D’abord, les actions menées relèvent du domaine de l’État : accès à la santé, à l’éducation, à l’eau courante notamment. Ensuite, l’entreprise remet en cause le fait que « l’identification aujourd’hui en tant qu’indien ou indigène est en relation avec l’accès à la terre et la défense des ressources naturelles » (Salazar-Soler, 2016-2017, p. 11), comme si l’organisation collective pour faire valoir des droits n’était pas compatible avec ce qui serait pour elle une « véritable identité communautaire ». Par ailleurs, une différenciation forte est faite entre les communautés « internes » et les communautés « externes ». Cela crée des inégalités de traitement entre des populations voisines, excluant les communautés « externes » du territoire et les stigmatisant du fait de leur rejet manifeste de l’activité. Ce rejet par les communautés est expliqué par l’entreprise du fait d’une méconnaissance de l’activité, de la présence d’agents extérieurs ou de pratiques de l’entreprise relevant d’un passé révolu. Enfin, au sein même des communautés « internes », la relation à l’ensemble de la communauté passe par une commission où seuls les membres « actifs » des communautés participent. L’entreprise est incapable d’informer sur le nombre d’habitants concernés et sur leurs lieux d’habitation, laissant présumer des inégalités de traitement vis-à-vis des différents habitants du territoire.

À l’échelle du site et de la ville minière d’El Aguilar <sup>310</sup> (Carte 16, p. 277), d’autres logiques de fragmentation sociale sont à l’œuvre. D’abord, seuls les ouvriers et leurs familles peuvent vivre dans la municipalité. Le guide local, que nous avons entendu en juin 2015, nous expliquait ainsi que sa famille a pu y vivre le temps que son père travaillait dans la mine, mais qu’il a ensuite dû quitter les lieux :

“Tenemos las sierras del Aguilar, que son montañas de casi 5.000 metros de altura y de donde se extrae la mayor cantidad de mineral, es la mayor zona de trabajo. En la base de estas montañas está un pueblo que se llama El Molino, también conocido como El Aguilar. Y en la periferia de este pueblo hay muchos otros pequeños pueblos. Entonces dónde sí es exclusivamente donde vive gente que trabaja directamente de la minería, es en El Molino. Porque como el espacio es reducido en el pueblo, entonces no puede hacer otra actividad, y la gente exclusivamente, la familia o el marido trabaja en la mina. Dependiendo directamente de la mina. Es un pueblo con viviendas construidas por la empresa minera. Entonces al obrero se la presta la vivienda, mientras sea parte de la empresa, la tiene a préstamo la vivienda. Puede ir con su familia, vive en el lugar, tiene servicios básicos, tiene todo, y vive en ese pueblo. Una vez que deja de trabajar o no quiere seguir más en la empresa, no puede vivir en ese pueblo, pero sí puede ir si quiere, en cualquiera de los otros. (...) Yo recuerdo, yo era muy chico, tenía 12 o 13 años y se hablaba de que iba a haber un despido masivo, y

<sup>310</sup> La ville apparaît dans tous les documents officiels sous le nom de *El Aguilar*, homonyme de l’entreprise. Pourtant, les habitants locaux rencontrés l’évoquent souvent sous le nom de *El Molino*, nom qui semble précéder l’installation du site, ce qui marque déjà fortement une appropriation de l’espace local par les acteurs de l’activité.

tres años después mi viejo se queda sin laburo. Nos tuvimos que ir. Teníamos la posibilidad de quedarnos, como en estos pueblos, como yo te decía porque actualmente tengo mi abuelo paterno que vive en uno de esos pueblos, tengo mucha familia. Pero digamos, las posibilidades de crecimiento no son muchas, porque o te dedicás a la agricultura, que es muy poca, porque hay mucha altura, entonces la agricultura es mínima, es más que nada para subsistencia, o te dedicás a la ganadería, a criar ovejas, criar llamas. No tenés otro tipo de posibilidades.”<sup>311</sup>

Ainsi, bien qu'El Aguilar soit devenue, au milieu des années 2000, une municipalité, et que son statut soit passé de campement minier à celui de ville publique, le gérant nous confirmait que les habitants sont dépendants de l'entreprise : en septembre 2016, il nous expliquait que c'est toujours l'entreprise qui prend en charge les services publics :

“Yo creo que es una situación rara la que se da acá en Aguilar, porque es un municipio muy especial, porque todas las actividades, todos los servicios los presta la empresa. Qué sé yo, desde la recolección de residuos, provisión de agua potable, energía eléctrica, todo depende de la empresa, por eso desde el punto de vista del municipio en sí no es una situación normal, la gente no paga impuestos acá. Pero bueno, no tenemos ningún problema nosotros, nosotros tenemos una buena relación con la autoridad, pero repito todas las cosas pasan por la empresa, porque nosotros somos todos los dueños de todas las viviendas que hay acá, inclusive nuestra idea siempre ha sido que no tenemos que fomentar la radicación de personas que no estén vinculadas directamente a la empresa, porque si no, el día que la empresa cierre porque se termina la mina, va a ser todo un problema mayor todavía. De todas formas, es la realidad que tenemos hace creo que ocho... sí, hace unos diez años que Aguilar es un municipio. ¿Diez años? Más o menos, después te lo puedo decir con certeza, porque ahora tenemos nuestro tercer intendente y duran cuatro años cada uno, así que más o menos nueve o diez años.”<sup>312</sup>

<sup>311</sup> [Il y a les montagnes d'Aguilar, qui sont des montagnes de près de 5.000 mètres d'altitude et où la plus grande quantité de minerai est extraite, c'est la plus grande zone de travail. Au pied de ces montagnes se trouve un village appelé El Molino, aussi connu sous le nom de El Aguilar. Et à la périphérie de ce village, il y a beaucoup d'autres petits villages. C'est donc à El Molino que vivent exclusivement les personnes qui travaillent directement dans le secteur minier. Parce que l'espace est réduit dans le village, donc ça n'est pas possible d'y faire une autre activité, et les gens sont exclusivement ceux, la famille ou le mari, qui travaillent dans la mine. Cela dépend directement de la mine. C'est un village avec des maisons construites par l'entreprise minière. Le travailleur se voit prêter le logement, tant qu'il fait partie de l'entreprise, le logement est prêté. Il peut y aller avec sa famille, il y vit, il a accès aux services de base, il a tout, et il vit dans ce village. Une fois qu'il cesse de travailler ou qu'il ne veut plus continuer dans l'entreprise, il ne peut plus vivre dans ce village, mais il peut aller, s'il le veut, dans les autres villages. (...) Je me souviens, j'étais très jeune, j'avais 12 ou 13 ans et on disait qu'il y aurait des licenciements massifs, et trois ans plus tard, mon père se retrouve sans emploi. Nous devons partir. Nous avons eu la possibilité de rester dans ces villages, comme je vous l'ai dit. J'ai actuellement mon grand-père paternel qui vit dans un de ces villages, j'ai beaucoup de famille. Mais disons que les possibilités de croissance ne sont pas nombreuses, parce que soit vous vous consacrez à l'agriculture, ce qui est très peu, parce qu'il y a beaucoup de hauteur, donc l'agriculture est minimale, c'est plus que tout pour la subsistance, soit vous vous consacrez à l'élevage, à l'élevage des moutons, à l'élevage des lamas. Vous n'avez pas d'autres possibilités.] (Extrait d'entretien avec un ancien habitant de El Aguilar, juillet 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>312</sup> [Je pense que c'est une situation étrange ici à Aguilar, parce que c'est une municipalité très spéciale, parce que toutes les activités, tous les services sont fournis par l'entreprise. Comment puis-je dire, de la collecte des déchets, l'approvisionnement en eau potable, l'approvisionnement en électricité, tout dépend de l'entreprise, donc du point de vue de la municipalité elle-même ce n'est pas une situation normale, les gens ne paient pas d'impôts ici. Mais nous, nous n'avons pas de problème avec ça, nous entretenons de bonnes relations avec les autorités mais je répète que tout passe par l'entreprise parce que nous sommes propriétaires de toutes les maisons qui sont ici, mais notre idée a quand même toujours été que nous n'avons pas à encourager l'établissement de personnes qui ne sont pas directement liées à l'entreprise, sinon, le jour où l'entreprise ferme car la mine est terminée, le problème va s'aggraver. En tout cas, c'est la réalité que nous avons depuis huit ans... oui, Aguilar est une municipalité depuis environ dix ans. Dix ans ? Plus ou moins, je ne peux pas vous le dire avec certitude mais, maintenant nous en sommes à notre troisième maire et les mandats durent quatre ans chacun, donc plus ou moins neuf ou dix ans...] (Extrait d'entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

De même, le président de la CAEM de Jujuy nous déclarait, en octobre 2016, à propos de Mina El Aguilar que :

“Del momento que nació Aguilar, no había absolutamente nada en ese lugar, por lo cual ellos tuvieron que hacer una población que todavía, si bien es una intendencia, dependen de lo que la empresa aporta, como si fuera una intendencia (...). Es una empresa muy seria, profesionales locales. Parece que tiene una importancia primordial Aguilar para la provincia. Está alejado, está a varios kilómetros de la ruta nacional, está metido entre quebradas y cerros. Tiene una infraestructura que tiene escuela secundaria, hospital, un pueblo, ellos crearon un pueblo. Por supuesto que han tenido épocas de mayor población, ahora está, la verdad que no te sabría decir pero alrededor de 200 empleados, pero en una población donde (...) debe haber por lo menos 2.500 o 3.000 personas viviendo en esa población, que dependen de lo que la mina les aporta, no solo en lo económico por las posibilidades de trabajo de sus empleados, sino para mantener un sistema de salud, sistema de educación, que depende de la provincia pero que no podrían ser llevados adelante si no tuviera Aguilar. (...) Ha tenido una importancia muy grande en ese lugar, influencia muy grande.”<sup>313</sup>

Selon le gérant de la mine, en septembre 2016, la ville d’El Aguilar comprend :

“Más o menos 3500 habitantes. Más o menos el grupo total de trabajadores nuestros está en 350. Lo que pasa que en el relevamiento se ve que hay una gran cantidad de menores, de chicos, alrededor del 60% son menores, acá las familias tienen varios hijos. En los habitantes, en los habitantes hay un 60% que son menores digamos.”<sup>314</sup>

Cette situation explique, pour les responsables de la RSE de l’entreprise, le développement d’une véritable ville :

“Es la única mina acá en Argentina y en Latinoamérica que tiene un campamento minero, un pueblo minero, y más lo que (...) hay un municipio, pero a la vez un pueblo minero dentro de lo público y lo privado. (...) El trabajador puede venir con familia. Y bueno, todo lo que implica ese desarrollo, digamos escuelas, clubes, Iglesias...”<sup>315</sup>

<sup>313</sup> [Au moment de la naissance d’Aguilar, il n’y avait absolument rien, alors ils ont dû créer de toute pièce un village qui, même si c’est désormais une municipalité, dépend toujours de ce que donne l’entreprise, comme si c’était une de ses dépendances. (...) C’est une entreprise très sérieuse, des professionnels locaux. Il semble qu’Aguilar ait une importance primordiale pour la province. C’est loin, à plusieurs kilomètres de la route nationale, elle est entourée de ravins et de collines. Il y a une infrastructure qui comprend une école secondaire, un hôpital, une ville, ils ont créé une ville. Bien sûr, il y a eu des périodes de plus grande population, maintenant il y a, la vérité que je ne saurais pas vous le dire exactement, mais environ 200 employés, pour une population (...) d’au moins 2 500 ou 3 000 personnes, qui dépendent de ce que la mine leur fournit, non seulement en termes économiques en raison des possibilités de travail, mais aussi parce que l’entreprise offre un système de santé, un système d’éducation, qui dépend de la province mais qui ne pourrait pas être réalisé s’il n’y avait Aguilar (...). El Aguilar a eu une très grande importance à cet endroit, une très grande influence.] (Extrait d’entretien avec le président de la CAEM de Jujuy, octobre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>314</sup> [Environ 3500 habitants. Ce qui se passe pour le recensement, c’est qu’il y a un grand nombre de mineurs, d’enfants, environ 60% sont mineurs, ici les familles ont plusieurs enfants. Chez les habitants, parmi les habitants, il y a 60% de mineurs, disons.] (Extrait d’entretien avec le gérant général de Mina El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

<sup>315</sup> [C’est la seule mine ici en Argentine et en Amérique latine qui a un campement minier, une ville minière, et qu’en plus (...) il ait une municipalité, en même temps une ville minière dans le public et le privé. (...). Le travailleur peut venir avec une famille. Et bien sûr, tout le développement que cela implique, disons des écoles, des clubs, des églises...] (Extrait d’entretien avec les responsables de la RSE sur le site de la Mine El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).



Si la ville est donc organisée autour de l'activité minière, elle comprend aussi des espaces dédiés aux services publics et à la vie collective (Carte 17, p. 287), tous gérés par l'entreprise. La gestion de la ville par l'entreprise, outre les problèmes soulevés quant à son devenir une fois l'entreprise partie, vient questionner le rôle d'acteur social total qu'elle joue. Un ancien habitant nous déclarait ainsi en juin 2015 que :

“Tenés escuela, tenés mercado, la única diferencia que por ahí hay políticas que son propias digamos de la empresa. En el Molino hoy por hoy no se puede consumir alcohol entonces está prohibida la venta de alcohol. Hace mucho no, está hace menos de diez años esa política, pero por una cuestión de seguridad, si no los obreros iban a trabajar borrachos o se hacían expulsar del trabajo porque justamente iban con alcohol, entonces la empresa tomó es medida que dentro del pueblo no se puede vender alcohol. Lo que pasa que bueno, las distancias no es fácil. Entonces los obreros tienen que caminar o viajar media hora, dos horas, y pero bueno, hay mucho control al ingreso de los lugares de trabajo. Particularmente el que es más fuerte, que está cerca de la Ruta 9, en Tres Cruces. Ese es el control más fuerte que tiene y el acceso más grande. (...) Es más, es muy restringido el transporte.”<sup>316</sup>

L'entreprise occupe donc des fonctions exécutives, législatives et judiciaires et ce, alors même qu'un maire est à la tête de la municipalité. L'organisation spatiale de la ville (Carte 17, p. 287) témoigne aussi d'une forte discrimination spatiale : les « ouvriers » sont logés dans des corons, alors que le personnel administratif et les cadres de l'entreprise sont logés dans des maisons individuelles, de type pavillonnaire (Illustration 26).

**Illustration 26.** El Aguilar : logement et inégalités de traitement



Corons, logements occupés par les ouvriers de Mina El Aguilar et leurs familles



Maisons individuelles, pavillons occupés par les cadres et le personnel administratif

© Mathilde Denoël, 2016, Municipalité El Aguilar, Province de Jujuy.

<sup>316</sup> [Il y a une école, un marché, la seule différence est qu'il y a des politiques qui dépendent de l'entreprise. A El Molino aujourd'hui, vous ne pouvez pas consommer d'alcool, la vente d'alcool est interdite. Ça ne fait pas si longtemps, moins de dix ans, mais pour des raisons de sécurité, pour que les travailleurs n'aillent pas travailler en état d'ébriété ou soient expulsés du travail parce qu'ils ne faisaient que boire, l'entreprise a pris la mesure que dans le village on ne peut vendre d'alcool. Ce qui se passe, c'est que les distances ne sont pas faciles. Les travailleurs doivent donc marcher ou se déplacer pendant une demi-heure, deux heures, et même, il y a beaucoup de contrôle à l'entrée des lieux de travail. En particulier, celui qui est le plus fort, qui se trouve près de la route 9, à Tres Cruces. C'est le contrôle le plus fort qu'il y a et c'est l'accès le plus important. (...) De plus, le transport est très restreint.] (Extrait d'entretien avec un ancien habitant d'El Aguilar, juin 2015, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

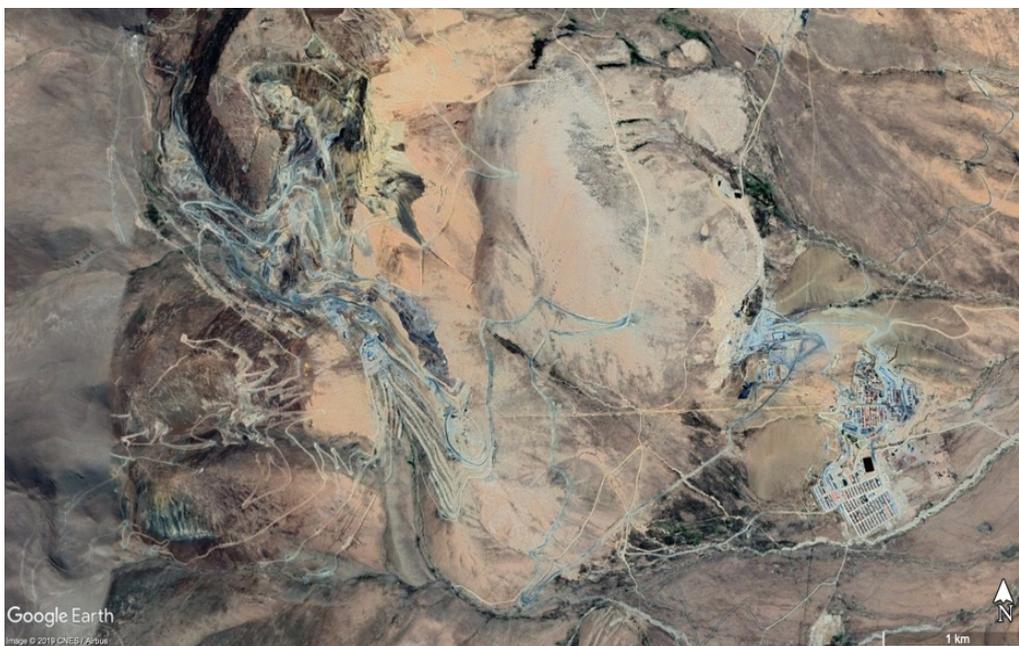
Les deux quartiers sont éloignés l'un de l'autre et, entre eux, se trouvent les locaux administratifs de la ville et de l'entreprise ainsi que les espaces dédiés aux services publics.

Dans la province de Jujuy, l'activité minière, en repli, a donc principalement des répercussions à l'échelle des départements ou des sites miniers dans lesquels elle s'implante. En effet, si le discours sur la création d'emplois directs et indirects est bien existant aussi dans la province, la réalité est nuancée par les partisans mêmes du secteur. Dans le cas de Mina El Aguilar, c'est à l'échelle du département et des communautés, installées sur ou à proximité du site minier et de sa propriété foncière, que se déploient les stratégies de RSE. Les actions menées témoignent de l'absence de l'État, qui laisse la part libre à l'entreprise. Elle occupe donc un rôle d'acteur social, libre de choisir quelles communautés intégrer et comment les intégrer. Des différenciations fortes sont faites entre communautés « internes » et « externes », alors même que toutes sont concernées par les processus d'exploration et d'exploitation. Une méconnaissance des habitants concernés — notamment du fait de l'absence de recensement officiel — laisse aussi présager d'une certaine partialité dans les retombées de l'activité et peut générer des tensions au sein même des communautés. Par ailleurs, à l'échelle du site minier, la création d'une municipalité paraît être davantage un moyen d'anticiper la fermeture du site et le départ de l'entreprise exploitante que l'expression réelle de la présence de l'État. L'entreprise est maîtresse des lieux et l'organisation hiérarchique de l'entreprise se ressent jusque dans l'aménagement local de la ville et le choix de ses habitants. Enfin, l'attachement aux lieux qui se ressent chez certains enquêtés, n'est pas pris en compte dans la politique de la ville. Un ancien habitant nous affirmait ainsi, en septembre 2016, n'avoir jamais pu retourner dans la maison où il a grandi, puisque le campement avait entre temps été détruit pour permettre l'exploitation du site (La Veta). Il raconte aussi sa peine face à la montagne qu'il parcourait petit et aux modifications que connaît le paysage de son enfance :

“la montaña nunca va a volver a ser igual. Nunca. (...) Para mí, o sea, es eso, cuestión de paisaje, o una montaña que antes subía y tenía 4.200, ahora esa misma montaña tiene 3.900. La primera montaña alta que yo subí con mi padre, yo tenía 12 años, es el Cerro Aguilar, tenía 5.200. Ahora esa misma montaña tiene 5.000 metros. La montaña no va a crecer más. Hay lugares que se explotaba hace 30 años atrás, que hoy por hoy, cuando la dejaron de explotar, estaba bien marcada la escalera y hoy por hoy está así. Después la naturaleza va haciendo lo suyo. Tienen que dejar lo mínimo posible marcado. Los caminos sobre todo. Porque caminos es por todos lados. Es un hormiguero. Vos vas, te parás en El Molino y ves la montaña que está al fondo y está lleno de caminos, por todos lados. Eso cambió mucho hoy por hoy. O sea, hoy hay caminos para camiones pesados, tal camino para los vehículos livianos, entonces hay todo tipo de caminos. Antes había un solo camino y hay para todos.

(...) Hoy por hoy no, el camión que viene cargado con mineral no se puede cruzar con el vehículo que va llevando al personal. Entonces hay un montón de caminos.”<sup>317</sup>

**Illustration 27.** El Aguilar vue du ciel : une montagne « fourmilière »



Source : Google Earth, Image ©2019, CNES/Airbus.

### 3. Mendoza : anti-modèle et stratégies de contournement du conflit

Dans la province de Mendoza et, au regard de la législation restrictive existante, les actions des partisans de l'activité sont principalement tournées vers l'acceptation du développement minier aux échelles provinciale et locale.

À l'échelle de la province, l'activité est principalement visible du fait des débats qu'elle suscite. Outre les fresques, graffitis et affiches qui occupent les murs de la ville, c'est lors de l'organisation d'événements miniers ou des débats législatifs que l'espace public de la capitale est occupé tant par les acteurs défendant le développement minier

<sup>317</sup> [la montagne ne sera plus jamais la même. Jamais. (...) Pour moi, je veux dire, c'est ça, c'est une question de paysage, ou une montagne qui grimait, et qui faisait 4 200 mètres, maintenant cette même montagne en fait 3 900. La première haute montagne que j'ai escaladée avec mon père, j'avais 12 ans, c'est le Cerro Aguilar, il faisait 5 200 mètres, maintenant cette même montagne en fait 5 000. La montagne ne va plus grandir. Il y a des endroits qui ont été exploités il y a 30 ans, et aujourd'hui, alors que quand ils ont cessé de l'exploiter l'escalier était bien marqué, aujourd'hui c'est toujours comme ça. Après la nature fait ce qu'elle a à faire. Ils doivent laisser le moins de marques possible. Les routes avant tout. Parce que les routes sont partout. C'est une fourmilière. Vous allez, vous vous arrêtez à El Molino et vous voyez la montagne à l'arrière-plan et elle est pleine de sentiers, partout. Ça a beaucoup changé aujourd'hui. Aujourd'hui des routes pour les camions lourds, des routes pour les véhicules légers, il y a toutes sortes de routes. Avant, il n'y avait qu'une seule route et il y en avait une pour tous. (...) Pas aujourd'hui, le camion qui vient chargé de minerai ne peut pas se croiser avec le véhicule qui transporte le personnel. Il y a donc beaucoup de routes.] (Extrait d'entretien avec un ancien habitant de El Aguilar, septembre 2016, province de Jujuy, trad. M. Denoël).

que par ses opposants. Ces derniers occupent fréquemment les lieux de négociations pour exposer leurs analyses des risques encourus par leurs territoires face au développement de projets miniers, brandissant pancartes et banderoles (Illustration 28).

**Illustration 28.** Mendoza : l'opposition à l'activité sur les murs de la ville



©Mathilde Denoël, 2016, province de Mendoza.

L'avocat de San Jorge indique d'ailleurs, en décembre 2016, que l'occupation de l'espace public de la capitale par les opposants à l'activité explique en partie les décisions de justice qui concernent le projet pour lequel il travaille :

“Mendoza tiene una ley, la 7722, que es una ley que regula que estos proyectos, una vez que obtenés el permiso, tiene que ser ratificado por la legislatura. Eso se eleva a la legislatura para que eso sea ratificado. Y eso llegó en agosto de 2011 a la legislatura, y fue rechazado. Política. No necesitaban ninguna razón. Votaron los diputados y los diputados dijeron no, venían las elecciones, estaban muy pegaditos a elecciones nacionales y provinciales, entonces con todo ese ruido político, cortes de calle, todo algo muy bien armado para que los mismos políticos

que son los legisladores dijeran “no hay licencia social” y rechazaron el proyecto que ya estaba aprobado desde lo técnico, pero políticamente lo rechazaron en 2011.”<sup>318</sup>

Outre les manifestations relatives à l'agenda spécifique de l'activité, le festival annuel de Vendimia, l'un des plus importants festivals du pays qui célèbre le vin et l'industrie viticole, est toujours l'occasion pour les opposants comme pour les partisans de manifester leurs positions concernant le développement du secteur minier : se glissent donc dans le cortège festif des chars pro- ou anti- mine. En dehors de ces événements ponctuels, peu de traces sont visibles dans la ville de Mendoza. Pour autant, la capitale provinciale reste l'un des lieux privilégiés des stratégies d'implantation du secteur minier. Ainsi, l'avocat de San Jorge nous déclarait en octobre 2016 que :

“Actualmente no han quedado muchas por toda esta política que ha tenido Mendoza contra la actividad. Muchas de esas empresas se fueron, la mayoría se fueron, no han quedado muchas. Se fueron en el sentido que se fueron sus estructuras, tenían sus oficinas acá en Mendoza. Todas esas, yo te diría, el 90% se fueron. Han dejado los derechos [de concesiones mineras], porque los derechos los mantienen ahí en expectativa para ver si algún día esa situación cambia. Desde ese punto de vista te diría que se fueron y no se fueron. Se fueron físicamente pero muchas han mantenido los derechos, pagando todo lo que hay que pagar, con todas las obligaciones legales que hay que cumplir, pero que no han decidido abandonarlas, no las han abandonado. (...) Se fue la estructura física de la empresa pero los derechos los mantienen. Y eso requiere que haya un abogado que mantenga todo eso, que haga los trámites, que procure pagar los canones, que cumpla las obligaciones que marca la ley. Entonces a tu pregunta si se fueron, físicamente se fueron, pero muchas han dejado sus derechos todavía acá.”<sup>319</sup>

Si la ville n'est donc pas marquée par la présence de bureaux ou de sites logistiques d'entreprises minières, les entreprises exploitantes restent propriétaires de concessions minières et se reposent sur les bureaux d'avocats présents en ville pour gérer leurs affaires courantes. L'une des stratégies est d'ailleurs de se reposer sur des acteurs intermédiaires

<sup>318</sup> [Mendoza a une loi, la loi 7722, qui est une loi qui impose que les projets, une fois le permis obtenu, doivent être ratifiés par le corps législatif. C'est à la législature qu'il revient de ratifier chaque projet minier. Et le nôtre a été présenté à l'assemblée législative en août 2011, et il a été rejeté. Politique. Ils n'avaient besoin d'aucune raison. Les députés ont voté et les députés ont dit non, les élections approchaient, la décision était très proche du moment des élections nationales et provinciales, donc avec tout ce bruit politique, les blocages de rue, les manifestations, tout était très bien préparé pour que les politiciens, qui sont aussi les législateurs, disent « il n'y a pas de licence sociale » et rejettent le projet qui était déjà approuvé sur le plan technique, mais ils l'ont rejeté politiquement en 2011.] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et du projet minier de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>319</sup> [Actuellement, il n'en reste pas beaucoup du fait de la politique que Mendoza a menée contre cette activité. Beaucoup de ces entreprises sont parties, la plupart d'entre elles sont parties, il n'en reste plus beaucoup. Elles sont parties dans le sens où leurs structures sont parties, elles avaient leurs bureaux ici à Mendoza. De toutes, je te dirai que 90 % sont parties. Elles ont laissé leurs droits [de concessions minières], elles gardent leurs droits, dans l'attente de voir si un jour la situation changera. De ce point de vue, je vous dirais qu'elles sont parties et qu'elles ne sont pas parties. Elles sont parties physiquement, mais beaucoup ont maintenu leurs droits, payant tout ce qui doit être payé, respectant toutes les obligations légales qui doivent être remplies, mais elles n'ont pas décidé de les abandonner, elles ne les ont pas abandonnés. (...) La structure physique de l'entreprise a disparu, mais les droits sont maintenus. Et cela exige qu'il y ait un avocat qui s'occupe de tout cela, qui s'occupe de la paperasse, qui essaie de payer les redevances, qui remplit les obligations établies par la loi. Donc, quand on leur demande si elles sont parties, elles sont physiquement parties, mais beaucoup ont laissé leurs droits ici.] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et du projet minier de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

maîtrisant le contexte provincial et en capacité de négocier, d'influer sur les politiques provinciales concernant le secteur. Les entreprises exploitantes de San Jorge — d'abord Coro Mining puis Solway Group et Aterra Capital (Carte 3, p. 65) — ont laissé la gestion de la partie légale à un avocat spécialisé des affaires minières ayant précédemment travaillé au Secrétariat d'État Provincial de l'activité. Ce dernier nous expliquait en octobre 2016 :

“yo era el abogado de la Dirección de Minería. Pasaban todos los expedientes, desde el punto de vista legal, para que yo los dictaminara. Dictaminaba sobre los expedientes. Ahí estuve aproximadamente casi diez años. Analizar los expedientes y dar una opinión legal que se llama dictamen. Dictaminar todos los expedientes que pasan por la Dirección de Minería, esa es la función del abogado (...). Yo no recuerdo haber visto los expedientes de San Jorge, pero podrían haber pasado muchos otros expedientes, si pasaron por mis manos, y después yo he sido abogado de eso. ¿Por qué es importante? Porque los dictámenes no son vinculantes, no son obligatorios, quien resuelve no es el abogado. El abogado opina nada más.”<sup>320</sup>

Outre les contacts qu'obtient ainsi l'entreprise *via* un avocat d'ores et déjà intégré dans les cercles décisionnaires de la province, les acteurs exploitants s'assurent aussi d'une représentation de leurs intérêts dans d'autres sphères d'influence. Ainsi, comme le déclarait l'avocat de San Jorge :

“Soy profesor universitario en dos universidades, soy titular de la cátedra de derecho minero, y tuve un paso por la Dirección de Minería cuando era más joven, estuve muchos años ahí, y después hace diez años que estoy en la parte privada asesorando empresas, de la parte privada. He tenido la posibilidad de conocer el tema de los dos lados, de la parte pública y de la parte privada, y asesoro a varias empresas, dentro de las cuales una de ellas es San Jorge, que yo soy abogado de San Jorge. (...) voy mucho al estudio del tema minero, no solo por la cátedra donde doy clases sino que también ahora estoy por publicar un libro sobre el código de procedimiento minero, me hice autor de un par de decretos que regulan la parte ambiental acá en Mendoza, el decreto 820, regula toda la parte ambiental minera. Así que bueno, estoy bastante involucrado en el tema. Sí, estoy involucrado.”<sup>321</sup>

La capitale provinciale est donc le lieu de la prise de contact entre les différents acteurs partisans de l'activité, mais aussi avec ceux pouvant présenter des réticences quant au

<sup>320</sup> [J'étais l'avocat de la Direction provinciale de l'Activité. Ils me transmettaient tous les dossiers, d'un point de vue juridique, pour que je puisse les rendre conforme. J'ai statué sur les dossiers. J'y suis resté une dizaine d'années. Analyser les dossiers et donner un avis juridique. Se prononcer sur tous les dossiers qui passent par la Direction des Mines, c'est la fonction de l'avocat (...). Je ne me souviens pas d'avoir vu les dossiers de San Jorge, mais beaucoup de dossiers me sont passés entre les mains, et j'en ai été l'avocat, en quoi est-ce important ? Les décisions ne sont pas contraignantes, elles ne sont pas obligatoires, l'avocat n'est pas celui qui prend la décision finale. L'avocat donne juste son opinion, rien de plus.] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et du projet minier de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>321</sup> [Je suis professeur d'université dans deux universités, je suis titulaire de la chaire de droit minier et j'ai fait un passage à la Direction des mines quand j'étais plus jeune, j'y étais de nombreuses années et, après dix ans que je suis dans la partie privée de conseil aux entreprises, la partie privée. J'ai eu l'occasion de connaître le sujet des deux côtés, la partie publique et la partie privée, et je conseille plusieurs entreprises, dont San Jorge, dont je suis l'avocat. (...) Je me dédie beaucoup à l'étude de la question minière, pas seulement du fait de la chaire où j'enseigne, mais aussi parce que je suis sur le point de publier un livre sur le code de procédure minière, je suis l'auteur de quelques décrets qui réglementent la partie environnementale ici à Mendoza, le décret 820 notamment qui réglemente toute la partie environnementale minière. Eh bien, je suis très impliqué sur cette thématique. Oui, je suis impliqué] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et du projet minier de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

développement du secteur. Le directeur de la CaMEM nous expliquait ainsi en décembre 2016 que :

“lo concreto es que en Mendoza hay un estamento muy poderoso que se opone a la minería, y estamos lentamente convenciéndolos, lentamente. Por ejemplo, nuestra cámara forma parte de la UIM, Unión Industrial de Mendoza, entonces en la UIM también está Bodegas de Argentina. Bodegas de Argentina es lo más poderoso de la vitivinicultura, y nosotros con la gente de Bodegas de Argentina hablamos cara a cara concretamente y les decimos ‘no tengas miedo de esto, nosotros te damos esto’. Y Bodegas de Argentina, y la UIM el otro día, yo les pedí... hicimos un evento muy lindo en Malargüe y la UIM me dio todo el apoyo. Entonces lentamente estamos... bueno, tenemos todo el apoyo de todas las cámaras industriales de Mendoza, todas las cámaras. Hace tres días, el viernes hubo una reunión de AEM, la Asociación de Ejecutivos de Mendoza, y la gente de AEM dijo ‘Mendoza necesita hacer minería responsable’. El CEM, que es el Centro de Empresarios de Mendoza, ha hecho una declaración muy fuerte a favor de la minería, yo entendía que todas las cámaras industriales están a favor del desarrollo minero.”<sup>322</sup>

La capitale provinciale est donc le lieu de la pression politique et des jeux d’influence. C’est aussi depuis cette ville que se tissent les liens avec l’échelon fédéral ou avec les provinces voisines. Le président de la CaMEM affirmait ainsi, en décembre 2016 que « *Tener el pacto federal aprobado, ese sería el arranque nuestro. Con la gente de la cámara somos amigos de toda la vida. Con GEMERA, con SEGEMAR, trabajamos con todos los organismos, con las cámaras... Hay muchas empresas mendocinas que trabajan en San Juan, muchas* »<sup>323</sup>.

Hormis cette présence principalement discrète — bien que parfois tapageuse — dans la capitale provinciale, c’est surtout autour des sites miniers que l’influence de l’entreprise est la plus visible. Au même titre que pour les projets en exploitation et, bien que la situation soit, dans ce cas, paralysée, des stratégies de RSE sont mises en place par San Jorge : elles concernent notamment la ville de Uspallata (Carte 6, p. 110). Suivant la même logique que pour leurs représentants légaux, les entreprises propriétaires des concessions ont fait le choix d’être représentées par une personne déjà intégrée dans la localité. Afin de contrer les arguments de captation de la ressource par des acteurs

<sup>322</sup> [Ce qui est concret, c’est qu’à Mendoza, il y a une classe très puissante qui s’oppose à l’exploitation minière, et nous les convainquons lentement, lentement. Par exemple, notre chambre fait partie de l’UIM, Union Industrielle de Mendoza, et dans l’UIM il y a aussi des caves d’Argentine. Bodegas de Argentina c’est l’acteur le plus puissant en viticulture, et nous parlons de vive voix avec les gens de Bodegas de Argentina et nous leur disons « n’ai pas peur de ça, nous te donnerons ceci ». Et Bodegas de Argentina, et l’UIM l’autre jour, je leur ai demandé... nous avons fait un très bel événement à Malargüe et l’UIM m’a donné tout son soutien. Si lentement, nous sommes... eh bien, nous avons tout le soutien de toutes les chambres industrielles de Mendoza, de toutes les chambres. Il y a trois jours, vendredi, il y a eu une réunion de l’AEM, l’Association des Entrepreneurs de Mendoza, et les gens de l’AEM ont dit : « Mendoza a besoin d’une exploitation minière responsable ». Le CEM, qui est le Centre des Entrepreneurs de Mendoza, a fait une déclaration très forte en faveur de l’exploitation minière, j’ai compris que toutes les chambres industrielles sont enfin en faveur du développement minier.] (Extrait d’entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>323</sup> [Notre point de départ serait de faire approuver le pacte fédéral. Avec les gens à la Chambre, nous sommes des amis pour la vie. Avec GEMERA, avec SEGEMAR, nous travaillons avec toutes les organisations, avec les chambres... Il y a beaucoup d’entreprises de Mendoza qui travaillent à San Juan, beaucoup.] (Extrait d’entretien avec le président de la CaMEM, décembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

étrangers qui affirment que « *vienen acá, lo único que quieren es saquear todo, llevarse todo, dejar la contaminación e irse* »<sup>324</sup>, l'avocat de San Jorge explique ainsi, en octobre 2016, que :

“la empresa está diciendo: “No, mirá, tenemos nuestra oficina allá, es gente de allá, la vamos a hacer con gente que es el mismo pueblo, que sería absurdo que esa gente que vive en el mismo pueblo, que tiene su familia en el pueblo, no cuide cómo se va a desarrollar el proyecto”. (...) La persona vive allá, o sea, salvo que un día no esté, pero la oficina está ahí. La empresa la contrató porque era una persona bastante conocida en el pueblo porque era la maestra del pueblo, fue maestra y muchos chicos han sido educados por ella. Una persona que vivió, nació, y toda la vida... no es alguien que vino de Canadá o de Rusia sino que es uno de ellos, muy conocida por todo el pueblo. Yo creo que por eso la buscó. Sí, ayudó.”<sup>325</sup>

C'est donc une ancienne institutrice de Uspallata qui est en charge de la RSE pour San Jorge. Elle confirmait, en novembre 2016, qu'il était plus simple pour elle de travailler dans la mesure où son contact avec les habitants précédait son entrée dans l'entreprise :

“Vos tenés que ubicarte primero en el lugar, y a partir de la realidad del lugar, programar. Los rusos [Solway group] que vinieron, como decir Uspallata lo maneja \*\*\*, que es realmente la que sabe. Y a partir de ahí, que se empezó a programar todo, nos sentimos muy apoyados en cuanto a responsabilidad social empresaria con los fondos que nos dan, ¿entendés? ellos nos dieron los fondos, listo: ‘ustedes decidan cómo se hace’, muy apoyada en ese sentido, totalmente apoyados. Realmente nos dan a lugar a la gente que vivimos acá y que por una cuestión de vida, de profesión, somos los que conocemos el lugar. (...) Entonces más vale, es preferible por ejemplo ver qué necesidades tiene la gente: ‘mirá, yo quiero hacer un microemprendimiento. Tengo un pequeño taller de artesanía. Me está faltando suponete una máquina para pulir, para cortar madera’. Y a partir de ahí ver la posibilidad de dárselo, ¿entendés? son necesidades del pueblo.”<sup>326</sup>

Les actions qu'elle mène concernent principalement l'éducation (scolaire et sportive) et la création de microentreprises — d'artisanat ou de petite agriculture. Elle explique ainsi en novembre 2016 que :

“Trabajo social estamos haciendo mucho trabajo social. Hemos otorgado becas, estamos otorgando becas de estudio. Acá en Uspallata los chicos no tienen por ejemplo... tienen dos carreras nada más terciarias, que no cubren las expectativas de algunos y aparte tienen escasa

<sup>324</sup> [ils viennent ici, la seule chose qu'ils veulent, c'est tout piller, tout prendre, laisser les lieux pollués et repartir.] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>325</sup> [L'entreprise dit : « Non, écoutez, nous avons notre bureau là-bas, ce sont des gens de là-bas, nous allons le faire avec des gens de la ville même, ce serait absurde pour ces gens qui vivent dans la même ville, qui ont leur famille dans la ville, de ne pas s'occuper de la façon dont le projet va évoluer ». (...) La personne y vit, à moins qu'un jour elle n'y soit pas, mais le bureau y est. L'entreprise l'a engagée parce qu'elle était une personne bien connue dans le village parce qu'elle était l'enseignante du village, elle était enseignante et beaucoup d'enfants ont été éduqués par elle. Une personne qui a vécu, est née, et toute sa vie... ça n'est pas quelqu'un qui est venu du Canada ou de Russie, mais l'un des leurs, bien connue de tout le village. Je pense que c'est pour ça qu'ils l'ont recrutée. Oui, ça m'a aidé.] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>326</sup> [Vous devez d'abord vous placer dans le lieu et, à partir de la réalité du lieu, construire le programme. Les Russes [Solway group], quand ils sont arrivés, ils ont dit « Uspallata, c'est \*\*\* qui gère, c'est elle qui sait ». Et dès lors, lorsque nous avons commencé à tout programmer, nous nous sommes sentis très soutenus en termes de responsabilité sociale d'entreprise avec les fonds qu'ils nous donnaient, tu comprends ? Ils nous ont donné les fonds et dit : « vous décidez de ce que vous en faites ». En ce sens, nous sommes très soutenus, pleinement soutenus. Ils donnent vraiment de la place aux gens qui vivent ici et qui, grâce à leur trajectoire de vie, leur profession, connaissent l'endroit. (...) Alors c'est mieux, c'est préférable de voir quels sont les besoins des gens, par exemple : « regarde, je veux faire une micro-entreprise. J'ai un atelier d'artisanat. Il me manque une machine à polir, à couper du bois. » Et de là à voir la possibilité de le leur donner, tu comprends ? Ce sont les besoins des gens.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

salida laboral. (...) Y bueno, ahí tenemos becas de chicos que van acá a Barreal, ahí estudian profesorado de enseñanza primaria y también jardín de infantes. Y después hay unas chicas en Mendoza que están estudiando seguridad e higiene, otra administración de empresas, y también un chico que está estudiando educación física. Las becas de los chicos, en diciembre cortamos, y cuando comienza el ciclo lectivo del año que viene volvemos a rever si han cumplido con los requisitos de no repetir, de no deber materias. Es un aporte a los jóvenes, porque el gran problema de Uspallata es la juventud. (...) Apoyamos muchísimo el deporte también ¿viste? Nosotros seguimos con el deporte, el grupo de vóley, sponsorizamos un grupo de vóley, estamos sponsorizando gente que va a correr carreras de riesgo, en vehículo, bueno, al fútbol, todo lo que sea deporte a nosotros nos interesa muchísimo. Por ejemplo, la gente cuando va a otro lugar, los apoyamos con el traslado, le proveemos de elementos para el deporte que sea, el uniforme. Hemos contratado profesores para que les enseñen a los chicos en verano, cuando los chicos ¿viste? terminan la escuela, tampoco tienen nada para hacer. Hemos tenido microemprendimientos, también hemos comprado las máquinas de coser, hemos traído para que enseñen costura a las personas de los barrios, las amas de casa digamos que tampoco tienen otra salida (...). Y bueno, nosotros les pedimos que nos presenten una nota pidiéndonos a nosotros que nos digan qué es lo que necesitan, y la condición es que ellos a su vez hagan una devolución a la sociedad. Por ejemplo, si tienen un taller de costura, que se encarguen de coser ropa del hospital o de gente necesitada, ¿entendés? nosotros no queremos ninguna retribución económica. (...) Después lo otro, lo que presenta la empresa, son actividades alternativas, que todo proyecto lo debe tener, todo lo que es actividades agrícola-ganaderas, tema turístico y tema histórico y cultural.”<sup>327</sup>

Le responsable de la RSE affirme aussi que l'entreprise a participé à divers travaux de rénovation ou de construction : réparation d'une école dans un quartier défavorisé, construction de jardins partagés, de maisons de quartier entre autres choses. Mais les actions déployées ne concernent pas seulement la localité de proximité. Elles touchent aussi, selon la responsable de la RSE en novembre 2016, « *no solamente Uspallata, también colaboramos con las comunidades pequeñas que están en alta montaña. Punta de Vacas, Polvareda* »<sup>328</sup>.

<sup>327</sup> [Nous faisons beaucoup de travail social. Nous avons accordé des bourses d'études, nous accordons des bourses d'études. Ici à Uspallata les enfants n'ont pas par exemple... ils ont deux cursus tertiaires rien de plus, qui ne couvrent pas les attentes de certains et en plus ils ont peu de débouchés. (...) Donc, il y a des bourses d'études pour les enfants pour qu'ils aillent à Barreal où ils étudient l'enseignement primaire et maternel. Et puis il y a des filles à Mendoza qui étudient la sécurité et l'hygiène, une autre, la comptabilité, et aussi un garçon qui étudie l'éducation physique. Les bourses d'études pour les jeunes, nous les arrêtons en décembre et, lorsque l'année scolaire suivante commence, nous vérifions qu'ils remplissent les conditions de ne pas redoubler, de ne pas avoir râté dans certaines matières. C'est une contribution pour les jeunes, car le grand problème d'Uspallata est la jeunesse. (...) Nous soutenons aussi beaucoup les activités sportives, tu as-tu ? Nous soutenons le sport, le groupe de volley-ball, nous aidons un groupe de volley-ball, nous amenons des joueurs à des courses à risque, dans un véhicule, enfin, au football, tout ce qui est activité sportive nous intéresse beaucoup. Par exemple, lorsque les gens vont à un autre endroit, nous les aidons avec le transfert, nous leur fournissons du matériel pour le sport, l'uniforme. Nous avons embauché des enseignants pour enseigner aux enfants pendant l'été, lorsque les enfants terminent l'école, sinon ils n'ont rien à faire non plus. Nous avons aidé des microentreprises, nous avons aussi acheté des machines à coudre, nous en avons apporté pour que les gens du quartier, les femmes au foyer, apprennent, disons que, sinon, elles n'ont pas de perspectives (...). Et sinon, nous demandons aux gens de nous présenter une note nous présentant ce dont ils ont besoin, et la condition pour que nous acceptions, c'est qu'ils fassent à leur tour un don à la société. Par exemple, s'ils ont un atelier de couture, ils sont chargés de coudre des vêtements pour l'hôpital ou des personnes dans le besoin, tu comprends ? nous ne voulons aucune rétribution économique. (...) Après, ce que l'entreprise propose, ce sont des activités alternatives, que chaque projet doit avoir, tout ce qui est activités agricoles-élevage, thème touristique et thème historique et culturel.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>328</sup> [pas seulement Uspallata, nous collaborons aussi avec de petites communautés qui sont en haute montagne. Punta de Vacas, Polvareda.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

**Illustration 29.** Uspallata : la contestation au projet San Jorge sur les murs de la ville

San Jorge, un projet minier paralysé.

1 : Abords de la propriété foncière. 2 : Infrastructures d'exploration

3 : Vue de la frontière entre la propriété minière et la province de San Juan (espace concerné par le projet biprovincial)



Uspallata, une ville touristique structurée par le passage transfrontalier avec le Chili, marquée par la contestation.

4 : Au coeur de la ville, la route vers le Chili. 5 : Des sites naturels prisés par les touristes et valorisés localement.

6 & 7 : Une ville marquée par l'opposition à l'activité minière et au projet San Jorge



Ces actions sont cependant suspendues aux décisions politiques provinciales : « *Todo eso está supeditado, Mathilde, a que el proyecto salga... nosotros ahora viendo lo que va a suceder, seguimos con el presupuesto para la responsabilidad social empresaria hasta diciembre. El plan de trabajo es hasta diciembre. Obviamente ya estamos pidiendo para el año que viene, pero también estamos dependiendo de lo que el gobierno decida* »<sup>329</sup> nous déclarait cette même personne. Elles sont aussi, toujours selon la responsable de la RSE, conduites discrètement : « *nosotros trabajábamos muy callados, ¿viste? ¿Por qué trabajábamos muy callados? Para no decir que estábamos comprando gente. Todo un tema* »<sup>330</sup>. En effet, l'opposition que soulève le projet à l'échelle provinciale et locale (Illustration 29, p. 297) ainsi que le manque d'engagement des élites locales ne permettent pas à l'entreprise et aux personnes, en charge de la RSE, d'avoir la marge de manœuvre qu'ils souhaitent pour opérer. L'avocat du projet minier affirme ainsi, en décembre 2016, que :

“Lo que sería un buen acto de relación con la comunidad, inmediatamente están comprando las conciencias, están comprando la gente, las están engañando, las quieren convencer. Entonces es muy difícil hacerlo así, porque si no interactuás, te dicen que la empresa no interactúa, no da beneficios al lugar donde está, y si lo hace, están comprando la voluntad. Entonces es imposible, no se puede hacer nada. Entonces la empresa tiene que tener mucho cuidado con estas cosas, siempre que puedan ayudar, van a ayudar, pero a cambio de nada.”<sup>331</sup>

Dans ces conditions, la responsable de la RSE indique en ces termes que le soutien de la municipalité et des élus provinciaux est un prérequis :

“El intendente de Las Heras, él se ha declarado ciudadano del agua, como que protege el agua (...). A mí no me ha recibido por ejemplo. Porque a mí el interés nuestro es no el tema minero sino contarle todo lo que estamos haciendo, y hay cosas que a través del municipio se consiguen por ejemplo. Nos habían pedido de una escuela, acá hay una gran deserción escolar. Estas mamás que tienen hijos, jovencitas, no terminan la secundaria. Acá hay una escuela de adultos ¿sí? que es a la noche, que se les complica también (...), se les complica por el horario, no tienen a dónde dejar a sus hijos, entonces a nosotros nos presentaron un proyecto la directora de la escuela y la asistente social, de continuidad educativa, se llama. Lo que nos quieren pedir a nosotros San Jorge que nosotros les paguemos que las mamás puedan ir con sus hijos, y que San Jorge se hiciera cargo de la persona que cuide los chiquitos mientras

<sup>329</sup> [Tout cela est suspendu, Mathilde, à la sortie du projet... nous attendons de savoir ce qui va se passer, en attendant, nous continuons avec le budget alloué à la responsabilité sociale des entreprises, qui va jusqu'en décembre. Le plan de travail se termine en décembre. Évidemment, nous faisons déjà des demandes pour l'année prochaine, mais nous dépendons aussi de ce que le gouvernement décide.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>330</sup> [Nous travaillions très discrètement, tu sais ? Pourquoi travaillions-nous très discrètement ? Pour pas qu'on puisse dire qu'on achetait des gens. C'est un sacré sujet.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>331</sup> [Ce qui serait un acte de bonne relation avec la communauté, est immédiatement transformé en « ils achètent les consciences, ils achètent des gens, ils les trompent, ils veulent les convaincre ». Il est donc très difficile de travailler, parce que si vous n'interagissez pas, ils vous disent que l'entreprise n'interagit pas, qu'elle ne donne pas d'avantages à l'endroit où elle se trouve et, quand c'est le cas, elle achète la volonté. Alors c'est impossible, rien ne peut être fait. L'entreprise doit donc être très prudente avec ces choses, tant qu'elle peut aider, elle va aider, mais en échange de rien.] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et du projet minier de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

las mamás están recibiendo clases. Me encantó, pero hay un problema legal de parte nuestro. ¿Qué responsabilidad tiene San Jorge, si al chiquito en el horario escolar le sucede algo? Vos viste cómo es esto, si es una empresa minera, le hago juicio, porque también es por ese lado. Si el municipio a nosotros nos atendiera más o nos escuchara más, el municipio podría mandar un empleado de la municipalidad y nosotros darle al municipio que le pague el sueldo, porque la municipalidad tiene seguro y un montón de cosas que San Jorge, por ser una empresa minera no lo puede sacar. Bueno, ese proyecto lamentablemente quedó, eso lo presentaron en julio, estaba muy avanzado, nosotros ya habíamos dado el sí, solamente nos faltaba justamente eso, arreglar el tema seguros. Y bueno, también es eso, por no decir: “Ay, estoy trabajando con la minera”, supónete, los chicos se quedaron sin... las chicas jóvenes se quedaron sin poder terminar la escuela.”<sup>332</sup>

Alors que l’opposition de la part des habitants est systématiquement relativisée — elle est expliquée par la présence d’étrangers au village, elle est portée par « *unos antimineros más volados, que creen en platos voladores* », « *algunos muy fundamentalistas* »<sup>333</sup> —, la responsable de la RSE affirme aussi que cette posture des élus locaux n’est que façade :

“Ellos dicen que no trabajan con nosotros, lo cual no es verdad porque yo tengo infinidad de documentos donde nosotros hemos colaborado, hemos puesto gente, hemos puesto profesores. Les hemos mandado combustible, porque no tienen cómo movilizarse, ¿entendés? Bueno. A la delegación. Sí. Les hemos auspiciado, les hemos comprado el material. Por ejemplo acá hay un famoso festival que se hace, en febrero, en enero, el festival de Alta Montaña que es folclórico. Este año no lo podían hacer porque no tenían ni siquiera para comprar los cables. San Jorge le armó todo, ¿entendés? (...) no es tan cierto que la sociedad no nos quiere, porque si no, no nos pediría nada, ¿entendés? Es más, ahora, las dos camionetas de la municipalidad están rotas, de la delegación, y nos han pedido que las llevemos al arreglo. 200 mil pesos salen las dos (...). Mi compañero les dijo que pasen presupuesto. Mirá hasta dónde llega lo que nosotros podríamos hacer si la delegación, si la municipalidad permitiera trabajar un poco más, ¿no? (...) Muchas cosas nosotros queremos hacer, quizá podamos hacer muchas otras cosas más grandes si la municipalidad nos

<sup>332</sup> [le maire de Las Heras, il s’est déclaré citoyen de l’eau, il dit qu’il protège l’eau (...). Il ne nous a pas reçu, par exemple. Pourtant, pour moi, l’intérêt n’était pas de parler de l’exploitation minière, mais de lui dire tout ce que nous faisons, et il y a des choses qui se font par l’intermédiaire de la municipalité. Par exemple, les habitants nous avaient demandé une école, ici il y a une grande désertion scolaire. Ces mères qui ont des enfants, des jeunes filles, ne terminent pas leurs études secondaires. Ici, il y a une école pour adultes, oui ? c’est le soir, mais c’est quand même compliqué (...) elles n’ont nulle part où laisser leurs enfants, donc le directeur et le travailleur social de l’école nous ont présenté un projet, ils nous ont appelé. Ce qu’ils veulent demander à San Jorge, c’est que nous les payions pour que les mères puissent aller à l’école avec leurs enfants, que San Jorge prenne en charge le salaire de la personne qui s’occupe des petits pendant que les mères prennent des cours. J’ai adoré, mais il y a un problème juridique de notre part : quelle est la responsabilité de San Jorge s’il arrive quelque chose au petit pendant les heures de classe ? Vous avez vu comment c’est, si c’est une société minière, je la poursuis en justice, ça peut aussi se passer comme ça. Si la municipalité nous reçoit davantage ou nous écoute davantage, la municipalité pourrait envoyer un employé de la municipalité et nous pourrions lui donner la possibilité de payer le salaire, parce que la municipalité a une assurance et beaucoup de choses que San Jorge, parce que c’est une compagnie minière, ne peut pas avoir. Eh bien, ce projet est malheureusement suspendu, il a été présenté en juillet, il était très avancé, nous avions déjà dit oui, il ne nous restait plus qu’à régler le problème de l’assurance. Et bien, c’est aussi pour ça, c’est pour ne pas avoir à dire : « Oh, je travaille avec la compagnie minière », que les jeunes se sont retrouvés sans... les jeunes filles se sont retrouvées sans pouvoir terminer leurs études.] (Extrait d’entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>333</sup> [Des anti-mine perchés, qui croient aux soucoupes volantes], [des anti-mine complètement fondamentalistes] .] (Extrait d’entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

permitiera trabajar con ellos, porque al ser una institución pública se te abren muchos más caminos, y se te alivian muchos trámites. ¿Entendés? Pero bueno.”<sup>334</sup>

Selon les partisans de l’activité, cette situation s’explique du fait de la position de quelques individus isolés. Ainsi, selon la responsable de la RSE, mis à part quelques environnementalistes, un diacre a joué un rôle important dans la construction de l’opposition<sup>335</sup> :

“Uno de los grandes opositores a San Jorge es un referente católico acá, de la Iglesia católica, un diácono. (...) Bueno, esa persona es uno de los comerciantes también, es el panadero del pueblo. (...) Era panadero hasta que se empezó a oponer con San Jorge y salió en todos los medios, y ya pasó con San Jorge a ser el antiminero referente del valle. Y lamentablemente el sacerdote, que ya no está, se metió en el tema minero y dividió, ellos son los que dividieron las opiniones, ¿entendés? porque si vos sos sacerdote no podés tener la postura de sí o no, vos tenés que ser conciliador. Y también se metió la Iglesia en el valle, y fue mucha gente que estaba a favor de la minería dejó de ir a la Iglesia, porque el cura en los sermones decía la minera, ¿entendés? Entonces ese fue un gran factor.”<sup>336</sup>

Sans présumer pour autant du rôle joué par un ou quelques individus identifiés par les partisans de l’activité, les débats que cette dernière soulève sont donc suffisamment virulents pour diviser les communautés locales et entraîner une forte fragmentation sociale entre partisans et opposants au développement du secteur. La responsable de la RSE de l’entreprise raconte ainsi à propos d’un homme avec lequel elle travaille que :

“Es un gran referente también en Uspallata, es un gran andinista, tenía una empresa, siempre trabajó con sus hermanos en una empresa de turismo en Uspallata, fueron los primeros que posicionaron a Uspallata como turismo. Bueno, después él se separa de los hermanos, porque bueno, hubo algunas cosas en la empresa, y a su vez los hermanos son antimineros, y él

<sup>334</sup> [Ils disent qu’ils ne travaillent pas avec nous, ce qui n’est pas vrai parce que j’ai un nombre infini de documents dans lesquels nous avons collaboré, nous avons mis des gens, nous avons mis des enseignants. Nous leur avons envoyé du carburant parce qu’ils n’ont pas les moyens de se déplacer, vous comprenez ? Eh bien. A la délégation. Oui. Nous les avons parrainés, nous leur avons acheté le matériel. Par exemple, il y a ici un célèbre festival qui a lieu, en février, en janvier, le festival de Haute Montagne qui est folklorique. Cette année, ils n’ont pas pu le faire parce qu’ils n’avaient même pas assez pour acheter les câbles. San Jorge a tout rassemblé, compris ? (...) ce n’est pas si vrai que la société ne nous veut pas, parce que sinon, elle ne nous demanderait rien, tu comprends ? Maintenant, les deux camionnettes de la municipalité, enfin de la délégation, sont cassées et ils nous ont demandé de les réparer. 200 000 pesos coûtent les deux. (...) Mon collègue leur a dit de présenter un budget. Regardez jusqu’où nous pourrions aller si la délégation, si la municipalité nous permettait de travailler un peu plus, non ? (...) Il y a beaucoup de choses que nous voulons faire, peut-être que nous pourrions faire beaucoup de choses plus grandes si la municipalité nous permettait de travailler avec eux, parce qu’être une institution publique vous ouvre beaucoup plus de portes et allège beaucoup de procédures. Compris ? Mais bon.] (Extrait d’entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>335</sup> Nous avons par ailleurs pu réaliser un entretien, en novembre 2016, avec la personne en question, qui nous confirme avoir lutté contre le projet minier de San Jorge, mais qui dépeint une toute autre image du réseau de contestation de l’activité. Suite à une plainte portée par l’entreprise, il a été relevé de ses fonctions par ses supérieurs.

<sup>336</sup> [L’un des grands opposants à San Jorge est ici un référent catholique, de l’Église catholique, un diacre. (...) Eh bien, cette personne est aussi l’un des commerçants, c’est le boulanger de la ville. (...) Il était boulanger jusqu’à ce qu’il commence à s’opposer à San Jorge et qu’il apparaisse dans tous les médias, et qu’il devienne auprès de San Jorge le référent anti-mines de la vallée. Et malheureusement le prêtre, qui n’est plus là, s’est impliqué dans la question minière et a divisé, ce sont eux qui ont divisé les opinions, tu comprends ? parce que si vous êtes prêtre vous ne pouvez pas avoir la position du oui ou du non, vous devez être conciliant. Et l’Église est intégrée dans la vallée, donc beaucoup de gens qui étaient en faveur de l’exploitation minière ont cessé d’aller à l’Église, parce que le prêtre parlait de l’activité minière dans les sermons, tu comprends ? C’était donc un facteur important.] (Extrait d’entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

decide trabajar con nosotros. Yo trabajé con \*\*\* haciéndole de asistente en Aconcagua, trabajaba con él, hacía trekking, y todo lo demás. Cuando se entera que yo empiezo a trabajar en la minera me deja de saludar. Un día estábamos haciendo cola en el banco de Uspallata y \*\*\* estaba atrás mío. Él no le hablaba a mí. Entonces yo dije 'yo le voy a decir que si quiere conocer San Jorge.' Entonces le digo un día, ese mismo día en el banco le digo: 'Hola \*\*\*. ¿Querés conocer San Jorge?' 'Bueno.' Me dijo. ¿Viste? Lo trajimos y dio un vuelco así, ¿entendés? Porque comprendió que todo lo que le decían muchas cosas inventadas. Y bueno... en la audiencia pública, \*\*\* expone contando su realidad, que él estaba en contra de la minería, que después empezó a investigar y a conocer el tema y que apoya el tema minero con lo mismo que estamos diciendo nosotros, con el cuidado del medio ambiente, como posibilidad de trabajo, como posibilidad de trabajos alternativos, y su hermano expone en la audiencia pública en contra de la minería. Entonces fue titular en los diarios : 'Dos hermanos separados por la minera San Jorge.' Re fuerte."<sup>337</sup>

Le développement de stratégies de légitimation de l'activité à l'échelle locale est donc bien réel et des projets de RSE sont menés à bien par des employés de l'activité alors même que l'entreprise exploitante ne peut pas travailler. Cependant, ces actions portées par l'entreprise rencontrent une forte opposition par certains habitants de la localité la plus proche du projet, aucun soutien public n'est affiché de la part des autorités locales et les débats sont si virulents qu'ils brisent certains liens sociaux. De même, à l'échelle provinciale, les organisations sectorielles et les représentants locaux des entreprises travaillent toujours à faire accepter le développement minier. Ils répandent le discours de la création d'emplois et luttent pour le développement de l'activité *via* des recours en justice, l'organisation d'événements miniers ou en affirmant leur présence dans certaines manifestations. Cependant, la conflictualité est telle que, jusqu'au début de l'année 2019, où Aterra Capital et Solway group décident de se retirer, l'entreprise envisage le développement d'un projet bi-provincial avec San Juan. L'avocat de San Jorge affirme ainsi que :

"hoy tenemos tres proyectos en San Jorge. Entonces vos me preguntás cuál. Está el A, que es hacerlo en Mendoza con todas las sustancias, que hoy ya no se podría porque hay una sustancia que está prohibida. El B es hacerlo en Mendoza pero sin la sustancia prohibida. Y el C, es hacerlo en San Juan. Tenés proyectos San Jorge A, B y C, y nadie sabe cuál va a ser

<sup>337</sup> [C'est aussi un grand référent à Uspallata, c'est un grand grimpeur, il avait une entreprise, il a toujours travaillé avec ses frères dans une entreprise touristique à Uspallata, ils ont été les premiers à positionner Uspallata comme ville touristique. Et bien, après il s'est séparé de ses frères, parce qu'il y avait des problèmes dans l'entreprise, et puis ses frères sont contre les mines, et il a décidé de travailler avec nous. J'ai travaillé avec \*\*\* comme assistant sur l'Aconcagua, j'ai travaillé avec lui, pour du trekking et tout le reste. Quand il apprend que je commence à travailler à la compagnie minière, il arrête de me saluer. Un jour, on faisait la queue à la banque d'Uspallata et \*\*\* était derrière moi. Il ne me parlait pas. Puis je me suis dit : « Je lui vais lui proposer de visiter San Jorge. » Un jour, je lui dis, le même jour à la banque je lui dis : « Bonjour \*\*\*. Tu veux connaître San Jorge ? » « D'accord » il me répond. Tu vois ? On l'a amené ici et il retourné sa chemise comme ça, tu comprends ? Parce qu'il a compris que tout ce qu'on lui disait était inventé. Et bien.... pendant l'audience publique, \*\*\* a exposé sa réalité, qu'il était contre l'exploitation minière, que plus tard il a enquêté et commencé à connaître le sujet et que maintenant il soutient l'activité comme nous, les mêmes arguments que nous, dans le respect de l'environnement, comme une possibilité de travail, comme une alternative. Son frère lui aussi a exposé pendant l'audience publique, contre les mines. Ça a fait la une des journaux : « Deux frères séparés par la compagnie minière San Jorge. ». C'est très fort.] (Extrait d'entretien avec le responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

el que realmente se va a terminar aprobando. Hoy por hoy la empresa está tramitando el C, en San Juan.”<sup>338</sup>

La responsable de la RSE explique en effet que :

“¿Qué sucede con el biprovincial? San Jorge se convertiría en cantera, ¿no? extracción de roca. La roca se llevaría por tren hasta el lado de San Juan, que la planta estaría a 22 km de acá, mirá vos lo que es porque ya estás en territorio sanjuanino. El biprovincial es nada más acá, campamento, construcción de la vía férrea para el tren, y la roca que va a ser trasladada en los vagones. Acá no habría dique de colas, nada, en el biprovincial. Pero el gobierno de Mendoza tampoco quiere perder las regalías, porque no es lo mismo cantera a mineral boca-mina, ¿entendés? que no es lo mismo lo que pagás. También te ponen trabas porque no es el más beneficiado San Juan. Entonces no te dejan hacer nada, es muy difícil, muy, muy difícil.”<sup>339</sup>

Face à la contestation et au rejet de l'activité, la stratégie de l'entreprise est donc de se tourner vers des cieux plus favorables, que la province de San Juan incarne parfaitement.

L'avocat de San Jorge nous déclare ainsi que :

“han [los representantes de la empresa] tenido reuniones informales con el gobierno de San Juan, la empresa. Y el gobierno de San Juan dijo: ‘Vengan, que acá no va a haber ningún problema. Tramiten todos los permisos, cumplan con la ley. Si ustedes cumplen con todo, no se lo vamos a prohibir’, que es como debería ser.”<sup>340</sup>

Comme nous l'avons vu, dans les trois provinces de San Juan, Jujuy et Mendoza, des dispositifs d'intervention du système multiacteurs partisan de l'activité dans les territoires locaux présentent certains traits communs. L'analyse de leur mise en pratique permet cependant de dégager, aussi, différents modes d'inscription dans les territoires qui témoignent de niveaux divers de pénétration du modèle néo-extractiviste dans les constructions territoriales locales, permettant plus ou moins d'affirmer des territoires « miniers ».

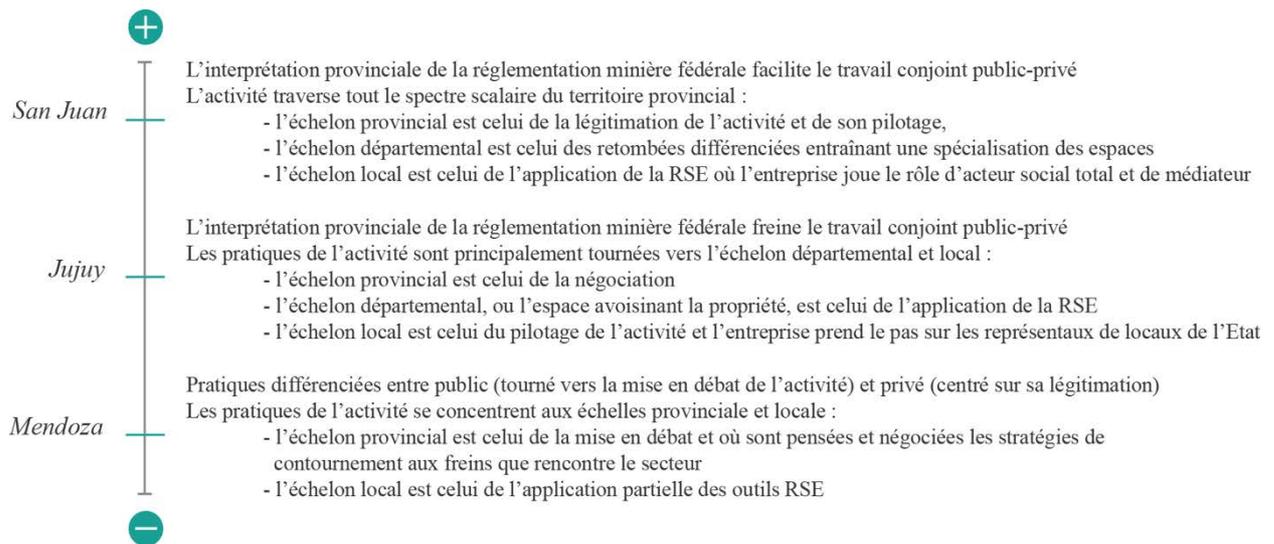
<sup>338</sup> [Aujourd'hui, nous avons trois projets à San Jorge. Alors, tu me demandes lesquels. Il y a le A, qui est de le faire à Mendoza avec toutes les substances, ce qui ne pourrait plus se faire aujourd'hui parce qu'il y a une substance qui est interdite. Le B est de le faire à Mendoza mais sans la substance interdite. Et le C est de le faire à San Juan. Il y a les projets A, B et C pour San Jorge, et personne ne sait lequel sera vraiment celui qui finira par être approuvé. Aujourd'hui, l'entreprise traite le C, à San Juan] (Extrait d'entretien avec l'avocat de la CaMEM et du projet minier de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>339</sup> [Qu'est-ce qui se passe avec le biprovincial ? San Jorge deviendrait une carrière, n'est-ce pas ? L'extraction de roches. La roche serait amenée en train à San Juan, l'usine serait à 22 km d'ici, rends toi compte qu'à cette distance tu es déjà sur le territoire de San Juan. Avec le biprovincial, ici, il y aurait juste le campement, la construction de la voie ferrée, pour le train, et la roche qui va être déplacée dans les wagons. Ici, il n'y aurait pas de digue de rétention de stériles, rien du tout, dans projet biprovincial. Mais le gouvernement de Mendoza ne veut pas non plus perdre les redevances, parce que ce n'est pas la même chose que rapporte une carrière de minerai, tu comprends ? Ce n'est pas la même chose ce qu'il faut payer. Donc ils ont également mis des obstacles sur notre chemin parce que San Juan n'est pas ce qui leur bénéficie le plus. Donc ils ne nous laissent rien faire, c'est très difficile, très, très difficile.] (Extrait d'entretien avec la responsable de la RSE pour San Jorge, novembre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

<sup>340</sup> [Ils ont eu [les représentants de l'entreprise] des réunions informelles avec le gouvernement de San Juan. Et le gouvernement de San Juan a dit : « Venez, il n'y aura pas de problème ici. Respectez tous les permis, conformez-vous à la loi. Si vous vous conformez à tout, nous n'allons pas l'interdire », et ça devrait toujours être comme ça.] (Extrait d'entretien avec l'avocat du projet minier de San Jorge, octobre 2016, province de Mendoza, trad. M. Denoël).

D'abord, dans les trois cas étudiés, l'échelon provincial et sa capitale sont le lieu de la négociation publique-privée et les capitales provinciales accueillent les acteurs intermédiaires ou organisations sectorielles prônant le développement minier provincial. Cependant, déjà sur ce point, des différences apparaissent : le déploiement de l'activité ne transcende pas, dans les trois provinces, le spectre scalaire de la province à l'identique (Figure 29). Si la présence des entreprises exploitantes marque la ville de San Juan — avec leurs sièges comme leurs sites logistiques, signe que la ville est le lieu de pilotage de l'activité —, elle est en recul dans la province de Jujuy — certaines entreprises préférant piloter leur activité soit depuis Buenos Aires soit depuis le site minier même — et quasiment absente dans la ville de Mendoza — marquée elle par les signes de la mise en débat.

**Figure 29.** Déploiement des pratiques minières et rayonnement de l'activité : des différentiels provinciaux

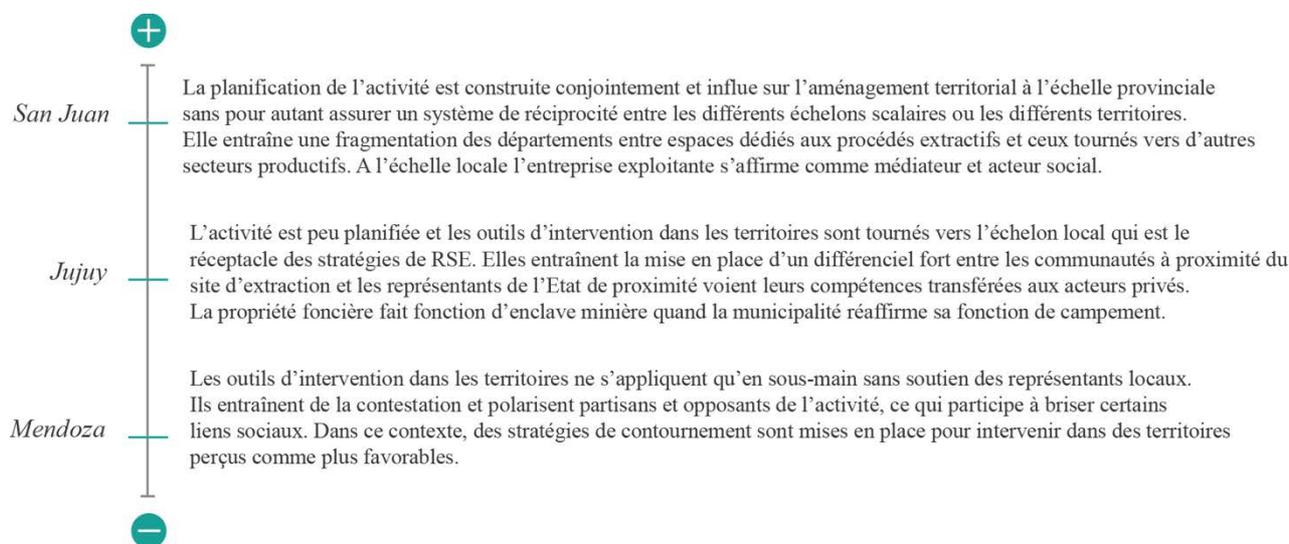


Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Ensuite, les pratiques des acteurs de l'activité ont pour similitude de mobiliser des outils de légitimation — tels que ceux inclus dans les stratégies de RSE — tournés vers le développement économique, humain, social et durable. Dans les trois cas observés, les acteurs de l'activité affichent un paternalisme assumé vis-à-vis des populations situées au plus proche des sites, qui sont présentées comme devant être « sauvées ». Les acteurs de l'activité se défendent d'encourager l'emploi local — direct ou indirect —, de participer à améliorer les services publics — santé, éducation, infrastructures énergétiques ou de transport —, et de contribuer à la préservation de l'environnement — en répondant aux

normes internationales, en garantissant un meilleur usage de la ressource en eau que d'autres acteurs ou secteurs productifs. En ce sens, dans les trois provinces, l'activité participe à ce que le modèle néo-extractiviste définit comme développement territorial.

**Figure 30.** Variations dans les outils d'intervention dans le développement territorial



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

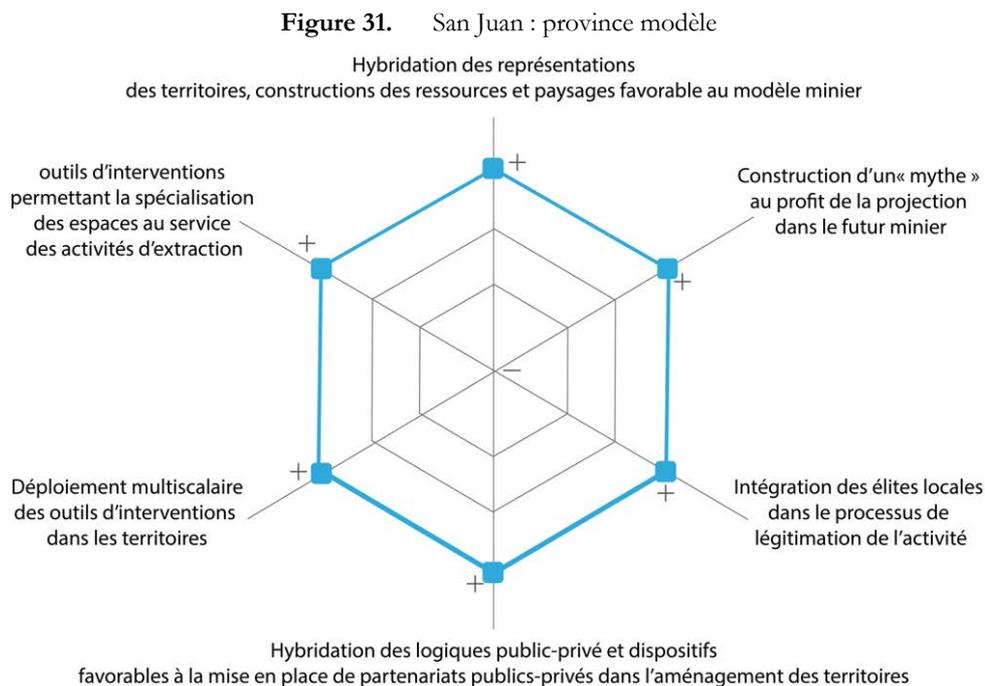
Pourtant, là aussi des divergences sont à l'œuvre (Figure 30). Ainsi, dans la province de San Juan, du fait de l'encadrement de l'activité par le système des fidéicomis, de la faiblesse des contrôles pourtant démultipliés et des phénomènes de corruption relatifs à l'allocation de concessions, le modèle du partenariat public-privé permet l'affirmation de l'entreprise comme véritable acteur social à l'échelle locale. Il devient aussi médiateur entre les élus locaux et provinciaux. Ce travail conjoint public-privé entraîne aussi une forte fragmentation sociospatiale avec, à l'échelle départementale, des espaces spécialisés — entre tourisme et mine dans le cas étudié de Calingasta. L'échelon départemental se voit ôté, quasiment, tout pouvoir décisionnel. Dans la province de Jujuy, le travail conjoint entre acteurs présente des freins — comme le rejet de la présence étatique dans les affaires privées *via* JEMSE — qui semblent avoir entraîné le repli des affaires minières sur les sites d'exploitation : une fragmentation sociospatiale est aussi à l'œuvre, mais elle ne concerne pas des départements ou régions entières. Elle se concentre sur le site minier et ses alentours directs. Dans le cas de Mina El Aguilar, alors que les communautés sont dépossédées de leur capacité de penser l'activité — dans les propos des acteurs impliqués, mais aussi du fait de l'antériorité de la propriété foncière de la mine sur les lois internationales, nationales, et provinciales protégeant leurs droits —, l'entreprise effectue

une différenciation forte entre les habitants. Dans ses stratégies de RSE, l'entreprise distingue ainsi ceux qui sont intégrés — qui sont les personnes recensées comme participantes des communautés dites « internes » — et les autres — non recensés ou participants des communautés dites « externes ». À la partialité des actions de RSE s'ajoute l'absence de représentation de l'État à l'échelle locale où la municipalité laisse la gestion des affaires courantes à l'entreprise qui dirige les affaires publiques comme celles relevant de son activité, ce qui s'en ressent jusqu'au modèle urbain de la localité. Enfin, dans la province de Mendoza, le rejet de l'activité ne permet l'application des stratégies de légitimation qu'en sous-main, à l'échelle locale. En effet le refus, de la part des acteurs publics d'afficher leur adhésion au secteur, ne permet pas aux représentants locaux de l'entreprise de jouer le rôle d'acteur social total. Les actions menées au nom de la RSE entraînent, tout de même, des divisions fortes de la société à l'échelle locale, brisant certains liens sociaux et polarisant la société entre partisans et opposants, ce qui se retrouve aussi à l'échelle provinciale. Les stratégies de contournement de l'opposition sont donc, dans ce cas, de se tourner vers l'échelon fédéral pour faire sauter les verrous juridiques ou vers les provinces voisines pour rendre exécutoires les projets d'extraction.

## Conclusion du cinquième chapitre

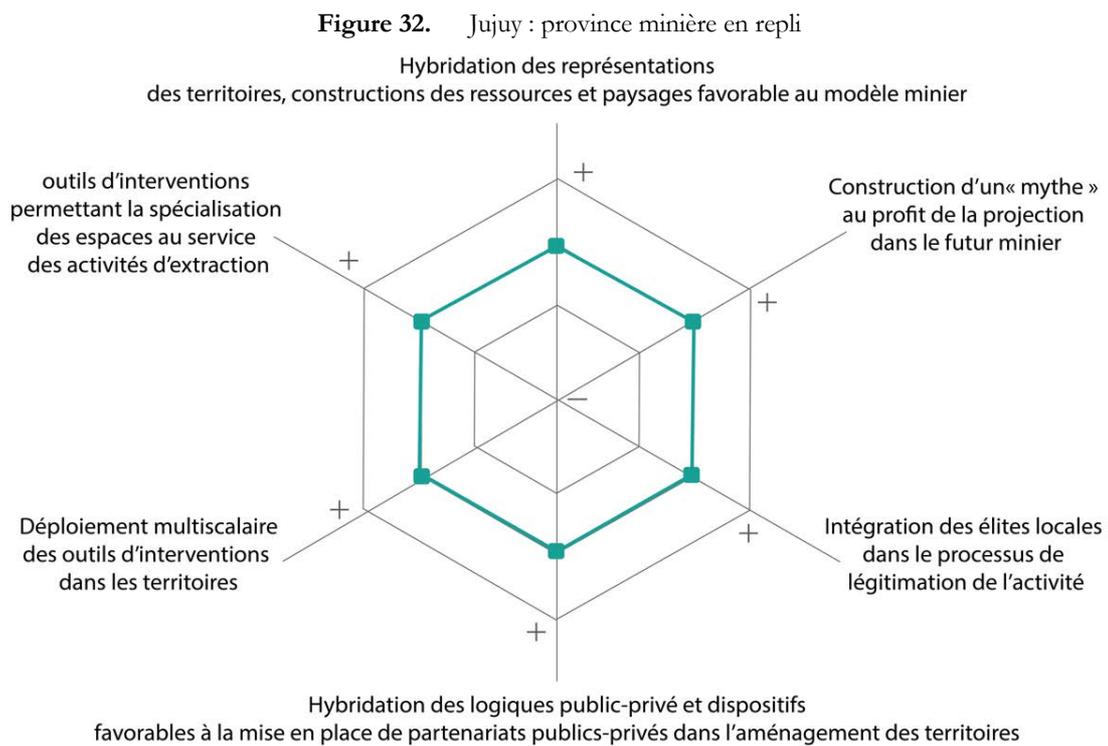
Le développement de l'activité minière confronte donc les territoires à de nouvelles représentations — ou transforme celles qui le précédent — qui visent sa légitimation et sa naturalisation (Chapitre 4). Les territoires voient aussi arriver avec l'activité un ensemble de pratiques qui participent à leur construction dynamique et qui encouragent leur redéfinition comme des territoires miniers, dans une perspective d'institutionnalisation du secteur (Chapitre 5). Ces pratiques ont des traits communs que nous identifions comme fondement du modèle néo-extractiviste. Elles sont portées par un système d'acteurs visant l'intégration des élites locales et l'hybridation des logiques publiques-privées (A). Elles s'accompagnent d'outils d'intervention dans les territoires cherchant à assurer au modèle un déploiement scalaire le plus important possible (Partie 1.Chapitre 1.A.3). Pourtant, la concrétisation réelle de ces grands champs de pratiques ne s'incarne pas à l'identique dans les différents territoires.

À San Juan (Figure 31), province « modèle », c'est un système d'acteurs aux logiques hybrides — faisant la part belle aux élites locales dans le processus de captation, laissant l'entreprise exploitante jouer le rôle de médiateur entre les différentes élites et reposant sur un déploiement institutionnel public et privé tentaculaire — qui porte les pratiques de légitimation de l'activité (Partie 1.Chapitre 1.A.1).



Outre la construction d'un mythe minier, les outils de légitimation de l'activité sont encadrés par une réglementation favorable au secteur et se déploient de manière multiscalaire depuis l'échelle provinciale jusqu'à l'échelle locale, entraînant une spécialisation de certains espaces à son service quand d'autres permettent la valorisation de ses retombées (C.1).

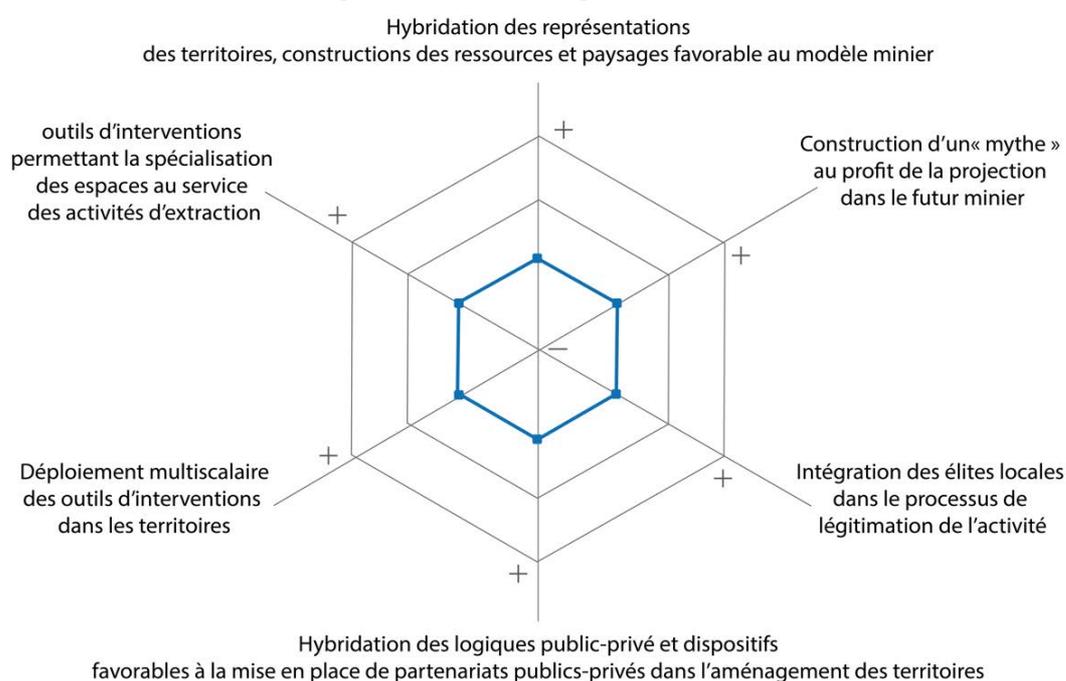
Dans la province de Jujuy (Figure 32), les pratiques de légitimation de l'activité sont portées par un système d'acteurs déséquilibré dans la mesure où, si les élites locales sont bien intégrées dans le processus multiscalaire de captation des ressources, le dispositif d'encadrement de l'activité est perçu comme un frein et ralentit l'hybridation des logiques publiques-privées (B.2). Dans ce contexte, l'activité est en repli et ses outils d'intervention dans les territoires se limitent au site minier et à ses alentours qui se transforment en enclave gérée par et pour les acteurs de l'extraction (C.2).



À Mendoza enfin (Figure 33), les différences de temporalités et les conflits entre les différents acteurs — notamment du fait de l'existence d'une législation restrictive — ne permettent pas d'assurer, outre une entente de principe sur la nécessité de bâtir un dispositif de consensus autour de l'activité, un véritable déploiement du modèle dans les territoires (B.3). Ainsi, de même que pour la référence à l'histoire des territoires, les actions

menées dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'économie sont mises au service de la légitimation de l'activité comme activité porteuse de développement à l'échelle locale. Les pratiques propres au secteur minier et à ses volontés de voir l'activité se développer sont, elles, différenciées (C.3) : alors que l'entreprise intervient en sous-main à l'échelle locale, tous les représentants de l'État tentent de faire reculer l'opposition existante *via* une mise en débat des conditions techniques permettant le déploiement minier.

**Figure 33.** Mendoza : province récalcitrante



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Enfin, nous avons vu (Partie 1. Chapitre 1.) comment, en Argentine et à partir des années 1990, l'activité minière métallifère de grande envergure s'est développée, dans le cadre d'un modèle qualifié d'abord « d'extractiviste », afin de répondre aux besoins d'expansion du capitalisme. Nous avons vu aussi comment la contestation croissante des activités extractives aux échelles internationales, régionales, nationales et locales a poussé, sous le gouvernement de Nestor Kirchner, au début des années 2000, les acteurs partisans de l'activité à repenser, comme l'affirment Facundo Boccardi, Silvina Giovannini, Mauro Orellana et Dolores Rocchietti (2008), le dispositif de consensus nécessaire à l'essor du modèle, permettant d'affirmer le passage à un modèle « néo-extractiviste » (Partie 1.

Chapitre 1. B). Le système d'acteurs impliqués s'est alors complexifié, densifié (Berkowitz, Dumez, 2015 ; George, 2014), ce qui témoigne d'une hybridation des logiques — relevant de ce qui est, d'ordinaire, qualifié de « public » ou de « privé » (Partie 1. Chapitre 1. C). Il inclut les hybrides de la mondialisation (Gratz, 2006) ou médiateurs, courtiers du développement (Olivier de Sardan, 1995 a) et un État aux contours flous dont l'action est difficilement différenciable de celle de ses partenaires privés (Chavagneux, 2002 ; Clerval, 2011 ; Negri, Cocco, 2007). C'est ce que Mirta Antonelli (2009) qualifie « d'alliance hégémonique », au service de la diffusion d'un imaginaire où certains territoires peuvent être sacrifiés, où la ressource est une *commoditie* et où l'activité extractive, responsable et durable, est porteuse de développement économique, humain et social. En ce sens, ces acteurs partisans de l'activité participent à favoriser l'existence d'un modèle hégémonique : par un double processus dynamique de consensus et de coercition, une conception universelle est générée à partir d'une vision particulière.

Le discours et les représentations qu'il sous-tend affirme les activités extractives comme sources de développement économique, humain, social et durable : c'est là le champ du néo-développementisme, de la croissance, du progrès (Bottaro, Sola Álvarez, 2015 a ; Slipak, 2015 ; Svampa, 2015). Dans les pratiques, s'il est quasiment impossible — ou du moins, nous n'y sommes pas parvenus — de retracer l'utilisation qui est faite des redevances minières par l'État fédéral, des outils sont mis en place pour supposément aider les entrepreneurs nationaux à offrir les services nécessaires aux entreprises exploitantes – c'est l'exemple de la *mesa de substitución y homologación*<sup>341</sup>. Les acteurs « partenaires » sont aussi incités à générer de l'emploi à l'échelle locale, soit directement en recrutant des habitants à proximité des sites miniers, soit indirectement en favorisant les fournisseurs de services provinciaux ou nationaux. Les exploitantes et organisations sectorielles se targuent d'ailleurs de créer des emplois correctement rémunérés et légaux — *a contrario* des emplois offerts par le secteur agricole notamment, qui seraient pour la majorité non déclarés ou très contraignants.

Dans l'imaginaire idéal bâti autour de l'activité minière métallifère, les mines et leurs entreprises exploitantes sont aussi socialement et environnementalement durables (Antonelli, 2014 ; Antonelli, 2015). La norme, la loi sont érigées en mécanismes de contrôle qui garantissent l'essor de l'extraction dans un cadre humain et environnemental

---

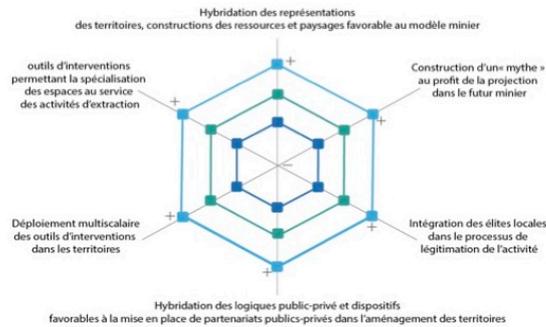
<sup>341</sup> [Forum de substitution et d'homologation] (trad.M. Denoël), impulsé par le gouvernement fédéral à partir de 2011.

réglementé. C'est la gestion de l'accumulation : dans les pratiques, elle s'incarne par la mise en place de processus participatifs dans les stratégies de RSE, par la gestion technicisée des événements de pollution – où les « seuils », les « méthodes » de traitement valent plus que des accusations associées au « politique ». Est donc technique la gestion de la participation, de l'insertion territoriale des entreprises, de l'impact environnemental, quand sont politiques les interdictions de l'utilisation de certaines substances jugées polluantes ou dangereuses, les revendications de plus importantes retombées locales, celles du droit de décision des populations impactées ou même du rejet du modèle.

Par ailleurs, les représentations qui sous-tendent le modèle néo-extractiviste affirment que les populations locales sont peu nombreuses, isolées, marginalisées. Alors que les pouvoirs publics ne suffisent pas à « aider » leurs citoyens, c'est l'arrivée de l'activité minière qui va leur permettre « d'entrer dans la mondialisation ». Dans les pratiques, sont mis en place des partenariats publics-privés (Fornillo, 2014 ; Sassen, 2000) et des négociations autour des actions de RSE pour la construction d'infrastructures ou la prise en charge de certains services de base (couverture en électricité, acheminement de l'eau courante, éducation et santé). Ils assurent le passage d'une activité prédatrice à une activité où l'entreprise joue le rôle de l'acteur social local.

Enfin, les mouvements socio-environnementaux luttent non seulement pour la préservation d'une ressource — particulièrement l'eau qui a connu une véritable politisation (Bottaro *et al.*, 2014 ; Grieco, Salazar-Soler, 2013 ; Machado Araújo, 2010 a ; Petz, 2013) — mais aussi pour son accès, sa gestion et sa distribution. L'imaginaire néo-extractiviste repose donc sur un véritable travail de déconstruction de l'usage des ressources par l'activité. La technique — pensée comme contraire au politique — occupe donc une place centrale. Les entreprises transnationales sont ainsi présentées comme les plus à même d'être innovantes, qualifiées dans la gestion de techniques de pointe, maîtrisant et possédant les outils nécessaires tant à l'extraction qu'à la préservation des ressources. Dans ce sens, elles sont opposées aux orpailleurs ou aux entreprises familiales d'extraction. À cet effet, les acteurs de l'activité organisent des séminaires miniers adressés aux spécialistes du secteur. Ils tissent des liens avec les universités, ils organisent des formations auprès des populations locales afin de les préparer aux contrôles participatifs et de déconstruire leur « méconnaissance » des pratiques minières. L'activité minière est aussi opposée à d'autres secteurs productifs, tels que l'agricole ou le viticole, qui feraient, eux, un mauvais usage des ressources.

**Figure 34.** Éléments de synthèse sur les particularismes territoriaux du modèle néo-extractiviste



SAN JUAN

JUJUY

MENDOZA

Hybridation des représentations	Présence de tous les mondes lexicaux composant l'univers lexical de légitimation. À l'échelle locale, registres de la norme et du développement humain. À l'échelle provinciale, registres néo-développementiste et de construction technico-politique de la ressource.	Présence de tous les mondes lexicaux composant l'univers lexical de légitimation sauf celui relatif à la norme. Faible construction technico-politique de la ressource. Représentations dissociées entre l'échelle locale et provinciale.	Conflit de représentations polarisé entre protection de l'environnement et lutte pour l'encadrement des pratiques d'une part et monde lexical du néo-développementisme.
Construction d'un «mythe» minier	Nombreuses références à l'histoire provinciale minière. Histoire comme instrument de projection dans le futur provincial. Concrétisation de projets de patrimonialisation conduits conjointement entre secteur public et privé.	Références à l'histoire provinciale minière centrées sur certains sites d'exploitation. Faible degré de généralisation. Portée locale et nationale des références historiques, mais peu de prise à l'échelle de la province. Peu de concrétisation de projets de patrimonialisation.	Nombreuses références à l'histoire provinciale, sans lien avec l'histoire minière. Portée locale des références historiques et des projets de patrimonialisation. Projets de patrimonialisation freinés par les relations entre secteur public et privé.
Intégration des élites	Intégration des élites locales privées et publiques aux processus de captation à l'échelle provinciale. Entreprise comme médiateur entre les élites locales et provinciales	Intégration des élites locales privées dans le processus de captation à l'échelle provinciale. Faible pénétration de la sphère publique dans les stratégies entrepreneuriales de captation.	Faible intégration des élites locales (limitée aux stratégies de RSE et à la représentation juridique de l'entreprise). Conflit.
Hybridation des logiques	Participation directe de l'entreprise à la planification territoriale provinciale (dispositif de Fideicomis). Multiplication des instances, déploiement institutionnel et densité d'organisations sectorielles importants. Affichage d'une activité très encadrée mais faibles contrôles effectifs.	Dispositif d'encadrement de l'activité (entreprise paratataque JEMSE) contesté par les acteurs publics fédéraux et par les acteurs privés. Densité d'organisations sectorielles importante. Faibles contrôles.	Encadrement restrictif de l'activité (loi 7.722) mis en débat qui génère de la conflictualité entre les acteurs. Temporalité du politique et du capital qui répondent à des rythmes différents. Entente sur le dispositif de consensus à bâtir.
Déploiement multiscalair des outils de légitimation	L'interprétation provinciale de la réglementation minière fédérale facilite le travail conjoint public-privé. L'activité traverse tout le spectre scalaire du territoire provincial : l'échelon provincial est celui de la légitimation de l'activité et de son pilotage, l'échelon départemental est celui des retombées différenciées entraînant une spécialisation des espaces, l'échelon local est celui de l'application de la RSE où l'entreprise joue le rôle d'acteur social total et de médiateur.	L'interprétation provinciale de la réglementation minière fédérale freine le travail conjoint public-privé. Les pratiques de l'activité sont principalement tournées vers l'échelon départemental et local : l'échelon provincial est celui de la négociation, l'échelon départemental ou l'espace avoisinant la propriété, est celui de l'application de la RSE, l'échelon local est celui du pilotage de l'activité et l'entreprise prend le pas sur les représentants locaux de l'Etat.	Pratiques différenciées entre public (tourné vers la mise en débat de l'activité) et privé (centré sur sa légitimation). Les pratiques de l'activité se concentrent aux échelles provinciale et locale : l'échelon provincial est celui de la mise en débat et où sont pensées et négociées les stratégies de contournement aux freins que rencontre le secteur, l'échelon local est celui de l'application partielle des outils RSE.
Spécialisation des espaces au service de l'activité	La planification de l'activité est construite conjointement et influe sur l'aménagement territorial à l'échelle provinciale sans pour autant assurer un système de réciprocité entre les différents échelons scalaires ou les différents territoires. Elle entraîne une fragmentation des départements entre espaces dédiés aux procédés extractifs et ceux tournés vers d'autres secteurs productifs. A l'échelle locale l'entreprise exploitante s'affirme comme médiateur et acteur social.	L'activité est peu planifiée et les outils d'intervention dans les territoires sont tournés vers l'échelon local qui est le réceptacle des stratégies de RSE. Elles entraînent la mise en place d'un différentiel fort entre les communautés à proximité du site d'extraction et les représentants de l'Etat de proximité voient leurs compétences transférées aux acteurs privés. La propriété foncière fait fonction d'enclave minière quand la municipalité réaffirme sa fonction de campement.	Les outils d'intervention dans les territoires ne s'appliquent qu'en sous-main sans soutien des représentants locaux. Ils entraînent de la contestation et polarisent partisans et opposants de l'activité, ce qui participe à briser certains liens sociaux. Dans ce contexte, des stratégies de contournement sont mises en place pour intervenir dans des territoires perçus comme plus favorables.

Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Indications de lecture : Cette figure reprend et synthétise les figures 20, 21, 24, 25, 29, 30, 31, 32, 33.

Pourtant, si le dispositif de consensus repose bien sur des rhétoriques, des topiques, des doxas et des pratiques communes qui s'appliquent de manière transcalaire, nous avons aussi vu comment la décentralisation qui s'est opérée dans les années 1990 a transféré la gestion des ressources aux États provinciaux qui sont libres d'interpréter le Code minier fédéral. La construction du modèle diffère et les territoires concernés (Figure 34) adoptent différents « régimes » (Laforce *et al.*, 2012) laissant penser que cet ensemble de mécanismes unificateurs et régulateurs ne parvient pas à imposer — à l'identique du moins — l'acceptabilité du modèle et sa légitimité. En nous appuyant sur les cas des provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza, nous avons montré (Chapitre 4) comment les discours et les différents mondes lexicaux qui les composent — entendus comme révélateurs de sens chez les acteurs et comme divulgateurs des mondes réels définis par l'implantation et le développement du modèle néo-extractiviste dans les territoires — varient d'une province à l'autre. L'analyse, aux échelles infranationales, des pratiques territorialisées des acteurs — de la (re) construction d'une identité minière au déploiement de stratégies concrètes de légitimation en passant par l'intégration des élites locales et la négociation de partenariats publics-privés — met elle aussi en exergue des particularismes locaux (Chapitre 5).

## Chapitre 6. Rapports de pouvoir et territoires miniers : la part du local dans la construction du néo-extractivisme

El blanco vive en su casa  
de madera con balcón.  
El negro en rancho de paja  
en un solo paredón.

Y aunque mi amo me mate  
a la mina no voy  
yo no quiero morirme  
en un socavón.

Don Pedro es tu amo  
él te compró  
se compran las cosas

a los hombres no.  
En la mina brilla el oro  
al fondo del socavón  
el blanco se lleva todo  
y al negro deja el dolor.

Cuándo vuelvo de la mina  
cansado del carretón  
encuentro a mi negra triste  
abandonada de Dios  
y a mis negritos con hambre  
¿por qué esto, pregunto yo?

A la mina no voy,  
Quilapayún, 1969 <sup>342</sup>

Dans ce sixième chapitre, nous proposons de revenir sur les relations d'interdépendance, que nous questionnions dans le Chapitre 2, entre les territoires locaux et les acteurs souhaitant implanter et développer l'activité minière de grande envergure en Argentine. Nous commençons donc, dans un premier temps, par questionner les conditions d'hybridation des logiques public-privé et des représentations entre acteurs partisans de l'activité et territoires locaux ainsi que celles de la territorialisation des pratiques et discours dans le cadre des relations de pouvoir néo-extractivistes. Ce faisant et, à la suite de Daniel Roy Torunzcyk Schein (2015), nous espérons participer à la compréhension d'une dimension spécifique de la globalisation, celle de l'expansion du modèle néo-extractiviste sur de nouveaux territoires, qui prend des formes différentes, non seulement au niveau national, mais aussi infranational. Nous cherchons donc, dans un second temps, à qualifier les interdépendances entre les partisans d'un des aspects du modèle globalisé, capitaliste — le néo-extractivisme — et les territoires concernés par ces processus d'accumulation par dépossession — dans notre cas, les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza.

<sup>342</sup> [L'homme blanc vit dans sa maison / avec balcon. / L'homme noir dans son ranch en paille / dans un seul mur. // Et bien que mon maître me tue / Je ne vais pas à la mine / Je ne veux pas mourir / dans un gouffre. Don Pedro est ton maître / il t'a acheté / les choses s'achètent / pas les hommes. // Dans la mine, l'or brille / au fond du gouffre / le blanc prend tout / et il laisse au noir la douleur. // Quand je reviens de la mine / fatigué par la carriole / Je trouve ma noire triste / abandonnée de Dieu / et mes petits nègres affamés / Pourquoi c'est comme ça, je demande ?] (*A la mina no voy*, Quilapayún, 1969, trad. M. Denoël).

## A. Hybridation des logiques et des représentations : des variations territoriales

### 1. L'hybridation multiscale des logiques public-privé au fondement du néo-extractivisme

Le néo-extractivisme et le consensus des commodities se caractérisent, selon Maristella Svampa et Enrique Viale (2014, p. 15-17) par :

“Un modelo de despojo y concentracion de tierras, recursos y territorios que tiene a las grandes corporaciones (en una alianza multiscalar con los diferentes gobiernos) como actores principales. (...) En funcion de una mirada productivista y eficientista del territorio, se alienta la descalificacion de otras logicas de valorizacion; los territorios son como socialmente vaciables, y en los casos extremos terminan por convertirse en ‘areas de sacrificio’ para satisfacer el progreso selectivo. El neoextractivismo desarrollista instala, asi, una dinamica vertical que irrumpe en los territorios y, as su paso, compite y tiende a desplazar las economias regionales existentes, destruyendo la biodiversidad, profundizando de modo peligroso el proceso de acaparamiento de tierras, expulsando o desplazando comunidades rurales, campesinas o indigenas, y violentando procesos de decision ciudadana (...).”<sup>343</sup>

En effet, dans le cas de l'activité minière métallifère de grande envergure et, plus particulièrement de celle qui cherche — ou qui parvient — à s'implanter dans les provinces de San Juan, Jujuy et Mendoza, le dispositif de consensus autour de l'activité implique bien des entreprises étrangères fortement dotées en capitaux : Troy Resources puis Austral Gold pour la mine de Casposo, Glencore Xstrata pour la mine d'El Aguilar et Aterra Capital et Solway Group pour le projet de San Jorge. Il implique aussi l'État dans ses déclinaisons fédérale, provinciales, départementales et municipales. Mais cette « alliance hégémonique », décrite ici par Maristella Svampa et Enrique Viale (2014) et, par ailleurs, par Mirta Antonelli (2010) entre autres, se nourrit aussi des « micro-pouvoirs » (Foucault, 1975, 2001) qui composent les territoires. Ces micropouvoirs concentrés dans les relations entre les différents acteurs partisans du déploiement de l'activité (élus et représentants des entreprises à l'échelle locale, mais aussi organisations sectorielles, élites locales, propriétaires fonciers ou de concessions minières) sont ceux qui, après analyse, facilitent l'accès, la gestion, le contrôle et l'aliénation des territoires et, donc, des ressources extraites (Schlager, Ostrom, 1992). Jesse C. Ribot et Nancy Lee Peluso (2003) ajoutent que les mécanismes d'accès diffèrent selon les catégories d'acteurs en fonction de leurs « capacités ». Au regard de la typologie

<sup>343</sup> [Un modèle de dépossession et de concentration des terres, des ressources et des territoires qui a comme acteurs principaux les grandes entreprises (dans une alliance multiscale avec différents gouvernements). (...) En fonction d'une vision productiviste et efficace du territoire, la disqualification d'autres logiques de valorisation est encouragée ; les territoires sont socialement vidés, et finissent dans les cas les plus extrêmes par devenir des « zones de sacrifice » pour satisfaire un progrès sélectif. Le néo-extractivisme développementiste installe ainsi une dynamique verticale qui s'infiltré dans les territoires et, au fur et à mesure qu'il se propage, concurrence et tend à déplacer les économies régionales existantes, détruisant la biodiversité, approfondissant dangereusement le processus d'appropriation des terres, expulsant ou déplaçant les communautés rurales, paysannes ou autochtones, et violant les processus décisionnels citoyens (...)] (Svampa, Viale, 2014, p. 15-17, trad. M. Denoël).

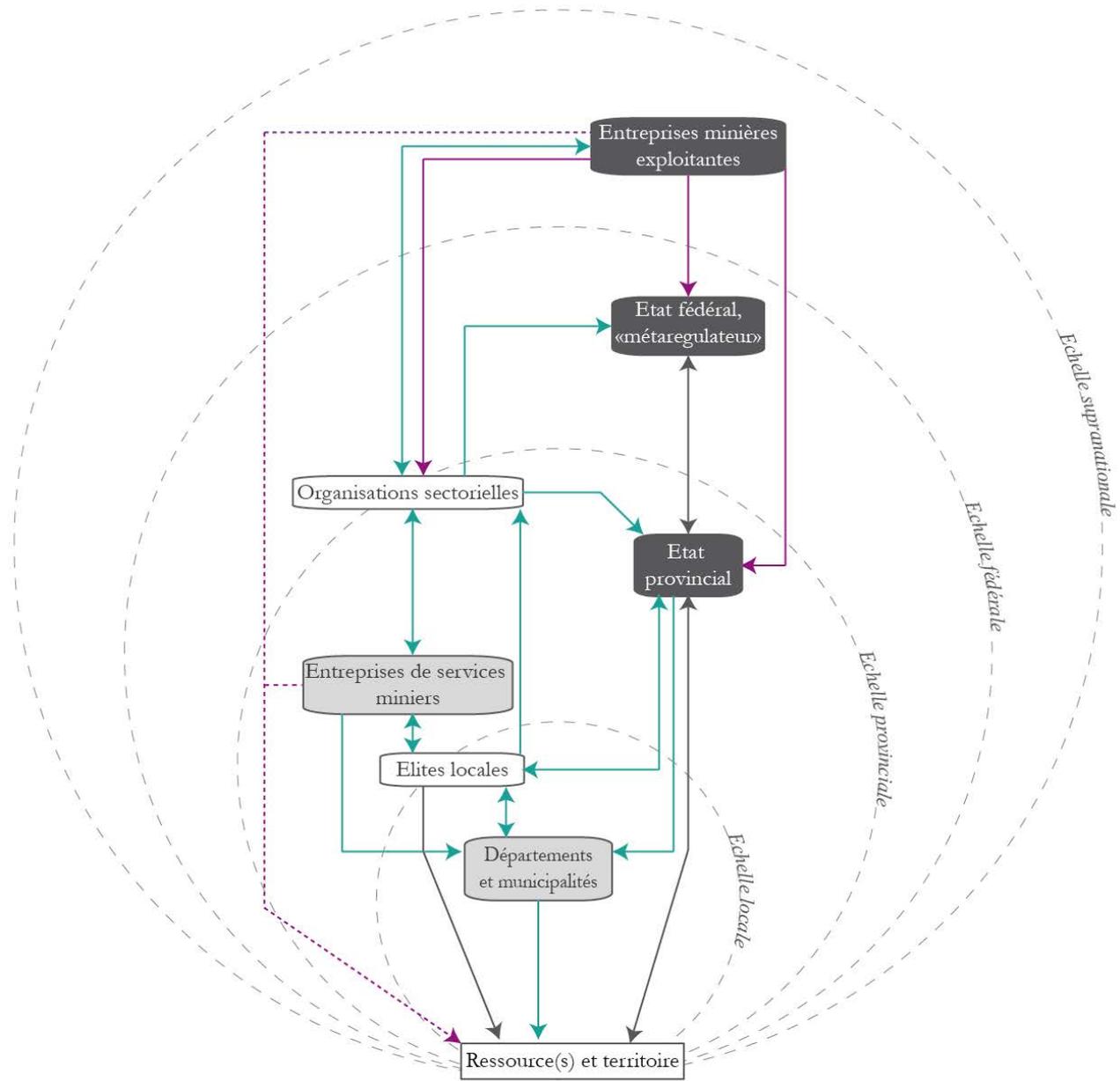
des mécanismes structurels et relationnels de l'accès que les auteures construisent<sup>344</sup> et dans le cadre de « l'alliance hégémonique » véhiculant le dispositif de consensus extractiviste, certaines « capacités » d'accès se recoupent dans toutes les provinces et « font modèle » (Figure 35, p. 316).

Au regard de la réglementation en cours, et bien que les entreprises exploitantes, transnationales, soient *a priori* les seules en capacité d'accéder à la ressource du fait de leurs dotations en capital, de leur insertion sur les marchés et de leur maîtrise de la technique, l'État fédéral et l'État provincial — et leurs représentants — sont les seuls à pouvoir accorder l'accès légal à la ressource (le premier régissant le Code minier et le second son interprétation et les droits de concession). En d'autres termes et, pour reprendre cette fois la typologie d'acteurs construite par Claude Raffestin (1980, p. 205) où « *A* : acteur ne contrôlant ni les techniques, ni la matière. *Ar* : acteur contrôlant les techniques. *AM* : acteur contrôlant la matière. *ArM* : acteur contrôlant les techniques et la matière », l'entreprise exploitante transnationale contrôle les techniques (*Ar*) et la « capacité technique et économique de mise en mouvement de cette ressource vers le marché mondial » (Magrin *et al.*, 2015, p. 10), quand l'État (fédéral et provincial) contrôle la matière (*AM*). Au regard de la contestation croissante des activités extractives, le modèle a intégré les départements et municipalités à la table des négociations comme représentants légaux et légitimes des territoires. Sans réel pouvoir décisionnel, leur accès à la ressource est cependant limité et leur présence relève davantage d'un affichage « participatif ». De même, les entreprises de services jouent un rôle de plus en plus important dans la mesure où le dispositif de consensus construit sa légitimité en affirmant que l'une des principales retombées de l'activité est la création d'emploi local, *via* l'emploi direct généré par l'entreprise exploitante et *via* l'emploi indirect que représentent ces nouveaux acteurs. Enfin, dans toutes les provinces étudiées et, bien que leur rôle ne soit pas revendiqué dans les sphères publiques, les élites locales et organisations sectorielles jouent toujours une fonction de mise en relation essentielle, bien qu'informelle. Médiateur ou acteur à même de faire les pressions politiques nécessaires, elles connectent l'ensemble du système. Elles multiplient, pour les acteurs cherchant à atteindre la « matière », les chances d'accès dans les trois terrains (Figure 35, p. 316). En effet (Magrin *et al.*, 2015, p. 10) :

« les acteurs ne sont pas également armés : ceux contrôlant uniquement la matière [ici, l'État dans toutes ses déclinaisons] sont assez libres vis-à-vis du temps (ils peuvent en théorie attendre un moment propice pour exploiter la ressource) mais contraints par l'espace — car ils n'ont pas la capacité de mettre la matière en mouvement. Les maîtres de la mise en relation [ici, les entreprises transnationales exploitantes] sont moins maîtres du temps (ils doivent négocier l'accès pour satisfaire en permanence la demande du système de consommation mondiale), mais leur contrôle technique les place en position de force. »

<sup>344</sup> Jesse C. Ribot et Nancy Lee Peluso (2003) identifient comme mécanismes structurels ou relationnels d'accès aux ressources les droits (légaux ou illégaux — octroyés grâce à des phénomènes de corruption par exemple) ; la technologie ; le capital ; les marchés ; le travail ou la création d'emploi ; la connaissance ; l'autorité ; l'identité sociale ; la négociation ou les relations sociales.

Figure 35. Un système multiscalaire structuré par différentes capacités d'accès à la ressource



**Mécanismes structurels ou relationnels d'accès au territoire et à la ressource reposant sur :**

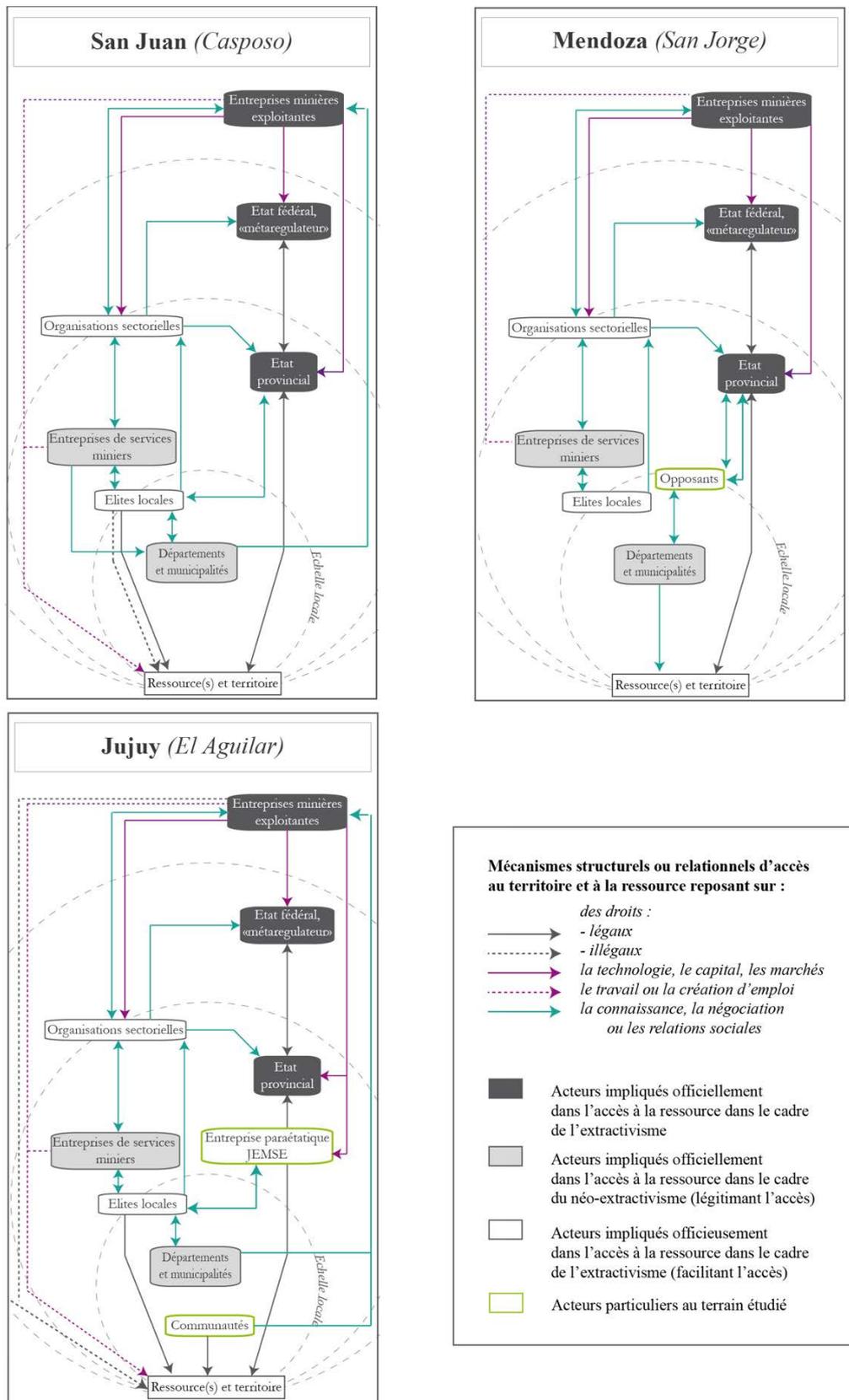
- des droits :*
- - légaux
  - - illégaux
  - la technologie, le capital, les marchés
  - le travail ou la création d'emploi
  - la connaissance, la négociation ou les relations sociales

- Acteurs impliqués officiellement dans l'accès à la ressource dans le cadre de l'extractivisme
- Acteurs impliqués officiellement dans l'accès à la ressource dans le cadre du néo-extractivisme (légitimant l'accès)
- Acteurs impliqués officieusement dans l'accès à la ressource dans le cadre de l'extractivisme (facilitant l'accès)

Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Analyse des résultats à l'aide des catégories d'accès identifiées par Ribot et Peluso (2003).

**Figure 36.** Des capacités d'accès à la ressource qui varient selon les territoires



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Sources : Analyse des résultats à l'aide des catégories d'accès identifiées par Ribot et Peluso (2003).

Aussi, dans la mesure où « *la ecología política estudia el ejercicio del poder en los conflictos ambientales* »<sup>345</sup>, nous nous demandions « *¿quién tiene el poder de imponer decisiones en la extracción de recursos (...) y, más importante, quién tiene el poder de determinar los procedimientos para imponer tales decisiones (Martínez-Alier 2001, 2002; Robbins 2004)?* »<sup>346</sup> (Martínez-Alier, Walter, 2015, p. 75). Dans notre cas, il semblerait bien que ce soit un ensemble dynamique et multiscale d'acteurs qui soit impliqué. En son sein, les élites locales et les organisations sectorielles jouent le rôle de facilitateur. Elles forment des « *informal political arenas* »<sup>347</sup> (Swyngedouw, 2004, p.41). Leur insertion locale, dans les réseaux décisionnaires maîtrisant l'accès à la ressource, permet une réduction de la contrainte temps pour les acteurs maîtrisant la technique. Le pouvoir d'accès à la ressource, de décision sur elle et d'élaboration des procédures qui la concerne ne peut donc pas revenir à une seule catégorie d'acteurs. C'est bien dans le cadre d'une alliance que s'exerce le pouvoir local sur la donne socio-environnementale.

Mais, au contact du territoire — en tant que construit social — et de ses réalités hétérogènes, cette alliance hégémonique connaît des variations (Figure 36, p. 317) : si la trame générale de l'accès (Figure 35, p. 316) n'est pas complètement bousclée, ces particularités provinciales ont des conséquences majeures (Figure 36). Ainsi, à San Juan, les élites locales, intégrées au tissu social public et privé — tant du fait, nous l'avons vu, de relations interpersonnelles que de trajectoires individuelles pouvant générer des conflits d'intérêts —, facilitent l'accès à la ressource autrement que par la mise en relation — existante toutefois. D'abord, la captation des concessions, peu contrôlées par les pouvoirs publics (Carte 13, p. 234), agit comme facilitateur. La concession, d'ores et déjà allouée, peut être négociée avec ses propriétaires locaux plutôt qu'avec les pouvoirs publics : les élites locales sont alors en position de maîtrise de la ressource — *AM*. Ces propriétaires, souvent à la tête d'entreprises d'exploration ou intégrées dans les réseaux du secteur, ont une maîtrise de la réglementation provinciale et sont à même de rendre plus aisées les démarches locales. Par ailleurs, le montage d'un *fidéicomis* assure une place de choix à l'entreprise exploitante à la table des négociations. Tandis que les départements et municipalités n'y ont pas de représentants, l'entreprise devient leur porte-parole et se voit ainsi garantir une légitimité accrue. L'alliance avec les pouvoirs publics se situe alors à la rencontre des intérêts

<sup>345</sup> [L'écologie politique étudie l'exercice du pouvoir dans les conflits environnementaux.] (Martínez-Alier, Walter, 2015, p. 75, trad. M. Denoël).

<sup>346</sup> [Qui a le pouvoir d'imposer des décisions sur l'extraction des ressources (...) et, plus important, qui a le pouvoir de déterminer les procédures pour imposer de telles décisions (Martínez-Alier 2001, 2002 ; Robbins 2004) ?] (Martínez-Alier, Walter, 2015, p. 75, trad. M. Denoël).

<sup>347</sup> [arènes politiques informelles] (Swyngedouw, 2004, p. 41, trad. M. Denoël).

électorales des uns et du verdissement de l'image de l'activité pour les autres. Dans le cadre de cette réglementation — très favorable à l'activité —, les organisations sectorielles ont, elles aussi, voix au chapitre et assurent ainsi une meilleure représentation des intérêts privés et une plus grande intégration des élites locales : sous-couvert de création d'emplois et de retombées économiques, elles peuvent défendre les intérêts de leurs membres et cibler ainsi les entreprises « bénéficiaires » du lancement d'un projet minier par exemple.

Dans la province de Jujuy cette fois, la même porosité s'observe entre acteurs privés locaux et supranationaux et les élites locales, *via* les organisations sectorielles et les entreprises de services, se positionnent aux côtés des entreprises exploitantes pour s'assurer un accès à la ressource — et aux bénéfices que son extraction permet de générer. Même la présence locale de communautés — déclarées légalement *a posteriori* de l'attribution de la concession, en période dictatoriale — ne semble pas freiner, dans le cas de la mine d'El Aguilar, le déploiement de l'activité (Carte 16, p. 277). En effet, dans le cadre de la législation provinciale dictée par le *juzgado de minas*, les relations communautaires sont traitées au cas par cas — ce qui participe à expliquer que les relations soient conflictuelles autour d'autres projets, tels que celui de l'extraction de lithium dans le salar de Olaroz. Ici, l'entreprise est parvenue à se positionner comme acteur social total — en adoptant une position paternaliste vis-à-vis des communautés « internes » et en invisibilisant les oppositions qu'expriment certains membres des communautés « internes » et « externes ». Le site fonctionne donc en enclave et la municipalité est dépossédée de toute action publique — ou alors avec le soutien de l'entreprise. Cependant, le « régime minier » adopté localement et incluant nécessairement la participation de l'entreprise paraétatique JEMSE est mal reçue par les acteurs privés. L'encadrement provincial adopté est décrit comme imposant un actionnaire illégitime, vécu comme une spoliation — par le capital — de l'accès à la ressource. La relation avec les acteurs publics est donc impactée et le modèle minier ralenti, les nouveaux investisseurs lui préférant la province voisine de Salta.

Enfin, dans la province de Mendoza, que nous qualifions de « récalcitrante », la présence manifeste d'une opposition organisée et impliquée dans la vie publique de la province empêche le développement minier et participe à expliquer l'existence de la loi 7 722. Un conflit latent transparait aussi dans les relations entre les différentes élites provinciales, les unes renvoyant la pierre aux autres : les représentants de l'État sont accusés d'avoir des relations individuelles « nuisibles » au déploiement du secteur et d'agir en fonction d'intérêts électoralistes quand les membres des organisations sectorielles et représentants locaux des entreprises exploitantes sont mis en cause pour ne pas respecter la temporalité du débat public. Ces dernières se tournent donc vers l'État fédéral pour tenter de faire plier le gouvernement provincial et envisagent, dans le cas du projet de San Jorge, de se tourner vers la province voisine de San Juan.

L'accès à la ressource est donc relatif aux territoires. L'encadrement provincial se fait par fidéicommis à San Juan, avec la participation d'une entreprise paraétatique à Jujuy, et dans le cadre d'une réglementation restrictive à Mendoza. La présence et l'insertion des élites dans le réseau décisionnaire jouent un rôle décisif à l'heure de l'hybridation des logiques. La décentralisation qui s'est opérée dans la gestion des ressources depuis les années 1990 laisse donc bien, comme l'affirme Sébastien Velut (2002, p. 10), les gouvernements provinciaux encadrer l'accès à la ressource par les entreprises exploitantes dont elles attendent les investissements — et les retombées associées. Mais la mise en compétition des provinces entre elles pour être plus attractives a pour conséquence, dans le secteur minier, de tendre vers une flexibilisation toujours plus importante des régimes miniers adoptés. Comme l'explique Boaventura de Sousa Santos (2007), ce n'est donc pas l'État — et ses déclinaisons locales — qui disparaît, mais sa souveraineté : quand il participe, conjointement aux acteurs privés, à la gouvernance des territoires dans le cadre de partenariats public-privé favorables à une frange spécifique de sa population, il légitime la captation de la ressource autant qu'il assure certaines compensations territoriales. Il contribue donc à organiser le modèle néo-extractiviste et crée, en ce sens, une dépendance des acteurs exogènes à sa politique. Mais cette dépendance n'est tolérée par les entreprises exploitantes, en situation de maîtrise du capital, que quand les termes de la négociation du partenariat leur sont favorables : à Jujuy, alors que certaines élites locales tentent d'augmenter leur capital en s'associant aux entreprises, leur position est rejetée et vécue comme une spoliation. Ce sentiment est aussi, entre autres, celui qui motive l'opposition existante dans la province de Mendoza et qui explique le rejet de la logique capitaliste par certains habitants : les élus locaux, trop occupés à déconstruire ce sentiment chez une partie de leurs administrés, n'adaptent pas leurs agendas aux attentes exogènes et un conflit de temporalité apparaît donc dans la définition d'un nouveau territoire minier. Une collaboration étroite entre les acteurs classiquement identifiés comme « publics » ou « privés », « endogènes » et « exogènes » semble donc nécessaire à l'heure de redéfinir les territoires au service de l'expansion du capitalisme. Cette collaboration est facilitée par la structuration des élites dans des organisations sectorielles, par des politiques publiques et par le nécessaire verdissement des activités extractives — poussant les entreprises exploitantes à accepter de gérer davantage de coûts sociaux et environnementaux. C'est ainsi que l'hybridation opère : non pas en situation de domination, mais de co-construction.

L'alliance hégémonique n'existe donc pas, elle non plus, sans cadre spatial : la *performativité instituante et subjective* identifiée par Mirta Antonelli (2010, voir Partie 1. Chapitre 2. A. 2), qui soutend des relations entre le capital transnational et l'État et qui facilite le déploiement du néo-extractivisme repose bien sur des intersubjectivités, mais qui sont *propres aux territoires infranationaux*. En ce sens, si le néo-extractivisme se « propage » dans les territoires ce n'est pas uniquement une

dynamique verticale et descendante qui explique l'expansion du capitalisme sur de nouveaux territoires ainsi que la prédation de nouvelles ressources. Sans l'appui de certains acteurs du territoire, et les cas de Mendoza comme de Jujuy nous le rappellent, le modèle est trop conflictuel pour être effectif ou *performant*.

## 2. L'hybridation des représentations locales comme préalable à la définition de territoires miniers

Si l'hybridation des logiques a en partie comme prérequis l'intégration des acteurs locaux, elle passe aussi par l'intériorisation des logiques capitalistes dans les territoires. Cette intériorisation et cette appropriation du modèle, à l'échelle locale, reposent sur des représentations territoriales comprises dans ce que Maristella Svampa définit comme le « consensus des commodities » (2016, p. 28) :

« D'une manière générale, à partir de 2003, l'Amérique latine est entrée dans le "consensus des commodities" (Svampa, 2013). Cette expression représente une dimension non seulement économique, mais aussi politico-idéologique du nouvel ordre, car elle évoque l'idée qu'il existerait un accord — tacite, bien que, avec le temps, de plus en plus explicite — sur le caractère irrévocable ou irrésistible de l'actuelle dynamique "extractiviste". Cet accord profite de la conjonction de la demande globale croissante de biens primaires — le boom des matières premières — et des biens de consommation (de plus en plus demandés par les pays centraux et les puissances émergentes), ainsi que de la vision "eldoradiste" de l'Amérique latine, comme lieu par excellence d'abondantes ressources naturelles. Cette conjonction qui, en économie, adopte l'appellation habituelle d'"avantages comparatifs", a cimenté les bases d'une illusion développementaliste, traversant l'ensemble des pays d'Amérique latine, au-delà des différences et des nuances. »

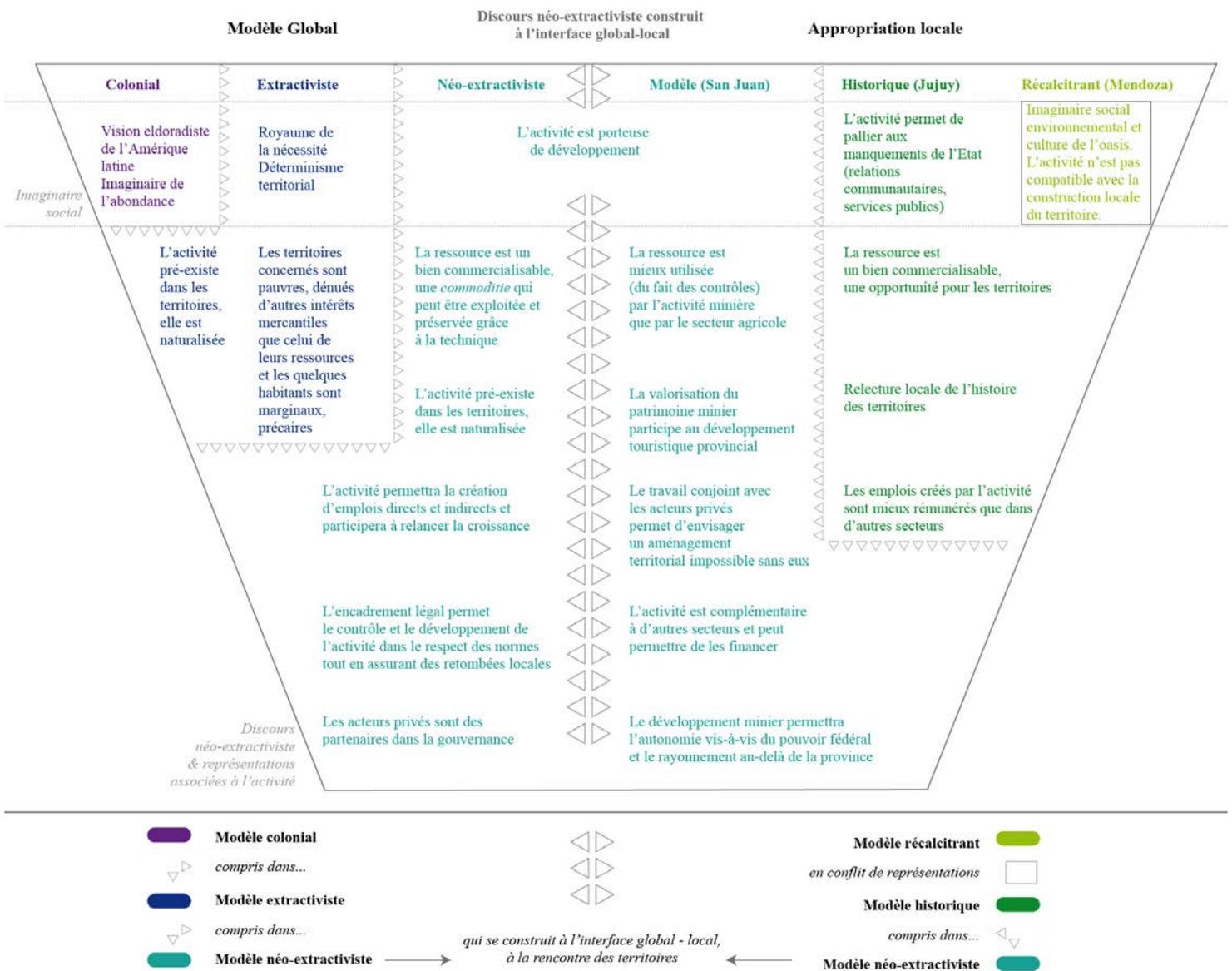
Si cette vision « eldoradiste », qui rappelle l'imaginaire d'abondance défini par Alberto Acosta (2009), guide l'installation du modèle néo-extractiviste en terres argentines, elle n'est pas seulement, au regard de notre analyse, une donnée exogène au territoire : tous les partisans du développement de l'activité minière métallifère de grande envergure, à l'échelle locale, semblent avoir intériorisé une représentation où la prédominance d'espaces montagneux fortement dotés en ressources métallifères conditionne le développement local. Cette représentation déterministe du territoire correspond à ce que Jonas Anshelm et Simon Haikola (2018, p. 580) identifient comme le « *realm of necessity* »<sup>348</sup>, où le développement du secteur est un besoin incontestable, tant du point de vue de la mondialisation que des territoires locaux. Elle participe à faciliter l'hybridation des représentations qui motivent les acteurs à l'heure de la redéfinition des territoires en territoires miniers. Ainsi, dans les Andes, différents cas de figure sont observés. À Mendoza, d'autres activités telles que le tourisme ou la vitiviniculture occupent l'espace. À Jujuy, outre certains sites touristiques ponctuant la route conduisant vers la Bolivie, certaines communautés défendent parfois d'autres

---

<sup>348</sup> [royaume de la nécessité] (Anshelm, Haikola, 2018, p. 580, trad. M. Denoël).

types d'interactions que celle de l'extraction avec les territoires de montagne. À San Juan, malgré l'existence de quelques parcs valorisant autrement ces espaces — notamment, nous l'avons vu, *via* le tourisme — et de la présence notable du secteur vitivinicole, la représentation du territoire montagneux est principalement celle d'un territoire hostile, inhospitalier, inaccessible, désertique et où la seule opportunité de développement économique serait l'activité extractive — y compris pour développer, *a posteriori* et grâce aux retombées qu'elle génère, d'autres activités (Figure 37).

Figure 37. L'hybridation des représentations et les particularismes locaux



Réalisation : Mathilde Denoël, 2019.

Cette perception « eldoradiste » du territoire, portée aussi par des acteurs locaux, s'accompagne d'une vision développementiste. En effet, la notion « d'opportunité » est intrinsèquement reliée à celle de développement : la ressource métallifère est construite comme un potentiel *pour* quelque chose. Ici, ce « quelque chose » répond à l'idéal développementiste, la question n'étant pas de comprendre quel type de développement mais bien de saisir la place que la notion occupe dans l'imaginaire des partisans de l'activité et, donc, le rôle qu'elle joue à l'heure de l'hybridation des représentations. En effet, comme le souligne Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995 a, p. 7) :

« Je proposerais donc de définir le “développement”, dans une perspective fondamentalement méthodologique, comme l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu, mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs. En un sens, le développement n'est pas quelque chose dont il faudrait chercher la réalité (ou l'absence) chez les populations concernées, contrairement à l'acception usuelle. Tout au contraire, il y a du développement du seul fait qu'il y a des acteurs et des institutions qui se donnent le développement comme objet ou comme but et y consacrent du temps, de l'argent et de la compétence professionnelle. C'est la présence d'une “configuration développementiste” qui définit l'existence même du développement. »

Dans le cas de l'implantation de l'activité minière métallifère de grande envergure, la préoccupation développementiste précède autant qu'elle suit l'arrivée du modèle néo-extractiviste et traverse tout le spectre du système d'acteurs, formant justement cette « configuration développementiste » évoquée par Jean-Pierre Olivier de Sardan. La notion est portée non seulement par les acteurs exogènes mais aussi par les représentants de l'État et organisations sectorielles. Cependant, nous l'avons vu (Chapitre 4), l'idée de développement — économique, durable — est davantage représentative du discours porté à l'échelle fédérale et provinciale quand, à l'échelle locale, ce sont davantage les outils du développement — économique, durable, mais aussi humain — qui sont mobilisés. En ce sens, elle définit la relation à l'espace dans un mouvement dialectique : ancrée dans les représentations idéelles des acteurs (Chapitre 4), elle se mue en pratiques au contact du territoire (Chapitre 5) et, ainsi, se redéfinit et modifie le rapport à l'espace des acteurs — y compris exogènes. Si le développement est donc un « construit », un « programme de perception » (Jodelet, 2002, p. 119) multiscalaire qui sert de grille d'action commune aux partisans de l'activité — autant que l'ont fait et continuent à le faire les constructions coloniales et néolibérales —, c'est à l'interaction avec les territoires qu'il s'incarne et qu'est visible la synthèse des différents « langages de valorisation » impliqués dans la légitimation du modèle néo-extractiviste. En effet, comme le souligne Pierre Gautreau (2015, p. 48) « ces discours possèdent une “dimension spatiale” explicite dans la mesure où les contestations contemporaines de leur action portent principalement sur des aspects spatiaux » face auxquelles les acteurs :

« ont développé des argumentaires spatiaux diversifiés et adaptables à la particularité de chaque contexte. C'est bien la cohérence globale de ces argumentaires (...) qui fait leur force et leur utilité pour des secteurs transnationaux. La transférabilité de leurs logiques argumentatives (de l'optimisation productive à l'optimisation écologique par exemple) en fait par ailleurs des outils très efficaces permettant aux entreprises de s'adapter à de multiples situations » (Gautreau, 2015, p. 73-74).

En ce sens, le développement est la *praxis* qui conduit, qui engage — de manière conflictuelle ou non — les acteurs partisans du développement de l'activité dans la structure sociale des territoires. Il conditionne les rapports de production — agissant comme levier ou frein.

Si la notion portée par les acteurs entre, à l'identique, au contact des provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza, elle se rédéfini au regard des identités territoriales particulières. À San Juan, c'est au nom du développement local, du rayonnement provincial et de l'autonomie vis-à-vis du pouvoir central qu'est légitimée l'activité minière métallifère. Pourtant, et bien que les politiques de RSE se déploient sur les alentours de la mine, les politiques d'aménagement du territoire concernent la construction d'infrastructures soit dans la capitale provinciale soit dans des espaces qui ne sont pas concernés directement par l'implantation du site minier (le sud de Calingasta dans le cas de la mine de Casposo, pourtant située au nord du département homonyme). Les territoires concernés par l'extraction sont ainsi opposés à ceux, vécus, du tourisme : bien qu'habités, et comme le soulignent Jonas Anshelm et Simon Haikola (2018, p. 571) : « *by eradicating from view the actual places from which minerals are to be extracted and the people inhabiting these places, the Minerals Strategy gives precedence to abstract space over lived place, to use the terminology of Henri Lefebvre (1991)* »<sup>349</sup>. Les territoires « habités », « vécus », sont ceux auxquels profiteront les politiques d'aménagement du territoire permises par l'entrée de capitaux — dans le cadre des fidéicomis. Ainsi, tant pour le secteur touristique qu'agricole, l'industrie minière est décrite comme complémentaire à d'autres activités et les acteurs privés présentés comme de véritables partenaires dans la gouvernance territoriale. Ces perspectives sont, dans les représentations des acteurs locaux, perçues comme irréalisables sans le soutien financier des acteurs miniers.

À Jujuy, dans le discours, le développement est économique et il concerne principalement l'emploi indirect que l'activité d'extraction entraîne, auquel s'ajoute une valorisation de l'emploi direct que l'activité permettrait de générer — puisqu'il serait mieux encadré et rémunéré que dans d'autres secteurs tels que l'agricole par exemple (représentation que l'on retrouve à l'identique dans le discours tenu à San Juan et par certains partisans de l'activité à Mendoza). Pourtant, dans les pratiques, le nombre d'entreprises ainsi que le nombre d'emplois directs créés sont limités et ce sont principalement les actions de RSE menées à l'échelle locale, centrées sur les relations

<sup>349</sup> [En éradiquant de la vue les lieux réels d'extraction des minéraux et les populations qui y habitent, la Stratégie minière fait passer l'espace abstrait avant l'espace vécu, pour reprendre la terminologie d'Henri Lefebvre (1991)] (Anshelm, Haikola, 2018, p. 571, trad. M. Denoël).

communautaires et sur la prise en charge de services publics, qui sont évoquées comme politiques de développement concrètes. En ce sens la représentation locale du développement est celle d'un palliatif aux manquements de l'État — reconnus localement.

À Mendoza enfin, si les intentions exprimées par les partisans de l'activité entrent dans le cadre du développement économique et durable, c'est justement au nom de la préservation de l'environnement que la législation restrictive est adoptée. Ici, la représentation développementiste de l'activité entre en conflit avec la construction locale de la ressource. En effet, pour les acteurs privés partisans de l'activité, et tout comme dans les provinces de San Juan et de Jujuy, à Mendoza, la construction de la ressource est celle d'un bien dont l'extraction et la préservation sont maîtrisables par la technique. Cependant, du côté des acteurs publics comme des opposants à l'activité — militants, mais aussi agriculteurs, vitiviniculteurs, entrepreneurs dans le secteur touristique —, la « *cultura mendocina del oasis* »<sup>350</sup> (Wagner, 2019, p.1) prend le pas et entre en conflit avec les représentations hégémoniques néo-extractivistes. Cette culture de l'oasis repose sur des « *aspectos agrícolas y ambientales que (...) impregnaron no sólo las acciones colectivas de rechazo a la megaminería, sino también las respuestas que desde el Estado provincial se dieron para defender la constitucionalidad de leyes que restringieron y/o prohibieron la actividad minera* »<sup>351</sup> (Wagner, 2019, p. 2). Elle s'est construite sur un imaginaire environnemental, une *doxa*, qui, depuis la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, influence les politiques étatiques et pratiques du gouvernement provincial (Escolar *et al.*, 2012, p. 95). En effet, « *al ser creada por las propias elites urbanas provinciales, el imaginario dicotómico [entre oasis y desierto] no sólo se volvió más poderoso sino también, y por sobre todo, real* »<sup>352</sup>. À Mendoza, contrairement à San Juan et Jujuy, l'argumentation environnementale déployée pour légitimer le modèle par les acteurs partisans ne permet pas la dissociation entre mine et désert. La représentation qui est faite du secteur et l'imaginaire du désert sont, du fait de l'usage de l'eau que le premier nécessite, intrinsèquement liés. La ressource, en tant que construit social, joue ainsi elle aussi un rôle clef.

Finalement, l'activité minière impose aux territoires de coconstruire, de réinventer de manière dynamique leurs ressources. Nous l'avons vu, à Mendoza, la construction historique et locale de l'eau — matière dont « l'utilité » (Raffestin, 1980) est non seulement agricole, mais aussi touristique, patrimoniale et vitale — implique la réaffirmation d'un imaginaire environnemental où est représentée l'extraction de l'or comme incompatible avec sa préservation. À Jujuy et à San Juan

<sup>350</sup> [Culture Mendocina de l'oasis] (Wagner, 2019, p. 1, trad. M. Denoël).

<sup>351</sup> [Les aspects agricoles et environnementaux qui (...) ont imprégné non seulement les actions collectives de rejet de la méga-activité minière, mais aussi les réponses apportées par l'État provincial pour défendre la constitutionnalité des lois qui restreignent et/ou interdisent l'activité minière] (Wagner, 2019, p. 2, trad. M. Denoël).

<sup>352</sup> [Créé par les élites urbaines provinciales elles-mêmes, l'imaginaire dichotomique [entre oasis et désert] est devenu non seulement plus puissant, mais aussi et surtout réel.] (Escolar *et al.*, 2012, p. 95, trad. M. Denoël).

en revanche, l'arrivée de l'activité a transformé la matière minérale en bien commercialisable, devenant ainsi une opportunité pour les territoires de montagne — ces espaces « inhospitaliers ». Ici, et à l'inverse du développement — durable, humain, social —, le référentiel commun adopté est donc économique. Mais à Jujuy, la construction technique et politique de la ressource est moins affirmée que dans la province de San Juan. En effet, dans la province « modèle », la construction de la ressource minière — par sa maîtrise et son contrôle de l'extraction — sert pas seulement à légitimer l'activité : elle est aussi mise au service de la dévalorisation de pratiques développées dans d'autres secteurs d'activité. Ainsi, dans un territoire — Jujuy — le minerai devient une ressource supplémentaire quand, dans l'autre — San Juan —, elle est aussi révélatrice de la dynamique des évolutions générales des représentations provinciales et du glissement qu'a connu la province d'un territoire agricole à un territoire minier. Si les deux secteurs d'activité sont en effet fréquemment associés dans les propos des partisans de l'activité, c'est toujours en situation de domination : les acteurs miniers, plus à même de gérer la ressource en eau du fait de leurs compétences, ne dépassent la critique du modèle agricole — qui, lui, en ferait une utilisation déraisonnée en situation de manque — que dans le cas où c'est l'activité minière qui propose des améliorations dans les pratiques agricoles. En ce sens, dans la province de San Juan, les acteurs de l'activité minière ont gagné la compétition pour l'eau qui, à Mendoza, freine son déploiement. Les élites locales ont opéré un véritable changement dans la production de la ressource eau : avant manquante et contraignante dans le développement provincial, elle est désormais suffisante, mais mal utilisée et, c'est l'activité minière métallifère qui peut participer à en faire un meilleur usage et ainsi... participer au développement.

En synthèse, la vision « eldoradiste » participant au « royaume de la nécessité », le « développementisme » et la construction d'une « argumentation environnementale » autour de l'usage des ressources sont les trois grandes composantes du discours éco-efficent (Antonelli, 2010 ; Martínez-Alier, 2014 ; Svampa, 2015) qui sous-tend le néo-extractivisme. Elles reposent sur un langage de valorisation (Martínez-Alier, 2008) propre aux partisans de l'activité : outre la composante déterministe et l'approche développementiste de l'activité, ce langage mobilise l'histoire locale des territoires, propre à chacun (Chapitre 4, C). À Jujuy, c'est *El Aguilar* et *Pirquitas* qui servent de point d'ancrage de l'activité. À San Juan, de manière plus lointaine, c'est l'histoire de la politique menée par Domingo Faustino Sarmiento qui est mobilisée afin d'inscrire dans le passé les politiques présentes et futures des gouvernements provinciaux. Dans un cas comme dans l'autre, l'activité minière repose donc sur une relecture du passé provincial au service de la stratégie minière, présente et passée, portée par le système multiacteurs impliqué dans son déploiement. Dans le cas de Mendoza, les références historiques effectuées par les représentants locaux de l'entreprise sont

d'une autre teneur. En effet, elles ne mobilisent pas l'histoire minière de la province, mais son histoire politique — ici incarnée par le chemin de l'indépendance. Cette volonté d'affichage patrimonial par l'entreprise d'un chemin qui traverse la propriété foncière concernée par le projet d'extraction remplit trois objectifs. D'abord, elle s'inscrit dans le conflit avec les opposants de l'activité qui proposent, eux, pour préserver ce patrimoine historique, la création d'un parc naturel : se faisant, l'entreprise reprend un des objets de la contestation au service du déploiement de l'activité. Ensuite, en valorisant le patrimoine local — avec peu de soutien, nous l'avons vu, des pouvoirs publics —, l'entreprise se présente comme garante de l'histoire du territoire et comme agent de développement — davantage que les propres représentants locaux de l'État. Enfin, l'entreprise affiche sa capacité à s'inscrire non seulement dans son secteur de spécialité mais aussi dans le système d'activités local — qui, dans le cas d'Uspallata, est tourné vers le tourisme. Malgré cette différence entre le cas de Mendoza et ceux de San Juan et Jujuy, cette valorisation historique des territoires vient renforcer l'idée de la tentative de construction d'un « imaginaire social » commun à l'échelle des territoires provinciaux.

Les raisons qui guident les partisans de l'activité minière de grande envergure transforment tant le territoire que les acteurs qui les portent. Ils doivent adapter leurs principes aux réalités particulières de chaque territoire. Les imbrications scalaires des différents langages de valorisation des territoires portés par les partisans du modèle néo-extractiviste nous invitent ainsi à réaffirmer que les représentations se construisent de manière dynamique et multiscalaire dans le même temps qu'elles influent sur les représentations locales et la relation à l'espace, participant à transformer et à construire en permanence « l'imaginaire spatial » et « l'imaginaire social ».

## **B. L'activité minière dans les territoires : du « modèle global » au modèle localisé**

### **1. Néo-extractivisme : la part du global dans les transformations locales**

Le modèle néo-extractiviste est, nous l'avons vu, un modèle qui répond aux besoins d'expansion du capitalisme sur de nouveaux territoires et de nouvelles ressources. Se faisant, l'Argentine, comme l'Amérique latine « façonnée historiquement par des siècles d'extraversion et de rapport au monde placé sous le signe de l'inter-dépendance (exporter des produits primaires, importer des biens manufacturés) » (Guibert, 2017, p.49), n'est plus seulement pourvoyeuse de produits agricoles, mais opère une reprimarisation de son économie touchant tous les secteurs primaires. Ce modèle se caractérise par une forte dépendance aux exportations des matières premières par des acteurs transnationaux — insérés sur les marchés et maîtrisant les techniques d'extraction — impliqués dans un système d'acteurs complexe, où l'État — et ses déclinaisons — met en œuvre des politiques actives de promotion des activités extractives et où les organisations sectorielles et les élites locales jouent le rôle de facilitateur et de médiateur dans l'hybridation des logiques territoriale et moléculaire du capital. Le modèle néo-extractiviste repose sur la construction d'un dispositif de consensus alliant discours et pratiques et visant à une légitimation et une acceptation toujours plus forte des activités extractives — dans un contexte où elles sont de plus en plus décriées et alors qu'elles ne peuvent se délocaliser aisément.

Dans le cas de l'activité minière métallifère de grande envergure, nous l'avons vu, le modèle néo-extractiviste sous-tend une intervention d'acteurs exogènes dans les territoires, entraînant un bouleversement sociosystémique, productif, spatial et technique. D'abord, rappelons que le modèle extractiviste est né tant de politiques néo-libérales nationales que de « recommandations » formulées par les institutions internationales. Il implique des acteurs intégrés sur les marchés financiers et en capacité de valoriser financièrement les ressources minérales extraites. Il implique des entreprises transnationales qui sans se détacher de leur ancrage d'origine — nous l'avons vu avec l'exemple des entreprises canadiennes — apportent avec leurs processus industriels des normes, des cadres, des « manières de faire » qui leur sont propres et qui sont le fruit d'une construction historico-spatiale particulière. Il implique aussi des institutions régionales — telles que le MERCOSUR ou la BID —, qui soutiennent et encouragent, au nom du « développement continental », les projets de grande envergure — y compris d'extraction pour l'exportation. Enfin, et sans cette fois que nous l'ayons traité dans ce travail, il implique aussi certainement à l'échelle globale des arènes politiques informelles. Le rendez-vous annuel organisé par la PDAC est le plus

identifié, par les personnes que nous avons entendues, comme l'un des moments internationaux de coalescence de l'ensemble des acteurs (représentants des bourses de matières premières, chefs d'état ou représentants étatiques du secteur, chefs d'entreprises exploitantes ou de services, élites financières ou foncières, institutions internationales, organisations non gouvernementales).

Ces acteurs exogènes, en intervenant dans les territoires, participent à véhiculer des pratiques et des référentiels globaux, propres ou non au secteur industriel les concernant. À titre d'exemples, la réaffirmation par les acteurs partisans du néo-extractivisme d'une activité durable pour s'inscrire dans les évolutions globales du capitalisme au moment du sommet de Johannesburg et la réappropriation des propos par ces mêmes acteurs du Pape François II dans son encyclique sont aussi les marqueurs d'une volonté de la part du secteur d'être dans l'air du temps. Parmi les référentiels véhiculés, forts nombreux, les suivants se démarquent ceux : le développement économique, humain, durable ; la ressource comme construit politique, technique et comme commodité ; la norme comme outil de mesure de la tolérance environnementale, mais aussi sociale et politique de l'espace local vis-à-vis des activités extractives ; le progrès, de la technique, de la nécessité et de l'historicité des activités d'extraction. À ces référentiels sont associées des pratiques, telles que les stratégies de RSE, l'intensification des partenariats public-privé, l'intégration des élites politiques et économiques locales, la participation de certaines populations locales aux mesures d'impact pour légitimer les pratiques environnementales, la prise en charge de services publics par les acteurs privés, la valorisation de l'emploi local direct ou indirect, l'inscription dans l'histoire locale par des projets de patrimonialisation entre autres. Par son intervention, l'activité minière métallifère modifie donc, à l'échelle locale, non seulement les paysages et l'environnement non humain, mais participe aussi à transformer l'espace vécu (Lefebvre, [1974] 2000) en territoire intégré au capitalisme et au service de l'accumulation — vécu toujours, mais autrement. Ainsi, « le "global" qui a besoin du "local" contourne ou se fond dans le "situé" pour l'aliéner/l'asservir, jouant de rapports de pouvoir et de domination, au nom de la modernité et du développement, autrement dit au nom de "sa" modernité et de "son" développement » (Guibert, 2017, p. 134).

Dans les trois provinces étudiées de Jujuy, San Juan et Mendoza, l'intervention du modèle minier revêt des habits semblables : la requalification même des territoires concernés par les visées extractivistes des acteurs partisans du modèle, qualifiant les espaces montagneux de « déserts », « d'inhospitaliers » ou « d'hostiles » et dont les seules opportunités seraient l'exploitation de leurs ressources minières, participe déjà à une certaine assimilation des uns avec les autres, gommant leurs particularismes. Un imaginaire spatial commun est créé autour des « régions andines ». Qu'il fasse sienne cette redéfinition (San Juan), qu'il la nuance (Jujuy) ou qu'il s'y oppose (Mendoza), le

« local » est transformé puisqu'il doit, tour à tour et de manière cognitive au moins, se reconstruire, se réinventer ou se réaffirmer.

Homogénéisant par la confrontation de représentations qu'il sous-tend nécessairement, le modèle néo-extractiviste se nourrit pourtant aussi des particularismes locaux, qui participent à en faire un modèle dynamique et *adaptable*. Cette porosité aux identités locales s'inscrit dans la politique d'échelle du capitalisme soulignée par Erik Swyngedouw (2004, p. 26) en ces termes : « *the proliferation of new modes and forms of resistance to the restless process of de-territorialisation/re-territorialisation of capital requires greater attention to engaging a 'politics of scale'* »<sup>353</sup>.

## 2. Néo-extractivisme : la part du local dans les transformations globales

L'ancrage territorial que nous avons observé dans le cadre du déploiement — réussi ou non — de l'activité minière métallifère de grande envergure en Argentine s'inscrit dans ce que Erik Swyngedouw (2004, p. 27) définit comme les « *scalar strategies mobilised by elites* »<sup>354</sup>. En effet, et comme l'indique Martine Guibert (2017, p. 134), un mouvement dialectique s'établit entre le local et le global dans la mesure où, non toujours dominé, » le « local » est à la fois contraignant (entrave) et accueillant (articulations, interactions) ». Dans le sens où la ressource minière est toujours située et qu'elle est construite sur un ensemble de matières matérielles et immatérielles — le minerai, la montagne, les représentations —, le « local » contraint le « global ». Mais le local, loin d'être homogène, est fait de territoires différenciés, chacun construit historiquement, spatialement et socialement, et l'étude de l'implantation de l'activité minière de grande envergure dans les provinces de San Juan, Jujuy et Mendoza l'a montré : « [le local] peut s'imposer et rechigner devant les critères globalisés et globalisants. À ce propos, Kevin R. Cox *et al.* (1997) parlent de « *la réaffirmation du pouvoir du local* » et des « *lieux* » de la globalisation » (Guibert, 2017, p. 134). L'inscription scalaire de processus globalisés telle que l'est la demande en commodité passe donc aussi par la territorialisation de la mondialisation au plus proche du « local » — qui peut être, et le cas de Mendoza nous le rappelle, « contraignant » autrement que par ses caractéristiques matérielles. Comme le souligne Erik Swyngedouw (2004, p. 34) :

« If the capacity to appropriate place is predicated upon controlling space, then the scale over which command lines extend will strongly influence this capacity to appropriate place. More importantly, as the power to appropriate place is always contested and struggled over, then the alliances social groups or classes forge over a certain spatial scale will shape the conditions of appropriation and control over place and have a decisive influence over relative socio-spatial power positions. All this suggests that the

<sup>353</sup> [la prolifération de nouveaux modes et formes de résistance au processus agité de dé-territorialisation/reterritorialisation du capital nécessite une attention accrue pour engager une « politique des échelles »] (Swyngedouw, 2004, p. 26, trad. M. Denoël).

<sup>354</sup> [stratégies scalaires mobilisées par les élites] (Swyngedouw, 2004, p. 27, trad. M. Denoël).

continuous reshuffling and reorganisation of spatial scales are an integral part of social strategies and struggles for control and empowerment. »<sup>355</sup>

Dans ce jeu d'échelles mené par les acteurs du capitalisme, l'échelle locale, sans être déconnectée des autres échelles d'actions des acteurs du modèle néo-extractiviste, joue, nous espérons l'avoir montré, un rôle fondamental. En effet, la nécessité pour les activités d'extraction de se territorialiser sous-tend une nécessaire adaptation aux identités locales. En témoignent les recrutements de plus en plus nombreux par les entreprises, pour mieux appréhender les espaces ciblés par les logiques d'accumulation, de chercheurs en sciences humaines et sociales. Ainsi, l'aménagement de l'activité, à des réalités locales, des référentiels et des pratiques — insister sur les relations communautaires à Jujuy, ériger l'activité comme motrice de progrès et génératrice de travail à San Juan, intégrer les élites locales et construire des plans de développement avec les acteurs au plus proche des sites miniers et, dans tous les cas, invoquer l'histoire locale — est un indicateur du *pouvoir des lieux*. Ces adaptations du modèle, effectuées au plus proche des territoires dotés en ressources, « donnent une couleur nationale et locale à un phénomène de nature globalisante » (Guibert, 2017, p. 85). Ainsi, « *capitalist geographical dynamics are inherently tied up with processes of territorialisation, de-territorialisation and re-territorialisation* »<sup>356</sup> (Swyngedouw, 2004, p. 30), où le local, en fin de chaîne d'inscription spatiale des activités globalisées, est en capacité d'intégrer, de faire siens les référents globaux, ou de les rejeter. En effet, « *the pre-eminence of the 'global' in much of the literature and political rhetoric obfuscates, marginalises and silences an intense and ongoing socio-spatial struggle in which a key arena is the reconfiguration of spatial scale, or the arenas around which socio-spatial power choreographies are enacted and performed* »<sup>357</sup> (Swyngedouw, 2004, p. 26). En ce sens, l'échelle locale est un lieu d'observation privilégié des arènes où se matérialisent les jeux de pouvoir. Elle participe à accéder à une meilleure compréhension d'un modèle qui, s'il est globalisé, n'est pas globalisant — entendu comme homogénéisant — pour autant. En effet, c'est aussi à cette échelle que, comme le souligne Martine Guibert (2017, p. 88), « la réunion du “global” et du “local” est ainsi saisie pour retrouver à l'échelle locale des éléments interprétatifs de la globalisation des milieux ruraux ». Ainsi, si le système d'acteurs impliqués dans le déploiement de l'activité minière en terres argentines est résolument

---

<sup>355</sup> [Si la capacité de s'approprier un endroit est basée sur le contrôle de l'espace, alors l'échelle sur laquelle s'étendent les lignes de commande influencera fortement cette capacité à s'approprier un endroit. Plus important encore, comme le pouvoir de s'approprier le lieu est toujours contesté et combattu, alors les alliances que les groupes sociaux ou les classes forgent sur une certaine échelle spatiale façonneront les conditions d'appropriation et de contrôle du lieu et auront une influence décisive sur les positions de pouvoir socio-spatial relatif. Tout cela suggère que le remaniement et la réorganisation continus des échelles spatiales font partie intégrante des stratégies sociales et des luttes pour le contrôle et la responsabilisation.] (Swyngedouw, 2004, p. 34, trad. M. Denoël).

<sup>356</sup> [les dynamiques géographiques capitalistes sont intrinsèquement liées aux processus de territorialisation, de dé-territorialisation et de re-territorialisation] (Swyngedouw, 2004, p. 30, trad. M. Denoël).

<sup>357</sup> [la prééminence du « global » dans une grande partie de la littérature et de la rhétorique politique obscurcit, marginalise et réduit au silence une lutte socio-spatiale intense et continue dans laquelle la reconfiguration de l'échelle spatiale ou de celle des arènes autour desquelles les chorégraphies socio-spatiales de pouvoir sont mises en scène et réalisées, constitue un domaine clé] (Swyngedouw, 2004, p. 26, trad. M. Denoël).

multiscale et comprend indéniablement des acteurs exogènes aux territoires, c'est la capacité du système à transcender les échelles qui fait modèle. Erik Swyngedouw (2004, p. 38) affirme ainsi que :

« Surely, such territorial production systems are articulated with national, supra-national and global networks. In fact, intensifying competition on an expanding scale is paralleled exactly by the emergence of locally/regionally sensitive production milieux. Yet, these localised or regionalised production complexes are organisationally and, in terms of trade and other networks, highly internationalised and globalised. The insertion of firms in a dense network of particular regional production milieux is part and parcel of a strategy of globalisation and global integration. In fact, the 'forces of globalisation' and the 'demands of global competitiveness' prove powerful vehicles for the economic elites to shape local conditions in their desired image: high productivity, low direct and indirect wages and an absentee state (Group of Lisbon 1994). Companies are simultaneously, intensely local and intensely global. »<sup>358</sup> (Swyngedouw, 2004, p. 38)

Si les entreprises transnationales sont donc contraintes par les micropouvoirs qui façonnent les territoires et, ainsi, se « localisent », c'est bien que le territoire — en tant que construit historique, spatial et social — joue un rôle déterminant dans les interdépendances qui rendent possible le déploiement des activités gourmandes en « produits de la nature ». Dans le cas de l'activité minière métallifère de grande envergure, c'est la coopération transscale entre les élites qui semble décisive. En effet, et comme nous l'avons vu dans le cas de San Juan, ce qui « fait modèle » réside dans une alliance tant verticale (à différents niveaux scalaires) qu'horizontale (entre différentes catégories d'acteurs). C'est aussi grâce à cette intégration transscale des élites que l'hybridation des logiques et des représentations est facilitée : les élites locales donnent à voir à des niveaux scalaires moins locaux les particularismes essentiels des territoires et permettent ainsi aux acteurs exogènes de s'ancrer plus aisément.

L'étude à l'échelle infranationale du modèle néo-extractiviste dans une perspective scalaire où logiques et représentations s'hybrident entre local et global, public et privé, permet donc, comme le soutient Erik Swyngedouw (2004, p. 27), de : « *recast the alleged process of globalisation in ways that is more sensitive to the spatiality of the process, the centrality of the political domain, and the shifting relations and geometries of power* »<sup>359</sup>. En effet, ce sont ces jeux de pouvoir, au plus proche de la ressource, qui permettent la redéfinition des espaces de l'accumulation en territoires miniers et qui donnent de l'épaisseur à la mondialisation. C'est aussi l'étude à l'échelle infranationale des enjeux et des

<sup>358</sup> [Ces systèmes de production territoriale s'articulent assurément avec des réseaux nationaux, supra-nationaux et mondiaux. En fait, l'intensification de la concurrence à une échelle croissante s'accompagne exactement de l'émergence de milieux de production sensibles à l'échelle locale ou régionale. Pourtant, ces complexes de production localisés ou régionalisés sont organisationnellement et, en termes de commerce et d'autres réseaux, fortement internationalisés et mondialisés. L'insertion des entreprises dans un réseau dense de milieux de production régionaux particuliers fait partie intégrante d'une stratégie de mondialisation et d'intégration globale. En fait, les « forces de la mondialisation » et les « exigences de la compétitivité mondiale » s'avèrent de puissants vecteurs permettant aux élites économiques de façonner les conditions locales à l'image souhaitée : productivité élevée, faibles salaires directs et indirects et État absent (Groupe de Lisbonne 1994). Les entreprises sont simultanément, intensément locales et intensément globales.] (Swyngedouw, 2004, p. 38, trad. M. Denoël).

<sup>359</sup> [refondre le prétendu processus de mondialisation d'une manière plus sensible à la spatialité du processus, à la centralité du domaine politique et à l'évolution des relations et géométries du pouvoir.] (Swyngedouw, 2004, p. 27, trad. M. Denoël).

particularismes qui permet de prendre la mesure du poids du local dans la géométrie du pouvoir. Enfin, incarner le modèle, le situer, le matérialiser permet aussi en partie de rendre visibles les leviers d'action qu'il offre : s'il est impossible de soutenir ou de résister à un modèle désincarné, lui donner chair participe à le rendre saisissable, et donc, maîtrisable. En ce sens, le local est aussi en capacité d'agir, de participer à l'essor ou non du modèle. L'expansion du capitalisme sur de nouveaux territoires dépend aussi de la capacité — et/ou de la volonté — du « local » de lever ou de dresser des barrières : elle se co-construit avec les territoires et évolue dans le même temps.

Ce constat d'interdépendance résiduelle soulève la question de l'influence des référentiels locaux sur la construction du modèle global — nous pouvons par exemple penser que c'est face aux contestations locales des populations déclarées comme originaires que le dispositif de consensus s'est enrichi, dans certaines provinces, de mesures portant sur les relations communautaires, modèle qui s'est ensuite transposé dans d'autres provinces, d'autres régions, d'autres pays. Il vient aussi questionner les mesures de décentralisation présentées pendant longtemps comme support de la libéralisation des économies et prises, dans le cas de l'Argentine, dans les années 1990. En effet, la réaffirmation du *pouvoir des lieux* — et la conscientisation de son existence aussi chez les partisans du modèle — interroge sur la capacité par des pouvoirs supralocaux à imposer un modèle. Dans le cas de l'activité minière métallifère de grande envergure, face à l'impossibilité de garantir un environnement propice à son déploiement dans toutes les provinces minières, le gouvernement fédéral actuel, dirigé par Mauricio Macri, propose d'ailleurs, en 2017, un *Nuevo Acuerdo Federal Minero*<sup>360</sup>, visant à homogénéiser les législations minières provinciales. Le Secrétaire d'État fédéral de l'activité minière nous déclarait ainsi, en septembre 2016, que :

“se está intentando abrir un poco la mano más en los beneficios de los primeros estadios de exploración, para lo cual va a haber un denominado nuevo acuerdo federal minero. En modificar esto, y que algunas provincias que tienen la minería prohibida, levanten su prohibición. Políticamente no es fácil de lograr pero eso es lo que se está tratando. Hay siete provincias en la Argentina que tienen la minería prohibida. ¿Cuáles son? Chubut, Río Negro, Neuquén, Mendoza, Córdoba y La Rioja. Y La Pampa. Son ocho entonces. Por presión de los organismos antimineros, de las organizaciones. Intereses políticos. Sí. Intereses políticos y además porque la dirigencia política argentina es muy medrosa de las decisiones de los habitantes, los ciudadanos que votan. Los dirigentes, los políticos, los gobernantes. Un ejemplo típico es el de Mendoza. (...) No se puede negar que cualquier actividad impacta sobre el medio. El tema es la forma en que se controla. Más que nada el responsable también es la provincia de cómo controla a los que ingresan. (...) La provincia que no tienen prohibida la minería, la minería es una actividad más. (...) Hoy, justamente, la reunión de hoy que tuve que ir yo al tercero es para esto. Hay que hacer una estrategia y decir: 'Muchachos, así no podemos seguir. Ustedes están teniendo problemas de recaudación, hay que abrir el paso a quienes vengan a hacer inversión de riesgo y generar un poco más y mejorar el producto bruto de cada provincia. Por ejemplo, levantar la prohibición.' Con solo

---

<sup>360</sup> [Nouvel Accord Fédéral Minier] (trad. M. Denoël).

levantarse la prohibición a la actividad minera, todas las provincias van a tener ingreso de capitales, seguro.”<sup>361</sup>

Comme en témoigne cette citation, c’est le poids de la démocratie locale qui, ici, sert à justifier les oppositions provinciales au déploiement de l’activité minière. Recentraliser les affaires minières serait donc un moyen — et les stratégies des acteurs partisans de l’activité dans la province de Mendoza de se référer à l’État fédéral en témoignent aussi — de contourner de nouveau le *pouvoir des lieux*.

---

<sup>361</sup> [Il y a une tentative d’être un peu plus généreux sur les avantages des premières étapes de l’exploration, ce pourquoi nous construisons ce que nous appelons le « nouvel accord fédéral minier ». Pour modifier cela, et pour que certaines provinces qui ont interdit l’exploitation minière lèvent leur interdiction. Sur le plan politique, ce n’est pas facile à réaliser, mais c’est de cela qu’il s’agit. Il y a sept provinces en Argentine qui ont interdit l’exploitation minière. Quelles sont-elles ? Chubut, Río Negro, Neuquén, Mendoza, Córdoba et La Rioja. Et La Pampa. Ça en fait huit. En raison des pressions exercées par les organisations anti-mines. Intérêts politiques. Oui, des intérêts politiques et aussi parce que les dirigeants politiques argentins ont très peur des décisions des habitants, des citoyens qui votent. Les dirigeants, les politiciens, les gouverneurs. Un exemple typique est celui de Mendoza. (...) Il est indéniable qu’une activité a un impact sur l’environnement. La question est de savoir comment elle est contrôlée. Plus que toute autre chose, la province est responsable de la façon dont elle contrôle ceux qui entrent. (...) Pour la province qui n’interdit pas l’exploitation minière, l’exploitation minière est une activité parmi tant d’autres. (...) Aujourd’hui, précisément, la réunion d’aujourd’hui pour laquelle j’ai dû aller au troisième étage portait sur cela. Il faut être stratège et dire : « Les gars, on ne peut pas continuer comme ça. Vous avez des problèmes de financement, nous devons ouvrir la voie à ceux qui viennent pour faire des investissements risqués et générer un peu plus et améliorer le produit brut de chaque province. Par exemple, lever l’interdiction ». Rien qu’en levant l’interdiction de l’activité minière, toutes les provinces vont avoir des entrées de capitaux, c’est sûr.] (Extrait d’entretien avec le secrétaire d’État fédéral de l’activité minière, septembre 2016, province de Buenos Aires, trad. M. Denoël).

## Conclusion du sixième chapitre

Le développement de l'activité minière métallifère de grande envergure dans les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza témoigne du déploiement du modèle extractiviste en terres argentines depuis les années 1990, qui répond lui même au besoin continu d'expansion du capitalisme sur de nouveaux territoires. Il dépend non seulement de politiques publiques, qui illustrent les choix stratégiques effectués par l'État dans ses diverses déclinaisons, mais aussi de l'hybridation, au service des référentiels de l'activité, de logiques, de pratiques et de représentations qui conforment les territoires locaux. Cette hybridation des logiques et représentations ne s'opère pas, nous l'avons vu, de manière descendante et dominante : différents pouvoirs — ou, dans le cas des territoires, micropouvoirs — sont impliqués et régulent l'accès à la ressource dans un système complexe, apportant des modifications sociospatiales importantes dans la configuration du territoire matériel et immatériel. Une interdépendance s'installe entre les différents acteurs dans la mise en place d'un dispositif de consensus autour de l'activité minière.

Ce dispositif de consensus adopte des traits communs à tous les territoires étudiés dans les provinces de Jujuy, de San Juan et de Mendoza. Du point de vue des acteurs impliqués, des constantes peuvent être dégagées, telles que la maîtrise du capital et de la technique par les acteurs transnationaux et de celle de l'accès légal à la ressource par l'État. Se dégagent aussi le rôle de facilitateur joué par les organisations sectorielles et les élites et celui de légitimateur occupé par les entreprises de services et les municipalités. Du point de vue de la légitimation et de la naturalisation, des invariables existent aussi. Dans les représentations, celles de la légitimation du modèle par le développement, de sa régulation par la loi et la norme, de son ancrage par les caractéristiques de l'environnement humain dans lequel il s'intègre et de la construction de la ressource comme davantage « technique » que « politique » sont particulièrement significatives. Dans les termes de Mirta Antonelli (2010), une volonté forte de « naturaliser » le modèle en l'inscrivant dans l'histoire locale des territoires transparait aussi. Finalement, dans les trois provinces, pour reprendre la typologie de Claude Raffestin (1980), l'acteur *ArM* — maîtrisant tant le capital, les techniques et la matière — n'existe pas en tant qu'acteur incarné : il représente nécessairement plusieurs acteurs mis en relation et interconnectés par l'intérêt pour la mise en place du modèle, présenté comme moteur de développement territorial.

Pourtant, le modèle néo-extractiviste n'est pas *a-territorial*. Toutes les constances observées connaissent leurs interprétations locales, sont appropriées et aménagées par les territoires. Les territoires, eux-aussi et dans leur hétérogénéité, s'imposent et conditionnent un « modèle » global aux mille visages. Ainsi, la naturalisation et la légitimation de l'activité, en se nourrissant de l'histoire

et des référentiels locaux, prend des colorations distinctes selon les territoires concernés. De même, les choix de régulation ou d'encadrement du secteur ainsi que la capacité qu'ont les élites locales à s'organiser entre elles et avec les autres acteurs partisans de l'activité dictent les conditions de l'expansion du capitalisme sur de nouveaux territoires, en vue d'accumuler davantage de ressources. L'articulation, dans une politique complexe d'échelles, de représentations, de référentiels et de logiques croisées, du global au local, est la condition *sine qua non* de l'opérationnalité du modèle à l'échelle locale et donc, de l'accès aux ressources convoitées. En ce sens, le modèle s'adapte aux particularismes locaux — naturels, mais aussi politiques, sociohistoriques et spatiaux. Ainsi, la part des territoires est grande : ils coconstruisent le modèle en l'adoptant, en l'aménageant, ou en le rejetant. D'ailleurs, la porosité du modèle à ces particularismes, elle aussi, semble importante. De même que les territoires, le néo-extractivisme est en constante redéfinition. Il se nourrit d'événements localisés pour construire perpétuellement de nouveaux outils de déploiement, de nouvelles stratégies de légitimation et, ainsi, « *while capital expands its geographical reach and breaks through all manner of geographical barriers, new boundaries are created while older ones are broken down or become more porous* »<sup>362</sup> (Swyngedouw, 2004, p. 30).

---

<sup>362</sup> [si le capital étend sa portée géographique et franchit toutes sortes de barrières géographiques, de nouvelles frontières se créent tandis que les plus anciennes sont abolies ou deviennent plus poreuses.] (Swyngedouw, 2004, p. 30, trad. M. Denoël).

## Conclusion de la seconde partie

Aspect singulier d'un modèle globalisé, participant au développement spatio-temporel inégal et mis au service de l'expansion spatiale du capitalisme, le modèle néo-extractiviste qui s'est déployé en Argentine, d'abord dans les années 1990 dans le cadre de l'extractivisme puis sous sa forme actuelle depuis le début des années 2000, repose sur des interdépendances fortes et multiscalaires.

D'abord, nous avons vu que, depuis des échelles supralocales, un dispositif de consensus commun à tous les acteurs partisans du secteur et à tous les territoires est déployé afin de naturaliser, de légitimer et d'institutionnaliser l'activité. Il se manifeste non seulement par l'usage de représentations et de référentiels récurrents, mais aussi par la mobilisation de certaines logiques et pratiques semblables. Du point de vue des représentations et référentiels, la mobilisation de quatre grands champs lexicaux est commune à tous les acteurs intervenants dans les territoires. Se démarque ainsi la légitimation de l'activité *via* un discours néo-développementiste (où l'activité permet le développement économique, mais aussi social, humain et, avant tout, durable) : la loi et la norme sont des outils d'encadrement garantissant la préservation d'une ressource construite, comme technique, partie prenante d'espaces sociaux défavorisés. L'activité leur permettrait de se développer — avec l'aide d'entreprises agissant comme acteur social total. Une volonté de naturaliser l'activité, en mobilisant l'histoire locale, est aussi observée. Du point de vue des logiques et pratiques, cette fois, se dégage la volonté d'intégrer les élites locales, par leur participation directe — en tant que fournisseuses de services miniers — ou indirecte — car membres des organisations sectorielles ou représentantes de l'État à l'échelle locale. Elles prennent ainsi part aux mouvements de captation des ressources. Cette complexification du système d'acteurs au plus proche des territoires concernés doit servir, dans la logique moléculaire du capital comme dans celle, territoriale de l'État, à assurer un déploiement scalaire le plus important possible de l'activité, faisant du secteur l'un des moteurs des économies provinciales.

Cependant, l'analyse aux échelles infranationale et infraprovinciale de ce modèle nous a permis de dégager des variations territoriales où le « modèle » prend des tonalités locales importantes. Ainsi, le discours comme les pratiques sont réappropriés et adaptés en fonction des territoires visés par l'ensemble du système multiacteur et multiscalaire souhaitant développer l'activité minière métallifère de grande envergure. Ce constat témoigne de l'influence des particularismes locaux sur le modèle hégémonique.

Dans la province de San Juan, province « modèle », la mobilisation de l'ensemble des notions hégémoniques permet de légitimer une action descendante, du plus global au plus local, peu soucieuse des populations situées près des mines et où, outre l'augmentation du nombre d'infrastructures et de services, l'activité est un outil de rayonnement au-delà des frontières provinciales. Elle est naturalisée grâce à la mobilisation d'un passé politique mis au service de la projection dans le futur provincial où les projets de patrimonialisation sont présentés comme permettant d'allier développement minier et dynamisme touristique. Le déploiement de l'activité est d'ailleurs présenté comme garant d'un bon usage des ressources territoriales — davantage que le secteur agricole notamment — alors même qu'il entraîne une forte spécialisation des territoires. Il est assuré par un système d'acteurs où s'hybrident les logiques public-privé de manière horizontale (généralisant aussi des conflits d'intérêts importants) et verticale (avec des élites locales intégrées aux réseaux supraprovinciaux) et par une réglementation très favorable au secteur et dont l'affichage masque la faiblesse des contrôles effectifs.

Dans la province de Jujuy, province supposément « historique » où le secteur peine pourtant à se développer, les logiques public-privé n'atteignent pas un seuil si important d'hybridation. Si les élites locales privées — propriétaires fonciers, membres d'organisations sectorielles ou chef d'entreprise de services miniers — sont bien intégrées, de manière verticale, au système d'acteurs multiscalaires visant la captation de ressources, les élites locales publiques — représentantes de l'État à l'échelle provinciale — défendent un régime minier perçu comme défavorable par les autres acteurs du secteur. Cette dissonance public-privé a pour conséquence un différentiel fort entre le discours porté à l'échelle locale (tourné vers le développement communautaire) et celui porté à l'échelle provinciale (du développement économique principalement). Même la naturalisation de l'activité, qui repose sur l'histoire de certains sites particuliers et non de l'histoire provinciale, ne parvient pas à se transformer en véritables projets de patrimonialisation. Les sites miniers rayonnent donc peu à l'échelle de la province et les contacts entre les différentes sphères impliquées sont limités aux négociations légales nécessaires. Les activités sont pilotées depuis la mine, qui joue le rôle d'acteur social total vis-à-vis de certaines communautés bien intégrées aux projets, quand d'autres — présentées comme « méconnaissantes » de l'activité — sont exclues des retombées.

Enfin, dans la province récalcitrante de Mendoza, la rupture entre la temporalité de l'État, inscrite dans le débat public autour de l'activité du fait d'une opposition forte, et la temporalité des acteurs du secteur empêche toute hybridation complète des logiques d'acteurs. D'ailleurs, si certains acteurs de la sphère publique semblent soutenir le développement minier dans la province, les représentants locaux des entreprises et les organisations sectorielles dénoncent des collusions

d'intérêts politiques nuisibles à la mise en place d'une véritable politique minière. Ce débat politique autour de l'activité se retrouve aussi dans la construction discursive de la légitimation : seule la mise en débat de la contestation unit des mondes lexicaux antagoniques, entre obligation de protection de l'environnement et moyens nécessaires au déploiement de l'activité. Du point de vue des pratiques, les partisans du développement agissent donc sur deux fronts. D'une part, les organisations sectorielles et les représentants légaux locaux des entreprises opèrent des pressions politiques aux niveaux provincial et fédéral afin de faire déclarer inconstitutionnelle la loi 7 722. D'autre part, l'entreprise s'immisce discrètement dans les territoires locaux en proposant des outils caractéristiques de la RSE — financements dans les secteurs de l'artisanat, de l'éducation, de la santé —, ce qui participe à diviser les communautés locales. Ces projets se nourrissent d'ailleurs de la contestation existante dans la province, comme en témoigne la volonté de patrimonialiser le chemin du général San Martín, pourtant compris dans un projet de parc national défendu par l'assemblée autoconvoquée de défense de l'eau.

Cette analyse aux échelles infranationale et infraprovinciale, dans une perspective comparative et multisituée, permet d'affirmer que, dans une « politique d'échelles », les acteurs locaux, hybrides de la mondialisation et médiateurs du « développement », ont la part belle. En effet, si différents pouvoirs s'articulent nécessairement pour garantir l'accès à la ressource, il est facilité par une hybridation des logiques public-privé à l'échelle locale et par des élites locales en capacité de réduire la variable temporelle de l'accès à la ressource — pour les acteurs exogènes maîtrisant technique et capital et en étant insérées auprès des acteurs maîtrisant la « matière ». Face à ce *poids des territoires*, le capitalisme prend donc différents visages, s'adapte, devient malléable aux particularismes locaux. Loin d'être une construction *a-territoriale*, déconnectée des sphères opérationnelles au plus proche des territoires, le modèle néo-extractiviste ne peut exister que dans la mesure où il est coconstruit de manière multiscalaire et avec les territoires locaux : c'est la condition pour que le capitalisme puisse s'étendre sur de nouveaux espaces. En ce sens, il se nourrit aussi de ses multiples expériences d'expansion et reproduit les enseignements relatifs aux discours et aux pratiques locales dans les nouveaux espaces concernés. Son implantation est donc facilitée sur de nouveaux territoires — comme, par exemple, dans la province voisine de Salta pour le cas jujeño — dans le même temps qu'elle est freinée dans d'autres. Le cas de Mendoza a montré que, fort des expériences minières vécues aux échelles fédérales, régionales ou mondiales, les territoires aussi sont en capacité de jouer de leur poids pour imposer des frontières à la captation des ressources par le capital.



## *Conclusion générale*



Le modèle extractiviste a été implanté dans les années 1990 sous le gouvernement de Carlos Menem et dans la continuité des « recommandations » portées par les institutions internationales dans les années 1980-1990. Il s'est d'abord appuyé sur une décentralisation de la gestion des ressources aux gouvernements provinciaux, une gestion plus locale des affaires minières devant permettre un essor plus important du secteur (Chapitre 1). Cette politique de libéralisation de l'économie et de décentralisation a fait entrer rapidement l'Argentine dans le cercle des pays exportateurs de minerais métallifères — elle qui se caractérisait davantage et, à l'inverse de ses voisins, par la fourniture de biens agricoles et d'hydrocarbures. En réaffirmant sa position « d'exportatrice de la nature » (Svampa, 2011b), l'Argentine a connu un quadruple bouleversement : *productif*, avec un glissement de la production de matériaux de construction à l'exploitation de minerais métallifères — les premiers répondant à une demande plutôt nationale quand les seconds correspondent à une demande mondiale en commodities — ; *sociosystémique*, avec l'installation de nouveaux acteurs transnationaux, facilitée par un important processus de privatisations ; *spatial*, avec l'expansion des frontières du capitalisme dans de nouveaux territoires, à l'ouest du pays ; et *technique*, avec l'apparition de nouveaux procédés de production.

L'implantation de ce modèle extractiviste s'est vite accompagnée de la mise en place d'un dispositif de consensus autour de l'activité (Boccardi *et al.*, 2008), rendu nécessaire par la contestation croissante des activités d'extraction, gourmandes en « produits de la nature » (Bednik, 2016). C'est le passage au néo-extractivisme. L'État, dans ses déclinaisons fédérale, provinciales et locales, occupe alors une position exécutive de négociateur entre l'intérêt général et l'intérêt privé (Gudynas, 2013, Sassen, 2000 ; Subra, 2016). L'État fédéral peut être caractérisé de métarégleur (Sousa Santos, 2007) quand les gouvernements provinciaux sont ceux qui définissent les différents « régimes miniers » (Laforce *et al.*, 2012), supposés assurer de plus ou moins nombreuses retombées à l'échelle de leurs territoires (programmes de lutte contre la pauvreté, garanties en termes de services publics, construction d'infrastructures). Dans le même temps, les entreprises exploitantes développent de nouveaux outils de légitimation — tels que la RSE — et le système d'acteurs se densifie et se complexifie. Des structures intermédiaires et des organisations sectorielles voient le jour, ce qui illustre la multiplication des instances qui accompagnent la globalisation libérale des sociétés (Berkowitz, 2016). Elles permettent

l'intégration et la régulation des acteurs locaux, élites locales, médiateurs du développement (Olivier de Sardan, 1995 a) ou hybrides de la mondialisation (Graz, 2008).

L'intérêt de l'étude de territoires argentins réside dans l'hétérogénéité des scénarii miniers : certains expliquent cette diversité du fait de l'existence de « souverainetés en conflit » (Schein, 2015) quand d'autres s'appuient sur l'existence de mouvements socioenvironnementaux forts et mobilisant des imaginaires incompatibles avec le modèle minier (Wagner, 2014 a). De manière complémentaire, notre recherche proposait d'interroger les relations d'interdépendance entre les acteurs partisans du déploiement minier et les territoires concernés par le processus d'accumulation par dépossession — toujours situé —, posant la focale sur les élites locales (Chapitre 2). Les territoires ont été définis comme résultant d'actions syntagmatiques, matérielles ou symboliques, qui sont le fait d'un ensemble multiscalair d'acteurs en relation avec lui. Ils sont structurés par un ensemble de rapports de pouvoir — où tout acte de représentation est acte de pouvoir (Raffestin, 1980). Le pouvoir peut donc adopter différentes formes : il est exogène et endogène à la fois, asymétrique, inhérent aux autres rapports sociaux et multiscalair (Balandier, [1967] 2013). Compris ainsi, ces territoires ont connu, compte tenu du démarrage soudain de l'exploitation des minerais métallifères en terres argentines, une reconfiguration rapide des rapports sociaux et spatiaux ainsi qu'une mise en tension entre les représentations endogènes et exogènes qui les forment. Cette reconfiguration, fruit d'interdépendances, était au centre de notre question de recherche. L'idée centrale était d'interroger, dans le cadre d'un développement spatio-temporel inégal, la part des territoires dans l'extension des frontières du capitalisme.

Pour répondre à cette question centrale, nous avons formulé deux hypothèses. D'abord, nous supposons que les élites locales ou les organisations sectorielles occupaient une place centrale au sein de « l'alliance hégémonique » (Antonelli, 2010) qui œuvre au processus de captation des ressources (Machado Aráoz, 2013 ; Ribot, Peluso, 2003 ; Siméant *et al.*, 2015). En effet, ces médiateurs ou hybrides de la mondialisation seraient des facilitateurs du processus d'hybridation des logiques public-privé (Chavagneux, 2002 ; Clerval, 2011 ; Forget *et al.*, 2016 ; Harvey, 2014 ; Negri, Cocco, 2007) qui permet de garantir l'expansion du modèle néo-extractiviste sur des territoires jusqu'alors peu concernés et, donc, transformés. Les acteurs sont ainsi tour à tour des contraintes et des ressources dans le jeu relationnel structurant les territoires. Dans le

cadre du déploiement du dispositif de consensus visant la naturalisation, l'institutionnalisation et, finalement, l'acceptation (Antonelli, 2010 ; Godfrid, 2015) de l'activité minière métallifère de grande envergure, nous interrogeons ensuite la capacité des *lieux* à s'approprier et à transformer les représentations qui assurent le passage de l'espace au territoire. En effet, si les aspects cognitifs du modèle néo-extractiviste, déployés dans la mise en récit et la construction d'un imaginaire social favorables à l'activité (Svampa, 2015), sont analysés comme participant de « l'évangile de l'éco-efficience » (Martínez Alier, [2011] 2014), nous cherchions à comprendre comment ces représentations s'hybrident, chez les partisans de l'activité, au service des transformations territoriales nécessaires pour le développement du secteur.

Conscients des différentiels forts en termes de scénarii miniers et de configurations possibles des asymétries organisant les micropouvoirs (Foucault, 1975 ; Villiani, 2009) dans les territoires, nous avons adopté une approche comparative en étudiant le cas de trois provinces. Dans la province de Jujuy, systématiquement présentée comme une province minière « historique », les rapports de pouvoir semblent inscrire le déploiement du modèle néo-extractiviste dans une continuité coloniale, mettant à jour les formes actuelles et passées de la dépossession. Dans la province de San Juan, en termes de discours et de pratiques, les interdépendances entre acteurs partisans de l'activité et territoire favorisent l'appropriation locale du « modèle ». Enfin, dans la province de Mendoza le rejet de l'activité, *via* l'adoption d'une législation restrictive (la loi 7 722), laissait présager l'importance de la reterritorialisation du modèle dans le processus de captation des ressources et sa dépendance aux territoires locaux et à leurs identités.

Ce terrain multisitué et multiacteur a soulevé des enjeux méthodologiques importants (Chapitre 3). En effet, les territoires de la mine comme les acteurs partisans de l'activité sont des terrains difficiles d'accès : l'accès aux sites miniers a d'ailleurs, entre autres, été conditionné par l'accès aux exploitants et autres acteurs. Il a ainsi fallu effectuer de nombreux déplacements, sur de longues distances, conditionnés par la desserte locale en transport et/ou par une dépendance aux enquêtés. C'est à la fois un biais méthodologique et un outil de confrontation de l'enquête au territoire. Ces pratiques de terrain ont été associées à la nécessité de s'approprier une langue étrangère et un lexique adapté (Pinçon, Pinçon-Charlot [1997, 2015] ; de jouer de notre statut d'étranger (Avanza, 2008) pour se faire accepter par les partisans, méfiants, d'une activité décriée localement ;

de mettre à profit le statut de femme dans un monde d'hommes (Blondet, 2008) ; et d'adopter une *hexis* corporelle (Bourdieu, [1979] 2015) adaptée à un « monde social » qui n'est pas le nôtre (Pinçon, Pinçon-Charlot [1997, 2015]).

En ce sens, les « nœuds de coalescence » de l'activité (Siméant *et al.*, 2015) ont été des moments précieux d'accès au « monde social » de l'activité minière de grande envergure. L'une des pistes ouvertes par ce travail serait d'ailleurs de mettre plus encore à profit cette présence en leur sein : moments où se regroupent et où se croisent tous les acteurs d'un secteur, ils sont précieux pour le chercheur en sciences humaines et sociales qui souhaiterait développer une approche par les réseaux, que nous envisageons dans de futurs travaux. De même, si nous nous sommes concentrés sur les événements nationaux ou provinciaux, nous pourrions envisager de participer aussi aux événements se tenant à d'autres échelles, tels que la PDAC au Canada, permettant ainsi d'approfondir encore la réflexion sur les « lieux » de ces hybrides de la mondialisation, leur territorialisation et leur appréhension de l'espace.

Dans cette recherche cependant, ils ont surtout été mobilisés comme des portes d'entrées d'entrée dans le système d'acteurs et des moments de recueils de données : ils permettaient, au même titre que les entretiens semi-directifs et conversationnels, le recueil de données qualitatives dans une perspective de « triangulation méthodologique » (Olivier de Sardan, 1995 b). Une analyse multimodale de ce corpus composite de données a été pensée comme dispositif méthodologique. L'analyse textuelle quantitative et qualitative a effectivement permis de dégager les mondes lexicaux, miroirs des représentations sociales forgeant les territoires, hégémoniques et propres aux différents cas étudiés. Elle a été couplée avec l'appropriation des résultats des observations et arpentages des terrains, des annotations, qui ont façonné une manière « d'être au terrain ». Relevant parfois de la « boîte noire » (Olivier de Sardan, 2001), elles permettaient aussi la confrontation entre discours et pratiques. Ce « bricolage » méthodologique (Beckert, [1988] 2002 ; Guyot, 2008) est celui qui a mis à jour les interactions communes, mais aussi différenciées entre les acteurs partisans du secteur minier et les territoires locaux.

Du point de vue de la légitimation et de la naturalisation de l'activité, la recherche a permis de confirmer que le dispositif de consensus permet de construire un « modèle ». Un univers discursif commun est mis au service de la légitimation de l'activité : représentation hégémonique du « développement » et néo-développementisme, approche

légaliste de la relation nature-société, marginalisation des sociétés identifiées comme non intégrées (ou « mal » intégrées) à la mondialisation et construction politique et technique de la ressource en sont les principaux marqueurs. Cette légitimation passe aussi par la mobilisation de l'histoire fédérale — voire de l'humanité — afin d'ancrer le déploiement du secteur dans le « royaume de la nécessité » (Anshelm, Haikola, 2018) et de le naturaliser comme partie prenante de la construction longue des territoires (Chapitre 4). De même, les pratiques d'institutionnalisation de l'activité minière dans les territoires témoignent d'une hybridation des logiques toujours plus poreuses entre public et privé. La logique territoriale de l'État se confond avec celle, moléculaire, du capital (Harvey, [2001] 2008), et l'intégration des élites locales fait loi dans la structuration du système d'acteurs multiscalaire et complexe portant le néo-extractivisme à la rencontre des territoires (Chapitre 5). L'activité s'institutionnalise aussi de manière commune en intervenant dans le développement territorial et productif des espaces concernés par le processus d'accaparement : systématiquement comparé au secteur agricole, le secteur minier est notamment celui qui se substitue à l'État dans de nombreuses fonctions de service public ou d'infrastructures et, ce, dans les trois provinces observées. En ce sens, le néo-extractivisme est bien « hégémonique » (Godfrid, 2016 ; Godfrid, 2015) : ses partisans sont en capacité de générer, de manière dynamique et grâce à un ensemble de mécanismes unificateurs et régulateurs, l'acceptabilité d'une conception universelle du monde à partir d'une vision particulière, à dominer à travers la mobilisation d'un tissu dense de relations de pouvoir (Chapitre 6).

Pourtant, l'analyse de l'implantation de l'activité minière dans les territoires infranationaux met en évidence des variations territoriales importantes. Elles témoignent de différenciations fortes dans l'appropriation et l'interprétation locale du modèle, en termes de discours comme de pratiques (Chapitre 4, Chapitre 5 et Chapitre 6). La naturalisation de l'activité par exemple ne débouche pas toujours sur la concrétisation de projets de patrimonialisation et, de fait, ne permet pas la projection du territoire dans un futur minier. En outre, certains imaginaires locaux entrent en conflit avec les représentations portées par le modèle et empêchent tout déploiement du secteur (Escolar *et al.*, 2012). Aussi, les « régimes miniers » adoptés par les provinces (Laforce *et al.*, 2012) influent sur la capacité du modèle à s'ancrer. Ils prennent la forme de partenariats public-privé et de fidéicomis à San Juan, ils renvoient à l'intervention d'une entreprise paraétatique et de la décentralisation des affaires communautaires à Jujuy, ou à la

législation restrictive à Mendoza. De plus, nous avons mis en exergue le soutien d'une classe d'élites locales structurée et organisée, hybride, comme condition *sine qua non* à la territorialisation du secteur. Elle est celle qui permet notamment d'assurer une représentation supplémentaire des intérêts du capital, voire de garantir un accès plus direct à la ressource — dans le cas d'élites locales concessionnaires —, et ainsi d'écourter le temps d'accès. Nous avons montré aussi comment la spécialisation des espaces (cas de San Juan) favorisait davantage l'acceptabilité du modèle que son déploiement sous la forme d'enclave (cas de Jujuy).

Les rapports de pouvoir, multiscalaires, qui forment les territoires connaissent donc des variations locales importantes. Ils n'assurent pas toujours l'appropriation et la concrétisation — complète — de projets globalisés portés par des acteurs syntagmatiques insérés dans le capitalisme et participant à l'expansion de ses frontières sur de nouveaux espaces dotés en matières, construites comme commodities (Chapitre 6). Dans le cas où l'État a opéré un glissement de la souveraineté à la gouvernance (du moins dans la gestion de ses ressources naturelles), c'est en situation de coopération que le modèle parvient à se reterritorialiser. Cette coopération ne signifie pas l'absence de conflit. Elle assure cependant le déploiement d'une « politique d'échelles » (Swyngedouw, 2004) qui permet au capital d'étendre sa portée et de franchir de nouvelles barrières géographiques. En effet, dans le cas de l'activité minière métallifère, *ArM* (acteur maîtrisant capital, technique et matière selon Claude Raffestin, 1980) n'existe qu'en système, impliquant certes les entreprises transnationales (*Ar*) et l'État (*AM*), mais aussi un ensemble de médiateurs, hybrides de la mondialisation rassemblés dans des organisations sectorielles, facilitateurs de l'accès à la ressource. La ressource, située, voit sa définition changer au regard de la capacité de ce système à projeter de nouvelles représentations, à faire évoluer sa définition locale, autrement dit, sa construction sociale. Localisée dans des espaces que les particularismes historiques, sociaux, culturels, politiques construisent en territoires, la ressource est partie prenante d'ensembles plus vastes au sein desquels les processus d'accumulation par dépossession doivent être rendus légitimes. La capacité des acteurs qui les conduisent à naturaliser et institutionnaliser l'activité minière comme faisant partie d'un système d'activités, de production, avec des dimensions sociales, culturelles, historiques, politiques, dépend ainsi de la volonté et de la capacité locale à défendre le modèle et à hybrider représentations et logiques. C'est là qu'intervient *le poids des territoires*.

En ce sens, « l'hégémonie capitaliste » n'existe que comme un processus dynamique, à même de s'adapter localement, de se fondre dans les particularismes locaux, voire d'en tirer des enseignements transposables ailleurs, sur de nouveaux territoires à conquérir. Ce processus dynamique est d'ailleurs celui qui nous invite, encore et toujours, à approfondir notre définition de la mondialisation : somme d'ancrages localisés ou de jeux d'échelles, elle est un objet d'étude épistémologique sans fin, qui pourra nourrir des recherches à venir. L'une d'entre elles pourrait notamment porter sur cette transposition d'un local vers un autre : les entreprises transnationales sont, pour ce faire, des objets riches en la matière. Si nous avons vu ici comment elles s'adaptent aux particularismes locaux, quels enseignements en tirent-elles et comment ces derniers viennent-ils nourrir leurs pratiques dans d'autres lieux ? Ces processus de territorialisation / déterritorialisation / reterritorialisation font-ils naître aussi de nouveaux référentiels, transposables, supports de la mondialisation capitaliste ?

Car là aussi, définir l'hégémonie comme fondamentalement mouvante et en perpétuelle redéfinition permet d'affirmer le *pouvoir du local* : les territoires, par la mobilisation d'imaginaires socioculturels propres, de leur histoire, de leurs élites ou de « régimes » conditionnant l'extension du capitalisme, peuvent faire le choix d'ouvrir leurs portes à ce dernier, mais aussi de dresser de nouvelles barrières. C'est face à la *part du local* dans la construction d'un modèle minier que le président de la CAEM, comme une part de plus en plus importante des acteurs du secteur, appelle en avril 2019 le gouvernement argentin à recentraliser les affaires minières : trop proche des territoires, le pouvoir coercitif de l'État se disperse, se fond dans un ensemble de relations rendant parfois impossible l'imposition d'un modèle capitaliste prédateur.



## *Bibliographie*



<b>Bibliographie générale</b>
-------------------------------

**A**

ACOSTA Alberto, 2009, *La Maldición de la abundancia*, Quito : Abya Yala, 286 p.

ACOSTA Alberto, 2011, « Extractivismo y neoextractivismo : dos caras de la misma maldición », p. 83-120, In : Grupo permanente de trabajo sobre alternativas al desarrollo, *Más allá del desarrollo*, Quito : Fundación Rosa Luxemburgo / Abya Yala, 323 p.

ALIMONDA Hector, 2011, « La colonialidad de la naturaleza. Una aproximación a la Ecología Política Latinoamericana », p. 21-60, In : ALIMONDA Hector (dir.), *La naturaleza colonizada. Ecología política y minería en América Latina*, Buenos Aires : CLACSO, 331 p.

ÁLVAREZ Álvaro, 2013, « La territorialidad de la dominación/desposesión y las resistencias sociales », p. 121-146, In : FERNANDEZ EQUIZA Ana María (dir.), *Territorios, economía internacional y conflictos socioambientales*, Tandil : Universidad Nacional del Centro de la Provincia de Buenos Aires, 245 p.

ÁLVAREZ Laura, ACSEBRUD Ezequiel, 2014, « El avance de la frontera minera en San Juan », *Revista del Centro Cultural de la Cooperación*, n° 20, 14 p.

ÁLVAREZ Laura, GODFRID Julieta, DUÁREZ Jorge, 2015, « Expansión minera y protesta social en Argentina y Perú », *Investigaciones sociales*, vol. 19, n° 35, p. 169-186.

ANSHELM Jonas, HAIKOLA Simon, 2018 « Depoliticization, Repoliticization, and Environmental Concerns: Swedish Mining Politics as an Instance of Environmental Politicization », *ACME : An International Journal for Critical geographies*, vol. 17, n° 2, p. 561-596.

ANTONELLI, Mirta Alejandra, 2004, « Umbrales de una mutacion. Retoricas, rituales y escenas del neoliberalismo en Argentina », p. 55-66, In : CECAL (Centro de Estudios y Cooperación para América Latina), *Guaragua*, n° 19, 214 p.

ANTONELLI Mirta A., 2010 (2<sup>ème</sup> édition), « Minería transnacional y dispositivos de intervención en la cultura. La gestión del paradigma hegemónico de la “minería responsable y el desarrollo sostenible” », p. 51-102, In : SVAMPA Maristella, ANTONELLI Mirta A. *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires : Biblos, 319 p.

ANTONELLI, Mirta Alejandra, 2014, « Megaminería transnacional e invención del mundo cantera », *Nueva Sociedad*, n° 252, p. 72-86.

ANTONELLI Mirta A., CERUTTI Débora, MARIN Marcela, ORELLANA Mauro, GOMEZ María Luz, 2015, « Constelación de violencias y violentamientos en el contexto de la megaminería en Argentina. Modalidades estratégicas para un modelo de ocupación territorial », p. 299-328, In : SVAMPA Maristella (dir.), *El desarrollo en disputa. Actores, conflictos y modelos de desarrollo en la Argentina contemporánea*, Los Polvorines : Universidad Nacional de General Sarmiento, 416 p.

APOSTOLIDIS Thémis, 2005, « Représentations sociales et triangulation : enjeux théorique-méthodologiques », p. 13-35, In : ABRIC Jean-Claude, *Méthodes d'étude des représentations sociales*, Toulouse : ERES, 296 p.

ARNOULT, Audrey, 2015, « Réflexion méthodologique sur l'usage des logiciels Modalisa et Iramuteq pour l'étude d'un corpus de presse sur l'anorexie mentale », *Revue internationale de systémique complexe et d'études relationnelles*, vol. 11, n° 1, p. 287-323.

AVANZA Martina, 2008, « 2 : Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas “ses indigènes” ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », p. 41-58, In : FASSIN Didier, BENSA Alban (dir.), *Les politiques de l'enquête*, Paris : La découverte, 336 p.

## **B**

BALANDIER Georges, [1967] 2013 (6<sup>ème</sup> édition), *Anthropologie politique*, Paris : PUF, 254 p.

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, 1997, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris : La découverte, 288 p.

BEBBINGTON Anthony, 2006, « Industrias extractivas, actores sociales y conflictos », p. 131-156, In : SCHULDT Jürgen, ACOSTA Alberto, BARANDIARAN Alberto, BEBBINGTON Anthony, FOLCHI Mauricio, ALAYZA Alejandra, GUDYNAS Eduardo. *Extractivismo, política y Sociedad*, Quito : Centro Andino de Acción Popular, Centro Latinoamericano de Ecología Social, 225 p.

BECERRA María Florencia, 2014, « Para que “creciera el pueblo como Potosí” : la minería en la puna de Jujuy durante el periodo colonial », *Estudios Atacameños, Arqueología y antropología Surandinas*, n° 48, p. 55-70.

BECKER Howard, [1988] 2002, *Les ficelles du métier*, Paris : La Découverte, « Grands Repères/Guides », 360 p.

BEDNIK Anna, 2016, *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances*, Paris : Le passager clandestin, 368 p.

BENAVIDEZ DE ALBAR DÍAZ Mabel, 2016, *Oro y Plata en la historia Minera de San Juan*, San Juan : Universidad Nacional de San Juan, 318 p.

BERKOWITZ Héloïse, 2016, « Quel rôle des métaorganisations dans la gouvernance globale ? Quelques éléments de réflexion sur la diffusion des innovations réglementaires », *Le libellio a AEGIS*, vol. 12, n° 2., p. 95-102.

BERKOWITZ Héloïse, DUMEZ Hervé, 2015, « La dynamique des dispositifs d'action collective entre firmes : Le cas des métaorganisations dans le secteur pétrolier », *L'année sociologique*, vol. 65, n° 2, p. 333-356.

BIERSCHENK Thomas, 2008, « Anthropologie et développement. Historiciser et localiser les approches », *The working Papers*, n° 87 b, 24 p.

BLACHE Adriana, DENOËL Mathilde, 2019 (à paraître), « Captation des ressources et complexification des systèmes d'acteurs : regards croisés sur les espaces ruraux tanzaniens et argentins », In : CHARLERY Bernard, CAVAILLÉ Fabienne, POUZENC Michaël (dir), *Vingt-cinq ans de Dynamiques Rurales*, PUM.

BLONDET Marieke, 2008, « 3 : Le genre de l'anthropologie. Faire du terrain au féminin », p. 59-80, In : FASSIN Didier, BENSA Alban (dir.), *Les politiques de l'enquête*, Paris : La découverte, 336 p.

BLOT Frédérique, 2005, *Discours et pratiques autour du « développement durable » et des « ressources en eau ». Une approche relationnelle appliquée aux bassins d'Adour-Garonne et du Segura*, Thèse de doctorat en géographie : Université Toulouse-Le Mirail, Tome 1, 544 p.

BOCCARDI Facundo, GIOVANNINI Silvina, ORELLANA Mauro, ROCCHIETI Dolores, 2008, « El sueño minero : un análisis de la narrativa utópica del desarrollo », *Perspectivas de la comunicación*, vol. 1, n° 1, Chile : Universidad de la Frontera, p. 56-72.

BOTTARO Lorena, 2012, « Los conceptos de escala, naturaleza y territorio en el análisis de los conflictos socioambientales », *Prácticas de oficio. Investigación y reflexión en Ciencias Sociales*, n° 9, 7 p.

BOTTARO Lorena, LATTA Alex, SOLA ÁLVAREZ Marian, 2014, « La politización del agua en los conflictos por la megaminería: discursos y resistencias en Chile y Argentina », *European Review of Latin American and Caribbean studies*, n° 97, p. 97-115.

BOTTARO Lorena, SOLA ÁLVAREZ Marian, 2015 a, « Grupo de trabajo 3 : Desigualdades ambientales y socioterritoriales : conflictos en torno al neoextractivismo y el modelo de agronegocios - Dimensiones para el análisis del desarrollo de la megaminería a escala subnacional », p. 167-255, *VIII Jornadas de Sociología. Reconfiguración de las desigualdades en la Argentina actual: procesos, escalas y dimensiones*, Buenos Aires : Universidad Nacional de General Sarmiento, 402 p.

BOTTARO Lorena, SOLA ÁLVAREZ Marian, 2015 b, « La megaminería en contextos subnacionales : Mineralo-Estado y resistencias sociales en La Rioja y San Juan ». p. 271-298, In : SVAMPA Maristella (dir.), *El desarrollo en disputa. Actores, conflictos y modelos de desarrollo en la Argentina contemporánea*, Los Polvorines : Universidad Nacional de General Sarmiento, 416 p.

BOURDIEU Pierre, [1979] 2015, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Les éditions de Minuit, 640 p.

BOS, Vincent, 2017, *Construction sociale de la ressource et renégociation des régulations. Analyse du secteur minier péruvien, fin du XX<sup>e</sup> siècle - début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Thèse de doctorat en géographie et aménagement du territoire : Université Sorbonne-Nouvelle Paris 3, 616 p.

BRUNET Roger, 1980, « Préface », p. 5-10, In : RAFFESTIN Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris : LITEC, 246 p.

BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, [1993] 2005 a (3<sup>ème</sup> édition), « Entreprise », p. 187-188, In : BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, *Les mots de la géographie.*, Montpellier-Paris : RECLUS - La Documentation française. 520 p.

BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, [1993] 2005 b (3<sup>ème</sup> édition), « Firme », p. 217, In : BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, *Les mots de la géographie*, Montpellier - Paris : RECLUS - La Documentation française, 520 p.

BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, [1993] 2005 c (3<sup>ème</sup> édition), « Transnational », p. 490, In : BRUNET Roger, FERRAS Robert, THERY Hervé, *Les mots de la géographie*, Montpellier - Paris : RECLUS - La Documentation française, 520 p.

## C

CARRIZO Silvina, FORGET Marie, DENOËL Mathilde, 2016, « Implantaciones mineras y trayectorias territoriales. El noroeste argentino, un nuevo centro extractivo mundial », *Revista de Estudios Sociales*, n° 55, p. 120-136.

CARTON Bruno, 2000, *Le pétrole en Afrique. La violence faite aux peuples*, Bruxelles : GRESEA, 246 p.

CASAS José, CARELLI José María, 2017, « La Asamblea Jáchal no se toca y la correlación de fuerzas en la lucha contra el extractivismo », *Revista de Ciencias Sociales y Humanas del Instituto de Investigaciones Socio-Económicas (RevIISE)*, vol. 10, p. 245-256.

CÉFAÏ Daniel, 2003, *L'enquête de terrain*, Paris : La Découverte, 624 p.

CERUTTI Débora, 2015, « Grupo de trabajo 3 : Desigualdades ambientales y socioterritoriales : conflictos en torno al neoextractivismo y el modelo de agronegocios -

Megaminería y Responsabilidad Social Empresarial : violencias disponibles en San Juan y Catamarca », p. 221-240, *VIII Jornadas de Sociología. Reconfiguración de las desigualdades en la Argentina actual: procesos, escalas y dimensiones*, Buenos Aires : Universidad Nacional de General Sarmiento, 402 p.

CHAVAGNEUX Christian, 2002, « Une maîtrise politique de la mondialisation économique », *Revue du MAUSS*, vol. 2, n° 20, p. 54-64.

CHUDNOVSKY Daniel, LOPEZ Andrés, 1997, « Las estrategias de las empresas transnacionales en Argentina, Brasil y Uruguay en los años noventa », *Proyecto INT/95/K02, Internacionalización productiva en el MERCOSUR*, Buenos Aires : CENIT, 55 p.

CLERVAL Anne, 2011, « David Harvey et le matérialisme historico-géographique », *Espaces et sociétés*, vol. 147, n° 4, p. 173-185.

COMPOSTO Claudia, NAVARRO Mina Lorena, 2012, « Estados, transnacionales extractivas y comunidades movilizadas : dominación y resistencias en torno de la minería a gran escala en América latina », *Revista Theomai*, n° 25, p. 58-78.

CONNELL Raewyn, 2014, « Using Southern Theory: Decolonizing Social Thought in Theory, Research and Application », *Planning Theory*, vol. 13, n° 2, p. 210-223.

COSTANTINO Agostina, 2016, « El capital extranjero y el acaparamiento de tierras : conflictos sociales y acumulación por desposesión en Argentina », *Revista de Estudios Sociales*, n° 55, p. 137-149.

## D

DELBART Nicolas, LAVIE Émilie, GOMA Régis, 2014, « Influence des surfaces enneigées sur les débits de cours d'eau du piémont andin argentin », *Bulletin de l'association de géographes français*, vol. 91, n° 3, p. 338-354.

DENEAULT Alain, SACHER William, 2012, *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu une plaque tournante pour l'industrie minière mondiale*, Paris : Rue de l'échiquier, 188 p.

DENOËL Mathilde, 2019 (à paraître), « Extractivisme », in : BLOT Frédérique *et al*, *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, Paris : CNRS.

DENOËL Mathilde, 2014, *Perceptions du territoire et megaminería argentine : au croisement du néo-extractivisme et du post-extractivisme*, Mémoire de recherche de Master 2 : Université Toulouse II - Le Mirail, Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques de Toulouse (IPEAT), 114 p.

DENOËL Mathilde, 2013, *Le modèle extractiviste : le cas des mines à ciel ouvert en Argentine*, Mémoire de recherche de Master 1 : Université Toulouse II - Le Mirail, Institut pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques de Toulouse (IPEAT), 50 p.

DENOËL Mathilde, BLACHE Adriana, LAZARO Lucie, 2019 (à paraître), « Le rural sous toutes ses “formes”. Portrait statistique des docteur•e•s et analyse textuelle des résumés des 130 thèses soutenues entre 1995 et 2016 au sein de Dynamiques rurales », In : CHARLERY Bernard, CAVAILLÉ Fabienne, POUZENC Michaël (dir), *Vingt-cinq ans de Dynamiques Rurales*, PUM.

DENOËL Mathilde, LORDA Amalia, TAULELLE François, 2019 (à paraître), « De la gouvernance métropolitaine au “Far west” de l'exploitation des ressources souterraines en Argentine », *LADT*.

DENOËL Mathilde, GUIBERT Martine, 2018, « Co-gestion public-privé de l'activité minière : quel développement local dans la “province modèle” de San Juan (Argentine) ? », *Caravelle*, n° 11, p. 95-110.

DENOËL Mathilde, LAZARO Lucie, BLACHE Adriana, 2016, Poster « Les Docteur•e•s de Dynamiques Rurales - Une analyse statistique et géographique des thèses soutenues à Dynamiques Rurales entre 1995 et 2016 », *Journées rurales 2016 : la renaissance rurale d'un siècle à l'autre ?* Université de Toulouse 2 - Jean Jaurès.

DESHAIES Michel, Automne 2016, Hiver 2017, « Mines et environnement dans les Amériques : les paradoxes de l'exploitation minière », *IdeAs*, n° 8, 19 p.

DESHAIES Michel, MÉRENNE-SCHOUMALER Bernadette, 2014, « Ressources naturelles, matières premières et géographie. L'exemple des ressources énergétiques et minières », *BISGL*, n° 62, p. 53-61.

DESHAIES Michel, 2011, « Grands projets d'exploitation minière et stratégie des firmes pour se rendre environnementalement acceptables », *L'espace politique*, vol. 3, n° 15, 21 p.

DI MÉO Guy, BULÉON Pascal, 2005, *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*, Paris : Armand Colin, 304 p.

DISTLER Catherine, 2012, « Firme globale », p. 290, GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris : Armand Colin, 290 p.

## E

ESCOBAR Arturo, 2012, « Transformaciones y/o transiciones ? Post-extractivismo y pluriverso », *América Latina en Movimiento (ALAI)*, n° 473, p. 14-17.

ESCOBAR Arturo, 2007, *La invención del Tercer Mundo. Construcción y deconstrucción del desarrollo*, Caracas : El perro y la rana, 419 p.

ESCOBAR Arturo, 2005, « Depois da Natureza Passos para uma Ecologia Política Antiessencialista », p. 17-64, In : PARREIRA Clélia, ALIMONDA Héctor (dir.), *Políticas Públicas Ambientais Latino-americanas*, Brasília : Flacso-Brasil, Abaré, 200 p.

ESCOLAR Diego, MARTIN Facundo, ROJAS Facundo, SALDI Leticia, WAGNER Lucrecia, 2012, « Imaginario ambiental mendocino. Sus efectos en las políticas estatales y la producción científica », p. 77-97, In : SALMONON Alejandra, ZARRILLI Adrian (dir.), *Historia, política y gestión ambiental. Perspectivas y debates*, Buenos Aires : Imago Mundi, CONICET, 184 p.

## F

FAVEREAU Olivier, 2014, « “Société” par nécessité, “entreprise” par convention », *L'entreprise point aveugle du savoir. Colloque de Cerisy*, Paris : Sciences humaines, p. 48-64.

FERNANDEZ EQUIZA Ana María, 2013, « Desarrollo y conflictos socioambientales. indignaciones para construir nuevos posibles », p. 1-30, In : FERNANDEZ EQUIZA Ana María (dir.), *Territorios, economía internacional y conflictos socioambientales*, Tandil : Universidad Nacional del Centro de la Provincia de Buenos Aires, 245 p.

FOUCAULT Michel, 1971, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard, 90 p.

FOUCAULT Michel, 1975, *Surveiller et punir*, Paris : Gallimard, 362 p.

FOUCAULT Michel, 2001, « Le jeu de Michel Foucault », p. 298-329, In : DEFERT Daniel, EWALD François, LAGRANGE Jacques, *Michel Foucault, Dits et écrits II*, Paris : Gallimard, 1728 p.

FORGET Marie, CARRIZO Silvina, 2016, « Coconstructions territoriales face à l'émergence de l'activité minière dans le nord-ouest argentin », *Cahiers des Amériques latines*, n° 82, p. 31-48.

FORGET Marie, CARRIZO Silvina, GUIBERT Martine, 2016, « Conflits liés aux activités extractives et émergence d'une co-construction territoriale en Argentine », *CIST 2016 - En quête de territoire(s) ?*, Grenoble : Proceedings du 3<sup>ème</sup> colloque international du CIST, p. 187-192.

FORNILLO Bruno, 2014, « Commodities, bienes comunes o recursos estratégicos ? La importancia de un nombre », *Nueva Sociedad*, n° 252, p. 102-117.

## G

GALEANO Eduardo, [1984] 2003 (3<sup>ème</sup> édition), *Las venas abiertas de América Latina*, Buenos Aires : Catálogos, 379 p.

GAUTREAU, Pierre, 2015, « Sécuriser ses ressources en mobilisant des argumentaires spatiaux : logiques d'adaptation sociopolitique des transnationales du bois en Uruguay et au Brésil entre 1990 et 2010 », p.47-78, In : REDON Marie, MAGRIN Géraud, CHAUVIN Emmanuel, PERRIER BRUSLÉ Laëtitia, LAVIE Emilie, *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris : Publications de la Sorbonne, (Col. Territoires en mouvements), 336 p.

GEORGE, Susan, 2014, *Les usurpateurs. Comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir*, Paris : Seuil, 175 p.

GHORRA-GOBIN Cynthia, 2012, « Transnational », p. 608-609, In : GHORRA-GOBIN Cynthia (dir.), *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris : Armand Colin, 645 p.

GIOVANNINI Silvina, ORELLANA Mauro, ROCCHIETTI Dolores, VEGA Angélica, 2010 (2<sup>ème</sup> édition), « La construcción de San Juan como capital nacional de la minería : el concierto de voces entre el Estado y los medios de comunicación », p. 255-278, In : SVAMPA Maristella, ANTONELLI Mirta A. *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires : Biblos, 319 p.

GODFRID, Julieta, 2015, « Grupo de trabajo 3 : Desigualdades ambientales y socioterritoriales : conflictos en torno al neoextractivismo y el modelo de agronegocios - Las estrategias de construcción de consenso social por parte de La Alumbra en Amaicha del Valle », p. 192-206, In : *VIII Jornadas de Sociología. Reconfiguración de las desigualdades en la Argentina actual : procesos, escalas y dimensiones*, Buenos Aires : Universidad Nacional de General Sarmiento, 402 p.

GODFRID, Julieta, 2016, « La estrategia comunicacional en el sector mega-minero. Un estudio del caso La Alumbra en Argentina », *Questión*, vol. 1, n° 50, p. 297-314.

GÓMEZ LENDE Sebastián, 2016, « Minería metalífera en la provincia de Jujuy, Argentina. Una historia de acumulación por desposesión (1933-2016) », *Estudios Sociales Contemporáneos*, n° 15, p. 38-61.

GÓMEZ LENDE Sebastián, 2018, « Usos del territorio y psicoesfera : minería metalífera y desarrollo socioeconómico en tres provincias argentinas », *Cuadernos Geográficos*, vol. 1, n° 57, p. 6-38.

GOYON Marie, 2005, « La relation ethnographique : une affaire de genres », *Socio-anthropologie*, n° 16, 11 p.

GRAZ Jean-Christophe, 2008, « Gare aux hybrides : mythes et réalités de la gouvernance de la mondialisation », *Etudes internationales*, vol. 39, n° 3, p. 361-385.

GRAZ Jean-Christophe, 2006, « Les hybrides de la mondialisation », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 5, p. 765-787.

GREENEN Sara, 2013, « “Les grands poissons mangent les petits” : multiples aspects d’un conflit autour d’une concession minière au Sud-Kivu », *Politique Africaine*, vol. 3, n° 131, p. 121-141.

GRIECO, Kyra, 2018, *Politisier l’Altérité, reproduire l’inégalité. Genre, ethnicité et oppositions aux activités minières dans les Andes nord-péruviennes*, Thèse de doctorat en anthropologie : Université de recherche Paris Sciences et lettres, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 600 p.

GRIECO Kyra, SALAZAR-SOLER Carmen, 2013, « Les enjeux techniques et politiques dans la gestion et le contrôle de l’eau : le cas du projet Minas Conga au nord du Pérou », *AUTREPART*, vol. 2, n° 65, p. 151-168.

GROSGOUEL Ramón, COHEN Jim, 2012, « Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos », *Mouvements*, vol. 4, n° 72, p. 42-53.

GUDYNAS Eduardo, 2006, « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual », p. 187-225, In : SCHULDT Jürgen, ACOSTA Alberto, BARANDIARAN Alberto, BEBBINGTON Anthony, FOLCHI Mauricio, ALAYZA Alejandra, GUDYNAS Eduardo, *Extractivismo, política y Sociedad*, Quito : Centro Andino de Acción Popular, Centro Latinoamericano de Ecología Social, 225 p.

GUDYNAS Eduardo, 2009, *El mandato ecológico. Derechos de la naturaleza y políticas ambientales en la nueva Constitución*, Quito : Abyala Yala, 208 p.

GUDYNAS Eduardo, 2012, « Estado compensador y nuevos extractivismos. Las ambivalencias del progresismo sudamericano », *Nueva sociedad*, n° 237, p. 128-146.

GUDYNAS Eduardo, 2013, « Extracciones, extractivismos y extrahecciones. Un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales », *Observatorio del Desarrollo*, n° 18, 18 p.

GUIBERT, Martine, 2017, *Position et projet scientifique. Agricultures d'entreprise et milieu rural en Amérique latine. Pour une géographie des systèmes agro-alimentaires*, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches en géographie : Université Toulouse 2 - Jean Jaurès, vol. 2, 164 p.

GUIBERT Martine, SILI Marcelo, 2011, « L'Argentine : expansion agricole et dévitalisation rurale », p. 338-351, In : JEAN Yves, GUIBERT Martine (eds. sc.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Paris : Armand Colin, 408 p.

GUYOT Sylvain, 2008, « Une méthodologie de terrain "avec de vrais bricolages et plein de petits arrangements"... », Communication au colloque *À travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie*, Arras (France), juin 2008.

## H

HARVEY David, [2001] 2008, *Géographie de la domination*, Paris : Les prairies ordinaires, 120 p.

HARVEY David, 2014, *Brève histoire du néo-libéralisme*, Paris : Les prairies ordinaires, 314 p.

HENRIQUEZ María, NOZICA Graciela, 2009, « Participación ciudadana y actividad minera. La experiencia en la provincia de San Juan, Argentina. », *RevIISE : Revista de Ciencias Sociales y Humanas*, vol. 1, n° 1, p. 115-122.

## J

JODELET Denise, 2002, « Les représentations sociales dans le champ de la culture », *Information sur les sciences sociales*, vol. 41, n° 1, p. 111-133.

## L

LABUSSIÈRE Olivier, ALDHUY Julien, 2012, « Le terrain ? C'est ce qui résiste. Réflexion sur la portée cognitive de l'expérience sensible en géographie », *Annales de géographie*, vol. 687-688, n° 5, p. 583-599.

LAFORCE Myriam, CAMPBELL Bonnie, SARRASIN Bruno, 2012, *Pouvoir et régulation dans le secteur minier. Leçon à partir de l'expérience canadienne*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 358 p.

LANG Miriam, MOKRANI Dunia (dir.), 2014, *Au-delà du développement. Critiques et alternatives latino-américaines*, Paris : Amsterdam, 265 p.

LARRAIN Guillermo R., WINOGRAD Carlos D., 1996, « Privatisation massive, finances publiques et macroéconomie. Le cas de l'Argentine et du Chili », *Revue économique*, vol. 47, n° 6, p. 1373-1408.

LAZARO Lucie, DENOËL Mathilde, BLACHE Adriana, 2016, Poster « Le rural sous toutes ses "formes" : Une analyse textuelle des résumés des thèses soutenues à Dynamiques Rurales entre 1995 et 2016. », *Journées rurales 2016 : la renaissance rurale d'un siècle à l'autre ?*, Université de Toulouse 2 - Jean Jaurès.

LEFEBVRE Henri, [1974] 2000, *La production de l'espace*, Paris : Anthropos, 485 p.

LOCHER Valentina, 2015, *Organisations interprofessionnelles et innovation dans l'agriculture argentine : le cas de trois filières : soja, riz et tournesol*, Thèse de doctorat en géographie : Université de Toulouse le Mirail - Toulouse II, 393 p.

## M

MACHADO ARÁOZ Horacio, 2009, « Auge minero y dominación neocolonial en América Latina. Ecología política de las transformaciones socioterritoriales neoliberales », In : Asociación Latinoamericana de sociología, *XXVII Congreso de la asociación Latinoamericana de Sociología. VIII Jornadas de Sociología de la Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires, 17 p.

MACHADO ARÁOZ Horacio, 2010 a, « "El agua vale más que el oro". Grito de resistencia decolonial contra los nuevos dispositivos expropiatorios », p. 59-96, DELGADO RAMOS, Gian Carlo (dir.), *Minería Transnacional en América Latina. Desigualdades Ecológicas y Geopolíticas*, México : Universidad Nacional Autónoma de México, 520 p.

MACHADO ARÁOZ Horacio, 2010 b (2<sup>ème</sup> édition), « Minería transnacional, conflictos socioterritoriales y nuevas dinámicas expropiatorias. El caso de Minera Alumbreira », p. 205-228, In : SVAMPA Maristella, ANTONELLI Mirta A., *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires : Biblos, 319 p.

MACHADO ARÁOZ Horacio, 2013, « Crisis ecológica, conflictos socioambientales y orden neocolonial : las paradojas de NuestrAmérica en las fronteras del extractivismo ». *REBELA*, vol. 3, n° 1, p. 118-155.

MAGRIN Géraud, CHAUVIN Emmanuel, PERRIER BRUSLÉ Laëtitia, LAVIE Émilie, REDON Marie, 2015, « Introduction. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel », p. 5-26, In : REDON Marie, MAGRIN Géraud, CHAUVIN Emmanuel, PERRIER BRUSLÉ Laëtitia, LAVIE Émilie, *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris : Publications de la Sorbonne (Coll. Territoires en mouvements), 336 p.

MARTÍN Facundo, 2013, « Conocimientos y conflictos : excavando los legados coloniales de las ecologías políticas del extractivismo », *Geograficando*, vol. 9, n° 9, 12 p.

MARTÍNEZ-ALIER Joan, 2008, « Conflits écologiques et langages de valorisation ». *Ecologie et politique*, vol. 35, n° 1, p. 91-107.

MARTÍNEZ-ALIER Joan, [2011] 2014, *L'écologisme des pauvres*, Paris : Les petits matins, 670 p.

MARTÍNEZ-ALIER Joan, WALTER Mariana, 2015, « Metabolismo social y conflictos extractivos », p. 73-104, In : DE CASTRO Fabio, HOGENBOOM Barbara, BAUD Miguel (dir.), *Gobernanza ambiental en América Latina*, Buenos Aires : CLACSO, ENGOV, 372 p.

MATTHEY Laurent, 2005, « Ethique, politique et esthétique du terrain : cinq figures de l'entretien compréhensif », *Cybergeo : European Journal of Geography*, Document 312, 19 p.

MERVEILLE Nicolas, 2011, « Déferlante d'enclosures au Pérou : une nouvelle vague d'altération du lien social et des rapports Nature-Cultures », *Droit et cultures*, n° 62, p. 177-193.

MOORI KOENIG Virginia, BIANCO Carlos, 2003, *Estudio 1.EG.33.6, estudios sectoriales, componente : industria minera*, Buenos Aires : FUNDES, CEPAL, ONU, 139 p.

## N

NEGRI Antonio, COCCO Guisepe, 2007, *Global. Lutttes et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique latine*, Paris : Amsterdam, 218 p.

## O

OSAL (Observatorio Social de América Latina), 2012, *Movimientos socioambientales en América Latina*, vol. 13, n° 32, Buenos Aires : CLACSO, 306 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995 a, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Marseille - Paris : APAD - Karthala, 221 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995 b, « La politique du terrain », *Enquête*. vol. 1, 30 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2000, « Le “je” méthodologique : implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, vol. 41, n° 3, p. 417-445.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2001, « L'enquête de terrain socio-anthropologique », p. 63-100, In : BOUTIER Jean, FABIANI Jean-Louis, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Corpus, Sources et Archives*, Tunis : Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, 107 p.

## P

PAZ HERRERA Marcela, 2016, « Redes transnacionales de organizaciones indígenas. Análisis del uso de las redes en conflictos socioambientales », *Revista de Estudios Sociales* n° 55, p. 63-72.

PAZ María Elisa, 2014, « La minería en Jujuy (1930-2014): Factor de crecimiento económico y bienestar para la población local ? », *III Jornadas Nacionales sobre estudios*

*regionales y mercados de trabajo*, San Salvador de Jujuy : Universidad Nacional de Jujuy y Red SIMEL, 23 p.

PETZ, María Inés, 2013, « Los usos del agua. La disputa por el agua en las poblaciones que resisten la megaminería a cielo abierto », *VII Jornadas de Jóvenes Investigadores*, Buenos Aires : Instituto de Investigaciones Gino Germani, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, 30 p.

PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, [1997] 2015, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris : PUF, 182 p.

PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 2011, « L'Argentine des Kirchner, dix ans après la crise », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 4, n° 82, p. 5-11.

## Q

QUIJANO Anibal, 2007, « "Race" et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, vol. 3, n° 51, p. 111-118.

## R

RAFFESTIN Claude, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris : LITEC, 246 p.

RAFFESTIN Claude, 1988, « Repères pour une théorie de la territorialité humaine », *Cahier / Groupe Réseaux territoriaux*, n° 7, p. 263-279.

RAPOPORT Mario, 2013 (6<sup>ème</sup> édition), *Historia económica, política y social de la Argentina (1880-2003)*, Buenos Aires : Emecé, 1040 p.

RATINAUD Pierre, MARCHAND Pascal, 2015, « Des mondes lexicaux aux représentations sociales. Une première approche des thématiques dans les débats à l'Assemblée nationale (1998-2014) », *Mots. Les langages du politique*, n° 108, p. 57-77.

REINERT Max, 1993, « Les "mondes lexicaux" et leur "logique" à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars », *Langage et société*, n° 66, p. 5-39.

RIBOT Jesse C., PELUSO Nancy Lee, 2003, « A theory of access », *Rural Sociology*, vol. 68, n° 2, pp. 153-181.

RUBBERS Benjamin, 2013, « Introduction au thème. Les sociétés africaines face aux investissements miniers », *Politique africaine*, vol. 131, n° 3, p. 5-25.

## S

SALAMA Pierre, 2012, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Paris : Armand Colin, 225 p.

SALAZAR-SOLER Carmen, 2013, « ¿Qué significa ser indio o indígena? Reflexiones sobre estas categorías sociales en el Perú andino », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, n° 13, 37 p.

SALZAR-SOLER Carmen, 2016-2017, « La place de l'ethnicité dans les conflits miniers socio-environnementaux dans les Andes du Pérou : XX<sup>ème</sup>-XXI<sup>ème</sup> siècles », *IdeAs*, n° 8, 15 p.

SALES-WUILLEMIN Édith, 2006, « Méthodologie de l'enquête », p. 45-77, In : BROMBERG Marcel, TROGNON Alain, *Psychologie sociale*, Paris : PUF, 332 p.

SALIZZI Esteban, 2014, « “Gran minería” y transformaciones regionales en la Puna jujeña : el caso de la mina Aguilar (1936-1990) », *Estudios sociales del NOA*, n° 13.

SALONE, Jean-Jacques, 2013, « Analyse textuelle avec IRaMuTeQ et interprétations référentielles des programmes officiels de mathématiques en quatrième », *Sciences croisées*, 11 p.

SASSEN Saskia, 2000, « Nouvelle géographie politique. Un nouveau champ transfrontières pour des acteurs publics et privés », *Multitudes*, vol. 3, n° 3, p. 79-96.

SASSEN, Saskia, [2014] 2016, *Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale*, Paris : Gallimard, 371 p.

SCHEIN Daniel Roy Torunzyk, 2015, *Soberanías en conflicto : minería transnacional, política subnacional y movimientos socioambientales en Argentina : un análisis comparado de las provincias de*

*Chubut y Santa Cruz*, Thèse de doctorat en sociologie : Montréal, Université du Québec à Montréal, 411 p.

SCHLAGER Edella, OSTROM Elinor, 1992, « Property-Rights Regimes and Natural Resources : a Conceptual Analysis », *Lands Economics*, vol. 68, n° 3, p. 249-262.

SÉRANDOUR Audrey, 2018, « Extractivismo en zonas de margen y frontera : el caso del litio andino (Argentina, Bolivia, Chile) », p. 430-440, In : ALCANTARA SAEZ Manuel, GARCIA MONTERO Mercedes, SANCHEZ LOPEZ Francisco Sánchez (dir.), *Estudios políticos: Memoria del 56.º Congreso Internacional de Americanistas*, Salamanque : Universidad Nacional de Salamanca.

SÉRANDOUR Audrey, 2017, « De la ressource naturelle à la construction nationale : analyse géopolitique du projet d'exploitation du lithium du salar d'Uyuni, en Bolivie », *Annales de géographie*, vol. 1, n° 713, p. 56-81.

SIMÉANT Joanna, LICKERT Victoria, POUPONNEAU Florent, 2015, « Chapitre 2 — Échelles, récifs, bureaux — Terrains du politique à l'international », p. 13-32, In : SIMEANT Johanna, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris : CNRS, 406 p.

SIMÕES LASEVITZ Rafaël, 2017, « L'ethnographie et les mines. Continuités et ruptures entre les premières études minières en ethnologie et leurs successeurs », *Revue d'Anthropologie des connaissances*, vol. 11, n° 3, p. 397-422.

SLIPAK Ariel M., 2015, « Argentina y el debate sobre el modelo productivo : la encrucijada de la reprimarización y las nuevas formas de dependencia », p. 39-66, In : SVAMPA, Maristella (dir.), *El desarrollo en disputa. Actores, conflictos y modelos de desarrollo en la Argentina contemporánea*, Universidad Nacional de General Sarmiento : Los Polvorines, 416 p.

SOUSA SANTOS Boaventura (de), 2007, « Capítulo II. Más allá de la gobernanza neoliberal: el Foro Social Mundial como legalidad y política cosmopolitas subalternas », p. 31-60, In : SOUSA SANTOS Boaventura (de), RODRIGUEZ GARAVITO César A. (dir.), *El derecho y la globalización desde abajo : Hacia una legalidad cosmopolita*, Barcelona : Anthropos, México : UNAM – Cuajimalpa, 351 p.

SOUSA SANTOS Boaventura (de), 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris : Desclée de Brouwer, 438 p.

SUBRA Philippe, 2016, *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*, Paris : Armand Colin, 335 p.

SVAMPA Maristella, 2009, « Mouvements sociaux, matrices sociopolitiques et nouveaux contextes en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 4, n° 74, p. 113-136.

SVAMPA Maristella, 2011 a, « Modelos de desarrollo, cuestión ambiental y giro eco-territorial », p. 181-218, In : ALIMONDA Hector (dir.), *La naturaleza colonizada. Ecología política y minería en América Latina*, Buenos Aires : CLACSO, 331 p.

SVAMPA Maristella, 2011 b, « Néo-“développementisme” extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 3, n° 81, p. 101-127

SVAMPA Maristella, 2012, « Consenso de los commodities, giro ecoterritorial y pensamiento crítico en América Latina », p. 15-38, In : OSAL (Observatorio Social de América Latina), *Movimientos socioambientales en América Latina*, vol. 13, n° 32, Buenos Aires : CLACSO, 306 p.

SVAMPA Maristella, 2015, « El desarrollo en cuestión ? Algunas coordenadas del debate latinoamericano », p. 21-38, In : SVAMPA Maristella (dir.), *El desarrollo en disputa. Actores, conflictos y modelos de desarrollo en la Argentina contemporánea*, Universidad Nacional de General Sarmiento : Los Polvorines, 416 p.

SVAMPA Maristella, 2016, « Reconfigurations du clivage Nord-Sud et géographie de l'“extraction” », *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 25, p. 25-43.

SVAMPA Maristella, ANTONELLI Mirta A., 2010 (2<sup>ème</sup> édition), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires : Biblos, 319 p.

SVAMPA Maristella, BOTTARO Lorena, SOLA ÁLVAREZ Marian, 2010 (2<sup>ème</sup> édition), « La problemática de la minería metalífera a cielo abierto : modelo de desarrollo, territorio y discursos dominantes », p. 29-50, In : SVAMPA Maristella, ANTONELLI Mirta A., *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*, Buenos Aires : Biblos, 319 p.

SVAMPA Maristella, SOLA ÁLVAREZ Marian, 2010, « Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo : los marcos de la discusión en la Argentina », *Ecuador debate*, n° 79, p. 105-126.

SVAMPA Maristella, VIALE Enrique, 2014, *Maldesarrollo. La Argentina del extractivismo y el despojo*, Buenos Aires : Katz, 425 p.

SWYNGEDOUW, Erik, 2004, « Globalisation or “Glocalisation”? Networks, Territories and Rescaling », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n° 1, p. 25-48.

## T

TERUMI MARUYAMA KAMI Maria, MÜLLER LAROCCA Loloana, NOLASCO CHAVES Maria Marta, VOTH LOWEN Ingrid Margaret, PERIERA DE SOUSA Viviam Mara, YOKO NOZAKI GOTO Dora, 2016, « Trabalho no consultório na rua: uso do software IRAMUTEQ no apoio à pesquisa qualitativa », *Escola Anna Nery*, vol. 20, n° 3, 5 p.

## V

VELUT Sébastien, 2002, *L'Argentine, des provinces à la nation*, Paris : PUF, 296 p.

VELUT, Sébastien, 2004, « L'Argentine : identité nationale et mondialisation », *Annales de géographie*, n° 638-639, p. 489-510.

VILLANI Tiziana, 2009, « Michel Foucault et le territoire : gouvernement et biopolitique », p. 161-176, In : PAQUOT Thierry, YOUNES Chris (dir.), *Le territoire des philosophes. Lieu et espace dans la pensée au XXe siècle*, Paris : La découverte, 390 p.

## W

WAGNER Lucrecia, 2014 a, *Conflictos socioambientales. La megaminería en Mendoza, 1884-2011*, Bernal : Universidad Nacional de Quilmes, 248 p.

WAGNER Lucrecia, 2014 b, « Argentina en debate: Las paradojas del extractivismo », p. 155-174, In : GANDARILLAS GONZÁLES Marco (dir.), *Extractivismo : nuevos contextos de dominación y resistencias*, Cochabamba : Centro de Documentación e Información Bolivia CEDIB, 242 p.

WAGNER Lucrecia, 2010, *Problemas ambientales y conflicto social en Argentina. Movimientos socioambientales en Mendoza. La defensa del agua y el rechazo a la megaminería en los inicios del siglo XXI*, Tesis de doctorado, Mención ciencias sociales y humanas : Universidad Nacional de Quilmes, 474 p.

WAGNER, Lucrecia, 2019, « Agricultura, cultura del oasis y megaminería en Mendoza. Debates y disputas », *Mundo agrario*, vol. 20, n° 43, 19 p.

WAGNER Lucrecia, GIRAUD Marcelo, 2013, « Sin licencia social no hay minería. Incertidumbre científica, resistencia social y debate político generados por la megaminería en Mendoza », *Entramados y perspectivas*, vol. 3, n° 3, p. 91-120.

WALTER Mariana, 2010, « Proyectos mineros, nuevos derechos y respuestas ciudadanas en Argentina », p. 483-520, In : DELGADO RAMOS Gian Carlo (dir.), *Ecología política de la Minería en América Latina*, México : CEIICH-UNAM, 520 p.

## Z

ZAWADZKI Paul, 2002, « Travailler sur des objets détestables : quelques enjeux épistémologiques et moraux », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 4, n° 174, p. 571-580.

## Webographie

AUSTRAL GOLD (Entreprise australienne impliquée à Casposo, Province de San Juan, Argentine) :

<http://www.australgold.com.au/>

BARRICK ARGENTINA (Filiale de l'entreprise canadienne impliquée à Veladero et Pascua-Lama, Province de San Juan, Argentine) : <https://barricklatam.com/argentina/>

BARRICK GOLD (Entreprise canadienne impliquée à Veladero et Pascua-Lama, Province de San Juan, Argentine) : <https://www.barrick.com/home/default.aspx>

CAEM (Organisation sectorielle, représentante du secteur minier à l'échelle fédérale) : <http://www.caem.com.ar/index.html>

CAMARA MINERA DE JUJUY (Organisation sectorielle, représentante du secteur minier à l'échelle de la province de Jujuy) : <http://camaramineradejujuy.com.ar/institucional/>

CAMARA MINERA DE SAN JUAN (Organisation sectorielle, représentante du secteur minier à l'échelle de la province de San Juan) : <https://camaraminerasj.com.ar/>

CASEMI (Organisation sectorielle, représentante des fournisseurs de services miniers à l'échelle de la province de Jujuy) : <http://www.casemijujuy.com.ar/>

CEPAL (Commission économique régionale de l'ONU qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes) : <https://www.cepal.org/es>

GEMERA (Organisation sectorielle, représentante des entreprises d'exploration à l'échelle de la province de San Juan) : <https://camaraminerasj.com.ar/>

GLENCORE (Entreprise suisse impliquée à El Aguilar, Province de Jujuy, Argentine) : <http://www.glencore.com/>

IGN (Institut Géographique National, Argentine) : <http://www.ign.gob.ar/>

IIED (Institut International pour l'Environnement et le Développement) : <https://www.iied.org/>

INDEC (Institut National de Statistiques et de Recensements, Argentine) : <https://www.indec.gob.ar/>

JEMSE (Entreprise paraétatique, Province de Jujuy, Argentine) : <http://jemse.gob.ar/>

MINISTERIO DE MINERIA DE JUJUY (Ministère de l'activité minière, Province de Jujuy, Argentine) : <http://mineriajujuy.gob.ar/site/index.php>

MINISTERIO DE MINERIA DE SAN JUAN (Ministère de l'activité minière, Province de San Juan, Argentine) : <http://minmineria.sanjuan.gob.ar/>

MININGPRESS (Presse spécialisée) : <http://www.miningpress.com/>

MUMIN (Musée National consacré à l'activité minière Argentine) : <http://www.mumin.gob.ar/>

OCMAL (Observatoire des conflits miniers en Amérique latine) : <https://www.ocmal.org/>

OROCOBRE (Entreprise australienne impliquée dans les Provinces de Jujuy et de Salta, Argentine) : <https://www.orocobre.com/>

PANORAMA MINERO (Presse spécialisée) : <http://www.panoramaminero.com.ar/>

SEGEMAR (Service géologique minier, Argentine) : <https://segemar.gov.ar/>

SILVER STANDARD (Entreprise australienne impliquée à Pirquitas, Province de Jujuy, Argentine) : <http://www.ssrmining.com/>

SOLWAY GROUP (Entreprise suisse impliquée à San Jorge, Province de Mendoza, Argentine) : <http://www.solwaygroup.com/index.php>

SUBSECRETARIA DE MINERIA Y ENERGIA DE MENDOZA (Sous-secrétariat d'État de l'activité minière, Province de Mendoza, Argentine) : <http://www.economia.mendoza.gov.ar/>

TOYOTA TSUSHO (Entreprise japonaise impliquée dans les Provinces de Jujuy et de Salta, Argentine) : <http://www.toyota-tsusho.com/english/>

TROY RESOURCES (Entreprise australienne impliquée à Casposo, Province de San Juan, Argentine) : <http://www.troyres.com.au/>

YAMANA GOLD (Entreprise australienne impliquée à Gualcamayo, Province de San Juan, Argentine) : <https://www.yamana.com/English/Home/default.aspx>

## Sources primaires

### A. Documents et discours officiels

GIOJA José Luis, 2006, *Nos espera un futuro venturoso*, Provincia de San Juan [En ligne : <http://serviciosmineria.sanjuan.gov.ar/politica/politica.php>]

KIRCHNER Nestor, 23 janvier 2004, *Palabras del presidente de la nación, Néstor Kirchner, en la presentación del Plan Minero Nacional*, Casa Rosada, Presidencia de la Nación Argentina [En ligne : <https://www.casarosada.gob.ar/informacion/archivo/24497-blank-3703407>]

República Argentina (2015). *Código de Minería*. Buenos Aires : Víctor P. De Zavalía S.A., 204 p.

### B. Autres sources primaires évoquées

ALONSO Ricardo N, 11 septembre 2006, « Sarmiento y la minería », *Miningpress* [En ligne : <http://www.miningpress.com/nota/17816/sarmiento-y-la-mineria>]

ÁLVAREZ Marcelo, 27 avril 2019, « CAEM reclama “políticas de Estado y no de gobiernos” para la minería. Las cifras actuales del sector », *MiningPress*, [En ligne : <http://www.miningpress.com/nota/321801> [dernière consultation le 18.05.2019]

## *Tables*



<b>Table des cartes</b>
-------------------------

<b>Carte 1.</b>	Évolution de la production du secteur minier argentin, 1995-1999.....	47
<b>Carte 2.</b>	Législations provinciales minières et restrictions à l'activité.....	60
<b>Carte 3.</b>	De l'entreprise à l'investissement : quelques exemples dans les provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza .....	65
<b>Carte 4.</b>	Carte des mines et projets miniers métallifères, province de Jujuy, 2017.....	103
<b>Carte 5.</b>	Carte des mines et projets miniers métallifères, province de San Juan, 2017 ....	108
<b>Carte 6.</b>	Carte des projets miniers en cours ou paralysés, province de Mendoza, 2018..	110
<b>Carte 7.</b>	Oasis de la région de Cuyo .....	111
<b>Carte 8.</b>	Nombre d'enquêtes avec qui ont été réalisés en 2015 et 2016 des entretiens formels par province et par catégorie d'acteurs.....	131
<b>Carte 9.</b>	Sites miniers coloniaux dans la province de Jujuy (XVII <sup>ème</sup> siècle).....	208
<b>Carte 10.</b>	Sites miniers de la province de Jujuy, en 1973.....	209
<b>Carte 11.</b>	Localisation des ruines de Hualilán .....	215
<b>Carte 12.</b>	Projets miniers et patrimonialisation, département de Las Heras, Mendoza.....	218
<b>Carte 13.</b>	Cadastre minier : entre exploitation et spéculation. ....	234
<b>Carte 14.</b>	Empreintes de l'activité minière dans la ville de San Juan .....	257
<b>Carte 15.</b>	Le département de Calingasta : entre concessions minières et aires protégées .	263
<b>Carte 16.</b>	El Aguilar : concessions et communautés .....	277
<b>Carte 17.</b>	Plan de la municipalité El Aguilar : ville ou campement minier ? .....	287

<b>Table des figures et des tableaux</b>
--

<b>Figure 1.</b>	Catégories légales définies dans le Code minier argentin et propriété .....	48
<b>Figure 2.</b>	Distribution de la valeur brute de la production minière selon le type de minerais, en pourcentages calculés sur la base du dollar américain de 1992.....	50
<b>Figure 3.</b>	Pays d'origine des entreprises minières implantées en Argentine, 2012 .....	64
<b>Figure 4.</b>	Les acteurs privés : entreprises, élites locales et organisations sectorielles.....	70
<b>Figure 5.</b>	Des organisations ministérielles de l'activité minière différentes selon les provinces.....	75
<b>Figure 6.</b>	Les acteurs publics : de l'international au local, une multiplication des instances de participation pour les élites locales .....	78
<b>Figure 7.</b>	Acteurs publics, acteurs privés : hybrides de la mondialisation et interdépendances .....	94
<b>Figure 8.</b>	Participation relative des matières premières au total des exportations de la province de San Juan en 2009.....	106
<b>Figure 9.</b>	Évolution de la participation des minerais métallifères et non métallifères à la valeur de production minière totale, 2003-2013 (millions de dollars courants). .....	108
<b>Figure 10.</b>	Superficie en hectares de vigne par province argentine.....	111
<b>Figure 11.</b>	Liste des prises de paroles officielles retranscrites .....	138
<b>Figure 12.</b>	Liste des entretiens retranscrits .....	139
<b>Figure 13.</b>	Formes lexicales significatives de la classe 1 .....	160
<b>Figure 14.</b>	Formes lexicales significatives de la classe 3 .....	169
<b>Figure 15.</b>	Formes lexicales significatives de la classe 2 .....	174
<b>Figure 16.</b>	Formes lexicales significatives de la classe 4 .....	179
<b>Figure 17.</b>	Analyse factorielle des correspondances du sous-corpus de la variable <i>Jujuy</i> par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2. ....	190
<b>Figure 18.</b>	Analyse factorielle des correspondances du sous-corpus de la variable <i>San Juan</i> par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2. ....	195
<b>Figure 19.</b>	Analyse factorielle des correspondances du sous-corpus de la variable <i>Mendoza</i> par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2 .....	201
<b>Figure 20.</b>	Discours et représentations : différents degrés d'hybridation .....	221
<b>Figure 21.</b>	Construction d'un mythe minier : différents degrés de pénétration.....	223
<b>Figure 22.</b>	Organisations sectorielles et trajectoires individuelles au service de l'hybridation des logiques dans la province de San Juan : l'exemple du parcours du président de la GEMERA. ....	229
<b>Figure 23.</b>	Entreprises membres de la CASEMI Jujuy en septembre 2016 .....	238

<b>Figure 24.</b> Intégration des élites locales aux processus de captation : des différentiels provinciaux .....	252
<b>Figure 25.</b> Des dispositifs provinciaux qui influent sur l'hybridation des logiques public-privé .....	253
<b>Figure 26.</b> Histoire du site minier de Casposo .....	258
<b>Figure 27.</b> Participation des différents secteurs productifs au budget départemental de Calingasta .....	263
<b>Figure 28.</b> La mine de Casposo et la création d'emplois indirects (2016) .....	265
<b>Figure 29.</b> Déploiement des pratiques minières et rayonnement de l'activité : des différentiels provinciaux.....	303
<b>Figure 30.</b> Variations dans les outils d'intervention dans le développement territorial....	304
<b>Figure 31.</b> San Juan : province modèle.....	306
<b>Figure 32.</b> Jujuy : province minière en repli.....	307
<b>Figure 33.</b> Mendoza : province récalcitrante .....	308
<b>Figure 34.</b> Éléments de synthèse sur les particularismes territoriaux du modèle néo-extractiviste .....	311
<b>Figure 35.</b> Un système multiscalair structuré par différentes capacités d'accès à la ressource .....	316
<b>Figure 36.</b> Des capacités d'accès à la ressource qui varient selon les territoires .....	317
<b>Figure 37.</b> L'hybridation des représentations et les particularismes locaux.....	322

<b>Table des illustrations</b>
--------------------------------

<b>Illustration 1.</b> <i>Open pit</i> de la mine de Gualcamayo, province de San Juan.....	51
<b>Illustration 2.</b> Les sites miniers : des terrains qui soumettent le chercheur à la problématique de l'isolement .....	126
<b>Illustration 3.</b> Exemple de programme d'un événement de promotion de l'activité minière : le <i>Curso de minería para no mineros</i> (San Salvador de Jujuy, 17.07.2015).....	132
<b>Illustration 4.</b> Exemples de griffonnages récoltés pendant les entretiens .....	135
<b>Illustration 5.</b> Présentation du corpus et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.....	157
<b>Illustration 6.</b> Dendrogramme présentant les quatre classes lexicales obtenues après CDH du corpus entier par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.....	158
<b>Illustration 7.</b> Nuage de mots de la <b>classe 1</b> : le développement au centre de l'argumentaire .....	161
<b>Illustration 8.</b> Nuage de mots de la <b>classe 3</b> : la réglementation environnementale au cœur de la légitimation de l'activité .....	168
<b>Illustration 9.</b> Nuage de mots de la <b>classe 2</b> : l'environnement humain au cœur des discours tenus à l'échelle locale.....	174
<b>Illustration 10.</b> Nuage de mots de la <b>classe 4</b> : l'environnement non humain, un champ lexical peu significatif ?.....	178
<b>Illustration 11.</b> Inscription murale <i>Vienen por el cobre, vienen por oro, vienen por el agua</i> .....	180
<b>Illustration 12.</b> L'eau dans l'activité minière : quand la ressource devient politique .....	184
<b>Illustration 13.</b> Présentation du sous-corpus de la variable <i>Jujuy</i> et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.....	190
<b>Illustration 14.</b> Présentation du sous-corpus de la variable <i>San Juan</i> et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.....	195
<b>Illustration 15.</b> Présentation du sous-corpus de la variable <i>Mendoza</i> et de ses découpages (segments de texte et CDH) par IRaMuTeQ 0.7 alpha 2.....	200
<b>Illustration 16.</b> Des références au passé minier du pays dans les documents officiels ..	206
<b>Illustration 17.</b> Des références à l'inscription de l'activité dans l'histoire de l'humanité .....	207
<b>Illustration 18.</b> Le passé comme outil de projection dans le futur de l'activité à San Juan .....	214
<b>Illustration 19.</b> Minas Hualilán : des ruines au service de la légitimation de l'activité....	216
<b>Illustration 20.</b> Le ministère de l'activité minière, au cœur de la capitale de San Juan...	230
<b>Illustration 21.</b> La mine de Casposo : entre exploitation souterraine et à ciel ouvert ....	259

---

<b>Illustration 22.</b>	Double communication des investissements réalisés dans le cadre des fidéicomis.....	260
<b>Illustration 23.</b>	Le département de Calingasta fragmenté, entre activité minière et tourisme.....	264
<b>Illustration 24.</b>	El Aguilar : une enclave minière.....	274
<b>Illustration 25.</b>	Mina El Aguilar : un accès contrôlé.....	280
<b>Illustration 26.</b>	El Aguilar : logement et inégalités de traitement .....	288
<b>Illustration 27.</b>	El Aguilar vue du ciel : une montagne « fourmilière » .....	290
<b>Illustration 28.</b>	Mendoza : l'opposition à l'activité sur les murs de la ville.....	291
<b>Illustration 29.</b>	Uspallata : la contestation au projet San Jorge sur les murs de la ville ..	297



## Table des matières

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>7</b>
<b>MERCI.....</b>	<b>11</b>
<b>INDICATIONS DE LECTURE .....</b>	<b>19</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES .....</b>	<b>23</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE.....</b>	<b>27</b>
<b>LE NEO-EXTRACTIVISME : COMPRENDRE LE MODELE GLOBAL POUR QUESTIONNER LES INTERPRETATIONS LOCALES .....</b>	<b>35</b>
<b>Introduction de la première partie .....</b>	<b>37</b>
<b>Chapitre 1. Les ressorts du développement de l'activité minière métallifère de         grande envergure en Argentine.....</b>	<b>39</b>
A. Les politiques macro-économiques des années 1990 favorables à l'extractivisme ....	42
1. <i>Application du Consensus de Washington : nouveau dispositif législatif.....</i>	<i>42</i>
2. <i>Transformations spatiales et productives de l'activité minière .....</i>	<i>45</i>
B. Néo-extractivisme : entre construction d'un consensus minier et contestation dans les années 2000.....	52
1. <i>Au nom de l'intérêt général : l'activité minière comme politique d'État à l'échelle fédérale .....</i>	<i>52</i>
2. <i>Territorialisation de l'activité minière : un panorama provincial nuancé.....</i>	<i>58</i>
C. La globalisation ou le développement spatio-temporel inégal : vers un effacement des catégories public/privé .....	63
1. <i>Du capital à l'investissement : les entreprises transnationales minières et leurs relais locaux .....</i>	<i>63</i>
2. <i>De l'intérêt général à la politique publique : l'État fédéral argentin et ses relais locaux.....</i>	<i>71</i>
Conclusion du premier chapitre .....	79
<b>Chapitre 2. Une recherche sur la territorialisation des rapports de pouvoir dans         le secteur minier .....</b>	<b>81</b>
A. Une réflexion centrée sur les rapports de pouvoir structurant les territoires miniers 83	83
1. <i>Une question de recherche sur les interdépendances entre les territoires locaux et les acteurs partisans de                 l'activité minière.....</i>	<i>83</i>
2. <i>Une première hypothèse sur le rôle de facilitateur et la place de pivot des élites locales .....</i>	<i>90</i>
3. <i>Une seconde hypothèse sur la transformation des territoires par l'adoption d'un référentiel commun de                 pratiques et de représentations .....</i>	<i>95</i>
B. Trois provinces minières, trois situations territoriales.....	102

1. <i>Jujuy, province minière « historique »</i> .....	102
2. <i>San Juan, province minière « modèle »</i> .....	105
3. <i>Mendoza, province minière « récalcitrante »</i> .....	109
Conclusion du deuxième chapitre .....	115
<b>Chapitre 3. Objet de recherche et éléments de méthode</b> .....	<b>117</b>
A. Les acteurs de l'activité minière métallifère de grande envergure comme objet .....	119
1. <i>Un choix éthique</i> .....	119
2. <i>Une gageure méthodologique</i> .....	121
B. Un dispositif pensé pour confronter discours et pratiques en terrains miniers .....	129
1. <i>Une méthode multi-située et polymorphique</i> .....	129
2. <i>Entre analyse textuelle et analyse thématique des entretiens et des prises de parole</i> .....	137
3. <i>L'observation et la pratique du terrain comme outil de confrontation</i> .....	142
Conclusion du troisième chapitre.....	144
<b>Conclusion de la première partie</b> .....	<b>147</b>
<b>QUAND LE LOCAL S'INVITE : DES LEGITIMATIONS ET DES PRATIQUES AU GRE DES TERRITOIRES</b> .....	<b>151</b>
<b>Introduction de la seconde partie</b> .....	<b>153</b>
<b>Chapitre 4. Légitimation et naturalisation de l'activité, entre référentiels communs et tonalités territoriales</b> .....	<b>155</b>
A. Un univers lexical et discursif commun.....	157
1. <i>La classe 1 : le monde lexical du néo-développementaliste</i> .....	159
2. <i>La classe 3 : le monde lexical de l'encadrement légal de l'environnement et des débats</i> .....	168
3. <i>La classe 2 : le monde lexical de l'humain, de ses lieux, de ses modes de vie et de la RSE</i> .....	173
4. <i>La classe 4 : le monde lexical des matières et techniques, de la construction politique de la ressource</i> ..	178
B. Légitimation : des variations territoriales.....	189
1. <i>La province de Jujuy : une dissociation forte entre développement économique provincial et développement humain local</i> .....	189
2. <i>La province de San Juan : l'application territoriale du discours hégémonique légitimant l'activité ou quand le développement vient de l'extérieur</i> .....	194
3. <i>La province de Mendoza : la mise en débat de l'activité</i> .....	200
C. Naturalisation : des mythes miniers revisités en fonction des territoires .....	206
1. <i>Jujuy : capitale « historique » de l'activité à l'échelle fédérale, sans patrimoine provincial ?</i> .....	208
2. <i>San Juan : la construction d'un mythe historique pour se projeter dans l'avenir</i> .....	212
3. <i>Mendoza, la lutte pour le patrimoine : entre mise en tourisme par les entreprises et préservation</i> .....	217

Conclusion du quatrième chapitre .....	220
<b>Chapitre 5. Institutionnalisation et pratiques de l'activité : entre socle commun et variations territoriales.....</b>	<b>225</b>
A. L'hybridation des logiques d'acteurs et l'intégration des élites locales .....	227
1. <i>San Juan : l'institutionnalisation du laisser-faire</i> .....	227
2. <i>Jujuy : des élites locales intégrées aux processus de captation et un État limiteur ?</i> .....	237
3. <i>Mendoza : dans les coulisses, public et privé en conflit</i> .....	244
B. Le développement territorial comme outil de légitimation .....	254
1. <i>San Juan : la spécialisation des espaces au service de l'activité</i> .....	255
2. <i>Jujuy : l'enclavement d'un site et l'absence de rayonnement provincial de l'activité</i> .....	269
3. <i>Mendoza : anti-modèle et stratégies de contournement du conflit</i> .....	290
Conclusion du cinquième chapitre.....	306
<b>Chapitre 6. Rapports de pouvoir et territoires miniers : la part du local dans la construction du néo-extractivisme.....</b>	<b>313</b>
A. Hybridation des logiques et des représentations : des variations territoriales .....	314
1. <i>L'hybridation multiscalaire des logiques public-privé au fondement du néo-extractivisme</i> .....	314
2. <i>L'hybridation des représentations locales comme préalable à la définition de territoires miniers</i> .....	321
B. L'activité minière dans les territoires : du « modèle global » au modèle localisé....	328
1. <i>Néo-extractivisme : la part du global dans les transformations locales</i> .....	328
2. <i>Néo-extractivisme : la part du local dans les transformations globales</i> .....	330
Conclusion du sixième chapitre.....	335
<b>Conclusion de la seconde partie.....</b>	<b>337</b>
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>341</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>351</b>
<b>Bibliographie générale .....</b>	<b>353</b>
<b>Webographie.....</b>	<b>374</b>
<b>Sources primaires .....</b>	<b>376</b>
<b>TABLES.....</b>	<b>377</b>
<b>Table des cartes .....</b>	<b>379</b>
<b>Table des figures et des tableaux.....</b>	<b>380</b>
<b>Table des illustrations .....</b>	<b>382</b>



## **Relaciones de poder en la minería: entre “modelo” neoextractivista y las “variaciones” territoriales.**

El caso de las provincias de Jujuy, San Juan y Mendoza

---

En Argentina, la actividad mega-minera comenzó en la década de los 1990 en sintonía las recomendaciones de las instituciones internacionales y bajo la égida del gobierno neoliberal de Carlos Menem. Este fue el comienzo del extractivismo, que alentó la expansión de la lógica capitalista de acumulación por desposesión en nuevas provincias, ahora manejando sus recursos. Con la llegada de un gobierno progresista a principios de la década de 2000, el despliegue del sector no se ralentizó y se convirtió en una política de Estado. Se trata de la transición al neoextractivismo, caracterizado por un aumento significativo del número de organismos involucrados y por el establecimiento de un dispositivo de consenso destinado a legitimar, naturalizar e institucionalizar la actividad mega-minera, cada vez más desprestigiada, en los territorios.

En este contexto, esta investigación cuestiona las condiciones para la adaptación local de un modelo globalizado. ¿Qué interdependencias, qué relaciones de poder existen entre los actores partidarios del sector y los territorios locales? ¿Qué papel juegan las élites locales en la hibridación de la lógica público-privada sustentada en el neoextractivismo? ¿Cómo evolucionan las representaciones que conforman los territorios frente a esta actividad, que tiene una definición hegemónica de “recurso”? Para responder a estas preguntas, se ha adoptado un enfoque cualitativo y multidisciplinario, así como un sistema multisitio, polimórfico y multimodal. Esta triangulación metodológica fue diseñada para comparar los discursos y prácticas de los actores del sector a nivel subnacional e identificar las variaciones territoriales de un modelo globalizado. Ante el establecimiento de una actividad ávida de “productos naturales”, invitamos al lector a considerar el peso de lo local en las relaciones de poder multiescalares e híbridas desplegadas por los actores de la mega-minería metalífera.

### **Palabras clave**

Minería, Territorios, Poder, Interdependencias, Extractivismo, Ecología Política, Geografía crítica, Argentina.

## **Rapports de pouvoir dans l'activité minière : entre modèle néo-extractiviste et variations territoriales.**

Le cas des provinces de Jujuy, San Juan et Mendoza en Argentine

En Argentine, l'activité minière métallifère de grande envergure s'est implantée dans les années 1990, à la suite des recommandations des institutions internationales et sous l'égide du gouvernement néolibéral de Carlos Menem. C'est le début de l'extractivisme, qui favorise l'expansion de la logique capitaliste d'accumulation par dépossession dans de nouvelles provinces, désormais gestionnaires de leurs ressources. Avec l'arrivée d'un gouvernement progressiste au début des années 2000, le déploiement du secteur ne ralentit pas et devient politique d'État. C'est le passage au néo-extractivisme, qui s'accompagne d'une importante multiplication des instances et de la mise en place d'un dispositif de consensus visant à légitimer, naturaliser et institutionnaliser l'activité, de plus en plus décriée, dans les territoires.

Dans ce contexte, cette recherche questionne les conditions de l'adaptation locale d'un modèle globalisé. Quelles interdépendances, quels rapports de pouvoir existent entre les acteurs partisans du secteur et les territoires locaux ? Quel rôle jouent les élites locales dans l'hybridation des logiques public-privé que sous-tend le néo-extractivisme ? Comment les représentations qui forment les territoires évoluent-elles face à cette activité qui porte une définition hégémonique de la « ressource » ? Pour répondre à ces interrogations, une approche qualitative et pluridisciplinaire ainsi qu'un dispositif multisitué, polymorphe et multimodal ont été adoptés. Cette triangulation méthodologique a été pensée afin de confronter les discours et les pratiques des acteurs du secteur à l'échelle infranationale et de dégager les variations territoriales d'un modèle globalisé. Face à l'implantation d'une activité gourmande en « produits de la nature », nous invitons ainsi le lecteur à considérer le poids du local dans les relations de pouvoir multiscalaires et hybrides déployées par les acteurs de l'activité minière métallifère de grande envergure.

### **Mots clefs**

Activité minière, Territoires, Pouvoir, Interdépendances, Extractivisme, Écologie politique, Géographie critique, Argentine.

## **Power relations in mining activity: between neo-extractivist model and territorial variations.**

The case of the provinces of Jujuy, San Juan and Mendoza in Argentina

In Argentina, large-scale metal mining activity began in the 1990s, following the recommendations of international institutions and under the aegis of Carlos Menem's neoliberal government. It is the beginning of extractivism that encouraged the expansion of capitalist logic of accumulation by dispossession into new provinces, which are now managing their resources. With the arrival of a progressive government in the early 2000s, the deployment of the sector did not slow down and became a state policy. It is the transition to neo-extractivism, which is accompanied by a significant increase in the number of organizations and the establishment of a consensus apparatus aimed at legitimizing, naturalizing and institutionalizing the increasingly criticized activity in the territories.

In this context, this research questions the conditions for the local adaptation of a globalized model. What interdependencies, what power relations exist between the partisan actors of the sector and local territories? What role do local elites play in the hybridization of public-private logic underpinned by neo-extractivism? How do the representations that make territories evolve in the face of this activity, which has a hegemonic definition of "resource"? To answer these questions, qualitative and multidisciplinary approach as well as multi-site, polymorphic and multimodal methods have been adopted. This methodological triangulation was designed to compare the discourses and practices of the sector's actors at the subnational level and to identify the territorial variations of a globalized model. Faced with the establishment of an activity that is greedy for "natural products", we invite the reader to consider the weight of the local in the multiscale and hybrid power relations deployed by the actors of large-scale metal mining activity.

### **Keywords**

Mining activity, Territories, Power, Interdependencies, Extractivism, Political Ecology, Critical Geography, Argentina.